BIBLIOTHÈQUE DE SYNTHÈSE HISTORIQUE

L'ÉVOLUTION DE L'HUMANITÉ

Dirigée par HENRI BERR

DIRECTEUR DU CENTRE INTERNATIONAL DE SYNTHÈSE

LE JOURNAL

ORIGINES, ÉVOLUTION ET RÔLE DE LA PRESSE PÉRIODIQUE

Avec 8 planches hors-texte.

PAR

GEORGES WEILL

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE CAEN

PARIS

ALBIN MICHEL, Éditeur

22, Rue Huyghens, 22

L'ÉVOLUTION DE L'HUMANITÉ

SÉRIE COMPLÉMENTAIRE

La Science dans l'Antiquité, par ABEL REY.

* Tome 1. — La Science orientale avant les Grecs. 5e mille.

* Tome 2. — La Jeunesse de la Science grecque. 7e mille.

+ Tome 3. — Apogée et déclin de la Science grecque et hellénistique.

En marge de l'Histoire universelle, par HENRI BERR.

* Tome 1. — Les problèmes de l'Histoire. Les origines humaines. Les premières civilisations. Le miracle grec. L'aube de la Science. 7e mille.

+ Tome 2. — Rome et la civilisation romaine. Celtes et Germains. Perse, Chine et Inde. Pensée orientale et Science occidentale.

* Volumes parus. + A paraître prochainement.

L'ÉVOLUTION DE L'HUMANITÉ

SYNTHÈSE COLLECTIVE

XCIV

QUATRIÈME SECTION

IV. — LE MONDE AU DÉBUT DU XXe SIÈCLE

V

L'ÉVOLUTION DE L'HUMANITÉ

SYNTHÈSE COLLECTIVE

Dirigée par HENRI BERR

LE JOURNAL

ORIGINES, ÉVOLUTION ET RÔLE DE LA PRESSE PÉRIODIQUE

Avec 8 planches hors-texte.

PAR

GEORGES WEILL

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE CAEN



LA RENAISSANCE DU LIVRE

94, RUE D'ALÉSIA, PARIS

1934

AVANT-PROPOS

LE JOURNAL ET L'HISTOIRE

« Quel rôle, disions-nous précédemment à propos du langage (1), *ont joué dans la recherche de la vérité l'écriture et l'imprimerie, — qui sont, comme le langage, la somme d'inventions innombrables imitées, transmises, socialisées, — les volumes ultérieurs le préciseront. L'écriture créa des* objets parlants. *L'imprimerie les multiplia à l'infini et les éternisa. L'espace, le temps, la mort furent vaincus par la pensée. »*

Le langage, l'écriture, l'imprimerie, ce sont là de merveilleux instruments créés par la pensée, pour la pensée. Le langage, Le livre, Le journal, *ce sont trois volumes de* l'Évolution de l'Humanité *qui, logiquement enchaînés entre eux, représentent de décisives étapes d'un outillage intellectuel lié au développement mental.*

Dans le précieux volume de J. Vendryes, nous avons vu de quelle importance est cette invention première du langage articulé qui, avec la main, véritablement, a fait l'homme : invention d'une singulière efficience pour agir et pour connaître en coopération avec autrui. Mais verba volant *: « L'époque de l'invention de l'écriture, a dit Cournot, peut être regardée comme l'époque critique dans l'histoire de l'esprit humain* (2). *» Jacques de Morgan, dans* l'Humanité préhistorique, *a sommairement exposé les premiers essais de*

(1) *T. III, p. XXII.*
(2) Essai sur les fondements de nos connaissances, *éd. de 1912, p. 317.*

« figuration de la pensée » (1), *depuis le simple dessin jusqu'à la conception de l'alphabet, dans les foyers de civilisation « d'où la lumière s'est répandue sur le monde entier »* (2). *J. Vendryes a consacré à l'écriture la dernière partie de son livre* (3), *complété les indications de J. de Morgan, suivi les tâtonnements et retracé les succès divers des groupes humains à la recherche d'un procédé commode de « communication de la pensée sous forme matérielle » (p. 372).*

Cette invention — tardive — de l'écriture, en même temps qu'elle matérialise la pensée, réalise une extériorisation de la mémoire, — *précédée, sans doute, de moyens mnémoniques divers, — dont on ne saurait exagérer la portée* (4). *Sans elle, « l'humanité ressemble à un homme qui ne se souvient pas du tout, ou, ce qui est pis, peut-être, se souvient inexactement de ce qu'il a fait la veille. L'écriture est la mémoire solide du genre humain. Sachant ce qu'on fait et d'où on vient, on pourra un jour savoir où l'on va et ce qu'il y a à faire. La conservation désormais possible des faits politiques est bien quelque chose; mais ce qui est infiniment plus influent, c'est la possibilité de conserver les observations, les découvertes ou les réflexions des hommes exceptionnels dans les sciences et dans les arts. L'humanité est maintenant en mesure de commencer son encyclopédie, qui jamais ne sera close »* (5).

(1) *Pp. 273-285.*

(2) *« La première écriture n'est que la représentation des objets ; la seconde est l'image des syllabes qui forment le nom des objets ; la dernière, la vraie, celle des sons élémentaires qui sont dans ces noms. »* PAUL LACOMBE, De l'Histoire considérée comme science, *p. 198.*

(3) *Pp. 367-401.*

(4) *« L'importance de la langue écrite a été de tout temps sentie par les hommes. A l'origine, ils attribuèrent l'écriture à une inspiration divine. Les Hébreux crurent que Moïse l'avait reçue de Dieu même ; les Égyptiens l'attribuèrent au dieu Thoth... ; les Grecs, égalant l'invention de l'écriture à la pratique de l'agriculture ou à la découverte du feu, élevèrent Cadmus au rang de Triptolème ou de Prométhée. »* VENDRYES, *p. 387.*

(5) PAUL LACOMBE, ibid., *p. 199. — Signalons un travail tout récent d'un professeur hongrois,* ÉTIENNE HAJNAL, *sur* le rôle social de l'Écriture et l'Évo-

De l'écriture à l'imprimerie, il n'y a qu'une différence de degré dans la puissance des moyens de fixation et de diffusion de la pensée (1). *Cependant des siècles séparent de la première la seconde invention. Le résultat de celle-ci est prodigieux : voilà, dans la mesure où l'humanité dispose de la durée, la pérennité assurée aux productions de l'esprit ; voilà l'élargissement sans limite, pour le penseur, le savant, le poète, du cercle des lecteurs possibles, et ainsi des disciples, des collaborateurs à l'œuvre collective* (2).

Il est fâcheux que les circonstances n'aient pas permis encore à Lucien Febvre de nous donner ce Livre, *qui est si attendu, et qui aurait dû précéder* le Journal. *Nous brûlons ainsi la première étape de l'histoire de l'imprimerie, puisque Georges Weill, préparé de longue date à traiter l'histoire de ce que, par privilège exclusif, on a appelé la « presse », a pu, dès maintenant, nous apporter sa contribution. Étonnamment riche en faits précis, puisés aux sources les plus diverses, disposés de la façon la plus claire et la plus ingénieuse, illustré de citations judicieuses et de significatives anecdotes, ce livre dépasse par son envergure tous les travaux antérieurs, qu'il utilise pleinement. Les plus amples n'embrassaient l'histoire de la presse que pour un pays : c'est la première fois qu'est menée dans un ouvrage une histoire générale de la presse, depuis les origines jusqu'à l'époque actuelle, — on pourrait presque dire jusqu'à l'heure présente. La France, la Grande-*

lution européenne *(extrait de la* Revue de l'Institut Solvay, *1934, n°s 1 et 2). Il y a dans ces pages très denses bien des idées à discuter ; mais on y trouvera sur la* scripturalité *(mot créé à l'instar du hongrois* irásbeliség *et de l'allemand* Schriftlichkeit*) succédant à l'*oralité, *sur les effets sociaux et culturels de l'écriture, de très utiles précisions.*

(1) *Lacombe, dont je me plais à évoquer l'œuvre si suggestive, a remarqué que, si l'écriture est née du dessin, l'imprimerie proprement dite est née de l'imprimerie du dessin, de la xylographie.* Ibid., *p. 202.*

(2) *Sur les conséquences pratiques de toutes sortes, économiques, politiques, morales, juridiques (la loi écrite), même affectives, à la fois de l'écriture et de l'imprimerie, voir Lacombe encore,* ibid., *pp. 210-223. « La responsabilité humaine n'existe presque pas tant que l'homme ne sait que parler », p. 223.*

Bretagne, l'Allemagne, les États-Unis sont au premier plan; mais à l'arrière-plan figure le reste du monde civilisé. Comment aurions-nous pu priver plus ou moins longtemps les lecteurs de l'Évolution de l'Humanité *d'un travail qui comble une lacune et semble appelé à rendre d'incontestables services?*

Dans ce cas, comme en d'autres, — passés ou futurs, — si l'ordre du plan n'est pas observé, le plan lui-même et les directives générales de l'œuvre suffiront sans doute à assurer l'harmonie finale et la logique.

* * *

Le livre, sous la forme manuscrite, préexistait à l'imprimerie, — dès l'antiquité. On peut dire que c'est l'imprimerie qui a créé le journal, — tout au moins, le vrai journal, le quotidien.

Non pas que le besoin essentiel auquel le journal répond ne soit né que sur le tard. Mais ce besoin, comme il arrive toujours, s'est manifesté davantage et s'est aiguisé avec les possibilités de le satisfaire.

A la base du journal, il y a la curiosité du présent, du présent immédiat. Une curiosité intéressée, pratique : savoir ce qui se passe, pour profiter de circonstances avantageuses, parer aux difficultés ou aux dangers, s'il y a lieu; cette curiosité est particulièrement vive, cela va de soi, chez l'homme politique et l'homme d'affaires. Une curiosité esthétique, au sens large du mot, une curiosité de jeu : apprendre tout ce qui est nouveau, *inattendu, exceptionnel, extraordinaire; chercher dans le réel, à même la vie, les émotions que certaines formes d'art ont pour objet de donner; cette curiosité-là est particulièrement vive dans la masse. « Le grand public s'est toujours passionné pour les événements extraordinaires qui interrompent la monotonie de la vie quotidienne : faits naturels, comme les inondations, les éruptions volcaniques,*

les tremblements de terre (sans parler des comètes); faits humains, comme les assassinats mystérieux; faits miraculeux qui rencontraient [*autrefois*] *peu d'incrédules* (1). »

La lettre, où l'on donne de ses nouvelles, — et des nouvelles, — a longtemps contenté la curiosité, tant mal que bien. Puis est venue, en divers pays, la nouvelle *manuscrite, l'*avis. *Dans l'Italie du XV*e *siècle, surtout, la « curiosité intense » des hautes classes trouva des hommes pour la satisfaire, nouvellistes professionnels, ancêtres des journalistes (pp. 8-11). L'imprimerie devait permettre à la nouvelle d'atteindre un public plus large, — et de façon plus régulière.*

*Commencée par des almanachs, — annuels ou semestriels, — la périodicité, au XVI*e *siècle, est devenue hebdomadaire, sous des noms variés :* gazette, mercure, Zeitung, courrier, coranto... (2). *Le* journal, *au début, s'oppose à la gazette par son contenu — littéraire ou scientifique — et par sa périodicité plus espacée* (3). *Les premiers quotidiens apparaissent au XVIII*e *siècle* (4). *Et bientôt se produit une transmutation curieuse : au « magazine », à la* revue, *publication récréative ou sérieuse, — et qui n'est jamais quotidienne, — s'opposera désormais le* journal, *— qui procure, en principe, les nouvelles du jour.*

Voilà donc, dans cette évolution du périodique, l'aboutissement : le quotidien. Disons mieux : le pluriquotidien. Non seulement il paraît des journaux du matin, de midi et du soir, mais les grands journaux ont des éditions successives.

Quelles sont les causes de ce développement prodigieux?

(1) *P. 15; cf. pp. 23, 42, 52.* — (2) *Voir pp. 24, 44.*

(3) *P. 35. — Dans l'*Encyclopédie, *Voltaire définit la gazette « relation des affaires publiques » et le journal « un ouvrage périodique qui contient les extraits des livres nouvellement imprimés, avec un détail des découvertes dans les arts et dans les sciences ». Sur le mot* journal, *voir, dans la* Revue de Synthèse, *juin 1933, pp. 136-144, un excellent projet d'article, destiné au* Vocabulaire historique *du Centre international de Synthèse, par* Marc Jaryc.

(4) *1702, Angleterre; 1777, France; 1781, États-Unis. Voir pp. 3, 64, 82, 99; et, pour des essais antérieurs, p. 52.*

Quelles résistances a-t-il rencontrées ? Car il y en a eu, — de très dures parfois. Quelles conséquences a-t-il produites ? Car il y en a eu, — de très importantes et très diverses. Tels sont, sous la richesse du détail, les problèmes essentiels que pose et que résout ce livre si utile et, à certains égards, si neuf.

*
* *

Une des tâches de G. Weill, c'était de montrer l'étroite liaison du « journal » avec le progrès général de la technique.

L'invention de l'imprimerie est le facteur initial. Mais l'imprimerie s'est perfectionnée. En même temps, la « presse » tirait parti d'inventions variées. Le périodique une fois réalisé, il convenait qu'il fût distribué le plus rapidement possible. « L'imprimerie et la poste, voilà réunies les deux conditions nécessaires aux débuts du journal » (1) *; la seconde, avec l'organisation et le progrès de ce service, a joué un rôle qu'on ne saurait exagérer. Sans doute, la presse à vapeur* (2), *la rotative, la linotype, de nombreuses ingéniosités de détail ont permis d' « atteindre le but essentiel, l'augmentation continue du tirage »* (3)*; mais, sans le chemin de fer, la clientèle nécessaire aux tirages élevés n'aurait pu être obtenue. Et sans le chemin de fer encore, sans le télégraphe et le téléphone, sans la lithographie et l'autotypie, sans le bélinographe ou l'avion, la matière du journal, — les faits du jour, les images du jour, puisque désormais le journal fait* voir *les événements* (4), *— n'aurait pu prendre ce caractère d'immédiate actualité* (5).

(1) *P. 16 ; cf. pp. 5, 44, 64, 199.* — (2) *1814 : voir p. 196.*
(3) *P. 196 ; cf. pp. 244, 286, 292.* — (4) *Voir pp. 198, 293-294.*
(5) *Les progrès de la technique ont même créé au journal imprimé la concurrence du journal radiodiffusé : « gravée d'abord sur la pierre, puis sur des tables d'airain, inscrite ensuite sur des peaux de bêtes, puis sur les feuilles légères du papier, [la pensée] s'envole aujourd'hui, dématérialisée, sur les ondes de la T. S. F. »* L. Houllevigue, L'Histoire du papier, *dans le* Temps *du 31 juillet 1934.*

On trouverait dans le présent livre les éléments d'une statistique instructive, sur la multiplication des journaux (1), *sur le chiffre montant des tirages* (2), *sur le nombre croissant des pages et le prix décroissant des exemplaires. Il a fallu s'ingénier pour subvenir à l'extraordinaire consommation de papier* (3). *Il a fallu s'ingénier pour remédier à l'accroissement des frais, que ne pouvait couvrir le produit de la vente, dans la baisse constante des prix. La grande idée, l'innovation géniale fut l'*annonce. *La publicité, en s'amplifiant sans cesse, a compensé le déficit.*

*C'est au XVII*e *siècle, en Angleterre, que s'est fait le « rapprochement entre la politique et la publicité » (p. 83). Mais c'est au XIX*e *que les grands journaux sont devenus une sorte de « foire permanente »* (4). *Entre 1830 et 1860, une révolution s'est accomplie, dont le principal agent, — en France, tout au moins, — est Émile de Girardin. On a dit de lui qu'il était le « père du siècle ». A vingt-quatre ans il règne sur Paris, « parce qu'il a eu l'idée de dépenser en annonces les*

(1) *Dès le XVIII*e *siècle : voir p. 86.*

(2) *Pp. 53 (vers* **1668**, *tirage d'une gazette allemande : 90 à 100) ; 67 (vers* **1712**, *les dix journaux de Londres : 44 000) ; 81 ; 90 (***1763**, Mercure de France : *1 600 souscripteurs) ; 98 ; 103 ; 110 (***1776**, Gazette de Voss, *2 000) ; 121 ; 133 (***1803**, Journal des Débats, *8 150 abonnés) ; 140-1 ; 150 ; 162 ; 172 (***1827**, Débats, *12 600 ;* Constitutionnel, *20 000) ; 174 (***1840**, Gazette de Voss, *9 820 ;* **1847**, *20 300) ; 202 (***1829**, Times, *10 000) ; 206 (***1840**, Siècle, *30 000) ; 209 ; 213 (***1835**, Times, *17 000) ; 214 (***1849**, New York Herald, *33 000) ; 219 ; 221-22 ; 231 (***1866**, Siècle, *44 000 ; Débats, 9 650 ;* Temps, *9 600) ; 235 ; 237 ; 240 (***1855**, Times, *60 000) ; 247 (***1870**, Daily News, *150 000) ; 252 (***1896**, Daily Mail, *200 000 ; cinq ans plus tard, 1 000 000) ; 265 (***1899**, Matin, *78 000 ;* id., **1902**, *285 000 ;* **1905**, *483 000 ;* **1913**, *1 000 000 ;* Petit Parisien, **1899**, *777 000 ;* **1905**, *1 180 000 ;* **1913**, *1 550 000 ;* **1914**, *41 quotidiens, 6 000 000) ; 274 (***1913**, Morgenpost, *400 000) ; 293 ; 299 ; 328 (***1896**, New York Times, *9 000 ;* **1914**, *250 000 ;* **1918**, *377 000) ; 333 (***1930**, Daily News, *près de 1 500 000) ; 336-37 (***1931**, Daily Mail, *1 840 000 ;* **1934**, Daily Express, *2 000 000) ; 340 ; 343 ; 347 (***1928**, *Allemagne, 10 686 journaux et périodiques ;* Morgenpost, **1930**, *600 000) ; 357 (Russie,* **1913**, *859 journaux, 3 500 000 ex. ;* **1932**, *5600 journaux, 35 000 000 ex. ;* Pravda, *près de 2 000 000) ; 358 ; 380-82 ; 387.*

(3) *Sur le papier de bois, voir p. 294. Cf. l'article de L. Houllevigue, cité plus haut.*

(4) *P. 147 ; cf. pp. 204, 209, 228.*

cinq cents francs que lui a prêtés son premier commanditaire » (1) : il a donné l'exemple, et de l'avoir donné il a tiré un magnifique profit.

Comme l'annonce, selon le mot de Macaulay, « est aux affaires ce que la vapeur est aux machines » (p. 204), l'essor économique et le développement du journal se trouvèrent liés. Par ses rapports avec l'industrie et le commerce, la presse se tourna elle-même, de plus en plus, en industrie et en commerce (2). Agences de nouvelles et de publicité (pp. 216-17), services annexes (p. 338), trusts et cartels (pp. 296-97, 339), une organisation et des combinaisons de toutes sortes tendent à faire du journal une marchandise, — une marchandise diversement exploitable.

Mais ce ne sont pas seulement les progrès de la technique et les transformations de l'économie qui ont agi dans l'évolution de la presse : ce sont toutes les circonstances sociales, — et surtout les progrès de la démocratie, auxquels se rattachent ceux de l'instruction populaire (3); ce sont les événements qui, au cours des derniers siècles, ont agité les peuples ou bouleversé le monde, — luttes intérieures, expansion coloniale, guerres étrangères, — et qui, eux-mêmes, ont affecté l'organisation sociale.

En somme, l'histoire du journal est mêlée étroitement, de plus en plus mêlée à mesure qu'on avance dans le temps, à l'histoire générale. On peut dessiner les grandes lignes d'une évolution d'ensemble et constater que le journalisme, — qui, « au XXe siècle, a conquis l'Asie et l'Afrique aussi bien que

(1) *Voir* G. WEILL, *pp. 205-206;* MAURICE RECLUS, Émile de Girardin, le créateur de la presse moderne, *p. 82;* MORIENVAL, Les créateurs de la grande presse*;* J. BERTAUX, Presse 1836, *dans la* Revue de Paris, *1er mai 1934, p. 192;* A. THÉRIVE, Les livres, *dans le* Temps *du 29 mars 1934.*

(2) *Pour obtenir le plus d'annonces possible, on en vient à « acheter » le plus de lecteurs possible par des primes et des avantages variés. Voir pp. 337, 339.*

(3) *Voir, notamment, p. 244.*

l'Europe et l'Amérique » (p. 389), — présente partout, à toute époque, des traits communs. On se rend compte, d'autre part, que de contingences ethniques ou de milieu, de circonstances particulières, résultent, ici et là, des différences notables (1). *C'est ainsi, pour prendre un exemple, que, dans l'Islam même, malgré le fonds d'idées et d'aspirations identiques, « la diversité des pays, des régimes politiques, des intérêts nationaux » introduit, entre les périodiques, des « dissonances nombreuses »* (2). *Et c'est de ces contingences, précisément, que nous allons dégager, avec Georges Weill, la nature des résistances qu'a rencontrées le Journal, des difficultés qui, aujourd'hui encore, lui sont créées dans une partie de l'Europe.*

***

Le journalisme ne s'épanouit, ne déploie toute sa force — utile ou nuisible — que dans la liberté. Libre, en même temps qu'il peut renseigner exactement les lecteurs immédiats, il peut constituer une documentation sérieuse pour l'histoire. Libre, il ne se contente pas, d'ailleurs, d'enregistrer les faits : il est tendu vers l'avenir; il prépare les réformes ou les révolutions; il pose et oppose les partis; il exprime l'âme des foules. Pour les idées, il est un merveilleux instrument de propagande. En face du pouvoir, il dresse une puissance (3). *Et c'est pourquoi, plus dans certains pays et en certains temps qu'en d'autres, le pouvoir redoute la presse, la restreint, — par la censure, par l'impôt* (4), *— ou même l'asservit. Cette puissance, il veut la paralyser, ou la capter* (5).

(1) *Voir pp. 276, 384.* — (2) *Voir p. 384; cf. pp. 276, 291.*

(3) *Voir p. 180 : en 1814, un journaliste allemand souhaitait que le journal fût « la bouche du peuple et l'oreille du prince ».*

(4) *Sur l'impôt, voir pp. 68, 203-4.*

(5) *Voir p. 48. Le journal, selon les paroles d'un censeur, « rend la multitude trop familière avec les actes et les projets de ses supérieurs ».*

Le premier journaliste français, Eusèbe Renaudot, disait fièrement de sa gazette : « C'est une marchandise dont le commerce ne s'est jamais pu défendre, et qui tient cela de la nature des torrents qu'il se grossit par la résistance (1). *»* *Et Milton, dès 1664, publiait un éloquent plaidoyer pour la liberté de la presse, que devait plus tard traduire Mirabeau* (2).

Il y a des pays, comme l'Angleterre et la Hollande, où, de bonne heure, la liberté tendit à régner (3) *; d'autres, où longtemps la presse eut à subir les caprices de la censure et les volontés des souverains* (4). *Les régimes autoritaires, d'ailleurs, ne comportent que par exception une liberté, toujours relative ; et, contre eux, la lutte pour l'indépendance de la presse n'est qu'une des plus frappantes manifestations du besoin croissant d'émancipation politique. Dans l'Allemagne du XVIII*e *siècle, le* raisonniren *était franchement suspect aux princes* (5). *Dans la France du même siècle, le désir d'une presse libre, bien renseignée, devint de plus en plus vif et explicite. « Sans les gazettes, disait Brissot, en 1789, la révolution de l'Amérique... ne se serait jamais faite... Ce sont les gazettes qui ont tiré l'Irlande de la langueur et de l'abjection où la tenait le parlement anglais; ce sont les gazettes qui conservent le peu de liberté politique qui reste en Angleterre. » Les Cahiers formulaient généralement cette revendication essentielle ; et Mirabeau s'écriait : « Que la première de vos lois consacre à jamais la liberté de la presse, la liberté la plus inviolable, la plus illimitée, la liberté sans laquelle les autres ne seront jamais acquises* (6). *»*

*Depuis le XVIII*e *siècle, conscients, et de la puissance, et de la vertu émancipatrice de la presse, les despotes intelligents*

(1) *Voir p. 30.*
(2) *Voir pp. 45, 46, 117. Cf. le réquisitoire de Locke contre la censure, en 1695, p. 51, et les revendications de Lavater et Pestalozzi, p. 138.*
(3) *Voir pp. 56, 73-75.* — (4) *Pp. 86, 114.*
(5) *Voir pp. 103, 106, 110, 111, 143.* — (6) *P. 118 ; cf. pp. 94, 98.*

— *un Frédéric II, un Napoléon Ier, — ont pratiqué une double attitude : « imposer un joug de fer aux journaux pour détruire toute opposition, et diriger une presse officieuse ou officielle pour mener... l'opinion publique »* (1).

On suivra, dans ce livre, les vicissitudes d'une conquête où le « quatrième pouvoir » (2), *bien que s'affirmant toujours davantage, subit, ici et là, les assauts des réactions. Ce sont, en France, sous la Restauration, des discussions ardentes et des combats acharnés : au début de la monarchie de Juillet, « l'évêque, le grand seigneur, le magistrat, le militaire, le savant, l'ancien pair de France, l'ancien député, l'étudiant sortant des bancs de l'école, tous tendaient la main pour saisir le levier de la presse périodique alors si puissant »* (3).

Vers 1840, en Angleterre, la presse devient « une des forces incontestées du Royaume-Uni, au même titre que le charbon, la flotte ou la Banque d'Angleterre » (p. 242). Partout, en 1848, le mot d'ordre fut : « Liberté de la presse ! » Puis vinrent des retours d'oppression (4), — *qui ne firent que préparer des offensives nouvelles et des résultats décisifs. La loi française de 1881 est « une des plus libérales du monde » (p. 259). Si, en France comme en tous pays, pendant la Grande Guerre, la censure est intervenue, en principe « la victoire des alliés devait être celle de la liberté »* (5). *Cependant les dictatures récentes ont subordonné la presse à l'intérêt de l'État et, non sans paradoxe, elles ont appelé liberté la soumission à une cause, à un régime* (6).

Dans ce livre encore, on pourra voir comment se comporte la presse opprimée. Souvent l'opinion, que le pouvoir veut étouffer, trouve quelque moyen clandestin de s'exprimer ou

(1) *P. 129; cf. pp. 145, 160.* — (2) *P. 146, expression de Burke.*
(3) Alfred Nettement, *cité p. 173; cf. pp. 161, 168-70, 176.*
(4) *Voir pp. 226, 348, 353....* — (5) *P. 331; cf. p. 395.*
(6) *Pp. 348, 350, 355, 357, 376, 385.*

parvient à se faire entendre du dehors (1). *D'une façon générale, la politique, quand elle est dangereuse à traiter, est refoulée ou remplacée par la littérature, la morale* (2), *les faits divers. Avant que l'élargissement du public eût donné aux journaux populaires leur contenu en quelque sorte impressionniste et leur voyante bigarrure, la prudence, autant que le souci de diversifier l'intérêt, avait fait la part large, dans les feuilles politiques, à des éléments hétérogènes* (3). *Le rôle de ces éléments, — critique, variétés, chroniques, feuilletons, bulletins financiers, sportifs* (4), *— leur dosage relatif varient selon les pays et les temps, non moins que selon le type même des journaux : et sur ce point également la riche matière amassée par G. Weill fournit d'intéressantes indications.*

On ne saurait trop rendre hommage à la compétence large — et pourtant sobre — dont fait preuve notre collaborateur pour préciser le rapport de la presse avec les conditions de toutes natures, techniques, sociales, intellectuelles, comme avec les personnalités de tous genres, qui en ont favorisé, entravé, diversifié le développement et l'action.



Quand on arrive au terme actuel de cette évolution ; après qu'on a vu naître toutes les formes du journalisme — journalismes d'opinion, d'information, de « sensation » et de scandale ; — qu'on a vu grandir et s'organiser la profession de journaliste (5), *défiler les gloires de la presse, — journa-*

(1) *Voir, par ex., pp. 236, 354, 385.*
(2) *A l'origine, ces matières spéciales sont traitées séparément : voir p. 40. Sur la presse spécialisée moderne, voir pp. 389-391.*
(3) *Voir pp. 61, 99, 103, 112, 134.* — (4) *Voir pp. 207, 223, 224.*
(5) *Le journaliste a commencé par craindre « l'amende, le pilori, le fouet, la prison » (p. 62) ; sa profession a pu être considérée « comme la plus vile de la littérature » (p. 92). A travers l'étape où l'on a reconnu que « l'emploi du journaliste est digne d'être exercé par les meilleurs esprits » (p. 99 ; cf. pp. 152, 167),*

listes de métier ou d'occasion, éditeurs et managers, initiateurs à des titres divers; — qu'on s'est rendu compte de la place occupée dans notre civilisation par la presse périodique, et surtout par le quotidien (1), *on se demande, avec l'auteur lui-même, dans quel sens s'est exercée cette action. Le progrès de la presse est éclatant. Mais le progrès* par *la presse?*

Nous ne traiterons pas ici, prématurément et de biais, la question générale du progrès, — à laquelle toute l'Évolution de l'Humanité *doit répondre* (2). *Nous dirons, avec Royer-Collard et avec Georges Weill : « Le bien et le mal de la presse sont inséparables »* (3). *Merveilleux instrument de propagande, la presse, qui tend à servir la liberté, peut servir à la dictature. Toujours, cependant, jusqu'ici, elle réussit à la longue, à forcer les pires obstacles. Puissant instrument de culture, elle a, par son expansion, contribué, sans aucun doute, au développement intellectuel des masses* (4). *Mais elle fait concurrence au livre; elle monnaye et souvent frivolise les idées* (5); *elle se plie aux goûts les plus vains du*

il est devenu « roi », comme nous l'avons vu, à l'époque de Girardin. — Sur l'organisation contemporaine du journalisme, voir pp. 360-364 (mouvement syndical), 367... (écoles de journalisme, cours d'histoire du journalisme).

(1) *Il y aurait à faire la psychologie du « bureau de rédaction », celle de la rue, aux heures où arrivent les journaux, dans les kiosques et sur les bras des « camelots », celle même du camelot.*

(2) *Dans les Publications du Centre international de Synthèse paraîtra prochainement le fascicule de la 6e Semaine de Synthèse, sur* la notion de Progrès devant la Science actuelle.

(3) *Pp. 414, 415.*

(4) *Émile de Girardin, en qui certains n'ont vu que le lanceur d'entreprises, « ne concevait la presse que comme instrument d'éducation des masses » : « Il avait, a dit de lui Sainte-Beuve, son but, sa visée supérieure et constante,... ce qu'on a pu appeler son coin d'utopie. » Voir M. Reclus, ouvr. cité, pp. 68, 81. Voir ici, p. 284, sur la mission éducatrice de la presse, une citation d'un directeur de journal américain, Bowles : « Le journal est et doit être le grand-prêtre de l'histoire, l'animateur de la société,... le sang vital circulant à travers l'esprit humain. Il est le grand ennemi des tyrans, le bras droit de la liberté.... »*

(5) *Dès le XVIIIe siècle, les philosophes élèvent des critiques contre le journal : voir p. 88.*

public, souvent aussi à ses goûts les plus bas. A ce point de vue, et parce qu'elle prête son aide puissante aux ambitieux sans scrupule et aux pêcheurs en eau trouble, elle est un agent d'immoralité. « Il s'agit de savoir, disait Clemenceau, si les avantages de la liberté du bien compensent les périls de la liberté du mal. J'ai confiance dans l'esprit humain. Je crois à la liberté (p. 400). »

Remarquons, en terminant, que le quotidien, qui contribue à faire l'histoire, cherche aussi à fixer de plus en plus minutieusement l'histoire qui se fait. Et si l'on réfléchit sur cette histoire au jour le jour, à la minute la minute, qui s'inscrit dans des milliers de feuilles, tirées à des millions d'exemplaires, on est amené par là même à réfléchir sur les conditions et les difficultés nouvelles du métier d'historien. A ce besoin de se situer dans le temps, de se relier au passé, de récupérer de proche en proche des millénaires toujours plus reculés, qui caractérise les récentes générations, s'ajoute maintenant le besoin, toujours plus vif et toujours mieux satisfait, de ne rien ignorer du présent, de connaître, à mesure, tout ce qui se passe et tout ce qui se dit. A côté des informations officielles, — qui ne sont pas toujours sûres, — le reportage et l'interview accumulent des renseignements, des détails, d'inégale valeur, et multiplient les interprétations subjectives. Les perfectionnements techniques dont il a été question plus haut donnent toutes facilités d'enregistrement et de diffusion à la vérité comme à l'erreur, — à l'erreur involontaire ou voulue. De tout cela résulte une prodigieuse, une dangereuse documentation : miroir à milliers de facettes où l'image de la vie apparaît singulièrement confuse (1).

(1) *Les « dépouillements » qu'entreprennent des journaux, des « argus », des offices divers, ne peuvent être ni complets, ni, en général, critiques ; les meilleurs ne servent que des fins limitées et le plus souvent pratiques. Le « Comité national d'études sociales et politiques » a publié, pendant quelques années, des Bulletins qui constituaient une tentative intéressante de larges dépouillements systématisés.*

Il est d'autant plus souhaitable qu'à la méthode d'analyse, à l'esprit critique, pour dominer le pullulement des faits dans la masse des documents, l'historien joigne l'esprit de synthèse; d'autant plus souhaitable que des directives générales, des idées précises sur la causalité historique, puisées dans l'etude du passé lointain, président à la connaissance du récent passé.

HENRI BERR.

LE JOURNAL

ORIGINES, ÉVOLUTION ET RÔLE DE LA PRESSE PÉRIODIQUE

LE JOURNAL

INTRODUCTION

On a cherché les origines du journal dans l'antiquité. Joseph-Victor Le Clerc publiait dès 1838 son livre *Des journaux chez les Romains*. Sans contester d'ingénieux rapprochements, je ne remonterai pas si haut : c'est l'invention de l'imprimerie qui a rendu le journal possible. Mais il ne la suivit pas immédiatement. Auparavant on avait la « nouvelle » manuscrite, on eut désormais la « nouvelle » imprimée. Celle-ci doit-elle être qualifiée de journal ? En Allemagne, elle porte aussitôt le nom qui désignera ce dernier : c'est la *Zeitung*. Elle présente plusieurs des caractères de nos quotidiens, l'actualité, la publicité, la recherche du sensationnel ; il lui manque le plus important, la périodicité. Ces feuilles, qui n'ont qu'un seul numéro, préparent les journaux futurs ; ce ne sont pas encore les journaux.

Ceux-ci (d'après nos connaissances actuelles) apparaissent au commencement du XVIIe siècle. Encore faut-il préciser. « Journal », pour un homme de notre temps, signifie « quotidien » ; c'était là chose inconnue au XVIIe siècle. A part deux ou trois essais vite abandonnés, le premier quotidien capable de vivre a commencé en Angleterre en 1702 ; on n'en voit pas

à Paris avant 1777, aux États-Unis avant 1784. Des périodiques paraissant chaque semaine suffisaient aux contemporains de Louis XIV et de Guillaume d'Orange ; en France, la « gazette » hebdomadaire s'opposa longtemps au « journal », publié tous les mois.

Après 1789 le journal est partout devenu le quotidien ; bientôt il s'est nettement séparé de la « revue », paraissant plus rarement, et traitant les mêmes sujets d'une manière plus approfondie. C'est en Grande-Bretagne que naquirent, au commencement du XIXe siècle, l'*Edinburgh Review* et la *Quarterly Review*, bientôt suivies par les revues du continent. Aux XVIIe et XVIIIe siècles la presse périodique n'était pas encore assez riche, assez variée, pour qu'on fît des distinctions si rigoureuses ; l'historien du journal est obligé de mentionner à cette époque des recueils qui, dans la suite, n'auront plus de rapports avec lui (1).

Pendant longtemps on n'a pas cru que les journaux pussent offrir matière à une étude historique. Ces publications éphémères, destinées à disparaître après une rapide lecture, n'inspiraient que dédain aux hommes de lettres et aux savants qui auraient pu s'en occuper. On ne songeait point à recueillir, à conserver ces feuilles fragiles, facilement déchirées ; voilà pourquoi beaucoup ont disparu. C'est le goût croissant du document qui, au XIXe siècle, a changé les dispositions des lettrés. Sainte-Beuve un des premiers, avec sa curiosité toujours en éveil, écrivait en 1839 : « Une histoire des journaux est à faire... Mais l'entreprise que je propose en ce moment et que je suppose, cette espèce de *rêve au pot au lait* que j'achève en face de mon écritoire, cette histoire des journaux donc, dans son incomplet même et dans son inexact inévitable, se fera-t-elle ? J'en doute un peu... (2). » Ces craintes n'étaient

(1) Sur l'histoire des revues, qui n'est pas abordée ici, v. GERHARD MENZ, *Die Zeitschrift*, Stuttgart, 1928.

(2) *Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1839.

pas justifiées, car Hatin en France et Prutz en Allemagne commençaient précisément leurs études sur la presse ; mais il a fallu encore un certain temps avant que tous les historiens aient compris l'importance des journaux. Ils cherchent maintenant dans ces feuilles soit des faits nouveaux, soit l'impression que les faits déjà connus laissaient aux contemporains. Plus récemment on a vu naître, en Allemagne surtout, la « science du journal » *(Zeitungswissenschaft)*, qui a pour base la recherche historique.

L'histoire du journal est complexe et difficile, car on ne peut l'isoler de l'histoire générale de la civilisation. Toutes les grandes nouveautés politiques, intellectuelles, économiques, techniques, ont eu leur action sur la presse périodique. Considérons, par exemple, ses débuts. L'esprit de la Renaissance éveille l'intérêt de l'homme pour toutes les choses humaines. Les grandes découvertes maritimes étendent cette curiosité aux pays lointains. Les guerres du XVIe siècle, surtout les guerres turques, suscitent l'attention et l'inquiétude. Si l'imprimerie fournissait l'outil nécessaire pour répandre les nouvelles, c'est l'organisation de la poste, avec les courriers partant chaque semaine, qui fit les gazettes hebdomadaires. De même au XIXe siècle, ce sont la presse à vapeur et le chemin de fer qui ont facilité la diffusion des quotidiens.

Les transformations politiques n'ont pas eu moins d'importance. Les progrès de la démocratie, entraînant comme conséquences l'instruction primaire gratuite et le suffrage universel, ont rendu possible et nécessaire l'énorme diffusion des journaux. La Russie des Soviets a fait de la presse « ouvrière et paysanne » l'instrument destiné à répandre la nouvelle foi communiste.

Les ouvrages sérieux qui existent sur l'histoire de la presse ont toujours adopté comme cadre la vie d'une seule nation. J'ai tenté de suivre cette histoire pendant trois siècles dans quatre pays, l'Allemagne, les États-Unis, la France et la

Grande-Bretagne. L'évolution du journal chez ces peuples offre assez de différences et assez de ressemblances pour qu'on puisse en tirer certaines conclusions générales. J'ai emprunté à beaucoup d'autres États des exemples et des faits. Je souhaite que cette esquisse d'ensemble contribue à provoquer les études particulières, scientifiques et approfondies, qui nous font encore défaut.

PREMIÈRE PARTIE

LE JOURNAL SOUS L'ANCIEN RÉGIME

CHAPITRE PREMIER

LES DÉBUTS DU JOURNAL

L'invention de l'imprimerie fournit l'instrument nécessaire à ce qui devint plus tard le journal, mais celui-ci n'apparut point aussitôt. Pendant plus d'un siècle on utilisa l'art de Gutenberg et de ses émules pour imprimer des feuilles volantes ou des brochures donnant des nouvelles, et contenant ainsi l'élément essentiel du journal ; ce qui leur manquait, ce fut la périodicité. La nouvelle imprimée a d'ailleurs été précédée par la nouvelle manuscrite ; et celle-ci avait eu pour devancière la nouvelle orale, qui fut de tous les temps et de tous les pays.

I

La nouvelle manuscrite.

Il est impossible d'assigner une date de naissance à la nouvelle manuscrite. En Angleterre, une ordonnance royale de 1275 contre les propagateurs de fausses nouvelles, confirmée en 1378, sera encore invoquée en 1682 par le Conseil Privé contre un journaliste acquitté par le jury. Dans ce pays la

nouvelle manuscrite est de bonne heure l'objet d'une véritable industrie, exercée par des professionnels qui se chargent de renseigner les chefs de familles nobles. On a conservé les noms de Laurence Minot sous Édouard III, de Lydgate sous Henri VI ; un autre, Fenn, fut particulièrement recherché pendant la guerre des Deux Roses, où se jouait le sort de l'aristocratie anglaise.

La nouvelle manuscrite au xve siècle eut plus d'importance encore dans les deux pays les plus divisés, les plus agités de l'Europe, l'Allemagne et l'Italie. Celle-ci était alors le centre principal de la vie intellectuelle et sociale ; ses villes renfermaient un clergé, une noblesse et une bourgeoisie qui rivalisaient d'éclat, de goût pour les lettres et les arts, d'intérêt pour les choses extérieures ; mêlées à tous les grands événements du monde, les hautes classes italiennes avaient besoin de les bien connaître. Cette curiosité intense trouva des hommes pour la satisfaire, des marchands de nouvelles habiles à recueillir ces renseignements que certains personnages riches et puissants n'hésitaient point à payer très cher. Venise était particulièrement bien placée pour ce commerce ; la grande république marchande, à laquelle Espagnols et Portugais n'avaient point encore enlevé sa primauté, entretenait des relations avec tous les pays ; ses patriciens, ses gouvernants recherchaient des informations aussi précises, aussi détaillées que possible. Les marchands de nouvelles firent de leur mieux pour donner ces informations par des *avvisi* manuscrits (1). Leur clientèle s'étendit hors de Venise, dans toute l'Italie ainsi qu'en Allemagne, car les banquiers et les marchands des villes libres allemandes n'étaient pas moins actifs et entreprenants que ceux de la Péninsule. Ils s'abonnèrent aux « avis » de Venise, puis trouvèrent dans le Saint-Empire des nouvellistes aussi habiles que les Italiens à inter-

(1) **CCLXXIII**, p. 12.

roger marchands, pèlerins, voyageurs, officiers de lansquenets. Les Fugger, les puissants banquiers d'Augsbourg, attachaient tant d'importance à la chose qu'ils voulurent avoir un service de nouvelles à eux ; c'est une idée que les Rothschild, au commencement du XIXe siècle, devaient reprendre avec succès.

Quand la nouvelle imprimée vint disputer le marché à la nouvelle manuscrite, elle ne la fit pas disparaître ; les deux coexistèrent pendant tout le XVIe siècle et même plus tard. Une institution établie ne cède que lentement la place à une institution nouvelle, même perfectionnée. Il fallut du temps pour construire et multiplier les presses ; beaucoup de villes n'en eurent que tardivement ; ailleurs, elles furent monopolisées par les autorités civiles ou religieuses. Les rédacteurs de nouvelles manuscrites, pratiquant le métier depuis longtemps, avaient leurs informateurs et leurs clients ; ils les conservèrent pendant bien des années, d'autant plus que les nouvelles imprimées, mises à la portée de tous pour un prix peu élevé, apparaissaient comme quelque chose d'inférieur, bon pour le peuple. Et puis les imprimés furent soumis dès l'origine à la surveillance étroite et soupçonneuse des autorités publiques. Les grands préféraient des nouvelles manuscrites faites pour eux seuls, non censurées, fournies par des nouvellistes qui leur inspiraient confiance. D'ailleurs ce qui se passait au XVIe siècle s'est reproduit bien des fois dans la suite ; lorsqu'une tyrannie excessive ne laissait paraître dans les imprimés que des nouvelles incolores ou tendancieuses, les gazettes manuscrites ont reparu, vendues « sous le manteau », recherchées parce qu'elles disaient les vérités que leurs rivales devaient taire.

On a gardé plusieurs collections de ces feuilles manuscrites qui sont les aïeules vénérables de nos journaux. Les plus importantes viennent des Fugger. Vingt-sept volumes ainsi conservés à la Bibliothèque Nationale de Vienne se rap-

portent aux années comprises entre 1588 et 1605. Moins importante, mais plus ancienne, la collection des nouvelles adressées à Ulrich Fugger de 1554 à 1571 a passé à la Bibliothèque du Vatican. Les nouvelles qu'elles renferment arrivent de centres fort différents : ce sont Rome, Milan, Naples et Gênes en Italie ; Cologne, Hambourg, Spire, Ratisbonne, Vienne, dans l'Empire ; Madrid, Valladolid, Tolède, Lisbonne, dans la Péninsule ibérique. Paris, Lyon, Londres, Bruxelles, Anvers en envoient aussi ; quelques-unes sont datées de Vilna, Varsovie et Constantinople (1). L'agence vénitienne qui les a recueillies les copie, tout entières ou abrégées, sous une forme très sèche, et les envoie aux destinataires. « C'est le luxe d'un riche banquier. » Une autre collection, également conservée à la Vaticane, contient des *avvisi* de 1572 à 1642, envoyés à la chancellerie des princes d'Urbin. Certaines villes placées dans le voisinage de grands événements, comme Anvers pendant la révolte des Pays-Bas contre Philippe II, fournissent des nouvelles presque toutes les semaines. Citons encore le recueil conservé à la Bibliothèque Ambrosienne de Milan ; ce sont des avis envoyés, de 1565 à 1585, à Giovanni Pinelli, riche mécène et bibliophile d'origine gênoise. Comme l'a dit un érudit, « c'est le journal manuscrit, avant l'existence ou plutôt la vulgarisation du journal imprimé. Les *avvisi* en ont toutes les qualités et tous les défauts » (2). On pourrait signaler dans d'autres pays au XVIe siècle des nouvelles manuscrites (3). L'Angleterre en produisait toujours beaucoup. Rowland White, à l'époque d'Élisabeth, fut très recherché des grands pour la sûreté de ses informations. Sous Jacques Ier, nous trouvons trois « intelligencers » de marque, le géographe John Pory, Thomas Locke, et surtout John Chamberlain, qui renseigne fort bien l'ambassadeur Dudley Carleton.

(1) V. **XXXIX** et **XL**. — (2) **XLVII**, p. 360. Cf. **XXXIV** et **XXXVI**.

(3) En Bohême, on a trouvé des nouvelles en langue tchèque datant de 1495 (**CCLXXXV**).

Les hommes qui se chargeaient de recueillir et d'envoyer ces informations n'étaient pas tous des professionnels. Parmi eux on rencontrait des personnages importants, heureux de rendre service à des amis haut placés. Il est peut-être excessif de remonter, comme on l'a fait, jusqu'à Pétrarque, et de voir en lui, à cause de ses lettres, un précurseur des journalistes. Mais au XVIe siècle, dans cette ville de Nuremberg que Luther appelait l'œil et l'oreille de l'Allemagne, un patricien, Christian Scheurl, en bonnes relations avec un grand nombre de notables de l'Empire, leur envoie souvent des lettres détaillées ; ce sont de vraies gazettes manuscrites qu'on a conservées pour les années 1512-1537. Mélanchthon, ayant fait de Wittenberg la capitale intellectuelle du protestantisme germanique, expédiait de sa résidence non seulement des écrits théologiques, mais des nouvelles très appréciées par les princes luthériens. Les souverains les plus puissants comprenaient d'ailleurs la nécessité de s'assurer ce que nous appelons « une bonne presse ». Charles-Quint et François Ier se disputèrent les éloges de l'Arétin, qui entretenait aussi une correspondance avec le corsaire turc Barberousse ; on a parfois attribué à ce brillant écrivain la gloire peu enviable d'être le précurseur du journalisme de chantage.

Quant aux nouvellistes vivant de leur profession, ils devinrent très nombreux. Certains avaient de véritables bureaux bien organisés : Jérémie Krasser dirigea un bureau de ce genre à Augsbourg, qui fut repris après sa mort par Schiffle ; tous les deux travaillaient pour les Fugger et pour d'autres clients. Les électeurs de Saxe payaient de nombreux correspondants (parmi lesquels figure Hubert Languet) pour leur envoyer les feuilles dont la collection est conservée aujourd'hui à Dresde (1). Certains nouvellistes cherchèrent à étendre leur clientèle. Un témoin du XVIe siècle voit à Ham-

(1) V. des détails précis dans **XLI**, qui donne (p. 20) une liste de 25 collections de gazettes manuscrites consultées dans les bibliothèques allemandes.

bourg un bureau de ce genre, où les diplomates et bien d'autres personnes viennent se procurer des nouvelles manuscrites et imprimées. C'est en Italie surtout que le commerce des *fogli a mano* se vulgarise. A Venise on les vendit publiquement sur le Rialto dans une boutique ; nombreux étaient dans cette ville les professionnels, appelés tour à tour *menanti*, *novellanti*, *rapportisti*, *gazettanti*. Ce dernier terme nous rappelle que, d'après la tradition, le mot « gazette » vient de la petite pièce de monnaie vénitienne *(gazzetta)* qui payait la feuille mise en vente. L'étymologie est-elle exacte ? C'est probable, sans qu'on puisse l'affirmer avec certitude.

Imprimées ou manuscrites, les nouvelles, comme plus tard les journaux, éveillèrent vite les craintes et les défiances des gouvernements, qui cherchèrent à les réprimer. Les papes surtout, engagés dans une lutte acharnée contre la Réforme, voulurent imposer silence aux nouvellistes (1). Le pontife qui incarne la Contre-Réforme, Pie V, fulmina dans un consistoire de 1569 contre ceux qui rédigent des nouvelles manuscrites hostiles au pape, aux cardinaux, aux évêques ; peu de jours après il faisait pendre un nouvelliste nommé Niccoló Franco. De nouveaux exemples de sévérité n'arrêtant point le mal, en 1572 parut la bulle *Romani pontificis providentia* ou Constitution contre les faiseurs d'avis. Les punitions antérieures n'ont pas suffi, dit le pape ; les libelles se multiplient sans cesse, engendrant des haines, des rixes, des meurtres, avec offense à la majesté publique, péril des âmes, mauvais exemple et scandale. Donc ces écrits, et surtout les avis, sont prohibés ; les auteurs et tous ceux qui copient et divulguent ces avis, ou qui ne les remettent pas immédiatement aux agents de l'autorité, s'exposent aux peines les plus graves, y compris la mort et la confiscation des biens.

Le successeur de Pie V, Grégoire XIII, ne fut pas moins

(1) V. dans **CCLXXII**, Bongi, *Le prime gazzette in Italia*.

rigoureux pour les nouvellistes, les *menanti*. Dès septembre 1572, la bulle *Ea est* flétrit les hommes illicitement curieux qui recueillent et qui rédigent toutes sortes de nouvelles, fausses ou vraies, sur leur pays ou sur les autres ; répandues partout comme venant de Rome, elles y reviennent plus tard de l'étranger. Il est défendu à tous de rassembler ces nouvelles, de les recevoir, de les copier, de les répandre. Les contrevenants seront *ipso facto* condamnés aux galères, à vie ou à temps ; même peine pour ceux qui, une fois avertis, ne les auraient pas dénoncés.

Ces décisions, bien que mal appliquées, ne demeurèrent pas lettre morte. Sixte-Quint en particulier déploya sa rigueur accoutumée contre ces *pestiferi uomini*. En novembre 1587 le chef d'un groupe de *menanti*, Annibale Capello, était pris et amené à Rome ; on lui coupa la main, on lui arracha la langue, et il fut pendu avec un écriteau le déclarant menteur et calomniateur. On disait que Marie Stuart, avant de mourir, avait averti le pape que les secrets du Saint-Siège étaient trahis par un nouvelliste. Cela n'empêcha point les *avvisi* de continuer à courir la ville ; si bien que, sans rétracter ses rigoureux édits, la papauté finit par adopter une tolérance de fait à l'égard des « avis innocents », gazettes officieuses ou autres, qui offraient moins de danger que les gazettes clandestines. En raison de l'importance de la Ville Sainte comme centre de renseignements, ces avis étaient recherchés en Italie comme à l'étranger. Ainsi en 1593 la république de Lucques, mécontente de son informateur de Rome, veut le remplacer ; le chancelier s'adresse à un compatriote qui habite Rome. Celui-ci répond qu'il existe un *menante* nommé Giovanni Poli, supérieur à tous les autres, ne travaillant que pour les princes ; il donne à l'ambassadeur d'Espagne des avis qui sont envoyés au roi. Mais il se fait payer très cher, deux écus d'or par mois. Le gouvernement de Lucques ne reculant pas devant la dépense, Poli consentit à lui envoyer

des *avvisi* réguliers, qui avaient quatre, quelquefois huit pages. C'étaient, en effet, des gazettes sérieusement préparées, bien qu'il s'y glissât quelques erreurs : la fille de Philippe II, roi d'Espagne, qui en faisait la lecture à son père, fut très amusée d'y apprendre son mariage avec le grand-duc de Toscane. Poli renseigna le gouvernement de Lucques de 1593 à 1619 : beaucoup de ses « avis » sont conservés dans cette ville. Lucques payait également les services d'un nouvelliste fixé à Milan, d'un autre à Venise, et quelques traits de ce régime devaient subsister jusqu'en plein XVIIIe siècle (1).

II

La nouvelle imprimée.

Malgré cette longue survivance, la nouvelle manuscrite n'avait cessé de reculer devant sa redoutable rivale, la nouvelle imprimée. On a discuté si les feuilles volantes isolées, qui devinrent si nombreuses depuis la fin du XVe siècle, doivent être appelées des journaux (2). Peu importe ; ce sont les devancières des feuilles périodiques. On passa même par degrés des premières aux secondes, car il y eut des feuilles de nouvelles qui, sans posséder une périodicité régulière, formaient déjà des séries numérotées.

Ces nouvelles se multiplièrent à mesure que des ateliers s'ouvraient pour exploiter l'invention réalisée sur les bords du Rhin. Ce sont les imprimeurs, en effet, qu'on trouve partout à l'origine du journal. Les premières imprimeries eurent souvent de la peine à vivre, car les livres, confectionnés lentement par elles, vendus très cher à une clientèle restreinte, ne leur assuraient pas un revenu suffisant ; on reconnut bientôt qu'une feuille de nouvelles, rapportant brièvement un fait

(1) **CCLXXII** et **CCLXXIII**, p. 15. — (2) V. **XXXV**.

récent, plairait à de nombreux acheteurs. Les sujets de ces récits étaient très variés. Le grand public s'est toujours passionné pour les événements extraordinaires qui interrompent la monotonie de la vie quotidienne : faits naturels, comme les inondations, les éruptions volcaniques, les tremblements de terre (sans parler des comètes) ; faits humains, comme les assassinats mystérieux ; faits miraculeux, qui rencontraient au XVIe siècle peu d'incrédules. Les imprimeurs découvrirent une matière non moins riche dans les événements politiques et militaires de l'époque. Ce furent avant tout les guerres contre les Turcs. Le flot asiatique, progressant toujours depuis 1453, débordait sur l'Europe centrale ; chacun se demandait avec terreur où il s'arrêterait. Vers le même temps avaient lieu les grandes découvertes maritimes, si intéressantes pour les marchands de Venise et d'Augsbourg. C'était aussi le début des guerres d'Italie, auxquelles se mêlèrent peu à peu tous les États européens. Puis Luther parut, et les guerres engagées pour ou contre la Réforme créèrent une solidarité entre des pays qui s'ignoraient auparavant. Nombreux étaient donc les événements que le public désirait connaître ; dès qu'un imprimeur était renseigné sur l'un d'eux, il avait intérêt à faire un placard, un *avviso* en Italie, une *Zeitung* en Allemagne, sachant que cette marchandise trouverait des clients (1).

Les imprimeurs bientôt rencontrèrent la concurrence des maîtres de poste. C'est au XVe siècle que la monarchie, dans tous les États où elle fortifiait sa puissance, organisa d'une façon régulière le service postal ; Louis XI en France, Édouard IV en Angleterre y travaillèrent activement. Maximilien, continuant l'œuvre commencée par son père, l'empereur Frédéric III, confia cette mission à un gentilhomme qui connaissait la poste vénitienne, Jean de Taxis : ce fut

(1) Sur les origines du mot *Zeitung*, v. **XLI**, p. 1-3. Cf. **XXXVII** et **XLIV**.

l'origine du monopole qui devait appartenir si longtemps, dans le Saint-Empire Romain, à la famille de Thurn et Taxis (1). Les maîtres de poste se trouvaient bien placés pour recueillir les nouvelles du dehors : ils se les communiquaient réciproquement, et la vente de ces nouvelles aux princes et aux particuliers devenait pour eux une source de profits. L'imprimerie et la poste, voilà réunies les deux conditions nécessaires aux débuts du journal ; au XIXe siècle, un nouvel essor suivra la découverte des presses mécaniques et des chemins de fer.

Les premières de ces feuilles, à la fin du XVe et pendant une partie du XVIe siècle, ne contenaient qu'une seule nouvelle, racontée en détail ; elles étaient de format in-quarto. Plus tard, surtout en Italie, on préférera le format in-8°, et l'*avviso* mis en vente aura le format d'un cahier ou d'un petit livre, avec le titre détaillé en première page, et le texte commençant à la page 3. Ce texte est souvent accompagné d'illustrations, surtout d'ornements qui entourent le titre. Ces feuilles renferment des récits en prose ; mais les coutumes venant de l'époque des nouvelles orales ne sont pas complètement oubliées, puisque certaines de ces feuilles racontent les faits sous forme de chansons ou de ballades (2).

Les feuilles de nouvelles du XVe siècle que le hasard nous a conservées sont assez rares. Une feuille italienne décrit en vers un tournoi de 1470, mais presque toutes se rapportent aux guerres turques. Un imprimé italien, probablement de 1475, donne sous forme de lettre le récit de la prise de Caffa, colonie gênoise en Crimée, par les Ottomans (3). Ces guerres fournissent également le sujet d'une *Zeitung* imprimée à Augsbourg en 1474, et de deux autres datées de 1480 et 1482. Celle-ci a pour titre : « Histoire, comment les Turcs ont attaqué

(1) Des Italiens, Jean de l'Herba en 1563, Codogno en 1608, publièrent des indicateurs *(Itinerarii)* des lignes postales européennes.
(2) Cf. **XLV**. — (3) V. **XLIII**.



Entree du roy no
ſtre ſire a Romme.



COMMUNIQUÉ SUR L'EXPÉDITION DE CHARLES VIII
(*Bibliothèque Nationale*, Réserve L^b 28_1.)

l'Église chrétienne » *(Historie, wie die Türken die christliche Kirche angefochten)*. Certaines de ces feuilles sont l'œuvre des gouvernements. Celui de Vienne a fait publier l'imprimé qui donne de bonnes nouvelles sur la santé de l'archiduc Maximilien, prisonnier des Flamands. Celui de France a fait mieux encore pendant l'expédition de Charles VIII en Italie : on a imprimé des feuilles racontant l'entrée du roi à Rome, le traité avec le pape, l'entrée à Naples, la bataille de Fornoue. Ce sont de véritables bulletins de l'armée d'Italie, beaucoup plus longs que de simples communiqués officiels (1).

Ces feuilles vont se multipliant sans cesse pendant le XVI[e] siècle. Quelques-unes sacrifient le texte à l'image, comme celles qu'Albert Dürer faisait vendre au marché par sa femme (2). Certaines se rapportent aux pays nouveaux d'Amérique. On a conservé onze exemplaires d'une feuille allemande sur le Brésil, imprimée en 1508 ou 1509 *(Copia der newen ceytung aus Presily Land)*. Une autre, de 1522, se rapporte au Yucatan (3). Mais ce sont toujours les guerres européennes qui retiennent l'attention du public. Si Vienne est alors un des centres les plus actifs de ces publications, c'est que les imprimeurs de cette ville reçoivent des nouvelles toutes fraîches des guerres turques ; des défaites chrétiennes comme celle de Mohacz, des victoires comme la résistance heureuse de Vienne en 1529 assurent le succès des feuilles qui les racontent. Cela continuera longtemps : nous trouvons, envoyées du camp de l'empereur de Hongrie en 1566, une sixième, une septième, une huitième *Neue Zeitung* (4). Les imprimeurs italiens rivalisent avec les Allemands : une lettre de Raguse, imprimée à Venise en 1531, donne des nouvelles de Turquie, d'après des marchands dignes de foi qui sont

(1) V. **XLII**. — (2) **LXXXVII**, p. 17.
(3) V. Bockwitz, *Zur Neuen Zeitung aus dem Lande Jucatan*, Leipzig, 1928.
(4) **LII**, p. 166.

venus de Constantinople en douze jours et qui ont juré de dire la vérité.

Les guerres entre pays européens n'intéressent pas moins le public. Celle de Smalkalde, où Charles-Quint remporta une victoire aussi brillante que peu durable, fut l'objet de nombreux récits. On a conservé, parmi les nouvelles que publiait un imprimeur romain, Jérôme de Cartolari, douze feuilles datées de différentes villes allemandes et renfermant un compte rendu suivi de cette guerre. Ce sont les correspondances d'un témoin oculaire (1).

Les imprimeurs ont commencé aussi de bonne heure à traduire ou à reproduire des feuilles parues ailleurs. En 1548 une feuille en français, imprimée à Anvers et décrivant un ouragan, est traduite en italien et publiée à Rome. En 1587 paraît à Cologne une *Zeitung* traduite du français, portant le numéro 3, qui raconte les opérations des huguenots contre Henri III.

Sans insister sur les feuilles de propagande politique ou religieuse qui se multiplient aussi à cette époque, on voit que ces nombreux imprimés préparaient le public à lire des journaux périodiques. Ajoutons que les hommes du XVI[e] siècle parlent des nouvelles comme leurs successeurs parleront des gazettes : on les traite avec dédain, mais on ne peut s'en passer. Un envoyé de Lucques se moque de leurs mensonges ; un écrivain, Tassoni, dit qu'il laissera de côté les puérilités « qui servent aux *menanti* à remplir leurs feuilles ». Un poète florentin flétrit la gazette, « cette mauvaise sorcière ». Cela n'empêche pas les nouvellistes, rédigeant des feuilles manuscrites ou imprimées, de trouver une clientèle de plus en plus nombreuse.

(1) **CCLXXIII**, p. 40.

III

Le périodique.

Il n'a été question jusqu'ici que d'imprimés non périodiques. La périodicité annuelle semble avoir été inaugurée avec des almanachs rudimentaires, souvent réduits à un placard fait pour être affiché au mur ; Mayence imprima ainsi, de 1448 à 1470, quelques calendriers remplis de formules d'astrologie. On en trouve de semblables ailleurs. Tels sont, dans les pays germaniques, les « postillons volants » *(fliegende Postreuter)* et les « messagers boîteux » *(hinkende Boten)* ; tel est, en pays latin, le « Compost des bergiers », imprimé à Paris en 1491, et bientôt imité à Genève dans « Le grand calendrier des bergiers » (1497) (1).

Pour les recueils de nouvelles, c'est la périodicité semestrielle qui apparaît à Cologne vers la fin du xvi[e] siècle (2). Un gentilhomme autrichien, Michel von Aitzing ou Eyzinger, érudit et grand voyageur, marié avec une Fugger, vint se fixer dans la ville rhénane. Celle-ci était alors le théâtre d'un grave conflit entre l'électeur Gebhard Truchsess, qui voulait passer à la Réforme en sécularisant l'archevêché, et les catholiques résolus à le chasser. S'il triomphait, le Saint-Empire compterait 4 électeurs protestants sur 7 ; la chose intéressait donc toute l'Allemagne. Aitzing publia depuis 1483 des brochures dans lesquelles il racontait ces faits. Puis une nouvelle idée lui fut suggérée par l'existence de la foire de Francfort, qui se tenait deux fois par an, au printemps et en automne, et qui servait de rendez-vous aux imprimeurs et aux libraires. Il fit donc imprimer depuis 1588 deux volumes par an, destinés à être vendus à ces deux réunions, et contenant chacun la

(1) CCLXXXIII, p. 1249. — (2) LII, p. 225 sq.

relation des principaux événements survenus pendant le semestre. Ces *Messrelationen* donnaient surtout les faits politiques et militaires, laissant les faits divers aux feuilles volantes isolées. Le succès fut si grand que l'auteur continua cette publication semestrielle jusqu'à sa mort (1598).

Cette réussite provoqua des imitations et des concurrences ; témoin l'âpreté avec laquelle Eyzinger en 1593 critique un rival ; celui-ci, qui signait Jacobus Francus, était Konrad Lautenbach, un prédicant protestant de Francfort. Il y eut encore d'autres entreprises du même genre, où l'on utilisait les gazettes manuscrites, les placards imprimés à l'occasion d'événements notables, et aussi des lettres particulières que les rédacteurs demandaient à des amis ou à des correspondants. En 1627, pour se délivrer de toute concurrence, la veuve du libraire francfortois Latomus obtint de l'empereur Ferdinand II le droit exclusif de publier les Relations pour les foires de la ville, à condition de les soumettre à une censure préventive.

Une périodicité semestrielle était insuffisante : on chercha mieux. En 1597 l'empereur Rodolphe II, redoutant la multiplicité des feuilles isolées, voulut faire charger certains imprimeurs, choisis à cet effet, de publier une fois par mois des détails sur tous les événements importants survenus pendant les trente jours précédents ; la tentative ne paraît pas avoir eu de suite. Ce qui allait commencer peu après, ce furent les gazettes hebdomadaires, dues probablement à ce fait que les courriers postaux partaient des villes importantes une fois par semaine. C'était un immense progrès ; il devait suffire longtemps à la curiosité publique, puisque le premier quotidien durable ne commença point avant 1702.

Un imprimeur de Florence, Gigli, obtenait du grand-duc dès 1597 un privilège pour publier des bulletins commerciaux hebdomadaires ; mais les premières véritables gazettes que nous possédions aujourd'hui, donnant des nouvelles de tout

genre, parurent à Augsbourg et à Strasbourg en 1609. Un érudit allemand, Opel, a découvert à la bibliothèque de l'Université de Heidelberg en 1876 les 52 numéros de l'année 1609, mis en vente par l'imprimeur strasbourgeois Johann Carolus (1). Le titre général, qui est long comme tous ceux de cette époque, promet de donner les histoires importantes et mémorables *(fürnehmmen und gedenckwürdigen Historien)* survenues « en Haute et Basse Allemagne, en France, Italie, Écosse, Angleterre, Espagne, Hongrie, Pologne, Transylvanie, Valachie, Moldavie, Turquie, etc. ». Cette gazette présente les mêmes caractères que toutes celles qui vont commencer vers la même époque en Allemagne, aux Pays-Bas, en Angleterre ; chaque numéro est un assemblage de nouvelles se rapportant surtout à la politique extérieure et aux guerres, tandis que la politique intérieure est laissée de côté. Ces nouvelles sont envoyées de dix-sept villes différentes, parmi lesquelles Prague, Vienne et Cologne figurent aussi bien que Rome et Venise. Elles sont mises bout à bout, sans ordre logique, sans réflexions ou commentaires.

L'autre gazette, retrouvée à la bibliothèque de Hanovre en 1903, fut probablement imprimée à Augsbourg (ce n'est pas indiqué sur les feuilles) ; on en possède 50 numéros de 1609, 52 de 1610. Avec un titre aussi long que celle de Strasbourg, elle donne des nouvelles venant de vingt-deux villes ; deux sujets reparaissent constamment, le conflit entre l'empereur Rodolphe II et la Bohême, aboutissant à la reconnaissance de la Lettre de Majesté, et la succession de Clèves et de Juliers. Elle s'appelle *Avisa, Relation oder Zeitung*. Les nouvelles offrent peut-être moins de variété que celles de Strasbourg (2).

Un grand nombre de villes libres ou impériales semblent avoir eu des gazettes hebdomadaires à partir de la même époque. On les trouve mentionnées à Bâle en 1610, à Vienne et

(1) V. LXXXI. — (2) V. XXXVIII.

à Francfort en 1615, à Hambourg en 1616, à Berlin en 1617. Les premières années de la guerre de Trente ans ne ralentirent point cet essor. L'imprimeur ou libraire désireux de fonder une gazette s'adressait aux autorités de la ville pour obtenir un privilège qui lui assurât la protection du *Rat* à la fois contre les poursuites judiciaires et contre la concurrence éventuelle d'un confrère. On lui accordait ce privilège moyennant le paiement d'une somme une fois versée, l'impression gratuite des arrêtés municipaux et le service gratuit de la gazette à la Ville ou même à plusieurs membres du Conseil. Ici encore les imprimeurs trouvèrent des rivaux dans les maîtres de poste. En 1628, par exemple, Ferdinand II adressa un rescrit au Sénat de Francfort pour déclarer que le privilège des gazettes hebdomadaires était réservé au comte de Taxis.

Les villes allemandes ont peut-être été devancées par Anvers. Dans cette cité reconquise par l'Espagne, l'imprimeur Abraham Verhœve obtint en 1605 des archiducs Albert et Isabelle un privilège pour publier des informations sur les événements récents, et ce privilège fut renouvelé en 1620. Il est vrai que, à la différence des gazettes d'Augsbourg et de Strasbourg, on ne trouve pas une périodicité rigoureuse dans ses *Nieuwe Tijdinghe* ; mais les numéros se suivent, comme le prouve la collection conservée à Bruxelles, qui va de 1610 à 1629. Ce sont des livrets de petit format, tantôt en français, tantôt en flamand ; souvent ils renferment des gravures, d'ailleurs assez grossières, et parfois des cartes, même (en 1622) des morceaux de musique. Le succès financier de Verhœve paraît avoir été assez médiocre. Un peu plus tard Bruxelles eut une gazette qui, après divers changements, allait devenir depuis 1649 un organe très régulier, *Le Courrier véritable des Pays-Bas*, destiné à vivre jusqu'en 1792 (1).

Si l'Espagne conservait les Pays-Bas du Sud, elle perdait

(1) V. CCLX.

ceux du Nord. Dans la nouvelle république des Provinces-Unies, Amsterdam détrôna Anvers ; l'imprimerie grandit avec la richesse et le commerce, la ville d'Elzévir dépassa la ville de Plantin. Les typographes de Leyde, la grande cité universitaire, et ceux de toute la province de Hollande furent bientôt renommés. Or les commerçants de ce pays, comme auparavant ceux de Venise et d'Augsbourg, avaient besoin de nouvelles abondantes et précises : ils les demandèrent aux feuilles volantes, puis aux journaux périodiques. En 1609, Broer Jeanszoon, « ancien nouvelliste dans l'armée de Son Excellence princière », commençait à Amsterdam sa Gazette du vendredi. D'autres journaux suivirent, à Leyde et ailleurs (1).

Les gazettes hollandaises passèrent vite en Angleterre. Les imprimeurs de ce pays, très nombreux, avaient compris de bonne heure la valeur commerciale des nouvelles. On a retrouvé une feuille de 1549 sur le Concile de Trente *(Newes concernynge the General Councell holden at Trudent)* (2). Mais la surveillance était sévère. La Chambre Étoilée, dans un décret de 1586, fit une première codification de la censure ; d'ailleurs tout le monde alors admettait que le droit de publier des nouvelles appartient au roi, qu'il faut sa permission pour en user. Les Tudor faisaient imprimer des nouvelles sur les princes de la famille royale, leurs mariages, leurs funérailles ; ils lancèrent des placards destinés à influencer l'opinion, par exemple en faveur du divorce d'Henri VIII. Parfois ils toléraient des feuilles de nouvelles sur les événements extérieurs sur l'intérieur on ne devait rien dire, sauf les événements sensationnels, tremblements de terre, assassinats, épidémies ; quelques nouvelles sportives parurent également. Ces feuilles employaient souvent la ballade en vers ; quelques-unes étaient illustrées, comme celle de 1587 sur l'exploit de Francis Drake, où figure le dessin d'un bateau (3).

(1) Blok, *Geschichte der Niederlande*, t. IV, p. 48. — (2) V. CCX, chap. I.
(3) Reproduit dans CCXXXVII.

Les nouvelles extérieures intéressaient beaucoup les sujets d'Élisabeth ; ils désiraient suivre les péripéties des guerres de religion, surtout dans les deux pays voisins, la France et les Pays-Bas. On introduisit dans les feuilles imprimées la traduction des récits faits à l'étranger. Ces imprimés s'appelaient *Newes*. Comme l'Italie était le pays le plus civilisé de l'Europe, on les désigna souvent par des noms italiens, *gazzettas* et *corantos*. Ensuite arrivèrent d'Allemagne les volumes semestriels préparés pour les foires. Mercure est le messager des dieux : voilà pourquoi, dans cette Europe nourrie de mythologie, son nom fut emprunté par des périodiques réguliers, en français, hollandais ou allemand ; il devint même un nom commun, et l'on opposa plus tard les mercures aux gazettes, comme nous opposons les revues aux journaux (1).

Le premier qui pénétra en Angleterre paraît avoir été le *Mercurius gallo-belgicus*, livre latin publié à Cologne en 1594. C'était un volume de 625 pages, consacré aux affaires d'Allemagne, qui remontait jusqu'à 1588. Il fut suivi d'autres livres plus courts, de 50 à 100 pages, quelquefois illustrés, toujours semestriels. Ces recueils latins n'atteignaient qu'une minorité instruite. Mais en 1614 Robert Booth publia la traduction abrégée de l'un d'eux. Puis on tira de ces volumes des « relations » en anglais, courtes brochures qui se bornaient à retracer un seul des événements les plus sensationnels racontés dans le grand ouvrage. Les contemporains de Jacques Ier accueillirent avidement ces récits, par exemple celui de la mort d'Henri IV, le héros protestant dont on leur avait laissé ignorer l'abjuration, ou ceux des Provinces-Unies, où un grand nombre d'Anglais servaient sous le drapeau des princes d'Orange contre la tyrannie papiste. Le mariage de la fille de Jacques Ier avec l'électeur palatin popularisa la cause des

(1) Quant à l'*English Mercury*, soi-disant publié sous Élisabeth pour exciter l'opinion anglaise contre l'Invincible Armada, on a démontré depuis longtemps que c'est une mystification.

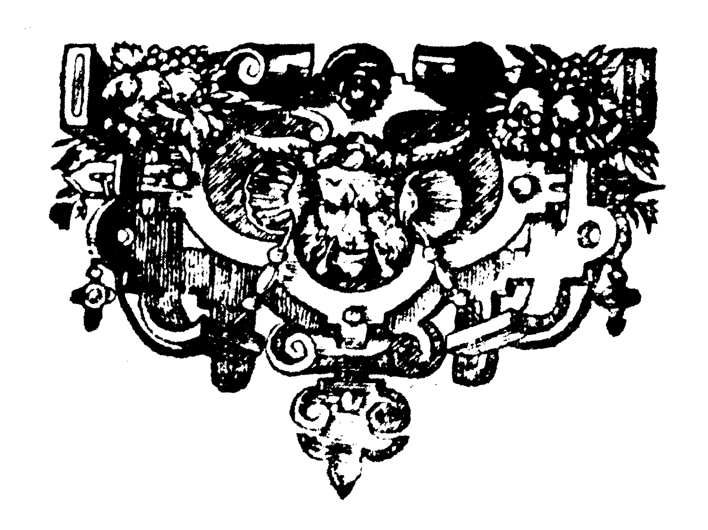
Aviso 2.

Relation oder Zeitung.

Was sich begeben vnd

zugetragen hat / in Deutsch: vnd Welschland / Spannien / Niederlandt / Engellandt / Franckreich / Vngern / Osterreich / Schweden / Polen / vnnd in allen Provintzen / in Ost: vnnd West Indien etc.

So alhie den 22. Januarij angelangt.



Gedruckt im Jahr. 1609.

TITRE D'UNE GAZETTE D'AUGSBOURG (1609)
Extrait de XXXVIII

protestants allemands, surtout quand cet électeur devint le roi de la Bohême révoltée contre l'Empereur (1).

La compagnie des libraires à Londres était organisée officiellement depuis 1557. Plusieurs d'entre eux, à la fois imprimeurs, éditeurs et libraires, faisaient un commerce fructueux de nouvelles imprimées, et imprimées au plus vite pour satisfaire la curiosité publique. Après le tremblement de terre de 1580 deux ballades en vers et deux récits en prose avaient paru dans les quarante-huit heures. Parmi ces entrepreneurs de nouvelles on trouve, au commencement du XVIIe siècle, les noms de six libraires, dont les trois premiers, Nathaniel Butter, Nicholas Bourne, Thomas Archer, reparaissent fréquemment comme publicistes. Ils sont tantôt isolés, tantôt associés. Les plus actifs parmi eux cherchèrent des correspondants, interrogèrent des témoins, surtout s'adressèrent aux officiers ou aux soldats du corps anglais qui servait aux Provinces-Unies. Ceux-ci pouvaient facilement recueillir des nouvelles ou traduire les gazettes hollandaises, préparant ainsi des « relations » intéressantes.

Ce n'étaient pas encore des périodiques, mais des séries consécutives. Les imprimeurs d'Amsterdam confectionnèrent des feuilles en anglais pour les vendre à Londres ; on en conserve quelques-unes, datées de 1620 et 1621 (2). Les imprimeurs anglais suivirent cet exemple, témoin les six *corantos* retrouvés en 1912, allant du 24 septembre au 22 octobre 1621. L'année suivante parut un véritable périodique. Les registres des *Stationer's* indiquent à la date du 14 mai 1622 « A Current of general Newes ». *Current* est la traduction de *coranto*. Ce premier numéro est perdu ; mais on a conservé le suivant, dont voici le titre : « The 23 of May. Weekely Newes from Italy, Germanie, Hungaria, Bohemia, the Palatinate, France and the Low Countries. » C'est publié par Thomas Archer (qui

(1) V. XLVI, CCVII et CCLI.
(2) Elles sont reproduites dans CCXLVIII.

faisait le commerce de nouvelles depuis 1603) et Nicholas Bourne, dont les initiales sont marquées sur quelques-uns des plus anciens *corantos.* Cet ancêtre des journaux anglais ne possède pas encore un titre identique répété chaque fois. Chacun des numéros hebdomadaires a son titre particulier, toujours assez long ; chacun est une brochure in-8° d'une vingtaine de pages. A part quelques irrégularités, cette publication devait continuer de 1622 à 1632. Le titre continu apparut dans le *Mercurius britannicus*, que Thomas Archer publia au moins en 1625 et 1626 ; malgré ce nom latin, c'est un recueil en anglais. Quant à Nathaniel Butter, on le retrouve pendant quarante ans poursuivant, au milieu de nombreux tracas, son métier de publiciste.

Toute innovation suscite les railleries de ceux qui défendent les coutumes traditionnelles. Au début de 1626 Ben Jonson fit jouer une comédie inspirée d'Aristophane, *La Boutique de nouvelles (The Staple of News).* Elle renferme une satire un peu lourde contre les nouvellistes, empressés à exploiter un engouement pernicieux, une mode que l'auteur croit devoir être passagère. Ces nouvellistes ouvrent une boutique pour y débiter leur marchandise. Ils ne reculent devant aucun mensonge : le roi d'Espagne, d'après eux, est élu pape, et ensuite empereur ; Spinola, le grand chef des troupes espagnoles, devient général des Jésuites. Et les sots acheteurs croient tout. Ben Jonson était mauvais prophète ; le goût des nouvelles allait grandir chez ses compatriotes, surexcité par la Révolution.

CHAPITRE II

LES JOURNAUX EN FRANCE AU XVIIe SIECLE

I

LA « GAZETTE ».

Les périodiques au XVIIe siècle ont acquis droit de cité, mais les gouvernements leur imposent une obéissance complète. La royauté française va plus loin ; elle entend créer des organes qui seront inspirés, presque dirigés par elle. Elle donne ainsi les modèles d'une presse d'État : presse politique, avec la *Gazette* ; presse scientifique, avec le *Journal des Savants* ; presse littéraire et mondaine, avec le *Mercure*.

Les imprimeurs français du XVIe siècle avaient publié beaucoup moins d'*avis*, de *relations*, que ceux d'Allemagne et d'Italie ; par contre, ils éditèrent en grand nombre les placards et les pamphlets de propagande, surtout pendant les guerres de religion. Sous Louis XIII la polémique se poursuivit, souvent très vive, entre les adversaires et les partisans de Richelieu. La même époque vit naître le premier périodique français, mais paraissant plus rarement encore que les *Messrelationen* de Francfort : c'est le *Mercure français*. Le premier volume, daté de 1611, était présenté comme une suite des résumés chronologiques de Palma Cayet ; il racontait les principaux événements survenus depuis 1605 en France et à l'étranger. Il y eut ensuite un volume par an, qui donnait parfois la reproduction intégrale de brochures d'origine offi-

cielle ou officieuse publiées pendant les douze derniers mois. Quand Richelieu arriva au pouvoir, il comprit l'utilité de la presse pour agir sur l'opinion publique. Le *Mercure français* pouvait rendre des services. Voilà pourquoi son confident, le P. Joseph, prit en fait la direction de ce recueil et la garda jusqu'à sa mort. Mais un ouvrage annuel ne pouvait être l'instrument d'information et de propagande que désirait le cardinal ; ce qu'il lui fallait, c'était une « gazette ».

Ce nom français apparaît vers 1600, mais il a un sens mal défini. Un pamphlet d'Arras, imprimé en 1600, parle de « faiseurs de gazettes ». *La Gazette française*, publiée en 1604 par Marcellin Allard, est, comme le dit l'auteur, « une sorte de *saugrenée* ou *pot-pourri* contenant toutes sortes d'instructions et de discours agréables ». Une *gazette* de 1609 est un recueil de petits vers badins, souvent grivois (1). Le mot va prendre son sens définitif, grâce à Théophraste Renaudot (2).

Ce médecin protestant, après avoir étudié à Montpellier, puis voyagé à l'étranger, vint s'installer à Loudun ; il y fit la connaissance du Père Joseph, qui allait le signaler à Richelieu. Fécond en idées nouvelles, Renaudot attaqua les vieilles pratiques médiévales, surtout la saignée ; ce fut l'occasion d'une lutte violente avec la Faculté de médecine de Paris et avec les conservateurs obstinés tels que Guy Patin. Il avait le sens de la publicité, comme le prouvent le Bureau d'adresses et le Mont-de-Piété organisés par lui. Ses voyages, particu-

(1) V. Marc Jaryc, *Journal*, dans *Revue de Synthèse*, juin 1933 ; *La Gazette de 1609*, réimprimée par Louis Loviot, 1914. Agrippa d'Aubigné avait employé le mot dans ses deux sens primitifs : « Il se retira... n'ayant avec lui qu'une seule gazette, pièce de monnaie valant trois liards de France. — Pour l'amour de dame Lisette, vous vous êtes fait huguenot, à ce que nous dit la gazette » (dictionnaire de Lacurne de Sainte-Palaye, au mot *gazette*). Voici la définition que donnera le Dictionnaire de l'Académie française en 1684 : « Cahier, feuille volante qu'on donne au public toutes les semaines, et qui contient des nouvelles de divers pays. »

(2) Sur Renaudot, v. **CLXXXIII**, **CLXXXIV**, et des notes bibliographiques dans **II** et dans *La vie de Théophraste Renaudot* (par divers auteurs), 1929.

lièrement aux Provinces-Unies, lui avaient permis de constater le succès des premières gazettes ; il résolut de les imiter, en adaptant cette institution aux besoins et aux possibilités d'une monarchie absolue. Un privilège, daté du 30 mai 1631, lui donna, pour lui et ses enfants, le droit de faire cette publication « à perpétuité, et tant que les dites gazettes, nouvelles et autres impressions auront cours en ce royaume ; et ce, exclusivement à tous autres ». La *Gazette* fut donc, ainsi que le disait le fondateur en 1631, « le journal des rois et des puissances de la terre ». Mais les simples particuliers devaient tous y trouver leur profit. « Ainsi le marchand ne va plus troquer en une ville assiégée ou ruinée, ni le soldat chercher emploi dans le pays où il n'y a point de guerre : sans parler du soulagement qu'elles apportent à ceux qui écrivent à leurs amis, auxquels ils étaient auparavant obligés, pour contenter leur curiosité, de décrire laborieusement des nouvelles le plus souvent inventées à plaisir et fondées sur l'incertitude d'un simple ouï-dire. »

Cette gazette hebdomadaire, imprimée au Bureau d'adresses de Renaudot, eut d'abord quatre pages in-4° ; elle passa ensuite à huit pages. On n'y trouvait point d'articles de fond, mais des nouvelles, surtout des nouvelles de l'étranger, auxquelles le rédacteur ajouta peu à peu des nouvelles de France, pour intéresser toutes les catégories de lecteurs (1). La *Gazette* suscita naturellement des critiques, des parodies et, ce qui en attestait la vogue, des contrefaçons (2). Renaudot sut défendre

(1) Presque chaque mois depuis 1632 il fait un article *pro domo sua*. Il se plaint des exigences du public : « Les capitaines y voudraient rencontrer tous les jours des batailles et des sièges levés ou des villes prises ; les plaideurs, des arrêts en pareils cas ; les personnes dévotieuses y cherchent les noms des prédicateurs, des confesseurs de remarque. Ceux qui n'entendent rien aux mystères de la cour les y voudraient trouver en grosses lettres. »

(2) Renaudot a souvent signalé, poursuivi ces contrefaçons. Quant aux parodies, elles sont totalement dépourvues d'esprit. *Les quatre parties de l'autre monde* (1632) donnent des nouvelles du Paradis, du Purgatoire, des Limbes, de l'Enfer. *La Gazette et nouvelles diverses* (1632) a des nouvelles

son œuvre, excusant les erreurs matérielles : « Je suis bien trompé, disait-il, si les plus riches censeurs ne trouvent digne de quelque excuse un ouvrage qui se doit faire en quatre heures de jour que la venue des courriers me laisse toutes les semaines pour assembler, ajuster et imprimer ces lignes. » Ailleurs il se justifie ainsi : « L'histoire est le récit des choses advenues ; la Gazette, seulement le bruit qui en court. La première est tenue de dire toujours la vérité. La seconde fait assez si elle empêche de mentir. »

Le succès du périodique inauguré en 1631 fut rapide en France. Dès janvier 1633 le fondateur pouvait écrire : « Les suffrages de la voix publique m'épargnent désormais la peine de répondre aux objections auxquelles l'introduction que j'ai faite en France des Gazettes donnait lieu quand elle était encore nouvelle. Car maintenant la chose en est venue à ce point qu'au lieu de satisfaire à ceux à qui l'expérience n'en aurait pu faire avouer l'utilité, on ne les menacerait rien moins que des Petites-Maisons (1). » La *Gazette* commença bientôt à pénétrer dans les autres pays ; et comme certains gouvernements étrangers semblaient vouloir la prohiber, Renaudot leur conseilla fièrement d'y renoncer ; « vu que c'est une marchandise dont le commerce ne s'est jamais pu défendre, et qui tient cela de la nature des torrents qu'il se grossit par la résistance ».

Outre la feuille hebdomadaire, il y avait des suppléments, et chaque année un volume paraissait, contenant tous les numéros. Prenons, par exemple, le volume consacré à l'année 1635. Voici le titre complet : « Recueil de toutes les gazettes, nouvelles ordinaires ou extraordinaires et autres relations. Contenant le récit des choses remarquables, avenues

datées de la Chine, de Cusco, de l'île des Vesugues. *Le Courrier véritable* (1632) les fait venir de Copenhague ou d'Amsterdam, mais ce sont de pures absurdités.

(1) Ailleurs, il rapporte que, lorsque ses feuilles sont mises en vente, on les « arrache des mains des colporteurs, encore toutes moites de l'impression ».

tant en ce royaume qu'ès pays étrangers, dont les nouvelles nous sont venues toute l'année 1635. Dédié au roi, par Théophraste Renaudot, conseiller et médecin ordinaire de Sa Majesté, maître et intendant général des Bureaux d'adresse de France. » Dans un numéro nous trouvons des nouvelles datées de Vienne, Ham en Westphalie, Minden, Worms, Schaffhouse, Cologne, Mannheim, Amsterdam, La Haye. Toutes ces nouvelles, avec le lieu d'origine et la date, sont placées l'une à la suite de l'autre, sans ordre logique, sans commentaires. D'autres numéros contiennent le récit détaillé d'un événement important, surtout militaire, par exemple de la délivrance de Heidelberg par les troupes françaises. Comme 1635 est l'année de la déclaration de guerre à l'Espagne, un numéro donne le texte intégral du manifeste royal exposant les motifs de la rupture, et enregistré au Parlement de Paris le 18 juin.

La *Gazette* est donc un recueil quasi officiel. Certains témoignages nous apprennent que Louis XIII y apporta parfois sa collaboration personnelle. Richelieu était pour Théophrase Renaudot un protecteur sûr, mais très exigeant ; un numéro de 1633, déjà composé, dut être complètement refait, pour insérer un article que le cardinal avait envoyé au dernier moment. Du moins lui assurait-on deux monopoles : celui des nouvelles politiques, par la *Gazette*, et celui des annonces, par le Bureau d'adresses (1). Le second pouvait devenir très lucratif, et Renaudot cherchait à l'étendre : on a retrouvé une requête de 1639 où il demande aux consuls de Lyon l'autorisation d'installer dans cette ville une agence du Bureau d'adresses parisien (2).

(1) Renaudot acquit en 1638 le *Mercure français*, dont quatre volumes, les derniers, parurent jusqu'en 1644.

(2) *Bulletin historique et archéologique de Lyon*, 1930, p. 92. Renaudot surveillait aussi la concurrence étrangère, témoin son factum de 1648 contre un gazetier de Cologne dont les feuilles sont vendues dans les rues de Paris à un prix « moindre que le parisis des nôtres ». **CXXXIV**, p. LXXXI.

Sous Mazarin une liberté de fait, causée par la faiblesse du gouvernement, écarta les obstacles opposés au flot des pamphlets, des Mazarinades. Renaudot, vaincu en 1644 dans sa lutte contre la Faculté de médecine, sauva du moins la *Gazette.* En 1649, sur l'ordre du ministre, il suivit la cour à Saint-Germain, où une imprimerie continua de publier les numéros hebdomadaires ; mais en même temps l'habile homme (probablement avec la permission d'en haut) laissait à Paris ses fils, qui faisaient paraître une autre feuille, *Le Courrier français*, favorable au Parlement. La longue crise de la Fronde allait quand même désorganiser ses créations ; aussi mourut-il en 1653 « gueux comme un peintre », ainsi que l'écrit joyeusement Guy Patin.

Renaudot laissait au moins à sa famille une propriété précieuse. La répression vigilante organisée, dès les premières années du gouvernement personnel de Louis XIV, contre la presse illicite et clandestine favorisa le monopole du recueil officiel. Le rédacteur fit part de son privilège, moyennant paiement, à quelques imprimeurs de grandes villes, qui reproduisaient le texte de Paris. Toulouse, par exemple, commença en 1675 une édition provinciale qui devait durer jusqu'au milieu du XVIIIe siècle (1). On essaya la même chose à Grenoble en 1697-1698 (2). Des pays voisins suivirent cet exemple : un imprimeur de Besançon donna depuis 1664 une copie abrégée de la *Gazette*, probablement supprimée en 1674 lors de la conquête française (3). A Paris, Théophraste Renaudot allait trouver bientôt un digne continuateur dans son petit-fils. L'abbé Eusèbe Renaudot, fils d'un médecin du dauphin, était un orientaliste renommé, un lettré lié avec Boileau, un théologien bien vu des jansénistes ; c'était en même temps un homme du monde recherché à la cour, conseiller politique apprécié par Louis XIV et consulté par les ministres. Des

(1) **CLXII**, p. 219 sq. — (2) ROUSSET, *La Presse à Grenoble*, Grenoble, 1900.
(3) **CLXXIV**, année 1925.

The new tydings out of Italie are nt yet com.

Out of Weenen, the 6 November.

THe French Ambassadour hath caused the Earle of Dampier to be buried stately at Presburg. In the meane vvhile hath Bethlem Gabor cited all the Hungerish States, to com together at Presburg the 5. of this present, to discourse aboute the Crovvning & other causes concerning the same Kingdom.

The Hungarians continue vvith roveing against these Lands. In like manner those of Moravia, vvhich are fallen uppon the Cosackes yester night by Hosleyn, set them on fire, and slaine many dead, the rest vvill revenge the same.

Heere is certaine nevves com, that the Crabats, as also the Lord Budean, are fallen unto Betlem Gabor.

The Emperour sends the Earle of Altheim as Ambassadour to Crackovv in Polen, to appeare upon the same meeting-day.

Novv comes tidings, that Betlem Gabor is at Thurna, there doe gather to gether great store of States.

The Emper. Maj. hath appoynted heere a meeting-day upon the 1. of Decemb. thereupon should appeare the 4. Proclaimed States. The appoynted taxing shall bring up a great som of money.

Out of Prage, the 5 of November.

Three dayes agone are passed by, 2 mile from this Cittie 6000 Hungarians (chosen out Souldiers) under the General Rediferens, vvhich are gon to our Head-camp, & the Enimie lieth yet near unto ours by Rackonits, though the crie goeth, that the enimie caused all his might to com togither, to com this vvayes against Prage, If that comes to passe, it shall not run of vvithout blovves, the vvhich might be revealed vvith in fevv dayes.

It coutinues, that in the Satser Crais are gathered togither 10000 Contrie-men, most high-dutch-men, against Meissen, & no Bohemians, they vvill help the King, to drive the enimie out of the Land. In like manner som certaine 1000 Contrie-men rebel in the LentmaritscherCrais, but it is feared that those Countrie-men are starred up, through practise of the Adversarie, that the enimie in the meane vvhile might com to Prage. Wee understand, that Bucquoy hath not been in the Camp, but by the Duke of Saxen som certaine dayes, therefore vve are to looke to our selves, for feare of Trecherie. And it is thonght that the Emperour vvill leave Austria to the Hungorians, & see to effect his intention only uppon Praghe.

Out of Ceulen, the 21. Novemb.

Writing from Marpurg in Hessen, that the Earle of the same Land, doth cause the foresaid Cittie to be strongly fortified, there on doe vvorke many 100 men dayly, and there is mustered in the Earleship Zigenheym not long since 1. Governement of foote-men, & 6 Cornets of horse-men, the foote-men are sent to Marpurg & Rijniels But the horse-men are lodged in the Villages about the Cittie, & thereafter are also mustered the Duke of Saxen Lauvvenburgs Governement in Tries-Zigenheym, novv further vvhere they shallbe laid & used, is yet unknovvn. The sames Brothers Governement, there quarter is laid by Cassel, the Souldiers vvhich are taken on about Hamburg, Lubeck, in the Dukeship of Holsteen, & Meckelenburg, should also be mustered about Cassel, & be used vvhere neede shall require.

Since the last vve cannot enquire, that there is any thing of any importaunce passed betvvixt the Marquis Spinola & the United Princes. We understand that the foresaid Spinola vvil lay his Souldiers in Garnisson vvith the first, & deale them unto divers places, on part to Oppenheym, Altzey, Ingelheym & Cruitsnach, the other part at Summeren & Bacharacht, the speech goeth that there shalbe layed vvith in Ments a good Company in Garnisson.

The Bishop at Halberstadt, Duke Christiaen at Bruynsvvyck, doth cause to be taken on 2000 Musquetters, to send to the United Princes.

Heere is tydings, that betvveen the King of Bohemia & the Emperours folke hath beene a great Battel about Prage, but because there is different vvriting & speaking thereuppon, so cannot for this time any certainety thereof be vvritten, but must vvayte for the next Post. As also of the Cittie Pilsen, vvhich the Earle of Mansvelt (so the speech goeth) shonld have delivered into the Emperours hands.

From Cadan in Bohemia, 4 mile from Raconits, the 12. November.

From Solts is certaine advise that the Emperours folk have made them selves vvith all theire might out of theire Camp, & taken their vvay to vvards Praghe, like as they vveare then com to the long mile, but as the King understand such, he is broken up vvith his armey, and com to the lōg mile beforen the enimie, vvhere they have had a very strong Battelle & on both sides more then 6000 men slaine, though most on the Kings side, also hath the enimie gotten of the King som peeces of Ordenaunce and vvaggens vvith amunitie, so that the King must retire back to Praghe, and the enimie to the Weissenberg, there he lies yet and roves from thence to the Leut Maritscher Crais unto Brix.

FEUILLE DE NOUVELLES ANGLAISE DE 1620

Extrait de CCXLVIII.

lettres patentes de 1679 lui ayant transmis « le privilège des gazettes et des bureaux », il dirigea ces entreprises pendant quarante ans jusqu'à sa mort (1).

La *Gazette* avait de grands mérites : un juge à la fois libre et compétent, Bayle, a vanté le sérieux de ses informations. Mais certains lecteurs exigeants se méfièrent dès l'origine de ce recueil officiel, qui devait cacher les nouvelles désagréables ; ils cherchèrent, quand leur fortune permettait ce luxe, à le compléter par les « avis » manuscrits qui étaient partout en usage. Ainsi le duc de Longueville, protecteur du poète Chapelain, le chargea d'être son « nouvellier ». Chapelain organisa un véritable bureau, cherchant des correspondants jusqu'en Espagne, et recueillant ainsi les éléments de relations détaillées dont les copies étaient envoyées à quelques amis de son maître (2). En 1655 deux voyageurs visitant l'Espagne virent à Saragosse un riche banquier d'origine française : « il était abonné aux gazettes de Paris et à d'autres avis écrits à la main qu'il communiquait seulement à des amis particuliers (3) ».

On comprit aussi qu'un journal incolore et impersonnel, s'interdisant toute discussion, tout commentaire, ne pourrait point servir la propagande française à l'étranger. C'était l'opinion de l'homme qu'on retrouve toujours au XVIIe siècle dès qu'il y a une idée nouvelle et hardie à formuler. Vauban écrivait à Louvois en 1674 : « Je ne peux plus souffrir la stupidité de notre gazetier. Il faut, ou que vous y mettiez ordre, ou que vous trouviez bon que je présente un placet au roi, tendant à ce qu'il plaise à Sa Majesté de supprimer la *Gazette* et toutes les ridicules relations qu'on nous imprime tous les jours, ou de donner cet emploi à quelque plume hardie et enjouée. Je veux bien qu'elle soit sincère ; mais il n'est pas

(1) V. **CLXVIII**. — (2) Collas, *Jean Chapelain*, 1911, p. 86.
(3) Albert Girard, *Le commerce français à Séville et à Cadix au temps des Habsbourg*, 1932, p. 83.

défendu, en matière de gazette, d'orner une bonne nouvelle non plus que d'en adoucir une mauvaise. Enfin j'en voudrais un qui fût capable de tourner en ridicule, mais bien à propos, celles de Hollande et de Bruxelles sur l'infinité d'hyperboles qu'ils nous débitent ; car il est fort honteux à nous qu'il paraisse à toute l'Europe qu'on parle mieux français dans les pays étrangers que chez nous. Je sais que vous traitez la *Gazette* de bagatelle ; mais ils n'en font pas de même, et je crois qu'ils ont raison, car, après tout, elle a pouvoir sur la réputation, et ceux qui ne voient pas ce qui se passe sur les lieux ne peuvent guère juger de nos actions que par là (1). »

Vauban devançait les temps ; mais, à mesure que le grand règne alla déclinant, certains courtisans comprirent l'insuffisance de la *Gazette*, appelée maintenant la *Gazette de France.* Saint-Simon s'en plaint en 1709 : « On devenait coupable d'un crime sensible, quelque bonne intention qu'on eût en parlant, sitôt qu'on s'écartait un peu de la fadeur de la *Gazette de France* et de celle des bas courtisans (2). » Les Mémoires du marquis de Sourches nous montrent l'auteur, en 1711 et 1712, toujours occupé à se renseigner dans les feuilles étrangères qu'il appelle, d'un nom uniforme, *La Gazette de Hollande.* Une fois il écrit, non sans mépris : « Ce jour-là, la *Gazette de France* était assez fertile en nouvelles contre son ordinaire (3). »

Il ne faut pas croire que le gouvernement de Louis XIV ait méconnu les avantages de la propagande politique ; mais il pensait, conformément à la tradition suivie depuis un siècle, qu'elle devait se faire par les brochures isolées, non

(1) *Vauban. Ses oisivetés et sa correspondance*, 1910, t. II, p. 110. Il se plaint que la victoire de Turenne en Alsace, au lieu d'être mise en valeur, ait donné lieu aux relations « les plus pitoyables du monde ».

(2) **XVIII**, p. 152 (éd. de Boislisle).

(3) *Mémoires* (éd. de Cosnac), t. XIII, p. 277. Sur *La Gazette de Hollande*, p. 158, 164 et *passim*. Un jour il emploie cette expression curieuse : « La Gazette de Hollande de Londres » (p. 279).

par les périodiques. On a souvent employé la plume d'Eustache Le Noble pour répondre aux écrivains hollandais qui faisaient l'apologie de Guillaume d'Orange ou de l'Empereur ; il a écrit entre 1690 et 1707 plusieurs séries de dialogues ou d' « entretiens », mais cela ne constitue pas un journal.

II

Le « Journal des Savants ».

Si Richelieu a protégé les débuts du périodique politique, c'est son élève et admirateur, Colbert, qui a contribué à la naissance du périodique littéraire. Le premier avait favorisé la *Gazette* ; le second suscita le *Journal des Savants.* Remarquons en passant que notre mot « journal » vient de là. Le Dictionnaire de l'Académie française, dans son édition de 1684, donne d'abord les sens habituels du mot « journal », tels que « relation de ce qui s'est passé jour par jour » au Parlement ou dans une circonstance donnée. Puis il continue : « On appelle *Journal des Savants* un écrit qui s'imprime toutes les semaines, tous les quinze jours ou tous les mois, contenant les extraits des livres nouveaux qui s'impriment, et ce qui se passe de plus mémorable dans la république des lettres. On dit aussi le Journal de l'Académie Royale, le Journal d'Angleterre, le Journal de Hollande, etc., pour dire le Journal des Savants de l'Académie Royale, d'Angleterre, de Hollande, etc. » Il se passera de longues années avant qu'on cesse d'opposer le « journal », littéraire ou scientifique, à la « gazette » (1).

(1) Camusat écrit, dans son *Histoire critique des journaux* : « Un journal est un ouvrage périodique qui, paraissant régulièrement au temps marqué, annonce les livres nouveaux ou nouvellement imprimés, donne une idée de leur contenu et sert à conserver les découvertes qui se font dans les sciences. » Mallet du Pan écrira en 1789, dans un sens différent : « Dans une gazette on recueille les premiers récits, les bruits de l'instant... Il en est autrement d'un journal : le rédacteur a une semaine devant lui pour réfléchir avant de raconter... »

Ce journal débutait au moment opportun. Depuis l'impulsion donnée par Bacon, Descartes et Galilée, on ne pouvait plus se contenter des correspondances personnelles qui avaient longtemps permis aux savants de se tenir au courant des découvertes faites ailleurs. Un érudit en relations avec des lettrés de tous les pays, Peiresc, avait salué avec joie la naissance des gazettes, les trouvant « de très bonne et commode invention »; mais, en 1633, lors de la condamnation de Galilée, Gassendi et Peiresc déplorèrent que Théophraste Renaudot, mis au courant de la sentence, eût fait « tant de bruit et de scandale » (1). La nécessité d'un périodique spécial fut comprise par Colbert. Amateur de livres et d'objets d'art, ami des sciences, défenseur de la raison contre les magistrats qui brûlaient encore les sorciers, Colbert décida la création d'un recueil régulier, destiné à diriger la vie intellectuelle, tout comme on dirigeait la vie politique du pays. Pour le rédiger, Chapelain proposa un conseiller au Parlement, Denis de Sallo, dont l'érudition était universelle. Le premier numéro parut en janvier 1665. Sallo, aidé par plusieurs collaborateurs, sut réunir des renseignements nombreux sur les théories scientifiques ou sur les découvertes pratiques, par exemple sur le nouveau bateau fabriqué à Londres par Petty ; car il s'informait soigneusement de ce que l'on faisait à l'étranger. Mais ce magistrat janséniste et gallican déplut aux jésuites ; la partie littéraire du journal irrita les auteurs par une critique trop franche ; l'ennemi de toute nouveauté, Guy Patin, fut aussi hostile à Sallo qu'à Renaudot. Sacrifié par Colbert ou parti volontairement, Sallo céda la place à l'un de ses collaborateurs, l'abbé Gallois (2).

Celui-ci, personnage aimable, savant et prudent, renonça aussitôt à critiquer les livres dont le journal rendait compte : « Et certainement il faut avouer que c'était entreprendre sur

(1) HUMBERT, *Peiresc* (1933), p. 190 et 200. — (2) V. CLXXXXI.

la liberté publique et exercer une espèce de tyrannie dans l'empire des lettres que de s'attribuer le droit de juger les ouvrages de tout le monde. Aussi est-on résolu de s'abstenir à l'avenir et, au lieu d'exercer sa critique, de s'attacher à bien lire les livres pour en pouvoir rendre un compte plus exact qu'on n'a fait jusqu'à présent. » Gallois montra la même réserve à propos des questions religieuses. Le journal consacra beaucoup plus d'attention aux sciences, à l'astronomie, qui était alors si populaire, et aux découvertes qui avaient suivi l'invention du microscope et du télescope. Les successeurs de Gallois ne le valaient pas. Plus tard (1701) le chancelier Pontchartrain confia le journal à un groupe de rédacteurs dirigés par son neveu, le savant abbé Bignon.

Le recueil fondé en 1665 répondait à un besoin ; aussi le succès fut-il rapide. Le *Journal des Savants* put écrire bientôt : « Le dessein de faire un journal, pour apprendre aux savants ce qui se passe de nouveau dans la République des Lettres, a été si universellement approuvé de toutes les nations qu'il y a peu de pays où, à l'exemple de Paris, on n'en fasse. On l'a traduit en Italie. On a fait la même chose en Allemagne. » Il y eut aussi une traduction latine. Gallois en 1678, annonçant qu'il adopterait désormais un format plus petit, l'expliquait ainsi : « L'empressement avec lequel on demande le *Journal des Savants* dans les pays étrangers, aussi bien que dans les provinces les plus reculées du royaume, a obligé l'auteur de chercher un moyen de l'envoyer aussi commodément qu'une lettre. »

C'est probablement une simple coïncidence, plutôt qu'une imitation, qui fit commencer en 1666 les *Philosophical Transactions*, publiées par la Société Royale de Londres. Ce recueil, dont le journal français parla bientôt en termes élogieux, eut la même valeur scientifique et se fit remarquer aussi par son caractère international. Un contemporain nous apprend que le rédacteur, Oldenbourg, était en correspondance régulière

avec plus de soixante-dix personnes compétentes fixées dans les pays les plus divers (1). On publia depuis 1675 à Leipzig une édition latine.

Quant au *Journal des Savants,* il eut à redouter après 1680 la concurrence des recueils plus libres qui paraissaient en Hollande. Le rédacteur, l'abbé de La Roque, avouait qu'il avait de la peine à se tenir au courant des ouvrages imprimés dans les Provinces-Unies, « par la juste difficulté que l'on fait de laisser entrer dans le royaume les livres qui viennent d'un pays où l'on a la liberté de tout dire et de tout écrire » (2).

Le monopole du *Journal des Savants* (comme celui de la *Gazette* en politique) s'étendait à la France entière. Mais certaines enclaves échappaient à l'autorité des lois françaises. Telle était la principauté souveraine de Dombes, qui passa au duc du Maine, fils naturel de Louis XIV, comme héritier de la Grande Mademoiselle. Le conseil souverain de la principauté fut installé par lui à Trévoux ; une imprimerie importante l'accompagna. Les jésuites, fort bien vus du prince, purent ainsi créer un périodique littéraire, les « Mémoires pour servir à l'histoire des sciences et des arts ». Ce recueil, qu'on appela couramment le *Journal de Trévoux,* dura depuis 1712 jusqu'à l'expulsion des jésuites en 1764. Malgré la grande part faite à la polémique religieuse, il tint une place honorable dans la presse littéraire et scientifique par la sûreté de ses renseignements.

III

Le « Mercure ».

L'époque de Louis XIV donna également naissance au genre que le XIXe siècle a nommé la petite presse. Un contemporain de Théophraste Renaudot, Loret, joua le rôle de pré-

(1) CCLXIX, p. 20. — (2) CCLXIX, p. 69.

curseur. En 1650 ce Normand peu lettré, mais habile et fécond, inaugura une gazette en vers destinée à Mlle de Longueville, plus tard duchesse de Nemours ; il la continua jusqu'en 1665. La princesse lui permit d'en adresser des copies à d'autres courtisans, et les nobles s'abonnèrent volontiers à une feuille qui racontait régulièrement les fêtes de cour et les incidents variés de la vie élégante. Loret a fait plus de 400 000 vers ; ce sont des vers de mirliton le plus souvent, mais précieux à titre de chronique mondaine. Cet ancêtre des reporters du Tout-Paris était prudent, soumis et discret ; on l'invita aux grandes fêtes, et Mazarin, Fouquet le récompensèrent. Le succès de sa gazette provoqua des imitations : Scarron, par exemple, obtint un privilège pour une gazette burlesque en vers, qui fut brusquement arrêtée après quelques numéros (1).

Après Loret parut le véritable fondateur de la petite presse, Donneau de Vizé, qui créa le *Mercure*. Ce nom mythologique, si souvent employé jusque là par la presse politique, allait passer désormais à un genre différent. Le *Mercure galant* débuta en 1672 ; le fondateur devait le continuer jusqu'à sa mort en 1710, avec la faveur avouée du roi, puisque Louis XIV en fit un de ses historiographes et lui donna, outre une pension, un logement au Louvre. Vizé eut comme principal collaborateur Thomas Corneille. On a retrouvé leur acte d'association de 1681, réglant minutieusement le partage des bénéfices. Citons-en cet article édifiant : « Partagerons chacun par moitié tout le profit qui pourra revenir soit de la vente des livres soit des présents qui pourront nous être faits en argent, meubles, bijoux et pensions. » Les deux associés escomptaient la reconnaissance des gens haut placés qui seraient nommés et loués dans ce recueil (2).

Le *Mercure* donna chaque mois un numéro contenant au

(1) V. CLXXXII. — (2) V. CLXXXIV, chap. VI.

moins 200 pages. On y trouvait la chronique mondaine et la chronique littéraire, feuilleton théâtral, séances de réceptions académiques. Il renseignait sur les nominations des hauts fonctionnaires, les mariages, les décès ; les amateurs y pouvaient lire aussi des chansons avec musique, des petits vers, des énigmes. Parfois il posait un problème de casuistique amoureuse : « Est-il plus glorieux de fixer une coquette ou de toucher une indifférente ? » Ou bien c'était une nouvelle étrange : pendant toute l'année 1680 on tint le public en éveil par des articles sur la couleuvre de La Tour du Pin, qui portait entre ses dents une escarboucle merveilleuse. C'est l'aïeule du « grand serpent de mer » qu'inventèrent les journaux du XIXe siècle.

La puérilité de beaucoup de ces chroniques, la banalité des éloges accordés aux livres nouveaux déplurent aux grands écrivains du temps. Donneau de Vizé d'ailleurs se montra hostile à Racine et à Molière, et mécontenta leurs amis en soutenant Perrault dans la querelle des anciens et des modernes. Aussi la postérité a-t-elle retenu surtout le jugement sommaire de La Bruyère : « Le *Mercure galant* est immédiatement au-dessous de rien ». Mais Vizé, à défaut des qualités du grand lettré, avait celles du journaliste ; son recueil répondait au goût du public et, nous le verrons, prolongea sa carrière pendant tout le XVIIIe siècle (1).

La *Gazette*, le *Journal des Savants*, le *Mercure galant*, voilà trois types différents de périodiques prospérant sous la protection royale, estimés à l'étranger. Leur trait commun est de donner des informations, des nouvelles, et d'éviter la discussion, la critique, ce que les Allemands de la même époque nommaient le « Raisonnieren ». Le gouvernement leur assurait le succès matériel en défendant leur monopole. Un

(1) Le *Nouveau Mercure galant*, recueil mensuel qui parut à Lyon de 1677 à 1695, reproduisait l'édition de Paris en ajoutant quelques nouvelles locales et des vers d'auteurs lyonnais (CC).

état dressé en 1665 nous apprend qu'il y avait seulement dix-neuf feuilles autorisées en France, presque toutes consacrées à des spécialités, comme le Bulletin pour les deuils de la Cour (1). Lorsqu'un littérateur, pourtant bien vu en haut lieu, Colletet, commença le *Journal de la Ville de Paris* (1676), il dut s'arrêter après le premier numéro. Quand un personnage actif et intrigant, Nicolas de Blégny, essaya depuis 1679 un périodique médical mensuel, puis hebdomadaire, la sympathie de quelques grands n'empêcha pas le gouvernement de l'interdire bientôt (2).

Les ministres du roi faisaient la chasse aux gazettes clandestines, imprimées ou manuscrites, qui reparaissaient de temps en temps. Le gouverneur de la Bastille fut averti en 1662 qu'on lui enverrait « tous ceux qui, sans permission, s'ingèrent de faire ou vendre des gazettes et de débiter des nouvelles par écrit ». L'évêque d'Agde, frère du surintendant Fouquet, envoyé en exil à Villefranche-de-Rouergue depuis 1665, y donna aux imprimeurs des gazettes « qu'il faisait distribuer par ses émissaires dans toute la province et les envoyait par tout le royaume » (3). Mais c'étaient moins des gazettes que des pamphlets ; il en est de même des « nouvelles à la main », généralement scandaleuses, qui furent proscrites par diverses décisions du roi ou du Parlement. Elles reparaissaient quand même, de façon parfois inattendue : en 1706 on découvrit que des employés travaillant au cabinet noir en profitaient pour se faire nouvellistes (4). La malignité publique favorisait les frondeurs : « Un ouvrage, dit La Bruyère, qui est donné en feuilles sous le manteau, s'il est médiocre, passe pour merveilleux ; l'impression est l'écueil. »

(1) **CLXX**, p. 7.
(2) Mlle Lion, *Origines du journalisme médical* (*Gazette médicale du Centre*, 1925 ; reproduit dans le *Bulletin* de la Société française d'histoire de la médecine).
(3) **CLXXXIX**.
(4) **CLXXI**, p. 118. Voir Miss Mac Pherson, *Censorship under Louis XIV*, New-York, 1929.

On fut plus indulgent pour les hommes qui maintenaient la tradition de la gazette orale. « Notre ville, écrivait Guy Patin, est pleine de gens curieux et affamés de nouvelles. » Ces curieux s'adressaient volontiers à ceux qui faisaient profession d'être bien informés, les « nouvellistes ». Parmi ces derniers figurait un personnage notable, le comte de Lionne, cousin du ministre, qui se plut à les grouper autour de lui, à s'assurer de nombreux correspondants ; aussi fut-il jusqu'à sa mort (1716) célèbre comme collectionneur de nouvelles. Mais les autres étaient des gens de peu, vivant modestement, heureux de se donner une importance en contant les nouvelles du jour, et parfois de gagner quelque argent quand on venait les consulter. Ils avaient coutume de se réunir, soit au Pont-Neuf ou à la Galerie du Palais, soit dans des cloîtres ouverts au public, soit, quand le temps était beau, dans les jardins parisiens, le Palais-Royal, le Luxembourg et surtout les Tuileries. Leurs discussions sur les événements militaires font penser aux « stratèges de café » du XIXe et du XXe siècles (1). On se moqua d'eux abondamment : La Bruyère mit en scène Démophile et Basilide, Donneau de Vizé leur consacra ses *Nouvelles nouvelles*, et Montesquieu devait revenir à la charge dans les *Lettres persanes*. Voilà pourquoi le gouvernement de Louis XIV, généralement si méfiant, les jugea inoffensifs.

(1) V. CLXX.

CHAPITRE III

LES JOURNAUX DU XVIIe SIÈCLE HORS DE FRANCE

I

Révolution et Restauration en Angleterre.

Nous avons vu combien l'Angleterre, sous Jacques Ier, avait pris goût aux « feuilles de nouvelles » imprimées, qui devenaient périodiques. Charles Ier, pendant les onze années où il gouverna sans Parlement, s'efforça de réprimer cette curiosité indiscrète. La Chambre Étoilée en 1632, sur la plainte de l'ambassadeur d'Espagne, interdit ces feuilles. On accorda pourtant de nouveau à Nathaniel Butter et Nicholas Bourne en 1638, moyennant un impôt de dix livres par an, le privilège de publier des nouvelles de l'étranger (de l'étranger seulement) dans des fascicules paraissant à des dates éloignées.

Mais le Parlement rentra en scène, et l'une de ses premières victoires fut l'abolition de la Chambre Étoilée, imposée au roi en 1641. C'était la destruction de la censure ; et comme on tâtonna quelque temps avant de rétablir celle-ci, la presse anglaise eut pendant deux ans une liberté de fait ; c'était la première fois qu'on voyait pareille chose depuis l'invention de l'imprimerie. Il en résulta une floraison prodigieuse de feuilles volantes, et surtout de « livres de nouvelles » *(newsbooks)*, brochures in-8o de 4 ou 6 pages, souvent plus longues. Quelques-

unes de ces brochures s'appellent encore des *corantos*. D'autres portent le titre nouveau de *Diurnall* (ou *Diurnall Occurrences*). L'un des initiateurs de ces écrits, Samuel Pecke, a mérité d'être appelé « le premier grand journaliste anglais » (1). Il publia un de ces comptes rendus en 1641 avec l'*imprimatur* de la Chambre des Communes ; il en fit plusieurs autres de 1642 à 1655. Les concurrents ne lui manquèrent point, car les Anglais de 1642 portaient aux débats du Long Parlement la même curiosité passionnée que les Français de 1789 à ceux de la Constituante. Les nouvellistes qui savaient le mieux noter les détails de chaque séance étaient recherchés par les éditeurs ; certains d'entre eux firent paraître en brochures séparées les discours des orateurs en renom, revus par ceux-ci.

On commençait à prendre goût aux périodiques ; ceux-ci donnaient encore à chaque numéro un titre distinct, mais paraissaient à des dates à peu près régulières. Le premier qui ait donné des nouvelles de l'intérieur était celui que nous venons d'indiquer, lancé par Samuel Pecke ; ce cahier de huit pages avait pour titre *The Heads of severall Proceedings in this present Parliament*, signé J. T. (John Thomas). Cherchant des clients hors de Londres, les éditeurs dépendaient de la poste ; il y avait alors un seul courrier par semaine, et l'on imprimait le numéro de façon que, renfermant les dernières nouvelles, il fût prêt juste pour le départ de la voiture. On n'eut un second courrier que vers 1648. Le gouvernement avait un moyen sûr de favoriser les éditeurs amis, en les autorisant à utiliser les transports officiels (2).

Aux feuilles de nouvelles se joignaient, plus nombreuses chaque jour, les feuilles de polémique, rédigées surtout par les Têtes Rondes. Elles renfermaient aussi des caricatures contre

(1) CCX, p. 15.
(2) Quand j'emploie le mot « éditeur » à propos de la presse anglo-saxonne, c'est pour rendre le mot *editor* qui, selon les cas, répond à « directeur » ou à « rédacteur en chef ».

le pape ou les évêques anglicans. Les Cavaliers comprirent le danger de cette propagande et la nécessité d'y répondre. En janvier 1643 la ville royaliste d'Oxford fit paraître le *Mercurius Aulicus, A Diurnal communicating the Intelligence and Affaires of the Court to the Rest of the Kingdom.* Ce journal, qui allait continuer régulièrement jusqu'en septembre 1645, eut comme principal rédacteur John Birkenhead.

Le Parlement révolutionnaire, qui avait laissé faire les nouvellistes pendant deux ans, n'éprouvait aucune sympathie pour la liberté de la presse ; on avait détruit la Chambre Étoilée pour frapper les évêques, mais on cherchait le moyen d'arrêter le flot des pamphlets. La Compagnie des libraires de Londres sollicita une réglementation pour défendre les intérêts matériels de ses membres et punir les contrefaçons ; le Parlement répondit par l'ordonnance de juin 1643 qui organisait une nouvelle censure. Divers périodiques parurent, acceptant ce régime de surveillance, mais il fut attaqué avec vigueur par Milton. Le poète allié aux Indépendants ne voulait pas de la tyrannie presbytérienne ; il adressa en 1644 un appel au Parlement, *Areopagitica, A Speech for the liberty of Unlicensed Printing.* C'est le premier plaidoyer de haute valeur qui ait paru dans les temps modernes en faveur de la liberté de la presse (1).

« Tuer un homme, dit Milton, c'est détruire une créature raisonnable ; mais étouffer un bon livre, c'est détruire la raison elle-même. » Les républiques antiques, Athènes et Rome, ne persécutèrent point les écrits : l'oppression moderne de la pensée a pour auteurs la papauté, le concile de Trente, l'inquisition d'Espagne. On prétend, par la censure préalable, prévenir le mal : « Le bien et le mal ne croissent pas séparément dans le champ fécond de la vie ; ils germent l'un à côté de l'autre et entrelacent leurs branches d'une manière inextri-

(1) V. CCXXXIX.

cable. » La censure, pour distinguer le bien du mal, devrait être exercée par des hommes incorruptibles et infaillibles. Où les trouver ? Quels qu'ils soient, elle décourage les écrivains, étouffe le génie ; c'est au Parlement d'assurer la grandeur future de la République anglaise par la liberté intellectuelle.

Cet écrit fameux devait plus tard être traduit en français par Mirabeau demandant pour son pays la liberté des journaux. En réalité, Milton ne parle pas des journaux, mais des livres : les périodiques avaient alors trop peu d'importance pour qu'il y songeât. Beaucoup plus vigoureuse fut la protestation des vrais démocrates de l'époque, les Niveleurs, qui présentèrent en janvier 1649 au Parlement une pétition tendant à supprimer la censure. Le Parlement n'écouta ni leurs conseils ni ceux de Milton ; il multipliait, au contraire, les décisions rigoureuses. Le difficile fut pendant plusieurs années de les faire appliquer dans un pays troublé par la guerre civile : aussi l'Angleterre a-t-elle conservé une presse libre de 1642 à 1648. Les royalistes remplacèrent le *Mercurius Aulicus* par des journaux clandestins très violents, d'autant plus intéressants pour les lecteurs qu'ils échappaient à la censure préventive. A la différence des périodiques antérieurs, ils ne donnaient presque pas de nouvelles de l'étranger, car ils n'avaient plus les moyens de se les procurer ; mais chaque numéro fournissait des renseignements, plus ou moins exacts, sur la vie à Londres et dans les comtés. Le *Mercurius Civicus* est illustré : il donne les portraits du roi et de la reine. Le Parlement finit par mettre à prix la tête des rédacteurs. En 1649, après la mort du roi, il résolut de supprimer tous les périodiques non officiels ; on revint sur cette décision, mais en rendant la censure plus sévère que jamais. Les trois Mercures monarchistes finirent en 1650.

Les polémiques de presse avaient révélé quelques journalistes de valeur. Milton lui-même collabora pendant deux ans

à un périodique officiel, le *Mercurius Politicus* (1). Walker, d'abord ouvrier, puis clergyman, plusieurs fois emprisonné, reprenant toujours la plume, servit avec passion la cause des Indépendants et fut protégé par Cromwell. Marchamont Needham eut une carrière plus accidentée. En 1643 il avait commencé, à l'âge de vingt-trois ans, par lutter contre le *Mercurius* royaliste d'Oxford dans son *Mercurius Britannicus.* En 1647 il passa au parti du roi et le défendit avec une ardeur qui lui valut bientôt la prison. Cependant les chefs du Long Parlement comprenaient l'avantage d'utiliser la plume de ce polémiste vigoureux ; quelques-uns, Bradshaw surtout, négocièrent avec le détenu qui accepta de se rallier à la politique du Parlement. Rédacteur du *Mercurius Politicus* depuis 1650, il garda pendant près de dix ans cette situation de journaliste quasi officiel ; Cromwell finit par supprimer les autres journaux (1655) pour ne laisser la parole qu'à Needham, dans le *Publick Intelligencer* et le *Mercurius Politicus.* Après la mort du Protecteur Needham vit reparaître des rivaux ; l'anarchie croissante assurait l'impunité à leurs violences. L'un d'eux, Oliver Williams, après avoir fondé une feuille d'annonces, aborda la politique et tenta même d'inaugurer en 1660 un quotidien qui permettrait au public de suivre jour par jour les séances du Parlement ; l'essai ne dura que trois semaines. Tandis que Needham, congédié comme journaliste officiel, fuyait sur le continent la vengeance des royalistes, Monk avait découvert un bon journaliste, Muddiman, qui prépara l'opinion publique à la Restauration. Il obtint à son tour un monopole pour ses deux feuilles, le *Parliamentary Intelligencer* et le *Mercurius Publicus* (2).

La Révolution n'avait pas tenu compte des conseils de

(1) Un ami de Milton, le Français Du Gard, fut chargé en 1650 de rédiger pour le public du continent une gazette officieuse en français, les *Nouvelles ordinaires de Londres* ; elle dura plusieurs années.

(2) V. les détails dans **CCVII**. Sur Needham, v. Gardiner, *History of the Commonwealth,* I, p. 252 sq.

Milton. Les Stuarts voulurent organiser un régime régulier de compression, analogue à celui des autres monarchies absolues. Une loi soigneusement préparée fut votée en 1662, le *Licensing Act*, qui allait rester en vigueur, sauf quelques brèves interruptions, jusqu'en 1695 ; c'était la censure préventive dans toute sa rigueur. La jurisprudence fortifia la loi ; les juges proclamèrent, selon la tradition ancienne, que le droit de publier des nouvelles politiques appartient au roi seul. En même temps les Stuarts, comme les Bourbons, résolurent de créer une presse officielle pour diriger l'opinion publique. On fit appel aux journalistes qui avaient prouvé leur fidélité à la cause monarchique. Birkenhead, le vétéran d'Oxford, reçut la direction des deux journaux conservés, le *Parliamentary Intelligencer* devenu le *Kingdom's Intelligencer*, et le *Mercurius Publicus* reparu sous son ancien nom. Au bout de deux ans Birkenhead, quittant ses fonctions pour devenir maître des requêtes au Conseil du roi, fut remplacé par Roger L'Estrange (1).

Celui-ci était un ardent Cavalier, connu par ses pamphlets contre les puritains, et qui venait de procéder avec rigueur à la mission de saisir les livres séditieux. Nommé par lettres patentes « Surveyor of the Press », il imposa un joug de fer aux deux journaux seuls permis, qui s'appelaient maintenant *The Intelligencer* et *The News* ; on leur interdisait tant de sujets que désormais huit petites pages leur suffirent au lieu de seize. L'Estrange, d'ailleurs, dans le premier numéro de *The Intelligencer*, indiquait ses doutes sur l'utilité d'une pareille publication : « cela rend la multitude trop familière avec les actes et les projets de ses supérieurs ». Il invita du moins les lecteurs à lui signaler, moyennant récompense, les noms des imprimeurs marrons et les titres des livres clandestins ; il put ainsi mettre la main sur un imprimeur sédi-

(1) V. CCXXXIV.

tieux, Twynn, qui fut condamné à mort. La surveillance imposée aux périodiques fit renaître le commerce des *news-letters*, manuscrites ou imprimées, réservées aux seuls abonnés, qui étaient surtout des squires et des clergymen anglicans. Telles furent les lettres de Dawkes. En Écosse également, des professionnels rédigeaient des lettres destinées aux grands seigneurs vivant dans leurs terres (1).

Le réveil de l'opinion publique amena le Parlement à ne plus renouveler en 1679 la loi de censure de 1662. L'Estrange avait dû fuir à l'étranger. Des journaux whigs parurent, tels que l'*Heraclitus ridens*, très violents contre la tyrannie. Mais la réaction vint bientôt, quand le roi, ayant dissous le Parlement d'Oxford, décida de ne pas le remplacer. Il lança une proclamation sévère contre la presse, invita les ultra-royalistes à l'aider. L'Estrange, répondant aussitôt à cet appel, commença l'*Observator* (1681), journal de combat qui employait volontiers la forme du dialogue ; les interlocuteurs habituels étaient un tory et un whig, celui-ci toujours convaincu finalement d'erreur ou de mensonge. Il continua jusqu'à la fin du règne de Charles II. Jacques II, après ses victoires contre les premières révoltes, fit remettre en vigueur pour sept ans le *Licensing Act.*

A côté de ces journaux de controverse. la royauté avait maintenant sa feuille officielle, pondérée, paisible, analogue à la *Gazette* française. Il semble que ce soit un hasard qui l'ait fait naître. En 1665, Charles II et son entourage séjournaient à Oxford, pendant qu'une épidémie de peste ravageait Londres. Les journaux de la capitale furent interdits à Oxford, où ils auraient pu apporter la contagion ; mais on autorisa l'imprimeur de l'Université à les remplacer par une feuille nouvelle, *The Oxford Gazette.* L'année suivante, celle-ci, quand la cour fut rentrée à Londres, devint la *London Gazette.* C'est

(1) C'est aussi l'époque des affiches, dont Pepys fit une collection aujourd'hui célèbre.

l'organe officiel qui existe encore, un des plus anciens de l'Europe maintenant que la *Gazette de France* a disparu. Tandis que les feuilles publiées auparavant étaient des cahiers, des brochures *(pamphlets)*, celle-ci adopta le grand format qui en fit un journal *(paper)*.

L'Estrange fut mécontent de voir son monopole menacé, d'autant plus qu'on nomma rédacteur de la *Gazette* un royaliste bien connu, Muddiman. L'ancien protégé de Monk était un personnage fécond en ressources, bien vu en haut lieu, capable de tenir tête à un ministre, comme le prouva sa querelle avec le secrétaire d'État Joseph Williamson. Trop bon journaliste pour ne pas comprendre qu'une feuille officielle est peu intéressante, il voulut y joindre des *newsletters* manuscrites, moins discrètes et réservées à l'usage exclusif des abonnés ; cette idée, qu'on vit reparaître dans d'autres pays, ne put être mise à exécution. Une autre pensée, plus heureuse, fut de joindre à son journal, pour les lecteurs du continent, une édition française également privilégiée, la *Gazette de Londres*. Muddiman conserva la direction de l'organe officiel jusqu'à sa mort en 1692.

Dans l'intervalle était survenue la révolution de 1688. Le 12 décembre de cette année, trois jours après la fuite de Jacques II, trois feuilles nouvelles, favorables au changement de régime, parurent à Londres, puis d'autres suivirent. Mais les meneurs de la révolution étaient trop prudents, trop conservateurs pour consentir à déchaîner une force redoutable. Le *Licensing Act* pendant quelques années fut maintenu provisoirement par les votes successifs du Parlement. Cependant les adversaires de cette loi devinrent toujours plus nombreux, et en 1693 la Chambre des Communes décida, presque sans opposition, de ne plus la renouveler. La Chambre des Lords ayant refusé de ratifier cette décision, une commission mixte fut nommée pour mettre fin au conflit ; c'est devant elle qu'un partisan de la presse vint en 1694 exposer les arguments

qui lui étaient fournis par John Locke. Nous possédons le mémoire composé par le célèbre théoricien ; on n'y trouve point l'éloquence passionnée, les hautes vues philosophiques de Milton ; c'est le plaidoyer précis et minutieux d'un avocat d'affaires. Étudiant le *Licensing Act* article par article, John Locke démontre que la censure préventive nuit à l'imprimerie anglaise au profit des Hollandais, qu'elle soumet les savants au monopole de la Compagnie des papetiers, qu'elle permet de fouiller les maisons des grands seigneurs pour y atteindre les livres de contrebande. Ces arguments pratiques touchèrent les Lords, qui acceptèrent la décision des Communes (1). Locke ne parlait que des livres ; mais comme la suppression de la censure profita également aux périodiques, l'année 1695 marque une date capitale dans l'histoire du journalisme.

II

La presse en Allemagne et ailleurs.

L'Allemagne en 1618 possédait un grand nombre d'imprimeries. Pendant la guerre de Trente Ans les belligérants s'en servirent beaucoup pour renseigner à leur façon un public très intéressé par les nouvelles militaires. Le gouvernement révolutionnaire de Frédéric V à Prague, ayant besoin de gagner l'opinion contre l'Empereur, multiplia les feuilles de propagande en tchèque ou en allemand ; quelques-unes sont conservées aujourd'hui. Gustave-Adolphe, dans toutes les villes conquises par lui, utilisait les gazettes ; à Leipzig, il établit (1631) un bureau de poste qui publia une *Zeitung* en allemand. Les officiers de Wallenstein envoyèrent des comptes rendus détaillés aux gazettes de Munich. Après la mort de Gustave-Adolphe, les Suédois fondèrent aussi des journaux

(1) **CCXIII**, p. 125 sq.

dans leur langue. L'un d'eux, l'*Ordinar Posttijdender*, né en 1645, a subsisté sous des titres divers jusqu'à nos jours (1).

De leur côté, imprimeurs et maîtres de poste essayaient d'exploiter la curiosité générale en réunissant dans leurs gazettes les correspondances envoyées du théâtre de la guerre. Cela n'allait pas sans quelques risques pour les rédacteurs : l'un d'eux, à Augsbourg, ayant inséré une phrase défavorable sur un régiment de la cavalerie bavaroise, fut arrêté par le colonel et ne recouvra la liberté qu'après avoir payé 1 100 reichsthalers (2).

Après 1648 la paix fut rétablie et la presse, dans l'Empire appauvri, fut soumise à la censure pointilleuse des petits despotes ecclésiastiques ou laïques et des villes impériales. Les gazettes restèrent nombreuses, car chaque ville libre tenait à en posséder au moins une. Imprimeurs et maîtres de poste continuaient à se disputer les privilèges. Celui qui fut accordé par Francfort en 1637 à un imprimeur demeura dans la famille de ce dernier pendant plus de cent ans. A Leipzig, l'imprimeur choisi eut le courage d'inaugurer une gazette quotidienne en 1660, l'année même où Oliver Williams faisait le même essai à Londres, et le succès fut réel ; mais le maître de poste, lui ayant fait un procès, obtint de lui succéder à l'expiration du privilège. L'Allemagne avait aussi un public pour les revues : à Francfort le *Diarium Europæum* du libraire Sterlin, semestriel ou mensuel, très bien renseigné, reproduisait en appendice quelques brochures importantes. A Francfort aussi la maison Merian publiait le *Theatrum Europæum* : c'est une suite régulière de volumes annuels de quinze cents pages, donnant à la fois les faits-divers, crimes ou catastrophes, et les faits politiques, surtout les guerres. Ils parurent de 1618 à 1718 (3).

La correspondance d'un gazetier de Breslau, Jonisch,

(1) V. *Sweden International Press Exhibition*, Stockholm, 1928.
(2) **LI**, t. I, p. 41. — (3) V. **LVIII**.

pourvu d'un privilège en 1668, nous renseigne sur les soucis d'un journaliste allemand à cette époque. Il publie deux gazettes. La plus importante a un tirage de 90 à 100 numéros, pour des abonnés appartenant tous aux classes élevées ; aux plus notables il envoie en plus des feuilles manuscrites, indiquant d'avance des nouvelles qui seront imprimées dans le numéro suivant. Les abonnés qui expédient chaque semaine un messager à Breslau le chargent de rapporter la gazette ; les autres la reçoivent par la poste, non sans des irrégularités fréquentes qui les irritent. L'éditeur a d'autres déconvenues : la poste égare des numéros ou perd de l'argent qui lui est envoyé ; certains clients paient mal, bien que le gazetier accepte, à défaut d'argent, du blé, des volailles, du poisson ; d'autres veulent cesser l'abonnement, et il faut un cadeau pour les décider à continuer. Ces déboires n'empêchent pas Jonisch de rester très attaché à sa besogne (1).

Certains princes du Saint-Empire, plus actifs que les autres tenaient à suivre de près les gazettes. L'Électeur palatin Charles-Louis avait sa presse officielle. En Brandebourg surtout, le Grand Électeur s'intéressait aux feuilles qui pouvaient agir sur l'opinion publique. Il parvint à influencer une feuille de Cologne, pourtant catholique et dévouée aux Habsbourg; d'autre part, il faisait dénoncer un article fâcheux au *Rat* de Hambourg, qui répondit en promettant des poursuites et en souhaitant la disparition de toutes les gazettes (2). En règle générale, celles-ci évitaient soigneusement la discussion et la critique ; elles restaient volontairement incolores. Les campagnes de plus en plus ardentes menées par les patriotes allemands contre Louis XIV furent faites dans des brochures et des pamphlets, non dans des périodiques (3).

Sur la valeur historique et morale des gazettes les opinions

(1) V. **LXXXIII.** Sur la persistance des gazettes manuscrites pour princes pendant tout le XVII[e] siècle, il y a de nombreux exemples dans **XLI.**
(2) **LIV**, t. II, p. 6. — (3) V. **LXVI.**

étaient partagées. La concurrence faisait naître les accusations réciproques : un maître de poste de Francfort, Striegel, dénonçait comme menteurs ses rivaux Meurer et Francen. Un savant affirma que ces feuilles trop nombreuses se copiaient l'une l'autre, que les prétendues correspondances de Constantinople étaient fabriquées à Vienne. Mais un autre contemporain publie un éloge naïf des gazettes. Grâce à elles, un honnête homme peut répondre quand on lui demande comment s'appelle l'Empereur, qui est roi dans tel grand État européen. Quant aux hommes d'État, quelle honte pour eux de ne pas savoir si le pape se nomme Alexandre, Innocent, Paul ou Célestin, de ne pas pouvoir dire qui est nonce à Vienne ! C'est bon pour les pédants, ajoute-t-il, de ne connaître que le passé ; l'homme d'aujourd'hui doit vivre dans son temps, et pour cela il « doit connaître les gazettes, les lire, les commenter, savoir les comprendre » (1).

La presse littéraire se développa aussi en Allemagne. Les *Acta Eruditorum*, publiés à Leipzig depuis 1682 sur le modèle du *Journal des Savants*, furent un recueil solide et utile, mais l'emploi de la langue latine les réservait aux purs érudits. C'est à un public plus étendu que s'adressa Thomasius, le premier vrai journaliste qu'ait possédé l'Empire. Il voulut substituer à l'érudition la critique vivante et personnelle dans un recueil fondé par lui en 1688, les « Pensées comiques et sérieuses » *(Scherz und Ernsthaften, Vernünftigen und Einfältigen Gedanken über allerhand Lustige und nützliche Bücher und Fragen)*. Son ami Pufendorf le félicitait de répandre ainsi les bonnes idées, de combattre le pédantisme, de soumettre au fouet les mauvais livres. Mais une satire dirigée par lui contre un prédicateur de la cour de Copenhague mécontenta ce théologien ; sur sa plainte, le roi de Danemark réclama auprès de l'électeur de Saxe, et Thomasius dut renoncer à sa publi-

(1) *Zeitungs Lust und Nutz* (1697), cité dans LI, t. I, p. 82.

cation. Pufendorf l'approuva, disant qu'il est dangereux pour un particulier de s'attirer la haine des écrivains ennemis de la vérité (1). L'éphémère succès de Thomasius lui suscita de nombreux imitateurs, presque tous très médiocres.

L'Italie du XVIIe siècle, sans renoncer aux *avvisi* manuscrits ou imprimés, y joignit les gazettes hebdomadaires : nous les voyons naître à Florence en 1636, à Rome en 1640, à Gênes en 1642, ailleurs encore. En 1645, la duchesse de Savoie concède pour cinq ans le privilège d'une feuille hebdomadaire au prêtre Socini, en lui donnant une subvention ; le plus souvent, au contraire, le gouvernement se faisait payer le privilège, mais quelquefois sans avoir assez de force pour le défendre contre toute concurrence. Un personnage entreprenant qu'on a parfois nommé « le premier journaliste italien », Lucas Assarino, fonda en 1646 à Gênes une gazette pourvue d'un titre permanent, le *Sincero* ; il cumulait avec cet organe une gazette manuscrite envoyée à des abonnés haut placés. Il savait bien s'informer, par exemple en obtenant du secrétaire d'un haut personnage la copie des lettres que celui-ci envoyait par chaque poste au grand-duc de Florence ; il savait aussi entretenir des relations lucratives avec la cour de Savoie comme avec la république de Lucques, avec Mazarin comme avec le gouvernement espagnol de Milan (2).

Bien d'autres États inaugurèrent alors un périodique officiel ou officieux. Dans les Pays-Bas espagnols on autorisa en 1649 une gazette hebdomadaire qui allait durer plus d'un siècle. En Espagne la royauté fonda la *Gaceta* de Madrid (1661) (3). Les Habsbourg de Vienne, plus lents, permirent en 1703 seulement à un commerçant de la ville de commencer un

(1) V. **LXXXII**. — (2) V. sur lui **CCLXXII** et **CCLXXIII**.

(3) V. **CCLXIII**. La capitale intellectuelle de l'Amérique espagnole, Lima, eut pendant le XVIIe siècle de nombreuses feuilles de nouvelles, à peu près périodiques, publiées surtout par une famille d'imprimeurs, les Contreras, qu'on voit à l'œuvre de 1621 à 1720 (V. MEDINA, *La Imprenta en Lima*, 1904).

Mercure et à l'imprimeur de la cour de donner les nouvelles officielles dans le *Wienerisches Diarium*, devenu plus tard la *Wiener Zeitung*. La même année, une fondation pareille avait lieu dans un pays à peine européen. Pierre le Grand, pour se faire connaître en Europe, avait d'abord subventionné des brochures, un journal de Leipzig. En 1703, une gazette russe fit ses débuts à Moscou (1).

III

Les gazettes françaises en Hollande.

La presse libre avait pourtant un asile en Hollande. Cette république, arrivée au premier rang par son activité commerciale et industrielle, était aussi le pays des bons imprimeurs. Plusieurs publiaient depuis 1609 des gazettes politiques en hollandais, qui trouvaient beaucoup de lecteurs ; comme l'écrivait le diplomate français Pomponne à Louis XIV en 1670, « on se passerait ici de toutes choses plutôt que des gazettes, qui font l'entretien des chariots et des bateaux » (2). Mais ce qui devait donner à la presse des Provinces-Unies une importance internationale, ce fut la création des gazettes en français (3). Les imprimeurs hollandais, avec leur sens commercial, comprirent qu'il devait y avoir dans toute l'Europe des clients pour des feuilles libres, donnant les nouvelles omises ou falsifiées par les gazettes censurées. Ces clients seraient peu nombreux pour des feuilles écrites en hollandais ou en latin ; il valait donc mieux employer la langue dont la bonne société commençait à se servir en tous pays. Certains libraires essayèrent aussi des gazettes écrites en italien ou en allemand, sans grand succès ; l'exportation n'était avantageuse que pour les périodiques français. Le gouvernement

(1) Waliszewski, *Pierre le Grand*, 1909, p. 480.
(2) Cité dans **CCLXV**, t. V, p. 268. — (3 *Ibid.*, p. 264 sq.

fédéral n'avait pas beaucoup plus de sympathie que les monarques absolus pour la liberté de la presse. Mais il était faible, et chaque ville possédait une autonomie assez grande ; les mesures de répression prises par les États Généraux demeuraient donc peu efficaces. Quant aux conseils communaux, pas un seul ne voulait risquer de ruiner, par trop de sévérité, une gazette publiée dans sa ville au profit de feuilles concurrentes. Les gouvernants hollandais n'admettaient pas que la presse intervînt dans les affaires intérieures de la République ; or ils n'avaient rien à craindre de journaux que le peuple ne comprenait point. Comme Bayle l'écrivait à propos des gazettes françaises, « ils ne les destinent presque qu'aux pays étrangers ; et ainsi cela ne fait guère de bruit en Hollande, si ce n'est quand l'ambassadeur de France s'en plaint quelquefois ».

Cet ambassadeur se plaignait souvent. Richelieu et Mazarin, bien qu'alliés des Provinces-Unies, présentèrent maintes réclamations. L'ambassadeur hollandais signalait en 1656 à Jean de Witt un article malveillant de la *Gazette d'Amsterdam* et ajoutait : « La cour fait attention à ces choses... Souvent la *Gazette d'Amsterdam* fournit de quoi remplir celle du Louvre (1). » Sous le gouvernement personnel de Louis XIV, les plaintes se multiplièrent. Il en vint d'autres pays européens, depuis la République des Grisons jusqu'à l'Empire de Russie. Le gouvernement fédéral s'excusait, rejetant la faute sur les magistrats municipaux ; parfois il annonçait des mesures sévères. Ainsi en 1679 les États Généraux défendirent de publier des journaux en français dans la province de Hollande ; l'interdiction fut renouvelée en 1680, 1681, 1683, 1686, et toujours aussi peu efficace.

Le gouvernement français, malgré sa puissance, ne réussit pas toujours à empêcher l'entrée dans le royaume des gazettes proscrites. Il y avait du vrai dans le défi lancé par un réfugié

(1) CCLXV, p. 270.

protestant « à Messieurs les commis de Sa Majesté pour la visite des livres défendus » vers la fin du grand règne. « Plus vous vous obstinez, disait-il, à empêcher que les bons livres entrent en France, plus vous vous montrez sévères sur ce point-là, plus vous donnez de goût aux Français de les voir, d'en faire venir, quelque danger qu'il y ait et quoi qu'il en coûte, et de les lire avec avidité, car tel est le naturel de l'homme qu'il dédaigne ce qu'on lui permet et qu'il court après ce qu'on lui défend (1). » D'aillêurs, Louis XIV éprouvait le besoin de chercher dans ces feuilles libres les informations que sa *Gazette* censurée ne lui procurait point. « Il avait soin de se faire lire toutes les gazettes de Hollande », nous dit Saint-Simon ; et le mémorialiste raconte comment une faute militaire de son fils naturel, le duc du Maine, cachée par tous les courtisans, lui fut révélée par les railleries du journal étranger (2).

Les libraires hollandais trouvèrent facilement des rédacteurs pour ces gazettes. Les Français étaient nombreux dans ce pays, depuis un philosophe catholique tel que Descartes jusqu'aux étudiants protestants qui venaient suivre les cours de l'Université de Leyde ; plus tard, après la Révocation, ce fut le grand flot du Refuge. Dès 1639 Amsterdam avait eu les « Nouvelles des divers quartiers », qui reproduisaient en français une gazette hollandaise. Le véritable essor commence dans la seconde moitié du siècle avec les feuilles fondées à Amsterdam vers 1663, à Rotterdam vers 1680, à La Haye en 1690, et dans d'autres villes encore. La plus célèbre, la *Gazette de Leyde*, commencée en 1678, devait poursuivre sa carrière presque sans interruption jusqu'en 1814 : elle fut créée par le libraire français La Font, qui prit l'initiative de plusieurs entreprises du même genre. On avait beau dire que

(1) GÉDÉON FLOURNOIS, cité par JANMART DE BROUILLANT, *Histoire de Pierre du Marteau, imprimeur à Cologne*, 1888, p. 17.
(2) *Mémoires* (éd. de Boislisle), II, p. 319-320.

ces feuilles étaient fabriquées par des meurt-de-faim dans leur galetas ; elles étaient recherchées partout. Un contemporain écrivait, sans doute avec exagération : « A Constantinople, à Smyrne, au Caire, dans le Levant, dans les deux Indes, on lit les gazettes hollandaises comme à La Haye et dans les cafés d'Amsterdam (1). »

A ces gazettes politiques s'ajouta bientôt un autre genre de périodiques écrits dans la même langue ; ce fut la presse littéraire, qui atteignit du premier coup à la perfection avec Bayle (2). Un personnage remuant et brouillon, Nicolas de Blégny, que nous avons vu lancer en France le premier journal médical, essaya ensuite en Hollande un recueil littéraire ; il l'abandonna bientôt, et l'éditeur fit appel à Bayle. Celui-ci vivement encouragé par ses amis, commença en 1684 les « Nouvelles de la République des Lettres ». Il écrivait à son frère : « Il faut s'attacher à bien faire connaître les livres dont on parle, aller serré, parler en historien... » ; et à son ami Le Clerc : « Il faut égayer un peu les choses, y mêler de petites particularités, quelques petites railleries... » Tandis que le *Journal des Savants* avait dû renoncer à la critique des livres, Bayle en fit l'objet principal de son recueil ; il la présentait avec finesse et modération, cherchant le juste milieu, selon sa propre formule, entre « la servitude des flatteries et la hardiesse des censures ».

Ce mélange de sérieux et d'agrément fit le succès du recueil. Benserade au nom de l'Académie française, Hoskins au nom de la Société Royale envoyèrent à Bayle des lettres de félicitations. Parmi les lecteurs fidèles, citons le grand Condé, le duc de Montausier, des magistrats comme le président de Lamoignon ou l'avocat général Omer Talon ; La Fontaine et Mme de La Sablière font l'éloge des *Nouvelles*, tandis que Malebranche se prend d'amitié pour l'auteur. Donneau de Vizé, dont le

(1) CCLXV, t. V, p. 270. — (2) V. CCLXVII et surtout CCLXIX.

recueil était à un niveau si inférieur, publia dans le *Mercure* un article plein de déférence pour Bayle, tout en se réservant le droit de publier les réponses des auteurs critiqués par lui. Si le gouvernement français interdit un moment l'entrée de ce périodique dans le royaume, cette prohibition ne fut jamais appliquée avec rigueur, et chacun put se procurer ces petits livrets in-12, qui allaient être conservés dans de nombreuses bibliothèques. Mais après trois années de travail, Bayle fatigué, malade, s'arrêta malgré le succès croissant, malgré les regrets de ses lecteurs.

Quelques amis de Bayle, encouragés par son exemple, tentèrent des publications du même genre. Le Clerc commença en 1686 la *Bibliothèque Universelle et Historique* ; son intention, dit-il, n'était pas de faire concurrence aux *Nouvelles*, mais de combler une lacune. Sachant l'anglais (que Bayle ignorait), il put renseigner ses lecteurs sur la littérature du grand pays protestant, si mal connue dans les États catholiques. Bayle avait désigné Basnage pour lui succéder comme rédacteur des *Nouvelles* ; ne pouvant s'entendre avec le libraire qui les éditait, Basnage fonda bientôt l'*Histoire des ouvrages des savants*. Ces trois recueils sont demeurés les plus célèbres de cette époque, mais ils ne furent pas les seuls. Quantité d'imitateurs, les uns sérieux, les autres poussés uniquement par l'amour du gain, s'engagèrent dans la voie ouverte par Bayle. Un réfugié français, Chauvin, ami de Bayle et de Basnage, fondait un journal à Berlin ; un autre, d'Artis, rédigeait un recueil littéraire à Hambourg. Il parut aussi des périodiques en anglais. Certains travailleurs sérieux se plaignirent de cette abondance. L'un d'eux, un Hollandais, lié avec le rédacteur du *Journal des Savants*, l'abbé Bignon, lui écrit en 1708 : « *Multitudine laboramus*, et il y en a tant que le nombre en est incommode... On pourrait appeler ce siècle le siècle des Journaux, dont beaucoup de gens se contentent et ne consultent guère les originaux, ce qui n'est

autre chose assurément qu'effleurer les Études (1). » En réalité, il se produisait alors un phénomène que nous retrouverons plusieurs fois : quand la presse politique est réduite à l'impuissance par les gouvernements autoritaires, la presse littéraire essaye de sauver quelque liberté pour l'esprit.

(1) **CCLXIX**, p. 86.

CHAPITRE IV

LA PRESSE ANGLAISE AU XVIII[e] SIÈCLE

I

La presse libre : Defoe, Addison, Swift.

La suppression de la censure ouvrit des perspectives nouvelles à la presse anglaise, juste au moment où les plus graves questions politiques étaient posées devant le pays. Les dernières années de Guillaume III et l'époque de la reine Anne marquèrent la formation des grands partis : whigs et tories se disputèrent passionnément le pouvoir, d'autant plus que la question dynastique, celle du choix entre les Stuarts et les électeurs de Hanovre, n'était pas résolue. Dans cette bataille les journalistes reçoivent souvent les coups ; ils ont à craindre l'amende, le pilori, le fouet, la prison. Mais les chefs de partis comprennent qu'il est avantageux pour eux de s'attacher les meilleurs publicistes ; il les guident et les paient, certains leur témoignent des égards en conservant toujours les distances. Quelques hommes de talent se consacrent aux journaux et relèvent la dignité de la profession ; c'est le temps où vivent Defoe, Addison et Swift.

Daniel Defoe avait conquis de bonne heure la renommée par ses pamphlets, ses poèmes satiriques et ses campagnes en faveur de Guillaume III, qui lui manifesta une véritable

sympathie (1). Après la mort du roi ses ennemis réussirent à le faire condamner, mais le pilori et le séjour dans la prison de Newgate augmentèrent encore sa popularité parmi les whigs et les puritains. Harley, président de la Chambre des Communes, cherchait encore à suivre une voie moyenne entre les deux partis opposés ; il fit gracier Defoe, se l'attacha et lui procura les sommes nécessaires pour fonder un journal. Ainsi naquit la *Revue*, que Defoe réussit à faire vivre de 1704 à 1713 ; tâche difficile, car il en était à peu près le seul rédacteur, Sur les quatre pages (à deux colonnes) de chaque numéro, l'article politique, écrit par lui, en occupait à peu près trois ; les nouvelles ne tenaient qu'une place restreinte. Ses articles sont de forme très variée ; il fait des dialogues selon le type créé par L'Estrange, et plus souvent des « essais » brillants et spirituels ; d'autres fois, ce sont des prêches destinés aux boutiquiers non conformistes. Comme son patron Harley, il combat les extrémistes des deux partis, que ce soient les champions intransigeants de l'Église anglicane ou les puritains fanatiques ; et pourtant il se présente à ces derniers comme un des leurs. Il souleva des inimitiés nombreuses, mais le grand public aimait ses longs articles ; on les lisait à haute voix dans les cafés et les tavernes, ou même dans la rue. D'abord hebdomadaire, la *Revue* parut deux fois, puis trois fois par semaine. Cependant les whigs avaient découvert que ce prétendu membre de leur parti suivait toutes les directives de Harley ; ils le firent poursuivre pour haute trahison en 1713, et Daniel Defoe arrêta peu après la publication de la *Revue*.

C'était une ruse de sa part. Le ministère tory l'employait maintenant à rédiger un nouveau journal, *Mercator*, lancé par Bolingbroke. La chose fut bientôt connue, et l'avènement de la maison de Hanovre mit en mauvaise posture le protégé des ministres condamnés. Comme les scrupules ne le gênaient

(1) **CCXXVIII**, *passim*.

point, il passa au service des whigs triomphants ; Townshend, Sunderland, puis Stanhope furent heureux d'employer ce publiciste brillant, qui savait toujours éviter la politique trop agressive, qui passionnait les lecteurs par ses enquêtes sociales ou ses nouvelles sensationnelles. Bientôt le succès de *Robinson Crusoë*, d'ailleurs paru en feuilleton dans un périodique, allait faire oublier que le rédacteur de la *Revue* fut le premier des grands journalistes anglais.

Plusieurs de ses émules montrèrent une fidélité plus grande à leurs opinions et à leur parti. Les whigs pouvaient compter sur Steele, que Harley, encore en bons termes avec eux, chargea de rédiger le journal officiel, la *London Gazette* ; quand le ministre se rallia aux tories, Steele refusa de le suivre et fut congédié. Sa véritable carrière de journaliste allait commencer. Après avoir collaboré avec Addison, comme on le verra, au *Tatler* et au *Spectator*, il fonda un journal politique whig, le *Guardian* (1713), puis un autre plus combatif, l'*Englishman*, qui dénonçait les intrigues des gouvernants pour préparer le retour d'un Stuart catholique. Ceux-ci, qui avaient l'appui secret de la reine Anne, tenaient à garder le silence pendant longtemps encore sur ce projet ; comme Steele avait été récemment élu député, ils portèrent plainte à la Chambre des Communes contre le calomniateur. Après un long débat (mars 1714), le député journaliste, malgré l'énergique intervention de Walpole, fut exclu de la Chambre.

Le succès de la presse fit naître beaucoup de nouveaux journaux. Immédiatement après l'abolition du *Licensing Act*, on avait essayé des feuilles paraissant non plus une fois, mais trois fois par semaine ; cela tenait à ce que, sur les principales routes partant de Londres, circulaient maintenant trois courriers postaux. Plus audacieuse fut la tentative de créer une gazette paraissant tous les jours. Le *Daily Courant*, fondé en 1702, allait subsister jusqu'en 1735 ; cette carrière honorable permet de le considérer comme le premier des quoti-

diens. Il donnait une série de nouvelles empruntées à d'autres journaux, surtout étrangers, en s'abstenant de tout commentaire ; le directeur de la feuille, l'imprimeur Buckley, justifiait ce procédé en affirmant que les lecteurs sont capables de réfléchir par eux-mêmes. Plusieurs feuilles commencèrent aussi en province. Le *Worcester Postman* (1690) et le *Stanford Mercury* (1695), qui devaient continuer leur carrière jusqu'au xxe siècle, furent suivis par des journaux créés entre 1706 et 1712, à Norwich, Worcester, Newcastle et Liverpool. En Écosse, on travaillait à résoudre le problème de l'Union ; Defoe, partisan du nouveau régime, s'était appliqué dans la *Revue* à calmer les préventions des Anglais contre le peuple du Nord ; puis il vint à Édimbourg, avec la connivence du gouvernement, pour inspirer les articles des journalistes qui défendaient la même cause. Mais les périodiques étaient encore très rares sur cette terre d'Écosse, d'où allaient partir plus tard les grands initiateurs de la presse moderne.

A Londres, les journaux intéressaient les hommes de toutes les classes. On était accoutumé à se réunir dans les cafés pour les lire et les commenter. Montesquieu regardait avec étonnement un ouvrier couvreur se faisant apporter la gazette. Ils rivalisaient d'ailleurs de violence et d'injures. La perspective d'une guerre civile, quand la reine Anne mourrait, entre les partisans des deux dynasties rivales, exacerbait toutes les polémiques. C'est alors que naquit, à côté de ces feuilles de combat, une presse modérée destinée à ceux qui étaient las de querelles et d'outrages ; à côté des gazettes politiques apparurent les gazettes morales. Ce fut l'œuvre de deux hommes de lettres whigs, Steele et Addison.

Ils avaient eu quelques devanciers, encore hésitants sur la façon d'intéresser le public. Dès 1690, le libraire Dunton fondait la *Gazette athénienne*, journal bon marché, à un penny, promettant de procéder par questions et réponses « sur toutes les plus délicates et curieuses questions proposées par les plus

ingénieux ». Certaines questions étaient singulières, en effet : « La Licorne existe-t-elle ? Les nègres s'éveilleront-ils le jour du Jugement dernier ? » Defoe, qui savait comprendre toutes les nouveautés utiles pour la presse, joignit quelque temps à sa *Revue* politique une partie littéraire et morale, la *Petite Revue*, qui eut grand succès et fit oublier le journal de Dunton ; mais elle contenait trop de prêches puritains pour amener le genre à la perfection que lui donnèrent ses deux successeurs L'un d'eux, Steele, avait les dons du journaliste ; l'autre, Addison, son ancien camarade à l'Université, l'emportait par la finesse de la pensée comme par l'élégance du style.

Steele, qui était whig, mais non puritain, connaissait la haute société ; longtemps partagé entre la littérature et la politique, les sujets les plus divers l'intéressaient. Il commença en 1709, sous le pseudonyme d'Isaac Bickerstaff, à publier trois fois par semaine le *Tatler* (le *Babillard*). Le succès de ce périodique s'accrut beaucoup lorsqu'Addison lui apporta sa collaboration ; il prit décidément la première place avec le *Spectator* qui succéda au *Tatler* en 1711. Ce journal, devenu quotidien (il parut six fois par semaine), est censé rédigé par un groupe, un club : on y trouve un riche baronnet, un homme de loi, un négociant, un officier retraité, d'autres encore, tous réunis autour du Spectateur, personnage réfléchi et silencieux qui sait observer les hommes.

Addison met systématiquement de côté la politique militante ; s'il y fait allusion, c'est pour combattre les extrémistes et les violents des deux partis. Le *saint* puritain, sombre et intolérant, lui paraît aussi ridicule que le *cavalier*, abruti par les plus grossières débauches. Il essaye, selon le mot d'un critique français, de « moraliser le raffinement, de raffiner la morale » (1). Dans ses articles, rien ne sent le sermon du Dissident : c'est la conversation aisée d'un homme du monde

(1) CCXV.

moraliste. Peintures de caractères, exposés historiques, satires de salon, prétendues lettres d'abonnés, réponses à des lettres réelles, toutes les formes, tous les cadres lui servent à renouveler son sujet. « Ce sera mon ambition, écrit-il, qu'on dise de moi que j'ai fait sortir la philosophie des cabinets d'étude et des bibliothèques, des écoles et des collèges, pour l'installer dans les clubs et dans les salons, aux tables à thé et dans les cafés. »

Le public fut ravi. Le *Spectator* avait débuté à 3 000 exemplaires, ce qui représentait alors un tirage considérable ; certains numéros furent tirés à 20 000 ou même à 30 000 exemplaires. Il suscita quantité d'imitateurs, à l'étranger comme en Grande-Bretagne ; on a pu recueillir les titres de plus de cent « journaux d'essais » parus en Angleterre jusqu'en 1750. Aucun ne fut à la hauteur du *Spectator*, dont le grand succès dura jusqu'en 1712.

Cette année 1712 marque une date désastreuse dans l'histoire de la presse anglaise : c'est le commencement de l'impôt du timbre. Depuis l'abolition du *Licensing Act* en 1795 le développement et les excès de la presse effrayaient tous les partis. On avait eu beau faire fouetter par le bourreau le journaliste Tutchin, obliger trois directeurs à venir faire amende honorable à genoux à la Chambre des Communes : rien n'arrêtait les publicistes. Mais ce qui inquiétait surtout les politiciens, c'était la presse à bon marché. Les journaux, très courts, souvent imprimés sur une seule page (l'autre restait en blanc), coûtaient peu d'argent aux fondateurs et pénétraient dans le peuple. Des contemporains notèrent que dans les familles modestes, on se servait du journal à un penny pour apprendre à lire aux enfants. S'il faut en croire une statistique de l'époque, d'ailleurs peu sûre, les dix journaux de Londres atteignaient, peu avant 1712, un tirage global de 44 000 exemplaires, énorme pour ce temps. Les classes élevées, qui entendaient se réserver le monopole du pouvoir, com-

prirent le danger : tories et whigs étaient d'accord pour éloigner les masses de la vie politique. Dès 1697 les Communes, pour des raisons financières, avaient accepté l'impôt sur le papier à titre provisoire (un provisoire qui devint définitif) : l'impôt du timbre, plusieurs fois proposé depuis 1701, fut voté en 1712 pour des raisons politiques. Chaque numéro de journal dut payer un demi-penny pour une demi-feuille d'impression, un penny pour une feuille entière. La presse employa divers artifices pour tourner une loi mal rédigée ; mais celle-ci fut bientôt précisée, aggravée, tuant la plupart des feuilles tri-hebdomadaires. Certains contemporains, même parmi les plus libéraux, ne s'en plaignirent pas : la dignité de la presse devait gagner, d'après eux, à la disparition des feuilles misérables rédigées par des hommes de Grub Street, la rue légendaire où foisonnaient les écrivains faméliques, prêts à toutes les campagnes de mensonge et de chantage. Mais les grands publicistes, un whig tel qu'Addison, un tory tel que Swift, combattirent avec énergie ces « impôts sur les connaissances » qui allaient devenir de plus en plus lourds pendant un siècle, au grand détriment des classes populaires.

Les principaux journaux, délivrés de concurrents gênants, purent faire face à l'impôt en élevant le prix de vente ; le goût croissant du public dans les villes pour la politique rendit même possibles des créations nouvelles, par exemple à Salisbury en 1715, à York et à Northampton en 1720, à Manchester en 1730. George Ier avait pris la couronne sans résistance en 1714, et le soulèvement jacobite en Écosse avait échoué rapidement. C'étaient des problèmes différents qui occupaient maintenant la presse. Pendant vingt ans elle vit le gouvernement dirigé par Walpole. Ce grand sceptique fut beaucoup moins sévère pour elle que ses prédécesseurs ; il aimait mieux corrompre que punir. Indifférent à la littérature, il ne cherchait point, comme Harley ou même Stanhope, à s'attacher les écrivains de valeur ; un grand nombre d'hommes de lettres

perdirent les subventions de l'État et ne le pardonnèrent point au ministre qui abandonnait les traditions du mécénat. Si un Steele défendit l'homme qui avait protesté devant la Chambre des Communes contre son expulsion, Addison prit parti contre lui, se brouillant avec son ancien collaborateur du *Spectator.* Walpole trouvait les grands écrivains trop indociles ; mieux valait employer une équipe de scribes corrects, mais sans personnalité, qui se pliaient à ses ordres. Il leur donnait des canevas d'articles, contenant même les objections des adversaires et les réponses à leur opposer. Son organe central fut le *Daily Gazetteer*, duquel s'inspiraient plusieurs douzaines de journaux. D'autre part, le ministre n'hésitait point à gagner par une subvention tel journal indépendant ou hostile qui lui paraissait en valoir la peine. Voilà pourquoi une enquête faite après sa chute montra qu'entre 1731 et 1741 50 000 livres environ avaient été dépensées pour la presse.

Tandis que Walpole abaissait le niveau de la presse whig, celle des tories prenait un remarquable essor. L'opposition, réduite à l'impuissance dans les deux Chambres, chercha dans les journaux le moyen de défendre ses idées et de flétrir la corruption gouvernementale. Avant l'avènement de Georges Ier déjà les tories avaient fondé en 1710 un journal d'un caractère nouveau, l'*Examiner.* Son directeur, King, fut le premier type remarquable de l'*editor* qui, sans écrire lui-même, inspire et contrôle tous les rédacteurs. Plus tard un homme qui avait longtemps travaillé avec Defoe, Applebee, apporta aux tories son expérience pratique du journalisme. Enfin Bolingbroke donna un exemple rare à cette époque ; ce grand seigneur, cet ancien ministre, ne jugea pas indigne de lui de prendre la plume, de faire besogne de journaliste. De là vint le succès du *Craftsman.* Ce journal, paru en 1726, avait comme éditeur Nicolas Amhurst (sous le pseudonyme de Caleb Danvers), personnage assez changeant qui semble

n'avoir pas toujours refusé l'argent de Walpole, mais habile publiciste. Il accepta le patronage d'un homme d'État notable, Pulteney, qui, sans appartenir aux tories, était disposé à s'allier avec eux contre Walpole. C'est là que Bolingbroke publia entre 1728 et 1731 les articles célèbres qui portaient la signature de Humphrey Oldcastle. Il y défendait les traditions de la vieille Angleterre, en affirmant la nécessité de maintenir une aristocratie foncière assez forte pour résister à la plouto-cratie nouvelle, formée de profiteurs de guerre. Le ton grandi-loquent de ses articles nous étonne aujourd'hui, mais alors il contribuait à les faire lire.

Ce n'est pourtant pas Bolingbroke, mais Swift qui fut le grand champion du torysme dans la presse. L'ancien secrétaire de William Temple fut remarqué par Harley, qui avait le talent de reconnaître les publicistes de valeur ; le ministre sut ménager le caractère ombrageux de Swift, flatter son amour-propre et utiliser de 1710 à 1713, soit dans l'*Examiner*, soit dans diverses brochures, son talent de polémiste. Nommé doyen de Saint-Patrick à Dublin, Swift s'y retira définitive-ment quand son parti fut écrasé en 1714, mais cela ne l'empê-cha point de continuer à tenir la plume. Cet écrivain âpre et ironique, d'un pessimisme très amer, défendit l'Église établie contre les déistes ou les puritains, de même qu'il défendit la prérogative royale contre les whigs, l'aristocratie contre les marchands et la tradition contre la science. Prenant ensuite fait et cause pour l'Irlande, il envoya au *Craftsman* les « Lettres d'un drapier » : c'était une attaque violente contre les expé-dients financiers de Walpole, qui faisait fabriquer pour les paysans irlandais une monnaie de billon fausse, dont le poids ne correspondait nullement à la valeur fictive des pièces.

Citons encore parmi les ennemis de Walpole un autre homme de lettres notoire, Fielding. Ce fut pour gagner sa vie qu'il devint rédacteur en chef du *Champion*, puis du *Mercure britannique*, où le ministre corrupteur fut combattu sans

merci de 1739 à 1741. Plus tard, il devait déployer la même ardeur contre les Jacobites, lors de l'expédition de Charles-Édouard en Écosse (1).

II

La lutte contre les pouvoirs publics : Wilkes et Junius.

Si Walpole, pendant son long ministère, dédaigna le plus souvent de poursuivre les journalistes, ils devaient craindre davantage la colère et les menaces du Parlement. Celui-ci voulait défendre contre eux un privilège qui lui était cher, le secret de ses délibérations. Les séances des deux Chambres n'étaient pas publiques, on n'en possédait que des comptes rendus sommaires. Sans doute les chefs de partis communiquaient aux journaux amis les discours qui devaient être connus et commentés par le public ; mais ils entendaient fixer eux-mêmes ce qu'on pouvait confier à la presse. Au contraire, celle-ci était résolue à violer le secret qu'on lui opposait, afin de répondre à la curiosité publique et de conquérir des lecteurs. Cette guerre dura un demi-siècle, et il fallut à la presse de Londres une remarquable ténacité pour en sortir victorieuse. Il suffira d'en noter quelques épisodes.

En 1720 le journal rédigé par Mist (qui eut quelque temps Defoe pour collaborateur) publia un article contre la Chambre des Communes. Celle-ci vote à l'unanimité une résolution contre ce « faux, malicieux, scandaleux, infâme et traître *libel* » ; Mist est puni par le pilori, l'amende et la prison. Le journal whig de Read ne fut pas mieux traité par cette assemblée composée de whigs : elle le châtia pour offense à un lord. En 1722 elle renouvela solennellement l'interdiction de rendre compte des séances. Tous les députés, en effet, croyaient

(1) **CCXXV**, *passim*.

nécessaire pour la dignité de la Chambre d'assurer l'anonymat des votes ; et certains d'entre eux, accessibles aux offres dorées de Walpole, redoutaient l'intervention de témoins indiscrets. Cependant un journaliste habile et entreprenant, Édouard Cave, ne craignit point de commencer à publier des comptes rendus assez détaillés des séances ; on lui infligea une réprimande publique en 1727. Cette mésaventure ne le corrigea point, mais il chercha le moyen de continuer son œuvre sans être accusé de soutenir un parti politique. Son esprit inventif lui fit deviner le succès probable d'un périodique négligeant les luttes quotidiennes, renseignant ses lecteurs sur toutes les choses intéressantes qui survenaient dans le monde ; ce serait un « magasin » de produits variés. Ainsi naquit le *magazine*, la revue récréative destinée à compléter le journal ; le premier numéro du *Gentleman's Magazine*, mensuel, parut en 1731 avec 42 pages à deux colonnes. On y donna des comptes rendus parlementaires, et la Chambre, vaincue par cette obstination, laissa faire, malgré quelques menaces. Encouragé par le succès, Cave se permit bientôt de faire les comptes rendus plus longs, d'y joindre des échos parlementaires ; un magazine rival suivit cet exemple. En 1738 le *Speaker* dénonce aux Communes cette violation de leurs privilèges ; un député affirme que la divulgation des discours fera mépriser l'assemblée. Celle-ci, par un vote unanime, adopte une résolution qui doit effrayer les journalistes indiscrets. Cave trouva un ingénieux moyen d'échapper à l'orage. Il avait désigné jusque-là les parlementaires par deux lettres de leur nom ; Walpole était W...e. Or Swift venait de publier l'odyssée de Gulliver. Désormais le magazine raconta les débats du Sénat de Lilliput, avec des noms faciles à reconnaître ; Walpole devint Walelup. La Chambre, craignant le ridicule, n'osa pas sévir contre Cave, qui employa ce procédé jusqu'en 1752 ; à ce moment, on ne craignit plus de donner les initiales des noms véritables. Mais la question de principe

n'était pas résolue, et plus d'un journal devait encore subir les retours de colère du Parlement.

L'activité du journalisme politique avait relégué dans l'ombre le journalisme moral, jusqu'au jour où Steele et Addison trouvèrent un digne successeur dans Johnson. Celui-ci, bien qu'il ait parlé en termes amers des journaux, fut un grand journaliste, apte à réussir dans les genres les plus divers ; lui-même a dit que le peuple anglais possédait, grâce aux gazettes, une éducation supérieure à celle des autres pays. Cave lui confia, de 1740 à 1743, le soin de raconter les séances du Sénat de Lilliput. Johnson s'acquitta brillamment de cette mission, n'hésitant point, quand il connaissait mal le texte réel d'un discours notoire, à le refaire de chic, ainsi qu'il lui arriva un jour pour une harangue de William Pitt ; d'ailleurs il n'assistait jamais aux séances. Mais Johnson ne fut vraiment lui-même que lorsqu'il put manifester son talent d'essayiste ingénieux et profond dans un journal du soir fondé par un de ses amis en 1758, l'*Universal Chronicle.*

Dans la lutte engagée entre la presse et les pouvoirs publics, la première partie du règne de George III est l'époque décisive. Deux noms la dominent, ceux de Wilkes et du mystérieux Junius.

Wilkes doit sa bruyante renommée à l'essai de gouvernement personnel de George III. Celui-ci, dans son premier discours du trône, avait tenu à montrer ce qui le distinguait de ses deux prédécesseurs, demeurés Allemands de langue et de cœur ; il se déclarait fier d'être un *Briton.* La popularité ainsi acquise par le nouveau roi encouragea son favori écossais, lord Bute, à préparer la chute de William Pitt : les amis du favori fondèrent en 1762 un journal tory, le *Briton*, et le confièrent à un autre Écossais, Smollett, brillant écrivain, mais journaliste médiocre. Le premier numéro parut le jour où Bute prenait le pouvoir. Une semaine plus tard commença une feuille adverse, le *North Briton*, rédigée par Wilkes. Fils

d'une famille riche, entré dans la politique après quelques années de vie joyeuse, il soutenait depuis le premier jour William Pitt, qui l'avait fait élire aux Communes par un bourg pourri en 1757. Très ambitieux, aimant l'éclat et le bruit, Wilkes ne détestait pas le scandale ; contre la persécution il était soutenu par une volonté tenace, par son mépris tout anglais pour les Écossais qui entouraient Bute, par la passion des citoyens de la capitale contre l'essai de retour au gouvernement personnel. Ses qualités comme ses défauts le préparaient au rôle qu'il devait jouer pendant vingt ans. Le *North Briton* commença une campagne acharnée contre le premier ministre qui avait renversé Pitt, et Wilkes ne craignit pas de faire allusion aux bruits qui couraient sur les rapports du favori avec la reine mère. Un jeune poète, Churchill, donnait au journal des satires mordantes. On n'épargnait aucun des amis de Bute : Johnson fut dénoncé pour avoir accepté une pension ; le peintre Hogarth, ancien familier de Wilkes, ne fut pas mieux traité. Le favori quitta le ministère, mais sa politique subsistait, comme le prouva le traité conclu avec la France en 1763. Alors Wilkes, peut-être sous l'impulsion de Pitt, publia le numéro 45 du *North Briton*, plus violent que jamais. Aussitôt le ministère lance un mandat, un « general warrant », pour rechercher les auteurs et les imprimeurs de ce numéro. Wilkes est arrêté, quoique membre des Communes, envoyé à la Tour, puis mis en liberté provisoire au bout d'une semaine. Il attaque alors l'illégalité commise, et déploie dans ce nouveau combat toutes les ressources d'un légiste habile et retors ; d'ailleurs des whigs notables sont là pour l'aider.

A la rentrée du Parlement, le 15 novembre, lord North obtient, malgré l'opposition de Pitt, que la Chambre des Communes blâme le numéro 45 et reconnaisse à la justice le droit de poursuivre l'auteur, quoique député. Ce numéro est condamné au feu ; mais, le jour de l'exécution, la foule

empêche le bourreau de faire son office et promène triomphalement le *North Briton* dans les rues de Londres. Ses ennemis s'acharnent contre le démagogue ; la Chambre des Communes finit par lui enlever son siège de député ; la Chambre des Lords fulmine contre une brochure licencieuse composée par lui plusieurs années auparavant : la Cour du Banc du Roi le condamne par contumace.

Wilkes, en effet, s'était enfui à Paris. Les lettrés français lui firent bon accueil ; fréquentant le salon du baron d'Holbach, il y noua des amitiés sérieuses et durables avec Chastellux, avec Suard (1). Le beau monde s'intéressa tellement à lui que les dames achetèrent des mouchoirs à la Wilkes (2). Lorsqu'il reparut à Londres (1768), après une absence de quatre ans, sa popularité se réveilla aussitôt, et le comté de Middlesex l'élut député. Condamné de nouveau à la prison, il publia pendant sa détention des documents secrets, compromettants pour le gouvernement. Alors c'est la guerre entre la Chambre des Communes qui, après l'avoir expulsé, annule deux fois de suite son élection, et la Cité de Londres qui le nomme alderman, puis shériff, puis lord-maire. Finalement il obtiendra en 1782 que la résolution votée contre lui soit biffée sur le journal de la Chambre. C'était la cause de la presse que Wilkes avait défendue par des moyens démagogiques ; c'est la liberté de la presse qui triomphait avec lui.

L'intérêt de plus en plus grand porté par les Anglais à la vie politique et le développement de la richesse commerciale favorisaient la naissance de nouveaux journaux. Une famille d'imprimeurs de Londres, les Woodfall, avait créé des feuilles d'annonces ; les deux frères Henry Sampson et William Woodfall, dévoués au parti whig, voulurent joindre aux annonces

(1) V. Bonno, *Lettres inédites de Suard à Wilkes*, Berkeley, 1932 ; lettres de Chastellux dans la *Revue de littérature comparée*, 1932. Plus tard Marat, encore inconnu, écrivit à Wilkes une lettre pleine d'admiration (publiée dans *La Révolution française*, 1932).

(2) Brissot en parle (CLIII, t. I, p. 76).

des articles d'actualité. Le premier donna ainsi une grande importance au *Public Advertiser* qui prit l'habitude, si souvent imitée plus tard, d'insérer les lettres envoyées par des hommes politiques notables, surtout whigs, mais quelquefois aussi tories. Parmi ces lettres on ne tarda point à remarquer une série commencée en 1767 et signée de noms divers, Poplicola, Anti-Sejanus, et d'autres noms latins ; certains lecteurs attentifs pensèrent que toute la série était l'œuvre d'un seul écrivain. Elle fut continuée de 1769 à 1772 par les trente-huit lettres signées Junius.

On discute aujourd'hui encore sur l'identité de Junius (1). Cet écrivain est un whig, très violent contre Bute, et plus encore contre North et le duc de Grafton ; il reproche à lord Chatham d'avoir terni la gloire de William Pitt en acceptant un rapprochement avec le favori écossais. Bien que loyaliste, Junius en 1769 écrit à George III qu'il est dangereux de reprendre les traditions des Stuarts, que ce qui a été acquis par une révolution peut être perdu par une autre révolution. Wilkes lui déplaît comme démagogue, mais les mesures iniques prises contre ce gêneur par le ministre et le Parlement sont condamnées en termes sévères. Les lettres de Junius prirent fin en 1772 par la volonté de l'auteur. Leur ton oratoire, non sans quelque emphase, rappelait parfois les articles de Bolingbroke dans le *Craftsman* ; la gravité de Junius, les appels qu'il adressait à la raison de ses lecteurs contribuèrent à élever le niveau du journalisme britannique.

(1) Beaucoup de critiques l'identifient avec sir Philip Francis. Monaghan, dans le *Journal of Modern History* (mars 1932), a publié un document trouvé aux Archives des Affaires étrangères à Paris. Ce rapport secret, envoyé par un colonel de troupes légères au comte de Muy en 1774, affirme que Junius est Thomas Mante, un agent secret payé à la fois par la France et l'Angleterre : « En 1769, raconte-t-il, j'étais employé à Dieppe où je l'ai vu écrire cette fameuse lettre au roi d'Angleterre qui a fait tant de bruit. C'est peut-être le plus grand génie de l'Europe, qui a les connaissances les plus étendues dans la guerre, dans l'histoire et dans la politique, homme rare et singulier pour les talents, mais sans mœurs et sans religion, qui pour dix louis de plus vendrait les rois de France et d'Angleterre au Grand Turc. »

Le second des frères Woodfall, William, avait fondé en 1769 le *Morning Chronicle and London Advertiser*, qui demeura sous sa direction pendant vingt ans. Sachant aussi tenir la plume, il conquit le succès par ses comptes rendus des séances des Communes. Une mémoire prodigieuse lui permettait, après avoir suivi une séance tout entière sans prendre une note, de rédiger aussitôt un exposé fidèle et complet qui paraissait avant ceux de ses concurrents. Il est vrai que George III écrivait à lord North en 1771 : « Il est nécessaire de mettre fin à cette étrange et illégale méthode de publier les débats dans les journaux. » Là-dessus les deux Chambres essayèrent encore une fois de la répression. Mais un journaliste arrêté pour ce motif et conduit à Guildhall fut acquitté par l'alderman, qui n'était autre que Wilkes ; un autre fut libéré par l'intervention du lord-maire. Celui-ci, traduit devant les Communes, se rendit à la Chambre au milieu d'un immense cortège qui l'acclamait ; il fut condamné à quelques jours de prison (à la grande colère de Junius), mais le Parlement comprit que vouloir maintenir le secret des délibérations était vouloir l'impossible. Ainsi la presse avait remporté la victoire.

Ses adversaires eurent recours à d'autres moyens pour lui tenir tête. Le plus commode était le moyen financier ; l'impôt du timbre fut augmenté en 1724, puis en 1756, enfin en 1775. Mais si l'on rendit ainsi plus difficile la création de nouveaux journaux, on mettait à l'abri de la concurrence les feuilles déjà existantes ; et celles-ci, pour résister aux ministres de George III, comptaient sur la protection du jury. On essaya de la leur retirer. Le *chief-justice*, lord Mansfield, affirma que, dans les procès de *libel*, le jury devait seulement dire si l'accusé avait, oui ou non, publié l'écrit incriminé ; quant à décider si l'écrit présentait le caractère de *libel*, de diffamation calomnieuse, c'était l'affaire des juges ordinaires. Cette doctrine nouvelle, vainement combattue par Junius dans ses lettres et par divers orateurs au Parlement, fut appliquée depuis 1770.

Le jury quelquefois se rebiffait ; en 1771, dans un procès intenté à H. S. Woodfall, il prononça un acquittement qui parut scandaleux aux légistes. Mais ceux-ci utilisèrent la théorie de Mansfield pour obtenir de nombreuses condamnations pendant la guerre d'Amérique. Plus tard le second Pitt, arrivant au pouvoir dans des circonstances difficiles, parut disposé à conserver des pratiques fort commodes pour le gouvernement.

Si ces pratiques durèrent longtemps, c'est que les journaux avaient encore beaucoup d'ennemis. En 1785 un poète, Crabbe, lançait une vive satire contre ces feuilles « qui ont troublé tant de têtes paisibles et transformé en factieux des hommes faits pour être d'honnêtes commerçants ou de pieux pasteurs ». Dans tous les partis, un grand nombre d'hommes politiques se méfiaient de la presse. Fox lui-même, l'apôtre du libéralisme, défendit quelque temps le système de Mansfield contre les critiques de Burke et proclama la nécessité de réprimer les caprices et les folies des journaux. Mais les idées opposées furent soutenues avec une autorité croissante par Erskine, d'abord comme avocat, puis comme député. Converti par lui, Fox prit l'initiative d'une loi qui trancherait la question soulevée par Mansfield. Pitt laissa faire, et l'on vota le *Libel Act* de 1792. Ce fut un compromis : la loi maintenait, renforçait même, le droit de poursuivre les auteurs de *libel*, mais elle abandonnait implicitement le système de Mansfield et assurait aux imprimeurs comme aux écrivains de sérieuses garanties.

A ce moment, la presse commençait à se développer en Écosse. Avant 1750 les villes universitaires, comme Édimbourg et Glasgow, avaient seules des périodiques. Les autres en possédèrent après 1770. Seules les Hautes Terres en furent privées (1). Mais le pays était encore pauvre, les abonnés

(1) **CCXXIV**, *passim*.

rares, les feuilles dépourvues d'intérêt. Voilà pourquoi plusieurs journalistes entreprenants quittèrent le Nord et allèrent chercher fortune à Londres.

III

La presse dans les colonies d'Amérique.

Bien loin de Londres, les colonies anglaises d'Amérique avaient commencé à créer des journaux qui furent longtemps de médiocres copies des feuilles de la métropole. Il y avait un imprimeur parmi les passagers de la *Fleur-de-Mai* ; cependant ce fut seulement en 1686 que Benjamin Harris, un imprimeur de Londres persécuté en Europe comme publiciste libéral, passa en Amérique, où il fit paraître en 1690 le premier journal de Boston, les *Publick Occurrences*. Dans cet organe mensuel, Harris promit de faire son possible pour ne donner que des nouvelles exactes ; peu après il devenait l'imprimeur officiel du gouvernement du Massachusetts. La suppression de la censure devait le décider à retourner en Angleterre, où il eut encore une carrière active de publiciste. Quelques années plus tard le maître de poste de Boston essaya, comme beaucoup de ses confrères européens, d'augmenter ses revenus en créant un périodique (1704). C'était une feuille très modeste ; le succès le fut aussi, comme le montrent les requêtes piteuses où le rédacteur expose aux lecteurs qu'un tirage de 300 exemplaires ne lui permet pas de faire ses frais.

L'idée fut reprise par un imprimeur de Boston, James Franklin, qui avait appris sa profession à Londres. Son esprit indépendant irrita les Mather, les tout-puissants révérends qui dominaient la colonie puritaine ; on finit par lui interdire de continuer son journal et, pour sauver celui-ci, la direction fut donnée à son frère Benjamin, un adolescent de seize ans. Celui qui allait devenir le grand Franklin s'essaya dans des

articles imités du *Spectator*, mais bientôt la nécessité de gagner sa vie comme typographe l'éloigna du journal. C'est seulement depuis 1728 qu'il reprit d'une façon régulière la carrière de publiciste, en éditant la *Pennsylvania Gazette* à Philadelphie. Une autre feuille paraissait à New-York, fondée par un imprimeur d'origine allemande, Zenger, qui menait une vive campagne contre le gouverneur Cosby. Celui-ci le fit arrêter en 1734 et s'efforça d'étouffer sa défense ; mais le principal avocat de Philadelphie, âgé de près de quatre-vingts ans, plaida pour lui et le fit acquitter par le jury. Ce fut la première victoire de la liberté de la presse en Amérique.

Cette presse demeura longtemps misérable. Les recettes couvraient difficilement les dépenses : l'encre, le papier coûtaient cher, ainsi que les caractères qui venaient d'Europe. Les abonnés étaient peu nombreux, car les journaux ne leur donnaient que des nouvelles rares et tardives ; la traversée de l'Atlantique durait de cinq à huit semaines, dans les circonstances les plus favorables ; entre les treize colonies, les courriers circulaient avec lenteur, fréquemment arrêtés pendant l'hiver. Néanmoins on comptait en 1775 trente-quatre feuilles à peu près régulières. On ne peut signaler de journalistes notables avant ce moment. Seul Franklin avait révélé une intelligence affinée, un sens profond de l'humour. Il avait aussi trouvé des formules frappantes et brèves. En 1755, son journal donna le dessin d'un serpent divisé en huit morceaux (portant les noms de huit colonies) avec cette épigraphe : *Join or Die* (S'unir ou mourir). A côté des journaux paraissaient depuis 1741 des magazines, copiés sur ceux de la métropole. Tous moururent vite : les abonnés, qui n'étaient pas obligés de payer d'avance, faisaient souvent défaut le jour de l'échéance.

Dans le grand conflit qui allait conduire l'Amérique à l'indépendance, la presse périodique n'eut pas le rôle prépondérant : les brochures furent plus importantes. Il n'existait

point encore dans les colonies un seul quotidien; cependant les gazettes hebdomadaires participèrent aux discussions engagées depuis 1773. C'est particulièrement vrai pour la *Boston Gazette*, où écrivait Sam Adams, le « Père de la Révolution ». Dans ce journal, fondé par lui en 1755, il publia pendant vingt ans des articles signés de multiples pseudonymes, « un tory, un fils de la liberté », surtout de pseudonymes latins, « Candidus, Determinatus, Populus, Cedant arma togæ, Principiis obsta ». Autour de ce journal se groupèrent des collaborateurs non moins convaincus, James Otis, Joseph Warren et John Adams, le futur président des États-Unis. Sam Adams organisa aussi des comités de correspondance dans plus de quatre-vingts communes et y fit parvenir sa gazette, qui répandit ainsi les idées de résistance.

Quand la guerre eut commencé, quand les troupes anglaises occupèrent les villes de la côte, les journaux des patriotes se transportèrent dans celles de l'intérieur, partout où ils trouvaient des imprimeurs. La *Boston Gazette* parut pendant plus d'un an à Watertown, pour revenir à Boston après le départ des Anglais ; un moment elle atteignit un tirage de 2 000, énorme pour cette faible population. Un autre journal du Massachusetts, rédigé par l'énergique Isaiah Thomas, qui s'efforçait de gagner les ouvriers à la cause nationale, transporta ses presses à Worcester. Le journal patriote de New-York dut également fuir l'ennemi ; son imprimeur, Holt, muni d'une presse portative, suivit le gouvernement de la colonie dans les résidences diverses que lui imposaient les progrès des Anglais.

Ceux-ci jugèrent indispensable d'opposer à cette presse patriote quelques journaux tories, prêchant la soumission et la réconciliation. A Boston, ils se servirent d'un vieil organe, la *News-letter*, puis de la *Massachusetts Gazette* ; le gouverneur Hutchinson la soutint de son mieux (il y écrivit lui-même quelquefois) pour réfuter le journal de Sam Adams. A New-

York, le général Howe autorisa les loyalistes à publier leur journal en utilisant les imprimeries abandonnées par les whigs fugitifs.

C'est d'Europe que vint le plus vigoureux publiciste qui ait défendu la cause américaine. Thomas Paine avait passé l'Atlantique en 1774, muni d'une lettre d'introduction de Franklin : pendant dix-huit mois il rédigea le *Pennsylvania Magazine* ou *American Museum.* C'est l'œuvre d'un écrivain d'avant-garde, qui affirme la supériorité de la république sur la monarchie, qui réclame l'affranchissement des noirs, les droits des femmes, et aussi la bonté pour les animaux. L'éclatant succès du *Common Sense* fit comprendre aux chefs de la Révolution l'avantage de posséder un tel champion. Washington le prit à son état-major et fit lire à haute voix dans les corps de garde le premier numéro de la *Crisis* ; Thomas Paine en publia encore sept.

La guerre terminée en 1782 avait servi matériellement la presse américaine : on créa des manufactures de papier, d'encre, de caractères, pour se passer des produits anglais. Elle l'avait servie moralement aussi en développant chez les Américains le goût des journaux. Ceux-ci étaient au nombre de 43 au moment de la paix ; un des plus importants, le *Pennsylvania Packet*, fut quotidien à partir de 1784, donnant ainsi un exemple qui allait être bientôt suivi.

IV

Les débuts de l'annonce.

La presse anglaise a été la première à comprendre et à utiliser les bénéfices que pouvaient procurer les annonces payées par les commerçants. Il faut donc dire quelques mots sur la publicité dans ses rapports avec les journaux.

Au XVIe siècle, où tant d'idées nouvelles furent agitées, on

suggéra la création de bureaux qui rapprocheraient les offres et les demandes. Le père de Montaigne, d'après le témoignage des *Essais*, désirait « qu'il y eût ès villes certain lieu désigné, auquel ceux qui auraient besoin de quelque chose se pussent rendre et faire enregistrer leur affaire à un officier établi pour cet effet : comme je cherche à vendre des perles, je cherche des perles à vendre. Tel veut compagnie pour aller à Paris, tel s'enquiert d'un serviteur de telle qualité, tel d'un maistre, tel demande un ouvrier ; qui ceci, qui cela, chacun selon son besoin » (1). L'art nouveau, l'imprimerie, pouvait servir à vulgariser les renseignements commerciaux. Les imprimeurs, qui firent les premières gazettes, jugèrent bon d'y annoncer quelques livres récents imprimés dans leurs ateliers. Ces gazettes, comme celle de Strasbourg en 1609, signalent parfois les jours de départ ou d'arrivée des bateaux d'Amsterdam. Cependant l'annonce a commencé avec des organes à elle, entièrement distincts des feuilles de nouvelles.

En Angleterre deux courtisans de Jacques Ier obtinrent, en 1611, des lettres patentes qui les autorisaient à aider le commerce en instituant des relations entre prêteurs et emprunteurs, entre acheteurs et vendeurs ; moyennant quarante livres par an payées au Trésor, ils pourraient établir pour vingt-deux ans, dans toutes les villes choisies par eux, un office de renseignements (2). L'entreprise ne semble pas avoir prospéré, puisque Charles Ier en 1637 accordait pour quarante et un ans au Captain Robert Innes un monopole semblable, bientôt mis à néant par la guerre civile.

C'est pendant la Révolution que le rapprochement commence, dans les périodiques, entre la politique et la publicité. Le journaliste puritain Walker signale quelques livres nouveaux et parle en 1649 de créer un « Office of Entries ». Certains *newsbooks* insèrent des annonces concernant des livres,

(1) *Essais*, I, chap. XXXIV. — (2) CCVII, chap. IX.

des remèdes médicaux, des objets perdus ou volés (surtout des chevaux). C'était là une telle nouveauté qu'on s'en moqua ; mais lorsque Cromwell eut supprimé tous les *newsbooks*, on regretta les renseignements commerciaux fournis par eux... Cela explique le prospectus de 1657, faisant connaître la publication prochaine d'un périodique hebdomadaire exclusivement consacré aux annonces : tout avis serait imprimé pendant six semaines, après quoi il faudrait payer de nouveau ; le prix serait proportionnel, non pas au nombre des mots, comme plus tard, mais à l'importance des objets annoncés. Conformément à ce prospectus (qui contient une liste de huit offices de publicité), le *Public Adviser* commença le 26 mai 1657, à 16 pages pour un penny. Il trouva bientôt un concurrent, lancé par cet Oliver Williams que nous avons vu essayer en 1660 un quotidien politique.

Le royaliste Roger L'Estrange voulut, comme le puritain Walker, faire aux annonces leur place dans les journaux politiques. L'usage subsista désormais. Cependant les périodiques ne s'engagèrent que timidement dans cette voie nouvelle ; le *Tatler* se moquait de ce procédé commercial. L'annonce ne prit d'importance que dans le cours du XVIIIe siècle, quand la prospérité commerciale se développa et que les journaux virent là une ressource nécessaire pour faire face aux charges croissantes imposées par le timbre. C'est également l'annonce qui assura l'existence des quotidiens. Après le *Daily Courant* de 1702, le premier journal durable de ce genre fut le *Daily Advertiser* (1730), qui devait subsister jusqu'au début du XIXe siècle. Il ouvrit la série de ces « Advertisers » auxquels les Woodfall donnèrent une si grande importance commerciale et politique. Johnson en 1759 écrivait ces mots qui nous font sourire : « L'industrie de l'annonce est maintenant si près de la perfection qu'il n'est pas facile de proposer une amélioration. »

Dans les colonies anglaises d'Amérique les premiers jour-

naux, si pauvres en abonnés, avaient aussitôt cherché des annonces, mais elles étaient rares. Tout au plus rencontre-t-on quelques avis commerciaux (parfois accompagnés d'images), et aussi des annonces d'objets perdus, d'esclaves fugitifs ou d'esclaves à vendre. Les colons, plus libres de préjugés que les gens d'Europe, trouvaient naturel que l'annonce prît place dans les journaux ; mais jusqu'en 1783 ceux-ci étaient trop modestes et le pays trop peu avancé pour qu'elle fournît déjà des recettes considérables.

En somme, la presse anglo-saxonne avait su de bonne heure s'assurer les avantages de la publicité. Sur le continent, au contraire, celle-ci avait son existence à part. Théophraste Renaudot avait créé à la fois la *Gazette* et le Bureau d'annonces ; mais bien que la première fût imprimée dans les ateliers du second, les deux fondations demeurèrent distinctes. Il en fut de même, on le verra, dans d'autres pays européens.

CHAPITRE V

LA PRESSE DANS L'EUROPE CONTINENTALE AU XVIII[e] SIÈCLE

Bayle écrivait en 1700 : « Le nombre des mercures ou des ouvrages qui mériteraient ce nom s'est si fort multiplié qu'il serait temps qu'on en donnât l'histoire... Le nombre des gazettes qui se publient par toute l'Europe est prodigieux (1). » Cette affirmation devint plus vraie encore au XVIII[e] siècle. Mais il existait un abîme entre la presse anglaise, affranchie de la censure préventive depuis 1695, et la presse du continent. Tandis que la première parvenait à conquérir de haute lutte son indépendance, la seconde, exception faite des gazettes hollandaises, restait soumise aux caprices de la censure et aux volontés des souverains. C'était vrai aussi pour la presse littéraire, pour les 173 « journaux » qui, d'après Voltaire, paraissaient chaque mois en Europe (2).

I

La presse officielle en France.

La presse française avait à subir, non seulement le joug politique du gouvernement royal, mais le joug commercial

(1) *Réponse aux questions d'un provincial*, chap. XLVII.
(2) Voltaire donne ce chiffre, énoncé peut-être au hasard, dans l'avertissement (signé Jérôme Carré) qui précède la comédie de *L'Écossaise*. Sauf quelques exceptions, il entend par *journaux* ce que nous appellerions des revues ; ses *Conseils à un journaliste* sont faits pour un auteur d'articles

du monopole : monopole de la *Gazette de France* pour les nouvelles politiques, du *Mercure de France* pour les chroniques littéraires et mondaines, du *Journal des Savants* pour les nouvelles scientifiques. Mais si les règlements subsistaient, les mœurs changeaient. Le public français, parisien surtout, s'émancipa de la tutelle établie sous Louis XIV ; comme il voulait à la fois des informations plus complètes et une critique plus hardie, les sages recueils officiels ne lui parurent plus suffisants. On commença par tourner le monopole. Des feuilles nouvelles, fondées avec l'autorisation tacite ou formelle du pouvoir, payèrent au périodique privilégié une somme une fois versée. D'autres avaient leur siège hors de France, et obtinrent le droit d'entrer dans le royaume, moyennant le paiement d'une contribution à la caisse du ministère des affaires étrangères. Certains éditeurs ingénieux firent mieux encore : favorisés par l'indulgence du gouvernement, ils rédigèrent leur journal à Paris, tout en lui attribuant un lieu de publication étranger.

Le privilège ainsi désarmé, reste la censure, beaucoup plus redoutable. Mais à mesure qu'on avance dans le XVIIIe siècle, tandis que les écrivains s'enhardissent, le gouvernement s'affaiblit ; faute d'une direction ferme, il n'y a plus d'unité dans les conseils du roi. Chaque ministre a ses idées, sa coterie ; entre ces puissances rivales, un publiciste habile peut évoluer, insérer un article audacieux, mais agréable à tel personnage important qui le protégera. C'est dangereux, et parfois on risque l'interdiction temporaire ou définitive ; mais si l'on échappe à ces crises, le journal réussit à vivre longtemps. La presse politique pendant longtemps ne pourra se permettre ces témérités ; c'est la presse littéraire qui s'habitue volontiers à effleurer la politique.

soigneusement étudiés. Montesquieu reproche aux « journaux », c'est-à-dire aux périodiques littéraires, de louer prudemment tous les livres nouveaux (*Lettres persanes*, lettre 108).

Si néanmoins cette presse ne joue pas encore le rôle de premier plan que la faiblesse de la royauté rendait possible, c'est que les grands novateurs du temps, les philosophes, dédaignent de lui consacrer leur activité. C'étaient des brochures, des pamphlets, des livres qui avaient servi, dans l'Allemagne du XVIe siècle, la cause de la Réforme ; ce sont des écrits du même genre qui, dans la France du XVIIIe siècle, préparent la ruine de l'ancien régime. Les *Lettres persanes* de Montesquieu ou les *Lettres anglaises* de Voltaire ont beaucoup plus d'importance qu'une gazette périodique. Lorsque les philosophes se constitueront en équipe, ce sera pour faire l'*Encyclopédie.* Les plus grands parmi eux parlent des gazetiers avec autant de mépris que certains de leurs contemporains anglais. Qu'on lise l'article *gazette*, fait par Voltaire dans l'Encyclopédie : on verra qu'il ne demande aucune liberté nouvelle pour ce genre de publications. Les gazettes officielles de France « n'ont jamais été souillées par la médisance, et ont toujours été assez correctement écrites. Il n'en est pas de même des gazettes étrangères. Celles de Londres, excepté celles de la cour, sont souvent remplies de cette indécence que la liberté de la nation autorise ». Les gazettes françaises de Hollande lui déplaisent par leur mauvais style. Les gazettes littéraires nées depuis 1723 (il s'agit de celles de Desfontaines) sont tombées « dans le mépris et dans l'oubli ».

Les philosophes tiennent à défendre le travail réfléchi contre la légèreté superficielle des rédacteurs de périodiques. Diderot écrit dans l'*Encyclopédie* : « Tous ces papiers sont la pâture des ignorants, la ressource de ceux qui veulent parler et juger sans lire, le fléau et le dégoût de ceux qui travaillent. Ils n'ont jamais fait produire une bonne ligne à un bon esprit, ni empêché un mauvais auteur de faire un mauvais ouvrage. » Ces idées, qui reparaîtront si souvent dans les jugements portés sur le journal, inspirent aussi la lettre écrite en 1755 par Rousseau à un de ses amis de Genève :

« Vous voilà donc, messieurs, devenus auteurs périodiques. Je vous avoue que votre projet ne me rit pas autant qu'à vous ; j'ai du regret de voir des hommes faits pour élever des monuments se contenter de porter des matériaux, et d'architectes se faire manœuvres. Qu'est-ce qu'un livre périodique ? Un ouvrage éphémère, sans mérite et sans utilité, dont la lecture, négligée et méprisée par les gens lettrés, ne sert qu'à donner aux femmes et aux sots de la vanité sans instruction, et dont le sort, après avoir brillé le matin sur la toilette, est de mourir le soir dans la garde-robe (1). »

Ces journaux méprisés par les philosophes, ce furent leurs adversaires qui réussirent le mieux à les faire vivre. Avant d'en parler, il faut dire quelques mots sur les recueils officiels qui exploitaient paisiblement leur monopole. C'étaient des entreprises très lucratives. Eusèbe Renaudot disait que la *Gazette* lui avait rapporté pendant vingt ans 12 000 livres de rente. Un de ceux qui lui succédèrent vendit le privilège 100 000 livres. C'était un recueil de renseignements terne, impersonnel, d'ailleurs estimable. On y trouvait les documents officiels reproduits d'une façon exacte ; mais on lui reprochait de plus en plus son manque de nouvelles récentes et variées. Un ministre qui ne redoutait pas les initiatives hardies, Choiseul, essaya de lui rendre la vie. Des lettres patentes (1761) la réunirent au ministère des affaires étrangères, et depuis le 1er janvier 1762 elle se nomma officiellement la *Gazette de France*, gravant sur ses numéros les armes du roi. Choiseul s'efforçait en même temps, comme le tentera plus tard le gouvernement de Napoléon III, d'assurer au journal officiel des articles intéressants et variés. Une circulaire fut adressée aux intendants à l'intérieur, aux ministres du roi au dehors, pour les prier d'envoyer des nouvelles. L'intendant du Languedoc, se conformant à cette circulaire, demandait au sub-

(1) *Correspondance générale*, t. II, 1924, p. 169.

délégué de Toulouse de lui faire connaître « particulièrement tout ce qui a rapport à la physique, à l'histoire naturelle, à des projets de commerce, à des établissements de manufactures, plans et nouvelles militaires, faits singuliers et extraordinaires (1). » Choiseul confiait en même temps la rédaction à deux écrivains de valeur, Suard et l'abbé Arnaud. Mais l'esprit du temps n'était pas favorable à une feuille officielle ; comme l'écrivaient les *Mémoires secrets* à propos de la transformation en 1762, « on a pour but de faire tomber les gazettes étrangères, malheureusement le gros du public se laisse plus imposer par le ton républicain que par la véracité de la rédaction ». D'ailleurs les deux rédacteurs, disgraciés avec Choiseul en 1774, furent mal remplacés. En désespoir de cause, le gouvernement accepta les offres d'un libraire entreprenant, « une espèce de Turcaret littéraire », comme l'appelle Brissot (2), qui eut le premier la pensée de réaliser un « trust » des journaux ; Panckoucke en 1787 prit à bail l'exercice du privilège.

Beaucoup plus grand fut le succès du *Mercure*, qui depuis 1724 avait pris son titre définitif, le *Mercure de France*. Les titulaires successifs du privilège s'y enrichirent ; vers 1754 on évaluait le bénéfice net à 21 000 ou 22 000 livres, si bien que le gouvernement préleva là-dessus quelques pensions pour les gens de lettres. Le gérant du *Mercure* annonça en 1763 qu'il avait 1 600 « souscripteurs » ou abonnés, en tête desquels figuraient le roi et tous les princes de la famille royale : 660 habitaient à Paris, 900 en province, une quarantaine à l'étranger. On trouvait dans chaque numéro lettres, contes, petits vers, séances académiques, critique théâtrale, échos de la vie littéraire, tout ce qui pouvait plaire à la société riche et intelligente qui s'intéressait passionnément aux salons de Paris. Mais ensuite une mauvaise direction amena la déconfi-

(1) CLXII. — (2) CLIII, t. I, p. 84.

ture ; on ne gagna plus de quoi payer les pensions. Alors Panckoucke se présenta et se fit donner le privilège. Il confia la direction à La Harpe, qui introduisit dans ce recueil sommeillant sa critique vive et mordante ; les plaintes de ses adversaires obligèrent Panckoucke à le congédier bientôt, mais le *Mercure* avait retrouvé ainsi une popularité qui durait encore en 1789. A ce moment La Harpe, rentré en grâce, partageait la rédaction littéraire avec Marmontel, pendant que le Genevois Mallet du Pan était chargé de la partie politique, nouvellement introduite au *Mercure.*

Le troisième des recueils officiels, le *Journal des Savants*, eut une vie plus paisible. Moins remarqué, moins imité qu'au siècle précédent, mais contenant toujours des renseignements utiles réunis par des spécialistes compétents, il dura sans bruit jusqu'en 1792.

II

Caractères nouveaux de la presse française.

Divers périodiques littéraires non privilégiés tentèrent la fortune depuis 1715. Plusieurs d'entre eux justifièrent les plaisanteries de Caylus sur les *Spectateurs*, qui, disait-il, « inondaient la scène » (1) ; ils s'efforcèrent d'imiter Addison. Marivaux, par exemple, inaugura en 1722 *Le Spectateur français* qui, annoncé comme hebdomadaire, parut très irrégulièrement pendant deux ans ; puis il reprit ses essais dans *L'Indigent philosophe*, dans *Le Cabinet du philosophe*. On trouve des idées heureuses dans ces articles décousus, mais l'auteur ne put jamais s'astreindre au travail suivi et régulier que demande un périodique (2). C'est Addison également que l'abbé Prévost prit pour modèle. *Le Pour et le Contre* devait

(1) Caylus, *Œuvres badines complètes*, t. VI (1787), p. 94-95.
(2) Larroumet, *Marivaux* (1882), p. 30, 78, 455.

être imprimé à Paris, édité à Londres. « Voulant éviter, disait Prévost, tout ce qui peut sentir la faveur, la haine, le mépris, l'ironie même, en un mot toute ombre de partialité et de passion ; voulant observer toutes les bienséances, remplir tous les devoirs, et ne sortir jamais des bornes de la liberté française, je me propose de remarquer avec le même soin ce que je croirai apercevoir de bien et de mal dans chaque sujet sur lequel j'entreprendrai de m'expliquer. » *Le Pour et le Contre*, qui dura de 1733 à 1740, contribua, l'un des premiers, à faire connaître en France les mœurs et les idées de l'étranger (1). Cette tendance cosmopolite propre à l'époque fit naître divers périodiques littéraires ; Prévost lui-même dirigea un instant le *Journal étranger* fondé par Grimm en 1754 (2) ; Arnaud et Suard, qui connaissaient très bien les choses d'Angleterre, dirigèrent brillamment pendant plusieurs années la *Renaissance*, puis, tout en rédigeant la *Gazette de France*, collaborèrent à la *Gazette littéraire de l'Europe*.

Arrivons maintenant aux deux hommes qui, dans la presse littéraire, inaugurèrent le journalisme critique, militant, agressif : ce sont Desfontaines et Fréron. L'abbé Desfontaines trouvait plaisir à dire que la profession de journaliste « est considérée comme la plus vile de la littérature » ; il entendait la pratiquer en polémiste acerbe. Grâce à lui, ce ton nouveau fut introduit un moment dans le pacifique *Journal des Savants*, à la grande surprise des lecteurs. Puis il se donna libre carrière dans le *Nouvelliste du Parnasse*, et, plus encore, depuis 1735, dans les *Observations sur les écrits modernes*, qui firent la guerre aux philosophes ; et Voltaire de s'indigner, en affirmant que c'était lui qui avait fait sortir ce malfaiteur de Bicêtre. Desfontaines d'ailleurs ne manquait pas de mérite :

(1) Schrœder, *L'abbé Prévost* (1898), p. 68 sq. Un érudit hongrois, M. Hankiss, dans une communication à l'Académie des sciences morales et politiques (février 1933), a montré comment Prévost se renseignait sur les choses de Hongrie.

(2) CCXXIII.

augmentant la part des belles-lettres, diminuant celle de la théologie et des livres édifiants, il intéressait les « honnêtes gens » à un journal littéraire. Mais il commit l'imprudence d'attaquer ouvertement l'Académie française : elle se plaignit au roi qui supprima le journal (1743). Desfontaines recourut alors à l'artifice qui faisait donner comme paraissant à l'étranger un journal rédigé à Paris ; son nouveau recueil venait de commencer quand la mort l'arrêta en 1745 (1).

Fréron fut un Desfontaines plus habile et plus complet. Ce Breton, qui avait été novice chez les jésuites, puis professeur dans leurs collèges, fit ses débuts de publiciste sous la direction de Desfontaines ; ensuite, après divers avatars, il fonda en 1754 *L'Année littéraire*, qui allait durer jusqu'en 1776. Ses adversaires sont les philosophes, qui ont des amis à la cour et qui deviennent tout-puissants à l'Académie française : Voltaire surtout pendant des années chercha toujours des injures nouvelles à lui prodiguer, le mettant en scène sur le théâtre et jusque dans son poème de *La Pucelle*. Fréron a pour lui les adversaires des philosophes, les partisans de la tradition. Le gouvernement, faible et changeant, subit des influences contradictoires ; le roi Stanislas intervient de Nancy avec succès plusieurs fois pour protéger le journaliste ; le directeur de la librairie, Malesherbes, est l'ami des philosophes, mais il ménage son ancien condisciple du collège Louis-le-Grand. Il faut tenir compte aussi des incidents imprévus. L'attentat de Damiens, irritant la cour contre les novateurs, la dispose favorablement pour leur ennemi ; Choiseul, au contraire, lui témoigne son hostilité. *L'Année littéraire* procurait à Fréron de beaux revenus, plus de 20 000 livres par an, s'il faut en croire La Harpe ; mais son existence fut toujours menacée.

Ces dangers n'empêchèrent pas Fréron de conserver son

(1) Mornet, qui a dépouillé les catalogues des bibliothèques privées au XVIIIe siècle, a rencontré 110 fois les recueils de Desfontaines, l'emportant sur Bayle qu'on trouve 101 fois (*Revue d'histoire littéraire de la France*, 1910).

attitude militante. Contre les novateurs il défendait les abus « qui, par un long usage, sont liés à tant de détails, qui se sont tellement amalgamés avec le courant des affaires, qui, en un mot, ont jeté des racines si profondes et si étendues que l'on n'y pourrait toucher sans un grand bouleversement (1) ». Sentant sa force, il écrivait un jour à Malesherbes : « Je suis aimé du public, j'ose le dire, de toute la France, de l'Europe même entière, où mes feuilles se répandent ». Le journaliste mourut en pleine bataille, au moment où une décision du garde des sceaux, qui supprimait *L'Année littéraire*, venait d'être rapportée.

L'Année littéraire, malgré son titre, touchait à la politique puisqu'elle discutait les réformes proposées par les philosophes. Cependant les nouvelles politiques proprement dites lui étaient refusées. Ceux qui ne voulaient plus se contenter de les chercher dans la *Gazette* officielle pouvaient lire les feuilles publiées en français à l'étranger. Les gazettes hollandaises, en particulier, conservaient une réputation méritée. Les fermiers des postes, comprenant qu'il y avait là une opération lucrative, traitèrent avec un libraire parisien, David, qui ouvrit un bureau de vente pour ces feuilles. Le gérant de la *Gazette*, le chevalier de Meslé, s'en plaignit amèrement dans un Mémoire de 1759 (2). « *La Gazette de France*, dit-il, était autrefois très intéressante ; elle était le précis vrai des gazettes étrangères ; mais depuis que MM. les fermiers des postes les introduisent toutes dans le royaume, elle ne peut plus satisfaire la curiosité ; toutes les nouvelles sont lues dans les gazettes étrangères avant que celle de France paraisse. » Dans la seconde moitié du siècle ce besoin de renseignements sûrs devint général à Paris. Un écrivain fécond en idées ingénieuses, Palissot, était le protégé de Choiseul ; prenant comme associé le libraire David, il se fit confirmer le monopole

(1) CLVII, p. 129. — (2) Il est à la Bibliothèque Nationale (Fol. Lc[2] 2 *bis*).

de la vente des gazettes étrangères. Pour attirer une clientèle nombreuse, les deux associés abaissèrent de 120 livres jusqu'à 36 le prix de l'abonnement aux gazettes hollandaises. Palissot, pendant les dix ans que dura ce travail en commun, en retira des profits sérieux (1). D'ailleurs Paris voyait s'ouvrir, à côté des cafés, les cabinets de lecture : l'un d'eux, fondé en 1762, permettait de lire sur place toutes les nouveautés pour trois sols par séance ; dans un autre, possédant une grande salle inaugurée en 1779, on trouvait tous les périodiques.

Les gens réfléchis se demandaient pourquoi la France, au lieu d'encourager ainsi la presse étrangère, ne permettrait pas à des Français de créer des feuilles politiques nouvelles. Sous Louis XIV déjà un personnage bien vu du roi, Claude Jordan, avait commencé en 1704 *La Clef du Cabinet des princes de l'Europe* qui, bientôt établie à Verdun, s'appela désormais le *Journal de Verdun.* Ce recueil de renseignements politiques, généralement exacts, subsista jusqu'à l'année 1776, où une décision arbitraire le fit disparaître. C'était d'ailleurs une exception, car la *Gazette,* mieux encore que le *Mercure,* faisait respecter son privilège. Mais Panckoucke sentit les besoins des temps nouveaux et profita de la bienveillance du pouvoir pour lancer des journaux, parisiens d'origine, bien qu'étrangers par leur étiquette. Le *Journal historique et politique,* imprimé à Paris depuis 1772 sous la rubrique de Genève, devint pour le public le *Journal de Genève.* Deux ans plus tard commença le *Journal de Bruxelles.*

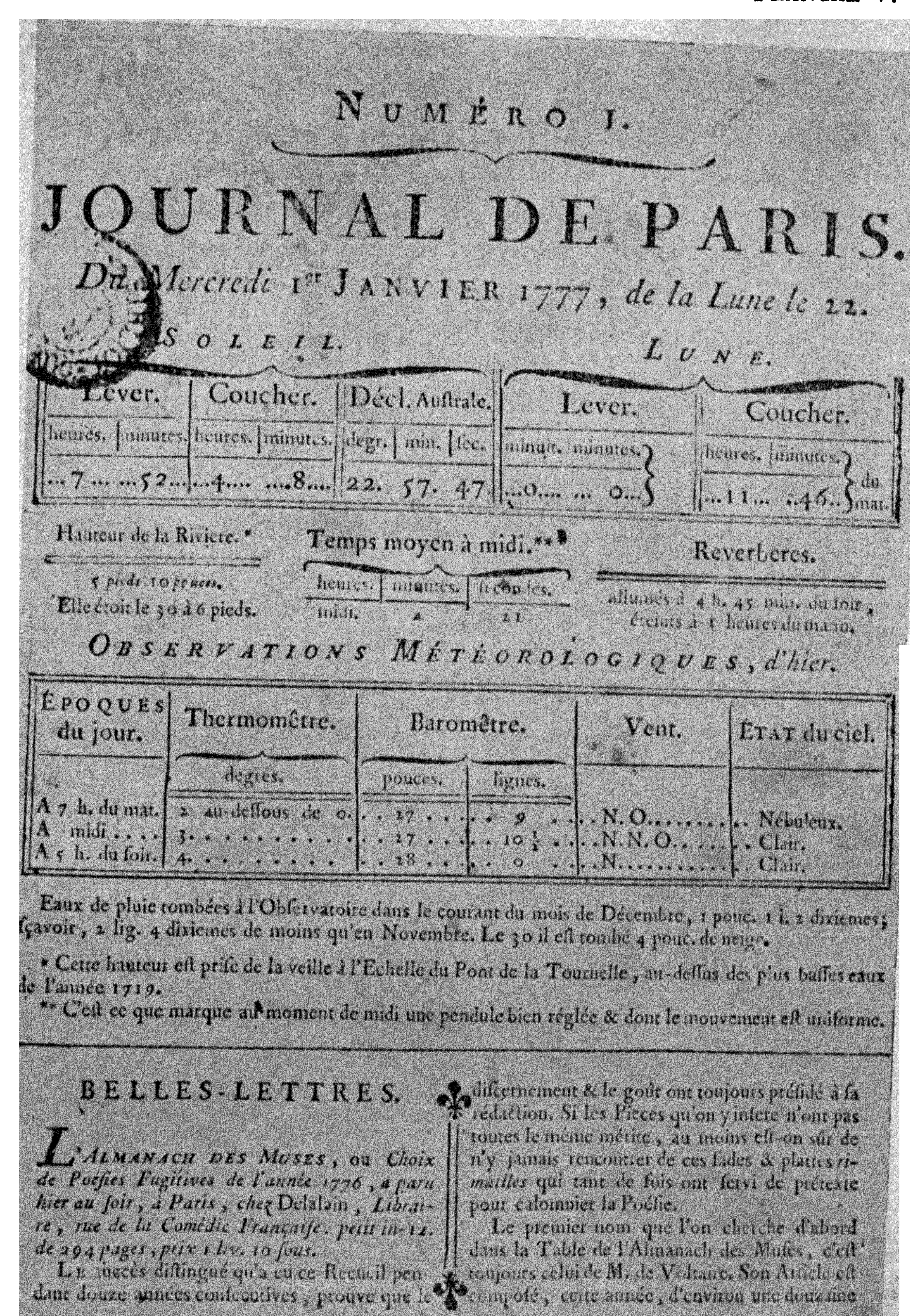
Certains ministres comprenaient mieux qu'autrefois l'utilité de la propagande par la presse. Choiseul avait essayé de répandre les publications officielles. Vergennes fit davantage, lorsqu'il voulut préparer l'opinion publique à la guerre d'Amérique. Dès 1775 la *Gazette de France* et le *Mercure* vantaient les « insurgents » ; ce mot semble avoir été mis en

(1) **CLIX**, p. 116-119.

honneur par la *Gazette*. Puis Vergennes obligea les journaux français, tout comme les journaux étrangers autorisés à entrer dans le royaume, à défendre sa politique. Un de ses subordonnés, Genet, chef du bureau des interprètes, assura la liaison entre la presse et le ministère des affaires étrangères ; il dirigea secrètement depuis 1776 un journal rédigé non moins secrètement par Franklin, *Les Affaires de l'Angleterre et de l'Amérique*. Ce journal, dont la collection comprend seize volumes, est aussi prudent à propos de la France que hardi lorsqu'il attaque l'Angleterre : ne va-t-il pas jusqu'à louer les principes de la Déclaration d'Indépendance et jusqu'à publier de longs extraits du *Sens Commun*, le pamphlet démocratique de Thomas Paine (1) ?

Panckoucke ne craignait pas d'employer des rédacteurs parfois compromettants par leurs imprudences ; il savait que ceux-là se font lire et gagnent des abonnés à un journal. Nous l'avons vu appeler le belliqueux La Harpe à rajeunir le *Mercure* ; pour ses feuilles politiques il trouva un journaliste de race, Linguet. Ce personnage violent a marqué partout son passage par des polémiques bruyantes ; ennemi des philosophes, nul n'a mieux secondé leur campagne contre le despotisme et rendu la Bastille plus odieuse ; bien vu de Louis XVI et de Marie-Antoinette, il fut un des hommes qui hâtèrent la fin de l'ancien régime. « Il brûle, mais il éclaire », disait de lui Voltaire. En 1774 Panckoucke lui confia le *Journal de Bruxelles*, et Linguet annonça l'intention d'imiter les grands critiques du siècle précédent, Bayle, Le Clerc, Basnage : « Dans la politique, exactitude et clarté ; impartialité et modestie dans la littérature : voilà le caractère d'un vrai journal, d'un journal capable d'honorer son auteur. » Ces belles promesses ne furent point tenues, car son tempérament de lutteur ne lui permettait pas la modération. Un article

(1) **CXI**, p. 61 sqq.



NUMÉRO I.

JOURNAL DE PARIS.

Du Mercredi 1er JANVIER 1777, *de la Lune le* 22.

SOLEIL.							LUNE.				
Lever.		Coucher.		Décl. Auſtrale.			Lever.		Coucher.		
heures.	minutes.	heures.	minutes.	degr.	min.	ſec.	minuit.	minutes.	heures.	minutes.	
...7...	...52...	...4....	....8....	22.	57.	47	...0....	... 0...	...11...	..46..	du mat.

Hauteur de la Riviere.*

5 pieds 10 pouces.

Elle étoit le 30 à 6 pieds.

Temps moyen à midi.**

heures.	minutes.	ſecondes.
midi.	4	21

Reverberes.

allumés à 4 h. 45 min. du ſoir, éteints à 1 heures du matin.

OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES, d'hier.

ÉPOQUES du jour.	Thermomêtre.	Baromêtre.		Vent.	ÉTAT du ciel.
	degrés.	pouces.	lignes.		
A 7 h. du mat.	2 au-deſſous de o.	. . 27 . . .	. . 9 . .	. . N. O.	. . Nébuleux.
A midi	3.	. . 27 . . .	. . 10 ½ . .	. . N. N. O.	. . Clair.
A 5 h. du ſoir.	4.	. . 28 . . .	. . 0 . .	. . N.	. . Clair.

Eaux de pluie tombées à l'Obſervatoire dans le courant du mois de Décembre, 1 pouc. 1 l. 2 dixiemes; ſçavoir, 2 lig. 4 dixiemes de moins qu'en Novembre. Le 30 il eſt tombé 4 pouc. de neige.

* Cette hauteur eſt priſe de la veille à l'Echelle du Pont de la Tournelle, au-deſſus des plus baſſes eaux de l'année 1719.

** C'eſt ce que marque au moment de midi une pendule bien réglée & dont le mouvement eſt uniforme.

BELLES-LETTRES.

L'*ALMANACH DES MUSES*, ou *Choix de Poéſies Fugitives de l'année 1776, a paru hier au ſoir, à Paris, chez* Delalain, *Libraire, rue de la Comédie Françaiſe. petit in-12. de 294 pages, prix 1 liv. 10 ſous.*

LE ſuccès diſtingué qu'a eu ce Recueil pendant douze années conſécutives, prouve que le diſcernement & le goût ont toujours préſidé à ſa rédaction. Si les Pieces qu'on y inſere n'ont pas toutes le même mérite, au moins eſt-on ſûr de n'y jamais rencontrer de ces fades & plattes *rimailles* qui tant de fois ont ſervi de prétexte pour calomnier la Poéſie.

Le premier nom que l'on cherche d'abord dans la Table de l'Almanach des Muſes, c'eſt toujours celui de M. de Voltaire. Son Article eſt compoſé, cette année, d'environ une douzaine

PREMIÈRE PAGE DU PREMIER QUOTIDIEN FRANÇAIS

contre l'Académie française, qui venait de recevoir La Harpe, obligea Panckoucke à le congédier ; pour comble de disgrâce, La Harpe lui succéda. Linguet dut accepter cet affront, non sans adresser une lettre violente à Vergennes. Il partit pour l'Angleterre, où il fonda les *Annales Politiques* (1777), et l'on en toléra l'entrée en France ; mais, comme il y attaquait le gouvernement anglais, celui-ci le chassa de Londres. La Suisse ne fut pas plus hospitalière à cet écrivain qui prétendait refuser le contrôle d'un censeur. A Bruxelles, au contraire, le gouverneur autrichien, le prince Charles de Lorraine, était connu pour son indulgence mêlée de scepticisme et lui permit de faire reparaître les *Annales Politiques* en 1778. Elles retrouvèrent accès en France et, comme l'Académie se plaignait de nouveau, le ministre répondit : « Le roi, la reine et toute la famille royale ne lisent que le journal de Linguet, et le lisent avec un plaisir indicible. » Aussi Linguet fit-il de brillantes affaires : « Il est sûr, dit Brissot, que tel numéro de cette feuille rapporta plus à son auteur que l'*Émile* à Jean-Jacques Rousseau (1) ».

Mais Linguet avait l'art d'irriter même les ennemis des philosophes, puisque le Parlement de Paris, toutes chambres réunies, approuva une longue dénonciation contre lui présentée par d'Espréménil. On sut l'attirer à Paris dans un véritable guet-apens. Après deux ans passés à la Bastille, libéré en 1782, interné à Rethel, il s'enfuit à Bruxelles, puis à Londres où furent écrits ses Mémoires sur la fameuse prison. A Londres il fit reparaître les *Annales*, qui furent tantôt admises, tantôt interdites en France ; le Parlement condamna au feu le numéro 116. Toujours actif et bruyant, Linguet devait finir guillotiné sous la Terreur pour avoir mal parlé du pain (2).

Ce pamphlétaire fougueux fut souvent en rapports avec un journaliste grave et doctrinaire, le Genevois Mallet du Pan,

(1) **CLIII**, t. I, p. 100. — (2) **CXXXVIII**, t. III, p. 337-392.

qui avait débuté sous les auspices de Voltaire. Collaborateur des *Annales* au moment où Linguet fut enfermé à la Bastille, Mallet du Pan s'était chargé de les continuer en son absence et publia ainsi trente-six numéros. Mais Linguet, sorti de prison, le traita de contrefacteur. Bientôt Panckoucke le chargea de rédiger le *Journal de Genève* ; puis il l'appela au *Mercure de France*, où le Genevois devait combattre la Révolution jusqu'en 1792, avant de devenir l'agent salarié des États coalisés contre la France.

Le désir de plus en plus vif d'une presse libre explique le succès du recueil mi-français mi-anglais qu'avait dirigé Linguet ; il contribua également à celui du *Courrier de l'Europe*. Ce journal fut lancé en 1776 par deux hommes qui songeaient uniquement à une affaire lucrative, un Anglais, Swinton, et un Français, de Serre de Latour. L'intérêt pour les choses britanniques, développé depuis trente ans par l'anglomanie française, augmentait encore à un moment où la révolte américaine faisait prévoir une nouvelle guerre ; aussi le *Courrier de l'Europe* arriva-t-il très vite au chiffre considérable de cinq mille abonnés. Cependant les tribulations habituelles ne lui furent pas épargnées. A Paris, ce fut un moment l'interdiction, puis quelques saisies ; à Londres, ce fut le colère du gouvernement anglais contre une feuille qui révélait à l'Europe les désaccords entre les ministres et les attaques furieuses de l'opposition. Pour mettre fin à cet « espionnage public », on arrêta l'expédition des ballots du journal. Mais la persécution anglaise adoucit Vergennes, qui autorisa le *Courrier de l'Europe* à se faire imprimer à Boulogne. Le partage des profits de cette fructueuse entreprise amena une brouille entre Latour et Swinton.

Parmi leurs collaborateurs se trouvaient deux hommes bien différents : Brissot apporta au journal sa foi politique, Théveneau de Morande, ses roueries de folliculaire à chantage. C'est une singulière chose que la terreur inspirée à Versailles

par ce personnage vénal, dont on redoutait les calomnies (1). En résumé, le *Courrier de l'Europe* réussit à vivre au milieu des caprices et des menaces de deux gouvernements ; il se fit même payer par l'un et l'autre. Les divisions intérieures de ces gouvernements le servaient : avertie un jour pour un article qui déplaisait au ministre des affaires étrangères, la direction put prouver qu'elle l'avait inséré sur le désir de Maurepas, le principal ministre.

Les sentiments des Français à l'égard des journaux à cette époque étaient complexes : ils hésitaient entre l'ancien mépris pour les « gazetiers » et l'intérêt nouveau pour des organes capables d'exercer une action continue et puissante. L'Académie française ne dédaignait pas d'élire des hommes connus surtout comme journalistes, l'abbé Arnaud en 1771, et Suard en 1775 ; le duc de Nivernais, recevant Target en 1788, disait hautement : « L'emploi du journaliste est digne d'être exercé par les meilleurs esprits ». Quant à Brissot, il a décrit ses hésitations avant d'entrer dans cette carrière peu estimée : « Bayle a bien été précepteur, Postel goujat de collège, Rousseau laquais d'une marquise ; je puis bien être gazetier. Bientôt il sent l'importance que lui donne le *Courrier de l'Europe* : « Je me réjouissais d'avoir un papier à mes ordres, qui pouvait répandre des principes dont j'étais un fervent enthousiaste ».

La presse fit sous Louis XVI l'essai d'une innovation depuis longtemps acclimatée en Angleterre ; en 1777 parut le premier quotidien. Le *Journal de Paris* voulait donner surtout des nouvelles, et les numéros du début, publiés en janvier, possédèrent bientôt des rubriques variées : aux informations littéraires, théâtrales, aux faits divers, aux chroniques judiciaires, il ajouta les annonces d'objets perdus, les cours de la Bourse, la mode, la critique d'art, le bulletin

(1) V. Robiquet, *Théveneau de Morande*, 1882.

sanitaire. Tout cela intéressa beaucoup le public de la cour et de la ville, charmé d'avoir une feuille quotidienne. Mais de si étranges entreprises inquiétaient la censure. Suspendu au bout de trois semaines, le journal reparut le 23 janvier ; une pièce de vers, blessante pour une grande dame, provoqua une plainte de Boufflers et une nouvelle suspension (1). Malgré quelques autres mésaventures, ce quotidien put durer jusqu'à la Révolution, en évitant soigneusement la politique ; or c'était la politique maintenant qui donnait toute son importance à la presse périodique. N'exagérons point d'ailleurs le rôle de celle-ci avant 1789. Quand Malesherbes, à la veille de la Révolution, consulté par le roi, rédigea un mémoire sur la réforme nécessaire de la censure, il insista sur la passion du public pour les livres nouveaux ; des journaux il n'est pas question.

La presse clandestine subsistait à la même époque, ainsi que le prouve l'exemple fameux des *Nouvelles ecclésiastiques*. Ce journal janséniste naquit en 1728, au milieu de l'émotion soulevée par la rigueur du concile provincial d'Embrun (le « brigandage » d'Embrun), contre l'évêque Soanen. Ce fut un curé tourangeau, Fontaine de la Roche, qui le rédigea pendant trente ans. La feuille put vivre grâce à l'organisation habile du secret : le rédacteur n'était connu que des trois correspondants, qui avaient affaire isolément à cinq sous-correspondants ; même prudence dans les rapports de ceux-ci avec les sept imprimeurs, et de ces derniers avec neuf colporteurs. Les rendez-vous se donnaient pour une heure précise ; le personnage attendu était-il en retard d'une demi-heure, cela signifiait un péril probable, avec nécessité de cacher les objets suspects. Le Parlement condamna les *Nouvelles ecclésiastiques* en 1731, et l'archevêque de Paris en 1732 lança un mandement contre ce « libelle infâme » ; la police fit

(1) V. DRUMONT (ÉDOUARD), *Vieux portraits, vieux cadres*, s. d.

de fréquentes perquisitions. Mais l'habileté des collaborateurs, aidée par la complicité active des jansénistes et peut-être par la complicité silencieuse de la magistrature, permit au journal de survivre à l'ancienne monarchie. D'ailleurs, il narguait la persécution en servant un abonnement régulier au lieutenant de police (1).

Quant aux gazettes manuscrites, elles subsistèrent pendant tout le XVIIIe siècle. La Régence, le cardinal Fleury les toléraient, à condition qu'un exemplaire de chacune fût remis à la police. On voulut revenir ensuite à la répression ; le procès de 1744 révéla l'existence d'un véritable directeur de nouvellistes, Cabaud de Rambaud, qui faisait ce métier depuis vingt ans : il employait 50 copistes et servait 230 abonnés, tous appartenant aux classes élevées. Le salon de Mme Doublet de Persan (qui mourut en 1771 à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans) demeura jusqu'au bout, malgré les menaces intermittentes du pouvoir, un centre de propagation de bulletins manuscrits, dont la copie était conservée par son ami Bachaumont (2). En 1777, la bienveillance des autorités permit de commencer à les publier, comme plus tard ceux de Métra. Ainsi qu'il arrive toujours, la liberté accrue faisait disparaître les gazettes manuscrites.

Quant aux annonces, elles ne jouaient alors dans la presse politique ou littéraire qu'un rôle insignifiant, parce qu'elles étaient réservées à des organes séparés. D'ailleurs il fallait compter avec le monopole que Théophraste Renaudot avait assuré à ses héritiers. Les gérants de la *Gazette*, non contents de maintenir ce privilège contre diverses tentatives, résolurent de l'exploiter mieux que par le passé, aussi bien à Paris que dans les provinces. *L'Affiche de Paris* fut confiée à l'abbé Aubert, un des journalistes les plus actifs de l'époque ; c'est

(1) Gazier (A.), *Histoire générale du mouvement janséniste* (1922), t. I, p. 310-315.
(2) **CLXXI**, *passim*.

ce que le public appela bientôt les *Petites Affiches.* Elles prospérèrent vite, ce qui leur permit de traverser tous les orages de la Révolution. Aubert sut défendre devant les tribunaux son privilège contre l'essai de concurrence du *Journal de Paris* ; éclairé d'ailleurs par l'exemple de ce rival, il fit les *Petites Affiches* quotidiennes (1778), en y ajoutant un feuilleton qui fut très apprécié. Le caractère littéraire est encore plus marqué dans *L'Affiche de Province*, où l'on aimait lire les notices de Querlon sur les livres nouveaux.

Toutes les provinces françaises comptaient quelques abonnés aux journaux parisiens ou étrangers ; dans les grandes villes, des cabinets de lecture les offraient à leurs clients. Elles n'avaient en propre que des feuilles d'annonces, fondées après avoir payé à l'abbé Aubert le prix de l'autorisation nécessaire. Quelques imprimeurs entreprenants tâchèrent de tourner le monopole. Il y eut aussi quelques essais de journaux locaux. Un libraire de Lille, le père de Panckoucke, fonda en 1746 *L'Abeille flamande*, qui eut dix numéros. Plus tard un personnage aventureux, Joseph Paris, comte de Lépinard, obtint de l'intendant de Lille en 1781 l'autorisation de fonder une gazette hebdomadaire qui, sous des noms divers, allait durer pendant douze ans (1). A Besançon l'intendant favorisa en 1766 la naissance d'une feuille d'annonces, étrangère à la politique, pauvre en nouvelles locales, mais contenant une revue des études économiques, littéraires et surtout scientifiques (2). A Grenoble depuis 1774, à Montargis depuis 1780, paraissent également des feuilles d'annonces où les nouvelles et les articles ne viennent qu'en appendice (3). Bien rares étaient les périodiques plus hardis. « Je me souviens, écrit Montlosier, du temps où on commença à recevoir dans nos provinces une feuille un peu moins insigni-

(1) **CLVIII**, t. II, p. 223 sqq. — (2) **CLXXIV**, année 1925.
(3) **CLXXXXVII.**

fiante appelée *Le Courrier d'Avignon*. Ce fut comme une fortune (1). »

III

La presse allemande.

Si la France était inférieure à l'Angleterre pour tout ce qui concerne la presse périodique, les autres pays d'Europe étaient inférieurs à la France. La censure préalable, qui régnait partout, était plus sévère que celle de Versailles. On put le remarquer dans les pays qui faisaient partie du Saint-Empire. Les gens des hautes classes y voyaient d'un mauvais œil les progrès des gazettes. Celles-ci étaient pourtant bien modestes ; vers la fin du XVIIe siècle, un tirage de 200 exemplaires paraissait fort convenable ; la feuille allemande la plus répandue, le *Frankfurter Journal*, atteignait en 1680 à 1 500. Néanmoins, quand les désastres de la guerre de Trente Ans furent réparés, le nombre des lecteurs augmenta. Cela déplut aux petits despotes allemands, si jaloux de leur autorité ; que deviendrait-elle si leurs sujets se mettaient à « raisonner » ? Le duc de Saxe-Weimar, en 1726, refuse d'autoriser un journal en disant qu'il ne veut pas de *raisonneurs* comme sujets. De même Auguste II, électeur de Saxe et roi de Pologne, se plaint des mensonges et du vain bavardage de ces feuilles *(des vielen unwahrhaften Zeitungs-Schreibens und unzulässigen Raisonnirens)* (2).

Certains écrivains, pour désarmer les défiances du pouvoir, se lancèrent dans le journalisme « moral ». D'ailleurs ils y furent encouragés par le succès d'Addison, qui fut plus vif

(1) V. une liste de journaux provinciaux, CXCII, p. 449. Sur les journaux lyonnais, v. Grosclaude, *La vie intellectuelle à Lyon dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle*, 1933.
(2) LIV, t. II, p. 7.

encore en Allemagne qu'en France. Ceux qui ne savaient pas l'anglais purent le lire à partir de 1714 dans une traduction française, en attendant la traduction allemande faite en 1739 par Mme Gottsched. Ce fut un Anglais qui fonda en 1713 à Hambourg le premier recueil de ce genre, *Der Vernünftler*. Bientôt vinrent les plus brillantes de ces gazettes morales, *Les Discours des peintres* (1721-1722), *Les Frondeuses raisonnables* (1725-1726), et *Le Patriote* (1724-1726), qui est supérieur aux autres. Des centaines de recueils éphémères les imitèrent dans toutes les parties de l'Allemagne. Certaines idées reparaissent partout. On énumère et l'on développe les preuves de l'existence de Dieu ; on se moque des superstitions. Les problèmes pédagogiques sont examinés en grand détail. Les audacieux dénoncent la flatterie, funeste pour les princes, ou l'orgueil de la noblesse, et font l'éloge de la vie simple ; mais ces idées sont exposées avec tant de prudence, de respect, de lourdeur, qu'il faudrait beaucoup de bonne volonté pour voir dans ces paisibles gazetiers les précurseurs des idées révolutionnaires. Ils inspirèrent plutôt la littérature moralisante et familiale dont Gellert allait être le principal représentant. Les gazettes morales ont traîné une existence languissante jusqu'à la fin du XVIIIe siècle ; le réveil littéraire de l'Allemagne les avait condamnées à mort (1).

Même à l'époque de leur plus grande renommée, ces feuilles anodines parurent insuffisantes à beaucoup de lecteurs. Ils se trouvaient surtout dans ces villes libres qui avaient inauguré les gazettes et les feuilles de nouvelles dès le XVIe siècle. Francfort conservait ses deux anciens journaux, paraissant maintenant quatre fois par semaine. En 1722 le sénat de la ville accorda au plus offrant le privilège pour une feuille d'avis indiquant les objets perdus et trouvés, les achats et les ventes ; quand elle y joignit la reproduction des tableaux de

(1) XC.

l'état civil, naissances, mariages et décès, les lecteurs furent d'abord scandalisés par cette publicité indiscrète violant le secret des familles, puis ils s'y habituèrent. Un libraire entreprenant, Varrentrapp, obtint la permission de créer à Francfort deux nouveaux journaux, l'un en allemand, l'autre en français : tous deux réussirent. Mais en 1752 une de ces feuilles publia une correspondance peu flatteuse pour le gouvernement russe. Le chancelier Bestoujev, qui se trouvait précisément à Vienne, obtint de l'empereur la suppression des deux journaux.

Francfort fut éclipsé par Hambourg. Cette ville, en relations suivies avec l'Angleterre, se procurait facilement les nouvelles de l'étranger. D'autre part, elle touchait au Holstein, où les ducs étaient disposés à laisser parler assez librement sur les choses d'Allemagne. L'éditeur Holle, expulsé de Hambourg, voulut faire concurrence aux feuilles de la ville hanséatique en publiant dans le Holstein une gazette qui renfermait, outre les nouvelles politiques, des informations littéraires, scientifiques et artistiques ; les Allemands ne trouvaient cela auparavant que dans les recueils latins imités du *Journal des Savants*. Cette innovation réussit assez bien, non sans provoquer la colère d'un érudit critiqué par le rédacteur : il l'appela « ignorant » *(Ignoranten)*, « défenseur du diable » *(Verfechter des Teufels)*, et le qualifia même de *Journalist* et *Zeitungsschreiber* (1). L'exemple de Holle fut suivi en 1731 par un journal inauguré dans la ville libre, *Le Correspondant de Hambourg (Staats-und-Gelehrte Zeitung des Hamburgischen unpartheyischen Correspondenten)*. Ce journal devint rapidement le périodique le plus considérable de l'Allemagne ; paraissant quatre fois par semaine, bien informé, enrichi par des annonces nombreuses, il vit augmenter sans cesse le nombre de ses abonnés. Beaucoup d'entre eux, professeurs et lettrés, furent séduits par « l'article érudit » *(Gelehrtes*

(1) **LXXVIII**, p. 24.

Artikel), feuilleton littéraire qui annonçait les livres nouveaux sans reculer devant la critique. C'était la première gazette allemande capable de rivaliser avec celles de Hollande.

La vie politique du Saint-Empire au XVIIIe siècle fut dominée par un grand événement, l'ascension de la Prusse qui allait devenir la rivale victorieuse de l'Autriche. Dans les deux pays, les souverains se défiaient de la presse et entendaient la maintenir en état de servage ; mais leur rivalité même les obligea plus d'une fois à utiliser une arme dont ils ne pouvaient méconnaître l'importance.

Le nouveau royaume de Prusse, reconnu en 1701, n'avait pas de gazette politique. Un officier de cavalerie, Oelven, essaya de fonder à Berlin en 1708, avant le *Spectator* d'Addison, un périodique « moral ». Cette revue mensuelle attaque les mauvaises habitudes, les modes ridicules, les mœurs étrangères ; elle déplore les inconvénients de certains produits nouveaux, le café ou le thé, ainsi que les impostures des charlatans médicaux. Le rédacteur a le respect des rois, qu'il comble de louanges, et de la religion, qui lui semble outragée par un critique audacieux comme Bayle (1).

Frédéric-Guillaume Ier ne voulait pas de journaux dans ses États ; il commença par interdire toute gazette, puis autorisa seulement une feuille officielle faisant connaître les édits royaux. Les gazettes manuscrites non plus n'étaient pas permises ; comme deux Berlinois envoyaient un bulletin régulier à un prince allemand dans la Frise orientale, un de ces nouvellistes, découvert en 1735, fut retenu cinq mois en prison, puis banni (2). Cependant le roi suivait de près les journaux les plus répandus qui paraissaient en Allemagne ou en Hollande. Il payait la feuille d'avis de Francfort, qui insérait ses annonces demandant des engagements de volontaires pour l'armée prussienne. Son envoyé dans les Provinces-

(1) LXIII, t. I, p. 141. — (2) LXII.

Unies intervenait tantôt pour faire insérer un article, tantôt pour faire démentir une fausse nouvelle (1).

Et même dans ses États, ce roi pratique, averti par l'exemple encourageant de Hambourg, voulut créer des feuilles d'annonces *(Intelligenzblätter)*, qui procureraient un revenu au Trésor. Le régime inauguré ainsi en 1728, assurant à la royauté le monopole des annonces pour des journaux créés dans les principales villes, devait subsister jusqu'en 1848. Seulement ces feuilles, purement commerciales, ne trouvaient pas d'abonnés ; le remède fut cherché par le chancelier de l'Université de Halle, Ludewig. Depuis longtemps il s'occupait des gazettes, avec un mélange de défiance et d'intérêt : en 1700 il demandait qu'on imprimât seulement les nouvelles émanant de certains centres bien informés, afin d'éviter les erreurs ; il montrait à ses élèves qu'on pouvait tirer parti des gazettes pour le travail scientifique, en y prenant des documents et des statistiques. Mais la lecture des journaux politiques lui semblait mauvaise pour les gens du peuple, pour les commerçants ; ceux-ci devaient se contenter des feuilles d'annonces. Afin de donner plus de lecteurs à la feuille de Halle, il y introduisit des nouvelles pédagogiques, des renseignements sur les livres nouveaux, des articles faits par ses collègues de l'Université sur les découvertes scientifiques récentes. Le succès de cette initiative plut à Frédéric-Guillaume Ier ; il prescrivit aux professeurs des autres villes prussiennes de faire dans les *Intelligenzblätter* des articles « sur le modèle de Halle » (2).

(1) **LIV**, t. II, p. 15 sqq. — (2) **LXXVIII**, p. 45-47.

IV

LE TEMPS DE FRÉDÉRIC II.

L'avènement de Frédéric II sembla ouvrir pour la presse une ère nouvelle. Un de ses ministres annonça officiellement que la censure était abolie et que les journaux jouiraient d'une « liberté illimitée ». On répéta le mot du roi : « Les gazettes, pour être intéressantes, ne doivent pas être gênées. » Aux deux journaux alors existants, le monarque en ajouta un troisième, récompensant par l'octroi de ce privilège un éditeur qui lui avait rendu service. Mais l'expérience montra bientôt ce qu'il fallait penser de ces belles promesses. La censure fonctionna en fait, même avant d'être établie en droit, dès 1743 ; divers ordres royaux, en 1750, 1755, 1772, 1774, ne cessèrent d'aggraver ce régime. Ce qui fut nouveau, ce fut le rôle assigné à la presse : comme tous les despotes intelligents, Frédéric ne se contenta pas de la soumettre, il comprit qu'elle pourrait servir à justifier ses actes, à combattre ses ennemis. Lui-même y écrivit pendant les deux guerres de Silésie ; les « Lettres d'un témoin oculaire », insérées dans un journal berlinois, étaient de lui, de même que diverses relations militaires pendant la guerre de Sept Ans. D'autres articles étaient inspirés, corrigés par lui ; ainsi, à la veille de la rupture de1756, deux lettres, l'une venant soi-disant de Leyde et l'autre de Nuremberg, dénoncèrent les préparatifs de l'Autriche. En vrai journaliste sans scrupule, et pour exciter l'opinion publique allemande et protestante contre l'adversaire, il fit répandre partout (1759) un prétendu bref du pape au général autrichien Daun et une fausse lettre de félicitations de Soubise. Quelquefois il utilisait les journaux de sa capitale d'une façon moins sérieuse : en 1767, comme le bruit d'une nouvelle guerre troublait Berlin, les deux feuilles donnèrent force

détails sur un effroyable ouragan de grêle qui venait de ravager les environs de Potsdam. Du coup les Berlinois, au grand amusement du roi, oublièrent la guerre pour chercher des détails sur cette catastrophe imaginaire (1).

Frédéric II agissait de même dans les autres villes de son royaume. L'exemple de Breslau montre combien sa politique différait de celle des Habsbourgs. Les deux journaux de la capitale silésienne, entre 1703 et 1742, sont des feuilles catholiques, parfaitement incolores, s'abstenant de tout jugement, fût-ce même pour louer le souverain de Vienne ; elles donnent des nouvelles militaires, des articles sur les fêtes des grands et des faits divers. Matériellement prospères, car les annonces y ont pris place, elles ne fournissent aucune aide à la politique autrichienne. Dès que Frédéric a pris Breslau, tout change. La *Gazette de Silésie (Schlesische Zeitung)*, fondée en 1742, est une feuille de combat, de propagande, qui vante les victoires prussiennes, qui attaque l'Autriche, qui montre les avantages du nouveau régime. Une fois la Silésie définitivement conquise, le journal subit le même joug que ceux de Berlin et dut renoncer aux nouvelles trop détaillées sur l'intérieur, mais on lui permit toujours de renseigner abondamment ses lecteurs sur l'étranger, par exemple sur les débats du Parlement de Londres ou de la Diète polonaise (2).

Frédéric II surveillait aussi, comme son père, la presse des autres pays allemands. Son attention allait non seulement aux journaux de langue allemande, mais à ceux qui employaient les langues parlées par les hautes classes de toute l'Europe. Il avait essayé sans succès de faire vivre un journal français à Berlin ; il réussit mieux avec le *Courrier du Bas-Rhin*, fondé à Clève en 1767 et rédigé par un ancien jésuite. Contre les rédacteurs de journaux hostiles, tous les moyens étaient bons. Un Wallon de Malmédy, Roderique, d'abord jésuite et

(1) **LIV**, t. II, p. 16 sqq. — (2) **LXXXIII** et **LXXIX**.

professeur à l'Université de Cologne, avait obtenu un privilège impérial pour un journal de langue française, la *Gazette de Cologne*, très répandue dans les milieux catholiques de l'Allemagne occidentale. Frédéric II chargea un de ses fonctionnaires de le faire bâtonner : la commission fut exécutée. Dans les Provinces-Unies, un journal de Groningue attaquait le roi ; un secrétaire de la légation prussienne de La Haye le prévient que, s'il continue, « on prendra une résolution qui vous en fera repentir le reste de vos jours ».

Les Habsbourg, comme on l'a vu à Breslau, croyaient beaucoup moins à l'utilité de la propagande. Marie-Thérèse ordonna une visite sévère des bagages apportés par les voyageurs entrant à Vienne pour saisir les livres défendus ; elle approuva aussi la censure des périodiques. Mais l'agression de Frédéric II la força de recourir aux mêmes moyens de publicité ; en même temps que Vienne lançait de véritables pamphlets contre le roi de Prusse, répandus par les postiers du prince de Thurn et Taxis, on encourageait les journaux des grandes villes, Francfort, Cologne, Hambourg, à flétrir le perturbateur du Saint-Empire (1).

En somme, en Autriche comme en Prusse, les journaux demeuraient médiocres, ternes et vides. Les deux feuilles de Berlin, appelées, du nom de leurs éditeurs, la *Gazette de Spener* et la *Gazette de Voss*, et promises à une longue existence, se heurtèrent toujours à une surveillance tâtillonne. La seconde avait essayé une chronique amusante *(Vermischte Neuigkeiten)* ; la censure blâma la chose parce qu'un journal ne doit pas se rendre méprisable. Vers 1776 la *Gazette de Voss* tirait à 2 000 exemplaires, l'autre à 1 780. Les gazettes de Vienne avaient une vie aussi difficile : des journalistes comme Sonnenfels, un admirateur de Rousseau, eurent peine à écrire sous une pareille surveillance.

(1) LIV, t. II, p. 22 sqq.

La Hongrie avait connu, dans les premières années du XVIIIe siècle, quelques polémiques de presse entre les feuilles de Vienne et le *Mercurius Hungaricus*, favorable à Ragoczi ; mais le souvenir en était perdu. On avait là quelques journaux latins ou allemands, aussi insignifiants que les viennois ; la seule nouveauté intéressante fut, en 1780, le premier essai d'une feuille rédigée en hongrois. D'ailleurs, malgré les apparences, la censure était aussi tracassière dans les villes libres qu'à Vienne ou à Berlin. Un des publicistes les plus brillants de l'Allemagne du Sud, Wekhrlin, fut expulsé d'Augsbourg, puis de Nordlingen, et poursuivi par les dénonciations officielles de ces villes dans les autres petits États où il se réfugiait (1).

Les choses changèrent en Autriche avec Joseph II. Peu après son avènement (1781), il supprima la censure. Ce fut aussitôt une floraison de nouvelles gazettes hebdomadaires : au lieu d'une demi-douzaine, les États héréditaires en comptèrent un moment près de cinquante. Les journalistes, quelque temps effrayés par la liberté nouvelle qu'on leur laissait, ne tardèrent point à s'enhardir. L'empereur s'efforçait de donner le ton ; un article paru dans le *Wiener Zeitung* était, d'après un des ministres, son œuvre personnelle. Mais bientôt les échecs de sa politique et les révoltes ramenèrent Joseph II aux anciennes coutumes : le lourd impôt du timbre établi en 1789 tua les feuilles nouvelles, et peu après la censure fut rétablie.

V

La presse littéraire en Europe.

Le grand réveil intellectuel qui se produisit alors en Allemagne devait faire naître, à côté des journaux politiques, une

(1) LIX, *passim*.

presse littéraire. Frédéric II avait une culture trop exclusivement française pour s'intéresser à ce réveil, qui donna pourtant une vie nouvelle à un journal de Berlin. L'éditeur Voss, en effet, confia dans sa gazette la critique littéraire à son ami Lessing, et celui-ci, de 1751 à 1775, publia régulièrement les articles judicieux et mordants qui fondèrent sa renommée. C'est à Berlin aussi que vivait Nicolaï. Ce personnage est demeuré pour la postérité le philistin ridiculisé par Schiller et Gœthe, puis doucement raillé par Henri Heine ; mais cet ami de Lessing, défenseur passionné de l'*Aufklärung*, avait le talent de grouper de bons collaborateurs autour des revues, des « bibliothèques » fondées par lui. Ces recueils ont régné pendant trente ans sur le public lettré du Saint-Empire ; le plus célèbre, l'*Allgemeine deutsche Bibliothek*, inauguré en 1765, devait durer à travers diverses péripéties jusqu'en 1806, grâce au talent des 154 écrivains qui lui donnèrent des articles.

Plus renommé encore fut le périodique entrepris par Wieland. Il y songeait depuis quelque temps déjà quand un ami lui conseilla de prendre pour modèle le *Mercure de France*, d'unir de la même façon les nouvelles et les comptes rendus, la critique et la poésie, les charades et les chroniques mondaines. L'idée plut à Wieland, qui fonda le *Teutsches Merkur* (1773). Poète de l'*Aufklärung*, comme Nicolaï en était le prosateur, écrivain déjà connu, Wieland trouva un public dégoûté des « gazettes morales » et passionné pour la littérature et l'art. Le *Merkur* eut donc pendant quelque temps un succès considérable ; il devait survivre ensuite à ce triomphe pendant trente ans, avec des alternatives de décadence et de relèvement (1).

Il eut depuis 1775 un redoutable concurrent dans le *Deutsches Museum*, recueil plus sérieux, plus austère, où la

(1) XCI, *passim*.

première place était réservée à l'histoire. Ces deux revues suscitèrent d'innombrables imitateurs, justifiant le mot de Lessing : « Tout jeune homme qui sait à peu près l'allemand, et qui a lu çà et là, publie maintenant un hebdomadaire » (1) ; quelques-uns réussirent. La presse littéraire de l'Allemagne fut au moins égale à celle des autres pays européens jusque vers 1789. Ce réveil intellectuel se manifesta même dans les gazettes ordinaires et jusque dans les feuilles d'annonces, où le pédantisme du *Gelehrtes Artikel* fit quelquefois place à une critique vivante. Justus Möser, qui a mérité les éloges de Gœthe, donna l'exemple dans son *Intelligenzblatt* à Osnabruck, entre 1766 et 1782 (2). Ce renouveau profita aussi aux revues politiques, dont les plus remarquables furent celles de Schlœzer. Professeur à Göttingue, ayant étudié le monde slave aussi bien que le monde germanique, il rédigea sa *Correspondance* (1776-1782), et surtout les *Staatsanzeigen* depuis 1783. Marie-Thérèse, dans ses dernières années, en avait fait grand cas.

Malheureusement les souverains, effrayés vers la fin du XVIIIe siècle par les progrès de l'esprit critique, revinrent aux sévérités anciennes. En Prusse, Frédéric II s'était adouci dans ses dernières années, puis Frédéric-Guillaume II avait laissé paraître quelques velléités libérales ; mais bientôt il approuva le rigoureux édit de 1788, qui réorganisait la censure. Un des résultats de cet édit fut de donner à Berlin une activité nouvelle aux gazettes manuscrites. Celles-ci n'avaient jamais complètement disparu dans cet Empire soumis à tant de despotes soupçonneux. Marie-Thérèse, en 1751, promit une récompense aux dénonciateurs de semblables gazettes ; comme celles-ci continuaient quand même, elle dut les tolérer, mais un ordre lu par les crieurs publics menaça de fustigation et de relégation ceux qui répandraient des nouvelles mensongères. A Cologne, Roderique disait dans les

(1) LIV, t. I, p. 618. — (2) LXXVIII, p. 51.

bulletins manuscrits ce qu'il ne pouvait imprimer ; son ennemi Frédéric II s'y abonna par l'intermédiaire d'un maître de poste. Les bulletins de Hambourg, contenant beaucoup de nouvelles sûres, étaient très recherchés.

Si l'on faisait le tour de l'Europe continentale au XVIIIe siècle, on trouverait partout la censure préventive exerçant la même surveillance. En Italie, par exemple, comme en Allemagne, les gazettes politiques dûrent s'abstenir de toute discussion et donner seulement des nouvelles de l'extérieur, surtout des nouvelles militaires. Mais il se forma, en Italie comme en Allemagne et en France, une presse littéraire plus vivante et plus intéressante ; ici aussi les *giornali* étaient supérieurs aux *gazzette*. Ils s'inspirèrent surtout des modèles français : quelques critiques d'ailleurs firent preuve de qualités brillantes, comme Lami à Florence dans les *Novelle Litterarie* et Baretti à Venise dans les *Frusta Litteraria*. Quelques autres imitèrent l'Angleterre : un rédacteur d'origine française, Baysel, fonda le *Magazzino Universale*, à l'exemple du « Magazine » de Cave (1775). Un écrivain de valeur, le comte Gozzi, marcha sur les traces d'Addison dans ses articles moraux de l'*Osservatore Veneto*. Cette presse littéraire ne s'adressait qu'aux cercles cultivés (1).

C'étaient les mêmes cercles qui, dans toute l'Europe, lisaient les journaux rédigés en français. Comme cette langue était inconnue dans les classes moyennes et populaires, les gouvernements traitaient ces journaux avec moins de rigueur que les autres. La presse française hors de France conserva donc l'importance qu'elle avait acquise durant le XVIIe siècle. Ceux qui la dirigeaient s'appliquèrent à concilier la prudence, nécessaire pour obtenir l'accès des autres pays, avec l'exactitude et la franchise qui faisaient leur succès ; quelques-uns ne dédaignaient pas les subventions des souverains. Les

(1) CCLXXIII, p. 78 sqq.

gazettes hollandaises conservaient leur primauté ; si bien qu'on leur envoyait des communications précieuses. La *Gazette d'Utrecht* reçut le texte complet du projet de traité proposé par Frédéric II à l'Angleterre ; l'électeur de Saxe lui envoya un article contre la candidature d'un Brunswick au trône de Courlande. Les cabinets étrangers se plaignirent souvent aux État Généraux de l'insolence ou de l'indiscrétion des gazetiers ; là-dessus le gouvernement de La Haye envoyait à ceux-ci des notes menaçantes, rarement suivies d'effet. La *Gazette d'Utrecht*, par exemple, ne renonçait point aux chroniques scandaleuses qui lui valaient tant de lecteurs. La *Gazette de Leyde*, qui s'adressait à un public sérieux, prospérait plus que jamais depuis que Luzac, fils d'un huguenot réfugié, en avait pris la direction en 1738 ; en 1774 la Diète polonaise, irritée par ses articles sur le premier partage, interdit formellement l'entrée de ce journal dangereux. Mais Luzac avait une trop haute idée de sa mission pour consentir à cacher la vérité (1).

Il se créa dans d'autres pays des journaux français qui espéraient enlever aux gazettes hollandaises leur monopole. Nous avons vu quelques-uns des essais faits en Allemagne. Sur le territoire liégeois parut le *Journal Général de l'Europe*, qu'on appela, du nom du lieu d'impression, le *Journal de Herve*. Il acquit une grande autorité, car le rédacteur Lebrun n'hésitait point à indiquer ses doutes sur telle nouvelle recueillie par lui, ni à rectifier une erreur. A Liége même un recueil littéraire, *L'Esprit des Journaux*, donnait des extraits et des analyses des articles publiés dans les principaux périodiques ; Sainte-Beuve, qui feuilleta plusieurs volumes de ce recueil, en a montré la grande valeur.

(1) Dans une réponse énergique aux reproches du chargé d'affaires de France, il disait en 1772 : « Pardonnez à la sensibilité d'un homme qui a blanchi dans sa profession, qui croit avoir appris ses devoirs par une expérience d'un demi-siècle, et qui se voit dans la triste nécessité de justifier des droits qui ne lui ont jamais été contestés. » CCLXVI, p. 151.

Les petits États, faibles et peu sûrs d'eux-mêmes, craignaient l'hostilité des feuilles très répandues. Nous trouvons de ce fait un exemple curieux à Gênes. La vieille république voyait avec effroi l'Europe s'intéresser aux révoltes continuelles de la Corse, et en particulier à l'aventure du « roi de Corse », Théodore de Neuhoff. Comme la *Gazette de Berne* en parlait beaucoup, un diplomate gênois, le marquis de Mari, engagea son gouvernement à traiter avec elle, à imiter la France qui payait à ce journal 1 300 livres par an (une autre fois il parle de 3 000 livres). La Seigneurie approuve l'idée, bien que des essais de ce genre tentés précédemment n'aient pas réussi. Mari s'abouche avec le rédacteur de Berne par l'intermédiaire d'une tierce personne ; on finit par s'arranger pour 300 livres de Genève, et l'on précise la banque genevoise qui fera le paiement. Dans une de ses lettres Mari affirme que tous les gouvernements payent la *Gazette de Berne* (1). Cette correspondance édifiante nous montre à la fois la puissance et le manque de scrupules de certains organes de presse vers la fin de l'ancien régime.

(1) **CCLXXIV.** Citons à ce propos le mot du marquis d'Argenson, écrivant le 6 janvier 1749 : « Jamais nous n'avons tant dépensé qu'aujourd'hui à gagner les gazetiers. »

DEUXIÈME PARTIE

LE JOURNAL DE 1789 À 1848

CHAPITRE PREMIER

LA PRESSE FRANÇAISE ET CONTINENTALE DE 1789 A 1813

I

La liberté de fait sous la Révolution.

La royauté française, malgré sa faiblesse croissante en face des brochures et des pamphlets, même les plus audacieux, avait réussi à maintenir son autorité sur les périodiques. Mais ceux-ci devaient profiter à leur tour du mouvement d'opinion exigeant la liberté. L'arrêt du Conseil invitant, le 5 juillet 1788, les personnes instruites à fournir au ministère des renseignements sur les États Généraux était fait pour encourager tous les publicistes. La même année le procureur du roi au Châtelet, dans une harangue, invoquait « cette liberté si désirable de la presse ». Le Parlement de Paris lui-même la déclara nécessaire en décembre 1788. Comme on cherchait toujours des exemples en Angleterre, Mirabeau fit une traduction libre du pamphlet dirigé par Milton contre la censure ; les *Areopagitica* servirent à montrer les vices du régime préventif. En même temps Mirabeau disait aux futurs

élus des trois ordres : « Que la première de vos lois consacre à jamais la liberté de la presse, la liberté la plus inviolable, la plus illimitée, la liberté sans laquelle les autres ne seront jamais acquises (1). »

Les cahiers des électeurs de 1789 furent généralement favorables à cette revendication. Ceux du clergé, il est vrai, firent de nombreuses réserves ; mais ceux de la noblesse et plus encore du tiers état condamnèrent la censure préalable, sans préciser l'organisation du régime répressif. D'ailleurs les hommes de ce temps, quand ils parlaient de liberté, songeaient surtout aux brochures isolées. Ce furent Brissot et Mirabeau qui, les premiers, devinèrent le rôle qu'allaient jouer les journaux périodiques ; ils prirent l'initiative d'en créer sans attendre la disparition de lois surannées.

Le prospectus du *Patriote français*, publié par Brissot en 1789, exposa l'utilité des gazettes ; c'est à ce moment que les deux mots *gazette* et *journal* commencent à être pris par tous dans le même sens. « C'est l'unique moyen d'instruction, écrit-il, pour une nation nombreuse, gênée dans ses facultés, peu accoutumée à lire et qui cherche à sortir de l'ignorance et de l'esclavage. Sans les gazettes, la révolution de l'Amérique, à laquelle la France a pris une part si glorieuse, ne se serait jamais faite... Ce sont les gazettes qui ont tiré l'Irlande de la langueur et de l'abjection où la tenait le Parlement anglais ; ce sont les gazettes qui conservent le peu de liberté politique qui reste en Angleterre. » Ce prospectus, distribué sans autorisation préalable, annonça que le nouvel organe paraîtrait sans demander le visa de la censure ; aussi fut-il d'abord interdit.

Mirabeau à son tour publia, également sans autorisation, le prospectus d'un journal destiné à la politique. « Les muses gracieuses obtiennent depuis assez longtemps le culte de la

(1) Pour l'histoire de la presse pendant la Révolution, v. surtout XCVI et CXXXIX.

nation ; assez de journaux, assez de feuilles leur sont, leur resteront consacrés. Notre hommage est réservé à des muses plus sévères : Constitution, Patrie, Liberté, Vérité, voilà nos dieux. » Le premier numéro des *États Généraux*, paru le 5 mai 1789, eut un succès considérable ; mais le Conseil du Roi, faisant un dernier effort pour sauver la tradition, supprima le prospectus, puis le journal. Mirabeau commença aussitôt les *Lettres à ses commettants*, feuille quotidienne qui s'appela bientôt le *Courrier de Provence*. Le 19 mai, une lettre du directeur général de la librairie annonce que le roi a trouvé bon que les périodiques « rendissent compte de ce qui se passe aux États Généraux, se bornant aux faits dont ils pourront se procurer la connaissance exacte, sans se permettre aucune réflexion ni aucun commentaire ». Malgré ces restrictions, malgré l'absence d'un décret supprimant la censure, les journaux eurent désormais la liberté de fait ; elle devait durer, sauf quelques brèves tentatives de répression, jusqu'au 10 août 1792.

Il se crée alors des feuilles de tous les genres. Plusieurs d'entre elles, comme les premiers journaux anglais de 1641 et 1642, se consacrent à peu près uniquement au sujet qui intéresse le plus tous les lecteurs, c'est-à-dire les séances et les votes de l'Assemblée Nationale. Panckoucke, toujours habile à comprendre les besoins du temps, crée pour cela le *Moniteur Universel* ; comme il a remarqué les comptes rendus donnés par Maret (le futur duc de Bassano) dans un bulletin, il s'assure sa collaboration ; le même journal obtient une loge particulière pour ses rédacteurs dans la salle de l'Assemblée. En même temps Panckoucke, voyant que le privilège du *Mercure de France* va disparaître, le réorganise comme revue hebdomadaire, avec Marmontel, La Harpe et Chamfort mais, comme le remarque un témoin, ces « trois noms n'en imposent point, parce qu'on donnerait dans ce moment toute la littérature, toutes les Académies, pour une motion un peu

renforcée » (1). Vers la même époque trois députés d'Auvergne, après avoir commencé par envoyer des lettres à leurs électeurs, fondent pour les renseigner sur l'Assemblée le *Journal des Débats et des Décrets*; c'est l'origine du périodique célèbre qui vivra jusqu'à nos jours (2).

Beaucoup plus nombreux, et plus éphémères, sont les représentants de la presse d'opinion. Ils marquent la transition entre la brochure d'autrefois et le quotidien qui va triompher. Ce sont des feuilles courtes, de format in-8° ou tout au plus in-4°, contenant peu de matière ; la plupart sont hebdomadaires. Elles ne coûtent pas cher à imprimer, ni à tirer ; un imprimeur entreprenant peut même y trouver un profit pécuniaire si le rédacteur, l'unique rédacteur, est intelligent et vigoureux. Aussi ne cherche-t-on pas d'autres sources de revenus ; certains journaux, à qui les commerçants offrent des annonces, déclarent qu'ils les publieront dans un supplément spécial (3). La politique domine tout.

Quelques journaux s'appliquent à la traiter d'une manière grave et dogmatique. Brissot donne l'exemple dans le *Patriote français* ; le journal est très lu, d'autant plus qu'il est quotidien. Et le rédacteur justifie sa manière d'écrire : « On m'a dit que j'étais trop sérieux, on voudrait me voir dérider, persifler et faire des caricatures. Ce rôle ne me convient pas. Il faut être soi. Et lors même que le peuple français retomberait dans le goût des bouffonneries politiques et littéraires, un écrivain qui se respecte et qui ne veut être qu'utile ne devrait jamais

(1) **CLV**, p. 220.
(2) **CLXXXVIII**, et Rouchon, *Jean-Baptiste Grenier*, 1925, in-4°.
(3) La *Chronique de Paris* publie, le 4 décembre 1789, la note suivante : « On nous adresse chaque jour des annonces et des prospectus qu'il nous est impossible d'insérer dans notre feuille, consacrée particulièrement aux nouvelles politiques et littéraires, sans en détruire l'intérêt. Nous prévenons donc tous ceux qui pourront nous adresser à l'avenir des annonces, des prospectus, des avis d'effets perdus, de maisons à louer, à vendre, etc., que tous ces objets seront insérés dans un supplément de la *Chronique*, qui sera publié dès qu'il y aura de quoi composer quatre pages. »

s'y prêter. » On trouve le même sérieux, la même gravité chez le jeune Élysée Loustallot, qui rédige *Les Révolutions de Paris* ; un travail excessif le mène vite à une mort prématurée. Sa foi d'apôtre lui a conquis un public nombreux, bien que son ami Camille Desmoulins exagère en affirmant que 200 000 lecteurs se nourrissaient de ses articles. Si le talent est moins grand, les procédés sont les mêmes chez Condorcet ; répondant à l'appel de tous les journaux qui lui demandent son concours, il effraye les abonnés du *Journal de Paris* par sa sévérité pour Louis XVI et le quitte pour continuer dans la *Chronique de Paris* sa campagne républicaine (1).

Répondant aux journaux patriotes, les journaux royalistes ont, eux aussi, des hommes de valeur qui savent discuter d'une manière sérieuse. Le plus remarquable, Rivarol, manifeste d'abord les sentiments d'un royaliste réformateur : « Lorsqu'on veut empêcher les horreurs d'une Révolution, écrit-il dans le *Journal politique national,* il faut la vouloir et la faire soi-même ; elle était trop nécessaire à la France pour ne pas être inévitable. » Les courtisans lui semblent avoir toujours été « d'ennuyeux libertins à Paris ou des mendiants à talons rouges à Versailles ». Mais peu à peu sa violence va croissant contre l'Assemblée, contre les philosophes, contre le peuple souverain, « étrange souverain qui ne demande qu'à manger » (2). Bientôt il collaborera, près de l'énergique Suleau, à la feuille de combat qui se nomme *Les Actes des Apôtres* ; on y accueille les insultes personnelles, les menaces de mort contre les amis de la Révolution. Le ton est plus virulent encore dans la feuille d'un autre royaliste, Du Rozoy, qui fait sans cesse appel au bourreau.

Ces batailleurs trouvaient des hommes capables de leur tenir tête. Nous parlerons plus tard de Marat. Mais Fréron, le fils du rédacteur de *L'Année Littéraire*, s'appliquait alors à

(1) V. Hélène Delsaux, *Condorcet journaliste*, 1931.
(2) CLXXXVI, p. 167-180.

imiter Marat dans *L'Orateur du Peuple.* Et surtout la cause de la Révolution trouvait un remarquable champion dans Camille Desmoulins. Formé par de fortes études classiques, pourvu d'une mémoire prodigieuse, il avait le tempérament du journaliste, ironique et passionné tour à tour, violent sans être jamais vulgaire, mettant son âme dans ses écrits. Quantité d'autres feuilles paraissaient chaque jour, criées dans les rues ou au Palais-Royal par de nombreux colporteurs, ou bien placardées sur les murs comme la *Sentinelle* de Louvet. Beaucoup disparaissaient avec la même rapidité.

L'audace de la presse alla toujours croissant, parce qu'il n'existait plus d'autorité capable de la réfréner. A défaut du gouvernement royal, la municipalité de Paris après le 14 juillet 1789 essaya d'établir un peu d'ordre, de surveiller les crieurs ; elle n'y réussit point. Ce fut seulement après la journée du Champ de Mars, en juillet 1791, que certains journalistes d'extrême gauche durent se cacher quelque temps et cesser d'écrire. Quant à l'Assemblée Constituante, elle discuta plusieurs fois le régime légal de la presse ; mais les efforts d'un Sieyès ou d'un Malouet n'aboutirent point à lui faire adopter une loi répressive. L'Assemblée Législative montra la même répugnance à réagir contre les excès qu'on lui signalait. Cependant la déclaration de guerre en 1792 fit craindre les dangers d'une liberté illimitée ; les partis les plus divers, de même que certains groupes de citoyens, commençaient à réclamer des mesures plus sévères. Une pareille disposition de l'esprit public allait faciliter la tâche aux vainqueurs du 10 août.

Avant d'aborder cette nouvelle période, revenons sur le journaliste qui avait peu à peu conquis le peuple de Paris (1) En septembre 1789 Marat commença le *Publiciste Parisien,* qui devint ensuite *L'Ami du Peuple.* Ce fut d'abord une

(1) CLXXVII, *passim.*

feuille de discussion sérieuse ; mais après deux mois il reconnut, comme lui-même l'a écrit plus tard, « qu'il fallait renoncer à la modération et substituer la satire et l'ironie à la simple censure ». Alors Marat, qui ne songe encore ni à renverser la royauté, ni même à combattre Louis XVI, commence à faire campagne contre les anglophiles, les bicaméristes, contre tous les modérés. Deux fois le Châtelet veut le poursuivre, deux fois il se cache ; puis la protection des Cordeliers lui permet de passer en Angleterre. Il a suppléé cependant à son journal par des pamphlets : tel celui de juillet 1790, affirmant que « cinq ou six cents têtes abattues » auraient sauvé le pays. Il échappe encore par la fuite à de nouvelles poursuites, surtout après la journée du Champ de Mars. L'Assemblée Constituante fait bientôt place à une nouvelle assemblée qui ne lui plaît pas davantage ; il part pour Londres, et c'est seulement en avril 1792 que *L'Ami du Peuple* reparaîtra. Il sera encore poursuivi, mais bientôt c'est le 10 août, qui assure son triomphe. La Commune met à sa disposition quatre des presses royales trouvées au Louvre. Élu à la Convention, le journaliste acquiert une puissance d'autant plus grande que les Girondins, par une attaque maladroite, lui préparent un acquittement triomphal. Le 2 juin sera en partie son œuvre. Le publiciste qui a longtemps réclamé la dictature d'un homme, qui s'est rallié sans enthousiasme à celle de la Convention, tombe quelques semaines après sous le poignard de Charlotte Corday.

II

La réaction depuis le 10 août.

Le 10 août 1792 marque le début d'une nouvelle période. Auparavant la liberté de la presse, toujours limitée en principe, existait en fait ; désormais on reconnaît officiellement

cette liberté, on en fait l'éloge, mais les journalistes risquent la prison et la mort. C'est un fait exceptionnel que la fin tragique de Suleau, tué le 10 août par la foule ; mais les autorités révolutionnaires ne tolèrent plus l'opposition. Dès le 12 août la Commune de Paris fait inscrire au procès-verbal la décision suivante : « Le Conseil général arrête que les empoisonneurs de l'opinion publique, tels que les auteurs des divers journaux contre-révolutionnaires, seront arrêtés, et que leurs presses, caractères et instruments, seront distribués entre les imprimeurs patriotes. » L'Assemblée Législative, qui est près de sa fin, laisse faire la Commune et crée elle-même le tribunal criminel extraordinaire qui va faire guillotiner Du Rozoy. Cependant elle a un sursaut de colère lorsqu'elle apprend que la Commune a mandé à sa barre le jeune et ardent journaliste qui, sous la direction de Brissot, rédigeait le *Patriote français* ; Girey-Dupré porte plainte à l'Assemblée qui lui donne raison.

L'ouverture des séances de la Convention, le 21 septembre, semble mettre fin à la toute-puissance de la Commune, et les journaux reprennent confiance. La presse royaliste elle-même revient à la charge et, dans des organes comme la *Feuille du matin* ou *L'Avertisseur*, essaye de défendre Louis XVI, puis de soulever la colère de tous contre l'exécution du 21 janvier ; mais son influence est devenue insignifiante. La grande lutte a commencé entre Girondins et Montagnards, et dans les premiers temps, la presse girondine est aidée par Roland, ministre de l'intérieur. Le gouvernement a résolu de subventionner les journaux favorables à sa politique ; Girey-Dupré au *Patriote français*, Gorsas au *Courrier des départements* ont de nombreux lecteurs.

Mais ils trouvent devant eux des ennemis redoutables. Marat, qui a cessé en apparence *L'Ami du Peuple*, le ressuscite sous le nom de *Journal de la Révolution française*, puis sous d'autres titres, sans compter les placards qu'il fait afficher ; grande

est sa fureur contre Roland, qui lui a refusé une subvention sur les fonds du « bureau d'esprit ». Robespierre continue les *Lettres à ses commettants.* Camille Desmoulins, tout en publiant son terrible pamphlet contre Brissot, fait reparaître *Les Révolutions de France et du Brabant.* A côté d'eux Hébert devient célèbre. Dans les débuts, ce personnage à la mise soignée, à l'allure polie, avait loué le roi et vanté la Constitution ; maintenant le journaliste qui exprime dans chaque numéro, à grands renforts de jurons, « la grande joie » ou « la grande colère » du Père Duchêne, dispute à Marat la palme de la violence et la sympathie des faubourgs.

Dans cette lutte ardente, chaque parti veut imposer silence aux adversaires. Le club des Jacobins, devant lequel Robespierre avait soutenu le principe de la liberté illimitée, la demande pour ses amis seuls. Les Montagnards font décider par la Convention qu'un représentant du peuple ne pourra être en même temps journaliste ; les Girondins font abroger ce décret. Deux représentants montagnards en mission dans le Loiret veulent interdire les journaux girondins ; la Convention casse l'arrêté. Marat poursuivi est acquitté le 24 avril ; l'arrestation d'Hébert, prescrite le 21 mai par la Commission des Douze, ne peut être maintenue. Le 2 juin marque la destruction de la presse girondine. Et cependant les gouvernants qui prennent ces mesures de combat proclament leur fidélité aux principes : la Déclaration des Droits, votée le 29 mai, l'article 122 de la Constitution de 1793 affirment la liberté de la presse. Mais en attendant un avenir pacifique, le gouvernement est révolutionnaire. Il n'établit point la censure préventive, mais la loi des suspects s'applique, entre autres, à ceux qui publient des écrits hostiles. Parmi les victimes de la Terreur les journalistes sont nombreux : Brissot, Gorsas et Carra, frappés avec les autres Girondins, puis Girey-Dupré, mort à vingt-quatre ans, et, dans les derniers jours de la Grande Terreur, Linguet, Marcandier, enfin André Chénier.

Au milieu de ces luttes ardentes avait surgi un journal nouveau, capable d'agir fortement sur l'opinion publique : c'était le *Vieux Cordelier*. Camille Desmoulins, en pleine possession de son talent, réclamait la fin de la Terreur. Hébert, l'ayant attaqué à ce sujet, s'attira une riposte foudroyante : « Ne sais-tu donc pas, Hébert, que quand les tyrans d'Europe veulent avilir la République ; quand ils veulent faire croire à leurs esclaves que la France est couverte des ténèbres de la barbarie ; que Paris, cette ville si vantée pour son atticisme et son goût, est peuplée de Vandales, ne sais-tu pas, malheureux, que ce sont des lambeaux de tes feuilles qu'ils insèrent dans leurs gazettes, ... comme si tes saletés étaient celles de la nation ; comme si un égoût de Paris était la Seine ! » Le gouvernement de Robespierre, après avoir utilisé ce précieux auxiliaire pour déconsidérer le rédacteur du *Père Duchêne*, s'empressa de mettre fin au *Vieux Cordelier*. Le Comité de salut public ne se bornait point à supprimer ou à frapper les journaux d'opposition. Il eut sa presse officieuse. Le principal organe inspiré par lui fut celui de Rousselin, *La Feuille de salut public*, appelée ensuite *Journal de la République*. Il créa pour l'armée ce qu'on appellera plus tard des « journaux du front », afin d'entretenir chez les soldats l'enthousiasme pour la patrie et la Révolution.

Avec le 9 thermidor commence une période nouvelle, qui va rappeler celle de la Constituante. Le gouvernement reste révolutionnaire et les décrets de la Convention montagnarde n'ont pas été abrogés ; mais ils seront peu ou point appliqués. Les journalistes hésitent à le croire d'abord et demeurent très prudents ; si bien que Dussault leur demande, le 2 fructidor : « Dites-moi, mes chers confrères, pourquoi vos feuilles sont toujours aussi insignifiantes que l'ancienne *Gazette de France*. La loi sur la liberté de la presse est-elle pour vous un présent inutile ? »

Dussault fut bientôt satisfait. Les thermidoriens de droite,

voyant qu'ils pouvaient tout dire, commencèrent une campagne antijacobine qui allait devenir une attaque en règle contre la République et la Révolution. A leur tête se trouvaient d'anciens terroristes comme Tallien, qui rédigea *L'Ami des Citoyens* ; Fréron surtout, l'ancien disciple de Marat, qui célébrait encore son premier maître, imita la violence de celui-ci en fulminant contre les jacobins. Un grand nombre d'autres feuilles leur faisaient écho. Les jacobins vaincus, découragés, ne leur opposèrent que des périodiques médiocres ; seul le *Journal des Hommes libres* sut mettre de la vigueur dans ses ripostes. L'homme le plus capable de défendre leur cause, Babeuf, était pour le moment du côté de leurs adversaires ; dans *Le Tribun du peuple*, il reprochait aux montagnards d'avoir avant thermidor imposé silence à la presse. Beaucoup de lecteurs, fatigués de ces polémiques violentes, préférèrent un journal neutre et bien renseigné comme le *Moniteur universel* (1).

La Convention thermidorienne, tout comme la Constituante prépara et discuta souvent une loi organique sur la presse mais sans aboutir ; le rapport de Marie-Joseph Chénier avait fait adopter le décret de floréal, mais les dispositions rigoureuses qu'il renfermait soulevèrent des attaques si vives qu'on n'essaya point de l'appliquer. La Constitution de l'an III proclama la liberté de la presse et prohiba la censure préalable, en ajoutant cette réserve : « Toute loi prohibitive en ce genre, quand les circonstances la rendent nécessaire, est essentiellement provisoire, et n'a d'effet que pendant un an au plus, à moins qu'elle ne soit formellement renouvelée. » Lors du 13 vendémiaire cependant on mit sous scellés le matériel de quelques journaux, et le royaliste Michaud fut condamné à mort par contumace.

L'époque du Directoire continue celle de la Convention

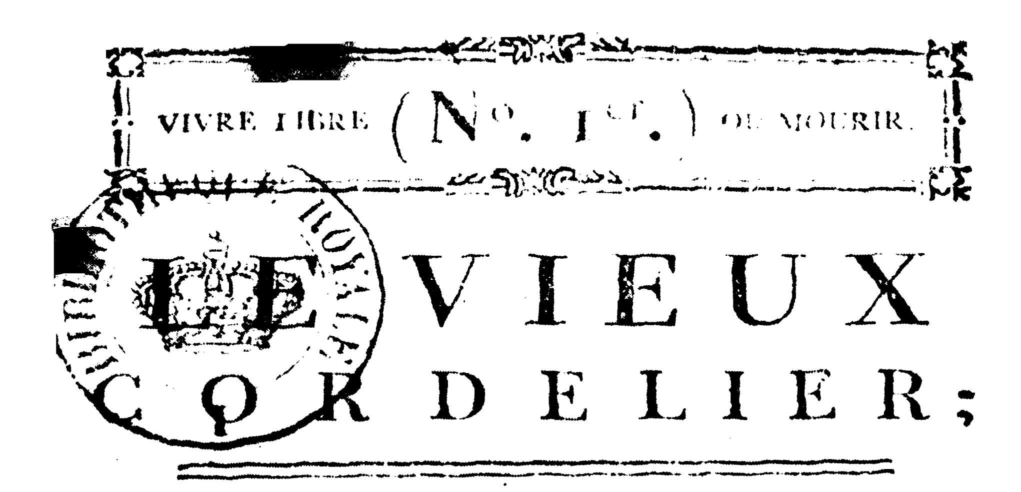
(1) V. MATHIEZ, *La réaction thermidorienne*, 1929.

thermidorienne : c'est la liberté de fait, que menacent brusquement des persécutions brutales et soudaines ; encore sont-elles parfois rendues inefficaces par l'opposition des tribunaux. Sur les quatre-vingt-dix journaux fondés à Paris depuis le 13 vendémiaire jusqu'au 18 fructidor, presque tous sont royalistes ; et ils déploient contre les jacobins, contre les républicains, toutes les variétés de l'insulte. L'un des plus infatigables parmi ces pamphlétaires était Richer Serisy ; on poursuivit ce « Juvénal biblique » (1). Mais il fut libéré une première fois par le jury d'accusation puis, malgré un arrêt du tribunal de cassation lui-même, acquitté par le tribunal criminel de la Seine. Contre ces ennemis royalistes le gouvernement ne trouvait pas d'appui chez les écrivains de gauche ; Babeuf, qui avait rompu avec eux, fit au Directoire dans le *Tribun du peuple* une guerre sans merci jusqu'à sa fin tragique.

Harcelé par tant d'adversaires, le Directoire eut l'idée de leur opposer des journaux payés par lui ; il conçut même un projet original, celui d'affaiblir l'influence de Paris en créant une presse départementale. Mais celle-ci fut impuissante et misérable. A Paris, on subventionna le *Moniteur* ou les journaux sérieux et modérés qui comptaient parmi leurs collaborateurs un Garat, un Daunou. Tout cela coûta cher, sans grands résultats.

Quant à punir légalement la presse opposante, le pouvoir exécutif ne possédait les moyens d'y arriver qu'avec le concours des Conseils. Ceux-ci au début votèrent des lois sévères (avril 1796), infligeant la peine de mort à quiconque proposerait la destruction des pouvoirs publics, le rétablissement de la royauté, la loi agraire. Pour éviter l'application de ces châtiments rigoureux, le jury acquitta les accusés de tous les partis. Une loi nouvelle établit, à la façon anglaise, un

(1) V. le brillant tableau de cette presse dans le livre des GONCOURT, *Histoire de la société française pendant le Directoire*, 1855.


VIVRE LIBRE (N°. 1er.) OU MOURIR.

LE VIEUX CORDELIER;

JOURNAL

RÉDIGÉ par CAMILLE DESMOULINS,

Député à la Convention, et Doyen des Jacobins.

Quintidi Frimaire, 2°. D[illegible] l'an II de la République, une et indivisible.

Des [illegible] hats, le[illegible] ne tarderent pas à être admirés. (MACHIAVEL.)

O PITT! je rends hommage à ton génie! Quels nouveaux débarqués de France en Angleterre t'ont donné de si bons conseils, et des moyens si sûrs de perdre ma patrie? Tu as vu que tu échouerois éternellement contre elle, si tu ne t'attachois à perdre, dans l'opinion publique, ceux qui, depuis cinq ans, ont déjoué tous tes projets. Tu as compris que ce sont ceux qui t'ont toujours vaincu qu'il falloit

N°. 1er

DÉBUT DU « VIEUX CORDELIER »

impôt élevé sur les journaux, qui devaient payer cinq centimes par feuille d'impression ; la colère publique fit réduire la taxe au bout d'un mois. Une loi répressive assez modérée, adoptée par les Cinq-Cents, échoua devant les Anciens. Barras voulant punir un journaliste dangereux, Poncelin, ne trouva d'autre moyen que de le faire bâtonner.

C'était un coup d'État qui allait mettre fin à ce régime de liberté. Le 18 fructidor fit arrêter une trentaine de journalistes ; plusieurs furent déportés à la Guyane. Une loi votée le 19, conformément à l'article 355 de la Constitution, mit les journaux pour un an sous la surveillance de la police : appliquée sans ménagements, elle fut prorogée ensuite pour quelques mois, en attendant une loi définitive qui ne devait jamais être faite. La presse redevint menaçante quand les désastres de 1799 diminuèrent l'autorité du gouvernement. Celui-ci, usant d'une subtilité juridique, traita les journalistes en conspirateurs et désigna nominativement ceux qui devaient être internés à Oléron ; ces mesures arbitraires, qu'il justifiait en invoquant le péril extérieur, allaient continuer jusqu'au 18 brumaire.

III

Napoléon et la presse française.

On a voulu faire de Napoléon un grand journaliste ; c'est peut-être exagéré (1). Mais une chose est certaine, c'est qu'il a toujours cru à la puissance de la presse et qu'il s'en est toujours occupé. Aussi observons-nous chez lui, comme chez Frédéric II et chez d'autres despotes intelligents, un double désir : imposer un joug de fer aux journaux pour détruire toute opposition, et diriger une presse officieuse ou officielle,

(1) Sur l'époque de Napoléon, v. **CXXXIX, CLXXXVII, CXCIII.**

pour mener à sa guise l'opinion publique. Déjà pendant la première campagne d'Italie le général Bonaparte reproche au Directoire de laisser trop de liberté aux publicistes : « Faites briser, écrit-il, les presses des journaux vendus à l'Angleterre, plus sanguinaires que ne le fut jamais Marat » (15 juillet 1797). Son secrétaire, Bourrienne, écrit sous sa dictée des notes faites pour les journaux de Paris. En même temps un de ses fidèles, Regnault de Saint-Jean-d'Angély, rédigeait à Milan le *Courrier de l'armée d'Italie*, puis *La France vue de l'armée d'Italie.* Plus tard il fit paraître au Caire le *Courrier d'Égypte.*

Pendant les premières semaines qui suivirent le 18 brumaire on put se tromper sur les intentions du nouveau gouvernement. C'est qu'il avait le désir de montrer combien sa modération contrastait avec les violences des derniers jours du Directoire. Trente journalistes condamnés sans jugement à la déportation furent rappelés, en demeurant sous la surveillance de la police ; pour trente-six autres, que Fouché avait également songé à libérer en bloc, on préféra le système des grâces individuelles.

Mais l'esprit véritable du régime consulaire apparut bientôt. La Constitution de l'an VIII, à la différence de celles de 1793 et de l'an III, n'affirmait plus le principe de la liberté de la presse. L'arrêté du 17 janvier 1800 ne laissa subsister « pendant la durée de la guerre », dans le département de la Seine, que 13 journaux sur 72 alors existants, et défendit d'en créer de nouveaux ; les propriétaires et les rédacteurs des journaux conservés durent signer un engagement de fidélité à la Constitution. Ces journaux, sous l'Empire comme sous le Consulat, ne furent point officiellement soumis à la censure préventive. Voilà pourquoi le *Moniteur* écrivait en janvier 1806 : « Il n'existe point de censure en France... La liberté de la presse est la première conquête du siècle. L'Empereur veut qu'elle soit conservée. »

Ces belles paroles étaient depuis six ans démenties par la

réalité ; la rigueur alla toujours augmentant jusqu'en 1814. La surveillance des écrits fut confiée tour à tour au ministère de la police, au grand juge, à d'autres encore, et tous ne demandaient qu'à punir. Fouché n'aimait ni les journaux ni les journalistes. Plus tard, tombé du pouvoir, il disait à un ami sa répugnance pour les « familiarités » et les « bavardages » de ces individus. « Avec un mot, ils attaquent un ministre, et il lui faut dix pages pour se défendre ; avec une phrase lancée de la tribune ils mettent les têtes en émotion, et il faut prendre du temps pour les retenir. Quand on est ministre, on a autre chose à faire (1). »

Fouché, Savary et les autres sont d'ailleurs continuellement stimulés par le maître. Premier consul ou empereur, il trouve toujours le temps de suivre les journaux français ; on possède plus d'une centaine de lettres écrites par lui pour faire exciter au travail ou réprimander ou punir les rédacteurs, car il les considère comme chargés d'un service d'État. En même temps, comme Louis XIV voulait connaître les gazettes hollandaises, il se fait traduire les journaux anglais par Bourrienne ou Méneval ; mais, à la différence de Louis XIV, il indique lui-même ce qu'on devra leur répondre. Dès l'origine, de même que Richelieu avait la *Gazette*, il veut avoir son journal officiel. Le *Moniteur universel* appartenait au gendre de Panckoucke ; par un contrat passé avec lui en décembre 1799, le journal demeure propriété privée, mais reçoit le privilège de publier les actes officiels ; ce contrat sera renouvelé par tous les gouvernements jusqu'en 1870. Le *Moniteur* ne doit pas être un simple bulletin des lois ; il contiendra des articles de discussion, exposant et justifiant la politique du souverain. « Mon intention, écrit Napoléon à Talleyrand, est que les articles politiques du *Moniteur* soient faits par les relations extérieures. Et quand j'aurai vu pendant un mois comment

(1) Madelin, *Fouché*, p. 458-459.

ils sont faits, je défendrai aux autres journaux de parler politique, autrement qu'en copiant les articles du *Moniteur*. » Maret, l'ancien collaborateur de Panckoucke, et à défaut de lui Cambacérès, Daru, sont appelés à renforcer la surveillance du journal officiel (1).

Si le *Moniteur* donne le ton, les autres journaux doivent jouer leur partie dans le concert. Napoléon est toujours là pour corriger les dissonances. Rien de plus curieux que sa critique minutieuse. Tant pis pour les subordonnés qui ne la comprennent pas. « Il faut que ce M. Étienne soit un grand imbécile » (24 mai 1805). « On dirait, en vérité, qu'à la police on ne sait pas lire » (26 juillet 1809). C'est que les journaux reçoivent de lui les ordres les plus variés. Très souvent il s'agit d'imposer le silence à propos de telle ou telle question ; mais d'autres fois Napoléon indique le sujet à traiter, l'esprit dans lequel on doit écrire, les railleries qui doivent ridiculiser tel ennemi. La *Gazette de France* lui paraît (22 mai 1805) le journal rédigé dans le meilleur esprit. Mais deux mois plus tard (15 juillet), il trouve qu'elle donne de sottes nouvelles : « Recommandez au rédacteur d'être plus sensé. » Le 1er septembre, comme elle a publié sans permission une note diplomatique, elle est suspendue pour quelques jours.

Le *Publiciste* aborde les questions théologiques (23 septembre 1808) : voilà des sujets auxquels les journaux ne doivent pas toucher. Le même journal, plus tard, publie un article favorable aux moines espagnols (25 janvier 1810) : il faut le menacer de suppression, l'obliger à publier un article contraire.

Naturellement on doit dire du mal de l'Angleterre. On montrera qu'elle est dans une position honteuse (30 mai 1805). « Il faut faire beaucoup crier », surtout dans les journaux de

(1) V. la *Correspondance* de Napoléon, et surtout les *Lettres inédites* publiées par Lecestre (1897), I, p. 48, 52, 58, 80, 92, 93, 100, 102, 162, 194, 248, 260, 296, 301, 303, 333 ; II, 6, 14, 18, 73, 79, 89, 106, 123, 136, 274, 353.

Bretagne, de Vendée, de Belgique, du Piémont, contre la persécution des catholiques irlandais (21 avril 1807) ; on la dira menée par l'Église anglicane (et non par les protestants). Sur la fuite des Anglais abandonnant l'Espagne (1er janvier 1809) il faudra faire faire des caricatures, des chansons, des Noëls populaires. Et Napoléon continue sans relâche, au milieu des plus grands soucis, de faire ce métier de directeur et de rédacteur en chef.

L'organe qui lui inspira la plus grande défiance fut le *Journal des Débats*. Longtemps simple feuille d'information, ce journal avait été, au lendemain du 18 brumaire, acheté par les frères Bertin. Ceux-ci, Bertin l'aîné et Bertin de Veaux, étaient connus depuis le 9 thermidor comme journalistes anti-jacobins ; mais ce qui ne tarda pas à déplaire au Premier Consul, ce fut leur esprit d'indépendance. Bertin aîné, arrêté en 1801, envoyé à l'île d'Elbe, ne put rentrer au journal qu'après trois ans. Il y revenait aussi peu soumis qu'autrefois, et sa feuille devait en pâtir. Napoléon lui imposa un censeur, Esménard, non pas censeur du journal, mais contre le journal, comme le disait Fiévée ; puis ce dernier fut désigné d'autorité comme un des directeurs du *Journal des Débats* devenu *Journal de l'Empire*. En 1807 Fiévée céda la place à Étienne, un fidèle du souverain, qui dirigea la rédaction à peu près enlevée aux Bertin. Ceux-ci touchaient toujours les revenus du journal, et ces revenus étaient appréciables, puisqu'il avait (dès 1803) 8 150 abonnés, quand le *Moniteur* en comptait 2 450 ; un décret de 1811 les expropria, concédant le journal à une société d'actionnaires désignés par le souverain. Le *Journal de l'Empire* n'en est pas moins surveillé : comme il a inséré en 1811 un article non autorisé, voilà Esménard congédié comme censeur, Étienne suspendu pour quinze jours. Il faut observer d'ailleurs que Napoléon, se méfiant de ces journaux si bien épurés par lui, se fait adresser par Fiévée des notes confidentielles, non sans analogie avec les gazettes

manuscrites recherchées par les grands seigneurs d'autrefois.

Nous avons déjà vu plusieurs fois l'esprit de liberté, chassé de la presse politique, se réfugier dans la presse littéraire. C'est ce qui arriva sous Napoléon. Celui-ci, dans les premières années surtout, était favorable aux écrivains qui travaillaient à faire accepter le Concordat, ainsi qu'à rétablir le sens de l'ordre et de la tradition. Voilà pourquoi une assez grande liberté de discussion fut laissée, pour la partie littéraire, au *Mercure* et au *Journal des Débats.* Le *Mercure* avait été ressuscité par Fontanes, qui devint un des grands dignitaires de l'Empire ; parmi ses rédacteurs, Fiévée se rencontrait avec Bonald, qui fit partie du Conseil impérial de l'Université. Fontanes y appela Chateaubriand ; le succès du *Génie du Christianisme* avait plu à l'auteur du Concordat. Le *Mercure* put lutter, pendant plusieurs années, au nom de la religion et de l'ordre social, contre la *Décade*, appelée maintenant « Revue philosophique, littéraire et politique », l'organe de ces « idéologues » si fréquemment vitupérés par le souverain. Cette bienveillance fut parfois mal récompensée, témoin l'article d'apparence inoffensive où Chateaubriand introduisit une formule cinglante contre le despotisme. On ne l'avait pas remarquée avant la dénonciation faite par le cardinal Fesch ; mais alors Chateaubriand fut banni, des censeurs plus clairvoyants imposés à la presse littéraire, et la fusion forcée des deux frères ennemis, le *Mercure* et la *Décade*, mit fin à des polémiques devenues déplaisantes (1).

Quant au *Journal des Débats*, il avait inauguré le *feuilleton*, le rez-de-chaussée isolé de la partie politique par un trait noir, et spécialement réservé à la vie intellectuelle. Ce feuilleton fut confié à Geoffroy (2). Cet ancien novice des jésuites, professeur de rhétorique, puis collaborateur de l'*Année littéraire*, fut le véritable successeur de Fréron. Geoffroy joignait le tradition-

(1) CLIV, p. 230 sqq. — (2) V. CLXIII.

nalisme littéraire au traditionnalisme politique, le respect des classiques à l'amour de l'autorité ; il affirmait, comme sa contemporaine Mme de Staël, qu'il y a des rapports étroits entre la littérature et la société. Son feuilleton fut, à propos des livres ou des pièces théâtrales du jour, un pamphlet continuel contre la Révolution, qu'il identifiait avec la Terreur. « Les philosophes, écrivait-il, ont voulu, préparé, attisé le mouvement révolutionnaire : quels ont été les fruits de leur zèle ? l'anarchie, les massacres, la terreur. Nous sortons à peine de cette épouvantable crise, et quelques-uns de ces philosophes voudraient renouveler l'expérience... Ce sont des ennemis publics. »

Cette campagne, menée avec autant de succès que de verve dans le journal le plus répandu de Paris, souleva naturellement la colère des disciples du XVIIIe siècle. L'un d'eux, voltairien fidèle, Delisle de Sales, publia un *Essai sur le journalisme:* constatant que ce nouveau genre avait été inauguré par Desfontaines et Fréron, il le définissait : « le besoin de déraisonner réuni au besoin de nuire » (1). D'autre part, un des conseillers les plus écoutés du Premier Consul, Rœderer, lui dénonça une campagne qui attaquait les serviteurs du nouveau régime, tous imbus de l'esprit du XVIIIe siècle. Mais Fiévée défendit le journaliste auprès du maître, et Geoffroy sut habilement flatter celui-ci en le séparant des philosophes : « Misérables imposteurs, ne voyez-vous pas que sa plus grande gloire est d'avoir anéanti cette révolution qui vous inspire un intérêt si tendre, d'avoir flétri cette abominable doctrine que vous regardez toujours sans doute comme le code de la raison et de l'humanité (2) ? » Napoléon laissa vivre cette critique théâtrale qui donnait aux lecteurs l'illusion d'une presse libre. C'est dans la même intention que Savary, devenu ministre de la police, écouta les conseils d'un homme de

(1) **CLX**, p. 45. — (2) **CLXIII**, p. 209 sqq.

lettres et organisa dans les journaux une longue polémique entre les partisans de la musique italienne et ceux de la musique française.

En province, la Révolution avait fait naître un grand nombre de journaux, qui eurent une vie aussi agitée que ceux de Paris. Pour n'en citer qu'un exemple, à Besançon l'abbé Dormoy, d'abord prêtre constitutionnel, puis marié, fonda la *Vedette* à la fin de 1791 et la continua jusqu'en 1795, évoluant avec les gouvernements et prenant le style du *Père Duchêne*, même quand il soutenait des idées modérées. Il reparut dans la ville après le 18 fructidor et fonda la *Trompette* qui, trois fois par décade, soutint la cause de la république modérée. Bien qu'il eût approuvé le 18 brumaire, le préfet du Doubs supprima aussitôt sa feuille (1). Bien d'autres journaux disparurent à la même époque. Le Premier Consul ordonnait que la gendarmerie lui fît parvenir les articles jugés nuisibles ; aussi plus d'un journal fut-il suspendu ou supprimé sans que le préfet l'eût demandé. Bientôt ces feuilles provinciales reçurent l'ordre, si elles voulaient publier des nouvelles politiques, de les copier dans le *Moniteur*. Puis le décret du 3 août 1810 prescrivit qu'il y aurait un seul journal par département, publié sous le contrôle direct du préfet. Cependant Napoléon, sans le vouloir, fournit à la presse de province le moyen de vivre. Le Code de procédure civile avait exigé la publicité des actes judiciaires et des actes de ventes d'immeubles. Certains imprimeurs comprirent qu'une feuille d'avis périodique donnant ces renseignements se vendrait bien. La magistrature les paya pour reproduire dans ces feuilles les jugements rendus par les tribunaux, et l'administration, pour faire connaître les avis officiels sur l'appel des conscrits. Quelques hommes d'initiative ajoutèrent à ces annonces des nouvelles prises dans le *Moniteur*. Malgré ces

(1) **CLXXIV, année 1926.**

Du [redacted]VIOSE, an 8 de la république.

JOURNAL DES DÉBATS
ET LOIX DU POUVOIR LÉGISLATIF,
ET DES ACTES DU GOUVERNEMENT

Nouvelles [illegible] Londres et de la Hollande. — Lettre du général Hedouville. — Nouvelles des départemens de l'Ouest. [illegible] — Découverte d'un enfant sauvage dans la forêt de [illegible], département du Tarn; [illegible] intéressans sur cet enfant. — Séances du tribunat et du corps législatif. — Noms des candidats pour le sénat.

Cours des changes du 4 pluviose.

Amst. Bco. [illegible]	Or fin, l'once 103 f. 50 c.
Courant 57 1/4 à 58	Argent à 11 d. 10 g. le m. 50 f. 80
Ham. [illegible]	Portugaise, l'once 94 f. 50 c.
Madrid [illegible] billet	Piastre [illegible]
[illegible]	Quadruple 79 f. 15 c.
Cadix [illegible] billet	Ducat [illegible]
[illegible]	Guinée 25 f. [illegible]
Gênes effectif [illegible]	Souverain 35 f. [illegible]
Livourne [illegible]	Café Martinique 2 f. 80 à 85 c.
Bâle [illegible] p.	— S. Domingue 2 f. 45 à 55 c.
Lyon [illegible]	Sucre d'Orléans 2 f. [illegible]
Marseille [illegible]	— d'Anvers 2 f. 50
Bordeaux [illegible]	— Cassonade [illegible]
Montpellier [illegible]	Savon de Marseille [illegible]
Rescriptions [illegible]	Huile d'olive [illegible]
Tiers cons. [illegible]	Chandelle [illegible]
Bons [illegible]	Coton [illegible]
Bons [illegible]	Esprit 3-6 [illegible]
Bons [illegible]	Eau-de-vie [illegible]
Bons d'arrérages [illegible]	
Bons pour l'an 8, [illegible]	

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

ANGLETERRE.

Londres, 8 janvier [18 nivose.]

[redacted] parlemens d'Angleterre et d'Irlande réunis, si [illegible] prendront le titre de *parlement impérial* [illegible] [illegible]ques.

On raconte qu'un officier de marine, d'un grade supérieur, recevant une lettre qui lui annonçoit la prise d'un bâtiment ennemi [illegible] lui revenoit 30 mille liv. sterl. pour sa part, [illegible] qu'on n'avoit pas affranchi la lettre pour [illegible] payer cinq schellings de port. (Il paroît que [illegible] dont il est question ici.)

Le commodore sir Thomas Troubridge croisoit devant Malte [illegible] vaisseaux de ligne. Lord [illegible]

[illegible] *Gladiateur*, dans la [illegible] Thomas Vanteyven, lieutenant [illegible] sa démission, et a déclaré [illegible] ses héritiers ou successeurs [illegible] en voyant périr un matelot [illegible], si, à la place de l'équipage, [illegible] le capitaine.

[illegible] Dublin, en date du 15 nivose, que le bruit [illegible] de la flotte française sur la côte s'étoit [illegible] et avoit jeté l'alarme. [illegible] quelques symptômes d'insurrection [illegible] dans le comté d'Antrim.

Du [illegible], du 25, 26 et 27 nivose.

Trois pour cent consolidés 61 1/4 [illegible]. Pour leur ouverture 62 [illegible].

Nous apprenons par la correspondance d'Égypte, interceptée, que le commodore Blanken a été repoussé dans une attaque qu'il a faite contre le fort de Cosséir, sur la Mer Rouge.

Le bruit qui s'étoit répandu que M. Pitt avoit le projet de différer son nouvel emprunt jusqu'à la fin de la session du parlement, prend de plus en plus consistance. Ce délai paroît calculé de la part du ministre, d'après l'espoir qu'il a que les succès de la nouvelle expédition et les victoires de la coalition feront monter les effets publics. Il cherchera, dans l'intervalle, à faire aller les choses avec une émission de 3 millions st. sterling de billets de l'échiquier.

La flotte partie de la Jamaïque, le 9 brumaire, a été dispersée bientôt après son appareillage, et aucun des bâtimens qui en faisoient partie, n'est encore arrivé. La frégate qui servoit d'escorte, est rentrée dans le port, avec une voie d'eau considérable.

Sir Edward Pellew a fait voile de Falmouth, pour aller croiser sur la côte de France. Sa division consiste dans l'*Impétueux* [illegible], frégates et un cutter.

Le bruit court qu'il est sorti de Brest une flotte de 15 à 16 vaisseaux de ligne.

RÉPUBLIQUE BATAVE.

La Haye, [illegible] janvier [[illegible] nivose.]

Le comité de commerce et de navigation a reçu l'avis suivant qu'il a fait répandre avec une grande publicité :

« Sa majesté le roi d'Espagne a ordonné que pendant la guerre avec l'Angleterre, on ne pourra introduire en Espagne, de canelle, que par terre et par Bayonne, muni d'un certificat contrôlé par l'agent consulaire, résidant en ce port. Et pour une plus grande sûreté, le roi a ordonné que la douane *de la Victoria* sera la seule par où l'introduction pourra [illegible]. Le ministre du roi d'Espagne a reçu l'ordre de mettre le plutôt possible cette ordonnance royale à exécution. »

[illegible] Bonaparte à Georges III a fait ici une [illegible]

Les [illegible] d'Akkhuyzen ont été mis en liberté, comme ceux d'Alkmaer.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

ARMÉE DE L'OUEST.

Lettre du général Hedouville, lieutenant du général en chef.

Angers, le 1er pluviose.

La division de chouans de Châtillon a accepté la paix.

LE « JOURNAL DES DÉBATS »

Premier numéro fait sous la direction des Bertin. (Voir CLXXXVIII.)

humbles débuts, plus d'un journal fondé à cette époque devait faire preuve d'une longévité remarquable ; quelques-uns ont pu célébrer leur centenaire (1).

IV

Le journalisme hors de France.

Sur le continent européen, la presse devait subir le contre-coup de la Révolution française. En Italie, l'arrivée de Bonaparte ruina la presse littéraire d'ancien régime et fit naître des feuilles politiques ardentes, éphémères, qui unissaient dans le même enthousiasme les droits de l'homme et l'indépendance italienne. La république parthénopéenne vit paraître dix journaux ; une femme généreuse, Éléonore de Fonseca-Pimentel, célébra les temps nouveaux dans le *Monitore Napolitano*, avant d'être pendue par les réactionnaires triomphants (2). Puis Napoléon imposa le même régime de compression qu'en France. Considérons seulement ce qui se passa dans deux pays, la Suisse et l'Allemagne.

Dans les cantons suisses la censure au XVIIIe siècle était demeurée sévère et tâtillonne ; si elle accordait une certaine liberté de discussion aux revues, les gazettes subissaient partout, sauf à Bâle, une étroite surveillance (3). A Soleure, un jeune homme en 1785 fut condamné à un an de prison et huit ans d'exil pour des lettres satiriques. Berne avait fait brûler le *Dictionnaire philosophique* de Voltaire et prohibé presque tous les livres de Rousseau. Les gouvernements cantonaux redoublèrent de vigilance à partir de 1789. Celui de Berne, en même temps qu'il achetait, pour la détruire, l'édition

(1) V. Martin (E.), *La centième année du « Journal de la Marne »* (1907) ; Duval (Louis), *Le Journal de l'Orne*, 1808-1852, Argentan, 1912 ; Matthieu, *Les journaux tournaisiens*, Tournai (1908).
(2) V. **CCLXXIII** et **CCLXXVI**. — (3) V. **CCLXXXIII**.

entière d'un pamphlet imprimé à Kehl, interdit l'entrée de huit journaux français, parmi lesquels une feuille modérée comme le *Moniteur*. Le peuple suisse laissa faire ; il ne songeait pas encore à la liberté de la presse, réclamée seulement par quelques penseurs d'avant-garde comme Lavater et Pestalozzi.

Mais quand l'invasion française de 1798 eut renversé les gouvernements des patriciens et créé la République helvétique, les novateurs s'éveillèrent et les journaux parurent (1). De 1798 à 1803 on a compté 120 périodiques nouveaux, dont 21 revues, 15 feuilles d'annonces et 84 gazettes ; 33 feuilles naquirent à Berne, 24 à Zurich. C'était beaucoup trop pour une population restreinte, où le nombre des lecteurs augmentait lentement. Les quotidiens furent l'exception ; la plupart des journaux paraissaient de deux à quatre fois par semaine, leur périodicité variait souvent. Ils faisaient à peu près uniquement de la politique, laissant les annonces aux feuilles d'avis ; pauvres, mal imprimés, ils se trouvaient dans des conditions précaires, même quand les brusques variations de la vie publique ne les condamnaient point au silence. Néanmoins quelques journalistes remarquables se révélèrent alors. Paul Usteri, qui avait acquis par des études solitaires une culture universelle, fit du *Republikaner*, à Zurich, un organe puissant, passionné pour les principes de 1789, pour la transformation de la Suisse. Il devait continuer sous toutes les tyrannies à défendre les idées nouvelles, et finalement assister avant de mourir aux premiers succès définitifs de leurs partisans. On trouvait des convictions aussi fortes chez son ami, d'ailleurs plus modéré, le philosophe et savant Konrad Escher, ou chez le poète allemand Zschokke, journaliste officiel de l'Helvétique pendant quelque temps. Pestalozzi, quoique journaliste médiocre, défendait les mêmes principes avec sa plume.

(1) CCLXXXIV, *passim*.

L'ancien régime eut aussi des champions vigoureux. Haller, le jeune jacobin qui avait approuvé la condamnation de Louis XVI, changea bientôt de parti et, dans les *Annales Helvétiques*, défendit avec sa verve satirique la cause des patriciens. Plus grande encore fut l'action de Bürkli, spirituel et audacieux, aimé du peuple pour sa bonté ; homme pratique aussi et très habile administrateur, il fit de la *Freitagszeitung* à Zurich un grand journal antidémocratique et fédéraliste. Les pays de langue française ne furent pas moins riches en publicistes. Un des plus remarquables, Miéville, prit en 1798 la défense du peuple vaudois contre la tyrannie de Berne ; dans le journal qui, sous divers noms, devait donner naissance à la *Gazette de Lausanne*, il tint la plume jusqu'à sa mort en 1852.

La liberté proclamée en 1798 n'avait d'ailleurs pas duré longtemps. Le *Landammann* d'Affry en 1803 invita les gouvernements cantonaux à surveiller de près tout ce que les journaux écrivaient sur la politique extérieure. La censure bientôt s'étendit aux autres articles, et l'influence du régime napoléonien se fit sentir non seulement à Genève, alors ville française, mais dans toute la république fédérale soumise à l'autorité du Médiateur.

En Allemagne, les débuts de la Révolution provoquèrent la curiosité passionnée des élites intellectuelles, mais aussi la défiance des gouvernements. La censure devint partout plus sévère (1). Une lettre de l'Empereur (3 décembre 1791) invita les princes allemands à réprimer le mauvais esprit ; le roi de Prusse l'approuva dans un ordre de cabinet de février 1792. Il suffit peu après de la plainte d'un maître de poste hanovrien pour faire interdire la revue célèbre de Schloezer. Néanmoins les journaux politiques s'étaient multipliés depuis 1789, d'abord sympathiques à la France (comme celui de Campe à Brunswick), puis de plus en plus hostiles à mesure que la

(1) V. **LIV**, t. II, p. 32. Sur la presse allemande au temps de la Révolution et de Napoléon, v. aussi **LI** et **LII**.

Terreur devenait plus sanglante. A Hambourg, qui demeurait un des meilleurs centres d'informations, le *Politisches Journal* de Schirach entama une campagne vigoureuse contre les idées nouvelles. Amis ou adversaires, tous voulaient avoir des nouvelles de la France et de la guerre qui la mettait aux prises avec les souverains allemands. La littérature était oubliée : Schiller ne réussit point avec les *Horen*, pas plus que Schlegel avec l'*Athenaeum* ou Gœthe avec les *Propylaen* (1). Au contraire, les gazettes politiques naissaient partout, non sans difficulté, car beaucoup de petits princes allemands s'en méfiaient. Le prince-évêque de Wurzbourg ne voulut pas autoriser un journal, de peur de faire naître une curiosité malsaine chez ses sujets, qui s'en étaient passés jusque-là ; comme ceux-ci faisaient venir des gazettes de Mayence, il pria le directeur général des postes de faire refuser par ses bureaux les commandes d'abonnements pour Wurzbourg.

Parmi les initiateurs des nouveaux périodiques une place particulière doit être réservée à Cotta (2). Ce grand éditeur était à la fois un diplomate habile, un homme d'affaires de premier ordre, et il savait découvrir les gens de valeur. La revue mensuelle fondée par lui en 1795, les *Annales européennes*, réussit aussitôt. Le 1er janvier 1798 commença un quotidien pour lequel le duc de Wurtemberg lui avait accordé liberté complète pendant un an ; ce journal atteignit le chiffre, alors très élevé, de 1 400 abonnés, attirés surtout par le talent du rédacteur Posselt, favorable aux principes de 1789. Mais l'Autriche et la Russie le trouvèrent trop hardi et se plaignirent au duc ; pour satisfaire celui-ci, Cotta fut obligé de sacrifier Posselt et de subir la censure préventive. Il commença une nouvelle gazette, l'*Allgemeine Zeitung*, qui parut à Stuttgart depuis 1798. Au bout de quelques années, le duc, brouillé avec l'éditeur, interdit brusquement le journal.

(1) **LI**, t. I, p. 241. — (2) V. **LXX**, *passim.*

Celui-ci était déjà si connu que plusieurs États de l'Allemagne offrirent un asile à Cotta ; il accepta les propositions de la Bavière, et le journal eut son siège à Ulm (1803), d'où il devait passer à Augsbourg (1810). C'est la fameuse *Gazette d'Augsbourg,* qui a sa place marquée dans l'histoire de l'Allemagne au XIXe siècle.

Une bonne partie de l'Allemagne eut alors à subir la domination française. Sur la rive gauche du Rhin les départements devenus français connurent le même régime que ceux de la vieille France. D'abord ce furent des alternatives de rigueur et de liberté sous le Directoire, qui laissa Goerres publier à Coblenz des journaux vigoureux, parfois violents, pour les interdire ensuite ; les journaux de Mayence, d'Aix-la-Chapelle et d'autres villes connurent les mêmes vicissitudes. Sous le Consulat commence un contrôle plus suivi, plus rigoureux ; la véritable tyrannie apparaît au lendemain d'Austerlitz et va croissant à mesure que la mainmise de Napoléon sur l'Allemagne s'accentue. Dans les départements français de langue allemande, la docilité ne suffisait plus à préserver les journaux de la mort. Les trois feuilles allemandes publiées à Cologne furent supprimées en 1809. Un journaliste de valeur, Du Mont, était propriétaire de celle qui est devenue la *Koelnische Zeitung* ; il adressa directement une requête à Napoléon, qui, volontiers généreux lorsqu'il s'agissait d'argent et non de liberté, l'indemnisa par une pension annuelle de 4 000 francs. Le journal allemand de Mayence, que le préfet Jean Bon Saint-André utilisait pour la propagande, fut obligé de devenir bilingue, puis supprimé en 1811.

Dans l'Allemagne du Nord, Hambourg était une des capitales de la presse européenne. Le *Hamburger Correspondent* se vantait, peut-être en forçant les chiffres, de tirer à 36 000 exemplaires (1). En 1803 le Premier Consul se plaignit

(1) **LIV**, t. I, p. 244.

de la partialité des journaux de la ville libre et demanda l'insertion dans cette feuille renommée d'un article hostile aux Anglais ; le Sénat de la ville obligea le directeur à l'accepter. Plus tard, quand Hambourg fut occupé militairement, puis annexé, sur quinze journaux et revues qui s'y imprimaient, neuf disparurent aussitôt ; deux autres furent supprimés en 1811. Dans les autres parties de l'Allemagne, même surveillance jalouse, car le maître de l'Europe a toujours peur des journaux : en 1811, à l'apogée de sa puissance, n'ordonne-t-il pas à Maret de se plaindre du mauvais esprit d'une feuille paraissant dans le Mecklembourg (1) ? Tous les États de la Confédération du Rhin furent invités à déployer la même rigueur que la France envers la presse. Quand le décret de 1810 eut réduit les journaux provinciaux de France à un par département, le grand-duc de Francfort, le docile Dalberg, supprima les journaux de sa capitale pour les remplacer par une feuille officielle bilingue. En Bavière, le journal de Cotta fut obligé de prôner la politique française ; d'ailleurs on le traitait assez bien, la Bavière étant l'alliée de la France. Dans le grand-duché de Berg Napoléon réclamait « des hommes habiles et sûrs » pour créer une presse officielle (2). Les opposants purent toujours craindre le châtiment. Inutile de parler de Palm, qui n'était pas un journaliste ; mais Becker, qui rédigeait à Gotha la *National-Zeitung der Deutschen*, fut arrêté en 1811 par des cuirassiers français et détenu deux ans ; sur un placet de sa femme, l'empereur le grâcia en 1813.

Tout en déployant la plus grande sévérité à l'égard des journaux, Napoléon leur attribuait une réelle importance ; autrement il ne se serait pas tant préoccupé d'avoir une presse officieuse pour justifier ses actes et combattre ses ennemis. Au contraire, à Vienne comme à Berlin, on ne songeait guère à les utiliser ; on ne s'en occupait que pour leur

(1) *Lettres inédites*, p. p. LECESTRE, t. II, p. 177. — (2) **LXXXIV**, p. 458.

imposer silence et leur interdire le *raisonniren*. Cette politique purement négative ne tarda point à trouver des adversaires dans l'entourage de Frédéric-Guillaume III. Ce prince lui-même, dans un rescrit de 1804, affirma les avantages d'une « publicité convenable » (*anständige Publizität*) (1). On parla de créer, à côté des deux gazettes incolores de Berlin, deux journaux officieux parlant politique, l'un en allemand, l'autre en français ; le projet n'aboutit pas. En 1806 le gouvernement prussien fit publier par la *Spener* et la *Voss* des articles belliqueux, mais sans expliquer les motifs de la rupture avec Napoléon ; après Iéna le gouverneur de la capitale se servit des deux feuilles pour prescrire à tous le calme et la soumission, mais le désastre militaire ne fut annoncé qu'après l'entrée des Français.

Les novateurs qui préparèrent le relèvement de la Prusse vaincue savaient combien il est nécessaire d'agir sur l'opinion publique ; mais la surveillance de Napoléon les empêchait de faire ce qu'ils voulaient. Les projets préparés par Stein et Guillaume de Humboldt ne furent pas appliqués. Hardenberg se servit des gazettes berlinoises pour défendre ses réformes contre le parti des hobereaux ; par contre, il ne voulait rien permettre qui pût irriter les Français, maîtres de Berlin. Les deux journaux ne soufflèrent pas mot du major Schill en 1809 ; lorsque Kleist essaya de prendre un ton un peu plus libre dans les *Berliner Abendblätter*, le ministre l'en empêcha. Le résultat fut la renaissance des gazettes manuscrites, que des porteurs mystérieux jetaient dans les rues ou déposaient dans les auberges. La prudence de Hardenberg resta la même pendant et même après la campagne de Russie ; tandis que Riga et d'autres villes russes devenaient les foyers d'une presse allemande antinapoléonienne à laquelle travaillaient Stein, Arndt, Kotzebue, Merkel, la *Gazette de Spener*

(1) **LIV**, t. II, p. 61.

publia le blâme officiel adressé par le roi au général York pour sa convention avec l'ennemi. Ce fut seulement après le départ des Français que les deux journaux donnèrent, le 17 mars, le manifeste patriotique du roi, *A mon peuple*, paru auparavant à Breslau dans la *Schlesische Zeitung*. Une fois les Russes entrés à Berlin, Kotzebue commença une feuille de combat, et bientôt la *Vossische Zeitung* inséra les vigoureux articles de Buchholz, jadis admirateur de Napoléon, devenu maintenant le publiciste officieux de la royauté prussienne. Napoléon reprenant l'offensive en 1813 mit de nouveau la main sur un grand nombre de journaux allemands, utilisa un instant la *Schlesische Zeitung*, mais peu après ce fut le désastre de Leipzig.

En Autriche la réaction contre l'œuvre de Joseph II avait rendu la censure plus sévère que jamais (1). La *Wiener Zeitung*, devenue journal officiel en 1805, s'abstenait soigneusement des discussions politiques. Cependant la nécessité de lutter contre Napoléon fit prendre quelques initiatives nouvelles. On favorisa la naissance d'une revue, moins dangereuse qu'une gazette, les *Vaterländische Blätter für den Œsterreichischen Kaiserstaat* (2). A la veille de la guerre de 1809, Stadion essaya d'éveiller l'esprit national en stimulant les journaux anciens et même en en créant de nouveaux ; le résultat fut médiocre, tout comme l'essai de l'archiduc Charles pour faire rédiger à son état-major l'*Œsterreichische Zeitung*. Il y avait cependant un homme qui observait depuis longtemps les procédés de Napoléon. Metternich avait envoyé de Berlin, en décembre 1805, un mémoire accompagné d'une lettre au ministre Cobentzel : on devait parler à la nation, disait-il, imiter ces Bulletins de la Grande Armée par lesquels

(1) Le gouvernement avait vu avec défiance en Bohême un journaliste plein de vigueur et de talent, Kramerius, faire prospérer une feuille en langue tchèque, le *Journal patriotique, royal et impérial* (CCLXXXV).

(2) Sur le rôle de Hormayr dans ce recueil, v. ANDRÉ ROBERT, *L'idée nationale autrichienne et les guerres de Napoléon*, 1933, p. 260 sqq.

Napoléon se mettait en relations avec tous, imiter le *Moniteur*, dont le feuilleton littéraire intéressait le public. Plus tard, il écrivit à Stadion : « Les gazettes valent à Napoléon une armée de 300 000 hommes. » Ambassadeur en France, il y étudia le régime appliqué à la presse : « Mépriser l'opinion publique, écrivait-il à Vienne, est aussi dangereux que mépriser les principes moraux. » Devenu chancelier, il trouva dans Gentz le collaborateur indispensable pour réaliser ces idées. C'est ainsi que naquit, dans l'année décisive 1813, l'*Œsterreichischer Beobachter*, confié un instant à Frédéric Schlegel, puis à Pilat, le secrétaire particulier de Metternich ; ce journal de discussion politique, nullement officiel en apparence, devint bientôt quotidien, paraissant même le dimanche. Pendant la guerre les *Teutsche Blätter*, qui recevaient les communications de Schwarzenberg, tinrent les lecteurs au courant des progrès des coalisés (1).

Metternich partageait, en somme, les idées de Napoléon sur l'utilité d'une presse officieuse bien dirigée. Mais tous les deux avaient assez d'intelligence politique pour suivre avec attention, avec inquiétude, la seule presse libre d'Europe, celle de l'Angleterre.

(1) **CCLV**, t. I, p. 516 sqq.

CHAPITRE II

LA PRESSE ANGLAISE ET ANTINAPOLÉONIENNE DE 1789 A 1815

I

Luttes et progrès de la presse anglaise.

La presse anglaise, après Junius et Wilkes, paraissait avoir conquis sa liberté par le *Libel Act* de 1791. Quelques années auparavant Burke disait aux journalistes parlementaires installés depuis peu dans une tribune de la Chambre des Communes : « Vous êtes le quatrième pouvoir. » Mais ces conquêtes furent compromises depuis 1793 par la guerre contre la France. On put bientôt croire le pays revenu aux premières années de George III. Le chancelier, lord Eldon, véritable incarnation du torysme intransigeant, annonça, non sans fierté, en 1795 à la Chambre des Lords que, depuis deux ans, il y avait eu plus de poursuites pour *libel* que dans les vingt années antérieures. Des lois de circonstance aggravèrent la répression, par exemple celle de 1798 contre « les journaux imprimés et publiés par des personnes inconnues » ; celle de 1799 soumit les salles de lecture à la surveillance des autorités. Néanmoins la censure préalable ne fut point rétablie, et les procès demeurèrent confiés au jury ; cela suffisait pour maintenir un contraste complet entre le régime des Iles Britanniques et celui du continent. D'ailleurs les poursuites

multipliées par les tories développèrent chez les whigs un attachement beaucoup plus vif qu'autrefois à la liberté des écrits. C'est en 1810 que Sheridan s'écriait : « Donnez-moi la liberté de la presse, et je donne au ministère une Chambre des Pairs vénale, une Chambre des Communes corrompue et servile ; je lui laisse les nominations aux postes officiels, et tout le pouvoir que son autorité lui assure pour acheter les soumissions et dompter les résistances : armé de la liberté de la presse, je veux le braver. »

Les gouvernants eux-mêmes trouvaient les journaux moins dangereux que les associations d'opposants, Sociétés constitutionnelles d'Angleterre ou groupements clandestins d'Irlande. William Pitt ne voyait aucun inconvénient à l'existence d'une presse libre, pourvu qu'elle fût réservée aux classes riches. En augmentant les impôts sur les journaux il les forçait à élever leurs prix ; c'était à la fois une ressource pour le Trésor et un moyen de prévenir la pénétration des idées subversives dans les classes ouvrières. En 1789 déjà, quand il n'était pas question d'une guerre contre la France, l'impôt du timbre fut porté à 2 pence par feuille, et l'impôt sur les annonces à une demi-couronne ; le fait de revendre les journaux usagés devint un délit. De nouvelles augmentations de taxes furent votées en 1797 et en 1804.

Les journaux devinrent donc très chers ; ainsi le *Times*, qui avait débuté à 2 pence 1/2 le numéro, éleva progressivement son prix jusqu'à 7 pence. Ils auraient même dû arriver à des tarifs nettement prohibitifs, même pour des lecteurs aisés, si des directeurs habiles n'avaient su faire face à la difficulté par des procédés commerciaux. Les annonces, qui existaient depuis longtemps, mais souvent confinées dans des feuilles d'avis spéciales, prirent définitivement place dans la presse politique ; les grands journaux devinrent ainsi, comme on l'a dit à propos de l'un d'eux, une foire permanente. Un de ces directeurs ingénieux, Daniel Stuart, imprima

des annonces jusque sur la première page. Un journal ne dépassait point quatre pages, c'est-à-dire une feuille, car le timbre était payé par feuille ; on réserva la moitié aux annonces, et deux pages seulement aux nouvelles et aux articles. Comment rendre ces deux pages intéressantes pour attirer un grand nombre de lecteurs ? Ce fut l'objet d'une ardente compétition entre les journaux, entre les éditeurs. Pendant longtemps, à l'époque où s'exerçait l'action corruptrice de Walpole, le métier d'éditeur avait paru méprisable. C'est alors qu'on écrivait à propos d'un homme de lettres : « Il descendit si bas qu'il devint éditeur d'un journal (1). » Mais à la fin du XVIII[e] siècle apparaissent, à la tête des journaux, des hommes féconds en idées nouvelles, dignes contemporains des grands inventeurs qui révolutionnaient l'industrie. Trois d'entre eux surtout méritent quelques détails ; tous les trois venaient d'Écosse, justifiant la plaisanterie d'après laquelle la presse de Londres est une invention écossaise (2).

Le plus âgé des trois, John Walter, était depuis longtemps imprimeur et libraire à Londres ; des spéculations sur les charbons, sur les assurances, l'avaient enrichi. En 1785 il annonça l'intention de fonder un journal quotidien, qui ne serait ni restreint à une classe sociale déterminée, ni attaché au service d'un parti, mais qui devait s'adresser à tous. Appelé d'abord le *Daily Universal Register*, ce journal prit, le 1[er] janvier 1788, le nom qui allait devenir illustre : ce fut le *Times*. Ce journal demeura, en effet, indépendant, mais favorable aux principes des tories, et par conséquent disposé à soutenir le gouvernement pendant les guerres napoléoniennes. Les débuts furent modestes, mais le fondateur, qui

(1) Cité dans **CIV**, p. 2.

(2) Brissot écrivait à cette époque : « Entreprenants, féconds en ressources, spirituels, sans foi ni loi, menteurs et ventadours, les Écossais sont les Gascons de l'Angleterre » (**CLIII**, t. I, p. 155). Cette injuste sévérité s'explique par les rapports fâcheux qu'il eut avec l'Écossais Swinton.

n'était qu'un homme d'affaires habile, céda la place en 1803 à son fils, John Walter II ; celui-ci avait l'étoffe d'un grand directeur. Ce n'était pas un rédacteur en chef, capable d'écrire lui-même ou de guider chaque jour ses collaborateurs, mais il joignait à des capacités administratives hors de pair le don de choisir des hommes de valeur. Sa gestion, qui dura plus de quarante ans, allait porter le *Times* au premier rang de la presse anglaise. Il recourut aux moyens les plus variés pour se procurer ces nouvelles que l'Angleterre, isolée dans sa lutte contre le maître du continent, avait de la peine à recueillir. Déjà son père avait eu l'idée d'envoyer dans la Manche un petit bateau acheter aux pêcheurs ennemis des journaux français. Le fils ne fut pas moins ingénieux ni moins heureux. En 1809 le *Times* annonça la capitulation de Flessingue vingt-quatre heures avant que le gouvernement de Londres fût en état de confirmer officiellement le fait. John Walter inaugura aussi l'installation à l'étranger de correspondants permanents ; Henry Crabb Robinson a raconté comment il fut envoyé en 1807 dans la ville neutre d'Altona pour obtenir grâce au voisinage de Hambourg, des renseignements réguliers sur l'Allemagne et les autres pays d'Europe. Quoique généralement d'accord avec le ministère, John Walter savait faire preuve d'indépendance ; en 1804, les attaques vigoureuses du *Times* contre Melville, premier lord de l'Amirauté, firent perdre à son imprimerie la clientèle de certaines administrations officielles. Mais les annonces, qui arrivaient nombreuses, compensèrent cette perte.

James Perry, à la différence de Walter, était un écrivain ; ses articles de fond, ses correspondances l'avaient fait connaître à Londres avant qu'il essayât de fonder un journal ; Fox et les grands seigneurs whigs l'appréciaient. Quand le dernier représentant de la famille des Woodfall résolut de vendre son quotidien, le *Morning Chronicle*, Perry l'acheta en 1789, grâce au concours pécuniaire de plusieurs amis

personnels, et réussit à en faire le principal organe whig. Les sympathies que cet homme spirituel et bienveillant rencontrait chez les grands comme chez les petits contribuèrent au succès de son journal. Les dandys lui apportèrent les échos de la haute société ; pour les nouvelles détaillées du Parlement, il pouvait compter sur un marchand de vin qui était concierge à la Chambre des Communes. Les hommes de lettres, depuis Sheridan et Thomas Campbell jusqu'à Thomas Moore et Coleridge, lui accordaient volontiers leur collaboration. Aimant toujours écrire, Perry garda longtemps les fonctions de rédacteur en chef ; les ayant quittées en 1817, il conserva la haute direction du journal jusqu'à sa mort en 1821. Le *Morning Chronicle*, qu'il avait acheté un peu plus de 1 000 livres, fut vendu par ses exécuteurs testamentaires pour 42 000 livres. Ce fut le premier grand succès financier d'un journal britannique.

Le plus jeune des trois Écossais, Daniel Stuart, vint à Londres compléter son éducation d'imprimeur. C'est à ce titre d'abord qu'il travailla pour le *Morning Post* ; puis ce journal, acheté par lui en 1795 (il tirait alors à 350 exemplaires), grandit rapidement et, en 1803, atteignit 4 500, tirage exceptionnel à une époque où les journaux les plus en vue ne dépassaient pas 3 000. Le *Morning Post* était devenu le grand organe tory. Daniel Stuart, qui l'avait payé 600 livres, le vendit pour 25 000 livres en 1793. S'il renonçait à ce journal du matin, c'était pour se consacrer entièrement au journal du soir créé par lui, le *Courrier*, qui devait arriver à 10 000 exemplaires dans les jours précédant Waterloo. Celui-ci devint l'organe officieux du ministère, mais le directeur exigeait des hommes au pouvoir beaucoup d'égards. Un inconnu lui avait communiqué la correspondance du Prince Régent avec le ministre Perceval ; Daniel Stuart consentit à ne point la publier, à condition que le cabinet lui donnât, non point de l'argent, mais des nouvelles intéressantes pour ses lecteurs.

Il ne possédait point, comme Perry, les talents d'un rédacteur en chef, mais son beau-frère James Mackintosh occupa brillamment pendant plusieurs années ce poste. Ce fut Mackintosh qui lui présenta Coleridge. Le poète aimait le journalisme, sans être capable de se plier au travail régulier qu'exige un quotidien ; ce fut un collaborateur brillant, mais peu sûr, qui finit par se brouiller avec Daniel Stuart. Il avait du moins amené au *Morning Post* plusieurs écrivains de valeur.

Les quotidiens de Londres paraissaient en réalité six fois par semaine. A côté d'eux commencèrent les journaux du dimanche. Les anciens hebdomadaires avaient succombé devant les quotidiens, si bien qu'il en subsistait un seul en 1777. Les nouveaux s'efforcèrent d'intéresser, d'amuser un public désireux d'égayer la monotonie du dimanche anglais. Ils durent leur succès aux inventeurs qu'on appela les trois Bells. John Bell était à la fois un grand imprimeur, fécond en trouvailles typographiques ingénieuses, et un lanceur de périodiques peu cultivé, mais habile à deviner les goûts du public. Robert Bell, un Irlandais, sut répondre au goût des lecteurs pour les récits détaillés de crimes et d'aventures scandaleuses. John Browne Bell, fils de John Bell, perfectionna l'œuvre paternelle en s'intéressant aux choses populaires. Le *Weekly Messenger*, fondé en 1796, puis le *Weekly Dispatch*, plus tard les *News of the World*, fournirent les modèles suivis après eux par tant de « Sunday papers » (1).

Ceux-ci devaient plus tard fournir un appui sérieux au parti radical. Mais en 1800 le torysme attirait une bonne partie de la jeunesse, enthousiasmée par la froide énergie de William Pitt et pleine d'horreur pour la France révolutionnaire ou napoléonienne. Le disciple favori de Pitt, Canning, aidé par un groupe de brillants politiciens de son âge, rédigea pendant une année un hebdomadaire satirique (1798-1799),

(1) V. **CCX**, chap. XIII, et la biographie de John Bell par Stanley Morison.

The Anti-Jacobin or Weekly Examiner. Quelques-uns de ces rédacteurs contribuèrent plus tard (1809) à la fondation d'une revue, la *Quarterly Review*, où Walter Scott, secondé par Canning, défendit la politique tory. On ne pouvait plus mépriser les journalistes quand des écrivains comme Coleridge, des hommes d'État comme Canning prenaient place volontairement parmi eux. Un éditeur connu, Henry Bate, créé baronnet en 1813, paraît être le premier Anglais qui ait reçu un titre de noblesse pour son œuvre de journaliste. Cependant Walter Scott écrivit à son gendre qu'on ne pouvait réussir comme éditeur d'un quotidien, sauf dans les petits journaux provinciaux, à moins d'être un drôle capable de tout *(thoroughgoing blackguard)*.

L'influence des tories gagna aussi la presse de province. Vers 1784 celle-ci était encore très médiocre et sans influence ; à la campagne on n'avait que des feuilles hebdomadaires composées tant bien que mal par les imprimeurs locaux. Pitt se préoccupa d'en faire des auxiliaires. Un de ses collaborateurs fut chargé d'envoyer gratuitement aux principaux de ces imprimeurs deux ou trois grands journaux de Londres, où étaient marqués à l'encre rouge les articles bons à reproduire. Comme l'Église anglicane était l'alliée du parti tory, les *clergymen* furent les agents habituels de cette propagande. Les adversaires du cabinet y répondirent par des journaux « jacobins » qui secouèrent la torpeur de la presse provinciale.

D'ailleurs le parti whig, ranimé par la puissante dialectique de Fox, trouvait de brillants champions pour défendre ses idées. Parmi eux figurèrent les deux frères Hunt, John et Leigh, qui publièrent depuis 1808 un recueil hebdomadaire, l'*Examiner* ; ils y prirent une position intermédiaire entre les whigs et les radicaux. Leigh Hunt, qui avait dans les veines du sang irlandais, qui aimait lire Voltaire, apporta dans la polémique une note nouvelle ; tous les lettrés savouraient ses essais contre le torysme réactionnaire, ses satires

contre les méthodistes devenus les fidèles soutiens du parti conservateur. Ce fut l'Écosse plus que l'Angleterre qui fournit aux whigs leurs principaux champions ; l'Athènes écossaise, Édimbourg, illustrée à ce moment par ses philosophes et ses savants, vit se grouper autour de l'Université beaucoup de jeunes théoriciens libéraux, parmi lesquels se distinguait Brougham ; ils fondèrent un recueil de discussion sérieuse, bientôt célèbre, la *Revue d'Édimbourg*. Ce fut le succès de cette revue qui obligea les tories à lui opposer la *Quarterly*. Le développement de la presse périodique britannique avait rendu nécessaire la séparation entre le journal et la revue.

Les grands événements de l'époque amenèrent plusieurs écrivains à changer d'opinion. Coleridge et Wordsworth, révolutionnaires dans leur jeunesse, devinrent les fidèles soutiens du parti conservateur. C'est une évolution contraire qui se produisit chez le journaliste le plus vigoureux de ce temps ; le premier depuis Daniel Defoe qui ait su parler au public populaire fut William Cobbett. Fils d'un paysan propriétaire, quelque temps soldat, il dut fuir l'Angleterre en 1792 pour avoir critiqué publiquement ses anciens chefs militaires ; son séjour en Amérique dura huit ans, pendant lesquels il défendit avec passion les tories de Grande-Bretagne contre les whigs, les fédéralistes des États-Unis contre les républicains. « Porcupine » (c'était son pseudonyme) devint célèbre par la violence de ses invectives contre les défenseurs de la Révolution française, les Priestley ou les Thomas Paine. Aussi, quand il revint en Angleterre, ce furent les fonds réunis par les tories qui lui permirent de fonder en 1802 un pamphlet hebdomadaire entièrement rédigé par lui, le *Political Register*. Mais ce fils du peuple ne tarda point à prendre en haine le personnel dirigeant ; des condamnations pour délits de presse achevèrent de l'en séparer. S'il quitta les tories, ce fut pour devenir, non pas whig, mais radical. Chez lui, rien

de l'esprit aimable d'un Leigh Hunt ; c'est le style brutal et vigoureux d'un tribun résolu à conquérir ces classes populaires qu'on avait mis tant de soin à tenir éloignées de la politique.

Les journaux se croyaient toutes les violences permises dans la polémique ; les attaques personnelles contre un ministre ou un écrivain étaient monnaie courante. Le gouvernement, de son côté, ne leur ménageait pas les poursuites. Le premier John Walter en 1789 avait laissé le *Times* lancer quelques pointes contre le fils de George III ; il échappa, non sans peine, au pilori, mais fit seize mois de prison. James Perry en 1795 fut condamné à trois mois de détention pour un article sympathique à la France. Cobbett subit une peine de deux ans. De 1808 à 1811, il y eut 42 poursuites commencées pour *libel*, dont 26 furent menées jusqu'à la comparution devant le jury. Celui-ci était composé de bourgeois conservateurs, assez enclins à la sévérité, mais qui se donnaient parfois le plaisir de prononcer un acquittement inattendu. Les frères Hunt avaient flétri dans l'*Examiner* les punitions corporelles qu'on prodiguait aux soldats ; l'éclatante plaidoirie de Brougham les fit acquitter en 1811. En 1813, au contraire, ils furent condamnés à deux ans pour une attaque dirigée contre le Prince Régent. Comme William Cobbett auparavant, ils purent continuer la rédaction de leur journal en prison, et tous les hommes de lettres notables de Londres vinrent leur rendre visite.

Ainsi, malgré la sévérité des Castlereagh et des Eldon, la presse anglaise devenait une véritable puissance. Napoléon n'a jamais cessé de s'en inquiéter, de la redouter. Pendant la courte trêve qui suivit le traité d'Amiens il essaya d'obtenir l'appui du gouvernement de Londres contre elle. Mallet du Pan, directeur du *Mercure britannique*, était mort ; mais deux journaux français faits par des émigrés paraissaient alors dans la capitale anglaise ; dans l'un d'eux, *L'Ambigu*,

dirigé par Peltier, on put relever un encouragement à l'assassinat du Premier Consul. L'ambassade de France à Londres intenta une poursuite, et le procès eut lieu devant la Cour du Banc du roi en 1803 ; Peltier, vigoureusement défendu par Mackintosh, fut condamné, mais à une peine légère ; et la rupture de la paix d'Amiens le fit grâcier, même subventionner par le gouvernement. D'ailleurs le Parlement, dans la déclaration du 18 mai 1803 qui justifiait la reprise des hostilités, reprocha au gouvernement français, entre autres griefs, d'avoir voulu attenter à la liberté de la presse britannique. Napoléon, nous l'avons vu, ne cessa de se plaindre à son entourage de la faiblesse des journaux français dans leur polémique avec les feuilles anglaises ; il n'a jamais compris que le joug imposé par lui était la principale cause de cette faiblesse.

II

La guerre contre Napoléon : Gœrres en Allemagne ; les royalistes en France.

Sur le continent, quelques pays en lutte contre Napoléon cherchèrent dans la presse une arme pour le combattre. L'Espagne pendant longtemps n'avait guère connu que la *Gaceta* officielle de Madrid ; mais les journaux parurent en foule quand le peuple se souleva contre le roi intrus qui prétendait remplacer les Bourbons. Cadix, devenue capitale de la résistance nationale, se trouva être subitement un centre de presse ; ils surgirent très nombreux, rédigés par des écrivains variés, qui exprimaient avec violence les opinions les plus opposées, unis seulement dans la haine contre la France. Plus tard, quand les Français eurent abandonné Madrid en 1813, ce fut la grande cité castillane qui vit paraître des feuilles éphémères ; on y discutait âprement sur le régime

qui conviendrait lorsque le pays serait complètement délivré de l'invasion étrangère (1).

En Allemagne la domination française ne fut brisée définitivement que par la bataille de Leipzig. Dans cette ville la *Leipziger Zeitung*, importante par le monopole que lui réservait le gouvernement saxon, dévouée comme lui à Napoléon, avait dû subir au commencement de 1813 la censure des autorités russes. Interrompue quelques jours en mai lors de la bataille de Lutzen, elle reparut ensuite, cette fois comme organe quasi officiel de Napoléon en Allemagne. Seconde suspension pendant la bataille des Nations ; le 22 octobre son nouveau numéro donne le compte rendu sommaire des trois jours de lutte et célèbre la défaite de l'étranger. Les autres journaux d'Allemagne connurent les mêmes péripéties, et après la censure de Napoléon subirent celle des coalisés.

C'est au milieu de cette presse condamnée à la servitude que surgit le premier grand journaliste allemand, Joseph Goerres. Seize ans auparavant, c'était un jeune homme plein d'enthousiasme pour les idées révolutionnaires et de mépris pour les émigrés qu'il venait de voir de près à Coblentz. Dans les deux périodiques alors fondés par lui, Goerres avait attaqué à la fois la sottise des partisans de l'ancien régime et le despotisme des « proconsuls » français. Les deux fois on lui avait imposé silence. En 1814, il prit la plume avec l'autorisation des généraux alliés, mais leur présence n'empêchait pas un homme comme lui d'exprimer sa propre pensée. D'ailleurs Blucher et Gneisenau comprenaient la valeur d'un tel auxiliaire et firent en sorte que liberté complète fût laissée au *Mercure rhénan*.

Le premier numéro indique le but du rédacteur. Le peuple

(1) V. CCLXII, et Geoffroy de Grandmaison, *L'Espagne et Napoléon*, t. III (1931), p. 175 et 191. Cf. Manuel Chaves, *Historia y Bibliografia de la prensa sevillana*, Séville, 1896.

allemand, si longtemps divisé, puis opprimé, « s'est levé comme un géant enchaîné » ; tous ont montré « un esprit de joyeuse abnégation et de courageuse solidarité ». Or les peuples des bords du Rhin sont depuis vingt ans séparés de l'Allemagne et livrés à l'étranger. Le *Mercure rhénan* veut les éclairer sur les événements récents, les décider à marcher avec leurs libérateurs, à prendre conscience de leur caractère germanique. Et désormais Goerres emploie toutes les formes de la propagande. Une histoire détaillée du long duel entre le pape et l'empereur se termine par une apostrophe enthousiaste à Pie VII, bien faite pour toucher les catholiques des bords du Rhin. Une comparaison entre l'armée prussienne de 1814 et celle qu'il vit sur les bords du Rhin en 1792 montre le changement survenu : celle-ci était composée de soldats serviles et d'officiers courtisans ; celle-là est soulevée tout entière par un magnifique élan national. Ailleurs c'est une sinistre description de Paris, menacé de ruine, attendant avec terreur la décision de la Providence.

Le journaliste invite les jeunes Rhénans à s'enrôler dans l'armée libératrice. Le serment prêté par eux à Napoléon est nul, car c'est une loi naturelle que l'unité, l'indivisibilité de chaque grande race. Les Rhénans ont été séparés de la leur par la force ; aujourd'hui celle-ci a disparu. La levée en masse est un bienfait, car elle éveille les forces qui sommeillaient dans le peuple ; quoi qu'en disent quelques pessimistes, elle ne mènera point à la révolution. Le patriotisme allemand contraste avec les acclamations méprisables par lesquelles Paris vient d'acueillir les alliés. — Voilà quelques-uns des thèmes que développait Goerres à l'époque où les souverains alliés jugeaient nécessaire de faire appel à l'opinion publique. De son côté Metternich faisait rédiger à Fribourg-en-Brisgau un journal *(Deutsche Feldzeitung)* destiné aux troupes autrichiennes.

La chute de Napoléon, qui galvanisait la presse dans les

pays soulevés contre lui, allait aussi la transformer en France. Paris avait capitulé le 30 mars 1814. Le 31, quelques royalistes français obtinrent du général russe Sacken l'ordre qui soumettait les journaux à la censure d'un des leurs, Michaud ; et dès le 1er avril les feuilles ainsi dirigées commencèrent à couvrir Napoléon d'injures, à célébrer la générosité des alliés qui étaient venus délivrer la France. En même temps les Bertin, accompagnés de quelques amis armés de cannes, pénétraient dans les bureaux du journal qu'on leur avait enlevé ; il leur fut cédé sans résistance et reprit aussitôt son nom, le *Journal des Débats.* Les périodiques allaient-ils posséder la liberté ? On put le croire quelque temps. Le Sénat impérial, si longtemps docile à tous les ordres de Napoléon, proclama sa déchéance en invoquant, parmi d'autres motifs, la tyrannie imposée à la presse. La Déclaration de Saint-Ouen fit une promesse, confirmée par l'article 8 de la Charte. Mais les ministres affirmèrent bientôt que le droit de « réprimer » les abus, indiqué par cet article, renfermait le droit de « prévenir », c'est-à-dire la censure préalable.

Un grand débat s'engagea sur le projet de loi présenté en juillet 1814 à la Chambre des députés. Le ministre de l'intérieur, l'abbé de Montesquiou, avec une hauteur d'homme de l'ancien régime, exposa que la censure était maintenue seulement pour les folliculaires : « De misérables journaux, des feuilles éparses comme celle de la Sibylle, voilà l'objet pour lequel l'assemblée des représentants du peuple se divise, comme si tout devait être perdu. » Mais le *Journal des Débats*, malgré le royalisme des Bertin, combattait le projet. On adopta une transaction ; la loi du 21 octobre 1814 établit la censure à titre provisoire, jusqu'à la fin de la session de 1816.

La censure fut d'ailleurs assez indulgente sous la première Restauration. Elle le fut surtout pour les royalistes : la *Gazette de France* et la *Quotidienne* attaquaient à leur gré la Révolution et l'Empire. Le *Journal des Débats* venait de

perdre son grand feuilletonniste, Geoffroy, mort en 1814; Bertin aîné obtint la collaboration de Chateaubriand, qui, dès ce moment, joignit à des attaques violentes contre l'Empire la défense de certaines idées libérales. Mais des écrivains de tendance bonapartiste furent laissés libres de publier le *Nain Jaune*, où ils raillaient les tenants de l'ancien régime, les « chevaliers de l'éteignoir », avec une verve qui amusa Louis XVIII. Comme la censure n'atteignait pas les écrits de plus de vingt feuilles (320 pages in-12), deux écrivains libéraux, Charles Comte et Dunoyer, publièrent à peu près périodiquement les volumes du *Censeur*, qui trouva un public fidèle.

Le retour de l'île d'Elbe excita un instant la presse parisienne contre l'usurpateur ; Benjamin Constant fulmina dans le *Journal de Paris*, puis dans le *Journal des Débats*, le 19 mars ; le 20, Napoléon rentrait aux Tuileries et, le 21, le *Journal des Débats* redevenait *Journal de l'Empire*. On fut bientôt stupéfait d'apprendre que l'Empereur demandait conseil à Benjamin Constant et qu'il accorderait à la presse le droit de discuter ses actes. En attendant la censure subsistait, mais beaucoup plus tolérante qu'avant 1814. Le *Censeur*, par exemple, put marquer sa défiance vis-à-vis du nouveau pouvoir. La liberté de fait, pendant les Cent Jours, fut plus grande que sous la première Restauration. D'ailleurs un article de l'Acte Constitutionnel proclama la liberté de droit. Une feuille royaliste, le *Journal du Lys*, ne craignit pas d'imprimer des articles violents contre Napoléon. Et le *Journal universel*, publié à Gand par les serviteurs de Louis XVIII, n'eut pas grand'peine à faire pénétrer en France les numéros qui glorifiaient les coalisés préparant la guerre.

Napoléon partit pour Sainte-Hélène. Et là, dans les conversations où il préparait, pour la France et la postérité l'apologie de sa personne et de son œuvre, l'ancien adversaire des journaux déclara leur libre activité nécessaire au monde moderne. Le *Mémorial* contient ces mots : « Mon fils sera obligé de

régner avec la liberté de la presse. C'est une nécessité aujourd'hui... La liberté de la presse doit, entre les mains du gouvernement, devenir un puissant auxiliaire pour faire parvenir dans tous les coins de l'Empire les saines doctrines et les bons principes. » Ces curieuses paroles prouvent qu'il a jusqu'au bout considéré la presse comme devant être un instrument du pouvoir ; la « liberté » a pour lui le même sens que pour les gouvernements dictatoriaux dans l'Europe de 1934.

CHAPITRE III

LA PRESSE DANS L'EUROPE OCCIDENTALE (1815-1848)

I

Essor de la presse britannique.

La chute de Napoléon força toutes les nations à se préoccuper du sort qui allait être fait à la presse. Les journalistes réclamèrent la liberté que l'oppresseur de l'Europe leur avait constamment refusée ; les gouvernements, après quelques hésitations, la rejetèrent, ou tout au moins voulurent la contenir dans d'étroites limites. La presse engagea la lutte et l'emporta dans les deux grands pays de l'Occident. Elle y parvint en Grande-Bretagne sans avoir besoin de grands efforts ; en France il fallut des combats acharnés, sans cesse renouvelés pendant la Restauration et même après 1830.

Le gouvernement tory, fier d'être venu à bout en 1815 de son grand ennemi extérieur, voulait maintenant écraser l'ennemi intérieur, le radicalisme ; « radical » signifiait alors ce que signifieront à d'autres époques « socialiste, communiste, anarchiste ». On était inquiet de voir le publiciste le plus redoutable du moment, William Cobbett, abaisser brusquement (1816) d'un shilling à deux pence le prix du *Political Register*, pour mettre ce pamphlet périodique à la portée de tous les mécontents : et ceux-ci étaient nombreux parmi les ouvriers. C'est l'époque de la suspension de l'*habeas corpus* et

des « six actes », que le public nomme les « lois de bâillon » ; un cautionnement est imposé aux journaux ; un périodique, même aussi court que celui de Cobbett, ne pourra plus se vendre moins de six pence. Le grand pamphlétaire est obligé de chercher pour quelque temps refuge aux États-Unis, d'où il reviendra en rapportant les cendres de son ancien adversaire Thomas Paine. Les Communes donnèrent aux juges de paix, c'est-à-dire aux gentilshommes tories, le droit d'arrêter, de détenir quelque temps sans jugement les auteurs et propagateurs d'écrits séditieux. Mais comme les procès demeuraient confiés au jury, la presse conserva sa garantie essentielle et ne se laissa pas intimider. Lord Liverpool recourut aussi quelquefois à la corruption, sans grands résultats.

Bientôt vint la crise causée par le conflit scandaleux entre le nouveau roi George IV et la reine. Presque tous les grands journaux prirent parti contre le roi. Celui-ci, aidé par les courtisans, subventionna un nouveau journal, *John Bull*, que rédigeait, non sans talent, un ami de Walter Scott recommandé par celui-ci, Theodore Hook ; ses attaques sans merci contre le fâcheux entourage de la reine lui valurent, pour quelques numéros, le tirage considérable de 10 000 exemplaires. Le roi encouragea aussi une association de tories extrémistes qui s'était formée pour intenter des procès aux journaux d'opposition ; mais ce procédé souleva un tolle si général que l'association disparut. Ce dernier effort pour museler la presse prit fin avec la politique de réaction symbolisée par le nom de Castlereagh (1). Le goût des journaux allait d'ailleurs grandissant, comme nous l'apprennent les statistiques dressées pour l'impôt du timbre. Elles indiquent 9 464 790 numéros vendus en 1760, 24 424 713 en 1811 et 29 387 843 en 1820. Un Allemand, visitant l'Angleterre dans

(1) V. Wickwar, *The struggle for the freedom of the press., 1819-1832*, Londres, 1928.

cette année 1820, admirait la prospérité des journaux, leur concurrence ardente, l'intérêt qu'ils excitaient (1).

C'est dans cette période, entre 1815 et 1840, que le *Times* conquit le premier rang parmi les journaux de Londres. Il le dut aux améliorations techniques dont il sera bientôt question ; il le dut aussi à sa politique. John Walter avait bientôt compris qu'il devait laisser la direction du journal à un éditeur possédant une autonomie assez grande pour jouir d'une véritable autorité vis-à-vis de ses collaborateurs et du public. Après un premier essai médiocrement heureux, il sut découvrir successivement deux hommes de valeur qui se donnèrent tout entiers à leur tâche : Barnes édita le *Times* depuis 1817 jusqu'à sa mort en 1841 ; Delane devait le diriger de 1841 à 1877. Barnes, qui appartenait déjà depuis 1807 au personnel du journal, continua depuis 1817 à faire lui-même de nombreux articles ; il n'écrivait jamais mieux que lorsqu'il avait bu, et vers quatre heures du matin ; ami personnel de Leigh Hunt et de Shelley, il avait un sens littéraire très sûr. Mais son rôle essentiel fut désormais de revoir les articles des autres. John Walter pensait comme lui que, pour avoir de bons rédacteurs, il faut les bien payer ; quand les propriétaires de journaux voulurent s'entendre pour donner aux reporters un maximum de cinq guinées par semaine, il refusa de prendre cet engagement. Le principal rédacteur politique, le brillant Irlandais Sterling, à qui son ami Carlyle a consacré une biographie chaleureuse, travailla au *Times* de 1817 à 1843 et finit par recevoir un salaire, alors exceptionnel, de 2 000 livres par an. C'était le traitement d'un ambassadeur.

Cette libéralité permit à Barnes de trouver des collaborateurs dans tous les partis. Le *Times*, conformément au principe annoncé par lui dès les premiers jours, conservait son indépendance à l'égard des partis organisés, en tâchant de formuler

(1) Gottlieb Gœde, cité dans **CCVI**, t. I, p. 371.

sur tous les grands problèmes l'opinion moyenne des classes élevées. On a constaté que toutes les grandes réformes politiques du XIXe siècle se firent malgré lui, mais il s'y est rallié ensuite. Nettement ministériel pendant la réaction de 1815, il prit parti pour la reine en 1820 ; hostile à Canning, il évolua vers les novateurs depuis 1828, se résigna bientôt à la réforme électorale et, malgré les négociations engagées avec lui par les tories, soutint en 1832 le ministère de lord Grey, qui lui envoyait des renseignements directs. Peu après le journal, peut-être parce que John Walter allait se présenter au Parlement comme candidat tory, devint de nouveau l'adversaire des libéraux. Il attaqua Grey, puis Melbourne ; cela n'empêcha point Brougham, qu'il avait eu déjà autrefois comme collaborateur, de venir lui donner la primeur d'une nouvelle sensationnelle, la démission du ministère whig. L'appui fourni par le journal au court ministère conservateur de 1835 justifiait la lettre de remerciements, noble et grave, adressée par Robert Peel à Barnes. Celui-ci combattit sans relâche le nouveau ministère Melbourne. Plus tard, quand lord Durham, revenu du Canada, eut achevé son rapport célèbre sur la colonie déchirée par la guerre civile, le gouvernement voulut, en le publiant, supprimer quelques passages compromettants ; Wakefield, le grand colonial aimé de Durham, porta le texte intégral au *Times* qui le fit paraître (1839). C'est le même lord Durham qui vint parler à Barnes au nom du roi des Belges, troublé par un article hostile. La dernière campagne de Barnes fut menée contre la politique belliqueuse que Palmerston suivait en 1840 à l'égard de la France et de Mohamed-Ali.

Les journaux demeuraient violents et les attaques personnelles fréquentes. Aussi les duels avaient-ils été nombreux jusque vers 1830, et plusieurs journalistes y perdirent la vie ; le fondateur du *London Magazine* avait ainsi été tué en 1821 par le directeur du *Blackwood's Magazine*. Cette mode com-

mençait à disparaître, mais les polémiq ues restaient acerbes Barnes laissa Sterling, « le tonnant », attaquer vigoureusement les journaux adverses. Les brillants écrivains qu'il sut découvrir, comme Disraéli, eurent également le champ libre. C'est Disraéli qui représentait le directeur d'un journal whig comme « un misérable poltron, un lâche lourdaud, un épouvantail littéraire ». En 1835 le *Times* déclara que le *Morning Chronicle* « mentait jour par jour » ; et le *Morning Chronicle*, de plaindre le « pauvre vieux *Times* avec ses radotages stupides ». Les hommes politiques n'étaient pas mieux traités, même quand ils s'appelaient John Russell ou Palmerston ; O'Connell surtout fut l'objet des pires injures. C'est lui que Disraéli appelait dans le *Times* « un menteur systématique, un misérable fourbe, un escroc et un poltron ». O'Connell était d'ailleurs de taille à répondre sur le même ton (1).

Barnes mourut à la tâche en 1841. John Walter, pris au dépourvu, résolut de le remplacer par le fils d'un de ses amis, Delane, dont il avait remarqué l'intelligence. Et en effet, ce jeune homme de vingt-quatre ans se montra digne de la confiance qu'on lui témoignait. Il différait complètement de son prédécesseur. A un personnage hirsute et buveur, toujours enfermé dans son cabinet de travail, succédait un jeune mondain aux manières distinguées, bientôt recherché par la haute société, passant toutes ses soirées dans les salons ; il se rendait vers la fin de la nuit au *Times*, non pour écrire lui-même comme Barnes, mais pour revoir et corriger tout ce qui devait paraître dans le journal. Ses relations et ses goûts le rapprochaient des conservateurs, sans nuire à son indépendance ; pendant le ministère que Robert Peel dirigea de 1841

(1) **CCXVII**, p. 138-142. Citons en anglais ce compliment adressé en 1835 à O'Connell dans le *Times* :

Scum condensed of Irish bog,
Ruffian, coward, demagogue,
Boundless liar, base detractor,
Nurss of murders, treason's factor !... (*ibid.*, p. 139).

à 1846, Delane observa toujours une froide réserve à l'égard du Premier, mais son amitié avec un membre du cabinet, lord Aberdeen, lui permit d'être renseigné sur tout ce qui se passait. Jusqu'à la mort de John Walter, Delane se laissa naturellement guider par le grand administrateur qui l'avait choisi ; mais après 1847, il devint beaucoup plus libre de faire prévaloir ses directives, et il acheva d'assurer au *Times* une situation hors de pair. Les mémoires de Greville, ce personnage si bien renseigné sur le monde de Westminster et de la Cité, nous montrent sans cesse les plus hauts personnages préoccupés de ce que le journal a dit ou va dire.

Le *Morning Chronicle*, dont Perry avait fait le grand journal whig, fut cédé par lui en 1817 à Black, un autre éditeur écossais. Bentham devenait à ce moment le chef reconnu du radicalisme philosophique ; Black, disciple de Bentham, grand ami de James et de Stuart Mill, était un écrivain médiocre, souvent ennuyeux ; son caractère original, ses audaces personnelles choquèrent parfois les libéraux, par exemple quand il prit parti pour George IV contre la reine ou quand il attaqua violemment Cobbett. Mais la sincérité de ses convictions lui faisait tout pardonner ; tous les whigs notables, depuis Mackintosh jusqu'à Brougham, collaborèrent à son journal, et il découvrit un écrivain comme Dickens, un publiciste comme Albany Fonblanque ; c'est aussi grâce à lui que la critique théâtrale de Hazlitt fit les délices des lettrés. Cependant un fait brutal montra que les éditeurs demeuraient à la merci des propriétaires de journaux ; l'agent de change qui avait acheté le *Morning Chronicle* commit la sottise de le renvoyer en 1843, à la grande colère de tous les journalistes. Quant à son ancien collaborateur Albany Fonblanque, il avait réussi à ressusciter l'*Examiner*, bien tombé après la brillante période où les frères Hunt le rédigeaient ; la liberté de la presse, la réforme électorale trouvèrent en lui un apologiste habile et convaincant.

La presse du parti tory fut quelque temps inférieure à sa rivale. Le *Morning Journal* se fit l'organe des tories d'extrême droite, qui appelaient Wellington un traître parce qu'il avait accepté l'émancipation des catholiques ; après un procès retentissant, le duc obtint une condamnation, non sans être blâmé par ses amis les plus intimes. Quant au *Morning Herald*, quoique tory de nom, il inaugurait un genre nouveau en sacrifiant la politique aux informations plus amusantes pour le grand public ; les spirituelles et vivantes chroniques judiciaires de Thomas Wright lui valurent un succès qui en fit pendant quelque temps le plus sérieux rival du *Times*. Cet exemple ne devait pas être perdu pour la presse américaine. Un autre journal célèbre, le *Morning Post*, était devenu surtout une feuille mondaine, chère à la haute société.

Ainsi la presse anglaise vers 1840 avait conquis définitivement son indépendance. Mais cela ne veut pas dire qu'elle imposât toujours ses opinions au public. George Canning s'était rendu populaire malgré l'hostilité de presque tous les grands journaux de Londres ; ils ne purent pas davantage empêcher Palmerston de devenir l'idole de l'Anglais moyen. La campagne de Cobden et de Bright contre les lois sur les blés triompha par les associations et les réunions publiques, bien que le *Times*, un instant ébranlé, fût revenu au camp des protectionnistes. Cependant la lecture des journaux était devenue un besoin pour les classes instruites ; les ministres n'essayaient plus de les poursuivre, et le jury les condamnait rarement. Les hommes de lettres les plus éminents rouvaient naturel d'y écrire ; Dickens fonda le *Daily News* et rêva, mais en vain, d'en rester l'éditeur. La haute société de Londres, si orgueilleuse et si fermée, commençait à recevoir dans ses salons quelques notables du journalisme. L'ère victorienne allait être celle de la grande presse.

La vie politique était si intense depuis 1815 que les journaux de province eux-mêmes prirent une vigueur nouvelle. Le parti

radical, trop peu nombreux à Londres pour y faire vivre un quotidien, contribua dans quelques grandes villes à créer des organes officiellement libéraux, mais appartenant à l'aile gauche du parti. Édimbourg, la ville whig par excellence, eut depuis 1817 le *Scotsman*, qu'un éditeur habile dirigea pendant près de trente ans ; on trouvait plus d'audace dans les journaux des villes ouvrières, le *Liverpool Mercury*, le *Leeds Mercury*, le *Manchester Guardian.* Celui-ci était appelé à une glorieuse carrière ; on remarqua dès 1830 que chacun des exemplaires vendus par lui, et passant de main en main, avait 70 ou 80 lecteurs. L'Irlande s'était éveillée : on y comptait 3 journaux en 1782, 35 en 1795, 56 en 1820. A côté des villes, les campagnes anglaises commencèrent à posséder leurs feuilles, aidées matériellement par l'association qui se fonda en 1836, *The Provincial Newspaper Society.*

II

LA PRESSE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT.

Vers 1820 la presse britannique était sans rivale dans le monde. Celle de France commençait à grandir, mais on y discutait encore la valeur des journaux comme on l'avait fait en Angleterre au temps de Wilkes. Le sort de la presse parisienne (celle de province ne comptait pas), le degré de liberté qu'on lui accordait, voilà ce qui devint l'objet principal des luttes politiques pendant les quinze ans de la Restauration ; l'effort tenté pour la comprimer devait être un des motifs de la chute de Charles X.

Il y avait trois régimes possibles, la censure préventive, la répression par les tribunaux, les poursuites devant le jury. Les trois systèmes furent essayés tour à tour. La censure plaisait à des gouvernants qui, dans l'empire russe comme Richelieu ou dans l'empire français comme Decazes. avaient

appris à la considérer comme un instrument nécessaire du pouvoir. Le jugement par le jury, que le comte de Serre fit adopter en 1819, disparut bientôt, mais resta désormais l'idéal pour les admirateurs de la liberté anglaise. La répression par les tribunaux réguliers fut le système préféré par les ultra-royalistes ; beaucoup éprouvèrent une déception en constatant qu'elle ne suffisait point à protéger les Bourbons et leurs fidèles contre les progrès des idées subversives.

Et en effet, toutes les mesures de compression échouaient à Paris. Ce foyer de vie ardente assurait à quelques grands organes une activité, une puissance qui les portèrent au niveau des plus célèbres quotidiens anglais. Leurs charges financières étaient lourdes ; le gouvernement français, heureux d'imiter son voisin d'outre-Manche, leur imposa le timbre et le cautionnement. Seulement ils avaient des dépenses moins fortes ; leurs lecteurs étaient beaucoup moins exigeants que ceux d'Angleterre pour les nouvelles de l'étranger. Les débats des Chambres, les détails sur l'activité du « parti-prêtre » ou des jésuites, les controverses relatives à l'interprétation de la Charte, voilà ce qui passionnait le public. La presse anglaise était d'abord une presse d'information, ensuite une presse d'opinion ; la presse française était avant tout une presse d'opinion.

Contre les journaux opposants le gouvernement recourut aux procès ; il espérait toujours, en multipliant les poursuites, leur imposer de telles dépenses en frais de justice, en amendes, en dommages-intérêts, que la vie financière de ces feuilles deviendrait difficile ou impossible. Quant aux journaux amis, le ministère jugeait légitime de leur accorder une subvention secrète ou même des faveurs publiques. Sous Villèle on fit mieux ; on fonda une « caisse d'amortissement » pour acheter un à un les périodiques hostiles, avec l'intention de les supprimer ou de leur imposer une direction politique nouvelle ;

parfois on entreprit, pour la *Quotidienne* par exemple, de faire congédier un rédacteur trop indépendant.

Contre la persécution les opposants recoururent à divers moyens. La censure elle-même fut tournée ; on laissait en blanc dans le journal les lignes biffées, mais de petites feuilles imprimées, portant les phrases proscrites, circulaient facilement au milieu du public parisien, toujours heureux de fronder l'autorité. La censure frappait-elle les revues périodiques ? Aussitôt on créait des recueils suivis, mais non périodiques ; la *Minerve* libérale, tout comme le *Conservateur* ultra-royaliste, obtinrent de cette manière un éclatant succès. Des sociétés se formèrent pour payer les amendes, pour venir en aide aux journaux menacés ; quand ceux-ci étaient ligotés par trop de chaînes, des brochures les remplaçaient temporairement.

L'idée de la liberté de la presse n'était pas encore très populaire en France quand Napoléon tomba. L'homme qui incarnait le libéralisme, Benjamin Constant, s'appliqua dès 1814 à montrer les inconvénients de la censure préventive. Le gouvernement qui s'en charge, disait-il, paraît prendre la responsabilité de tout ce qui paraît dans un journal. « Il faut, pour ainsi dire, que l'autorité coure après chaque paragraphe, pour l'invalider, de peur qu'il ne semble sanctionné par elle. » La liberté seule pourra permettre la naissance en province de journaux sérieux, influents, ne se bornant pas à reproduire l'opinion de Paris (1).

Le parti ultra-royaliste se convertit à ces idées lorsqu'il fut dans l'opposition contre Decazes. Chateaubriand surtout l'entraîna dans cette voie quand il fonda le *Conservateur*. Lui-même a raconté, non sans plaisir, qu'il réussit alors à vaincre de vieux préjugés. « Je mis la plume à la main aux plus grandes familles de France ; j'affublai en journalistes les

(1) CLVI.

Montmorency et les Lévis... Je ne pouvais m'empêcher de bénir la Providence toutes les fois que j'étendais la robe rouge d'un prince de l'Église sur le *Conservateur* pour lui servir de couverture, et que j'avais le plaisir de lire un article signé en toutes lettres le cardinal de la Luzerne (1). » C'était le moment où l'on voyait Bonald lui-même réclamer une presse libre. Dans le parti opposé, Benjamin Constant trouvait des adhérents parmi les hommes qui, sous Napoléon, avaient travaillé de leur mieux à comprimer la liberté. Ainsi Étienne, l'ancien censeur imposé au *Journal de l'Empire*, fit le succès de la *Minerve* par ses « lettres sur Paris ». On recourut aussi au moyen déjà employé sous l'ancien régime : on créa des journaux soi-disant littéraires qui s'entendaient à effleurer la politique. C'était d'autant plus facile que la critique littéraire à cette époque ne se désintéressait jamais des problèmes politiques ou sociaux : chacun pensait qu'un livre doit être jugé, non seulement pour la valeur du style, mais pour les opinions exprimées sur les grandes questions qui se posent devant la société (2). La critique ainsi entendue attirait tous les esprits éminents ; les lecteurs, appartenant aux classes élevées, avaient le temps de lire et de discuter leurs articles. Le *Globe*, fondé par Dubois, fut le plus brillant de ces périodiques littéraires, si influents dans la vie politique.

Rappelons rapidement les variations de la loi pendant quinze ans. Des lois provisoires laissèrent d'abord au gouvernement l'usage de la censure, mais en 1819 de Serre, alors lié avec les doctrinaires disciples de la Grande-Bretagne, fit triompher le système anglais, surtout le jugement par le jury. Pendant quelques mois la presse fut vraiment libre. L'assassinat du duc de Berry fit reparaître la censure et les lois provisoires (3). En 1822, Villèle fit adopter la loi définitive qui remettait les procès de presse aux cours royales ; les procu-

(1) **CXLVII**, t. I, p. 221. — (2) **CLXIV**, p. 21 sqq.
(3) V. Crémieux, *La censure en 1820 et 1821*, 1912.

reurs généraux en aggravèrent l'application en inventant les « procès de tendance ». Mais ce régime répressif, qui tua quelques feuilles de second ordre, rendit plus prospères que jamais les grands organes libéraux, surtout le *Journal des Débats* et le *Constitutionnel.* Le premier, entraîné par Chateaubriand depuis 1824 dans la « défection », gagnait les lettrés de l'élite parisienne ; le second flattait les passions de toute la bourgeoisie moyenne, l'admiration pour les souvenirs glorieux de l'Empire, la défiance contre le pouvoir croissant des jésuites et de leurs élèves. Et le ministère ne pouvait pas toujours compter sur la docilité des magistrats : témoin le procès fameux où la Cour royale de Paris, s'inspirant de l'esprit gallican des anciens Parlements, acquitta en 1825 le *Constitutionnel* et le *Courrier français.* Villèle et Peyronnet voulurent aggraver la législation ; mais « la loi de justice et d'amour » échoua devant le soulèvement de l'opinion publique et l'hostilité certaine de la Chambre des Pairs.

La presse provinciale, un moment stimulée par la loi libérale de 1819, succomba bientôt sous les coups de la censure (1). Les grands journaux parisiens, ne rencontrant pas de concurrence, atteignirent un tirage beaucoup plus élevé que les principales feuilles de Londres. D'après l'exposé fait par Villèle devant la Chambre des députés en 1827, le *Constitutionnel* comptait 20 000 abonnés, le *Journal des Débats*, 12 600, alors que le principal organe de droite, la *Quotidienne*, arrivait à 6 500 (2). Parmi ces abonnés, figuraient quelques étrangers. En Prusse, par exemple, certains lecteurs s'imposaient une grosse dépense pour voir autre chose que les articles

(1) V., par exemple, Simone Fizaine, *La vie politique dans la Côte-d'Or sous Louis XVIII*, 1931 ; Contamine, *Metz et la Moselle de 1814 à 1870*, 1932.

(2) Séance du 2 février. Casimir Périer, lui répondant le 3, donna des renseignements que le *Constitutionnel* déclara exacts. La recette des 20 000 abonnements, dit-il, déduction faite des remises, se monte à 1 323 976 francs. Les principales dépenses sont : 450 095 francs pour le timbre, 102 222 pour le port, 394 566 pour tout le reste. Le bénéfice net est donc de 375 000 francs, soit 25 000 pour chacune des quinze actions.

incolores de la *Spener* ou de la *Voss* ; en 1829, d'après les relevés officiels, il entra dans le royaume 1 480 exemplaires, dont 561 du *Journal des Débats*, 442 du *Constitutionnel* et 228 de la *Gazette de France* (1).

Une telle puissance allait permettre aux journaux de soulever le pays légal contre le ministère Polignac dès qu'il fut constitué. Bientôt le *National* entra en lice, résolu, selon le mot d'un de ses rédacteurs, « à enfermer Charles X dans la Charte » ; Armand Carrel et Mignet y rivalisèrent d'ardeur avec Thiers. Une autre feuille nouvelle beaucoup moins répandue, la *Tribune des départements*, essaya d'exposer le programme des républicains. C'est la presse parisienne que le gouvernement voulut dompter par une des ordonnances illégales publiées le 26 juillet ; c'est elle qui engagea la lutte le 27 par la protestation des journalistes, par le refus d'obéir à la police, par la fermeture des imprimeries qui poussa les ouvriers vers les barricades. La révolution de juillet fut le triomphe des journaux. La nouvelle Charte abolit formellement la censure préventive ; et en effet celle-ci, à part le temps de guerre, n'a plus reparu en France. La loi du 8 octobre 1830 institua le jugement par le jury, qui allait demeurer, malgré des retours de rigueur, la garantie la plus sûre de la liberté pendant le règne de Louis-Philippe.

Cette lune de miel fut courte. La polémique se ranima aussitôt contre la monarchie nouvelle, qui répondit par des poursuites ; avant les journées des 5 et 6 juin 1832 on comptait déjà 75 arrestations et 87 000 francs d'amendes infligées aux journaux. Ces premières années marquèrent du moins un intéressant effort des oppositions pour faire vivre une presse provinciale. Les légitimistes fondèrent des *Gazettes*, les républicains des *Patriotes*. Un écrivain légitimiste, Nettement, a dit : « L'évêque, le grand seigneur, le magistrat, le militaire,

(1) LI, t. III, p. 261.

le savant, l'ancien pair de France, l'ancien député, l'étudiant sortant des bancs de l'école, tous tendaient la main pour saisir le levier de la presse périodique alors si puissant (1). » De même quelques-uns des plus notoires parmi les républicains abandonnèrent Paris pour aller rédiger un journal en province. Un de leurs chefs, Trélat, vint ainsi à Clermont-Ferrand : au *Patriote du Puy-de-Dôme* il était à la fois rédacteur, prote et correcteur, travaillant sans cesse, gagnant 510 abonnés, mais sans parvenir à faire ses frais. Un groupement où les républicains se rencontraient avec les opposants dynastiques, l'Association de la presse, réunit des fonds pour payer les amendes et créer des feuilles nouvelles. Mais les résultats furent médiocres : vers 1833, si l'on prend le total des abonnés groupés dans toute la France par les journaux provinciaux de quelque importance, il atteignait moins de 60 000, dont 6 000 pour les journaux républicains (2). Les légitimistes également devaient consentir des sacrifices pour leurs organes. On trouvait naturel à ce moment qu'un journal, au lieu d'être une bonne affaire, coûtât de l'argent à ses partisans. Montalembert écrit en 1838 : « On n'a pas encore découvert le moyen de gagner des batailles sans tuer des soldats, pas plus que de faire aller des journaux sans tuer des écus » (3).

A Paris les grands journaux des deux oppositions prospéraient, attaquant sans relâche le gouvernement. Celui-ci multiplia les poursuites, au risque d'amener des acquittements fréquents ; il savait que, si un journal de combat comme la *Tribune* vivait avec 1 500 abonnés, il suffirait d'une ou deux condamnations sérieuses pour lui rendre l'existence difficile. Et, en effet, après 111 poursuites, la *Tribune* succomba en 1835. Mais le jury se montrait souvent peu docile ; un journaliste républicain du Pas-de-Calais, Degouve-Denunc-

(1) Cité par PERREUX, *La propagande républicaine au début de la monarchie de Juillet*, 1930, p. 168.

(2) PERREUX, *passim*. — (3) Cité par LECANUET, *Montalembert*, t. II, p. 55.

ques, put dire en 1838 qu'il avait été 24 fois poursuivi et 24 fois acquitté.

Les lois de septembre 1835, votées après l'attentat de la machine infernale, instituèrent un cautionnement plus élevé, en même temps qu'elles punissaient toute offense au roi, toute attaque expresse contre la forme du gouvernement. Parmi les partisans de la dynastie, quelques défenseurs obstinés de la liberté de la presse, comme Royer-Collard et Dubois, l'ancien directeur du *Globe*, s'opposèrent vainement à ces mesures. Ce fut l'arrêt de mort pour une trentaine de journaux ; les autres durent se modérer. « On a mis les journaux, écrivait Carrel, dans la nécessité de se censurer eux-mêmes. » La presse provinciale, perdant l'élan qui avait suivi 1830, redevint plus terne que jamais. Louis Veuillot, qui fit ses débuts en province, a décrit sans indulgence *Le Héraut chignacquois* : « Quelques pauvres diables sans lettres, renforcés de quelques imbéciles sans cœur, y travaillaient, les uns pour un morceau de pain, les autres pour la gloire, sous le bâton d'un propriétaire fort aisé, qui, des deniers que lui rapportait l'entreprise, arrondissait, plantait et faisait embellir d'assez jolies terres (1). »

A Paris, après une accalmie, la presse reprit la lutte, espérant toujours la protection du jury. Celui-ci variait beaucoup dans ses verdicts, ainsi que le prouvèrent les innombrables procès jugés sous le ministère Guizot. L'acquittement d'un journal légitimiste, la *France*, qui avait publié de fausses lettres de Louis-Philippe (1841), causa une émotion profonde ; mais la même année le jury condamna un journaliste républicain en acceptant, au grand scandale de tous les opposants, la théorie du procureur général sur la « complicité morale ».

(1) *L'honnête femme*. V., sur la presse provinciale en 1841, les statistiques données, d'après *Le Mémorial bordelais*, par une feuille marseillaise, *Le Sud, journal de la Méditerranée* (1er juillet 1841). Comme exemple d'études sérieuses sur la presse de quelques départements, citons PONTEIL, *L'opposition politique à Strasbourg sous la monarchie de Juillet*, 1932.

En somme, la presse française, malgré ces poursuites continuelles, demeurait libre : elle comptait beaucoup d'organes puissants et prospères, amis du gouvernement, comme le *Journal des Débats*, ou adversaires déclarés, comme le *National*. Chaque journal français, d'ailleurs, appartenait à une opinion bien déterminée ; aucun n'aurait inséré, comme le faisaient souvent les grands journaux de Londres, des correspondances contraires à la doctrine exposée dans les éditoriaux (1).

III

LES DÉBUTS EN BELGIQUE ET EN SUISSE.

Quelques autres pays européens, moins importants que la Grande-Bretagne et la France, réussirent également à s'accommoder de la liberté de la presse. Nulle part elle ne s'acclimata plus vite qu'en Belgique. A l'époque où ce pays était réuni à la Hollande, la presse de langue française demeura quelque temps le monopole des réfugiés français. Cauchois-Lemaire et ses émules menèrent à Bruxelles, contre les Bourbons, la campagne qui leur eût été impossible à Paris, et la maison d'Orange les laissait faire sans déplaisir. Mais, depuis 1820, de jeunes écrivains belges créèrent des journaux qui s'occupèrent des choses belges : Liége surtout vit paraître le *Courrier de la Meuse*, catholique, puis le *Mathieu Laensberg*, libéral. Entraînés par leur doyen, Louis de Potter, ils commencèrent à combattre contre la prépondérance hollandaise et la surveillance tâtillonne de Guillaume I[er]. Catholiques et libéraux se rapprochèrent ainsi ; le principal journal bruxellois, le *Courrier des Pays-Bas*, renonça même à son anticléricalisme pour accepter le programme commun d'où sortit l'Union des

(1) V. JOHN LEMOINNE, *Armand Bertin*, dans **CLXXXVIII.**

oppositions. Le ministère s'efforça de créer des journaux officieux, mais il eut la main malheureuse ; les violences du *National*, rédigé en 1829 par un personnage louche, Libry Bagnano, soulevèrent des protestations unanimes. Le gouvernement irrité multiplia les procès contre les journaux, entretenant ainsi une agitation qui devait préparer le soulèvement de 1830 (1).

Dans le nouvel État belge, la Constitution de 1831 proclama formellement la liberté de la presse. Celle-ci, comme il fallait s'y attendre, usa largement des droits qu'on lui concédait. Les journaux orangistes qui vivaient encore appelèrent le nouveau roi Léopold Ier « un vampire couronné, un usurpateur fainéant, un commis voyageur électoral » ; mais bientôt la cause orangiste perdit ses dernières chances et ils disparurent. Les journaux favorables au nouveau régime furent d'abord affaiblis par le départ de leurs meilleurs rédacteurs, entrés dans les fonctions publiques. Ces journaux, modestes comme ressources, comme format, comme moyens d'action, trouvèrent du moins devant eux un gouvernement résolu à s'abstenir le plus possible des procès politiques. Cette liberté permit à la presse belge de s'organiser, de préparer sans bruit son développement futur.

Celle de Suisse eut une existence plus agitée. Il ne saurait être question ici de rappeler ce qui se passa dans chacun des cantons ; prenons comme exemple celui de Zurich. La ville de la Limmat se contenta longtemps de ses deux journaux, la gazette conservatrice, où le neveu de Bürkli continuait son œuvre depuis 1822, et la gazette libérale, rédigée avec beaucoup de modération par Fussli. Celui-ci eut longtemps la prudence de laisser de côté la politique locale, se bornant à parler des événements extérieurs ; en 1821, il s'enhardit et, pour défendre la liberté, appela auprès de lui son vieux compa-

(1) V. **CCLX**, et surtout **CCLIX**.

gnon de lutte, Paul Usteri. Le mouvement libéral, arrêté par la réaction qui suivit dans toute l'Europe l'expédition française d'Espagne, allait reparaître bientôt ; l'oligarchie des patriciens dut consentir en 1829 à supprimer la censure préventive. Puis la révolution de juillet fit sentir ses effets dans les cantons, et Paul Usteri mourut en plein triomphe. Alors apparurent de nouveaux combattants, prêts à discuter les nouveaux problèmes qui se posaient pour la Suisse. Le grand champion des libéraux, Louis Snell, évolua vers le parti radical qui venait de naître, et propagea le premier cette idée que les réformes cantonales intérieures ne suffisaient point, qu'on en viendrait à réviser la Constitution fédérale. Les conservateurs, sans posséder un polémiste de cette force, répondaient vigoureusement sous la direction de Bluntschli et de ses amis. Des deux côtés on prodiguait les injures aux adversaires. Le journal anglais l'*Observer*, dans un article publié peu après 1840, mit les journaux de la Suisse, pour la grossièreté des polémiques, au même rang que ceux des États-Unis. Le ton était un peu moins violent dans la presse de la Suisse romande. A Genève un meneur d'hommes, James Fazy, ressuscita en 1826 un organe destiné à parcourir une brillante carrière, le *Journal de Genève* ; puis il fonda en 1842 la *Revue de Genève*, un de ces périodiques vigoureux, traitant les questions à fond, par lesquels les radicaux s'assurèrent l'appui de l'opinion publique avant d'écraser le Sonderbund (1).

Certains pays qui menaient une vie quelque peu isolée en Europe commencèrent à s'intéresser aux journaux défendant librement leurs opinions. En Hollande Amsterdam eut à partir de 1828 son premier grand journal, le *Handelsblad.* En Suède le despotisme éclairé qui plaisait à Charles-Jean ne suffit plus aux libéraux encouragés par le mouvement

(1) V. les articles sur les cantons dans CCLXXXIII.

de 1830 ; un grand publiciste, Hierta, fonda l'*Aftonbladet*, et le monarque, après avoir fait condamner à mort un journaliste pour crime de lèse-majesté, se résigna aux concessions nécessaires.

CHAPITRE IV

LA PRESSE DANS L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE (1815-1848)

I

La réaction dans l'Europe centrale.

Comme la presse venait de fournir aux coalisés une arme contre Napoléon, quelques-uns des hommes de 1815 espérèrent qu'elle recevrait sa récompense. On avait vu en 1813 les chefs militaires prussiens encourager la naissance d'un journal de combat, le *Preussische Correspondent*, rédigé par Niebuhr. Le général de Thielmann, dans un ordre du 31 juillet 1814 à ses subordonnés, écrit que la liberté de la presse doit être considérée « comme le palladium de la liberté des peuples » (1). Peu après Guillaume de Humboldt, consulté par le chancelier sur le régime à établir dans les nouvelles provinces, conseilla de formuler des règles simples, pas trop minutieuses, et de les faire respecter par les journaux sans leur imposer des sanctions trop dures.

Quant au rédacteur du *Mercure rhénan*, il avait dès 1814, au lendemain de la victoire, indiqué le rôle que devait jouer la presse dans l'Allemagne affranchie. Un peuple en voie de progrès, disait-il, a besoin « de journaux qui étudient publi-

(1) LI, t. III, p. 30.

quement ce qui agite tous les esprits, qui sachent lire dans le cœur de la nation, qui défendent leurs opinions sans peur, qui arrivent, pour tout ce que la foule sent obscurément et inconsciemment, à le lui rendre clair à elle-même et à le lui présenter nettement formulé ». Invitant les gouvernements à se méfier d'une censure tracassière, il souhaitait que le journal fût « la bouche du peuple et l'oreille du prince » (1).

L'Acte de Vienne organisant la Confédération germanique annonça des règlements communs sur la presse, qui seraient l'œuvre de la Diète. Celle-ci montra en cette occasion la lenteur qui devait la rendre légendaire ; c'est en octobre 1818 qu'elle nomma une commission, puis on consulta les divers États. En attendant la fin de l'enquête, ceux-ci firent leurs règlements particuliers, presque toujours sévères pour les journaux. Les plus intelligents des gouvernants comprirent l'importance nouvelle prise par ces feuilles périodiques ; mais ils entendaient maîtriser, utiliser une force qui autrement serait dangereuse.

Metternich redoutait la presse libre de l'Occident : « Je l'ai vu à Vienne, écrit Chateaubriand, quitter les affaires les plus importantes, s'enfermer tout éperdu avec M. de Gentz, pour brocher un article en réponse au *Constitutionnel* ou aux *Débats* » (2). En Autriche sa presse officieuse lui semblait répondre à tous les besoins. Mais il voulait aussi influencer les journaux de la Confédération germanique, et pour cela installer dans quelques grandes villes des Autrichiens compétents, hommes de lettres de préférence, qui, pourvus d'un titre diplomatique modeste, agiraient secrètement sur les organes de l'opinion. Schlegel fut chargé, de 1815 à 1818, de remplir cette mission à Francfort, où il était secrétaire de légation ; mais on le trouva brouillon, trop préoccupé d'une politique avant tout catholique, et il fallut le rappeler. Un des théori-

(1) Cité dans **LI**, t. III, p. 70. — (2) Cité dans **CXCIII**, p. 119.

ciens de la Sainte-Alliance, grand ami de Gentz, Adam Muller, fut envoyé comme consul général à Leipzig pour y faire une œuvre analogue. Metternich vit ses offres déclinées par Varnhagen von Ense, mais il utilisa les services de Lindner et de Zedlitz. Gentz l'aidait à recruter ces écrivains officieux, dont il savait apprécier la valeur littéraire ; il eut un instant la pensée d'enrôler parmi eux Boerne, malgré la juste défiance que lui inspiraient les doctrines du brillant écrivain. Après la mort de Gentz un autre homme de lettres, Jarcke, fut appelé de Berlin à Vienne pour le remplacer (1).

Quand Metternich agissait ainsi, on pouvait attendre des initiatives plus hardies encore de Hardenberg, le ministre « jacobin » si mal vu des féodaux prussiens. Mais précisément il devait ménager cette coterie puissante, et lui-même s'inspirait trop des méthodes napoléoniennes pour accepter une presse libre. Goerres fut bientôt réprimandé pour avoir offensé les gouvernements de l'Allemagne du Sud ; puis ce fut le tour de la Russie de se plaindre. En décembre 1815 le brillant journaliste montra que l'influence de la Prusse baissait dans la Confédération ; ce recul était causé, dit-il, par l'envie, la vanité de cour, la cupidité, la bassesse, l'hypocrisie, le mensonge. La réponse ne se fit pas attendre : le 3 janvier 1816 un ordre de cabinet supprimait le *Mercure rhénan.* Hardenberg essaya de remplacer Goerres : dans le duché de Nassau un journaliste de talent, Weitzel, commençait les *Rheinische Blätter*, dont le succès fut rapide. Le chancelier lui proposa de s'attacher à la fortune de la Prusse et de s'installer à Bonn ; mais les pourparlers traînèrent en longueur, jusqu'au jour où la réaction générale obligea le ministère prussien à retirer ses offres (2).

Le journalisme avait cependant ses partisans à Berlin. Ils fondèrent en 1817 une Société en faveur de la liberté de la

(1) CCLV, t. I, p. 518 sqq. — (2) LI, t. III, p. 138.

presse, qui s'adressa au roi pour appeler son attention sur l'effrayante médiocrité des deux journaux de la capitale. Hardenberg essaya de satisfaire à ces demandes en encourageant la création d'un troisième journal, l'*Allgemeine preussische Staatszeitung*, qui parut deux fois par semaine depuis janvier 1819. Il imitait donc les procédés de Metternich, mais sans pouvoir compter sur des auxiliaires aussi habiles pour diriger cette presse officieuse. Le nouveau journal se rendit bientôt ridicule par ses révélations sur le complot destiné à faire de l'Allemagne une république à l'instar des États-Unis.

La plupart des souverains allemands ne demandaient qu'à imiter les rigueurs de l'Autriche et de la Prusse. On le vit en Bavière et en Wurtemberg. Seul parmi eux, le grand-duc de Saxe-Weimar donna dès 1816 une Constitution où la liberté de la presse était expressément formulée ; ses sujets en profitèrent, surtout à l'Université d'Iéna, qui était un foyer brûlant de nationalisme libéral. Un éditeur de Weimar fonda le 1er janvier 1817 l'*Oppositions-Blatt*, rédigé par le fils de Wieland ; ce journal railla l'impuissance de la Diète et réclama non seulement des Constitutions libérales, mais la suppression des douanes intérieures. Les plaintes des gouvernements confédérés amenèrent le grand-duc à interdire cette feuille en décembre 1817, mais elle reparut huit jours après, toujours aussi audacieuse. A Iéna le professeur Luden, sans écouter Gœthe qui lui conseillait de s'en tenir à la science, avait fondé en 1814 la *Némésis* pour combattre la France ; il y attaquait maintenant les partis réactionnaires et dut suspendre la revue en 1818. Un autre professeur libéral, Ocken, commençait en 1817 l'*Isis* qui, purement scientifique au début, devint rapidement politique, à la grande colère de Gœthe. Le récit de la fête de la Wartbourg, publié dans ce recueil, eut un succès considérable. Mais finalement, sommé de choisir entre sa revue et sa chaire, et tardant à donner sa réponse, Ocken perdit les deux en 1819.

Bien d'autres périodiques avaient commencé depuis 1814 : leur vie à tous était précaire, mais les divisions des États confédérés, les jalousies réciproques des petits princes empêchaient de les soumettre à une persécution commune. Cette situation prit fin avec la conférence de Carlsbad. Les décisions adoptées dans cette ville, et transformées en actes législatifs par la Diète avec une rapidité inaccoutumée, devinrent obligatoires pour tous les gouvernements. Ceux-ci, loin de résister, les aggravèrent. En Prusse l'édit de censure de 1788 fut mis au point, et un bureau supérieur chargé d'en assurer le fonctionnement. Toute distinction disparut entre la Prusse rhénane et les vieilles provinces. Des instructions minutieuses pour les censeurs, faites en 1820, interdirent de critiquer la Diète ou les souverains allemands, indiquèrent dans quel esprit on devait parler de chaque pays étranger ; ainsi l'on devait blâmer les troubles d'Angleterre et d'Espagne, interdire les éloges excessifs pour le roi de Suède et de Norvège (l'ancien maréchal Bernadotte). D'autres instructions, peu après, défendirent, à propos de la France, de parler des « ultras » ; on ne devait pas dire « les libéraux », mais les « prétendus libéraux » (1) ; sur la révolution espagnole, on ne devait donner que des nouvelles empruntées au *Moniteur*, au *Journal des Débats*, au *Journal de Paris* ou à la *Quotidienne*. En 1822 le gouvernement prussien frappa les journaux de l'impôt du timbre ; en 1824 il mit à leur charge le traitement des censeurs.

Les sévérités étaient les mêmes dans les autres États allemands ; la presse terrorisée rêvait d'un souverain nouveau qui lui apporterait la liberté. On crut le trouver en Bavière quand Louis I[er] devint roi (1825) ; il fit annoncer que les journaux seraient affranchis et, sans abolir la censure, il la mit en sommeil. Les journalistes étaient si peu préparés au changement qu'ils hésitèrent d'abord ; cependant la lutte s'engagea

(1) LIV, p. 98.

peu à peu entre les deux partis bavarois, catholiques et libéraux. Le premier avait maintenant la bonne fortune de posséder Goerres : sa revue, *Eos* (1828), soutint une politique inspirée à la fois de Baader et de Lamennais, tout en ripostant à l'*Inland*, journal libéral, ennemi de la « Congrégation ». Mais le roi de Bavière allait rendre à la censure sa puissance afin de réagir contre la révolution de 1830 (1).

II

Le règne de la censure.

Les journées de juillet, en effet, avaient provoqué un réveil de la presse en Allemagne, particulièrement sur les bords du Rhin : la *Deutsche Tribune*, rédigée par Wirth, obtint pendant quelques mois un succès retentissant. Les gouvernements avaient laissé faire ; bientôt rassurés, ils mirent fin à ce dévergondage. Dès le mois d'octobre 1830 la Diète confirmait et aggravait les règles adoptées en 1819 à Carlsbad ; puis elle promulgua, le 28 juin 1832, les « six articles » qui interdisaient à peu près complètement la politique aux journaux. Le grand-duché de Bade qui avait mis en vigueur une loi libérale sur la presse dut l'abroger. Le journal de Wirth et plusieurs autres furent supprimés ; la presse allemande retomba dans sa torpeur politique. Les esprits libres, même ceux qui n'avaient aucun goût pour l'opposition révolutionnaire, se moquaient de ces feuilles incolores. Déjà Gœthe avait dit qu'on perdait son temps à les lire. Plus tard ce fut Hoffmann de Fallersleben qui leur accorda ses éloges satiriques : « Comme les journaux sont intéressants pour notre chère patrie ! Que ne nous apprennent-ils pas ? Un enseigne est devenu lieutenant, un prédicateur de la Cour a été décoré ; les laquais ont

(1) LXXVI, *passim*.

reçu des galons d'argent... Comme c'est intéressant ! comme c'est intéressant ! »

Quelques journaux seulement pouvaient mieux renseigner leurs lecteurs, grâce à une protection spéciale d'en haut. L'Autriche fournissait volontiers des nouvelles à l'*Unpartheyische Correspondent* de Hambourg, ainsi qu'à la feuille réputée de Francfort, l'*Oberpostamtszeitung* ; mais il fallait la payer en éloges. Tout le monde continuait aussi à ménager le journal d'Augsbourg, si brillamment rédigé par Cotta. Cet ami de l'Autriche avait su gagner l'appui de la Prusse en travaillant à la fondation du Zollverein. Metternich, tout comme Hardenberg auparavant, lui envoyait des articles ou des suggestions. Et pourtant il était nettement libéral ; tous les hommes de lettres lui savaient gré, non seulement de sa générosité, mais de ses égards personnels et de sa largeur d'idées. Cotta pratiquait d'ailleurs le mécénat en dehors des limites de l'Allemagne : il avait protégé les débuts de Thiers et figuré parmi les premiers actionnaires du *National* (1). Ses principales difficultés lui vinrent de la censure bavaroise. Cotta la scandalisait quelquefois, par exemple quand il se faisait envoyer des lettres de Paris par Henri Heine ; un avertissement amical de Gentz le força d'y renoncer en 1832.

Cette même année Cotta mourut. Son fils, bien que n'ayant pas les mêmes dons de chef et d'initiateur, hérita de son habileté politique et sut continuer dignement l'œuvre paternelle. Stegmann, le rédacteur en chef, put continuer jusqu'à sa mort une tâche difficile. Quand il eut disparu après vingt ans de collaboration (1837), le successeur choisi fut Kolbe, quoiqu'il eût été condamné autrefois à deux ans de forteresse pour des frasques libérales. En 1840 on fit appel à Henri Heine pour de nouvelles lettres parisiennes. C'est Cotta aussi qui apprécia et publia les lettres de Moltke sur les Balkans.

(1) Henri Malo, *Thiers* (1932) p. 61 et 114.

Metternich lui passait tout, et le gouvernement de Munich. fier de la renommée du journal bavarois, lui épargna les punitions trop fréquentes (1).

Ce n'étaient point les gazettes berlinoises qui pouvaient se permettre de pareilles audaces : « l'oncle » *Spener* et la « tante » *Voss* n'avaient jamais effleuré que timidement la politique ; depuis les décrets de Carlsbad ils la laissaient de côté. Le vieux Frédéric-Guillaume III d'ailleurs devenait de plus en plus défiant et autoritaire, au point de lasser quelques-uns de ses plus fidèles serviteurs. L'historien von Raumer quitta le collège de censure ; ce cordon sanitaire, disait-il, n'arrêterait pas mieux le fléau des mauvaises idées que le cordon de troupes à la frontière n'avait pu arrêter le choléra. Quand un conflit sur les mariages mixtes faillit brouiller le gouvernement de Berlin avec les catholiques, il interdit aux journaux prussiens d'en parler. Mais le gouvernement de Munich, toujours heureux de le taquiner, laissa la presse bavaroise exposer, discuter ces incidents ; Goerres put fulminer contre les persécuteurs. La Prusse irritée finit par porter plainte à la Diète, et la Bavière dut imposer plus de discrétion à ses périodiques.

Cependant la Prusse ne voulait pas que ses journaux fussent inférieurs à ceux des autres États d'Allemagne ; à défaut de la politique, elle leur permit le « feuilleton ». Ce terme, emprunté au célèbre critique du *Journal des Débats*, désignait, dans les pays allemands, les articles sur la littérature et l'art, la critique théâtrale, la chronique mondaine, tout ce qui pouvait plaire à un public instruit, sans toucher aux questions brûlantes. Ces rubriques étaient d'autant plus nécessaires aux deux journaux berlinois que depuis 1824 ils paraissaient tous les jours (sauf le dimanche) ; et Berlin, illustré maintenant par son Université, leur offrait un cercle de lecteurs de plus en plus étendu. On laissa les critiques discuter

(1) LXX, *passim*.

librement sur le théâtre, la musique, sur la valeur de telle actrice ou de telle danseuse ; Mlle Sontag, par exemple, eut ses partisans et ses adversaires également passionnés. La *Gazette de Voss*, plus purement berlinoise, comptait plus de lecteurs ; le rédacteur, Lessing, neveu du grand écrivain, put trouver pour la chronique locale un collaborateur précieux dans Rellstab. La *Gazette de Spener*, mieux renseignée sur l'extérieur, l'emportait aussi pour la critique théâtrale. Quant au maître de la chronique humoristique, Saphir, il plaisait tellement que le vieux roi prescrivit l'indulgence pour lui. N'osait-il pas écrire : « Heureux ceux qui dorment ici, car ils rêvent sans censure et ils ronflent sans police (1). »

C'est que la censure était exercée par des fonctionnaires de médiocre valeur. Le président supérieur de la Prusse rhénane répondait aux plaintes du rédacteur de la *Gazette de Cologne* : « Croyez-vous que je vais faire de mes meilleurs employés des censeurs ? » Un ministre dut reconnaître, d'ailleurs, que les hommes de valeur ne voulaient plus exercer ce métier (2). Aussi a-t-il été facile plus tard de collectionner, en Prusse comme en Autriche, les sottises de la censure. Citons un seul exemple. Dans un roman-feuilleton, publié à Prague, un jeune homme demandait à une jeune fille : « Par où arrive-t-on à votre chambre ? » La jeune fille répondait honnêtement : « Par l'église » *(durch die Kirche)*. Le censeur ne comprit pas, trouva la phrase inconvenante, et corrigea « par la cuisine » *(durch die Küche)* (3).

Il y eut néanmoins, dans les pays soumis aux Habsbourg, une révolte heureuse contre ce régime. En Hongrie les séances de la Diète avaient toujours été secrètes. Kossuth, délégué à l'assemblée en 1834, usa de l'invention nouvelle, la lithographie, pour faire des comptes rendus qui parurent dans son journal. Le gouvernement, lui ayant interdit en

(1) **LXXVIII**, chap. IV. — (2) V. **LXXIV**, *passim*. — (3) **CCLIV**, p. 5.

vain de continuer, saisit sa machine ; Kossuth fit copier à la main ses comptes rendus par de jeunes disciples enthousiastes et répandit ces feuilles manuscrites. Cela lui valut, après la session, une peine de prison ; mais bientôt les autorités hongroises permirent aux journaux de publier les discours, à condition de ne pas indiquer le nom des orateurs.

La censure exerçait la même tutelle dans tous les pays soumis à l'autocratie. En Italie les gouvernants autrichiens après 1815, conformément aux instructions de Metternich, s'adressèrent aux écrivains renommés, Ugo Foscolo, puis Monti, pour assurer le succès d'un périodique défendant les principes de la Sainte-Alliance. On créa donc la *Biblioteca italiana*, recueil mensuel, scientifique et littéraire, qui obtint sous une bonne direction un réel succès. Les patriotes italiens étaient en même temps les romantiques ; ils se groupèrent autour de Silvio Pellico pour lui opposer une revue milanaise, le *Conciliatore*, qui fut supprimée en 1819. A Naples la révolution de 1820 fit naître aussitôt de nombreux journaux, passionnés pour la politique, se plaisant à discuter les problèmes constitutionnels ; tous disparurent dès qu'elle eut échoué. Dans les Deux-Siciles, comme dans tous les petits États italiens, on ne laissa subsister que des feuilles littéraires, surtout des revues mensuelles, toujours moins suspectes que les périodiques hebdomadaires ou quotidiens. La censure de Toscane, plus indulgente que les autres, permit au Français Vieusseux de publier pendant douze ans un recueil d'une haute valeur intellectuelle, l'*Antologia* ; mais, quand les troubles de 1830-1831 eurent amené une réaction nouvelle, cette revue succomba. Le duc de Modène, à cette même époque, chargeait son ministre, le trop fameux Canosa, de fonder un journal, la *Voce della Verita*, qui attribua aux libéraux italiens, entre autres méfaits, un tremblement de terre, et qui appela « gouvernement de flibustiers » la monarchie de Louis-Philippe. Les ennemis de l'Autriche et de l'ancien régime recou-

raient à la presse clandestine imprimée en Italie, et surtou la presse révolutionnaire, paraissant à l'étranger, puis int duite en contrebande. La *Jeune Italie* de Mazzini eut a: beaucoup de lecteurs fidèles, d'autant plus attachés à feuille proscrite que, pour se la procurer, ils risquaient l fortune et leur liberté.

III

Le réveil libéral après 1840.

En Italie comme en Allemagne, la nouvelle vague de ré tion qui avait suivi 1830 fut bientôt refoulée par la fc grandissante du mouvement libéral. C'est en Prusse qu'il se le mieux sentir à l'avènement de Frédéric-Guillaume IV. attendait beaucoup de ce personnage brillant et cultivé conserva la censure, mais la rendit moins sévère ; un ordre cabinet (1841) annonça que, contrairement à l'usage antéri on serait indulgent pour les journaux prussiens et plus rig reux pour les journaux étrangers. Mais le gouvernem tenait à ce que la discussion demeurât « convenable » *(ansı dig)*. Les journaux s'enhardirent, ne craignirent plus d'abor la politique ; les lecteurs devinrent plus nombreux. La *Ga: de Voss* passa de 9 820 exemplaires en 1840 à 20 300 en 18 Mais les hardiesses nouvelles avaient bientôt effrayé le En 1843 il rendit à la censure tous ses pouvoirs ; il est que les censeurs de Berlin, recevant dans cette seule an plus de cinquante prescriptions secrètes et souvent contra toires, ne savaient plus que faire.

Le ministre de l'Instruction publique choisi par Frédé Guillaume IV, Eichhorn, désirait beaucoup faire naître « bonne presse », officieuse et largement subventionnée développa la *Staatszeitung*, tout en déclarant qu'elle n'é plus officielle ; il aida les feuilles qui devaient s'adresse

l'élite intellectuelle, la *Deutsche Zeitung*, la *Literarische Zeitung*. Tout cela n'eut qu'un succès médiocre. Cependant quelques journaux libres avaient essayé depuis 1840 de mettre à profit la tolérance nouvelle des autorités. Le plus célèbre fut la *Rheinische Zeitung*, fondée à Cologne par des bourgeois libéraux qui trouvaient la *Kölnische Zeitung* trop timide ; le gouvernement, qui jugeait celle-ci trop peu docile, encouragea l'entreprise nouvelle, et, avec 30 000 talers, on put lancer le journal en 1841. L'année suivante, il prit comme rédacteur Karl Marx. Bientôt celui-ci fut reconnu comme un des meilleurs journalistes de Prusse ; l'habileté avec laquelle il parvenait à dire tout sans formules violentes apaisa les scrupules d'un censeur naïf. Il revendiqua le droit de résumer, avec des commentaires personnels, tous les débats du Landtag de la Prusse rhénane. On reconnut bientôt que, non content de prôner le libéralisme classique, il s'intéressait aux prolétaires ; une loi punissant les vols de bois dans les forêts lui fournit l'occasion de rappeler que les anciens droits communaux avaient été abolis au détriment des pauvres ; plus tard il décrivit la misère des paysans dans la vallée de la Moselle. Son journal fut supprimé en 1843, et le gouvernement se rapprocha de la *Kölnische Zeitung*, trop heureuse d'accueillir ses avances.

Malgré les caprices du roi, le joug de la censure était devenu moins lourd en Prusse qu'en Autriche. A Vienne elle imposait toujours aux feuilles permises la prudence et la soumission ; elle leur assurait en échange la prospérité matérielle. Le fermage du journal officiel, la *Wiener Zeitung*, valait maintenant 42 000 gulden, car il procurait le monopole des annonces. Mais ces journaux étaient lamentablement vides. Kubeck, un haut fonctionnaire judicieux, écrivait en 1842 : « La censure ne détruit pas le mal, elle écarte seulement du champ de bataille les hommes de talent et d'intelligence. » Les gens à l'esprit curieux ne se contentaient plus du *Beobachter* ; ils

faisaient venir d'autres pays allemands des feuilles plus vigoureuses, surtout les *Grenzboten*, moitié journal, moitié revue, qu'un habile rédacteur, Kuranda, publiait à Leipzig depuis 1842. D'ailleurs l'opinion publique se réveillait en Autriche. La Diète de Bohême adopta (12 mai 1841) une pétition contre la censure ; la Diète de Basse-Autriche fit peu après une manifestation analogue. Le gouvernement faible et sénile qui représentait l'empereur Ferdinand consentit à une modeste concession ; il décida que les écrivains pourraient en appeler des censeurs à un collège supérieur. Cette loi devait entrer en vigueur le 1er février 1848 ; il était trop tard.

A cette époque, l'Allemagne entière suivait avec une égale passion les débats du Landtag Uni à Berlin et le développement du conflit des nationalités soulevé dans le Schleswig-Holstein. Quelques journaux s'ingénièrent à satisfaire la curiosité publique : la *Gazette de Cologne* organisa un service de courriers rapides pour avoir les comptes rendus des séances de Berlin. Un des professeurs les plus populaires de la Confédération, Gervinus, fonda la *Deutsche Revue,* à la fois libérale et nationaliste ; malgré une certaine lourdeur doctorale, ce recueil marquait un esprit nouveau, car il abordait hardiment des problèmes jusque-là interdits.

Même agitation en Italie depuis que l'avènement de Pie IX semblait donner à la Péninsule et au monde catholique le spectacle inouï d'un pape libéral. D'ailleurs avant 1846 déjà l'esprit nouveau s'était révélé, même dans les périodiques censurés. A Naples, une revue, le *Progresso delle lettere,* parlait sans cesse de l'Italie, et non plus des États particuliers. A Turin, deux écrivains audacieux, Brofferio et Valerio, exposaient avec d'habiles précautions les idées nationales. A Florence La Farina préconisait dans l'*Alba* les réformes sociales. Ce fut à la fin de 1847 que le roi de Sardaigne, Charles-Albert, consentit à faire un pas en avant. Les lettres patentes sur la presse n'abolissaient pas la censure préventive, mais

adoucissaient beaucoup le régime ; à Gênes et Turin, les censeurs furent choisis parmi les libéraux. Quatre journaux furent alors fondés : tandis que Valerio et Brofferio lançaient la *Concordia*, les aristocrates libéraux, groupés autour de Balbo et de Cavour, amassaient les fonds nécessaires pour créer le *Risorgimento* : Cavour en prit bientôt la direction. Ce journal sérieux, où l'on s'adressait plutôt à la raison qu'à la passion des lecteurs, contribua beaucoup, il l'a dit plus tard, à faire son éducation politique (1).

Les périodiques apparurent même dans cette Europe orientale où pourtant le despotisme régnait sans partage. Le royaume de Pologne fondé par Alexandre Ier en avait eu plusieurs pendant ses quinze années d'existence ; l'un d'eux, le *Courrier de Varsovie*, put même traverser la réaction qui suivit 1831 et vivre jusqu'à nos jours. Dans l'empire des tsars, il n'était pas question de journaux politiques ; les revues littéraires pouvaient seules entreprendre d'effleurer les questions contemporaines. Mais il leur était difficile de subsister longtemps au milieu des vingt-deux censures spécialisées qui fonctionnaient sous Nicolas Ier. Le premier numéro de *L'Européen*, en 1832, contenait un article du célèbre slavophile Kireevsky, sévère pour l'Église russe ; la revue fut supprimée. En 1836, un autre recueil, le *Télescope*, donna la « Lettre philosophique » où Tchaadaev expliquait les causes de l'infériorité de la civilisation russe ; la revue demeura interdite, et l'auteur de l'article, déclaré atteint de folie, fut soumis pendant une année à une surveillance médico-policière (2). Néanmoins un grand critique libéral tel que Biélinsky réussissait, à propos de littérature, à se faire comprendre d'un public habitué à lire entre les lignes.

En Turquie, le sultan Mahmoud II, essayant de moderniser son empire, autorisa un Français, Blacque, à fonder à Smyrne,

(1) Paul Matter, *Cavour et l'unité italienne*, I, p. 326 sqq.
(2) Quénet, *Tchaadaev et les « Lettres philosophiques »*, 1931.

en 1825, une feuille en français, qui s'appela tour à tour *Le Spectateur de l'Orient*, *Le Courrier de Smyrne*, *Le Journal de Smyrne*. Puis il fit venir en 1831 Blacque dans la capitale turque pour y diriger un journal officieux, le *Moniteur ottoman* ; il était écrit en français, mais la partie officielle fut traduite en turc depuis 1832 dans le *Takvimi Vekavé (tableau des événements)*. Des écrivains d'autres pays créèrent des organes dans leurs langues ; dès 1833 il y avait ainsi treize périodiques à Constantinople, si bien que le gouvernement s'inquiéta et leur imposa des règlements sévères (1).

Dans un seul pays d'Orient, la Grèce, la presse périodique naquit d'elle-même : « Tout Grec est un journaliste », a dit un Hellène. Avant 1821 déjà il y avait des journaux grecs à l'étranger ; la colonie de Vienne surtout fut heureuse de lire depuis 1740 l'*Ephimeris*, simple feuille de nouvelles, puis une revue littéraire, le *Mercure savant* ; mais quand la révolution de 1821 eut éclaté, l'Autriche fit disparaître les recueils qui soutenaient la cause des insurgés. Ceux-ci reçurent des machines à imprimer données par les philhellènes de l'Occident ; on put créer ainsi des feuilles éphémères, locales, dépendant du bon plaisir des chefs de bandes. A Hydra, au dire d'un témoin, le journal fut très libre parce que Koundouriotis, le célèbre klephte, ne comprenait pas le style archaïque et raffiné des rédacteurs. Sous le règne d'Othon le journalisme se concentra dans la nouvelle capitale, où tous prenaient plaisir à discuter les articles dans les cafés ; Athènes, avec ses 30 000 habitants, comptait en 1837 sept journaux politiques et six revues littéraires (2).

A part cette exception, une grande partie de l'Europe continentale demeura soumise au régime de la censure préventive, qui rendait les progrès de la presse politique difficiles et précaires. Les choses allaient changer avec la révolution de 1848.

(1) **CCXCI**, *passim*. — (2) **CCLXIV**, *passim*.

TROISIÈME PARTIE

LE JOURNAL DANS LA SECONDE MOITIÉ DU XIX[e] SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER

LA TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE DE LA PRESSE

Tandis que les partis politiques discutaient avec ardeur sur la liberté de la presse, une transformation considérable, peu remarquée à l'origine, allait lui donner un public beaucoup plus étendu qu'autrefois. Ce changement eut des causes à la fois techniques, économiques et sociales.

I

Les innovations de la technique.

La technique de l'imprimerie ne s'était guère modifiée pour les journaux depuis deux cents ans. Leurs typographes travaillaient à la main pour ranger les caractères sur une ligne et les lignes sur une page ; quelle que fût l'expérience ou l'habileté de ces ouvriers, on ne pouvait composer, puis tirer qu'un petit nombre de numéros à l'heure. L'inconvénient n'était point grave à une époque où le chiffre de 3 000 exemplaires apparaissait comme la preuve d'un éclatant succès. Mais le grand mouvement de découvertes et d'inventions

inauguré avec tant de puissance par la Grande-Bretagne s'étendait peu à peu à tous les arts, à tous les métiers ; il atteignit la typographie, et l'on fit divers essais pour remplacer le travail manuel par la machine. Le fondateur du *Times*, le premier John Walter, avait déjà entrepris de substituer à la typographie ordinaire la « logographie », d'après le système inventé par un de ses employés ; la tentative ne fut pas heureuse. John Walter II s'occupa beaucoup de la question ; sans être technicien, il devinait que la vapeur, procurant la force motrice à tant de machines inventées depuis vingt-cinq ans, pourrait aussi être utilisée dans l'imprimerie. Un de ses ouvriers avait reçu de lui des subsides pour mettre au point une invention qui ne donna rien de pratique. Alors survint Kœnig, un Allemand qui, après quelques tentatives commencées dans son pays natal, s'était installé en Angleterre. Au bout de plusieurs années de tâtonnements et de recherches, il invita quelques propriétaires de journaux à voir ses machines. John Walter vint et lui en commanda deux. On poursuivit secrètement les essais dans une annexe de l'imprimerie du *Times*. Enfin le 28 novembre 1814 au soir, au moment où les ouvriers venaient de partir, on lâcha la vapeur dans le local voisin ; les roues des deux machines commencèrent à tourner, les formes se couvrirent d'une encre qu'elles transmettaient aux feuilles actionnées par un cylindre. Le lendemain matin les compositeurs arrivèrent comme d'habitude à six heures ; John Walter leur montra les feuilles imprimées et leur annonça le changement accompli. Le coup était rude pour des hommes qui perdaient leur gagne-pain ; il promit de payer quelque temps le salaire complet pour laisser à chacun le loisir de trouver une autre occupation, mais se déclara décidé à punir toute violence. Le numéro ainsi imprimé contenait un article détaillé sur l'invention nouvelle : « Notre numéro d'aujourd'hui, disait-il, présente au public le résultat pratique du plus grand perfectionnement

qu'ait subi l'imprimerie depuis son invention. » Et il ajoutait avec orgueil : « Dans une heure, on n'imprime pas moins de 1 100 feuilles (1). »

Comme le succès fut immédiat, les autres journaux de Londres imitèrent le *Times*, puis l'invention passa sur le continent. Elle fut appliquée au bout de quelques années à Paris. Lorsqu'un des deux journaux de Berlin eut installé une machine de Kœnig, le vieux roi Frédéric-Guillaume III, généralement peu favorable aux nouveautés, se dérangea pour venir la voir fonctionner. Les ouvriers tentèrent parfois de résister à cette concurrence redoutable : ainsi les typographes des journaux parisiens, qui avaient commencé la révolution le 27 juillet 1830, voulurent briser après la victoire les presses mécaniques ; ces troubles prirent fin bientôt, et les nouvelles machines s'imposèrent dans tous les pays. On ne manqua point de les améliorer ; au *Times* on adopta une presse inventée par Applegarth et Cowper en 1827. John Walter ne perdit jamais de vue ces progrès, si bien qu'à la fin de sa vie les machines donnaient 7 000 exemplaires à l'heure au lieu de 1 100. Divers inventeurs fabriquaient aussi des machines de type entièrement différent ; mais ces essais ne devaient aboutir que plus tard. Une seule découverte, contemporaine de celle de Kœnig, eut des résultats pratiques immédiatement considérables : depuis 1818 l'encre d'imprimerie, inventée à Paris par Lorilleux, devint nécessaire à tous les journaux.

Des inventions contemporaines allaient donner l'essor à la presse illustrée (2). Celle-ci avait pris en Angleterre une impor tance nouvelle vers la fin du XVIIIe siècle, quand un périodique d'un caractère inconnu auparavant, l'*Observer*, essaya depuis 1791 de suivre l'actualité par ses dessins. En même temps un grand artiste, Bewick, assurait un regain de popu-

(1) V. **CCXXXI**. Cf. TURPAIN, *Conférences scientifiques*, IV, 1924.
(2) V. **CCXXXVII** et **LXXXVII**.

larité à la gravure sur bois. Celle-ci fut introduite alors dans un périodique à bon marché, le *Penny Magazine*, fondé en 1830 ; imitant cette audace, un libraire allemand, Weber, inaugura en 1833 le *Pfennig Magazine*. Mais les nouveaux progrès de la technique permirent bientôt de faire mieux que ces images à bon marché. Un éditeur de Londres, Ingram, publia en 1842 *The Illustrated London News*, en seize pages in-folio, à trois colonnes, renfermant douze petits dessins. Cette nouveauté répondait au goût du jour, car la même année un grand lanceur de publications bon marché, Lloyd, fonda un recueil rival et moins coûteux ; l'année suivante commencèrent *L'Illustration* à Paris et l'*Illustrierte Zeitung* à Leipzig. Wordsworth protesta, dans un de ses derniers sonnets, contre cette invasion de l'image : « Les yeux doivent-ils être tout ? la langue et l'oreille, rien ? »

L'illustration sérieuse était déjà devancée par la caricature (1). Celle-ci avait eu longtemps une existence indépendante, produisant des œuvres isolées que les amateurs payaient cher ; Gillray, Cruikshank, Rowlandson s'illustrèrent ainsi, bien que le dernier vers la fin ait travaillé pour les journaux. Ce fut la lithographie qui fournit l'outil nécessaire pour annexer à la presse périodique un nouveau domaine. Inventée en Allemagne par Senefelder, introduite en France par Lasteyrie, elle permit à de grands artistes républicains d'attaquer sans relâche la monarchie bourgeoise de Louis-Philippe. Philipon dans un journal hebdomadaire, la *Caricature*, puis Philipon et Daumier dans un quotidien inauguré en 1832, le *Charivari*, donnèrent à la satire politique illustrée une popularité considérable. La caricature sociale, moins agressive, plus variée, put se développer même dans les pays dépourvus de liberté, comme le prouva le succès des *Fliegende Blätter* en Allemagne depuis 1844. En France elle inspira

(1) V. Augustin Filon, *La caricature en Angleterre*, 1902 ; Édouard Fuchs, *Die Karikatur der europäischen Völker*, Berlin, 1902, p. 324 sqq.

des artistes nombreux, parmi lesquels Gavarni prit le premier rang. En Angleterre divers périodiques tentèrent de l'acclimater, surtout *Figaro in London* ; mais ce fut en 1841 seulement que naquit le recueil destiné à conquérir tout le monde anglo-saxon : *Punch* grandit rapidement, grâce au talent du caricaturiste Leech. La presse illustrée allait habituer à la lecture des journaux beaucoup de familles jusque-là peu attirées par les périodiques ordinaires.

Ces innovations étaient faites pour la presse. D'autres découvertes, qui ne semblaient point l'intéresser, contribuèrent au moins autant à ses progrès. Nous avons vu au XVIIIe siècle les débuts des organes hebdomadaires liés à l'organisation de la poste ; au XIXe siècle, les quotidiens multipliés par les presses mécaniques allaient pouvoir se répandre grâce aux chemins de fer. Avant 1830 le transport des périodiques avait déjà profité de l'amélioration des routes, voies nouvelles inaugurées en Grande-Bretagne par Telford et Mac Adam, routes alpestres exécutées sous Napoléon, routes postales où l'administration prussienne organisait un service impeccable. Vers 1840 le réseau ferré en Angleterre avait assez grandi pour que la presse pût commencer à s'en servir. Les journaux de Londres en profitèrent les premiers : ils dépensèrent moins pour les envoyés spéciaux qui allaient faire une enquête sur un incident survenu dans telle ou telle région ; ils prirent comme correspondants les meilleurs journalistes de province, et le niveau de la presse locale s'éleva. Puis on apprit que le nouveau monde venait de réaliser une autre invention, celle du télégraphe électrique ; l'importance qu'elle devait avoir pour le journal ne fut pas appréciée aussitôt. Cependant le *Morning Chronicle* en usa dès 1845, et le discours de la reine au Parlement (novembre 1847) fut pour la première fois télégraphié tout entier.

De même que John Walter sut mettre le premier en usage les machines de Kœnig, il essaya un des premiers d'utiliser

divers moyens de transport afin d'avoir des nouvelles sur les pays lointains. Depuis 1815 les principaux journaux de Londres entretenaient des correspondants à demeure dans quelques grandes capitales ; ceux-ci envoyaient leurs lettres par la poste. Walter trouva que la poste fonctionnait mal sur le continent et même en Grande-Bretagne ; un service de courriers spéciaux, qui apportaient les lettres de Paris et les remettaient à un bateau frêté pour cet usage, lui permit de réaliser une avance notable sur tous ses concurrents. Lorsqu'on établit en 1827 des communications régulières avec l'Inde par l'Égypte, il voulut en profiter ; comme les frais de ce nouveau service étaient considérables, il s'entendit avec le *Morning Chronicle* et le *Morning Post*. Vers 1830 c'était chose faite : le bateau de l'Inde arrivait à Suez, un messager du *Times* portait le courrier par dromadaire à Alexandrie, d'où le bateau gagnait Marseille ; puis un autre envoyé le transportait rapidement à Paris, au bureau du correspondant du *Times*. En 1845 Guizot, mécontent de ce journal, retarda sous divers prétextes la distribution du courrier qui lui arrivait de Marseille ; Walter para le coup et fit si bien que les nouvelles arrivées à Suez le 19 octobre furent imprimées dans le numéro du 31. Nouvelle tentative de Guizot, qui favorisait un rival du *Times*, le *Morning Herald* ; alors un agent de Walter prit le bateau d'Alexandrie pour Trieste, et le courrier fut transporté par terre de Trieste à Ostende, où l'attendait un bateau pour Douvres ; Metternich prit plaisir à faciliter cette nouvelle organisation. Guizot s'avoua vaincu, et le grand journal anglais reprit la voie de Marseille, moins coûteuse que l'autre (1).

(1) CCXVII, p. 177.

II

Les débuts de la presse a bon marché en Angleterre et en France.

Tandis que les progrès de la technique permettaient aux journaux des tirages plus importants, l'évolution politique allait leur assurer un public plus nombreux. La loi électorale française de 1831 doubla le nombre de ceux qui nommaient les députés. La réforme anglaise de 1832, plus hardie, fit entrer la petite bourgeoisie dans la vie politique. Naturellement les nouveaux électeurs fournirent, plus ou moins vite, un public assuré aux journaux qui leur donnaient le moyen de suivre les événements quotidiens.

Quant aux masses ouvrières, elles n'avaient pas encore de droits politiques, mais on commençait à s'occuper de leur instruction. Le quaker Lancaster et l'anglican Bell avaient installé en Grande-Bretagne des écoles primaires employant l'enseignement mutuel ; beaucoup de libéraux les imitèrent en France. La loi Guizot en 1833 fut la première charte française de l'enseignement populaire ; la même année le Parlement britannique, sous l'influence des disciples de Bentham, votait un crédit de 20 000 livres pour la construction d'écoles. En Prusse les gouvernements s'appliquaient depuis longtemps à faire de l'école un instrument de progrès intellectuel, de capacité professionnelle et de soumission à l'État. Vers la même époque d'autres pays, plusieurs cantons suisses, par exemple, prirent ou favorisèrent des initiatives pédagogiques intéressantes. On préparait ainsi pour les journaux de futurs lecteurs.

Mais ces journaux, à cause de leur prix, demeuraient interdits aux personnes de fortune modeste. Un grand journal parisien coûtait 80 francs d'abonnement par an ; 80 francs de

1830, cela fait 400 francs français de 1930, et bien davantage si l'on tient compte de la valeur de l'argent à ces deux dates. Aussi beaucoup de Français, à Paris comme en province, recouraient-ils à un autre moyen : ils allaient lire le journal au café. Sous la Restauration, cette habitude se répandit partout : dans la Côte-d'Or, par exemple, on vit se multiplier cercles, cabinets littéraires, cafés qui étaient abonnés à quelques journaux de Paris. Toutefois ces établissements ne pouvaient subsister que dans les villes, souvent gênés par la surveillance de la police, et d'ailleurs assez coûteux pour écarter le public peu fortuné. Après 1830 la presse, plus libre, demeura aussi chère ; d'ailleurs le cautionnement fut aggravé par les lois de septembre. Avec le timbre, il constituait une charge très lourde pour les journaux. Ceux-ci n'avaient pas les mêmes frais que leurs confrères anglais, mais ils n'avaient pas non plus les mêmes ressources ; les annonces étaient rares. Le *Journal des Débats*, un des plus importants, augmenta la part des annonces depuis 1827, mais elles étaient rejetées en troisième page et n'occupaient jamais une page entière sur quatre.

Les journaux anglais avaient beaucoup moins d'abonnés que ceux de Paris ; c'était la vente au numéro qui les faisait vivre, les obligeant de laisser une commission importante aux intermédiaires. D'après un article publié par la *Westminster Review* en 1829, les dix-sept quotidiens de Londres possédaient un tirage global de 40 000 exemplaires, dont 10 000 pour le *Times*, 8 000 pour le *Morning Herald*, 4 000 pour le *Morning Chronicle* (1). Ces grands journaux se vendaient 7 pence le numéro ; ils revenaient ainsi bien plus cher que ceux de Paris. Sept pence d'alors correspondaient à 3 francs 50 en monnaie française actuelle, tandis que le numéro de journal français, en divisant 400 (80 francs d'alors) par 365, valait environ

(1) CCVI, t. II, p. 20.

1 franc 10 d'aujourd'hui. C'est que le profit, souvent élevé, que procuraient les annonces, était compensé par l'énormité des impôts, surtout de celui du timbre. D'ailleurs le lecteur anglais, moins fidèle que l'abonné français, n'hésitait pas à quitter un journal pour un autre quand celui-ci lui procurait des nouvelles plus abondantes et plus rapides ; c'est ce qui obligeait les directeurs à multiplier les dépenses et les initiatives pour soutenir une concurrence toujours plus âpre.

Cobbett avait réussi, avant la persécution tory, à faire vivre un organe politique hebdomadaire à 2 pence ; mais il fallait pour cela son talent de polémiste. Quelques radicaux essayèrent plus tard de secouer, par un procédé révolutionnaire, le fardeau des taxes imposées à la presse. Ils le firent au moment où la lutte chaque jour plus vive pour la réforme électorale unissait tous les adversaires de l'ancien régime. Un imprimeur à la fois libre penseur et socialiste, Hetherington, après avoir commencé par des brochures non périodiques, lança en 1831 le premier journal ouvrier, *The Poor Man's Guardian*, hebdomadaire « établi contrairement à la loi », disait le titre ; quelques publications du même genre l'imitèrent (1). Le gouvernement whig avait beau défendre la réforme, il n'entendait pas laisser impuni ce défi des ouvriers ; sur 800 colporteurs qui vendaient ces périodiques illégaux, 500 furent condamnés à l'amende ou à la prison, quelquefois aux deux. Hetherington continua la lutte et obtint même en 1834 un acquittement devant la Cour de l'Échiquier ; ce succès lui fit inaugurer une nouvelle feuille. Mais l'autorité de la loi était trop forte en Grande-Bretagne pour qu'une pareille tentative pût réussir.

Certains whigs désiraient arriver par les voies légales à fonder la presse à bon marché. Nous avons vu la naissance

(1) Au milieu de 1831, Londres eut jusqu'à trente-deux feuilles non timbrées qu'on appelait, d'un nom français, des *journals* (Halévy, *Histoire du peuple anglais*, t. III, p. 16).

du *Penny Magazine* ; c'était la Société pour les connaissances populaires, présidée par Brougham, qui avait fourni au créateur de ce recueil le concours financier nécessaire. Plus importante fut la campagne engagée devant la Chambre des Communes pour faire abaisser les impôts. Elle eut pour leader Bulwer Lytton, qui éprouvait une admiration sincère pour les progrès du journalisme. C'est lui qui dira plus tard : « Si j'avais à transmettre aux âges futurs une preuve de la civilisation anglaise du XIXe siècle, je ne choisirais ni nos docks, ni nos chemins de fer, ni nos édifices publics, ni même le magnifique Parlement où nous sommes. Il me suffirait, pour donner cette preuve, d'un simple numéro du *Times.* » Son discours du 15 juin 1832 n'eut pas grand succès ; les principaux journaux de Londres, maîtres du marché, apportaient un appui assez tiède à une réforme qui leur susciterait de nouveaux concurrents. En 1833 pourtant les novateurs obtinrent une première concession : l'impôt sur les annonces passa de 3 shillings 6 pence à 18 pence en Grande-Bretagne, et d'une demi-couronne à 1 shilling en Irlande. Les commerçants anglais pensaient avec Macaulay que « l'annonce est aux affaires ce que la vapeur est aux machines » : ils secondèrent cette réforme demandée par les amis de la presse ; le résultat fut excellent pour le Trésor qui, loin d'y perdre, tira profit de l'accroissement considérable des annonces. Il y avait là un argument sérieux en faveur de nouvelles réductions.

Bulwer Lytton renouvela en 1834 sa motion contre l'impôt du timbre et, malgré l'appui du radical Roebruck, subit une défaite complète. Mais ce ne fut pas pour longtemps. Lord Melbourne, reprenant le pouvoir en 1835 après un bref interrègne, voulut satisfaire les radicaux par une faveur accordée à la presse ; le gouvernement fit abaisser l'impôt du timbre à un penny par feuille (1836). Le prix des grands quotidiens passa de 7 pence à 5 ; certains organes nouveaux abaissèrent même le prix à 4 pence, sans pouvoir le maintenir à ce taux.

Le développement des annonces, dû aux progrès du commerce, facilitait la transition. Mais le ministère, à la fois libéral et peu démocrate, profita de la loi nouvelle pour ne plus accorder aucune tolérance aux journalistes qui essayaient encore d'imiter Hetherington : les feuilles à un penny furent pourchassées et ruinées, malgré les protestations du *Northern Star*, le grand journal fondé par O'Connor pour les ouvriers, mais exploité avec les procédés commerciaux de la bourgeoisie.

En France la révolution de juillet avait suscité quelques feuilles ouvrières bientôt disparues. Le parti républicain, dont nous avons vu l'effort en province, ne put le soutenir longtemps ; un journal à bon marché destiné aux masses, le *Bon Sens*, n'eut pas une existence bien longue. C'est alors qu'entra en scène Émile de Girardin (1). Ce que les Anglais voulaient obtenir par la diminution des taxes, il comptait le réaliser par l'emploi des annonces. Elles existaient dans la presse de la Restauration, mais la plupart des commerçants voyaient là une dépense inutile ; quant aux journaux, ils leur faisaient une place restreinte (2). Girardin était à la fois un journaliste avisé, intelligent, sachant deviner les goûts du public, et un homme d'affaires consommé, sans grands scrupules. Il avait déjà obtenu un succès financier avec le *Journal des connaissances utiles*, feuille non politique, fournissant des recettes pratiques, paraissant tous les mois et coûtant 4 francs par an ; c'est là que fut exposé son programme d'un quotidien où l'abonnement coûterait 40 francs au lieu de 80. Ce prix ne dépasserait plus les ressources de la bourgeoisie moyenne,

(1) Deux importants ouvrages ont paru en 1934, qui exposent toute la carrière de Girardin : MORIENVAL, *Les créateurs de la grande presse en France* ; MAURICE RECLUS, *Émile de Girardin* (dans la collection *Figures du passé*).

(2) La *Quotidienne* écrivait, le 1er janvier 1827 : « Nous n'accueillerons aucune annonce qui serait en opposition avec les principes professés dans ce journal. » Sur les annonces au *Journal des Débats*, v. **CLXXXVIII**, p. 586-590.

le tirage deviendrait plus fort et les commerçants, comprenant les avantages d'une publicité ainsi étendue, apporteraient leurs annonces. L'idée de Girardin séduisit Dutacq, propriétaire d'un journal technique, *Le Droit*. Ils s'entendirent pour créer le nouvel organe, mais l'accord cessa bientôt, et chacun des deux fonda une feuille à 40 francs, Girardin *La Presse*, et Dutacq *Le Siècle*.

C'était une véritable révolution, qui inquiéta beaucoup les anciens journaux. *Le Bon Sens* prodigua les attaques personnelles à Girardin ; ce fut à ce propos qu'une phrase écrite par Carrel dans *Le National* amena le duel au pistolet où le journaliste républicain devait perdre la vie. Les nouveaux journaux rencontrèrent de nombreuses difficultés. Le rapport présenté en 1840 à l'assemblée des actionnaires du *Siècle* par le directeur-gérant, Louis Perrée, nous permet de les comprendre. Avec le nouveau prix (40 francs à Paris, 48 francs en province), un abonnement de province rapporte assez peu ; or *Le Siècle* a 30 000 abonnés, dont 10 000 à Paris et 20 000 en province (1). Les recettes régulières données par ces abonnements se montent à 170 000 francs. Les dépenses fixes comprennent 50 000 francs pour l'administration, 100 000 pour la rédaction, 64 000 pour la composition typographique, 30 000 pour l'intérêt du capital engagé. Cela fait 244 000 francs. La différence de 74 000 francs entre les recettes et les dépenses doit être comblée par le profit des annonces. Or celles-ci ont rapporté la première année 45 000 francs, la seconde 177 000, la troisième 134 000, la quatrième 127 000 (dont 50 000 francs de mauvaises valeurs). Il y a donc là une recette importante,

(1) Voici le détail, en comparant un exemplaire de Paris et un de province. Coût à Paris : timbre, 18 francs ; papier, 7 fr. 20 ; bandes et adresses, 0 fr. 60 ; pliage, 0 fr. 35 ; portage, 0 fr. 75 ; tirage, 1 fr. 80 ; perception de la quittance, 1 franc. Total, 29 fr. 70 ; sur 40, il reste 10 fr. 30. — En province, il y a en moins le portage (0 fr. 75), en plus les frais de perception doublés (2 francs) et les frais de poste (14 fr. 40). Total, 44 fr. 35 ; sur 48, il reste 3 fr. 65. Ce rapport est conservé à la Bibliothèque Nationale, attaché à un volume du *Siècle*.

mais très variable, qui a besoin d'être stabilisée par l'affermage ; le directeur a donc signé en 1840 un traité affermant les 5/6 de la quatrième page du journal moyennant 180 000 francs par an.

Le Siècle parvint à prospérer, atteignant 38 000 abonnés vers la fin du règne ; on l'appelait, du nom donné autrefois au *Constitutionnel*, le « journal des épiciers ». *La Presse* réussit moins rapidement ; elle réunit pourtant 20 000 abonnés, ce qui lui permit d'affermer les annonces en 1838 pour 150 000 francs. Si l'un et l'autre parvinrent à surmonter les obstacles du début, à gagner une clientèle nombreuse et fidèle, ce fut dû au succès du roman-feuilleton. Tout un public nouveau, assez indifférent aux variations quotidiennes de la politique, se passionna pour les récits d'aventures et les histoires d'amour. *La Presse*, à l'origine, déclarait faire appel aux maîtres de la littérature, se glorifiant de compter Lamartine, Victor Hugo et Tocqueville parmi ses collaborateurs ; mais bientôt elle imita *Le Siècle* qui, après avoir donné de courts extraits de romans étrangers, inaugurait les longs feuilletons aux péripéties émouvantes. Les plus grands, les plus conservateurs parmi les anciens journaux, après avoir dénoncé avec mépris les procédés mercantiles des nouveaux venus, furent obligés de suivre leur exemple. Quelques-uns des maîtres de la littérature, Balzac, George Sand, obtinrent de grands succès dans ce genre populaire ; mais le feuilleton eut ses fournisseurs attitrés, Frédéric Soulié, Alexandre Dumas, surtout Eugène Sue. Un roman d'Alexandre Dumas, *Le capitaine Paul*, valut au *Siècle* 5 000 abonnés de plus. Quant à Eugène Sue, les hautes classes dévoraient ses feuilletons aussi bien que les gens du peuple ; il fit avec *Les Mystères de Paris* la fortune du *Journal des Débats*, puis avec *Le Juif-Errant* celle du *Constitutionnel* (1).

(1) V. CXLIII.

Cette vogue du roman-feuilleton français gagna les journaux étrangers. *Le Juif-Errant* fut traduit dans toutes les langues : « Toute la terre le dévore, écrivait Ballanche ; il voyage plus rapidement que le choléra. » En Allemagne particulièrement, le succès du genre nouveau fut énorme : « On ne peut se faire une idée, a dit plus tard Louis Bamberger, du charme qu'exerçait le roman-feuilleton quand Dumas, Sue, Balzac régnaient sur le monde » (1). On traduisit avec une rapidité fébrile *Les Mystères de Paris*, on fabriqua sur le même type *Les Mystères de Berlin, Les Mystères de Munich ;* en 1844 les périodiques allemands publiaient jusqu'à 36 *Mystères*. Ainsi fut révélé aux futurs créateurs de la grande presse populaire un des moyens sûrs de gagner un public de plus en plus étendu.

Quant aux annonces, elles n'avaient pas donné tout ce que Girardin en attendait ; les commerçants français montraient moins d'empressement que leurs confrères britanniques à utiliser ce nouveau moyen de publicité. Le directeur de la *Presse*, devançant toujours l'avenir, conseilla d'accepter les annonces de tout genre, sans se préoccuper des divergences politiques ou sociales ; aussi lui reprochait-on d'être « sans couleur, sans parti ». Enfin l'organisation technique de la publicité demeurait encore assez médiocre. Girardin entama donc une nouvelle campagne en 1845. On cherche trop, disait-il, à déguiser l'annonce en la glissant dans des articles prétentieux qui coûtent cher aux annonceurs sans tromper les lecteurs. « Pour être utile à celui qui la fait et commander la confiance de celui à qui elle s'adresse, l'annonce doit être concise, simple, franche, ne porter jamais aucun masque, marcher toujours droit à son but, la tête haute... Tout commentaire, s'il n'est pas nuisible, est au moins superflu ; tout éloge, au lieu d'appeler la confiance, provoque l'incrédulité. » Girardin concluait, en invoquant l'exemple de l'Angleterre,

(1) Cité dans LIV, t. I, p. 669.

que 2 lignes à 6 francs font plus d'effet que 20 lignes d'éloges à 60 francs (1).

Ces remarques intéressèrent un homme plein d'idées et de projets, Charles Duveyrier. Ce disciple fervent d'Enfantin, qui avait suivi son maître au couvent communiste de Ménilmontant, revenait à la vie pratique ; de son éducation saint-simonienne il gardait le goût des grandes entreprises et le sens de la vie moderne. La Société générale des annonces fondée par lui invoqua l'exemple de l'Angleterre : « Le *Times*, disait son prospectus, publie journellement jusqu'à 1 500 annonces, et la moyenne du journal le mieux achalandé à Paris est de 40 à 50 par jour. » La Société ouvrit dans Paris 218 bureaux, abaissa les tarifs en les simplifiant ; ayant affermé la publicité de trois grands journaux, *Débats*, *Constitutionnel* et *Presse*, qui avaient ensemble 60 000 abonnés, bientôt elle conquit aussi Le *Siècle* et posséda pendant deux ans un monopole de fait qui allait être brisé par la révolution de 1848.

III

Le nouveau journalisme aux États-Unis.

Une transformation semblable avait commencé, antérieurement aux essais européens, dans la presse des États-Unis. A ce propos, il nous faut revenir sur l'histoire des journaux américains depuis la fin de la guerre de l'Indépendance. Vers 1783, ces journaux étaient très modestes comme dimensions, comme rédaction, comme annonces ; néanmoins ils intéressaient le public à la politique du nouvel État, et les discussions poursuivies dans leurs colonnes préparèrent le succès de la Constitution de 1787. Jefferson écrivait cette même année : « Chargé de décider si nous devrions avoir un

(1) *Presse*, 29 avril 1845 ; cité dans **XXX**.

gouvernement sans journaux ou des journaux sans gouvernement, je n'hésiterais pas un moment à préférer le second régime. » Les chefs des deux grands partis en formation, Hamilton et Jefferson, s'efforcèrent de trouver de bons journalistes. Hamilton protégea Fenno, dont l'œuvre fut continuée par son fils ; Noah Webster, le célèbre lexicographe, devint aussi un champion des fédéralistes. Jefferson décida Freneau, le poète de la Révolution, à diriger un journal ; il se servit surtout de Bache, petit-fils de Franklin, publiciste vigoureux et amer, qui ne craignit point d'attaquer Washington au moment où celui-ci quittait la présidence. Les journaux recouraient souvent à la plume des réfugiés anglais ou irlandais ; le plus grand de tous fut Cobbett qui, dans la *Gazette du Porc-Épic,* attaqua furieusement Bache et ses amis comme vendus à la France. Son journal atteignit quelquefois un tirage de 2 000, chose inconnue alors ; néanmoins le succès financier fut médiocre, et une condamnation à 5 000 dollars d'amende pour *libel* décida Cobbett à retourner en Europe. Sous la présidence de John Adams, les fédéralistes voulurent mater la presse de l'opposition en frappant les journalistes étrangers par l'*Alien Act* et les nationaux par le *Sedition Act ;* plusieurs éditeurs furent condamnés. Cette persécution prit fin quand Jefferson devint président ; les fédéralistes fondèrent alors un journal de combat et ne s'interdirent point les violences qu'ils avaient si souvent reprochées à Bache et à Duane.

Cette grossièreté de la presse américaine frappait tous les témoins. Fenno fils écrivait en 1799 : « Ces journaux américains sont les publications les plus basses, les plus fausses, les plus serviles, les plus vénales qui aient jamais souillé les sources de la société » (1). Jefferson déplorait les mensonges répandus par eux. Si les Américains parlaient ainsi, on com-

(1) Cité dans C, p. 126.

prend que les étrangers n'aient pas été plus indulgents. Tocqueville, cet observateur si plein de sympathie pour la démocratie nouvelle, compare les feuilles de France et des États-Unis : « L'esprit du journaliste, en France, est de discuter d'une manière violente, mais élevée, et souvent éloquente, les grands intérêts de l'État. L'esprit du journaliste, en Amérique, est de s'attaquer grossièrement, sans apprêts et sans art, aux passions de ceux auxquels il s'adresse, de laisser là les principes pour saisir les hommes, de suivre ceux-ci dans leur vie privée, de mettre à nu leurs faiblesses et leurs vices » (1). Des remarques semblables revinrent souvent chez les voyageurs anglais, mal disposés pour le pays qui venait de tenir tête au leur pendant la guerre de 1812. Dickens, dans ses *Notes américaines* et dans *Martin Chuzzlewitt*, a signalé ce goût de la presse d'outre-mer pour les indiscrétions détaillées sur les scandales domestiques. Lorsqu'en 1842 Albany Fonblanque déclara la presse anglaise peu supérieure à celle de l'Amérique, Dickens répondit qu'il était impossible de comparer le journalisme britannique au *transatlantic blackguardism*.

Les journaux étaient faciles à fonder avec un faible capital ; chaque progrès de la colonisation en faisait naître de nouveaux (2). Mais ils avaient de la peine à durer. Les hebdomadaires sérieux demandaient à leurs abonnés 8 ou 10 dollars par an, ce qui faisait le numéro plus cher que les 7 pence de Londres ; comme le prix de l'abonnement n'était pas exigé intégralement d'avance, il y avait beaucoup de mauvais payeurs. Les quotidiens étaient moins nombreux que les feuilles paraissant deux ou trois fois par semaine. Celles-ci n'avaient qu'un tirage médiocre ; le *Morning Courier and Inquirer*, qui se vanta en 1831 de tirer à 4 000, était une exception. Elles faisaient une grande place aux annonces,

(1) *De la démocratie en Amérique*, II, chap. III.
(2) V. CX, CXIII, CXX.

mais le difficile était d'en trouver, plus encore d'en obtenir le paiement exact. Il est vrai que la presse n'avait à supporter ni cautionnement, ni timbre ; néanmoins les journaux de New-York, tirant à 1 700 et faisant payer le numéro 6 *cents*, demeuraient dans une situation précaire.

C'est de cette ville que partit le signal de la réforme. Vers 1830 elle avait pris l'avantage sur ses rivales, Boston et Philadelphie ; on essayait déjà de s'y disputer, à l'arrivée d'un bateau, les journaux anglais afin de publier vite un numéro spécial, un *extra*, s'ils apportaient quelque nouvelle importante. Les débuts du *Penny Magazine* intéressèrent plus d'un journaliste ; ce que les Anglais tentaient pour le magazine mensuel ou hebdomadaire, pourquoi les Américains ne l'essayeraient-ils pas pour le quotidien ? Le moment était propice : l'avènement de Jackson à la présidence enthousiasmait les classes populaires et les intéressait à la vie publique. Diverses tentatives, bientôt avortées, préparèrent la voie aux novateurs plus habiles, parmi lesquels deux se distinguèrent, Benjamin Day, puis Gordon Bennett.

Day, qui avait travaillé de ses mains comme typographe, savait ce qui plairait aux masses américaines. Il ne songea point, comme allaient le faire Girardin et Dutacq, à donner des romans-feuilletons. S'adressant à un public plus fruste, peu soucieux de littérature, il voulut l'intéresser par le récit détaillé de faits réels, crimes, drames de famille, et, pour employer la formule américaine, toutes les histoires d' « intérêt humain ». Ce n'était pas là chose nouvelle ; nous avons déjà trouvé ces sujets traités dans les *News* ou les *Zeitungen* du XVI[e] siècle. Il s'agissait de leur donner une importance plus grande, et surtout d'en exposer longuement les épisodes « sensationnels », afin de s'assurer la fidélité du public. Dès qu'on aurait su gagner celui-ci de manière à augmenter le tirage, les commerçants apporteraient des annonces, car ils en comprenaient beaucoup mieux l'utilité que les commerçants français.

Le journal de Day, le *Sun*, parut à New-York en 1833, au prix de 2 *cents* ; c'était à peu près l'équivalent de ce qu'allait coûter un numéro des futurs journaux français à 40 francs. Le succès fut rapide, avec 5 000 exemplaires au bout de quatre mois, 10 000 au bout d'un an ; dès 1835 le *Sun* pouvait annoncer un tirage de 19 000, alors que le *Times* de Londres ne dépassait pas 17 000.

C'est en 1835 aussi que le *Morning Herald* fut inauguré au même prix par Gordon Bennett. Cet Écossais, arrivé jeune aux États-Unis, faisait depuis quinze ans le métier de publiciste et comprenait l'insuffisance des journaux où il avait travaillé ; il apportait des idées plus larges, un programme plus complet que le fondateur du *Sun*. Celui-ci cherchait surtout à gagner la clientèle des masses peu cultivées ; Gordon Bennett croyait possible d'intéresser les gens du monde et les lettrés en même temps que les ouvriers ; il voulait peindre les scènes qui se passent à Wall Street, à l'Opéra, au théâtre, partout où l'homme déploie le mieux « ses fantaisies et ses caprices ». Ses reporters allèrent assister aux meetings des sectes religieuses et en rendirent compte ; les chefs de ces groupements confessionnels, d'abord scandalisés, furent bientôt ravis d'une publicité inespérée. Les familles dans lesquelles s'était passé quelque drame reçurent aussi la visite des envoyés du *Herald* ; celles qui auraient voulu refuser de répondre se résignèrent à le faire, craignant les commentaires désobligeants de Gordon Bennett. Celui-ci n'entendait pas se borner aux nouvelles de New-York ; il eut ses correspondants à demeure à Washington et combattit le monopole réservé par le Sénat aux journaux de la capitale fédérale. Perfectionnant les essais faits auparavant, il envoya régulièrement de New-York à la rencontre des paquebots européens des bateaux rapides, qui rapportaient vite les journaux anglais. Dès 1838 il s'occupa d'avoir dans les grandes capitales européennes des correspondants bien choisis. Un pareil homme

était fait pour deviner dès l'origine l'importance et l'avenir de la découverte réalisée par Morse ; en 1848 un numéro du *Herald* contenait déjà dix colonnes de nouvelles télégraphiques. Il commença aussi à donner des illustrations, mais à titre exceptionnel.

Ce qui aida au succès de Gordon Bennett, ce fut le curieux mélange d'orgueil, de naïveté voulue, de prétention moralisante, avec lequel il parlait de lui-même à ses lecteurs. « Zoroastre, Moïse, Socrate, Sénèque, Luther ont été considérés comme des fous. Pourquoi ne le serais-je pas ? » Après avoir essayé de mettre son journal à 1 *cent*, il dut le vendre à 2 *cents*, comme le *Sun*. Expliquant ce changement, il ajoutait : « Un journal peut envoyer plus d'âmes au ciel, en sauver plus de l'enfer, que toutes les églises et les chapelles de New-York — tout en gagnant de l'argent. » Et ailleurs : « Shakespeare est le grand génie du drame, Walter Scott du roman, Milton et Byron de la poésie, et moi, je crois être le génie de la presse périodique. » Quand Gordon Bennett racontait l'agression d'un ancien associé en pleine rue contre lui, quand il faisait part de son prochain mariage en décrivant les mérites sans nombre de sa fiancée, les Américains de toutes les classes le lisaient avec joie. D'autres, il est vrai, se plaignaient de ses indiscrétions grossières sur les scandales privés ; quelques journaux jaloux s'entendirent pour lui faire une « guerre morale », en l'accusant d'indécence, de blasphème, de chantage et de mensonge. La campagne eut à peine un instant de succès ; le *New-York Herald* resta le maître du journalisme « sensationnel », et atteignit en 1849 à 33 000 exemplaires (1).

Ces nouveaux journaux eurent des imitateurs à New-York, à Boston, à Philadelphie, ailleurs encore. Les hommes qui les lancèrent possédaient de sérieuses qualités administratives. Ils cessèrent de faire crédit aux abonnés ou aux annonceurs ;

(1) C, chap. VII.

tout dut être payé d'avance. Ils organisèrent la vente au numéro, accordant un bénéfice notable aux vendeurs, mais refusant de reprendre les numéros invendus. Les annonces prirent une place toujours plus grande à mesure que le tirage augmentait ; loin d'en garantir l'exactitude, on les acceptait de toutes mains, y compris la source intarissable de profits que représentaient les descriptions de remèdes infaillibles faites par des charlatans.

IV

Suppression du timbre. Les agences de nouvelles.

Les débuts et les succès de la presse à bon marché en Amérique ne pouvaient point passer inaperçus dans l'ancienne métropole. En 1846 Cobden décidait Robert Peel à supprimer les droits sur les blés ; cette victoire encouragea d'autres novateurs, qui trouvaient les périodiques encore trop chers, trop grevés d'impôts. En 1849, se forma l'association destinée à combattre « les taxes sur les connaissances ». Le président de l'association, Milner Gibson, était le type de ces parlementaires anglais qui, ayant résolu de consacrer leur effort à une réforme particulière, la poursuivent avec ténacité, sans se laisser décourager par les railleries ou les échecs. Il avait déclaré la guerre aux trois impôts sur les annonces, sur le timbre, sur le papier. Sa première motion fut présentée aux Communes en 1850 ; en 1853, malgré Gladstone, alors chancelier de l'Échiquier, l'impôt sur les annonces fut supprimé ; en 1854 et 1855, ce fut le tour de l'impôt sur le timbre. L'impôt sur le papier, abandonné par Gladstone en 1860, un instant maintenu par la Chambre des Lords, disparut en 1861. A cette date, les réformes précédentes avaient déjà produit leur effet. Nombreux furent les échecs de ceux qui se lancèrent trop vite, sans capitaux disponibles, dans la voie nouvelle ; mais

depuis 1855 le *Daily Telegraph* inaugurait brillamment la presse à un penny. C'était le même prix que les 2 *cents* de la presse américaine. Il était égal aussi au prix d'un numéro des journaux français à 40 francs (1).

Les nombreux lecteurs qui suivaient maintenant les journaux devenus plus accessibles désiraient des informations abondantes et rapides ; la presse trouva l'instrument nécessaire dans les grandes agences de nouvelles. La première naquit en France : l'agence Havas est issue de la Correspondance Garnier, fondée à Paris vers 1832. Cette maison, utilisant la découverte récente de la lithographie, réunissait des extraits des grands journaux étrangers et les cédait, moyennant paiement, aux principaux organes de la presse française. A ces extraits elle joignit des nouvelles, puis (mars 1840) une correspondance allemande, probablement organisée par Börnstein, un réfugié démocrate qui travailla quelque temps pour la maison française. Charles Havas acquit celle-ci et la développa beaucoup, en se servant de tous les moyens de transports existants, la poste comme le télégraphe optique, les pigeons voyageurs aussi bien que les premiers chemins de fer. L'agence adopta le télégraphe électrique dès qu'il fut connu ; pour obtenir les nouvelles communiquées par le gouvernement, elle prit un caractère officieux qui devait subsister sous tous les régimes.

C'est d'Allemagne que vinrent les fondateurs des deux autres grandes agences européennes, Reuter et Wolff. Le premier, qui s'appelait Israël Beer Josaphat, changea de nom quand il quitta le judaïsme et, après avoir été baptisé, devint Paul-Julius Reuter. Il travailla quelque temps chez Havas, puis s'établit à Londres en 1851 ; son activité, son entregent lui valurent bientôt la confiance de la presse anglaise, tout comme l'appui du gouvernement.

(1) V. CCXXIII.

Bernhard Wolff, fils d'un banquier, après avoir essayé divers métiers, comprit l'avenir du télégraphe électrique inventé récemment ; il s'en servit dès 1849. L'agence fondée par lui, le bureau de correspondance télégraphique ou Bureau Wolff, eut d'abord un caractère exclusivement commercial ; elle donnait les cours des Bourses de Paris et de Londres, ainsi que les prix des marchandises dans les principales villes d'Allemagne. Après des progrès assez lents, c'est vers 1860 que le succès fut acquis. La politique allait le développer ; comme Wolff résistait aux projets formés par Reuter pour la conquête de l'Europe centrale, Guillaume Ier et Bismarck s'intéressèrent à la vitalité de cette agence berlinoise, et une lettre officielle du roi lui assura le concours de la haute banque en Prusse (1).

Ainsi les éléments d'une transformation complète de la presse périodique sont réunis entre 1830 et 1860. Les journaux ne sont plus réservés à une classe peu nombreuse d'électeurs censitaires ; ils veulent s'adresser à tous ceux qui savent lire, et le nombre de ceux-ci va grandissant. On offre à ce public nouveau, peu blasé, peu délicat, la nourriture qui lui convient, mais sans négliger le public instruit qui fournit encore le gros des abonnés. L'annonce est déjà une ressource précieuse, bien qu'elle n'ait pas encore pris tout son développement. Le journal à deux sous, à un *cent*, à un penny, annonce une époque nouvelle. Mais, comme le disait Gladstone après l'abolition de l'impôt sur le papier, « pour en voir les complets résultats, il faudra attendre que nous, hommes du XIXe siècle, ayons disparu ».

(1) V. **XXIII**, *passim*.

CHAPITRE II

LA PRESSE EUROPÉENNE DE 1848 À 1870

Dans plusieurs grands pays européens la révolution de 1848 eut pour la presse des conséquences pareilles : d'abord affranchissement total, et par conséquent floraison prodigieuse de journaux de plus en plus exaltés ; ensuite répression brutale, qui ramène les écrivains sous le joug, mais sans qu'on rétablisse la censure préventive, devenue odieuse à tous et gênante pour le pouvoir lui-même. C'est ce qui se passa en Autriche et en Prusse comme en France.

I

Révolution et réaction en Allemagne.

La révolution du 13 mars à Vienne eut comme premier mot d'ordre : « A bas Metternich ! ». Le second fut : « Liberté de la presse ! » On proclama celle-ci dès le 14 mars, en abolissant officiellement la censure. Les journaux, d'abord éblouis et quelque peu intimidés par leur victoire, ne tardèrent point à s'enhardir. La *Wiener Zeitung*, la vieille feuille officielle, appela quelques rédacteurs nouveaux, membres de la Société de lecture qui représentait le libéralisme modéré d'avant 1848. L'*Œsterreicher Beobachter* demeurait plus réservé, assez indécis. La presse nouvelle débuta huit jours plus tard, quand Häfner lança la *Constitution*. Ce Viennois de vingt-neuf ans, qui avait essayé jusque-là divers métiers sans grand profit, se révéla aussitôt comme un journaliste de race ;

et, dès le commencement, il plaça les réformes sociales au même rang que les réformes politiques, ainsi que l'indiquait sa devise : « Liberté et travail. » « Le manque de travail à Vienne, écrivait-il, est un fait plus menaçant que la proclamation de la République à Venise. » Le gouvernement ne voulut pas aller trop vite et annonça, le 31 mars, une loi provisoire qui, malgré des formules peu claires, tendait à rétablir la censure ; la colère générale fut telle que le ministère Pillersdorf se divisa aussitôt sur la manière d'appliquer le nouveau texte. Une pareille maladresse allait favoriser la naissance de la presse radicale, surtout après la fuite de l'empereur et de la cour. Le gouvernement dut publier les ordonnances du 18 mai, qui accordaient la suppression du cautionnement, la liberté du colportage, le jury pour les délits de presse.

Dès lors ce fut un foisonnement de journaux, fondés sans argent, rédigés par des publicistes improvisés qui éprouvaient le besoin irrésistible de crier leur opinion ; ces feuilles disparurent aussi vite qu'elles naissaient. On en a compté 227 fondées à Vienne pendant l'année 1848. Mais quelques-uns de ces journaux eurent de la valeur. Le *Gerad'aus*, bien rédigé par Friedmann, un démocrate modéré, atteignit vite à 15 000 exemplaires. Les libéraux censitaires, peu favorables à la démocratie, firent un succès pareil à la *Presse ;* le fondateur était Zang, ancien officier qui, après avoir fait fortune à Paris avec sa boulangerie viennoise, montra les qualités d'un éditeur habile et entreprenant. Les radicaux s'étaient d'abord groupés tous autour de Häfner ; mais le Marat viennois, comme on l'appelait, dut quitter la capitale ; enfermé au Spielberg, puis relâché, il chercha un asile à Paris, où sa vie fut encore longue.

Cette effervescence dura jusqu'à la prise de Vienne par Windischgraetz. Alors ce fut la Terreur blanche. Parmi les quatorze personnes que le vainqueur voulut se faire livrer, il y avait huit journalistes. Sa proclamation du 1er novembre

soumit les méfaits des publicistes au jugement des conseils de guerre. Becker, le rédacteur en chef du *Radical*, et Jellinek, dont le nom cependant ne figurait pas sur la liste de proscription, furent ainsi fusillés. On espéra aussi déshonorer la presse radicale en publiant la liste des subventions que le gouvernement révolutionnaire de Hongrie avait distribuées aux journaux de Vienne. Ceux-ci allaient subir un joug très lourd au temps de Schwarzenberg et de Bach (1).

A Berlin, pendant la journée du 18 mars, quelques journalistes obtinrent de Frédéric-Guillaume IV une déclaration leur promettant la liberté ; la *Gazette de Voss* la publia aussitôt dans un supplément plein d'enthousiasme *(Extrablatt zur Liebe)*. Les feuilles naquirent aussi nombreuses qu'à Vienne, aussi éphémères également ; pendant quelques semaines la ville fut remplie de camelots hurlants. Les *Fliegende Blätter* montraient un bourgeois ne pouvant arriver à se faire servir son déjeuner parce que la cuisinière, le domestique, tout le monde lisait le journal, et lui aussi. Puis l'état de siège institué par Wrangel amena la répression, qui fut sévère, mais non sanglante comme celle de Windischgraetz. De cette époque néanmoins datent quelques fondations durables. En mai 1848 le *Kladderadatsch*, unissant la caricature au texte, commençait à présenter ses personnages bientôt célèbres, depuis Schultz et Müller, les petits bourgeois sensés, jusqu'aux barons de Strudelwitz et de Rudelwitz, les hobereaux bornés. A la même époque les bourgeois berlinois souscrivaient 400 actions de 25 talers pour fonder la *National-Zeitung*, organe libéral, modéré, loyaliste, qui voulait assurer à la Prusse la première place en Allemagne ; elle trouva un remarquable administrateur dans Bernhard Wolff, qui devait fonder ensuite la grande agence de nouvelles portant son nom. Les radicaux, sans aller jusqu'au socialisme, comprenaient

(1) V. CCLIV et CCLVI.

la nécessité de faire un journal pour les ouvriers ; ce fut l'*Urwähler-Zeitung*, dont un des principaux rédacteurs, l'infatigable Holdheim, cinquante fois poursuivi, vingt-cinq fois condamné à la prison, devait continuer à écrire jusqu'à sa mort en 1901.

Le parti conservateur prussien avait reconnu de bonne heure, lui aussi, la nécessité de recourir à la presse. Dès 1847 le jeune Bismarck présentait un programme à ses amis de Berlin. Ce fut seulement après mars 1848 que ceux-ci, les Gerlach en tête, fondèrent la *Neue preussische Zeitung:* la croix de fer gravée sur le titre la fit appeler bientôt la *Kreuzzeitung*. Le rédacteur, pendant plus de trente ans, fut Wagener, qui devint célèbre par ses éditoriaux courts et vigoureux ; il savait bien choisir ses collaborateurs, même parmi les hobereaux : Bismarck était du nombre et donnait aussi des conseils pratiques empreints de son esprit réaliste. C'est ainsi que, dès le premier jour, il conseilla de faire une place, à côté de la politique, aux annonces, aux avis de mariages et de décès : les femmes veulent lire cela et, si on ne le leur donne pas, elles font quitter le journal par leurs maris (1).

Il serait trop long d'énumérer les journaux parus dans les diverses provinces de Prusse. Mentionnons seulement la *Neue rheinische Zeitung* où Karl Marx, retrouvant le succès d'autrefois, réunit jusqu'à 6 000 abonnés. Interrompu quelques semaines par l'état de siège, il se remit à l'œuvre en octobre 1848 : le gouvernement finit par expulser un publiciste si dangereux. Le dernier numéro, du 19 mai 1849, imprimé en lettres rouges, contenait un adieu en vers composé par le poète radical Freiligrath. La place du journal de Karl Marx fut prise par la *Westdeutsche Zeitung*, que rédigeait l'ardent Hermann Becker ; il put tenir un an, mais en 1850 le journal succomba et lui-même fut condamné à sept ans de

(1) LXXXVI, p. 10.

forteresse. Le propriétaire de la *Kölnische Zeitung*, Dumont, avait confié la rédaction à Bruggemann, un ancien étudiant de la Burschenschaft, condamné à mort pour raisons politiques, puis amnistié ; bien qu'assagi depuis, Bruggemann défendait avec conviction le libéralisme rhénan contre l'esprit des conservateurs prussiens *(ostelbisch)*. Dumont fut invité à renvoyer ce collaborateur dangereux ; il opposa une résistance honorable, mais en 1852 la menace d'une interdiction complète l'obligea de se séparer de lui.

Les autres États allemands connurent les mêmes péripéties. Il s'y fonda quelques journaux dont le rayonnement dépassait le cadre local. La *Réforme*, fondée à Hambourg, se transporta dans la ville danoise contiguë d'Altona pour être plus libre ; elle arriva un moment à un tirage de 35 000. La *Mainzer Zeitung* trouva un brillant rédacteur dans Louis Bamberger, dont le radicalisme devait s'atténuer plus tard. A Munich on avait fondé, sans but politique, un petit journal de nouvelles ; bien rédigé, il était appelé à devenir un des plus puissants organes bavarois, les *Münchener neueste Nachrichten*.

Les mesures brutales employées en 1848 et 1849 par la réaction victorieuse firent bientôt place à des ordonnances et des lois régulières. On ne rétablit point la censure préventive, qui s'était révélée ridicule et impuissante. La nécessité de l'autorisation préalable permit de surveiller la naissance des feuilles nouvelles ; et surtout des sanctions financières permirent de tenir tous les journaux en respect. Le cautionnement, devenu très lourd, l'impôt du timbre sans cesse augmenté, les amendes multipliées avaient le double avantage de remplir le Trésor et de frapper les récalcitrants. Ce fut un moyen habile d'utiliser la transformation économique des journaux. Cette transformation, que nous avons vu commencer dès 1830 en Occident, s'imposait maintenant à l'Europe centrale. La révolution de 1848 avait supprimé en Autriche comme en Prusse le monopole des annonces, jusque-là

réservé à l'État ; tous les journaux se disputèrent cette nouvelle source de revenus. Elle leur était nécessaire, car une concurrence de plus en plus active les obligeait à se moderniser, à dépenser beaucoup pour les nouvelles, pour les télégrammes ; un capital important devenait indispensable. Les hommes chargés de gérer ce capital hésitaient à le compromettre en s'attirant des châtiments onéreux. La presse allemande fut ainsi condamnée à la plus grande prudence jusque vers 1860.

Mais il fallait conserver les nombreux lecteurs que la crise de 1848 avait accoutumés à suivre les quotidiens. Les articles politiques devenant incolores et vides, on imita l'exemple de Paris et l'on multiplia les chroniques brillantes sur la vie littéraire ou mondaine. La presse viennoise acquit en ce genre une juste célébrité : tous les pays de langue allemande saluèrent dans Ludwig Speidel le roi du feuilleton de Vienne. Les deux vieilles gazettes berlinoises, qui rencontraient maintenant dans la capitale de nombreux concurrents, firent de leur mieux pour se rajeunir. La *Gazette de Voss*, que Lessing avait dirigée avec succès jusqu'en 1850, brilla d'un nouvel éclat sous son fils, avec des rédacteurs tels que Fontane ; celle de Spener trouva dans Rötscher un critique littéraire et théâtral partout écouté. Mais c'était plutôt en province qu'on faisait les innovations hardies nécessaires pour créer le journal moderne, du type anglais ou français. Un membre de la dynastie des Faber donna ainsi à la *Magdeburger Zeitung* une vie nouvelle. Et surtout Dumont, sur les bords du Rhin, fournit des exemples utiles à toute la presse allemande. La *Gazette de Cologne*, déjà influente sous son père, fut la première dans la Confédération à se servir des pigeons voyageurs, puis à faire un usage régulier du télégraphe électrique.

Ajoutons que les grands journaux, après avoir commencé par traduire les feuilletons d'Eugène Sue ou de ses émules français, comprirent la nécessité de s'attacher le public par

des romans faits en Allemagne. Le critique littéraire de la *Gazette de Cologne*, Levin Schücking, l'avait recommandé avant 1848 ; ce fut pendant la révolution que diverses feuilles entreprirent de conquérir ainsi des lecteurs fidèles. Le grand succès obtenu par le romancier Spielhagen dans un journal hanovrien fit désormais du roman-feuilleton un élément indispensable de vie pour les quotidiens s'adressant au peuple.

A la bourgeoisie les journaux offraient en même temps des articles de plus en plus approfondis sur les questions financières. La paix sociale imposée dans tous les pays par la grande réaction de 1850 avait été suivie d'un vigoureux essor économique. Partout les gouvernements favorisaient la construction des chemins de fer, partout les financiers appelaient le public à prendre les actions de nouvelles compagnies ; les capitalistes, grands et petits, s'intéressèrent aux opérations de Bourse, tantôt pour spéculer, tantôt pour trouver des placements sûrs et fructueux. Comme ils avaient besoin de guides pour les renseigner, les bulletins financiers devinrent un des principaux attraits des journaux, souvent aussi une de leurs principales ressources. Il se créait à cette époque, en Allemagne comme dans les autres pays, une presse financière spécialisée ; les *Börsenblätter* eurent aussitôt une clientèle. Mais les journaux politiques la leur disputèrent en consacrant une place de plus en plus grande, soit aux annonces financières, soit aux études économiques sérieuses faites par des hommes compétents.

Si la presse politique devenait ainsi financière, quelquefois ce fut la presse financière qui devint politique. A Francfort, le banquier Léopold Sonnemann avait fondé une feuille de renseignements économiques, destinée surtout à mettre le public en garde contre la fragilité d'un grand nombre des entreprises nouvelles prônées par les spéculateurs. Le *Frankfurter Geschäftsbericht* fut bientôt renommé pour la sûreté de ses informations, d'autant plus que le krach de 1856-1857

réalisa exactement ce qu'il avait prédit. La feuille grandit et devint la *Frankfurter Handelszeitung*, paraissant chaque jour après la clôture de la Bourse ; depuis 1859, elle eut deux éditions par jour. De plus en plus intéressé par cette œuvre, Sonnemann résolut de s'y consacrer tout entier : le banquier se fit journaliste, et la *Gazette de Francfort*, tout en restant renommée pour sa compétence financière, devint en même temps un des grands journaux politiques de l'Allemagne occidentale (1).

II

Révolution et réaction en France.

La presse française, en février 1848, n'avait point à secouer le joug de la censure : c'était une presse libre protégée par le jury. Néanmoins le ministère Guizot avait tant multiplié les poursuites qu'on salua sa chute comme une délivrance. Le gouvernement provisoire, préparé dans les bureaux du *National* et de *La Réforme*, comptait parmi ses membres les deux rédacteurs en chef, Armand Marrast et Flocon. Le 5 mars, il supprima l'impôt du timbre ; le 6, il abrogea les lois de septembre 1835 et déclara tous les délits de presse attribués au jury. Un autre décret, du 22 mars, enleva même aux tribunaux civils le droit d'accorder une réparation judiciaire aux fonctionnaires publics diffamés par les journaux. Tous les apôtres des vérités nouvelles, — et ils étaient plus nombreux encore à Paris qu'à Vienne ou à Berlin, — éprouvèrent le besoin de prêcher leurs idées ; pendant que les murs se couvraient d'affiches, les feuilles quotidiennes se multiplièrent : non seulement les maîtres, comme Raspail dans *L'Ami du Peuple*, Lamennais dans *Le Peuple Constituant*, Lacordaire et Ozanam dans *L'Ère Nouvelle*, mais quantité de pamphlé-

(1) V. LXIV.

taires médiocres prenaient la plume. Un seul grand talent de journaliste se révéla : Proudhon, qui rédigeait le journal appelé tour à tour *Le Représentant du Peuple*, *Le Peuple*, *La Voix du Peuple*, conquit les ouvriers et terrifia les bourgeois par une polémique où les violences des formules dissimulaient une pensée modérée. Quant à Émile de Girardin, il n'avait pas besoin de se faire connaître ; mais *La Presse*, ralliée à la république, puis acharnée contre les républicains, puis devenue presque radicale, séduisit et scandalisa tous les partis.

Les journées de juin marquèrent le début de la réaction. Investi de pleins pouvoirs pendant la bataille des rues, Cavaignac interdit onze journaux et fit arrêter Girardin, qui allait se venger pendant cinq mois. Les lois d'août 1848 organisèrent la répression régulière et firent reparaître le cautionnement, d'ailleurs très inférieur à celui qui existait avant 1848 ; c'est alors que Lamennais arrêta son journal en disant : « Silence au pauvre ! » C'étaient des lois provisoires, tout comme celles de 1849, après l'échauffourée du 13 juin, et de 1850 au moment de la grande réaction. Aucune d'elles ne supprimait vraiment la liberté ; celle-ci ne disparut qu'après le 2 décembre. Le coup d'État fut accompagné d'une dictature de fait, très dure pour les journaux ; il fut suivi du décret-loi de février 1852, qui allait rester en vigueur, sauf de légères atténuations, jusqu'en 1868. Autorisation préalable pour tout journal qui voulait se fonder, répression confiée aux tribunaux civils, ces mesures n'étaient point nouvelles ; ce qui fit l'originalité du système, ce furent les « avertissements » donnés par les autorités administratives : deux avertissements amenaient une suspension (de deux mois au plus), après quoi un décret spécial pouvait prononcer la suppression. Dû à l'ingéniosité de Rouher, ce régime remplaça l'ancienne censure gouvernementale, dont personne ne voulait plus, par une censure que les directeurs de journaux devaient exercer eux-mêmes sur tous les articles, s'ils tenaient à éviter la foudre. Cette habile

trouvaille fut remarquée par les gouvernements autoritaires : bientôt Alexandre II et Bismarck allaient s'en servir.

La presse de province, peu vivante jusque-là, mena une vie plus modeste que jamais sous la surveillance des préfets. A Paris les quelques journaux qu'on laissait vivre durent éviter avec soin les questions dangereuses. Mais leur existence matérielle fut améliorée par la disparition de nombreux concurrents. Et ils firent ce qu'avaient fait leurs devanciers à toutes les époques d'absolutisme : puisque le silence était imposé en politique, on demanda la liberté à la littérature ou à la philosophie. Comme l'a dit Renan, « les lecteurs intelligents cherchèrent à la troisième page ce qu'on ne pouvait dire à la première » ; les articles de Variétés devinrent les plus intéressants de tous, car on savait en comprendre les allusions les plus timides. Le journal républicain, *Le Siècle*, était dirigé par Havin, un Normand habile et prudent, qui tourna l'effort principal de ses collaborateurs contre le cléricalisme, allié alors avec l'Empire, mais allié dangereux que le gouvernement ne voulait pas laisser devenir trop puissant. La feuille orléaniste, le *Journal des Débats*, combattait le même adversaire avec plus de discrétion et d'élégance ; Laboulaye opposa la beauté du christianisme évangélique aux excès de l'ultramontanisme grandissant ; tous les rédacteurs montrèrent les avantages du libéralisme en philosophie, en religion, en économie politique. Une note nouvelle, plus audacieuse, fut donnée bientôt par Prévost-Paradol. Personne ne sut comme lui laisser entendre que le régime protégé par un silence imposé recélait des faiblesses et des tares sans nombre. Lui-même écrivait à un ami en 1853 : « Vive l'oppression, pour donner toutes ses ressources et tout son prix à la pensée, pour nous instruire à la force contenue, aux nuances savantes, au mépris laconique et acéré (1) ! »

(1) V. GRÉARD dans **CLXXXVIII.**

En face des opposants il y avait deux journaux ralliés à l'Empire, mais conservant leur autonomie. *L'Univers* devait aux articles étincelants de Louis Veuillot une influence toujours croissante sur le bas clergé comme sur les catholiques intransigeants ; sa franchise brutale dans la lutte contre les idées modernes fournissait d'ailleurs à ses adversaires, libres penseurs ou catholiques libéraux, un fonds inépuisable de citations et de polémiques. Émile de Girardin, expulsé après le 2 décembre, puis revenu et réconcilié avec l'Empire, gardait une action réelle sur le public. Enfin le gouvernement ne négligeait point de s'assurer des défenseurs. Le *Moniteur Universel*, dont on abaissa le prix, fut pourvu d'un corps de rédacteurs brillants ou compétents ; des écrivains tels que La Guéronnière ou Granier de Cassagnac faisaient bonne figure dans les journaux officieux, *Le Constitutionnel*, *Le Pays*, *La Patrie*. Lettrés et artistes recherchèrent les périodiques où écrivaient un Sainte-Beuve et un Théophile Gautier.

Les premières années de l'Empire, avec leur activité industrielle intense, avec l'élan nouveau donné à la construction des chemins de fer, furent l'âge d'or de la Bourse de Paris. Les journaux, condamnés à négliger la politique, consacrèrent une grande place à des nouveautés qui intéressaient passionnément leurs lecteurs. De leur côté, les financiers comprirent que la presse leur offrait un merveilleux instrument d'influence et de publicité (1). Deux brasseurs d'affaires venus de Bordeaux, Mirès et Millaud, avaient depuis longtemps

(1) Les annonces, comme il est naturel, profitèrent de cet essor économique. La Société Duveyrier, ruinée en 1848, fut remplacée par celle de Bigot et Paris, qui prit en régie les annonces de quatre grands journaux, *La Presse*, *Les Débats*, *Le Constitutionnel* et *Le Siècle*. Devenue la Société générale des annonces, elle se chargea encore de *La Patrie* et du *Pays*, sans compter 160 journaux de province. Un avocat, Harduin, critiqua vivement ce monopole, en reprochant à la Société ses prix trop élevés, qui détournaient les commerçants de l'annonce. « Que ce puissant instrument des affaires, disait-il, est loin chez nous d'être mis en œuvre aussi complètement que chez nos voisins les Anglais ! » (*Du monopole des annonces industrielles dans les journaux de Paris et de la province*, 1861).

fondé ou dirigé des journaux ; en 1849, ils avaient mis Lamartine en mesure de rédiger, à lui seul, *Le Conseiller du Peuple.* Puis Mirès acheta *Le Pays* et *Le Constitutionnel*, pour les mettre aux ordres du gouvernement ; il les administra si habilement que sa déconfiture en 1861 ne les tua pas. Nous retrouverons Millaud tout à l'heure. Plus grand encore fut le rôle d'un autre manieur d'argent, Hippolyte de Villemessant (1) . Il avait commencé avant 1848 à entrer en rapports avec Girardin, louant dans *La Presse* un feuilleton par semaine pour y mettre des annonces ; ces deux hommes étaient faits pour se comprendre, car ils avaient également le sens du journalisme et celui des affaires. Villemessant disait cyniquement son goût pour les opérations lucratives ; un jour il montra un exemplaire du *Figaro* en s'écriant : « Voilà le meilleur numéro que nous ayons jamais eu : pas une ligne qui ne soit payée ! » Mais en même temps il cherchait les rédacteurs de talent et les rétribuait d'une façon princière, sauf à les congédier brutalement dès qu'ils avaient cessé de plaire au public. Il comprit que les lecteurs parisiens, tenus à l'écart de la politique, saturés de dissertations économiques, seraient heureux de se détendre avec un journal consacré aux échos et aux cancans de la chronique mondaine ; on s'y occuperait surtout, comme le disait un publiciste contemporain, « des littérateurs, des boursiers et des comédiennes ». La « Vie à Paris » n'amuserait pas moins les abonnés provinciaux ou étrangers. « Un chien qui se noie à Paris, disait Villemessant, est plus intéressant qu'un monde qui croule au loin. » Le *Figaro*, hebdomadaire créé d'après ses idées en 1854, obtint un succès rapide ; de nombreux imitateurs le suivirent, friands d'indiscrétions et de scandales, faisant une sérieuse concurrence aux grands journaux politiques (2). Ceux-ci, gênés

(1) V. MORIENVAL, *Les créateurs de la grande presse*, 1934. L'abonnement au *Figaro* coûtait 16 francs par an; le journal devint quotidien.

par les avertissements, recevant parfois l'ordre de ne rien dire sur telle question délicate, avaient en plus à redouter une bourrasque subite comme celle qui suivit l'attentat d'Orsini.

III

Le réveil politique en Europe depuis 1859.

Un changement se produisit dans l'Europe continentale entre 1859 et 1861, ramenant la presse à la politique avant même qu'on lui eût rendu la liberté. La guerre d'Italie, approuvée par les républicains, blâmée par les catholiques, bouleversait en France l'équilibre des partis ; en Autriche elle provoquait la ruine du système de Bach. La question romaine, devenue brûlante, passionnait cléricaux et anticléricaux dans tous les pays. La Confédération germanique était ébranlée. En Russie on préparait l'abolition du servage. Tous ces événements étaient trop graves pour que l'on pût essayer de les cacher au public. Les journaux se mirent à les exposer, à les commenter ; les gouvernements les laissèrent faire, non sans revenir quelquefois, et d'une manière brusque, aux rigueurs permises par une législation qu'ils hésitaient à supprimer.

En France, l'amnistie de 1859 rendit à la presse républicaine de nombreux collaborateurs. Quelques nouveaux journaux se fondèrent et trouvèrent un public fidèle : *L'Opinion nationale* où Guéroult, sous le patronage du prince Napoléon, défendit le programme des bonapartistes de gauche, anticléricaux et amis des réformes sociales ; *Le Temps*, où Nefftzer préconisa un libéralisme qui ne s'attachait pas encore à une forme de gouvernement déterminée (1) ; *L'Avenir national*, où

en 1866, puis versa le cautionnement nécessaire pour aborder la politique en 1887.

(1) Le capital initial du *Temps* était fourni, pour une bonne partie, par les princes d'Orléans (*Souvenirs* de Camille Pariset, 1932, p. 9).

Peyrat invoquait la tradition jacobine. La lutte contre le cléricalisme, surexcitée par les péripéties de la question romaine, assura aux journaux de gauche une popularité considérable. *Le Siècle* en 1866 possédait un tirage, alors énorme, de 44 000 ; puis venaient *L'Opinion nationale* avec 13 650, le *Journal des Débats* (9 650), *Le Temps* (9 600), *L'Avenir national* (7 050). La presse catholique ou légitimiste, avec *L'Union*, la *Gazette de France*, *Le Monde*, ne pouvait opposer que des tirages bien moindres ; il est vrai que l'Empire, en supprimant *L'Univers*, avait imposé pour quelques années un complet silence à Louis Veuillot. La presse officielle ou officieuse, encouragée par toutes les forces administratives, conservait une activité réelle ; le *Moniteur* tirait à 19 600, *Le Constitutionnel* à 11 632, *La Patrie* à 15 000, *La Liberté* à 20 000 (1).

A côté de la politique religieuse, la politique générale occupait de plus en plus les quotidiens. Le décret de 1860 leur avait permis de donner le compte rendu détaillé des séances du Corps législatif. Les lecteurs les suivaient avec attention et trouvaient le temps de lire les longs discours de Rouher, de Jules Favre ou de Thiers. Le gouvernement s'appliquait, sans y réussir toujours, à empêcher les journaux d'altérer le compte rendu par des « commentaires tendancieux ». En même temps il faisait la chasse, avec une vigilance infatigable, aux nombreuses feuilles soi-disant littéraires que la jeunesse républicaine fondait pour y mener des campagnes d'opposition.

Cependant le gouvernement de Napoléon III, poursuivant son évolution libérale, substitua au décret-loi de 1852 la loi de 1868, qui supprimait l'autorisation préalable et les avertissements. 140 nouveaux journaux, la plupart éphémères, furent créés à Paris en un an. Les tribunaux correctionnels,

(1) MAURAIN, *La politique ecclésiastique du second Empire*, 1930, p. 749 (Cf. p. 161 et 171).

chargés maintenant de la répression, ne montrèrent aucune indulgence ; on a calculé que, dans les sept mois qui suivirent la nouvelle loi, ils distribuèrent soixante-six mois de prison et 120 000 francs d'amendes. Mais l'ardeur croissante contre un pouvoir affaibli, déconsidéré par ses échecs, rendait ces rigueurs inutiles. On n'arrêta pas le prodigieux succès du pamphlet hebdomadaire de Rochefort, *La Lanterne*, imprimé d'abord à Paris, puis introduit en contrebande malgré les efforts unis de la douane et de la police. On n'empêcha pas les journaux, poursuivis pour la souscription en l'honneur de Baudin, de trouver des avocats parmi lesquels se révéla Gambetta. Néanmoins la presse d'opposition a contribué beaucoup moins à la chute de Napoléon III que celle de 1830 à la défaite de Charles X.

Dans la Confédération germanique les deux puissances rivales, Autriche et Prusse, donnèrent à partir de 1859 un peu plus de liberté aux journaux. Le gouvernement de Bach, tout en surveillant ceux-ci de près, avait travaillé à leur opposer un grand nombre de feuilles officielles ou semi-officielles, surtout des organes régionaux *(Landeszeitungen)* ; on les abandonna peu à peu, malgré une dernière tentative du ministre Belcredi. La loi de 1863 délivra la presse autrichienne du joug préventif qui pesait sur elle, mais aggrava les peines répressives. C'est ainsi que les tribunaux, sous le ministère de Schmerling, distribuèrent en cinq ans cinquante années de prison. Néanmoins la presse libérale ne cessa de grandir et devint une puissance qu'un nouveau chancelier, Beust, allait traiter avec beaucoup de ménagements.

En Prusse également le journalisme s'enhardit et, à l'avènement de Guillaume Ier, la « nouvelle ère » sembla lui assurer la liberté. Mais bientôt commença le grand conflit constitutionnel à propos des lois militaires, et le monarque à bout de ressources fit appel à Bismarck. L'ancien collaborateur de la *Gazette de la Croix* s'était fait, sur le rôle de la presse, des

idées analogues à celles de Frédéric II et de Napoléon, avec le même mélange d'estime et de mépris ; les journaux étaient une puissance dont on devait se servir, les journalistes étaient des professionnels de valeur morale assez médiocre qu'on devait mater. Ministre de Prusse à la Diète de Francfort, il avait vu comment l'Autriche gagnait à sa cause les feuilles de la ville libre et les excitait contre la politique de Berlin ; ambassadeur à Saint-Pétersbourg, puis en France, il savait comment on se fait obéir des journaux. Arrivant au ministère pour inaugurer une politique de combat, il entendait traiter sans ménagements la presse progressiste et libérale, de beaucoup la plus répandue. Comme le Landtag n'aurait pas voté une loi répressive, il attendit la fin de la session pour promulguer ses ordonnances ; entre autres mesures de rigueur, elles empruntaient à la France le système des avertissements. Malgré la désapprobation publique du prince royal, ces règles furent appliquées sans faiblesse ; les journaux, craignant la suspension ou la suppression, déclarèrent qu'ils renonçaient provisoirement à la politique intérieure, qu'ils n'avaient pas le droit de compromettre les capitaux de leurs actionnaires.

Cette reculade allait susciter à la presse libérale de Prusse un adversaire violent dans Ferdinand Lassalle. Le grand agitateur socialiste, parlant des questions du jour aux ouvriers de la région rhénane, leur exposa son opinion sur la presse bourgeoise. Elle vient, disait-il, de capituler honteusement devant Bismarck ; elle n'a pas compris que, dans certains cas, c'est un devoir de mourir avec honneur. Elle est rédigée par des écrivains sans talent, sans connaissances, qui ne savent pas défendre noblement une idée, qui pervertissent l'esprit du peuple. D'où vient cet abaissement des journaux, qui ont osé autrefois défendre de bonnes causes ? C'est que les annonces ont fait de la gazette une bonne affaire, séduisante pour les capitalistes habiles ou les aventuriers faméliques. Pour attirer les annonces, il faut des abonnés ; pour gagner

les abonnés, il ne faut pas les effrayer par des idées nouvelles, mais, au contraire, flatter l'opinion vulgaire. Les journaux sont donc devenus les domestiques de la bourgeoisie. Contre le gouvernement ils ne poussent l'opposition que jusqu'au point où c'est permis ; s'il ordonnait de mettre sur le titre, en grosses lettres, « le peuple est une canaille », tous obéiraient en expliquant que c'est là un compromis imposé par le véritable amour du peuple. Les annonces ont d'ailleurs permis aux propriétaires de recruter des journalistes au rabais, véritable prolétariat intellectuel, toujours prêt à vendre son âme. Un État socialiste, ajoute Lassalle, saura trouver le remède. Il proclamera la liberté complète, abolira le cautionnement et le timbre, il réservera les annonces à des feuilles spéciales, officielles, publiées par l'État ou les villes. Et l'orateur conclut en donnant aux ouvriers ce mot d'ordre : « Haine et mépris, mort et destruction à la presse bourgeoise (1) ! »

Lassalle, entraîné par son ardeur contre la bourgeoisie, préconisait donc le retour à ce régime, aboli en 1848, qui réservait les annonces à des feuilles techniques recevant un privilège du gouvernement. Il exagérait aussi la lâcheté des journaux prussiens. En 1864, les tribunaux de Berlin eurent 175 procès de presse à juger en première instance ; 102 feuilles furent poursuivies en 1865. Les confiscations furent nombreuses. Et l'opposition de la presse libérale ne cessa réellement qu'après Sadowa.

Un problème nouveau s'était posé, en effet, qui dépassait en importance les questions intérieures débattues à Vienne ou à Berlin : il s'agissait de choisir entre l'Autriche et la Prusse, entre la Grande Allemagne et la Petite Allemagne. La formation du *National-Verein*, la réforme fédérale, l'élargissement du Zollverein, autant de nouveautés qui prenaient place dans les polémiques de presse et qui les ramenaient toujours

(1) V. LXXV.

à la question essentielle. Le gouvernement de Vienne avait un bureau de presse, richement doté, pour subventionner dans tous les pays de la Confédération les journaux amis ; le gouvernement prussien, moins habile sur ce terrain, eut pour lui la victoire militaire. Après Sadowa beaucoup de journaux qui l'avaient combattu changèrent de politique ; les uns parce qu'ils le voyaient réaliser l'unité allemande, les autres parce qu'il fallait se plier aux circonstances nouvelles. A Francfort, les conquérants prussiens de 1866 avaient durement traité la presse, et Léopold Sonnemann, pour leur échapper, s'était retiré à Stuttgart, décidé à continuer la lutte. Après la paix il accepta les faits accomplis, et la *Gazette de Francfort*, désormais ralliée à la Prusse, continua sa politique libérale et son œuvre d'information économique.

A la même époque naissait une grande puissance nouvelle, le royaume d'Italie. Le pays qui la constitua, le Piémont, avait vu naître en 1848, comme tous les États italiens, de nombreux journaux rédigés par des patriotes enthousiastes ; l'un d'eux, la *Gazzetta del Popolo*, atteignit un moment le chiffre de 20 000 exemplaires. Tandis que la réaction de 1849 tuait les journaux dans le reste de la Péninsule, ceux du Piémont demeurèrent libres ; les réfugiés italiens vinrent y écrire, et cette presse dangereuse pénétra, malgré les polices, dans le royaume lombardo-vénitien comme dans les Deux-Siciles. En 1859 le royaume de Sardaigne possédait 117 périodiques, dont 58 publiés à Turin. Le triomphe de Cavour, puis le transfert de la capitale à Florence amenèrent de nombreux changements ; l'Italie eut jusqu'en 1876 beaucoup de petits journaux, mais peu de grands organes répandus depuis les Alpes jusqu'à la Sicile.

Le Piémont et les autres pays libres d'Europe avaient vu accourir chez eux les publicistes qui voulaient continuer à combattre contre la réaction victorieuse. Une fois de plus, la presse d'émigrés suscita la colère et les réclamations diplo-

matiques des gouvernements qu'elle attaquait. L'Angleterre négligeait ces réclamations ; aussi les réfugiés français purent-ils fonder à Londres dès 1849 *Le Proscrit*, avec lequel Proudhon eut quelquefois des polémiques acerbes ; plus tard *L'Homme* à Jersey tenta d'exprimer l'indignation des républicains contre le 2 décembre. Mais les émigrés de tout pays préférèrent s'établir en Suisse ou en Belgique. En Suisse les libéraux allemands furent très actifs, ce qui amena pour la Confédération de nombreuses difficultés avec l'Autriche et la Prusse. Les Français y firent aussi la guerre à Napoléon III : un journal fondé à Fribourg, *Le Confédéré*, bien rédigé par Schmitt, un ancien journaliste radical d'Alsace, put subsister longtemps grâce à l'appui financier du colonel Charras (1). Le gouvernement impérial s'en plaignit ; mais ce fut la Belgique surtout qui l'exaspéra par sa tolérance. Les plaintes avaient commencé dès le lendemain du coup d'État ; au congrès de Paris en 1856, le comte Walewski fit une sortie violente contre l'État belge ; il recommença en 1858 après l'attentat d'Orsini. Plus tard, entre 1865 et 1870, ce furent la Prusse et la France, qui réclamèrent toutes les deux, non plus contre les émigrés, mais contre la presse belge. Le gouvernement de Bruxelles avait fait voter en 1852 et en 1858 des lois qui permettaient de punir les attaques personnelles contre les souverains étrangers, mais il sut défendre avec énergie le régime libéral de son pays.

Cette presse de réfugiés n'eut jamais d'importance ni de prospérité ; les pamphlets de Victor Hugo contre l'Empire exercèrent une action beaucoup plus étendue. Un seul de ces journaux paraissant à l'étranger fut appelé à jouer pendant plusieurs années, dans la politique d'un grand pays, un rôle considérable ; c'est *La Cloche*, le journal russe de Herzen. Celui-ci avait fondé à Londres en 1853, avec le Polonais

(1) V. Georges Weill, *Histoire du parti républicain en France*, 2e édit., 1929.

Worcell, la première imprimerie russe non soumise aux tsars. En 1855 elle commença un almanach politique, *L'Étoile polaire*, dont la couverture portait en médaillons les figures des cinq décembristes pendus ; c'était une revue historique, parlant du passé révolutionnaire de la Russie plutôt que du présent. Puis en 1857 Herzen, encouragé par son ami Ogarev, inaugura *La Cloche*, un périodique de huit pages, d'abord mensuel, puis bimensuel. Le grand écrivain la rédigeait seul, en utilisant les renseignements que lui envoyaient tous les persécutés. Tourguénev écrivit à Herzen comment les acteurs de Saint-Pétersbourg, lésés par leur directeur, avaient obtenu gain de cause en disant : « Nous nous plaindrons à la *Cloche.* »

Si l'entrée de la petite revue était officiellement interdite, Alexandre II la lisait avec soin. Son frère, le grand-duc Constantin, connu comme libéral, passait pour envoyer des correspondances à Herzen. Les ministres novateurs n'hésitaient point à le renseigner sur des séances confidentielles, sur des abus ignorés. Quand l'émancipation fut proclamée, il adressa au souverain un chaleureux éloge : « Tu as vaincu, Galiléen. » Mais bientôt les hésitations du tsar, les retours en arrière firent oublier les espérances du début. En 1863 Herzen, comme plusieurs libéraux de Russie, approuva, encouragea l'insurrection polonaise ; il souleva le sentiment russe contre lui, et le tirage de *La Cloche* tomba de 2 100 à 500. De leur côté les révolutionnaires de la nouvelle génération, irrités du mépris que Herzen témoignait aux « jeunes », le déclaraient dépassé, usé. Aussi finit-il par suspendre volontairement sa publication.

En Russie même, l'avènement d'Alexandre II laissa une certaine liberté de fait, non pas aux journaux politiques, mais à cette critique littéraire qui, sur les traces de Biélinsky, effleurait les questions brûlantes. C'est l'époque où les revues littéraires passionnaient la jeunesse : on lisait avidement les articles de Tchernychewsky dans *Le Contemporain*, de Pisarev

dans *La Parole russe.* Le règlement provisoire donné à la presse en 1865 adoucit les lois draconiennes de Nicolas Ier ; il limita la censure préventive en empruntant à l'Empire français le système des avertissements. Mais déjà le parti réactionnaire avait repris l'avantage auprès de l'empereur ; les deux revues que nous venons de citer furent suspendues (leurs rédacteurs avaient déjà fait connaissance avec la Sibérie et la prison). D'ailleurs la colère contre l'insurrection polonaise nuisit au libéralisme dans l'opinion publique. Un journaliste de grand talent, Katkov, rédacteur en chef du *Messager russe*, avait jusque-là fait l'éloge des institutions britanniques ; il devint désormais l'apologiste convaincu de l'autocratie, le publiciste favori de tous les ennemis des réformes (1).

IV

LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRESSE BRITANNIQUE.

Tandis que les journaux du continent devaient compter avec les caprices des souverains, avec les persécutions des gouvernements réactionnaires, la presse de Grande-Bretagne continuait sa vie paisible et prospère. Pendant la crise européenne de 1848 à 1852, elle répondit à la curiosité de ses lecteurs en les renseignant sur les épisodes pittoresques ou émouvants des révolutions, accueillant avec sympathie les mouvements libéraux, avec défiance les mouvements radicaux ou socialistes. Comme les réfugiés politiques arrivaient nombreux à Londres, elle leur témoigna un mélange de pitié dédaigneuse et de défiance. A propos de la mort de Worcell, le *Times* montrait comment le peuple anglais savait rendre inoffensive la présence des proscrits en ne prêtant aucune attention à leurs manifestes.

(1) **CCLXXX**, t. III, p. 900-925.

Le *Times* était alors à l'apogée de sa puissance. Le troisième John Walter avait succédé à son père, mort en 1847. Ce jeune homme de vingt-neuf ans consacra, lui aussi, toute sa vie au journal ; mais, se sentant incapable de jouer le rôle si bien rempli par John Walter II pendant quarante ans, il préféra se consacrer à la partie purement administrative ; ainsi les machines nouvelles introduites par lui, celles d'Applegarth, permirent de tirer 10 000 exemplaires à l'heure. La rédaction demeura au pouvoir de Delane. Cet éditeur modèle sut maintenir l'indépendance du journal devant les partis comme devant les leaders politiques ; et tous, après s'être fâchés quelquefois, lui faisaient des avances. Parmi les libéraux, lord John Russell, qui évitait les rapports directs avec la presse, permit à son collègue Clarendon de le renseigner sur les secrets du conseil : Palmerston, si longtemps malmené par le *Times*, devint l'ami personnel de Delane. Parmi les tories, Aberdeen avait beau être lié depuis longtemps avec lui, sa faiblesse envers la Russie fut sévèrement blâmée ; lorsque Derby et Malmesbury, à la Chambre des Lords, accusèrent le *Times* de faire des révélations qui frisaient la trahison, une réponse hautaine revendiqua pour la presse le droit de dire la vérité. Un jour la reine Victoria, irritée du blâme que le journal adressait au mariage de sa fille avec le prince royal de Prusse, pria Palmerston d'intervenir auprès de Delane. Le vieux ministre, avec un mélange de sérieux et d'humour, lui répondit que les annonces vont aux journaux à grand tirage ; « comme l'humanité a beaucoup plus de plaisir à lire des critiques, ajoutait-il, que des éloges », le *Times* critique le pouvoir afin de conserver le tirage qui lui assure le succès commercial. Un autre jour la reine lut avec surprise un compte rendu parfaitement exact de l'entretien particulier qu'elle venait d'avoir avec lord Granville ; c'était celui-ci qui avait renseigné Delane.

La guerre de Crimée surtout marqua le triomphe du *Times*.

Il fut l'un des premiers à demander la lutte contre le tsar ; quand la rupture fut décidée, il envoya en Orient l'homme qui allait créer le type nouveau du « correspondant de guerre ». William Howard Russell était un Irlandais vif et spirituel, qui avait déjà fait avec succès de grands reportages. Quand il arriva en Turquie, l'état-major anglais l'accueillit mal ; lord Raglan ne voulait pas d'une surveillance importune. On n'osa pas chasser l'envoyé du *Times*, mais on ne lui facilita guère sa tâche. Cependant Russell, après avoir vu les choses de près à Varna, commençait à envoyer les lettres qui révélèrent au public de Londres les défauts de l'intendance et la médiocrité des services hospitaliers : les soldats britanniques, selon lui, succombaient à la maladie ou au froid beaucoup plus qu'au feu de l'ennemi. L'émotion dans le monde britannique fut telle que Delane vint faire une tournée rapide en Orient ; après avoir constaté que son correspondant n'exagérait rien, il lui donna pleine licence de continuer à dire la vérité. Russell contribua de cette manière à la chute du ministère Aberdeen et à l'avènement de Palmerston ; ses lettres provoquèrent aussi le grand élan de générosité qui allait permettre à Florence Nightingale d'accomplir son œuvre bienfaisante. Lord Raglan, après avoir dénoncé les services que les informations trop détaillées de Russell rendaient à l'armée russe, finit par le considérer comme un ami et un auxiliaire ; il put voir de près et décrire toutes les batailles de Crimée. A la fin de la guerre, le *Times* tirait à 60 000, tandis que ses principaux rivaux réunis, *Daily News*, *Morning Post*, *Morning Herald*, *Morning Chronicle*, ne dépassaient pas 20 000. Voilà pourquoi un hebdomadaire fondé en novembre 1855, la *Saturday Review*, commençait par ces mots : « Inutile d'expliquer longuement que ce pays est gouverné par le *Times*. » Voilà, continuait-il, à quoi se ramène la liberté britannique : « Trente millions de *cives romani* gouvernés despotiquement par un journal. »

Après la guerre cette influence persista, en Grande-Bretagne comme à l'étranger. Napoléon III, qu'il avait couvert d'éloges pendant la lutte commune contre les Russes, fut plus tard attaqué par le *Times* ; il essaya de l'adoucir en lui communiquant, à l'insu de ses ministres et de son ambassadeur à Londres, le texte complet d'une lettre écrite par lui à Victor-Emmanuel (1). Le grand journal pouvait donc traiter de haut les attaques de Cobden et de ses amis. D'ailleurs Delane, malgré ses préférences conservatrices, faisait parfois des concessions inattendues aux partisans des réformes lorsque l'état de l'opinion publique l'exigeait. Matthew Arnold s'amusait à décrire le *Times* comme « un gigantesque Sancho Pança suivant, par une attraction à laquelle il ne peut résister, ce pauvre fou méprisé, ce sublime enthousiaste, l'esprit moderne, ... le suivant avec de constants grognements, questions, protestations, avec des airs de protection, de supériorité compatissante ; ... le suivant, en somme, avec toute l'incurable *recalcitrancy* d'une nature plus basse, mais le suivant toujours ».

Cependant la prépondérance du grand journal de la Cité allait être compromise par la transformation économique de la presse. On a vu comment l'abolition des impôts sur les annonces, le timbre, le papier, rendit possible la naissance des journaux à un penny. Quelques-uns des nouveaux venus, inaugurés sans capital suffisant ou mal dirigés, connurent un échec rapide ; mais le *Daily Telegraph* depuis 1855, le *Standard* depuis 1857, prouvèrent par leur exemple que la grande presse à un penny pouvait prospérer. La disparition des taxes permettait de risquer les grands tirages ; on ne craignait plus d'avoir à payer le timbre pour des milliers d'invendus ; on pouvait augmenter le nombre des pages, faire des colonnes moins serrées. Les grands journaux anciens se décidèrent à

(1) CCXVII, p. 226. Le *Times* a publié sa propre histoire en 1932.

opérer ces améliorations matérielles, tout en conservant un prix et un caractère qui devaient satisfaire une clientèle « respectable » (1). Le *Times* adopta depuis 1861 le prix de trois pence, qui allait rester le sien pendant un demi-siècle. Mais ses concurrents plus jeunes recherchaient, avec le bon marché, une vaste clientèle populaire ; un des plus intelligents parmi ces initiateurs, Lloyd, avait essayé le premier en 1855, les rotatives de Hoe ; il put ainsi tirer à 70 000 quand son journal fut mis à un penny (1861). Deux des quotidiens jadis les plus renommés de Londres, le *Morning Chronicle* en 1862 et le *Morning Herald* en 1869, succombèrent dans la lutte contre les nouveaux venus. La presse illustrée progressait avec la même rapidité. Enfin la presse provinciale avançait à pas de géant ; les chemins de fer qui avaient au début favorisé les journaux de la capitale lui servaient maintenant à s'affranchir de leur suzeraineté ; le télégraphe contribuait au même résultat. Avant 1855, les quotidiens étaient l'exception en province ; maintenant ils se multipliaient dans les grandes villes et même ailleurs. Le *Manchester Guardian* donna l'exemple à d'autres journaux en Angleterre, en Écosse, où le *Scotsman* devint une des feuilles les plus puissantes et les mieux rédigées de la Grande-Bretagne.

La presse était donc une des forces incontestées du Royaume-Uni, au même titre que le charbon, la flotte ou la Banque d'Angleterre. Donnant toujours la première place à la politique, elle intéressait les souverains et les ministres du monde entier. Les plus célèbres de ses correspondants trouvaient dans tous les pays un accueil empressé. Russell, par exemple, était devenu depuis 1856 une sorte de roi sans couronne. Les États-Unis seuls, pendant la guerre de Sécession, le reçurent froidement à cause de la partialité du *Times* pour les Sudistes. Mais en 1866 l'Autriche fut heureuse de le fêter à Vienne.

(1) Cité dans CCXVII, p. 231.

En 1870 Bismarck le combla d'égards : il était avec le ministre et Moltke auprès du roi Guillaume à Sedan, et l'on eut soin de lui réserver une place à la cérémonie de Versailles, où ce prince fut proclamé empereur.

Précisément la guerre de 1870 prouva que Russell était déjà dépassé ; à ses longues lettres, envoyées par la poste, on préférait maintenant les télégrammes, plus courts et parvenant plus vite. Le héros dela presse britannique pendant la guerre franco-allemande, ce ne fut plus Russell, mais Archibald Forbes ; l'Écossais l'emportait sur l'Irlandais. Forbes, qui rédigeait ses dépêches en pleine bataille avec un flegme imperturbable, avait aussi le don de se trouver toujours où il fallait au moment opportun. Il était à Saint-Privat près du roi de Prusse quand Moltke vint annoncer la victoire ; il était à Sedan près de la maison où Napoléon III prisonnier eut son entrevue avec Guillaume Ier. Pourvu par le *Daily News* de crédits illimités, il trouva moyen, pendant le siège de Paris, d'envoyer chaque jour par le train allemand une lettre à Sarrebruck, d'où elle était télégraphiée à Londres. Pendant la Commune, il faillit être fusillé à Paris par les fédérés parce qu'il refusait de travailler aux barricades, puis par les Versaillais parce qu'il portait un fusil ; il échappa toujours assez à temps pour envoyer son télégramme. Les représentants de la presse britannique poussaient le sentiment du devoir professionnel jusqu'à l'héroïsme.

CHAPITRE III

L'ÂGE D'OR DE LA PRESSE (1870-1914)

Après 1871 l'Europe entière, sauf la péninsule des Balkans, jouit d'une longue période de paix qui lui valut une grande prospérité. Ce développement économique allait de pair avec les progrès de l'instruction du peuple, avec ceux de la démocratie ; une clientèle considérable s'offrit ainsi aux journaux. La science et l'industrie, en perfectionnant les machines, le télégraphe, tous les moyens de communication, leur fournirent les instruments nécessaires pour recueillir les nouvelles, augmenter le nombre des pages, faire face aux plus gros tirages. On ne se borna point à ces transformations matérielles ; il fallut adapter la presse aux besoins et aux goûts du public nouveau qu'elle voulait gagner. Cette évolution se produisit, plus ou moins rapide, en Grande-Bretagne comme en France et en Allemagne.

I

Apogée de la presse britannique.

En Grande-Bretagne, la presse n'avait plus de libertés à conquérir. Le cautionnement venait de disparaître en 1869. La loi de 1881 eut un objet restreint : elle prescrivait l'enregistrement des journaux *(Newspaper Libel Registration Act)*, de façon qu'on pût retrouver, en cas de procès, les propriétaires véritables au lieu de leur permettre de se cacher derrière

des hommes de paille. Il n'y avait là rien de pareil au code général de la presse promulgué la même année en France. Vers le même temps, la loi scolaire de 1870, qui avait affirmé pour la première fois le principe de l'enseignement primaire obligatoire, commençait à faire sentir ses effets ; enfin la loi électorale de 1884, marquant un nouveau progrès vers le suffrage universel, développa l'intérêt de millions de lecteurs pour les journaux.

Les perspectives d'avenir pour eux étaient si favorables que les fondations de nouvelles feuilles se multiplièrent. A Londres on essaya des périodiques de tout genre, faits pour toutes les spécialités, ainsi que des hebdomadaires destinés au divertissement. Tel fut le *Society Journal*, imité de cette presse parisienne boulevardière à laquelle le *Figaro* donnait le ton ; il eut des représentants spirituels, indiscrets, souvent courageux, comme Yates, comme Grenville Murray, cet ancien attaché d'ambassade qui avait scandalisé les diplomates, comme Labouchère, ce radical si bien renseigné sur les échos de la vie mondaine ; le *World* depuis 1874, le *Truth* depuis 1877 connurent ainsi pendant plusieurs années un éclatant succès.

De cette époque date également la puissance réelle de la presse provinciale. Depuis longtemps elle se plaignait d'être exploitée, souvent mal renseignée par les compagnies privées qui transmettaient les télégrammes. Des novateurs entreprenants offrirent de lui envoyer chaque jour des correspondances, des nouvelles et même des articles sur les sujets les plus divers ; Saunders et Spender fondèrent ainsi la Central Press en 1863. La presse provinciale accepta ces offres ; elle s'organisa elle-même en formant la *Press Association*, définitivement constituée en 1868, et salua comme une victoire la reprise du télégraphe par l'État en 1870. Les journaux des grandes villes avaient désormais les moyens matériels de rivaliser avec ceux de Londres. En même temps ils étudiaient avec

soin les questions extérieures ; la guerre des Balkans leur fournit depuis 1877 l'occasion d'exposer à leurs lecteurs toutes les complications du problème oriental. En 1881, ils obtinrent à la Chambre des Communes, pour leurs rédacteurs parlementaires, les privilèges réservés auparavant à ceux des journaux londoniens.

Citons seulement quelques exemples. Le *Manchester Guardian*, déjà renommé sous les deux Taylor, prit un nouveau développement quand un de leurs parents, Scott, fut désigné comme éditeur en 1872, à l'âge de vingt-cinq ans ; ce radical convaincu allait, pendant plus d'un quart de siècle, défendre avec talent les idées libérales et pacifiques de l'Ouest contre l'impérialisme. Dans la grande ville voisine, la *Liverpool Daily Post* n'exerçait pas moins d'influence. L'Écosse possédait aussi de grands journaux. Le *Scotsman* à Édimbourg conservait comme éditeur depuis 1848 Alexandre Russel : cet Écossais pur sang, brillant causeur, aimé dans toutes les classes de la société, venait d'être comblé d'égards en 1869 par les souverains européens réunis en Égypte pour l'inauguration du canal de Suez. Après sa mort (1876), un de ses élèves, digne de lui, Cooper, allait bientôt prendre sa place et la garder jusqu'en 1906. L'Irlande, qui a fourni à Londres tant de brillants rédacteurs, possédait également des journaux prospères, dont les éditeurs entrèrent presque tous à la Chambre des Communes.

En présence de tels concurrents, les journaux de la capitale avaient besoin de se défendre en cherchant toujours à mieux faire. Une entreprise nouvelle était souvent dangereuse pour ceux qui risquaient leurs capitaux ; la *Tribune*, fondée en 1906, disparut après avoir mangé en peu de temps les trois cent mille livres sterling fournies par un groupe notable d'actionnaires. Les grands journaux connus et réputés ne parvenaient à se maintenir qu'en se modernisant. Le *Morning Post*, le journal de l'aristocratie, avait passé à cette époque

sous la direction d'un remarquable éditeur écossais, Algernon Borthwick, le futur lord Glenesk, ami intime de Disraéli et de Français comme Walewski. En 1882 il se décida, malgré les conseils de son entourage, à réduire le prix à un penny ; cette audace lui réussit, car le journal, tout en gagnant de nouveaux lecteurs, demeura l'organe préféré de la haute société. Le défenseur du parti opposé, du libéralisme gladstonien, le *Daily News*, était à un penny depuis 1868 ; les correspondances de Forbes et de Labouchère sur la guerre de 1870 firent monter le tirage de 50 000 à 150 000. Le grand capitaliste qui l'acheta en 1901, un fabricant de chocolat, Cadbury, lui conserva sa nuance politique, tout en accentuant la sympathie pour les réformes sociales ; une vigoureuse campagne contre le *sweating system* devait contribuer à faire voter la loi de 1909 sur le minimum de salaire. Quant au *Daily Telegraph*, le journal qui avait inauguré avec succès la presse à un penny sous l'habile direction de J. M. Levy continuait sa carrière avec le fils de celui-ci, devenu lord Burnham. Longtemps favorable à Gladstone, il rompit avec lui pour prendre la défense de l'unionisme. Très bien informé sur l'étranger, le *Daily Telegraph* prenait l'initiative d'expéditions lointaines, racontées avec grands détails dans les lettres de ses envoyés ; plusieurs furent célèbres, depuis le voyage aux fouilles de Ninive en 1873 jusqu'à la mission qui suivit en 1899-1900 le tracé du futur chemin de fer « impérial » du Cap au Caire.

Naturellement les grands journaux continuaient, selon une tradition ancienne, à se disputer l'honneur de donner les premiers une nouvelle importante ; ils savaient qu'un succès de ce genre était auprès du public britannique la meilleure des réclames. Le *Daily Chronicle* eut ainsi quelques réussites brillantes : il put annoncer avant ses concurrents la révolution de Philippopoli en 1885 et donner en 1889 les premiers renseignements détaillés sur la mort mystérieuse de l'archiduc

Rodolphe. C'est lui aussi qui reçut en 1912 le premier télégramme envoyé par Amundsen pendant son expédition polaire.

II

Naissance de la presse populaire : Northcliffe.

Tous ces grands journaux recherchaient les renseignements, mais surtout les renseignements politiques ; tous réservaient à la politique la place d'honneur et la prenaient pour sujet de leurs éditoriaux. A ce point de vue, le journal de 1880 ressemblait encore à celui de 1850. Mais n'y avait-il pas des sujets mieux faits pour intéresser la masse des lecteurs nouveaux ? Et ces lecteurs, souvent dénués d'argent, ne fallait-il pas les attirer par le bon marché, substituer au journal à un penny le journal à un demi-penny ? C'étaient les annonces qui avaient rendu possible le premier progrès accompli vers 1855. Or le développement de la richesse générale et de la concurrence commerciale après 1870 rendait les annonces toujours plus nombreuses et plus fructueuses ; elles compensaient, et au delà, le déficit causé par l'excédent du prix de revient sur le prix de vente du journal. Ces deux grandes innovations, presse à un sou (un sou d'avant 1914) et presse à nouvelles sensationnelles, non politiques, devaient aller ensemble et conduire au même résultat.

L'exemple de l'étranger ne fut pas inutile aux Anglais. On avait remarqué le succès du quotidien à un sou fondé à Paris, le *Petit Journal.* En 1868 parut à Londres *L'Écho,* à un demi-penny. Mais la première tentative sérieuse, appuyée par un capital suffisant, n'eut lieu qu'en 1892 avec le *Morning Leader.* Il eut de bons rédacteurs : l'un d'eux, T. P. O'Connor, devait rendre populaires pendant quarante ans ces initiales T. P. Néanmoins le succès financier du journal

demeura médiocre. Il n'adoptait pas franchement dans sa rédaction les méthodes nouvelles, les méthodes américaines : car c'était le pays de Gordon Bennett et de Pulitzer qui offrait les modèles du journalisme sensationnel.

Ces modèles commencèrent à être imités à Londres par les journaux du soir. Ceux-ci, encouragés par les progrès du télégraphe, pouvaient se permettre d'être plus amusants, plus variés, moins « respectables » que ceux du matin. L'un d'eux, la *Pall Mall Gazette*, avait essayé dès 1865 de réaliser un compromis entre les méthodes anciennes et nouvelles ; mais il dédaignait encore de plaire à la foule et voulait rester un journal écrit « par des gentlemen pour des gentlemen ». Un éditeur de grand talent, Greenwood, y groupa des nouvellistes spirituels et amusants, à côté de doctrinaires convaincus tels que John Morley. A partir de 1880 le caractère de cette feuille allait changer avec Stead. Ce personnage, si fécond en idées et en entreprises audacieuses qu'on l'a comparé à Daniel Defoe, mit à la mode le reportage et l'interview. Il fit des enquêtes détaillées, minutieuses, sur des sujets brûlants : de longs articles sur la traite des blanches à Londres scandalisèrent les gens graves et valurent à Stead quelques mois de prison, mais passionnèrent un public nombreux. O'Connor suivit l'exemple de Stead quand il fonda le *Star* en 1888. Il disait lui-même : « A beaucoup d'égards, le journal américain sera mon modèle. » On vit apparaître dans ces feuilles les grands titres qui rompaient la monotonie des longues colonnes chères aux journaux du matin. Les courses, les sports, surtout le football qui devenait alors populaire, commencèrent à disputer la place à la politique (1).

Ces changements n'allaient pas sans étonner, sans inquiéter certains intellectuels. Matthew Arnold signala dans un article du *Nineteenth Century* (1887) l'existence d'un « nouveau jour-

(1) V. HAMILTON FYFE, *T. P. O'Connor*, Londres, 1934.

nalisme » et, tout en cherchant à faire équitablement la part du bien et du mal, ne dissimula point ses craintes (1). Stead lui répondit dans la *Contemporary Review* en montrant la nécessité de gagner, d'éveiller ces classes populaires que la presse n'avait pas su intéresser jusque-là.

Comme Stead s'occupait de vingt choses différentes, le programme esquissé par lui fut mis en œuvre par un autre, par Georges Newnes. Il avait tenu quelque temps unrestaurant végétarien à Manchester. L'histoire anecdotique raconte qu'il voyait, dans les restaurants et les cafés, les journaux que chacun lisait toujours ouverts à la même page, celle des informations générales, qu'on appellerait en France les « échos et nouvelles » ; donc il fallait réduire la part de la politique sérieuse et ennuyeuse. Depuis longtemps il collectionnait des coupures de journaux contenant un fait curieux, une anecdote piquante, une statistique inattendue. C'est avec ces découpures, commentées et complétées, qu'il commença en 1881 à Manchester une brochure périodique, *Tit Bits*, dont le succès fut grand. Il le rendit plus considérable encore par deux idées qui allaient faire fortune : les polices d'assurances données aux lecteurs, et les concours dont les gagnants obtenaient des prix de grande valeur.

Stead et Newnes avaient préparé la voie au grand révolutionnaire, Alfred Harmsworth, qui devint lord Northcliffe. Le « Napoléon de la presse » a eu des amis et des ennemis également passionnés ; tous ont reconnu sa puissance. Grand brasseur d'affaires, il savait mener de front des occupations variées qui lui assurèrent une énorme fortune ; mais le journalisme, plus qu'une source de richesse, était pour lui une passion. Il y voyait le moyen d'amuser, d'éduquer, de dominer les foules. John Walter II, pour conquérir l'élite britannique, avait cherché, en les payant très cher, les meilleurs rédacteurs

(1) Arnold a été plus d'une fois sévère pour les journaux américains : « their badness and ignobleness are beyond belief ».

et organisé un service de nouvelles sans rival ; c'est par des moyens semblables que Harmsworth voulut gagner les masses. Les États-Unis, qu'il admirait profondément, lui apprirent comment on doit faire une feuille que tous pourront lire ; il fallait trouver chaque jour le *talking point*, l'actualité dont tout le monde parle. Ce patron autoritaire, si prompt à congédier les collaborateurs insuffisants, récompensait brillamment les réussites et prenait soin du bien-être de tout son personnel. Avec ses campagnes violentes, ses initiatives hardies, il allait s'imposer à la presse britannique pendant vingt ans.

Les débuts furent modestes. Le journal fondé en 1888 par Alfred Harmsworth ne faisait pas ses frais. Il appela auprès de lui son frère Harold, le futur lord Rothermere, qui était doué de remarquables aptitudes administratives, et lui-même annonça un concours : le prix, comportant une rente viagère d'une livre par semaine, serait décerné à celui qui approcherait le mieux de la vérité en indiquant l'encaisse métallique de la Banque d'Angleterre à une date fixée. 700 000 réponses arrivèrent, des milliers de lecteurs continuèrent à suivre le journal ; celui-ci était lancé. Mais il n'abordait pas encore la politique, et c'était celle-ci qui tentait l'ambition de Northcliffe (pour employer dès ce moment le nom qu'il portera seulement après 1905). Un début heureux dans la grande presse, avec l'*Evening News*, le mit en mesure de réaliser pleinement son rêve par la fondation du *Daily Mail.*

Nortchliffe s'était associé avec Kennedy Jones, autre journaliste entreprenant, qui avait pratiqué le métier pendant dix ans dans quelques feuilles de province et qui appliquait déjà les méthodes américaines. Ils lancèrent le *Daily Mail* en 1896. Les nouvelles remplissaient presque toutes les pages, nouvelles de tous genres et de tous pays. Mais chaque jour la place d'honneur fut réservée à l'événement le plus actuel, le plus intéressant pour la foule ; des titres en grosses lettres et

des « manchettes » indiquaient les renseignements particuliers recueillis sur le sujet. Il mit aussi dans le journal la page amusante, la « page de magazine », dont un tiers était pour le roman-feuilleton ; celui-ci devait être découpé de telle façon que la fin de chaque numéro fît désirer la suite. C'était la règle que l'auteur de *Jérôme Paturot*, avant 1848, avait recommandée aux feuilletonnistes français, en vantant la finale fameuse : « Quelle était cette tête ? quelle était cette main ? » Mais la principale nouveauté, c'est que ce journal si varié, si attrayant, coûtait un demi-penny, moitié moins que les autres grands journaux ; qui n'avait pas un sou à donner pour le lire ? Les fondateurs comptaient bien sur un fort tirage, indispensable pour obtenir les annonces, et ils avaient organisé un outillage mécanique perfectionné. Le premier numéro, distribué partout comme réclame, fut tiré à 395 000. Le tirage moyen, qui fut aussitôt de 170 000, atteignit au bout de deux mois 200 000, pour ne plus descendre au-dessous de ce chiffre. En cinq ans, on atteignit le million, qui devait être dépassé plus tard. Naturellement les annonceurs jugèrent bon d'utiliser la publicité d'un journal si répandu (1).

Celui-ci n'avait point supprimé les *leaders*, les éditoriaux ; seulement il les faisait courts et précis. La politique, surtout la politique extérieure, gardait sa place et même s'affirmait hautement ; cette politique, c'était l'impérialisme. Montrer à tous les Anglais la grandeur de l'Empire, les décider à la défendre et à l'étendre par tous les moyens, fortifier l'orgueil britannique en le justifiant, tel était le programme de Northcliffe ; de là son admiration pour Joseph Chamberlain, le défenseur de l'Union contre le Home Rule, le ministre qui travaillait à l'extension de la puissance anglaise. Les circonstances favorisèrent les campagnes du *Daily Mail:* en 1898 c'était Fachoda ; en 1899 c'était la guerre du Transvaal,

(1) Sur l'histoire de ces débuts, v. CCXXXIII.

avec la lutte de presse contre les pro-Boers, contre les pays étrangers sympathiques au président Kruger.

Les gouvernants anglais comprenaient l'avantage d'un pareil appui. Chamberlain, pendant sa longue carrière municipale à Birmingham, avait plusieurs fois vu les journaux de cette ville décider de la victoire aux élections ; ses rapports avec la presse étaient continuels. Lord Salisbury, par contre, éprouvait un mépris d'aristocrate pour le journalisme nouveau, si différent de celui auquel il avait collaboré dans sa jeunesse. Il disait que le *Daily Mail* était écrit par des garçons de course pour des garçons de course *(office boys)*. Mais en 1898 la nécessité apparut d'enflammer, à propos de Fachoda, l'opinion anglaise contre la France ; il écouta les conseils de Chamberlain, et les portes du Foreign Office furent désormais largement ouvertes aux représentants des grands quotidiens.

Le succès encourageait les fondateurs du *Daily Mail* à de nouvelles initiatives, parfois très hasardées. Ils avaient songé à créer quelques journaux de province recevant leur inspiration de Londres, et n'avaient pas réussi ; l'échec fut compensé en 1899 par la création à Manchester d'une imprimerie où l'on fit la réplique du journal de Londres : celui-ci télégraphiait le texte des articles. Cette édition de province put ainsi donner les nouvelles de la guerre sud-africaine à tout le Nord-Ouest pour l'heure du *breakfast*. Northcliffe eut alors une autre idée, celle d'un journal exclusivement destiné aux femmes ; ce fut un désastre, car les femmes anglaises ne voulaient pas d'un journal de seconde zone. Il ne s'obstina point et ne se découragea point ; cette feuille fut remplacée par un journal illustré pour tous, ne coûtant qu'un demi-penny : le *Daily Mirror* obtint vite un succès triomphal. Et les railleurs de dire que Northcliffe, après avoir un fait un journal pour ceux qui ne savent pas penser, en faisait un pour ceux qui ne savent pas lire. Il dédaignait les railleries et continuait ses conquêtes.

Une édition continentale du *Daily Mail* fut inaugurée à Paris en 1905. Plus tard on devait faire une édition hebdomadaire destinée aux Dominions. Pour se procurer le papier nécessaire à une consommation toujours croissante, Northcliffe avait organisé la Compagnie de Terre-Neuve, qui développa la prospérité de cette vieille colonie tout en faisant du propriétaire du *Daily Mail* un véritable suzerain.

Créé lord en 1905, il restait l'ami des conservateurs à cause de leur politique impérialiste, mais son indépendance demeura complète. Il rompit avec l'homme si longtemps loué par lui, avec Chamberlain, parce que la réforme protectionniste prônée par celui-ci risquait de rendre la vie chère pour le peuple. Or Northcliffe jugeait nécessaire d'attacher à l'Empire toutes les classes de la nation en développant le bien-être des ouvriers, en favorisant le trade-unionisme. Car cet Empire était menacé par un ennemi redoutable, non plus la France, mais l'Allemagne. La légende rapporte que Northcliffe, au cours d'un voyage en automobile à travers les provinces françaises, subit le charme de ce pays qu'il ne connaissait point auparavant et cessa désormais de le combattre ; la vérité, c'est qu'il redoutait les progrès économiques de l'Allemagne et surtout la grande flotte de guerre commencée par Guillaume II. Entre 1906 et 1914 le journal ne cessa de signaler à tous le péril allemand, soulevant contre lui les partisans du mouvement pacifiste qui grandissait depuis les élections de 1906.

Le succès du *Daily Mail* suscita naturellement des imitateurs. Un des plus heureux, Pearson, avait comme Northcliffe le sens des affaires et posséda bientôt plusieurs périodiques ; en pleine guerre du Transvaal fut lancé le *Daily Express*, feuille de nouvelles rapides et abondantes, qui réussit vite (1). Cette prospérité devait grandir encore lorsqu'il eut

(1) V. CCXXVI.

passé aux mains d'un Canadien, initié à toutes les méthodes américaines, Max Aitkin, le futur lord Beaverbrook.

En face de ces feuilles bon marché, sensationnelles, populaires, que devenait le grand journal qui, pour les étrangers, incarnait la presse britannique ? Le *Times* au lendemain de 1870 paraissait plus puissant que jamais. Delane le dirigeait toujours, et, quoique fatigué par l'âge, devait rester à son poste jusqu'en 1877. Il savait encore découvrir de bons collaborateurs. Ainsi Blowitz, un personnage venu de Bohême, quelque temps professeur de langues vivantes en France, devint son correspondant à Paris ; comblé d'attentions par Thiers, appelé par Decazes en 1875 à dénoncer les menaces allemandes, il se rendit à Berlin pendant le congrès de 1878 et réussit, malgré Bismarck, à se procurer le texte du traité de Berlin. Le chancelier de fer, d'abord furieux, le traita ensuite comme le roi de la presse (1). Delane avait eu pour successeur Chenery : celui-ci travaillait au journal depuis vingt ans, mais n'était pas de taille à le mener. Ensuite Buckle fut chargé de cette haute mission à l'âge de vingt-neuf ans ; au début du XXe siècle, il put constater fièrement que le *Times* depuis 1817 avait eu en tout quatre éditeurs, pendant que la Grande-Bretagne voyait passer trente ministères avec dix-huit Premiers.

Le prestige international du *Times* demeurait sans rival. Ses correspondants, installés pour de longues années dans les grandes capitales, faisaient figure d'ambassadeurs, mieux renseignés que les représentants de Sa Majesté Britannique, parce qu'ils pouvaient causer avec des hommes de tous les partis. L'un d'eux, M. Wickham Steed, nous a laissé un intéressant tableau de sa carrière (2). Pris à l'essai depuis 1896,

(1) Blowitz était-il d'origine juive, comme on le croyait généralement, ou d'une famille noble de Bohême, comme il l'affirme dans ses *Mémoires* ? La réponse est douteuse.

(2) CCXLIX, *passim*.

il fut envoyé bientôt à Rome. Le ministre des affaires étrangères italien, Visconti-Venosta, s'accoutuma vite à lui exposer sans réticence la situation diplomatique, en indiquant ce qui ne devait pas être publié. Sydney Sonnino, beaucoup plus fermé, lui accorda également sa confiance. D'autres lui révélèrent les dessous des relations entre le Vatican et le Quirinal. En 1902 Wickham Steed est transféré au poste plus important de Vienne. Là il s'initie à toutes les complications des luttes nationales dans la Double Monarchie. Le gouverneur de Bosnie-Herzégovine lui annonce à l'avance l'assassinat du roi Alexandre de Serbie. Tisza l'accueille à Buda-Pest. Le roi Édouard VII, pendant sa cure annuelle à Marienbad, se fait renseigner par lui sur la vie politique de l'Europe Centrale ; c'est à Wickham Steed que Clemenceau parle franchement avant d'exposer au roi la nécessité d'une alliance militaire anglo-française.

Mais sa façade magnifique, son autorité traditionnelle ne pouvaient cacher aux initiés la décadence du grand journal. Des incidents particuliers y contribuèrent. Il s'était lancé à fond dans la lutte contre le *Home Rule* et contre les Irlandais. En 1889 Parnell, accusé par lui d'avoir écrit une lettre où il approuvait à moitié l'assassinat du vice-roi d'Irlande à Phœnix-Park, intenta un procès au *Times;* on put prouver que la lettre était l'œuvre d'un faussaire, et le tribunal, conformément à l'usage anglais, condamna le journal à des dommages-intérêts considérables ; le dommage moral pour lui n'était pas moindre. Surtout le *Times* avait négligé de se transformer, de se moderniser ; il n'offrait plus assez d'intérêt pour justifier le prix de trois pence en face de grands journaux beaucoup moins chers. Divers expédients adoptés pour attirer les lecteurs par des dons ou des prêts de livres suscitèrent la protestation des libraires et firent mauvais effet. Une répartition compliquée du capital entre les actionnaires rendait toute réforme difficile. John Walter III était mort en 1894 ; son

fils Arthur, gentleman élégant et dilettante, n'était pas capable de relever le journal. Il perdit courage et résolut de la vendre en 1908. On crut d'abord que Pearson l'achèterait, mais Northcliffe se présenta. Le Napoléon de la presse rêvait depuis longtemps de posséder le *Times;* pour lui, c'était la consécration de son œuvre, l'influence désormais établie sur l'élite sociale de la Grande-Bretagne. Il devint le principal propriétaire et, tout en conservant l'ancien personnel des rédacteurs, tout en respectant le caractère traditionnel de la vieille maison, il s'occupa de lui insuffler une vie nouvelle ; en même temps il y accentuait la politique impérialiste, qui devint de plus en plus une politique anti-allemande. Ainsi en Angleterre le nouveau journalisme avait conquis l'ancien.

III

Évolution de la presse française.

Il fallut à la presse française après 1870 plusieurs années de luttes avant d'obtenir une liberté pareille à celle d'outre-Manche. Le gouvernement de la Défense Nationale, il est vrai, supprima le cautionnement dès octobre 1870, puis déclara les procès de presse rendus au jury ; même il réalisa ce paradoxe de laisser les journaux libres dans Paris assiégé. Quelques préfets en province ayant voulu sévir contre des journaux furent admonestés par Gambetta. Après l'armistice le général Vinoy, gouverneur de Paris, montra plus de sévérité ; il allait être dépassé par le gouvernement de la Commune, qui, pendant sa courte existence, multiplia les rigueurs contre la presse bourgeoise (1).

L'Assemblée Nationale, conformément à la vieille tradition libérale, maintint la compétence du jury ; mais des raisons

(1) V. **CLXXII**.

financières et politiques la décidèrent à rétablir le cautionnement. Paris demeurant soumis à l'état de siège, l'autorité militaire pouvait y frapper les journaux. La presse politique devint quand même très active, à cette époque où l'on discutait ardemment le choix entre la monarchie et la république. Dans la presse de gauche surtout, il y eut quelques fondations nouvelles, bientôt récompensées par le succès. *La République française* fut l'organe de Gambetta, secondé par une rédaction grave, sérieuse, savante, que Challemel-Lacour dirigeait avec autorité. Au *Dix-neuvième siècle* Edmond About groupait d'anciens normaliens, tels que Francisque Sarcey, tous vivants, spirituels, menant avec brio la campagne anticléricale. *Le Rappel*, dirigé par Auguste Vacquerie, devint le journal préféré de la classe ouvrière à Paris. Dans la presse de droite, *Le Français*, devenu l'organe du duc de Broglie, défendait une politique orléaniste, ainsi que *Le Soleil* où Édouard Hervé parvint le premier à faire prospérer un journal politique à cinq centimes. Parmi les feuilles anciennes, le *Journal des Débats*, toujours bien écrit, conquit une importance nouvelle par son entente avec Thiers : les partisans de la monarchie et de la république s'y disputèrent la prééminence, mais les seconds l'emportèrent avec John Lemoinne et firent triompher la politique du centre gauche.

Après la chute de Thiers le nouveau gouvernement voulut mater la presse républicaine. Dans les dix-sept mois qui suivirent le 24 mai il y eut 28 journaux supprimés, 20 suspendus, 173 privés de la vente sur la voie publique ; mais on ne réussit point par ces moyens à faire taire les opposants. Bientôt la victoire électorale de 1876 les délivra de l'état de siège. En 1877 le ministère du 16 mai fit un nouvel effort, non pas contre la presse de Paris, laissée à peu près tranquille, mais contre celle des départements, qu'on gêna par de nombreuses tracasseries. La défaite des hommes du 16 mai, puis la conquête du Sénat par une majorité de gauche rendirent possible le vote

d'une loi définitive, celle de 1881, véritable code de l'imprimerie et de la librairie comme de la presse périodique. Elle supprimait le cautionnement et le timbre, facilitait la création des journaux, confirmait la compétence du jury ; les personnes attaquées par les journaux possédaient le droit de réponse.

Cette loi, une des plus libérales du monde, n'a subi depuis lors que des corrections insignifiantes. La principale eut pour objet d'attribuer aux tribunaux correctionnels les affaires de propagande anarchiste ; cette loi « scélérate », comme l'appelèrent ses adversaires d'extrême-gauche, fut motivée par les attentats de 1893-1894 et sert encore à punir les insultes contre les officiers. A part ce cas particulier, la loi de 1881 a subsisté entière, et les divers essais faits pour la modifier dans un sens plus rigoureux ont échoué l'un après l'autre. Les mœurs ont favorisé la liberté toujours plus grande laissée aux périodiques ; les nombreux acquittements prononcés par le jury ont détourné le gouvernement comme les particuliers de les poursuivre ; dans les procès intentés par de simples citoyens devant les tribunaux correctionnels, jamais ceux-ci n'ont infligé aux diffamateurs des peines pécuniaires comparables à celle qui frappa le *Times* quand Parnell le fit condamner. Même le droit de réponse a paru excessif aux journaux et aux revues, qui s'efforcent de le restreindre.

Sans attendre le vote définitif de la loi de 1881, la presse parisienne prenait un essor nouveau. Elle eut comme trait dominant jusqu'à la fin du XIXe siècle la personnalité nettement accusée des rédacteurs. Tandis que, dans la presse britannique, l'anonymat demeurait la règle, c'étaient des journalistes connus, signant leurs articles chaque jour, soucieux d'art et de style, qui attiraient les lecteurs. Ils étaient volontiers violents ; les grandes crises, boulangisme, affaire de Panama, plus tard affaire Dreyfus, fournirent une riche matière à leurs invectives. Tous les partis trouvèrent des défenseurs brillants : journalistes de droite comme Paul de

Cassagnac, l'ennemi acharné de la République, de la « gueuse », ou Édouard Drumont, le héraut de l'antisémitisme ; révolutionnaires bientôt alliés avec la droite, comme Henri Rochefort ; hommes de gauche comme Clemenceau qui, après avoir dirigé *La Justice*, devint dans *L'Aurore* le plus vigoureux, le plus convaincant des « dreyfusards ».

D'autres organes, tout en faisant une large part à la politique, tenaient surtout à conserver ce cachet littéraire et mondain qui les rendait chers aux classes élevées. Le *Figaro*, plus puissant que jamais après 1870, était le journal « parisien » par excellence. Villemessant y régna jusqu'au bout, puis il eut des successeurs dignes de lui ; les éditoriaux courts et vigoureux de Francis Magnard furent célèbres dans le monde entier. Le *Figaro* trouva un émule dans *Le Gaulois*, journal royaliste bien dirigé par Arthur Meyer ; celui-ci voulait avant tout plaire au « grand monde », mais il ne craignait point d'appeler dans sa rédaction une révolutionnaire de talent comme Séverine. Le *Figaro* pendant l'affaire Dreyfus prit énergiquement parti pour la révision ; *Le Gaulois*, qui la combattait, put lui enlever une partie de sa clientèle conservatrice. Dans ces grands journaux la chronique parisienne, amusante ou sérieuse, avait ses maîtres, ses « maréchaux », un Henry Fouquier, un Bergerat. D'autres feuilles, sacrifiant à peu près entièrement la politique, se vouèrent à la littérature, surtout à la littérature érotique, voire même pornographique ; le succès de *Gil Blas* encouragea de nombreux imitateurs.

Les journaux graves, réfléchis, politiques avant tout, conservaient un public fidèle, soucieux d'être bien renseigné par des études complètes et approfondies sur tous les sujets. Le *Journal des Débats* connut des difficultés financières qui font penser à celles du *Times*, mais il garda son prestige de feuille bien écrite, lettrée, académique. Le rôle politique de premier ordre qu'il avait souvent joué passa au *Temps*. Celui-ci dut cette prépondérance à l'homme qui le dirigea

depuis 1867 jusqu'à sa mort, survenue en 1914, à la veille de la guerre : Adrien Hébrard fut le Delane français, un Delane du Midi, joyeux, spirituel et sceptique. Ce caractère ne l'empêcha point de faire du *Temps* l'organe sérieux, respectable, aux nouvelles sûres, que désirait la grande bourgeoisie républicaine. « Soyez em...bêtants, messieurs », disait-il en souriant aux rédacteurs (1). Un de ses plus grands mérites fut d'assurer au *Temps* des correspondances dignes de foi sur les pays étrangers. Au cours d'une enquête organisée en 1902, divers journalistes européens, dans des réponses de forme polie, s'accordèrent à reprocher aux journaux français une ignorance grossière sur les autres pays ; tous firent une exception pour *Le Temps* (quelquefois pour le *Journal des Débats*) (2). Des rédacteurs de premier ordre comme Francis de Pressensé, puis M. André Tardieu, furent chargés de résumer ces informations sur la politique extérieure. Sur l'intérieur aussi Hébrard savait réunir des renseignements complets et soigneusement contrôlés. Aussi les autres journaux puisaient-ils sans vergogne dans ce précieux répertoire. Un témoin compétent le disait en 1914 : « Entrez à cinq heures dans n'importe quel cabinet de rédacteur en chef ou du premier chef d'informations venu. Vous trouverez ces personnages occupés à lire *Le Temps* et tenant en main les ciseaux avec lesquels ils couperont les articles » (3).

Le *Temps*, organe des républicains modérés, fut un journal d'opinion aussi bien qu'un journal d'information. Le début du XXe siècle vit encore quelques fondations notables de journaux d'opinion. Jaurès parvint à faire de *L'Humanité* le principal organe socialiste. *L'Action Française*, avec Charles Maurras, représenta le royalisme intransigeant. Quant à

(1) CLII, p. 15.
(2) V. cette enquête, organisée par Frédéric Loliée, dans la *Revue Bleue*, 1902 (2e semestre).
(3) CLXXXV, 1er janvier 1914.

L'Œuvre, ce fut d'abord un écrit personnel hebdomadaire, dans le genre de *La Lanterne* de Rochefort, composé par un journaliste vigoureux, Gustave Téry ; ses « manchettes » furent bientôt célèbres. C'est seulement pendant la guerre de 1914 que *L'Œuvre* devait devenir un journal quotidien, défendant avec esprit le parti radical.

Ces journaux, par leur composition, par leur aspect, différaient de deux autres quotidiens parvenus aux grands tirages, et s'adressant exclusivement aux classes populaires, *Le Petit Journal* et *Le Petit Parisien.* Le fondateur du premier, Polydore Millaud, était un financier habile et un excellent administrateur, digne contemporain de Mirès. Ils avaient d'ailleurs plus d'une fois travaillé ensemble : en 1849, comme la situation financière de Lamartine l'obligeait à faire du journalisme pour payer ses dettes, c'étaient ces deux personnages qui avaient fourni les fonds du *Conseiller du Peuple*, rédigé entièrement par lui. En 1865, au moment où les directeurs les plus audacieux de la presse anglaise étaient fiers d'avoir pu faire vivre le journal à un penny, à deux sous, Millaud ne craignit pas de lancer *Le Petit Journal* à un sou. Il réussit vite, et après lui l'alliance entre Émile de Girardin, le maître journaliste, et Marinoni, le grand constructeur de machines, fit du *Petit Journal* une véritable puissance (1). Bientôt un autre administrateur de grande envergure, homme d'affaires habile qui avait conquis en même temps une place importante au Parlement, Jean Dupuy, fit prospérer *Le Petit Parisien.* Les deux rivaux réduisirent les articles de fond, les éditoriaux ; tous les deux multiplièrent les nouvelles brèves, claires, sur tous les faits du jour, mais principalement sur les faits sensationnels, procès, meurtres, catastrophes. Tous les deux aussi comprirent l'importance capitale du roman-feuilleton : dans les semaines où commençait un nouveau roman, le tirage

(1) Sur Millaud, v. l'ouvrage déjà cité de Morienval.

montait ou baissait de 50 à 80 000 exemplaires, selon que l'auteur avait réussi ou non à conquérir son public (1). Les romans policiers de Gaboriau avaient commencé la fortune du *Petit Journal;* les Émile Richebourg, les Xavier de Montépin, les Jules Mary devaient connaître une vogue semblable. Le public habituel de ces journaux voulait qu'on lui évitât l'ennui des polémiques violentes sur la politique du jour ; pendant l'affaire Dreyfus, *Le Petit Journal* prit ardemment parti contre la révision, tandis que *Le Petit Parisien* demeurait neutre ; le premier perdit beaucoup au profit du second. Tous les deux avaient commencé à deviner l'intérêt de leurs lecteurs pour les informations sportives ; tous les deux attachèrent avec raison une grande importance à l'organisation de la vente, aux heures des trains, au choix de nombreux dépositaires et sous-dépositaires.

Un seul journal, d'un caractère tout différent, avait réussi à rivaliser avec *Le Petit Journal* et *Le Petit Parisien*, par l'emploi des mêmes procédés pratiques : c'était *La Croix*. Les Assomptionnistes comprirent de bonne heure l'importance de la presse ; *Le Pèlerin*, bulletin de l'œuvre des pèlerinages, devint depuis 1877, grâce à eux, un périodique militant ; puis *La Croix*, revue mensuelle, fit place à un grand quotidien en 1883, et la Maison de la Bonne Presse fut bientôt une gigantesque usine à périodiques, en même temps qu'elle aidait à la création des *Croix* régionales, qui arrivèrent à la centaine. La passion religieuse et politique, surexcitée par les débats qui accompagnèrent l'affaire Dreyfus, donnait à cette œuvre une foule de collaborateurs bénévoles ; le départ des moines, sur l'ordre de Léon XIII, ne compromit point sa prospérité. Vers 1904 on comptait plus de 10 000 Comités de la Bonne Presse, près de 50 000 « zélateurs », sans parler des pages du Christ et des porteurs.

(1) René Bazin, *Questions littéraires et sociales*, 1906, p. 78.

Malgré ces progrès des journaux populaires, un observateur pouvait écrire au début du xxe siècle : « A l'encontre de ce qui existe aux États-Unis, une partie considérable encore de la population française échappe à l'action de la presse (1). » Les choses changèrent entre 1900 et 1914, grâce à l'apparition de nouvelles feuilles parisiennes et au développement de la presse provinciale.

Les nouvelles feuilles parisiennes reprirent, en les perfectionnant, les procédés techniques et commerciaux qui avaient fait le succès du *Petit Journal* et du *Petit Parisien*. Elles s'inspirèrent surtout des méthodes américaines ; d'ailleurs le premier en date parmi ces journaux, *Le Matin*, avait été fondé en 1884 par des citoyens des États-Unis. Pour bien montrer qu'il renonçait à soutenir la politique d'un parti, le directeur, Edwards, fit écrire l'éditorial à tour de rôle par deux hommes de droite, Cornély et Paul de Cassagnac, et deux hommes de gauche, Emmanuel Arène et Jules Vallès. Les nouvelles furent précédées, à la façon de New-York, par des titres en grosses lettres. Ce genre nouveau n'obtint d'abord qu'un succès médiocre, jusqu'au jour où *Le Matin* passa aux mains de Poidatz, remarquable financier qui disposait de capitaux importants. Il abaissa le prix de deux sous à un sou ; il se procura des nouvelles abondantes par un traité avec le *Times ;* enfin il mit le journal à six pages, ce que le *Figaro* seul avait tenté auparavant. On put ainsi, conformément à la formule américaine, compenser la faiblesse du prix de vente (inférieur au prix de revient) par les profits des annonces (2). Bientôt *Le Journal*, après avoir débuté comme rival du *Gil Blas*, adopta les mêmes procédés que *Le Matin ;* il devint, lui aussi, une feuille à un sou, cherchant à intéresser la bourgeoisie comme le peuple ; tous les deux rivalisèrent bientôt pour les forts tirages avec les journaux de Marinoni et de Jean Dupuy.

(1) Frédéric Loliée dans l'enquête de la *Revue Bleue*, 1902.
(2) V. CLXXXV.

L'Écho de Paris, d'abord exclusivement littéraire, adopta les mêmes techniques, tout en devenant un organe politique nationaliste et conservateur. Pour se procurer les informations anglaises, il conclut un traité avec le *Daily Telegraph*. Ce furent là les cinq journaux les plus répandus, ceux dont la réunion constituait ce que les gens de presse à Paris nommèrent le « consortium ». Grâce à l'accroissement continuel du nombre des lecteurs, *Le Matin* passait de 78 000 en 1899 à 285 000 en 1902, 483 000 en 1905, un million en 1913. *Le Petit Parisien* ne s'était pas laissé distancer : tirant à 777 000 en 1899, il atteignait 1 180 000 en 1905 et 1 550 000 en 1913. A la veille de la guerre on signalait à Paris 41 quotidiens politiques, avec un tirage global de 6 millions, dont près de 5 étaient monopolisés par les cinq grandes feuilles du consortium. En France comme en Angleterre, comme en Amérique, les grands journaux se disputèrent lecteurs et abonnés à coups de cadeaux : polices d'assurances à Londres, concours avec prix à Paris, offres encore plus séduisantes et plus variées à New-York.

Nous avons indiqué maintes fois combien la presse de province demeurait arriérée. Plusieurs de ceux qui travaillèrent pour elle, royalistes comme Belleval, républicains comme Joigneaux et Gastineau, ont exposé dans leurs *Mémoires* quel souvenir fâcheux ils conservaient de la vie misérable réservée à cette profession (1). Les choses allaient changer après 1870. Le siège de Paris et la Commune, en isolant la France de sa capitale, forcèrent déjà la presse provinciale à ne plus demander chaque jour le mot d'ordre à Paris (2) ; le développement de la liberté politique, l'émancipation du suffrage universel, la loi de 1881 contribuèrent

(1) V. CXLVIII ; Gastineau, *La vie politique en province* (1869) ; Joigneaux, *Souvenirs historiques*, 1891. Un tableau analogue, fortement romancé, fut encore publié en 1883 par Willox (CCI).

(2) Arthur Meyer attribue à ce fait une grande importance (CXC ,p. 365).

aussi à ce réveil. Mais ce furent surtout les nouvelles méthodes techniques employées par les grands journaux régionaux qui assurèrent leur libération définitive. Chacun eut à Paris un bureau de rédaction, où l'on écrivait des articles de fond, où l'on recueillait des échos. Chacun eut un fil télégraphique à lui, un « fil spécial », transmettant ce qui lui était envoyé par le bureau de Paris ou par les grandes agences. En même temps ils conquirent leur région en multipliant les éditions départementales ; chacune renfermait, avec les pages communes, une ou deux pages réservées à tel département, relatant les plus petits incidents qui pouvaient avoir de l'intérêt pour ses habitants. Afin de mener à bien ces entreprises, il fallut l'initiative et l'entregent de certains grands administrateurs, qui parfois joignirent à cette lourde tâche celle de rédacteurs en chef.

Ils réussirent d'abord dans le Midi, où l'on était loin de Paris (1). Citons seulement quelques exemples. A Bordeaux l'imprimeur Gounouilhou dirigeait depuis longtemps *La Gironde*, journal à trois sous, de tendance républicaine. En 1872 il inaugura *La Petite Gironde*, journal à un sou qui, toujours administré par la famille du fondateur, eut depuis 1884 son agence parisienne, et peu après ses éditions départementales. A Toulouse, *La Dépêche*, après avoir assez longtemps végété, prit tout son développement sous Arthur Huc, le grand journaliste radical du Sud-Ouest, qui devait la diriger pendant plus de trente ans jusqu'à sa mort. Le bureau parisien de *Le Dépêche* prit une importance considérable, surtout depuis que M. Maurice Sarraut, associé avec Huc, en devint le directeur en 1910. A Lyon, *Le Progrès*, fondé par un imprimeur en 1859, trouva un remarquable animateur dans Léon Delaroche, qui le mit à un sou en 1881 ; après sa mort (1897), sa famille sut continuer brillamment son œuvre. Mais entre

(1) V. cette histoire détaillée dans CLXI.

1900 et 1914 ce ne fut plus le Midi seul qui eut ses grands journaux. Dans toutes les parties de la France les mêmes méthodes, jointes à une connaissance exacte des habitudes et des préoccupations locales, ont fait le succès de certains régionaux. Malgré la part considérable qu'ils réservaient aux informations, la plupart ont conservé un intérêt plus vif que les feuilles du consortium parisien pour la politique de parti. De même qu'en Grande-Bretagne, c'est la presse de province qui fournit aux groupes de gauche, radicaux et socialistes, leurs organes les plus influents.

Ainsi la presse française en 1914 avait conquis des millions de nouveaux lecteurs. Mais la concurrence était devenue aussi âpre qu'en Grande-Bretagne ; la vente au numéro avait remplacé l'abonnement, et sans cesse il fallait s'ingénier pour conserver, en présence de rivaux toujours actifs, les annonces et les lecteurs (1).

IV

Évolution de la presse allemande.

L'Allemagne unifiée eut depuis 1874 sa loi d'Empire sur la presse. Elle remplaçait avantageusement les règles tâtillonnes et souvent contradictoires adoptées par les divers États. Cette loi, de tendance libérale, abolit toute censure préventive et admit dans des cas nombreux la compétence du jury ; elle conservait pourtant des dispositions répressives assez rigoureuses, en particulier dans les procès de lèse-majesté. Bismarck avait eu l'appui chaleureux de la presse allemande pendant la guerre de 1870 ; il avait su l'utiliser

(1) Un directeur de journal résumait la partie économique du métier dans cette formule : « Soixante tonnes de marchandise ont été préparées en douze heures, exécutées en trois heures, expédiées en cinq heures à 20 000 personnes. Il s'agit de la vendre dans la journée, parce qu'alors la marchandise vaut 75 francs les 100 kilos, et que, le lendemain, elle ne vaudra plus que 6 fr. 75. » **CLXXXV**, 1er janvier 1914.

pour détruire les dernières résistances des souverains du Sud contre l'unité, en même temps qu'il gagnait l'opinion publique chez les neutres par ses prévenances pour les correspondants de guerre anglo-saxons. Il joignait, comme autrefois, l'intérêt pour les journaux, ces puissants instruments politiques, au mépris pour les journalistes, ces pauvres gagne-deniers *(elende Geldmacher)* ; il avait laissé faire la loi de 1874, à condition de ne pas être gêné par elle. Bismarck eut toujours une presse officieuse, non seulement un journal reconnu comme tel, la *Norddeutsche allgemeine Zeitung*, mais diverses feuilles recevant ses directives et, quoi qu'il ait dit, ses subventions : « le fonds des reptiles » fut une réalité. On devine sa colère quand il découvrit que l'argent donné par lui à l'ambassadeur d'Arnim pour agir sur la presse parisienne servait à payer les attaques d'un journal berlinois, la vieille *Gazette de Spener*, contre le chancelier (1).

Engagé dans le Kulturkampf, Bismarck déploya la même ardeur qu'autrefois contre la presse opposante. Une statistique dressée par la *Frankfurter Zeitung* donne, jusqu'au 1er novembre 1874, 784 plaintes déposées par le gouvernement et 610 condamnations. Mais la presse catholique était moins facile à museler que les journaux libéraux de 1864 ; elle comprenait un grand nombre de feuilles locales appartenant à des comités soutenus par le clergé, qui imposaient aux fidèles à la fois l'obligation de s'abonner et, quand ils étaient commerçants, de fournir des annonces ; peu prospères, assez lourdement écrites, ces feuilles avaient au moins l'existence financière assurée. Au-dessus d'elles s'élevèrent quelques grands journaux catholiques. A Cologne les Bachem, imprimeurs qui depuis longtemps s'occupaient de journalisme, trouvèrent un rédacteur de talent, Cardauns, qui fit le succès de la *Kölnische Volkszeitung*. A Berlin la *Germania*, fondée en décembre 1870

(1) V. LXXXVI, p. 119-125.

comme organe officiel du parti du Centre, eut dans un jeune prêtre, Majuncke, le polémiste infatigable qui lui était nécessaire pour mener cette lutte ; les magistrats, stylés par le chancelier, déposèrent contre lui plus de cent plaintes, dont cinquante-sept en une seule fois. Quand Léon XIII prépara un rapprochement, le journaliste combatif dut céder la place à Franz, un modéré qui allait s'adapter aux conditions nouvelles.

Alors ce fut le tour des socialistes. Ils avaient depuis peu de temps une presse à eux, presse de parti comme celle du Centre, donnant à la politique la première place, éduquant et groupant les masses ouvrières. L'organe officiel du parti, le *Vorwärts*, à Leipzig, prenait une grande importance. La loi provisoire de 1878, plusieurs fois renouvelée jusqu'en 1890, permit au chancelier de frapper ces nouveaux ennemis. Sur les 47 feuilles politiques du parti, 2 seulement, d'ailleurs insignifiantes, purent continuer. Des isolés (dont l'un, Most, passant à l'anarchisme, fut chassé du parti) allèrent créer des feuilles à Londres ; le parti fonda en 1879 à Zurich le *Sozialdemokrat*, rédigé avec talent par Bernstein ; les instances de Bismarck auprès du Conseil fédéral obtinrent l'expulsion de celui-ci en 1888, et le journal fut transféré à Londres. Il entrait en Allemagne de façon clandestine ; dès que la police avait découvert les ruses des contrebandiers socialistes, ceux-ci en imaginaient de nouvelles. La chute de Bismarck rendit sa liberté d'action au parti social-démocrate. Celui-ci possédait un journaliste remarquable dans Liebknecht, qui rédigea désormais le *Vorwärts*, fixé à Berlin ; il eut peu d'autres vrais hommes de presse, mais tous les militants notables collaborèrent aux journaux du parti. De même, la plupart des socialistes considéraient comme un devoir de les acheter ; mais ils n'y trouvaient point les nouvelles détaillées, les reportages intéressants qui faisaient l'attrait de la grande presse rivale (1)

(1) V. **LXXVII**, *passim*.

Celle-ci, au moment de la chute de Bismarck, était loin d'avoir la même autorité qu'en Angleterre ou en France. Un ancien radical, Louis Bamberger, très assagi, mais toujours ami de la liberté, montrait en 1890 à des lecteurs anglais quelles étaient les faiblesses de la presse allemande : particularisme régional, qui empêche les journaux de Berlin d'atteindre à une véritable puissance ; hostilité des légistes gouvernementaux, habiles à étendre la portée des articles de loi sur la diffamation ou l'injure ; existence d'une presse officieuse payée sur le fond des reptiles, et pleine d'attaques grossières contre les journaux indépendants (1). Ces vexations ne disparurent point avec Bismarck. La loi de 1874 n'avait pas reconnu aux journalistes le droit d'invoquer devant les tribunaux le secret professionnel ; les poursuites à propos du témoignage obligatoire *(Zeugniszwang)* donnèrent lieu à des conflits très fréquents (2). Un journaliste en 1906 relevait 52 cas de poursuites de ce genre, dont 21 depuis 1903, ce qui prouvait une sévérité croissante. Celle-ci d'ailleurs se manifestait particulièrement dans certaines régions suspectes, comme la province de Posen, ou l'Alsace-Lorraine. L'opposition polonaise, qui entretenait une trentaine de journaux pour défendre et grouper ses frères de langue, publia en 1908 une liste de 170 procès faits dans les trois dernières années ; on avait distribué aux journalistes cent vingt-deux mois de prison et 24 750 marks d'amende (3).

La presse allemande eut quand même les coudées plus franches après la démission de Bismarck. Et d'abord elle fit une recrue qui n'était autre que Bismarck lui-même. Non content d'inspirer le *Nouvelliste de Hambourg*, il encouragea des opposants à la plume acérée, comme Maximilien Harden, accorda des interviews à de nombreux journalistes allemands

(1) LV. — (2) V. LXV.

(3) *Cent soixante-dix procès de presse. Documents pour servir à l'histoire des persécutions de la presse polonaise par le gouvernement prussien,* 1908.

ou étrangers, déclara que la presse est nécessaire pour endiguer le despotisme. Quant aux successeurs du grand chancelier, tout en essayant de réfréner la presse, ils voulaient comme lui s'en servir. Ils finirent par créer un « bureau de presse » officiel, chargé de renseigner, d'influencer, de gagner les journalistes connus. Bulow surtout attachait à ces rapports avec les principaux journaux une importance très grande. Le chef du bureau de presse, Hammann, a raconté comment il remplit sa mission pendant de longues années (1).

Si la presse allemande prit alors un développement tout nouveau, ce fut pour des causes économiques et sociales. On sait quel fut l'essor de l'industrie et du commerce après l'achèvement de l'unité. La génération des « fondateurs » compta beaucoup d'hommes remarquables, ayant le sens des affaires ; plusieurs d'entre eux devinèrent que le développement du commerce, et par conséquent des annonces, l'accroissement de la richesse, la multiplication des lecteurs, offriraient à ceux qui s'intéressaient au journalisme de belles perspectives de succès. Ils n'entendaient pas d'ailleurs se priver de l'attrait qu'offrent les discussions politiques. Certains administrateurs commencèrent leur fortune dans les bureaux d'annonces qui s'étaient formés pour servir d'intermédiaires entre les commerçants et les journaux, et qui alimentaient ceux-ci en se faisant payer par des rabais considérables. Le plus remarquable de ces novateurs, Rudolf Mossé, avait créé depuis 1867 un bureau de ce genre, qui étendit peu à peu son action sur toute l'Europe centrale. En 1871 il comprit que la capitale du nouvel Empire allait grandir vite et fonda un journal, le *Berliner Tageblatt*, qui devait être purement berlinois. Bientôt cette feuille dépassa le cadre primitif, surtout quand Mossé eut découvert un excellent rédacteur, qui avait travaillé à Vienne et à Paris, Arthur Levysohn. Avec lui le *Berliner*

(1) LXVIII.

Tageblatt, sans négliger les choses berlinoises, devint un grand journal politique, défendant les idées libérales et très bien informé sur l'étranger. Levysohn et son brillant successeur, Theodor Wolff, auxquels Mossé laissa très sagement la liberté de leur plume, avaient tous les deux le goût des lettres, l'amour de l'article intéressant et bien écrit ; ils aimaient découvrir les jeunes gens de talent, protéger leurs débuts et les prendre comme collaborateurs (1).

Mossé aussi bien que ses rédacteurs étaient des israélites ; ils trouvèrent des rivaux catholiques ou protestants. En 1881, l'année où Levysohn devenait rédacteur en chef du *Tageblatt*, Bernhard Brigl fonda la *Täglische Rundschau* en mettant comme sous-titre, « Journal pour ceux qui ne font pas de politique ». Son programme lui gagna aussitôt 10 000 abonnés ; bientôt il revint à la politique, se rallia aux conservateurs libéraux et combattit le catholicisme ultramontain ; la bourgeoisie protestante cultivée aimait cet organe bien écrit, qui trouva dans Rippel un rédacteur vigoureux, indépendant vis-à-vis des partis, et le conserva pendant vingt-cinq ans. Le parti conservateur pur était demeuré longtemps fidèle à cette *Gazette de la Croix* qui, après avoir eu Bismarck parmi ses collaborateurs, devint son adversaire ; les mésaventures financières du directeur, Hammerstein, allaient lui porter vers 1896 un coup très grave. D'ailleurs elle trouvait une remplaçante, la *Deutsche Tageszeitung* ; le groupe agrarien la fonda en 1894, et un rédacteur habile, Œrtel, parvint à convaincre la noblesse conservatrice que les intérêts de l'agricultyre étaient ceux de l'Allemagne tout entière.

D'autres hommes d'affaires, laissant résolument la politique de côté, furent inspirés par une pensée purement commerciale. Certains étaient guidés par l'exemple des États-Unis, avec lesquels l'Allemagne entretenait des relations économiques

(1) V. surtout LIII.

toujours plus actives. Ils voyaient le public tout disposé à faire de la publicité : « Il n'est pas un Allemand qui n'annonce dans les journaux », écrivait un observateur étranger (1). Les banquiers commençaient à s'intéresser aux profits des journaux sensationnels, riches en nouvelles et en réclames. Vers 1890 naquirent les Moniteurs Généraux *(General-Anzeiger)*, qui firent baisser le prix des annonces grâce à la quantité des insertions ; s'adressant aux masses populaires, aux femmes, ils tâchaient de leur plaire par des romans qui font pleurer, de leur être utiles par des recettes culinaires ou médicales et des consultations juridiques ; ils étaient neutres en politique. Cette presse d'un nouveau genre fit pénétrer le journal dans un grand nombre de familles qui auparavant n'en sentaient pas le besoin. Un des grands maîtres de cette presse commerciale fut Auguste Scherl. Ce Rhénan sut conquérir Berlin avec son *Lokal-Anzeiger*, hebdomadaire depuis 1883, quotidien depuis 1885. Une revue et d'autres périodiques vinrent grossir le « groupe Scherl ». Ce personnage à peu près invisible, qui télégraphiait au lieu d'écrire, forma d'ailleurs quantité de grands projets : il rêvait un immense cabinet de lecture, un nouveau système de caisses d'épargne, un théâtre populaire. Pour s'y consacrer il liquida ses entreprises de presse en 1914, peu avant la guerre, et sut les vendre de la façon la plus avantageuse.

Ce grand lanceur de journaux fut dépassé par les Ullstein. Léopold Ullstein, d'abord marchand de papier, avait voulu comme Rudolf Mossé donner à la nouvelle capitale les quotidiens indispensables pour une population qui grandissait chaque année : la *Berliner Zeitung* le matin, et la *Berliner Abendpost* le soir, furent des organes libéraux, qui profitèrent de la proscription des journaux socialistes. Mais le grand succès vint quand les cinq fils de Leopold Ullstein lui succédèrent. Ils voulurent opposer au *Lokal-Anzeiger* une feuille

(1) MOSSELMANS, *La publicité en Allemagne*, Bruxelles, 1910.

vivante et amusante, que les ouvriers et les employés berlinois pourraient lire en allant à leur travail. La *Berliner Morgenpost* (1898) profita d'innovations ingénieuses telles que l'abonnement hebdomadaire ; elle intéressa le public par ses articles très clairs de vulgarisation sur l'astronomie, la technique, l'histoire naturelle ; souvent elle le passionna par sa « tribune publique », où paraissaient les lettres des lecteurs. Témoin le long débat provoqué en 1900 par cette question évidemment émouvante : « Un baiser est-il déjà une promesse de mariage ? » La *Morgenpost* au bout de dix jours vendait 20 000 numéros; elle devait atteindre en 1913 à 400 000. Les Ullstein fondèrent aussi un journal paraissant à midi, pour faire travailler les machines qui avaient imprimé la *Morgen post* pendant la nuit; s'inspirant des exemples du journalisme viennois, la *Berliner Zeitung am Mittag* fut une feuille amusante, remplie d'échos policiers ou sportifs, bonne à être parcourue pendant le déjeuner. La grande maison d'éditions avait également ses journaux politiques : la vieille et vénérable *Gazette de Voss* acquit une vie nouvelle sous la direction d'un économiste qui se révéla bientôt comme un grand journaliste politique, Georges Bernhard.

La presse allemande rivalisait avec la presse américaine par la longueur des numéros, le nombre sans cesse croissant des pages ; elle mettait son point d'honneur à satisfaire de toutes manières un peuple avide de connaissances. Un observateur français écrivait au commencement de 1914 : « Supposez *Le Matin* absorbant la matière politique du *Temps*, celle économique et financière de *L'Information*, ajoutez-y celle littéraire et philosophique du *Journal des Débats*, et ainsi vous aurez une idée de la matière d'un grand journal allemand... Dès que l'Administration a de quoi remplir une demi-feuille supplémentaire d'annonces, la Rédaction doit fournir l'autre demi-feuille supplémentaire de texte (1). » D'où une

(1) XVII, p. 34.

conséquence pratique assez curieuse : tandis que le camelot français pouvait emporter 50 ou 60 exemplaires de feuilles à 4, 6 ou 8 pages, le colporteur allemand était lourdement chargé par une dizaine d'exemplaires de ces énormes journaux,

Ces derniers contrastaient de plus en plus avec la presse d'opinion, catholique ou socialiste. Ici l'intérêt commercial passait après l'intérêt politique, l'annonce après la propagande. Cette presse chercha naturellement à se moderniser, à devenir plus vivante et attrayante qu'autrefois ; mais elle ne pouvait rivaliser avec les énormes capitaux de la presse bourgeoise. Cette dernière était soumise aux directives des hommes d'affaires, la presse catholique à celles du clergé, la presse socialiste à celles du parti. La presse socialiste, en particulier, conservait des tirages médiocres ; sans doute le développement de l'industrie entraînait celui du nombre des ouvriers, par conséquent des social-démocrates ; mais le nombre des électeurs socialistes a toujours dépassé de beaucoup celui des lecteurs de la presse du parti. Les annonces d'ailleurs ne lui apportaient pas le flot d'or qui alimentait la presse bourgeoise. Une étude faite en 1908 sur la vie financière du *Vorwärts*, journal officiel du parti allemand, et de *L'Humanité*, journal officiel du parti socialiste français, montra combien leurs budgets étaient modestes : 1 518 000 marks pour le premier (des marks à 1 fr. 25) et 869 000 francs pour la seconde. Mais l'un et l'autre avaient l'avantage de représenter un grand parti unifié (1).

V

Les autres pays européens.

Si l'on faisait le tour des autres pays libres d'Europe, on noterait partout, entre 1870 et 1914, les mêmes caractères

(1) XX, chap. IV.

généraux : accroissement du nombre des journaux et des lecteurs, augmentation des frais, rôle de plus en plus grand des annonces qui paient ces frais, concurrence toujours plus ardente. Cela n'empêchait pas la presse de chaque pays de conserver ses traits particuliers. Les journaux de Vienne, tels que la *Neue Freie Presse*, rivalisaient avec ceux de Berlin pour l'abondance des informations et la variété des rubriques ; mais ils se distinguaient toujours par cet esprit brillant et cette ironie légère qu'enviaient leurs confrères prussiens. La presse de langue allemande en Autriche voyait d'ailleurs grandir à côté d'elle, non sans inquiétude, les journaux publiés en tchèque, en hongrois, en polonais, dans toutes ces langues étrangères désormais parvenues à une existence officielle. Un journal italien de Trieste, le *Piccolo*, fit le désespoir des gouverneurs qui se succédèrent en Istrie (1).

En Suisse, les journaux mettaient en vente 49 millions d'exemplaires en 1879 et 100 millions en 1899. Cette concurrence provoqua des rabais excessifs sur le prix des annonces et réduisit les journalistes à des salaires de famine ; si bien que l'Union des directeurs, constituée en 1899, prit des mesures de défense profitables à tous. Elle eut aussi maille à partir avec le gouvernement fédéral à propos des taxes postales et télégraphiques. Plusieurs journaux anciens duraient toujours. Ainsi la vieille *Freitagszeitung* de Zurich, autrefois illustrée par Bürkli, subsista jusqu'en 1914 ; mais elle faisait figure de douairière en face de la *Neue Zürcher Zeitung* qui savait beaucoup mieux se transformer, employer toutes les nouvelles inventions techniques, publier deux, puis trois éditions par jour. Dans la presse de la Suisse romande, le *Journal de Genève* continuait régulièrement sa carrière depuis 1826. Mais beaucoup de feuilles nouvelles venaient disputer à ces

(1) V. *Il Piccolo di Trieste* (par SILVIO BENCO), Milan et Rome, 1931.

doyennes la faveur publique. Un écrivain à la fin du XIXe siècle loua les unes et les autres dans ces vers sans prétention :

Quelle est cette honnête Suissesse,
Sans fard, sans malice et sans fiel ?
Amis, reconnaissez la presse
Du pays de Guillaume Tell (1)...

Dans l'autre pays neutre, en Belgique, on signalait aussi, non sans regrets, l'accroissement continuel du nombre des périodiques. Tandis qu'en 1830 le pays affranchi de la maison d'Orange avait 34 journaux, dont deux quotidiens, en 1907 on en comptait 1 100, dont 110 quotidiens (sur lesquels 86 journaux politiques). Il en résultait pour beaucoup une sérieuse difficulté de vivre (2). C'est que la presse flamande avait continuellement grandi à côté de la presse de langue française ; au lieu des 85 feuilles de 1857, elle comptait en 1900, avec 39 quotidiens, 334 hebdomadaires (3).

L'Italie unifiée en 1870 avait accordé à la presse une liberté très grande. Celle-ci, faute de ressources pécuniaires, ne put suivre que de très loin la transformation économique en train de s'accomplir en Allemagne, en Angleterre et en France. Elle se défendait avec succès contre la centralisation. Vers 1914 les deux grands journaux de Milan, le *Corriere della Sera* et le *Secolo*, celui de Turin, la *Stampa*, égalaient par l'influence et le tirage les deux plus notables feuilles de Rome, la *Tribuna* et le *Giornale d'Italia.* Tous réservaient la place d'honneur à la politique, en revenant aussi très souvent sur des questions particulièrement graves pour l'Italie, celle du Midi et celle de l'analphabétisme. La partie économique était assez négligée, mais la critique littéraire et surtout théâtrale confiée à des rédacteurs très compétents (4).

(1) **CCLXXXIII** (les vers sont de Philippe Godet).
(2) BRIFFAUT, *Rapport* au congrès diocésain de Lyon. Lyon, 1910.
(3) **CCLVIII**, p. 117. — (4) **XVII**, chapitre sur la presse italienne.

CHAPITRE IV

LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRESSE AUX ÉTATS-UNIS

I

La grande presse d'opinion.

Le chapitre précédent a plusieurs fois montré les journaux européens imitant les exemples donnés par la presse américaine. Il est temps de revenir à cette dernière, dont nous avons déjà suivi les débuts jusqu'en 1848. A cette époque elle hésitait encore entre les méthodes anciennes, celles de la presse d'opinion, et les méthodes nouvelles, celles de la presse d'information. Le grand représentant de celle-ci, Gordon Bennett, avait assuré un éclatant succès au *New-York Herald ;* mais l'école opposée trouvait à New-York même un champion remarquable dans Horace Greeley.

Greeley, après avoir collaboré à diverses feuilles, s'était rendu populaire dans le parti whig en menant avec succès la campagne présidentielle de 1840. On lui fournit donc les capitaux nécessaires pour fonder en 1841 un journal quotidien, la *New-York Tribune.* Il crut pouvoir le mettre à un *cent* (un sou), alors que le *Herald* en coûtait deux; mais au bout d'un an la *Tribune* fut obligée de doubler son prix. Greeley annonça dès le début l'intention d'écarter les indiscrétions policières « immorales et dégradantes » ; il se préoccupa de réunir sur toutes les choses d'actualité des informations

sûres et précises, en y ajoutant des *extras* à l'arrivée des bateaux d'Europe ; comme il le disait devant un comité anglais, les Américains s'intéressent aux nouvelles plus qu'aux éditoriaux. Le journal fit une part honorable à la littérature, publiant des essais de Carlyle et d'Emerson, donnant comme feuilleton *Barnaby Rudge*. Mais Greeley entendait réserver la première place à l'article de fond, où lui-même exprimait sa pensée ; un éditeur digne de ce titre devait, d'après lui, donner sur les grandes questions du jour son opinion personnelle, au lieu de se réfugier dans une hypocrite neutralité ou de se soumettre aveuglément à la discipline de parti. Très intéressé par les doctrines sociales, Greeley autorisa le principal sectateur américain de Fourier, Albert Brisbane, et ses amis à publier dans la *Tribune*, entre 1842 et 1844, une série de lettres sur le système phalanstérien. Le journal obtint un réel succès financier parce que Greeley, dès l'origine, joignit à la feuille quotidienne une édition hebdomadaire, à deux dollars par an. Celle-ci, commencée à 18 000 exemplaires, dépassait déjà 50 000 en 1853. La *Weekly Tribune* s'adressait à ceux qui voulaient réfléchir sur les problèmes du jour, lire à tête reposée ; l'élite intellectuelle, puis toutes les familles puritaines désirèrent la suivre ; aussi devait-elle atteindre parfois à un tirage de 200 000 vers 1860. D'ailleurs le journal fondé en 1841 avec un capital de 2 000 dollars était estimé dès 1849 à une valeur de 100 000 dollars.

Officiellement défenseur des whigs, le grand journaliste n'entendait pas toujours obéir à son parti ; penseur d'avant-garde, il soutint à plusieurs reprises des innovations qui choquaient son public : après le fouriérisme (auquel il s'était rallié), ce fut le féminisme, puis d'autres « ismes », comme le lui reprochaient les railleurs. Lui qui n'hésitait point en 1845 à protester contre la guerre du Mexique, alors si populaire, il étonna ses lecteurs en demandant la libre formation des syndicats ouvriers, la protection des travailleurs nés dans le

pays contre les salaires de famine donnés aux prolétaires immigrés, la propagande en faveur d'une agriculture scientifique, le concours financier du gouvernement fédéral pour conduire chemins de fer et télégraphes jusqu'au Pacifique. Tout cela est réalisé aujourd'hui, mais semblait alors pure chimère. Non moins grande fut son audace à propos de l'esclavage : à l'époque où les hommes politiques hésitaient encore devant ce problème redoutable, il se prononça pour l'abolition et s'affilia dès 1854 au nouveau parti républicain (1). Si de telles hardiesses provoquaient les protestations de la routine, son influence allait grandissant chez tous les pionniers novateurs, et un journaliste écrivait à sa mère : « La *Tribune* est à côté de la Bible dans tout l'Ouest (2). »

Greeley déplut naturellement à Gordon Bennett, dont il était l'antithèse vivante. Quand la *Tribune* commença, le *Herald* et le *Sun* se coalisèrent contre un journal si différent du type mis en honneur par eux ; on tâcha de corrompre ou d'effrayer les crieurs qui le vendaient. Greeley se défendit en attaquant : les journalistes qui cherchent le succès dans le scandale, disait-il, sont plus coupables que les assassins dont ils racontent minutieusement les exploits. Gordon Bennett riposta en faisant appel aux hommes d'ordre contre le journal socialiste ; c'est une feuille antichrétienne, s'écriait-il, plus dangereuse « que toutes les publications qui ont paru depuis le temps de Voltaire jusqu'au premier numéro de la *Tribune* » ; Greeley propage « le plus rouge de tous les républicanismes rouges ».

Bennett accusa aussi Greeley de favoriser l'amour libre,

(1) Sur les entraves apportées dans le Sud à la propagande abolitionniste, v. **CX**.

(2) **C**, chap. VIII. Le grand historien Rhodes écrivait en 1909 : « Je puis affirmer que, si vous voulez pénétrer les pensées, les sentiments, les motifs d'agir des 1 866 000 hommes qui votèrent pour Lincoln en 1860, vous devez étudier la *Tribune* hebdomadaire de New-York » (*Atlantic Monthly*, mai 1909). Cf. **CXVII**.

parce qu'il faisait l'éloge du phalanstère d'artistes et de lettrés qui s'était fondé à Brook Farm ; de là vinrent des collaborateurs comme Dana et Margaret Fuller, qui donna des articles à la *Tribune* pendant deux ans. Raymond fit également ses premières armes dans cette maison, qui aurait pu être appelée, comme *La Presse* d'Émile de Girardin en France, l'école normale du journalisme. Naturellement, plusieurs de ces rédacteurs de grand talent avaient une personnalité trop forte pour demeurer longtemps soumis à un chef exigeant et impérieux. Raymond le premier se fatigua de lui obéir ; ce modéré, choqué par les doctrines sociales de Greeley, rêvait de publier un journal de même niveau que la *Tribune*, mais plus prudent, plus conservateur. Une société de capitalistes lui confia la rédaction du *New-York Times*, fondé en 1851 ; Raymond sut le faire prospérer, d'autant plus que, voyant l'importance du rôle des femmes dans la société américaine, il multiplia les articles destinés à les intéresser. Le *Times* de Londres, disait-il, est un bon journal, mais lu seulement par les hommes. Le parti républicain put compter sur l'appui de Raymond comme de Greeley.

En dehors de New-York, la presse grandissait partout. Avant l'invention de Morse les journaux de Washington avaient en fait le monopole des nouvelles officielles, et ceux de New-York (grâce aux bateaux d'Europe) le monopole des nouvelles extérieures. A mesure que les lignes télégraphiques s'étendirent, les journaux de toutes les régions commencèrent à s'affranchir de cette sujétion. Cependant le véritable essor de la presse aux États-Unis date de la guerre civile ; comme l'a dit un écrivain américain, c'est la canonnade du Fort Sumter qui marqua le début du grand journalisme. Déjà la campagne présidentielle de 1860 avait suscité un intérêt qui rappelait aux vieillards celle de 1828. Puis la guerre, dès le premier jour, développa chez tous les habitants des États-Unis la passion des nouvelles, et des nouvelles à la fois détail-

lées et rapides. Les premiers essais de reportage militaire étaient un peu antérieurs : pendant la guerre du Mexique, deux journaux de la Nouvelle-Orléans avaient frêté des bateaux venant de la Vera-Cruz, où les nouvelles étaient apportées par de hardis cavaliers. Mais ce fut la guerre civile qui suscita entre tous les grands journaux une concurrence ardente. Ils recherchèrent les correspondants les plus habiles et les plus courageux ; ils organisèrent des relais de chevaux, car les chemins de fer étaient encore assez rares. L'esprit pratique de Gordon Bennett assura l'avantage au *Herald*, qui finit par avoir un correspondant attaché à chaque corps d'armée, avec sa voiture spéciale. Il se vantait plus tard d'avoir mobilisé 30 à 40 correspondants et dépensé à cette occasion près de 500 000 dollars. On a élevé à South Montain, dans le Maryland, un monument où sont inscrits les noms des 157 journalistes ayant pris une part active à la guerre.

Cette passion pour les nouvelles n'empêchait pas les grands journaux de poursuivre des polémiques auxquelles aucune censure n'apportait d'entraves. Greeley avait contribué de son mieux à l'élection de Lincoln; après le vote il recula devant la perspective de la guerre civile et parla de laisser le Sud opérer la sécession pacifiquement ; il fallut la nouvelle du Fort Sumter pour mettre fin à ses hésitations. Désormais il apporta son ardeur habituelle à prêcher l'énergie, l'offensive, la guerre à outrance ; sa formule sans cesse répétée : « En avant vers Richmond ! » devint populaire dans le Nord. Dès 1861 il publia un appel solennel, adressé au Président, pour l'inviter à prononcer aussitôt l'abolition de l'esclavage. Deux ans plus tard il faillit être massacré lors des manifestations défaitistes qui eurent lieu à New-York. Gordon Bennett, au contraire, avait longtemps combattu les abolitionnistes et conquis de cette manière les sympathies du Sud. Au début de la guerre encore, prodiguant à Greeley injures et menaces, il défendit les Sudistes par des arguments que le *Times* à

Londres s'empressait de reproduire. Lincoln, inquiet de cette campagne et ne voulant pas recourir aux moyens violents, se servit de Thurlow Weed, le journaliste qui avait le plus contribué à l'élection présidentielle. Weed alla au *Herald* exposer en détail, avec preuves à l'appui, la gravité de la situation ; Gordon Bennett se laissa convaincre, et la politique de son journal changea désormais. Lincoln songea même à l'envoyer comme ministre des États-Unis à Paris.

Quand la guerre prit fin, la lecture des journaux était devenue un besoin pour les Américains. La presse conserva donc son activité : les problèmes posés par la paix et la reconstruction étaient d'ailleurs assez nombreux pour lui fournir une abondante matière. Quant aux nouvelles de l'étranger, on les recevait maintenant par le câble sous-marin inauguré en 1866. Gordon Bennett, à ce moment, confiait à son fils la plus grande partie de la direction du *Herald* ; il annonça le commencement d'une nouvelle époque pour le journalisme : « Le télégraphe nous apprend que les jours des articles en dix colonnes et des ouvrages en trois volumes sont passés. » Le câble ne pouvait pas encore servir à la presse moyenne, il fut monopolisé par quelques feuilles opulentes, car on payait cinq dollars le mot ; cela ne dura point, et les agences qui se multiplièrent firent participer tous les journaux à l'emploi des câblogrammes.

Les journaux d'opinion continuaient leur œuvre. Greeley, aussitôt après la guerre, fut un des premiers à demander une amnistie générale, à prendre la défense de Jefferson Davis, à combattre les radicaux acharnés contre le président Johnson. Finalement, écœuré par la corruption qui se développait dans l'entourage de Grant, il accepta la candidature à la présidence ; la campagne électorale où il épuisa ses dernières forces devait se terminer par une défaite complète. Raymond avant lui était mort jeune, laissant le *New-York Times* en plein succès. Dana, qui était resté le collaborateur de Greeley

jusqu'au milieu de la guerre civile, avait alors pu acheter l'ancien journal de Day, le *Sun*. Estimant que la presse américaine imitait trop servilement la presse anglaise, il vit dans le câble l'instrument qui allait lui permettre de s'affranchir, de multiplier les nouvelles brèves, les articles courts. Au lieu de fournir huit pages comme ses concurrents, il maintint le *Sun* à quatre pages, espérant trouver le succès financier dans l'accroissement du tirage plus que dans les annonces; et, en effet, le *Sun* passa en trois ans de 50 000 à 100 000. Dana comprenait et disait que les histoires « d'intérêt humain » devaient souvent être préférées à des nouvelles politiquement plus importantes. Dana comme Greeley avait le souci de la probité politique : il dénonça l'entourage de Grant *(turn the rascals out !)*, flétrit la fraude qui assura la présidence à Hayes en 1876, et lutta sans relâche contre Tammany Hall et son *boss*, le trop fameux Tweed (1).

La mission éducatrice de la presse était donc affirmée à cette époque par plusieurs grands directeurs. Un de leurs contemporains, très estimé de tous, Bowles, n'avait-il pas écrit en 1851 : « Le journal est et doit être le grand-prêtre de l'histoire, l'animateur de la société, le grand informateur du monde, la censeur de la terre, l'intermédiaire de l'opinion publique, le sang vital circulant à travers l'esprit humain. Il est le grand ennemi des tyrans, le bras droit de la liberté, et il est destiné, plus que tout autre instrument, à mêler les nations du monde en une grande fraternité qui, durant de longs siècles, a été l'idéal des chrétiens et des philosophes » (2) ? Aucun publiciste n'a mieux répondu à cet idéal que Godkin. Cet écrivain d'origine irlandaise, longtemps collaborateur de Raymond, désirait fonder aux États-Unis un hebdomadaire consacré aux chroniques politiques, littéraires et morales, sur le type de la *Saturday Review* de Londres. Ses amis réunirent,

(1) V. CXXVIII. — (2) Cité dans C, chap. X.

juste au lendemain de la guerre civile, les 100 000 dollars nécessaires pour fonder la *Nation*. C'est là qu'il poursuivit pendant trente ans sa tâche de critique indépendant et sévère. Ce disciple de Bentham et de Stuart Mill répétait volontiers la devise des radicaux anglais : « Paix, réformes, économie » ; partisan du libre-échange, il lutta contre la marée montante du protectionnisme ; dans la politique intérieure, il prêcha la réconciliation avec le Sud, la résistance aux coteries de politiciens et surtout la fin du système des dépouilles. Comme il détestait le jingoïsme, la *Nation* fit, dans ses critiques littéraires, la part aussi grande aux livres étrangers qu'aux livres américains. Dans toute la grande presse on lisait les articles de Godkin, et son influence dans les Universités était considérable ; des hommes tels que James Ford Rhodes, William James, le président Elliott, ont proclamé leur admiration pour lui : mais ce personnage austère et combatif ne fut jamais populaire. Devenu très pessimiste en vieillissant, il était frappé de la décadence des journaux américains : « Ils ne sont bons que pour la nursery », écrivait-il en 1896.

II

Le journalisme sensationnel.

C'est que, pendant ces trente ans, la presse avait choisi entre les deux tendances longtemps représentées par ses principaux éditeurs ; décidément elle préférait l'information à la discussion, les nouvelles sensationnelles aux éditoriaux réfléchis. Les détails sur les guerres actuelles conservèrent longtemps un attrait particulier pour le public des États-Unis ; les directeurs s'ingénièrent à lui donner satisfaction. En 1870, parmi les nombreux correspondants qu'ils envoyèrent en Europe, on distingua bientôt Mac Gahan ; il accompagna l'armée de Bourbaki dans l'Est, vint à Bordeaux interviewer

plusieurs députés, puis se rendit à Paris pour s'entretenir avec les hommes de la Commune ; aussi l'ambassadeur américain dut-il intervenir pour le protéger quand Paris fut pris. Plus tard le *New-York Herald* l'envoya dans l'Asie centrale ; son courage pendant l'expédition de Khiva lui gagna l'amitié de Skobelef et une véritable popularité dans l'armée russe, où l'on se plaisait à voir ces deux géants chevaucher ensemble. La guerre balkanique de 1877 amena vers le Danube un flot de journalistes auxquels l'état-major russe fit assez bon accueil. Ce fut l'occasion d'un traité, souvent imité plus tard, entre un journal anglais et un journal américain, le *Daily News* et le *New-York Herald*, qui mirent en commun leurs frais et leurs informations. Le *Daily News*, qui possédait toujours Forbes, lui adjoignit Mac Gahan, brouillé avec ses patrons américains. Forbes ne se montra pas au-dessous de sa renommée : c'est lui qui put le premier annoncer au tsar la victoire de Skobelef à Chipka. Ce fut une consternation dans l'armée russe quand Mac Gahan mourut du typhus devant Constantinople (1).

Tocqueville écrivait en 1836 : « La concurrence fait qu'un journal ne peut espérer de très grands profits, ce qui empêche les hautes capacités industrielles de se mêler de ces sortes d'entreprises. » Ce n'était plus vrai un demi-siècle plus tard ; l'industrie journalistique devenait fructueuse, comme le prouva l'entrée en scène des deux hommes qui allaient donner toute sa force au journalisme sensationnel, Pulitzer et Hearst (2). Pulitzer, jeune Hongrois d'une famille qui avait perdu sa fortune, vint s'engager comme soldat pendant la guerre civile, puis travailla dans plusieurs journaux avant d'acheter le *New-York World* en 1883. C'est là qu'il put donner sa mesure, découvrant des procédés toujours nouveaux pour atteindre le but essentiel, l'augmentation continue du tirage. Les histoires d' « intérêt humain » prirent un dévelop-

(1) V. CCXVIII. — (2) V. CXXI.

pement que n'avaient jamais rêvé ses prédécesseurs ; elles furent signalées aux lecteurs par des titres soigneusement choisis, souvent imprimés en lettres énormes. En voici quelques-uns : « All for a Woman's Love ; A Mystery of the River ; The Wall Street Terror. » Aux informations s'ajoutèrent les illustrations. Chaque numéro contint des portraits, des scènes vécues ; un supplément du dimanche fut entièrement rempli d'images, d'ailleurs plus soignées. Comme les annonces devenaient toujours plus abondantes, le nombre des pages alla sans cesse augmentant.

On aurait tort néanmoins de voir dans Pulitzer un pur homme d'affaires, exploitant sans vergogne la curiosité ou la sottise des foules. Ce journaliste né ressemblait à son contemporain Northcliffe par une foi presque naïve dans la puissance de la presse ; loin de songer à réduire ou à supprimer la page éditoriale, il la considérait comme l'élément essentiel du journal ; tout le reste, récits amusants, scènes de mœurs, drames policiers, devait servir à fortifier l'influence de l'éditeur sur un public de plus en plus nombreux. Sans doute les campagnes qu'il mena (pour n'en citer que deux) contre la corruption des *aldermen* de New-York, puis contre la traite des blanches, faisaient partie des attractions sensationnelles chères à ses lecteurs ; mais il y apportait une ardeur sincère, le désir de travailler au bien public en même temps qu'à la prospérité du *World*. Pulitzer devenu aveugle dut renoncer à surveiller la préparation de chaque numéro, mais conserva la direction supérieure. En 1895, quand un message menaçant du président Cleveland contre l'intervention anglaise au Venezuela fit croire à une lutte possible, Pulitzer câbla immédiatement au prince de Galles, à Salisbury, à Gladstone, et répandit partout leurs messages pacifiques. La même année, une campagne contre une faute financière de la Trésorerie coûta 10 000 télégrammes au *World*, mais se termina par une victoire complète.

Pulitzer avait besoin de ces coups d'éclat pour tenir tête au jeune rival qui lui disputait maintenant la Métropole (1). William Randolph Hearst, aussitôt après ses années d'Université, avait fait un séjour à New-York pour étudier soigneusement les méthodes en usage au *World.* Après quoi il retourna dans son pays natal, la Californie, où son père, un sénateur multimillionnaire, lui céda la propriété de l'*Examiner*, journal de San-Francisco. Le jeune homme de vingt-trois ans qui entrait ainsi dans la carrière était résolu à faire mieux que Pulitzer. L'*Examiner*, qui était en décadence, devint en deux ans le journal le plus lu dans la région du Pacifique : luttes contre les compagnies de chemins de fer, détestées dans ce pays qu'elles tyrannisaient ; lutte contre les *bosses* des partis rivaux, tous les deux ayant dans leur passé quelques histoires fâcheuses qu'ils ne tenaient point à voir évoquer en poursuivant le journal devant les tribunaux ; lutte contre la concurrence des ouvriers chinois qui acceptaient des salaires de famine ; autant de sujets faits pour intéresser d'innombrables lecteurs. Aucune dépense n'était épargnée non plus pour leur procurer des nouvelles ; Hearst sacrifia 450 000 dollars avant que l'*Examiner* fît ses frais, mais ensuite le journal rapporta un bénéfice régulier.

C'est en 1895 que ce directeur de trente et un ans, désormais sûr de lui, acheta une feuille assez peu prospère de New-York, le *Morning Journal,* pour disputer la grande ville à Pulitzer. Sa mère mit à sa disposition, sous forme d'avances, jusqu'à 7 500 000 dollars. Une telle réserve lui permit de prendre l'offensive et de mettre son journal à un *cent* ; c'était le journal à un sou, commencé une année avant le *Daily Mail.* Le *World*, qui était à deux *cents*, fut obligé de l'imiter au bout d'un an. Et surtout Hearst enleva au *World*, en leur offrant des salaires beaucoup plus élevés, ses meilleurs colla-

(1) V. CXXIX.



NEW YORK JOURNAL

AND ADVERTISER

MISS EVANGELINA CISNEROS RESCUED BY THE JOURNAL.

An American Newspaper Accomplishes at a Single Stroke What the Best Efforts of Diplomacy Failed Utterly to Bring About in Many Months.

TAKEN FROM HER LOATHSOME HAVANA PRISON BY A COURAGEOUS CORRESPONDENT.

NOW ON HER WAY TO NEW YORK UNDER THE SHELTER OF THE STARS AND STRIPES.

MISS CISNEROS BEFORE AND AFTER FIFTEEN MONTHS' INCARCERATION.

To Her Majesty MARIA CHRISTINA

In the name of civilization and humanity, we, the undersigned American citizens, ask Your Majesty to extend your royal protection to Evangelina Cossio Cisneros, now lying in prison in Havana and threatened with a sentence of twenty years imprisonment.

We ask you to set this innocent young girl free and send her home among the women of the United States.

THE RESCUED MARTYR IN HER PRISON GARB.

« NEW-YORK JOURNAL »

Le journal annonce l'évasion d'une jeune Cubaine. (Voir CXXIX.)

borateurs, depuis Brisbane, le rédacteur en chef, jusqu'à Outcault, l'inventeur de ces dessins comiques, de couleur jaune, qui ont fait donner son nom à la « presse jaune ». Les deux rivaux, Pulitzer vibrant et sentimental, Hearst froid et impénétrable, ne cessèrent de multiplier les initiatives ingénieuses devant un public amusé par les péripéties toujours nouvelles de ce match.

Les audaces de Hearst parfois déconcertaient ses collaborateurs. En 1896, malgré leur avis à tous, il résolut de soutenir dans la campagne présidentielle Bryan contre Mac Kinley, le candidat de l'argent contre celui de l'or. Cette politique lui coûta, ainsi qu'on le lui avait prédit, une perte considérable d'annonces, car un grand nombre de partisans de la « saine monnaie » rompirent avec lui ; mais elle assura dans l'Ouest et le Sud une grande popularité au journal qui, en face de Wall Street, osait prendre la défense de la « vraie démocratie ». Peu de temps après, les affaires de Cuba fournirent à Hearst l'occasion de son plus éclatant triomphe. Auparavant déjà les journaux américains avaient parfois essayé, non plus seulement de raconter des histoires sensationnelles, mais d'en faire naître ; une des dernières initiatives de Gordon Bennett avait été l'envoi de Stanley à la recherche de Livingstone. Hearst fit mieux. Une jeune Cubaine avait été emprisonnée par les autorités espagnoles, et ses malheurs intéressaient les femmes des États-Unis ; ce fut un rédacteur envoyé par le *Journal* qui la fit évader. On imagine facilement quel titre flamboyant, avec des lettres gigantesques, l'annonça dans le numéro du 10 octobre 1897.

Pulitzer ne voulut pas se laisser oublier. Lui qui avait jusque-là combattu le jingoïsme résolut de porter le *World* au diapason du *Journal*. Les deux adversaires allèrent jusqu'à signer une trêve, tandis que Godkin signalait tristement l'action néfaste que la presse jaune pouvait exercer sur la politique extérieure. Et en effet, l'explosion d'un vaisseau

américain, le *Maine*, fut dénoncée par les deux journaux comme l'œuvre criminelle et préméditée de l'ennemi ; la guerre devint inévitable et toutes les colonies de l'Espagne lui furent enlevées (1). Un pareil triomphe devait encourager les deux tout-puissants directeurs à de nouvelles campagnes. Pulitzer, une fois la guerre finie, se détourna du jingoïsme qui répugnait à ses convictions, et combattit même l'annexion des Philippines. Mais il entama en 1905 une croisade contre les compagnies d'assurances sur la vie ; l'enquête impartiale menée par Hughes vint confirmer les accusations du journal. Plus tard ses révélations sur les procédés employés à Panama irritèrent le président Théodore Roosevelt qui adressa au Congrès un message contre lui et le fit poursuivre. Le procès alla jusqu'à la Cour Suprême qui, en 1911, l'année même de la mort de Pulitzer, donna gain de cause au *World* ; et celui-ci d'affirmer que c'était la plus grande bataille gagnée par la liberté de la presse depuis la défaite des Fédéralistes en 1800.

Quant à Hearst, l'assassinat du président Mac Kinley, qu'il avait si longtemps couvert d'insultes, souleva un moment contre lui la réprobation générale ; il s'en inquiéta peu et continua sa carrière. La politique militante l'attirait ; il rêva d'être maire de la cité de New-York, puis gouverneur de l'État, mais les élections lui furent toujours contraires. Le succès de sa presse le consola, car il y eut bientôt une « presse Hearst », comprenant des journaux quotidiens, des magazines hebdomadaires, des revues mensuelles, qui obéissaient à une direction unique. La guerre de 1914 devait lui fournir une nouvelle occasion de se poser en défenseur de l' « américanisme » contre les Européens, surtout contre les Anglais ; il réclama longtemps la neutralité, de même qu'il devait après

(1) V. Marcus M. Wilkerson, *Public Opinion and the Spanish-American War* (Bâton Rouge, 1932), étude scientifique approfondie sur cette campagne de presse.

la guerre combattre le traité de Versailles et la Société des Nations. S'il échoua en 1917 contre l'élan belliqueux provoqué par les torpillages des sous-marins allemands, il contribua en 1919 à réveiller la défiance traditionnelle des Américains vis-à-vis de l'Europe.

La presse dont Pulitzer et Hearst, après Gordon Bennett, furent les principaux initiateurs, a pleinement réussi parce qu'elle s'est adaptée au rythme de la vie américaine. Un humoriste canadien opposait en 1922 le journal anglais et le journal américain (1). Le premier est « destiné à être lu tranquillement, appuyé contre le sucrier, par un homme qui prend lentement son breakfast dans un coin tranquille de club, ou par un banquier retiré des affaires, plongé dans son fauteuil de cuir, presque endormi »... Le second est fait pour être lu « par un homme pendu aux poignées d'un assourdissant métro-express, par un homme avalant son déjeuner sur un comptoir, par un homme debout sur une seule jambe, par un homme qui se fait faire la barbe en deux minutes »... Ce n'est plus vrai pour la presse anglaise, mais c'est assez exact pour la presse américaine. Une enquête faite à Chicago a montré que 50 p. 100 des répondants peuvent consacrer au journal quinze minutes par jour. Le matin on parcourt le sommaire, les titres des articles, le bulletin météorologique. Le soir on a plus de temps ; mais des hommes fatigués par un travail intensif ne veulent point s'imposer un trop grand effort mental : le journal, tout comme le cinéma ou la T. S. F., doit les distraire par des nouvelles sensationnelles ou de « bonnes histoires » amusantes.

(1) Cité dans **CCXXVII**.

III

Progrès techniques et commerciaux.

Si des motifs psychologiques et sociaux expliquent l'évolution de la presse américaine, ce sont les perfectionnements de la technique et du commerce qui l'ont rendue possible. Nous avons déjà parlé des études patiemment poursuivies en Angleterre, surtout au *Times*, pour améliorer les presses de Koenig, et en France où Marinoni réalisa ses grandes inventions. Les recherches furent plus actives encore aux États-Unis. Un remarquable inventeur, Hoe, commença par mettre au point des machines anglaises, puis fabriqua une rotative *(type revolving press)*, employée pour la première fois par un journal de Philadelphie en 1846. Le formidable accroissement des tirages qui eut pour cause la guerre civile devait encourager à faire mieux ; c'est encore des ateliers de Hoe que sortit en 1871 une nouvelle presse, améliorée peu à peu ; la demande sans cesse accrue provoquait la rivalité fébrile des inventeurs. Un Germano-Américain de Baltimore, Mergenthaler, trouva la linotype, qu'une compagnie de propriétaires de journaux répandit depuis 1885. La *New-York Tribune* donna l'exemple en installant douze de ces machines nouvelles dans ses ateliers en 1886. La linotype a rapidement conquis le monde, mais il n'est pas un seul des rouages de cette merveilleuse machine qui n'ait reçu depuis lors divers perfectionnements.

Résumons d'après un journaliste compétent les opérations de la linotype (1). La machine, chargée de métal liquide, coule elle-même, ligne par ligne, les caractères dont elle a besoin pour un numéro ; il faut 300 000 lettres pour un journal

(1) V. XXI.

de six pages. Les lignes ainsi créées sont encadrées dans un rectangle de fer à serrage réglable, une « forme », ayant la dimension d'une page. Autrefois on encrait cette forme. On applique maintenant sur elle une succession de feuilles d'un papier spécial et humide, séparées par une poudre à base de cellulose. On place la forme et les feuilles sous une presse chauffée ; en passant sous elle, les feuilles se sèchent, se durcissent, deviennent un carton, le *flan*, qui reproduit en creux l'empreinte des caractères. Le flan est saupoudré de talc, pour que le métal en fusion qui va être coulé sur lui n'adhère pas au cartonnage. Les machines à tirer, les rotatives, comprennent les cylindres sur lesquels on applique le cliché métallique, à caractères en relief, qui vient d'être préparé. Le rouleau de la rotative est entouré par deux demi-cylindres superposés. Sous les rouleaux glisse mécaniquement la bande de papier à imprimer. La rotative colle et plie les exemplaires ; elle en imprime 96 000 à l'heure. Nous voilà bien loin des 1 100 exemplaires que le *Times* annonçait triomphalement dans le premier numéro imprimé avec les presses de Kœnig en 1814.

Une évolution parallèle a développé la part du dessin dans le journal. Celui-ci, voulant conquérir des lecteurs trop pressés pour avoir le temps de la réflexion, avait intérêt à mettre sous leurs yeux des images au lieu d'articles ou même de dépêches ; on le comprit en Amérique bien avant que Northcliffe lançât le *Daily Mirror*. Ici encore les techniciens de la mécanique rendirent possibles des progrès souhaités par les techniciens du journal. L'Europe entre 1830 et 1850 avait créé les périodiques illustrés ; ce furent les États-Unis qui introduisirent l'illustration dans le quotidien politique, avant de créer le quotidien où elle occupe le premier rang. Le *New-York Daily Telegraph* (payé 5 *cents*) avait commencé en 1873 ; il eut de nombreux imitateurs, pendant que les deux rivaux new-yorkais, le *World* et le *Journal*, découvraient des procédés

toujours plus ingénieux pour la reproduction des caricatures coloriées. Quant à la photographie, longtemps la presse n'avait pu en tirer parti ; mais l'autotypie, inventée en Europe en 1881 et bientôt perfectionnée en Amérique, permit aux journaux d'en utiliser toutes les ressources.

Inutile d'insister sur l'importance qu'eut pour la presse l'extension progressive du réseau des lignes télégraphiques et des câbles sous-marins. Les journaux américains furent aussi les premiers à faire grand usage du téléphone. Bientôt leurs reporters se sont accoutumés à téléphoner les informations urgentes, sans prendre auparavant la peine de les écrire. S'il en résulte des fautes contre la langue et la syntaxe, peu importe ; l'essentiel est de gagner du temps.

Avec les grands tirages de la nouvelle presse, on ne pouvait plus se contenter de l'ancien papier de chiffons, trop peu abondant et surtout trop cher. La découverte du papier fait avec la pulpe de bois vint fournir la matière nécessaire, non sans provoquer une véritable destruction des forêts dans plusieurs pays. C'est que la consommation de papier va toujours croissant avec le développement des annonces. En Amérique bien plus qu'en Europe, avec les frais de tous genres qu'exige un grand journal moderne, le prix de revient du numéro est supérieur au prix de vente ; le déficit ne peut être comblé que par des annonces. La science des annonces, de la publicité, a pris un développement prodigieux aux États-Unis ; elle a sa psychologie, sa sociologie. On fait des enquêtes, parfois un peu naïves, pour déterminer ce qui décide un Américain moyen à faire l'achat d'un produit : est-ce l'annonce, ou le boniment du détaillant, ou le conseil d'un ami (1) ? Il y a aussi un art de l'annonce : il a enrôlé des peintres, des artistes de grand talent, séduits par des hono-

(1) V. CIII : d'après une enquête de la *Chicago Tribune*, 55 p. 100 des acheteurs ont été influencés par des détaillants, 6 p. 100 par des amis, 36 p. 100 par les annonces.

raires très élevés. Il y a une littérature de l'annonce, qui emprunte ses récits à l'âge de pierre comme à l'antiquité romaine, à l'histoire des Pères Pèlerins comme à la vie des grands généraux. Puisque ce sont les femmes surtout qui achètent, on a étudié minutieusement les moyens de leur plaire, de piquer leur curiosité. Tous les grands magasins se préoccupent de l'annonce ; les agences de publicité, qui sont les intermédiaires entre eux et les journaux, surveillent soigneusement ces derniers pour savoir lesquels ont le plus de chances d'atteindre le public. Les journaux multiplient les pages qui leur procurent ces recettes indispensables ; voilà pourquoi très peu ont moins de 16 pages, les grands arrivant à 40 pages. Les annonceurs attachent une valeur particulière aux suppléments illustrés du dimanche, qui pénètrent dans toutes les maisons ; ces suppléments, qui avaient jadis 8 pages, en ont souvent 48, et l'on a vu des numéros de 100 pages. Certains journaux, lus par une clientèle très riche, peuvent faire payer leurs annonces plus cher ; mais en général, c'est le chiffre du tirage qui détermine le choix des annonceurs et des agences. La chose a tant d'importance que les pouvoirs publics sont intervenus afin d'empêcher la fraude. Une loi de 1912 *(Newspaper Publicity Law)* a obligé tous les périodiques se servant des postes fédérales à faire connaître chaque semestre, sous la foi du serment, leur tirage moyen pendant les six mois précédents ; un article de la loi dit que tout ce qui est inséré moyennant paiement rentre dans les annonces. Les annonceurs, d'accord avec les administrateurs de journaux, ont créé en 1913 un bureau spécial *(Audit Bureau of Circulations)* pour assurer le fonctionnement de la loi en vérifiant les déclarations sur le chiffre des tirages.

La presse devenant une industrie, on devait lui appliquer les procédés qui ont réussi à d'autres industriels (1). Cartels

(1) V. C, chap. XVI. Cf. CXXIV.

et trusts ont pénétré dans ce domaine, comme le prouve l'existence des « chaînes de journaux ». Cela commença entre 1870 et 1880 dans le Middle West ; les frères Scripps, rencontrant la concurrence de Mac Rae, s'associèrent avec lui. La Scripps-Mac Rae League, fondée en 1895, a grandi sans cesse et conquis la côte du Pacifique ; elle possédait vingt-trois journaux en 1925. Plusieurs meneurs de ces trusts, loin de multiplier les nouveaux périodiques, ont procédé à des fusions, des suppressions, pour faire prospérer ceux qui subsisteraient ; c'est le système de la rationalisation. Un de ces grands hommes d'affaires, Frank A. Munsey, commença ses achats de quotidiens en 1901 ; quelques années plus tard, il déclarait que le nombre des journaux devrait être réduit de 60 p. 100, et qu'une compagnie atteindrait des résultats superbes si elle contrôlait 500 feuilles à la fois. Il continua ses opérations, achats, puis ventes, jusqu'à sa mort en 1925. Il faut d'ailleurs un certain doigté, une certaine finesse psychologique pour réussir dans ces entreprises. Une des causes du succès de la presse Hearst réside, plusieurs observateurs l'ont remarqué, dans une série de compromis ingénieux entre l'autorité dictatoriale du grand chef et l'autonomie de chaque feuille, nécessaire au succès local.

Dans la presse comme dans l'industrie, la concentration devait avoir pour compagne la standardisation. La standardisation des nouvelles a été l'œuvre des agences. Elles demeurèrent longtemps modestes, fort inférieures à Reuter ou Havas. L'ouverture du câble en 1866 leur imprima une impulsion nouvelle, et en 1892 naquit la grande agence coopérative destinée à traiter avec les journaux de l'Union tout entière ; l'*Associated Press* passa aussitôt des contrats avec Reuter et, par son intermédiaire, avec Havas et Wolff. De là une puissance qui n'a pas cessé de grandir. En 1917 elle se glorifiait de ses 52 000 correspondants spéciaux. Cependant ce monopole devait provoquer des résistances. Le trust

Scripps-Mac Rae a su trouver des alliés pour créer l'*United Press*, prospère depuis 1907, et l'année précédente Hearst avait créé pour sa presse l'*International News Service*, bientôt engagé contre l'*Associated Press* dans un conflit qui devait durer jusqu'à l'arrêt de la Cour Suprême en 1918.

A la standardisation des nouvelles devait s'ajouter celle des articles. Ce fut l'œuvre de « syndicats » offrant de la copie aux journaux, depuis l'éditorial jusqu'au feuilleton. Le premier syndicat de ce genre paraît avoir été formé en Angleterre par Tillotson. Un représentant de cette maison vint en 1884 offrir aux journaux américains des romans de toutes dimensions. De son côté, un Américain, Mac Clure, proposait aux périodiques des romans courts, à raison de 5 000 mots par semaine. L'accueil fut encourageant, puisqu'au bout d'un an il déclarait pouvoir fournir 30 000 mots par semaine ; et cela pour des articles de tout genre, y compris les recettes de cuisine qu'il se réservait d'écrire lui-même. Deux autres syndicats vinrent lui faire concurrence en 1885-1886 ; l'un d'eux était redoutable, car il possédait une collaboratrice habile à fabriquer les articles intéressants pour le public féminin. Entre 1890 et 1900 ces maisons se multiplièrent, car on acceptait leurs offres non seulement pour les journaux du dimanche, mais pour les quotidiens. Ceux-ci prenaient, en effet, l'habitude que nous avons signalée dans la presse allemande : chaque page nouvelle d'annonces rendait nécessaire une page nouvelle de texte. Il était donc précieux de trouver de la copie toute prête, à bon marché, pour des lecteurs qui ne demandaient ni originalité ni style, mais qui désiraient se distraire sans fatigue. En 1926 on comptait plus de 100 syndicats, faisant appel au travail de 750 écrivains ou artistes.

On est allé plus loin encore. On a fourni à la presse non plus des textes manuscrits ou dactylographiés, mais des pages d'imprimeries déjà composées, prêtes à être tirées. Il a été question plus haut du *flan:* les empreintes sur carton-pâte

des articles, des clichés de publicité, des dessins peuvent être expédiées chaque jour, au besoin par train spécial ; qu'on ajoute par le télégraphe ou le téléphone quelques dépêches, parfois un bref éditorial sur l'événement important qui vient de se produire, et voilà le journal fait. Ces procédés sont devenus d'un usage courant dans l'intérieur de chaque « chaîne de journaux » ; ils contribuent encore à diminuer les frais, tout en supprimant jusqu'à la dernière trace de « journalisme personnel » (1).

IV

La presse des immigrants et des nègres.

Le journal, devenu si nécessaire à tous les Américains, a pris une place particulière dans la vie des immigrants (2). Il ne s'agit point de ceux qui venaient de Grande-Bretagne ou d'Irlande : comme l'anglais était leur langue maternelle, tous lisaient les journaux du pays, auxquels ils ont souvent fourni des collaborateurs et des chefs. Mais les autres mirent souvent des années à parler ou à comprendre la langue nationale ; en 1919 on signalait environ 44 idiomes usités dans le territoire de l'Union. La plupart des immigrants étaient des prolétaires ; beaucoup n'avaient jamais vu un journal dans leur village, n'avaient même jamais vu leur langue écrite, par exemple des Ukrainiens ou des Slovaques, à l'époque où la Russie et la Hongrie prétendaient maintenir leurs idiomes au rang de simple patois. Un grand nombre de ces hommes, opprimés dans le pays natal, éprouvèrent en Amérique un sentiment de délivrance et voulurent s'élever moralement,

(1) Des procédés de ce genre, mais avec des moyens techniques rudimentaires, avaient déjà été essayés pendant la guerre civile, quand on manquait de personnel.
(2) V. CXVI.

s'instruire par le journal. Parfois ces déracinés, ainsi appelés à une vie nouvelle, l'ont ensuite ramenée dans le « vieux pays » qu'ils avaient quitté ; la chose est bien connue pour les Irlandais, ressuscitant la langue gaélique.

D'autre part, les immigrants, souvent exploités par les patrons ou les commerçants, éprouvaient le besoin de lire des journaux écrits dans leur langue pour y trouver des renseignements pratiques. Dans chaque groupe il y avait quelques lettrés, partis d'Europe le plus souvent pour des motifs politiques ; ils rédigèrent des journaux pour leurs frères de race, et voulurent leur servir de guides et d'éducateurs, non sans éprouver quelque dédain pour la vulgarité du journal américain voisin. Bientôt ils se virent obligés de l'imiter, pour se mettre au niveau des paysans ignorants venus offrir leurs services aux fabricants et aux fermiers.

C'est la presse juive, publiée en yiddish, qui devait obtenir le plus grand succès, car elle s'adressait à une population nombreuse où tous les enfants avaient appris à lire. Elle a créé plusieurs grands journaux à New-York : en 1920 le *Forward* tirait à 143 000, deux autres à 78 000 et 75 000. Ils ont imité les procédés commerciaux et techniques de la presse Hearst. Les journaux écrits dans d'autres langues n'ont point un pareil débit. Les anciens, ceux des groupes venus avant 1870, ont un caractère un peu suranné, le plus souvent confessionnel ; les feuilles norvégiennes sont avant tout religieuses ; les journaux canadiens obéissent ordinairement au clergé catholique. Les journaux allemands, d'un niveau littéraire supérieur, étaient rédigés par les démocrates que la révolution de 1849-1850 avait chassés d'Europe.

Les immigrants venus après 1870, trouvant moins de terres libres, groupés autour des usines, montrèrent des tendances socialistes ou syndicalistes, qui devaient se manifester dans les feuilles créées pour eux. Mais chacun de ces groupes ethniques subissait l'influence d'une banque d'immigrants,

généralement associée à l'agence de navigation qui les avait amenés. Beaucoup de ces firmes ont acheté ou créé des journaux pour y insérer des annonces, et réagi contre les tendances radicales ou sociales des autres feuilles. D'ailleurs les enfants des immigrants ont appris l'anglais à l'école, spécialement organisée pour en faire des Américains ; ils sont devenus ainsi des clients nouveaux pour la presse de langue anglaise, qui a précisément l'art de se mettre à la portée de tous.

Il existe une autre presse, anglaise de langue, mais distincte de la presse américaine ; c'est celle des nègres (1). Quelques affranchis commencèrent des essais dès 1827 ; l'un d'eux, journaliste de valeur, Frederick Douglass, fonda un hebdomadaire en 1847 et le fit durer pendant seize ans, malgré des difficultés continuelles. Le premier effort collectif ne se produisit qu'après la guerre civile ; les plus intelligents des noirs, avec le concours financier des blancs du Nord, fondèrent des journaux dans tous les États du Sud pour servir d'éducateurs aux masses délivrées de l'esclavage. Trop nombreux et de ton trop pédagogique, la plupart de ces journaux disparurent vite. Vers 1880, quelques publicistes connaissant leur métier, connaissant les lecteurs, parvinrent à des fondations plus durables. Ces journaux ont imité ceux des blancs pour la technique et la rédaction ; ce qui leur donne un caractère à part, c'est la conscience de race. Ils exposent en détail, avec une amertume croissante, les lois par lesquelles les États du Sud ont pratiquement supprimé les droits politiques des gens de couleur, et surtout les actes de lynchage, moins nombreux au XXe qu'au XIXe siècle, mais non disparus entièrement. Aux chroniques de faits divers, où les journaux des blancs racontent complaisamment les ignominies perpétrées par des noirs, ils opposent les progrès économiques et intellectuels réalisés par leurs congénères. Deux périodiques ont pris la

(1) V. CVII et CXVIII.

première place : la *Crisis*, un magazine dirigé par le professeur Burghardt Du Bois depuis 1910, et le *Chicago Defender*, fondé en 1905, organe de la nombreuse colonie que les industriels ont appelée du Sud vers la grande cité du Michigan. Le *Negro World*, journal de Garvey qui réclame « l'Afrique aux Africains », a trouvé des adhérents et des contradicteurs également passionnés. En 1921 on relevait l'existence de 492 journaux nègres, presque tous hebdomadaires, dont 83 feuilles religieuses, 31 magazines et 253 journaux proprement dits, consacrés surtout à la défense de la race noire.

On ne saurait parler des journaux américains sans dire quelques mots des magazines, dont la vie est étroitement liée à la leur (1). Inspirés par les magazines anglais ou copiés sur eux, ils naissaient facilement et mouraient vite ; les rédacteurs étaient des amateurs non payés, qui auraient même été choqués de recevoir un salaire. Vers 1825 le pays enrichi put leur consacrer plus d'argent, et le public voulut échapper à la domination de l'Angleterre ; on a calculé que 4 000 magazines environ, tous éphémères, furent essayés entre 1825 et 1850. Les recueils pour femmes se multiplièrent, souvent puérils et vides. On continuait d'ailleurs à piller les magazines anglais, sans payer de droits d'auteur. Vers 1850 le magazine devient une institution véritablement américaine, recherchée partout, complément nécessaire du journal ; enfin après la « reconstruction », il a pris tout son essor.

On y retrouve quelques-uns des caractères du journal américain. Prenons par exemple deux directeurs de magazines qui ont brillamment réussi (2). Page (plus tard ambassadeur à Londres pendant la guerre mondiale) disait à ses collaborateurs que le magazine doit avant tout fournir des informations ; dédaignant l'atmosphère « littéraire », il répétait comme un refrain qu'il faut du *concret*. D'ailleurs les modèles

(1) V. CI et CII. — (2) V. CXIV.

de style recommandés par lui ne manquaient pas de valeur : c'était la Bible et Lincoln. Lorimer dirigea le magazine qui fut quelque temps le plus répandu des États-Unis, la *Saturday Evening Post;* c'est qu'il exigeait de tous un langage simple et clair. D'après lui, un stage dans le journalisme quotidien est aussi nécessaire pour le rédacteur de magazine qu'un stage à l'hôpital pour l'étudiant en médecine ; c'est là qu'on apprend à écrire vite, sur n'importe quel sujet, sans que la paresse permette au rédacteur de se dérober. Les magazines anglais, ajoutait-il, sont faits pour des lecteurs oisifs, les magazines américains pour un peuple qui veut toujours travailler, gagner de l'argent.

QUATRIÈME PARTIE

LE JOURNAL AU XXe SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER

LA PRESSE PENDANT LA GUERRE (1)

La guerre de 1914 montra la force et la faiblesse de la presse politique : sa force, car jamais les hommes, dans le monde entier, n'éprouvèrent un pareil désir de lire les journaux ; sa faiblesse, car tous les gouvernements réduisirent ou supprimèrent sa liberté, lui imposèrent une surveillance minutieuse pour l'empêcher de fournir des renseignements qui pourraient servir l'ennemi. Et cependant ils comprenaient la nécessité d'utiliser la puissance des journaux pour répandre les idées et les sentiments qui devaient contribuer au succès final. Réfréner la presse comme organe de nouvelles, la développer comme organe de propagande, les deux buts étaient peut-être contradictoires, ou du moins difficiles à concilier.

La vie économique des journaux fut aussitôt transformée. C'est principalement sur les annonces qu'elle reposait ; or les annonces disparurent dans les pays belligérants. Commerçants et industriels, arrêtés dans leur profession régulière, ne voulaient plus, ne pouvaient plus dépenser d'argent pour la

(1) V. l'important article bibliographique de Ralph Haswell Lutz, *Studies of World War Propaganda* (*Journal of Modern History*, décembre 1933).

publicité. Quand les usines rouvrirent, elles travaillèrent pour l'armée, pour l'État ; les annonces devenaient inutiles. La presse, perdant sa grande source de recettes, fut obligée de réduire ses dépenses (1). La chose fut relativement facile, au début surtout ; les lecteurs n'avaient plus les mêmes exigences qu'auparavant. On put supprimer de nombreuses rubriques (d'autant plus que les rédacteurs étaient mobilisés) sans que personne protestât : qui songeait à lire des articles sur les théâtres ou les sports ? Un grand nombre de journaux revinrent aux quatre pages d'autrefois.

Ils y furent d'ailleurs obligés par la crise du papier. Le papier de bois, qu'on s'était habitué à consommer si abondamment, faillit manquer bientôt : absence de bateaux disponibles, monopolisation de tous les moyens de transport, blocus maritime fait par l'Entente ou blocus sous-marin fait par l'Allemagne, rupture des relations avec des fournisseurs devenus ennemis, autant de motifs qui privèrent les journaux de la matière première indispensable. Dans une ville assiégée que menace la famine, on procède au rationnement des vivres ; il fallut faire le rationnement du papier. Les gouvernements, d'accord avec les associations de presse, établirent des règles minutieuses, les uns laissant chaque journal libre d'employer à sa guise le stock de papier qu'on lui attribuait, les autres limitant le nombre des pages, la grandeur du format, et prohibant tout numéro supplémentaire ; ils se trouvèrent ainsi appelés à intervenir dans les petits détails de la « cuisine » des journaux. Les belligérants n'étaient pas seuls à souffrir de la famine du papier. La Suisse, par exemple, l'État neutre enveloppé de pays en guerre, dut imposer à la presse un rationnement de plus en plus rigoureux (2). La hausse continue

(1) V. Latzarus, *Les journaux pendant la guerre* (*Revue de Paris*, 15 avril 1915).

(2) V. les articles de Rietmann et Auer dans **CCLXXXIII.** Pour la France, v. Adeline, *La crise du papier*, s. d. (1919).

de cette matière première obligea partout les périodiques à élever leur prix de vente : ce fut la fin du journal à un sou, qui depuis cinquante ans avait conquis le monde.

Quant aux relations politiques des gouvernements avec la presse, elles soulevaient un problème compliqué. Pendant les premiers jours, il parut facile à résoudre ; l'esprit de solidarité nationale supprimait tous les obstacles. Les gouvernements, tout en organisant la censure, promirent des nouvelles exactes et abondantes ; les directeurs de journaux promirent d'aider les ministres dans leur tâche. Mais cet accord ne dura pas longtemps. Quelles étaient les nouvelles dangereuses et les nouvelles inoffensives ? Dans quelle mesure interdirait-on des articles qui, sans traiter les questions militaires proprement dites, pouvaient nuire au moral des lecteurs ? Voyons ce qui fut fait en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne.

I

Le régime de la presse en Grande-Bretagne.

La Grande-Bretagne était habituée, depuis les prouesses de Russell en Crimée, à voir ses journaux raconter dans le plus grand détail les campagnes où ses troupes étaient engagées. Récemment encore, pendant la guerre du Transvaal, un instant si dangereuse pour le prestige de l'Empire, le gouvernement n'avait imposé à la presse, même aux « pro-Boers », aucune mesure gênante ; les journalistes pensaient que, cette fois encore, on se fierait à eux. Ils admettaient d'ailleurs sans discussion la censure des télégrammes, qui fut instituée aussitôt (1). Le ministère, invoquant la convention télégraphique internationale, déclara que les services télégraphiques et radiotélégraphiques étaient suspendus sur toute la surface

(1) V. CCXXII et CCXXXVI.

de l'Empire ; il permettait cependant par grâce *(as an act of grace)* aux particuliers d'en user, à condition que leurs dépêches rédigées en clair, en anglais ou en français, passeraient par la censure préventive.

Cela ne suffisait point. Le 6 août 1914 déjà, un député signala aux Communes des feuilles peu scrupuleuses qui faisaient paraître des éditions spéciales, répandues par les crieurs même pendant la nuit, pour annoncer une victoire navale imaginaire. Le 7 août le Parlement vota la loi sur la défense du royaume *(Defense of the Realm Act)*, donnant au souverain le droit de faire des règlements *(Regulations)* pour déterminer ce que les écrivains devaient s'abstenir de publier. En même temps le gouvernement annonçait aux journaux, sans décret officiel, la formation d'un Bureau de presse, autrement dit d'un Bureau de censure ; mais il n'était pas question d'une censure préventive obligatoire pour tous les articles de tous les journaux. Le règlement du 12 août limita les interdictions aux ports fortifiés et aux régions qui les avoisinaient ; partout ailleurs la censure pouvait seulement donner des avis aux journaux qui la consultaient sur l'opportunité de telle ou telle nouvelle. Le président du Bureau de presse, le député Smith, exposa aux Communes qu'il n'avait pas le droit légal d'arrêter des nouvelles alarmantes.

Cette loi un peu timide fut renforcée par celle du 28 août, que suivit le règlement du 1er septembre. « Nulle personne, disait ce règlement, ne devra par parole ou par écrit répandre des rapports susceptibles de répandre la désaffection ou l'alarme parmi les forces de Sa Majesté ou parmi la population civile. » C'était une arme sérieuse pour la répression, mais sans caractère préventif. En réalité, la censure préventive était quand même pratiquée : on la présentait aux journaux comme une garantie pour eux, comme le meilleur moyen de s'assurer que leurs articles ne tombaient point sous le coup des règlements nouveaux. Mais s'ils préféraient publier, sans

consulter personne, des nouvelles importantes, au risque d'être poursuivis, aucun texte légal ne les en empêchait.

De nouveaux pouvoirs furent donnés au ministère en novembre 1914. Il obtint le droit de perquisition et de saisie préventive, toutes les fois qu'il avait des raisons de croire qu'une publication allait être dangereuse ; mais cela ne concernait point les publications « innocentes ». Le nouveau chef responsable de la censure, Sir Stanley Buckmaster, disait à ce propos à la Chambre des Communes que la censure doit arrêter la critique « dans le cas où cette critique est de telle nature qu'elle pourrait détruire la confiance dans le gouvernement... ». Ces paroles soulevèrent une explosion de colère ; le leader de l'opposition, Bonar Law, protesta énergiquement, et le premier ministre eut soin d'atténuer les déclarations de son collègue. Celui-ci put dire quelques mois plus tard, le 8 février 1915 : « Je n'ai absolument aucun pouvoir de contraindre les journaux à me soumettre leurs publications. »

Le droit de saisie fut employé surtout en Irlande, où une partie de la presse était nettement hostile. En Grande-Bretagne même quelques incidents prouvèrent qu'il n'était pas inutile. En novembre 1915, le *Globe* annonça la démission de lord Kitchener, ministre de la guerre ; un démenti officiel ne l'empêcha pas de maintenir son affirmation. La nouvelle, qui était fausse, pouvait causer une émotion très grave à cause de la popularité de ce grand chef. La direction de la censure avait alors passé au ministre de l'intérieur, Sir John Simon ; il expliqua la saisie et la suspension devant la Chambre des Communes, en ajoutant que le *Globe* avait le droit de recours aux tribunaux. Mais le journal fit des excuses et fut autorisé à reparaître au bout de quinze jours.

Deux mois plus tard un journal de Glasgow, le *Forward*, adressa aux ouvriers des articles défaitistes, en les détournant de collaborer à la fabrication intensive des munitions. Cette fois M. Lloyd George intervint en personne et fit saisir non

seulement le journal, mais les presses et le matériel ; il obtint des excuses avec l'engagement écrit de ne rien imprimer de contraire à l'ordre public, moyennant quoi le journal put reparaître. Le gouvernement profita de ces incidents, à propos desquels l'opinion publique lui donnait raison, pour étendre ses pouvoirs préventifs par les « ordres en conseil » de février et d'avril 1916.

Quant à la répression, personne ne voulait supprimer la règle générale qui soumet les délits de presse au jury. Le principe fut maintenu pendant la guerre, mais la loi de la défense du royaume renvoya aux cours martiales toutes les poursuites intentées pour violation des « règlements » nouveaux. Cette juridiction inusitée fut bientôt l'objet de critiques amères ; aussi la loi de mars 1915, en conservant les cours martiales pour les étrangers, décida que tout sujet britannique pouvait demander à comparaître devant le jury. Le gouvernement gardait pourtant le droit de revenir aux tribunaux militaires en cas d'invasion ou dans des circonstances particulièrement graves.

En somme, la loi manquait de précision. Comme l'a dit un des hommes chargés de l'appliquer, ce fut, conformément à l'usage anglais, un « compromis illogique », mais qui fonctionna convenablement par la bonne volonté de tous (1). Le *Press Bureau*, improvisé dans la hâte des premiers jours, avait reçu ensuite une organisation complète. Il comprenait quatre sections : celle qui fournissait les nouvelles *(Issuing Department)* ; celle qui censurait les télégrammes *(Cable Department)* ; celle qui s'occupait spécialement des questions navales. La quatrième *(Military Room)* avait la charge de la censure générale, examinant tout ce qu'on venait lui soumettre ; charge énorme, puisqu'on eut à voir environ 100 000 articles de journaux et 1 000 manuscrits de livres.

(1) CCXXII, p. XIV.

Le Bureau s'appliquait à ménager les journaux en les prévenant à temps ; il leur évita ces « blancs » qui, dans les journaux français, révélaient si souvent les rigueurs de la censure. D'ailleurs un des directeurs, Sir Edwin Coke, était un ancien éditeur de grands journaux à Londres.

Le Bureau dut bien des fois modifier, compléter ses méthodes à la demande du War Office ou de l'Amirauté ou de tel autre ministère. On avait d'abord cru inutile de censurer les nouvelles sur les *raids* aériens opérés par les aviateurs allemands ; puis, comme les journaux répondaient à la curiosité du public en donnant chaque fois des détails minutieux, il fallut arrêter cela pour empêcher l'ennemi de connaître les résultats de ses agressions. Pendant quelque temps les journaux avaient pu imprimer librement les récits d'évasions ; plus tard on les censura, car les précisions ainsi fournies pouvaient nuire aux soldats britanniques demeurés captifs. Le Bureau dut envoyer 700 instructions aux journaux sur des points particuliers pendant la durée de la guerre.

La bonne volonté patriotique des journalistes ne les empêchait point de critiquer souvent le Bureau de presse, et dans les deux Chambres on exposait volontiers leurs doléances. Un professeur de Cambridge dénonça dans une conférence politique « *the disastrous Press Censorship* ». On se moqua de la défense de faire connaître les prévisions météorologiques ; on railla les censeurs peu lettrés qui avaient coupé un jour une citation de Kipling, un autre jour une citation de Browning. Il ne put jamais exister une entente complètement cordiale entre la censure et la presse.

Celle-ci d'ailleurs gardait son franc parler vis-à-vis des ministres. Lord Beaverbrook a raconté comment il la mit en campagne (novembre-décembre 1916) pour faire tomber Asquith et rendre possible un ministère Lloyd George (1).

(1) V. CCXIV.

Mais le plus indocile des chefs du journalisme anglais fut lord Northcliffe. Le fougueux adversaire de l'Allemagne voulait qu'on poussât la lutte à fond. Depuis 1914, dès qu'on lui parlait de quelqu'un, sa première question était : « Comprend-il la guerre ? », c'est-à-dire, est-il résolu à la mener jusqu'au bout, avec le maximum d'énergie et d'efforts ? Il avait trouvé au *Times* un collaborateur précieux dans M. Wickham Steed, non moins convaincu de la gravité du danger allemand, et particulièrement bien renseigné sur l'état de l'Europe centrale. Le *Times* dès les premiers jours se donna pour mission de faire comprendre à ses lecteurs que l'existence même de l'Empire britannique était en jeu ; il reprocha au gouvernement de méconnaître cette vérité, de donner à la nation de fâcheux exemples de lenteur et de mollesse. Le *Foreign Office*, mécontent de ces critiques, rompit tout rapport avec le *Times* pendant l'hiver 1914-1915 ; mais ce fut pour lui adresser finalement des excuses et rétablir les relations amicales d'autrefois (1). Northcliffe cherchait l'homme capable d'imprimer au gouvernement l'activité nécessaire. Il crut d'abord le trouver dans Kitchener, et ses journaux glorifièrent le ministre de la guerre. Mais la désillusion vint en 1915 ; Kitchener inspirait à la nation une sécurité trompeuse et comptait sur les engagements volontaires pour échapper à la nécessité du service obligatoire ; Northcliffe attaqua l' « idole ». Cet esprit de guerre qui manquait à beaucoup de ministres, il le remarquait de plus en plus fort chez M. Lloyd George ; ses journaux exaltèrent l'homme qui procurait à l'armée les munitions nécessaires et firent de leur mieux pour préparer son avènement comme premier ministre. Quand ce fut accompli, le *Times* et le *Daily Mail* devinrent

(1) **CCXLIX**, t. II, p. 48 et 63. Plus tard le gouvernement profita d'une plainte de l'attaché militaire français, à propos d'une information, pour engager des poursuites contre le *Times*. L'ambassadeur Paul Cambon autorisa les défenseurs du journal à déclarer qu'il n'avait ni connu ni approuvé ces poursuites : le journal fut acquitté (*ibid.*, p. 68).

pour le gouvernement des alliés toujours indépendants, quelquefois gênants, mais utiles parce qu'ils aidaient à faire accepter les mesures de plus en plus rigoureuses imposées par la prolongation de la guerre.

II

En France.

En France le danger parut immédiatement plus grand que dans l'île protégée par sa flotte contre l'invasion (1). Un décret du 2 août mit tout le territoire français en état de siège ; il visait la loi de 1849 sur l'état de siège, qui, entre autres dispositions, permet à l'autorité militaire d'interdire les journaux dangereux. Ce décret eut sa ratification dans une des dix-huit lois qui, votées sans discussion par les Chambres le 4 août, furent promulguées le 5. Une autre de ces lois était destinée à « réprimer les indiscrétions de la presse en temps de guerre ». L'article principal interdisait de publier « toute information ou article concernant les opérations militaires ou diplomatiques, de nature à favoriser l'ennemi et à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations ». La sanction était la prison (un à cinq ans) et l'amende (1 000 à 5 000 francs).

Aucune de ces deux lois n'établissait une censure préventive obligatoire. Le communiqué du ministre de la guerre aux journaux (4 août) disait : « Les journaux et périodiques, après avoir envoyé au Bureau de la presse une épreuve, peuvent procéder au tirage et à la vente sur la voie publique sans aucune autorisation ; mais ils s'exposeraient à la saisie immédiate, si l'examen de l'épreuve permet de constater

(1) V. Joseph-Barthélemy, dans *Revue du droit public et de la science politique*, 1915, p. 310 sqq. ; Hennequin, dans *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, mars-avril 1916.

l'insertion de nouvelles militaires non communiquées par le Bureau de la presse. » Les journalistes, inquiets de la responsabilité que leur faisaient encourir les formules très générales de la nouvelle loi, négocièrent avec le gouvernement. Il fut convenu qu'on soumettrait les « morasses » des journaux à l'examen préalable du Bureau de la presse. En province également s'établit une censure double, militaire et civile, exercée par les commandants de régions militaires et les préfets. Le ministère, de son côté, montrait sa confiance dans la presse en nommant le 12 août une commission de 45 journalistes appartenant à tous les partis et représentant les principaux groupements. La censure s'établit donc sans aucune résistance ; l'union sacrée faisait paraître tout aisé.

Cette lune de miel ne dura pas, et les protestations commencèrent de bonne heure. Il y eut celles des juristes, montrant que la censure préalable ne pouvait invoquer aucun texte légal. Jamais on ne les prit au sérieux ; d'ailleurs un arrêt du Conseil d'État (6 août 1915) y mit fin en proclamant que la loi de 1849 était toujours en vigueur, et que les pouvoirs conférés par elle comprenaient les moyens d'action préventifs.

Tous étaient d'accord sur la nécessité de la censure militaire. On avait rappelé dès le premier jour l'exemple de la marche de Mac-Mahon sur Sedan, révélée aux généraux allemands par des journaux français. Personne ne reprocha aux censeurs de cacher les noms des chefs et les numéros des corps d'armée engagés. Mais dès le mois de septembre on protesta parce que la censure se mêlait de tout, même de ce qui ne concernait point la guerre. Alfred Capus, imitant le monologue de Figaro, écrivait le 27 septembre :

« Pourvu qu'on ne parle en ses écrits ni de l'autorité, ni du gouvernement, ni de la politique, ni des corps en crédit, ni des sociétés de crédit, ni des blessés, ni des atrocités allemandes, ni du service des postes, on peut tout imprimer librement sous l'inspection de deux ou trois censeurs. »

On se plaignait surtout de voir grandir la censure « politique », destinée à protéger les membres du gouvernement contre les critiques même les plus justifiées (1). Pour un ministre incapable, n'était-ce pas une tentation irrésistible de cacher ses fautes en invoquant l'intérêt général ? Les réclamations des journaux allèrent se multipliant. Le Syndicat de la presse parisienne les formula en novembre, puis en décembre 1914. Des manifestations semblables eurent lieu plusieurs fois en 1915 ; en octobre, la protestation du même syndicat fut renforcée par celle du Syndicat de la presse départementale A cette occasion, *Le Temps* écrivait : « La censure s'est placée au-dessus des lois » (8 octobre 1915).

Ces protestations devaient naturellement trouver un écho à la tribune de la Chambre. Mais chaque fois qu'un débat sérieux s'engagea, le gouvernement eut l'avantage. Le président du conseil, Viviani, répondait à ce sujet, le 4 mars 1915 :

« Il n'y a pas de censure politique. Il y a une censure civile qui peut porter sur la publication de certains faits de nature à entraîner des désordres ; mais, à proprement parler, il n'y a pas de censure politique... On est quelquefois surpris, en lisant certains articles de journaux, de trouver des critiques très graves, très vives, très violentes même — c'est le droit de l'écrivain — à côté d'une protestation en faveur d'une liberté dont on use complètement à l'instant même où l'on se plaint d'en être privé. »

Une commission de la Chambre finit par rédiger une proposition qui, tout en légalisant la censure préventive, limitait le domaine où elle pouvait s'exercer. Mais le nouveau président du conseil, Briand, la combattit dans un discours dont ses adversaires eux-mêmes admirèrent l'habileté. Il montra la nécessité de maintenir la « tenue morale » de la nation ; il

(1) D'après le député chargé par Galliéni de diriger la censure à Paris, ce fut de Bordeaux que le ministère envoya le premier ordre imposant la censure politique (KLOTZ, *De la guerre à la paix*, 1924, p. 32).

affirma, que « quand la guerre doit durer longtemps, la principale munition pour remporter la victoire, c'est le calme, le sang-froid du pays ». Bref, on prononça le renvoi pur et simple à la commission ; c'était un ajournement *sine die.* Le Parlement, tout en reconnaissant que certaines plaintes étaient légitimes, jugeait nécessaire de ne pas affaiblir une institution indispensable en temps de guerre (1).

Les écrivains français affirmèrent souvent que la censure était beaucoup plus rigoureuse et plus tâtillonne en France qu'en Angleterre. On leur répondit que la presse française était plus indocile, et qu'il y avait à réprimer les tentatives de tout un groupe de feuilles défaitistes. Ainsi le *Journal du Peuple* fut suspendu onze fois en six mois. *Le Bonnet rouge* connut également des suspensions nombreuses jusqu'au jour où ses rédacteurs furent arrêtés ; l'un d'eux, Duval, devait être condamné à mort pour des motifs n'ayant rien de commun avec les délits de presse (2).

Le plus redoutable ennemi de la censure fut Clemenceau. Pendant la première partie de la guerre il joua dans la presse française la même rôle que Northcliffe dans la presse britannique. Tous les deux voulaient aiguillonner un gouvernement jugé trop faible, et tous les deux finalement virent leur opposition couronnée de succès ; Northcliffe, qui avait refusé un ministère, devint le directeur officiel de la propagande, et Clemenceau conquit la présidence du conseil. Dès les premiers moments le rédacteur de *L'Homme libre* s'était montré peu disposé à consentir les sacrifices demandés par la censure. Le 30 septembre 1914 son journal fut suspendu pour huit

(1) Le maréchal Joffre, au contraire, se plaignait de la faiblesse de la censure (*Mémoires*, II, p. 384). Mais des hommes sérieux la trouvaient trop absorbante. « La volonté de maintenir le pays dans un état d'esprit optimiste est certaine, écrivait Lavisse, et c'est une volonté dangereuse » (*Revue de Paris*, 1er juillet 1916).

(2) V. Marcel Berger et Paul Allard, *Les secrets de la censure pendant la guerre* (1932).

jours, parce qu'il avait désobéi aux injonctions formulées par le général commandant la 17e région. Clemenceau, qui avait pris ses précautions, remplaça aussitôt *L'Homme libre* par *L'Homme enchaîné.* Quelquefois il insérait, après quelques jours de retard, les passages supprimés, afin de donner des exemples « des coups de hache d'une censure imbécile » ; d'autres fois il publiait, dans une lettre aux membres du Parlement, une édition spéciale des articles arrêtés ou mutilés comme dangereux. Les censeurs, de leur côté, n'épargnaient guère cette feuille toujours prête à les combattre. Vint le jour où l'ennemi de la censure prit le pouvoir. Après vingt-quatre heures d'hésitation, les chefs du bureau de la presse allèrent lui demander s'il était vrai que la censure était supprimée. Il répondit par une dénégation énergique (1). Seulement l'application du régime fut quelque temps plus libérale, surtout quand il s'agissait d'attaques personnelles et de caricatures contre le nouveau président du conseil (2). Pour le reste, son collaborateur, M. Mandel, à qui le bureau de presse était subordonné, montra la même sévérité minutieuse que ses prédécesseurs.

III

En Allemagne.

En Allemagne la presse, malgré son remarquable développement matériel, exerçait avant 1914 une action beaucoup moins grande qu'en Angleterre ou en France. Dans les pre-

(1) D'après Berger et Allard, il aurait dit : « Supprimer la censure ? Jamais. Je ne suis pas tout à fait idiot. Vous êtes mes meilleurs gendarmes. » Cf. Raymond Poincaré, *L'année trouble*, p. 375 : « Clemenceau m'explique qu'il a l'intention de relâcher la censure, de ne prendre aucune mesure préventive contre les journaux, etc. Je le mets en garde contre le danger d'une liberté totale. »

(2) On se plaignit plusieurs fois en 1918 de la faiblesse de Clemenceau à l'égard des journaux. V. Poincaré, *Victoire et armistice*, p. 34, 56, 139, 176.

miers jours de la guerre cependant, à Berlin comme à Londres ou à Paris, l'ardeur générale fit paraître tout facile (1). Le 3 août, dans une conférence tenue au Reichstag avec les délégués de la presse, le représentant du gouvernement prononça presque les mêmes mots que le ministre de la guerre français allait dire le lendemain aux journalistes parisiens : « Nous ne pourrons pas toujours tout dire, mais tout ce que nous dirons sera vrai. » On organisa des réunions régulières, où les journaux étaient renseignés par les représentants de l'armée, de la marine, du général commandant les Marches ; à eux se joignirent plus tard les délégués d'autres ministères, puis ceux des administrations nouvelles créées par suite de la guerre. De leur côté, les journalistes formèrent une commission de la presse, où tous les partis étaient représentés, pour collaborer avec les gouvernants. L'officier habituellement chargé de traiter avec elle, Nicolaï, a raconté comment il remplit sa tâche ; cet admirateur de Ludendorff reconnaît que la commission demeura longtemps soumise et pleine de bonne volonté. Le délégué social-démocrate Baake, de même que le président de la commission, Georges Bernhard, pourtant mal vu comme rédacteur de la *Gazette de Voss*, donnèrent aux chefs militaires un concours loyal.

L'état-major possédait un seul officier préparé par des études antérieures à traiter les questions concernant les journaux : c'était le major Deutelmoser, qui devint le chef du service. Plus tard celui-ci devait subir différentes réorganisations ; finalement le Service de presse de guerre *(Kriegspresseamt)*, placé sous la dépendance immédiate du Haut Commandement *(Oberste Heeres Leitung)*, comprit trois divisions, l'intérieur, la censure supérieure et l'extérieur *(Inlandsstelle, Oberzensurstelle, Auslandsstelle)*. Deutelmoser conserva la direction d'ensemble.

(1) V. **LXXIII** et **LXXX**.

Quoique très disposée à l'obéissance, la presse eut à se plaindre de la façon dont on lui donnait des directives. Les gouvernants d'Angleterre et de France avaient tous collaboré à des journaux ; quelques-uns en avaient dirigé ; ils connaissaient l'atmosphère de la presse et vivaient en sympathie avec elle. En Allemagne il n'en était pas de même. Le chancelier Bethmann-Hollweg n'avait guère de rapports avec les journaux ; le chef du bureau de presse à la chancellerie, Hammann, inspirait peu de confiance aux publicistes. Les militaires, sauf Deutelmoser, traitaient ceux-ci comme des inférieurs à qui l'on donne des ordres. Nicolaï les choqua plus d'une fois par son ton de commandement. Une entrevue entre le général Ludendorff et le président de l'Union des directeurs de journaux, Faber, montra qu'ils ne parlaient pas la même langue (1).

Ce qui devait compliquer surtout les rapports entre la presse et le gouvernement, c'est que celui-ci était divisé. Entre la chancellerie et l'état-major le conflit ne cessa presque jamais ; les journaux en étaient souvent les victimes. Ainsi en août 1914 l'état-major fit publier dans la *Deutsche Tageszeitung*, par le comte Reventlow, un article violent contre l'Italie demeurée neutre, et il voulut le faire reproduire par de nombreux journaux ; le service des Affaires étrangères, craignant la colère des Italiens, empêcha ces reproductions. A la fin de 1916 Bethmann-Hollweg réunit les directeurs des grands journaux berlinois pour leur exposer comment il entendait résoudre la question polonaise. Ils commencèrent à publier des articles en faveur de ce projet ; le Haut Commandement, qui n'avait pas été prévenu, leur envoya une remontrance très sévère.

La chancellerie ne s'entendait pas mieux avec le ministère de la marine. L'amiral de Tirpitz, qui avait toujours cherché l'appui des journaux pour son œuvre navale, possédait en

(1) **LXXIII**, p. 119 sqq.

août 1914 une « section de presse », la seule bien organisée en Allemagne. Elle parut bientôt gênante au chancelier par son action sur les journalistes ; il fit décider en mars 1916 que le contrôle de la presse, enlevé au ministère de la marine, serait rendu à l'Amirauté, ce qui provoqua l'offre de démission de Tirpitz.

Quelquefois les journaux subissaient le contre-coup des discordes entre les militaires eux-mêmes. Pendant que Falkenhayn était chef de l'état-major, ses officiers firent plusieurs tentatives pour décider la presse à louer son œuvre, à mettre en relief sa personne. Pourquoi, disaient-ils, ne lui accorderait-on pas la même faveur qu'à Hindenbourg, qui était son subordonné ? Mais cette fois leurs efforts échouèrent contre la popularité du vainqueur de Tannenberg.

La presse eut à se plaindre aussi de l'indifférence qu'on montrait en haut lieu pour les difficultés de son travail technique. Elle était mécontente de l'agence Wolff, très inférieure à ses rivales, Havas et Reuter. Faber ne cessa d'entreprendre la création d'un « bureau de nouvelles » qui serait géré par les journaux eux-mêmes ; toujours il se heurta aux obstacles accumulés par l'agence officieuse, jalouse de son monopole, et par les autorités civiles et militaires.

Néanmoins la presse pendant longtemps ne demanda qu'à servir la cause nationale par tous les moyens ; et certains l'en blâmaient. Karl Bücher, professeur à l'Université de Leipzig et fondateur d'un des premiers séminaires consacrés aux études journalistiques, reprocha aux écrivains de son pays, comme à ceux des pays ennemis, de trop sacrifier la vérité à la propagande (1). Ses critiques soulevèrent des protestations indignées, qui ne l'empêchèrent pas de recommencer.

Cependant, à mesure que la guerre avançait, la soumission

(1) V. LX.

et la bonne volonté de certains journaux diminuaient. La presse allemande n'opposa point aux gouvernants un critique de la taille des Northcliffe et des Clemenceau ; Harden lui-même se montrait prudent. Mais elle adopta parfois un ton pessimiste et chagrin qui déplaisait à l'état-major. Les « feuilles juives », le *Berliner Tageblatt* et la *Frankfurter Zeitung*, étaient trop libérales ; les feuilles socialistes inclinaient au défaitisme. Quand le *Vorwärts*, en décembre 1917, publia un article violent sur la misère des victimes de la guerre, la chancellerie, malgré le désir des militaires, ne voulut pas interdire le journal. Hindenbourg jugea nécessaire d'écrire au chancelier une lettre montrant la gravité de ce cas. Les journaux allemands ne trouvèrent jamais une direction ferme et unie chez ceux qui censuraient leurs articles et leurs nouvelles.

IV

La propagande.

La propagande, avons-nous dit, était un des buts essentiels que tout le monde assignait aux journaux (1). Il s'agissait d'abord de la propagande à l'intérieur, pour fortifier le moral de la nation. Il n'y avait là rien de nouveau ; dans toutes les guerres antérieures on a fait de même, depuis que les journaux existent. Mais c'était particulièrement nécessaire pendant une lutte où le service militaire obligatoire n'épargnait plus aucun privilégié, où toutes les familles avaient des leurs au front, où les souffrances des non-combattants allaient devenir chaque jour plus pénibles. Les journaux se mirent d'autant plus volontiers à cette tâche qu'ils ne pouvaient plus accomplir les autres. Les nouvelles politiques devenaient rares, les nouvelles militaires étaient restreintes par la censure ; les

(1) V. le tableau d'ensemble présenté par Lasswell, *Propaganda Technique in the World War*, Londres, 1927.

nouvelles de la vie mondaine ou littéraire n'intéressaient plus personne. Les quotidiens, revenant à un état de choses qui semblait périmé, remplacèrent les nouvelles par des articles. En première page, l'éditorial et le « leader » prirent de nouveau un grand développement ; le commentaire du communiqué n'avait pas moins d'importance. Si, dans la presse anglaise, l'anonymat était la règle, en France il était l'exception ; les lecteurs français lurent avidement les articles d'Albert de Mun, puis de Maurice Barrès dans *L'Écho de Paris*, ceux de Gustave Hervé dans *La Guerre sociale*, qui devint ensuite *La Victoire*, de Clemenceau dans *L'Homme libre* ou *L'Homme enchaîné*. Le commentaire des communiqués quotidiens ou biquotidiens exigeait des rédacteurs compétents ; généraux en retraite, officiers de l'armée active écrivant sous un pseudonyme, civils au courant des choses militaires furent invités à interpréter les nouvelles officielles, à y chercher des motifs de confiance, ou, quand elles étaient peu encourageantes, à prêcher le sang-froid et la persévérance. En Angleterre comme en Allemagne ou en France, l'état-major fournissait des indications spéciales aux plus connus de ces rédacteurs.

Il y avait un moyen plus sûr encore d'intéresser les lecteurs à la vie des combattants : c'était d'envoyer aux armées des correspondants de guerre. Les journaux anglais n'y avaient jamais manqué ; mais l'état-major britannique les trouvait depuis quelque temps gênants et dangereux. Wolseley appelait le correspondant la malédiction *(curse)* des armées modernes : Roberts et Kitchener surveillèrent de près les journalistes envoyés dans l'Afrique du Sud. Néanmoins la presse de Londres, en août 1914, voulut faire partir ses correspondants aussitôt que l'armée britannique eut franchi la Manche ; après quelques hésitations le gouvernement s'y opposa ; comme on insistait à la Chambre des Communes, il déclara que sa décision avait été prise sur la demande expresse de ses

alliés français. Il s'efforça de suppléer aux lettres des journalistes par des exposés détaillés, très bien rédigés, que firent des officiers choisis pour ce travail ; ce furent les rapports du « témoin oculaire » *(eye-witness)*. Cela ne suffisait point à un pays où, depuis si longtemps, le public était accoutumé à lire des descriptions minutieuses et pittoresques de toutes les guerres, que l'Angleterre y participât ou non. Northcliffe surtout insista : persuadé qu'il faudrait arriver à prescrire le service obligatoire et le rationnement de vivres, il déclarait impossible de faire accepter ces charges au peuple anglais si on ne lui donnait point, outre les communiqués des techniciens militaires, des nouvelles « humaines », touchant le cœur de tous les citoyens. Beaucoup disaient aussi que les soldats se battraient mieux quand ils sauraient que tout le monde à l'arrière était renseigné sur leurs souffrances et leurs exploits.

Les réclamations se multiplièrent jusqu'au jour où le gouvernement britannique, vers la fin de 1914, revint sur sa décision. L'Association des propriétaires de journaux fut autorisée à désigner des correspondants, peu nombreux, qu'on accrédita auprès du grand quartier général de l'armée britannique. Celui-ci les vit arriver sans plaisir et demeura longtemps défiant. Le président de l'Association a dit plus tard qu'ils furent d'abord surveillés comme des criminels. Cela changea peu à peu, et l'état d'esprit des chefs se modifia décidément pendant la bataille de la Somme, en 1916. Les correspondants surent dépeindre comme il fallait ce premier grand effort des nouvelles armées britanniques. Le général Plumer chargea son chef d'état-major de faire aux correspondants, avant chaque offensive, un exposé détaillé qui leur permettrait de comprendre les épisodes variés de la bataille ; cet exemple fut suivi dans les autres armées. Un officier, qui était de son métier journaliste et homme de lettres, M. Neville Lytton, eut le tact et l'entrain nécessaires pour

éviter les froissements ; il entretint avec soin les bons rapports entre la presse et l'état-major général, non sans choquer parfois le gouvernement qui lui reprochait des indiscrétions excessives (1).

En France également les correspondants de guerre furent tenus longtemps à l'écart. Au début on se bornait à organiser quelques voyages rapides à l'arrière du front. Plus tard ils furent mieux accueillis, mais on demeurait avare de renseignements précis. En 1917 Painlevé, président du conseil, convoqua les principaux directeurs de journaux, pour leur faire observer qu'ils parlaient plus des troupes anglaises que des troupes françaises ; ils répondirent que l'état-major britannique aidait leurs envoyés à suivre les opérations, que du côté français on n'agissait pas de même (2). Les correspondants français furent alors autorisés à s'avancer davantage, à pénétrer dans les tranchées de première ligne ; c'est ainsi que mourut Serge Basset, représentant du *Petit Parisien.*

Du côté allemand les consignes furent les mêmes. On permit cependant plus vite qu'en France aux correspondants de guerre d'aller voir les troupes en campagne, pour décrire leur manière de vivre. On surveillait de près ces descriptions ; une note d'avril 1917 avertit les correspondants que les soldats étaient mécontents des lettres où l'on traçait un tableau enchanteur de l'existence menée dans les cantonnements : s'il ne faut pas tout peindre en noir, continuait la note, il ne faut pas non plus abuser du rose, et il peut être utile de signaler ce qui manque aux troupes. Quant aux voyages de journalistes étrangers ou d'hommes de lettres invités par les gouvernements, on les retrouve dans toutes les armées. Les soldats n'aimaient guère être donnés ainsi en spectacle à des gens qui ne partageaient pas leurs périls ; Nicolaï le constata chez les siens, et Rudyard Kipling, visitant les lignes françaises, décrivit

(1) V. CCXLII. — (2) CCXLII, p. 103.

avec humour le juste mépris des combattants pour un homme qui allait faire de la copie avec leur sang.

La propagande à l'intérieur ne fut donc jamais oubliée. Nicolaï cependant affirme qu'en Allemagne elle fut toujours sacrifiée à la propagande chez les étrangers. C'est que les belligérants songeaient avant tout à gagner les neutres, et particulièrement les peuples encore hésitants qui pouvaient devenir les alliés de demain. A ce propos il se produisit un phénomène psychologique très curieux : chacune des nations en guerre se persuada que son gouvernement négligeait la propagande et que l'ennemi, au contraire, avait su l'organiser d'une manière efficace. A Londres, dès la fin de juillet 1914, le *Times* disait l'atmosphère empoisonnée par la propagande allemande. Plus tard Northcliffe, à qui Lloyd George offrait le ministère de l'air, le refusa en disant qu'il trouvait plus urgent de combattre la propagande ennemie : faute de contradicteurs, ajoutait-il, elle est victorieuse en Russie comme dans tout l'Orient, et risque de paralyser l'effort guerrier des États-Unis. En France on parlait avec un effroi secret de l'habileté infernale qui permettait à l'Allemagne d'influencer l'opinion publique dans le monde entier. Pendant ce temps beaucoup d'Allemands répétaient que l'Entente avait su dès le premier jour utiliser des organisations depuis longtemps préparées ; voilà pourquoi elle avait réussi à soulever la colère de tous les peuples neutres contre les « prétendues » cruautés commises par les envahisseurs en Belgique.

Ce qu'il y a de certain, c'est que, dès le mois d'août 1914, tous les belligérants s'efforcèrent de parler aux neutres. On se mit à l'œuvre avec une bonne volonté un peu brouillonne, qui multiplia les doubles emplois, les tentatives mal coordonnées. En Allemagne le chef du parti du Centre, Erzberger, invité par le chancelier à diriger cette propagande, releva dès octobre 1914 une liste de vingt-sept bureaux différents qui s'en occupaient, sans lien entre eux. Les maladresses n'étaient

pas rares : on envoyait, par exemple, aux Danois quantité de journaux conservateurs connus pour leur politique anti-danoise dans le Slesvig. Erzberger parvint à grouper tous ces efforts dans une organisation centrale *(Zentralstelle für Auslandsdienst)*, dirigée par un ancien ambassadeur, le baron de Mumm (1). Celui-ci eut plus d'un conflit avec les militaires. Dans ses Mémoires, le député catholique se plaint aussi que l'état-major ait mal accueilli les journalistes amis venus de l'étranger, qu'il n'ait point permis d'apitoyer les neutres sur les souffrances d'un peuple affamé par le blocus ; voulant faire croire que tout allait pour le mieux, il encourageait savants et médecins à dire dans les journaux que les Allemands avant la guerre avaient trop mangé, qu'un régime plus frugal serait excellent pour leur santé. Erzberger, que les militaires n'aimaient pas, vit plus tard son œuvre détruite par eux. Ludendorff y substitua son organisation à lui, car il attachait à la propagande une importance considérable. Mais, comme on l'a vu, ses procédés impérieux éloignèrent les journalistes. Et pourtant l'Angleterre et la France recevaient des avis nombreux, prouvant que la propagande allemande se poursuivait avec une activité inlassable, aussi bien dans les pays d'Orient qu'aux États-Unis, où beaucoup de Germano-Américains la favorisaient.

En France de même, la propagande fut d'abord entreprise par divers groupes formés spontanément. Ils obtinrent ensuite l'aide financière du gouvernement, sans être sous son autorité directe. Ainsi les Chambres de commerce publièrent depuis décembre 1914 un bulletin en six langues, les *Documents sur la guerre* ; celle de Marseille y ajouta un bulletin spécial destiné à ses correspondants méditerranéens. L'Alliance Française, le Comité Michelet, bien d'autres sociétés se mirent aussi à l'œuvre. Il y eut également des organisations confessionnelles.

(1) Ezberger, *Souvenirs de guerre* (traduction, 1921), p. 15 sqq.

Le Comité catholique pour la défense du droit, dirigé très activement par Mgr Baudrillart, publia un volume, *La guerre allemande et le catholicisme*, qui eut un grand retentissement. Erzberger qui, dès le premier jour, avait encouragé les protestants de même que les catholiques allemands à s'adresser à leurs coreligionnaires, fit de son mieux pour assurer la réfutation de ce livre dangereux.

Le président du conseil, Viviani, avait annoncé au Parlement le projet de créer une organisation centrale, une Maison de la Presse, et fit voter pour elle un crédit important. Mais divers motifs retardèrent cette création, qui fut réalisée seulement en janvier 1916, sous le patronage de Briand. Elle eut des sections nettement spécialisées, section diplomatique, section militaire, section de traduction et d'analyse de la presse étrangère, section de propagande. Elle absorba un grand nombre des organismes indépendants formés auparavant et fournit aux journaux une documentation précieuse. On la conserva jusqu'à la fin de la guerre.

En Grande-Bretagne également on passa de la diversité à l'unité. Pendant longtemps la multiplicité des Dominions et des colonies, l'énorme diffusion de la langue anglaise dans le monde favorisèrent la naissance de groupes locaux, s'attachant à gagner l'opinion publique dans tel pays voisin. Aussi le gouvernement ne s'occupa-t-il qu'assez tard d'une organisation d'ensemble. Tandis que lord Beaverbrook devenait ministre des informations, Northcliffe accepta en février 1918 l'offre que lui faisait le premier ministre de devenir directeur officiel de la propagande. Le personnel groupé autour de lui comprit beaucoup de journalistes notables, entre autres Robert Donald, l'éditeur du *Daily Chronicle* ; aussi l'œuvre fut-elle réalisée avec beaucoup d'habileté, car on chercha ce qui convenait à chaque pays. Pour n'en citer qu'un exemple, on faisait parvenir à des journaux suisses et scandinaves, bien disposés pour l'Allemagne, des lettres de Londres,

d'apparence germanophile ; elles furent souvent reproduites par les journaux allemands. Or ces lettres montraient l'état véritable de la Grande-Bretagne, développant chaque jour ses usines de munitions, acceptant le service militaire obligatoire ; elles révélèrent ainsi les erreurs de la presse allemande qui disait l'ennemi à bout de forces (1).

Si la propagande chez les neutres était nécessaire, la propagande portée chez l'ennemi lui-même pouvait être plus efficace encore. Nous connaissons mal les efforts secrets qui furent faits pour tâcher d'acheter ou d'influencer tel journal étranger (2). Mais ici le journal fut dépassé par un instrument nouveau ; le développement de l'aviation permit de lancer chez l'ennemi quantité de courts feuillets imprimés. rédigés dans la langue de l'armée ou du peuple qu'on se proposait d'atteindre. Tous les belligérants se servirent de ce procédé, mais c'est Northcliffe qui en fit l'application la plus étendue : vers le mois d'août 1918, les aviateurs britanniques lançaient chaque jour au moins 100 000 feuillets dans les lignes allemandes. Deux officiers français, le dessinateur Hansi et le professeur Tonnelat, faisaient le même travail de leur côté (3). Il inquiéta les autorités ennemies, comme le prouvèrent les avertissements du ministre de la guerre et une proclamation de Hindenbourg à ses troupes.

Les Allemands firent aussi des journaux consacrés à une propagande spéciale, celle qu'ils voulaient poursuivre dans les pays occupés (4). Il s'agissait de faire connaître aux populations de ces pays les ordres des autorités militaires ; il s'agissait aussi de ruiner chez elles l'esprit de résistance, de les convaincre que leur seule espérance résidait dans la générosité

(1) V. **CCXIX**.
(2) Sur les efforts des Allemands pour s'emparer du *Journal*, v. POINCARÉ, *L'année trouble*, *passim*.
(3) HANSI et TONNELAT, *A travers les lignes ennemies*, 1922.
(4) **LXXX**, p. 65. En 1870 déjà ils avaient créé des feuilles de ce genre à Versailles, Nancy et Reims.

du vainqueur. Les chefs militaires créèrent ainsi quatre journaux dans les pays occupés de l'Ouest, neuf dans ceux de l'Est et deux en Roumanie. Le plus célèbre de ces organes a été un journal destiné aux Français des pays envahis, la *Gazette des Ardennes*. Elle fut publiée régulièrement à Charleville (Ardennes), où l'on mettait à sa disposition les locaux et les presses d'un journal français ; d'abord hebdomadaire, elle finit par devenir quotidienne, avec un tirage régulier de 100 000 exemplaires. En octobre 1917 un numéro annonça le chiffre de 175 000. Ce débit considérable s'explique par les renseignements qu'on y trouvait. Le principal rédacteur, Prévost, journaliste français qui obtint plus tard la naturalisation allemande, fut bien secondé par les autorités militaires. Elles lui fournirent les listes complètes des prisonniers français, avec l'indication des camps où ils étaient détenus ; elles le mirent en mesure de copier les nouvelles données en France par les journaux de réfugiés, de répondre aux demandes particulières de nombreuses familles. En somme, ce journal se fit lire parce qu'il contenait des informations précises d'ordre privé. C'était le moyen de faire passer les informations tendancieuses d'ordre militaire ou les articles destinés à justifier l'Allemagne (1). La Belgique aussi eut ses feuilles pro-allemandes, le *Bruxellois*, et bien d'autres.

A ces journaux de l'ennemi victorieux répondit une presse clandestine. En Belgique, on lut d'abord les journaux transmis par un commerce illicite ou jetés par les aviateurs alliés. Puis ce furent des brochures imprimées ou dactylographiées, reproduisant des articles parus ailleurs. Enfin Bruxelles vit naître la *Libre Belgique*, rédigée par des journalistes catholiques, avec le concours des jésuites belges ; libéraux et socialistes aidaient à la vendre et à la répandre. Ce journal audacieux, qui donnait comme adresse télégraphique *Komman-*

(1) PAUL PILANT, *La Gazette des Ardennes*, 1922.

dantur Bruxelles, qui faisait pénétrer ses exemplaires jusque dans le cabinet du gouverneur général, défia toutes les perquisitions, toutes les ruses des officiers allemands résolus à découvrir ses locaux et ses presses (1). A Lille, quelques Français courageux poursuivirent la même œuvre, dans un journal qui se nomma la *Patience*, puis *L'Oiseau de France* (2).

V

Aux États-Unis.

Les États-Unis, pendant près de trois années, assistèrent à la guerre en spectateurs neutres. Ce fut une heureuse époque pour la presse : elle profita de la curiosité que ces grands événements inspiraient aux lecteurs, de la prospérité que les commandes énormes de l'Europe assuraient à l'industrie. Les journaux purent dépenser des sommes élevées en frais de câblogrammes ; ils multiplièrent les *headlines*, les titres gigantesques, à chaque bataille importante. Le journalisme sensationnel y trouvait son compte ; le journalisme sérieux y gagna aussi. Le *New-York Times*, relevé par Ochs d'une longue décadence, était devenu célèbre par la sûreté de ses informations et l'indépendance de ses éditoriaux ; entre 1896 et 1914 il avait passé de 9 000 à 250 000. La guerre augmenta son crédit chez ceux qui désiraient savoir la vérité ; affirmant par la plume de Beck et de Theodore Roosevelt la responsabilité de l'Allemagne, il publia quand même *in extenso* les documents officiels rédigés par les Empires centraux tout comme ceux de l'Entente. Le tirage allait monter à 370 000 en 1918.

(1) V. Massart, *La presse clandestine dans la Belgique occupée*, 1917 ; Van de Kerckhove dans *Revue des Deux Mondes*, 15 mai 1919 ; Desem dans *Revue de Saint-Louis* (Bruxelles), mai 1933.

(2) Auguste Leman, *Lille sous l'occupation allemande*, 1919 ; de Forge et Mauclère, *Feuilles françaises dans la tourmente*, 1932.

Si la guerre intéressait les Américains « cent pour cent », elle passionna les immigrants venus si nombreux depuis un quart de siècle ; tous partagèrent les angoisses, les joies et les douleurs de leurs familles du Vieux Monde. Les journaux écrits pour eux, dans leurs langues, se consacrèrent entièrement au grand conflit. La propagande européenne les y encouragea. L'Angleterre avait tant de relations avec les États-Unis qu'il lui fut assez facile d'influencer la presse ; mais les débats sur la liberté des mers, sur le blocus, gênèrent parfois cette action. Celle de l'Allemagne était mieux organisée. Le Deutsch-Amerikaner Bund, qui en 1914 groupait 6 500 sociétés, lui servit d'instrument. Plus efficace encore fut la grande agence fondée par un homme d'affaires de premier ordre, Hammerling, l'American Association of Foreign Language Newspapers ; née en 1908, elle était bien vue du parti républicain à cause de l'appui donné à son candidat pendant la campagne présidentielle de 1912. Cette agence fut au service de l'Allemagne ; c'est elle, par exemple, qui fit paraître dans tous les grands quotidiens, le 5 avril 1915, un Appel au peuple américain, signé de 450 directeurs de journaux, pour adjurer les États-Unis d'interdire la fabrication et la sortie des munitions (1).

L'Amérique entra dans la guerre malgré les exhortations des pacifistes et les invectives de la presse Hearst contre l'Entente. Comme la publicité dans ce pays était reine, c'est à elle que le gouvernement recourut pour justifier sa cause, entraîner les hésitants et répandre l'esprit de guerre. Il organisa le « Committee of Public Information », mené par des chefs actifs, surtout George Creel et Miss Josephine Roche. Ainsi fut préparée une propagande colossale par le journal, le cinéma, la T. S. F. ; elle travailla particulièrement à gagner des adhérents à la Croix-Rouge et des souscripteurs aux

(1) **CXVI**, dernière partie.

emprunts de l'Union. Le Comité poussa les divers groupes d'immigrants à former chacun une « Loyalty League » ; il se tint en relations directes avec quatorze de ces groupes, leur assurant un service régulier de dépêches et d'articles qui étaient distribués à 745 journaux écrits dans diverses langues (1).

Le gouvernement américain était bien préparé à mener une campagne de publicité ; il l'était beaucoup moins à formuler, à mettre en pratique des lois répressives contre la presse. On n'établit que timidement la censure préventive, au moins sur les télégrammes. Contre la propagande ennemie on recourut au Post Office ; la loi sur l'espionnage, du 15 juin 1917, lui attribua le droit d'utiliser contre les journaux pro-allemands les pouvoirs que des textes antérieurs lui avaient donnés pour réprimer les annonces frauduleuses, les réclames de loteries ; il avait le moyen de gêner, d'arrêter le transport de leurs paquets par ses messageries. En somme, le régime de guerre imposé à la presse américaine fut peu sévère, malgré les hyperboles de certains journalistes qui essayèrent de se poser en martyrs (2).

(1) George Creel a exposé son œuvre (*How we advertised America*, New-York, 1920).

(2) Toutes les armées eurent leurs « journaux du front », que nous laissons de côté.

CHAPITRE II

LA PRESSE APRÈS LA GUERRE

La victoire des Alliés devait être celle de la liberté. Les grands États occidentaux, Angleterre, États-Unis, France, Italie, supprimèrent la censure, et les anciennes lois sur la presse furent remises en vigueur. Les États créés ou agrandis par les traités de 1919, dans leurs Constitutions, promirent aux journaux une vie indépendante. L'article 113 de la Constitution tchécoslovaque dit : « La liberté de la presse, de même que le droit de se réunir paisiblement sans armes et de former des associations, sont garantis. En conséquence, il est défendu en principe de soumettre la presse à une censure préalable. » La Constitution polonaise, votée en 1921, dit à l'article 105 : « La liberté de la presse est garantie. Elle ne peut être soumise ni à la censure ni au régime du cautionnement. Aucune restriction ne peut être apportée au transport des journaux et imprimés nationaux par la poste ni à leur diffusion sur le territoire de la République. » D'autres Constitutions emploient des formules analogues.

Les États vaincus manifestent les mêmes tendances. Bornons-nous à citer l'article 118 de la Constitution de Weimar : « Tout Allemand a le droit, dans les limites des lois générales, d'exprimer librement son opinion par paroles, écrits, imprimés, images ou de toute autre manière. » Mais la réalité allait démentir dans plus d'un pays les promesses des Parlements et les espérances des libéraux.

I

La presse aux États-Unis et en Angleterre.

Dans les grands pays victorieux, l'évolution économique et sociale de la presse a continué avec les mêmes caractères qu'auparavant, développement des annonces, des nouvelles, du capitalisme.

Aux États-Unis la vie économique, si intense de 1919 à 1929, a rendu les annonces plus abondantes que jamais. La publicité, considérée comme une science de premier ordre, a ses écoles, ses laboratoires, ses bureaux. Les périodiques s'efforcent de montrer aux annonceurs les avantages particuliers qu'ils peuvent leur offrir. Citons comme exemple une réclame en français répandue à l'Exposition coloniale de Paris en 1931, par un quotidien américain très important, *The Christian Science Monitor.* « Un fabricant de tapis, dit-elle, fit une campagne de publicité dans ce journal, et son annonce de 28 centimètres sur 10 centimètres et demi parut 40 fois. Le *Monitor* lui procura 870 liaisons de 74 détaillants en dix-huit mois. » Une « liaison » consiste à amener les agents ou détaillants de tous pays à faire de la publicité conjointement, dans une forme pareille à l'annonce primitive. Les 586 représentants du *Monitor* dans le monde entier travaillent ainsi à trouver des agents qui font de la publicité locale pour le produit annoncé par lui.

C'est toujours le chiffre du tirage d'un journal qui attire les annonces. Pour augmenter ce tirage, on continue à rechercher la nouvelle sensationnelle. « Le goût de la sensation, a dit un observateur allemand, est le romantisme des hommes d'action. » La sensation peut être procurée par les détails d'un crime ; elle peut avoir aussi pour cause un épisode émouvant qui touche la sentimentalité des foules naïves. En 1926 arri-

vait à New-York un paquebot allemand d'un type nouveau, perfectionné, très intéressant pour les ingénieurs et les touristes ; aussi amenait-il des invités de choix. Mais il amenait aussi une jeune passagère qui mourut juste à l'arrivée, alors que sa sœur et son fiancé l'attendaient sur le quai. Les journalistes comprirent qu'il y avait là un « intérêt humain » fait pour passionner les lecteurs ; tout le reste fut négligé. La même année la Grande-Bretagne était troublée par la grève générale des mineurs ; un reporter américain n'y trouva qu'une chose digne d'être racontée en détail, ce fut l'exploit d'un lord conduisant une machine comme chauffeur volontaire. Voilà le type des « bonnes histoires » qui font augmenter le tirage (1).

Le journalisme sensationnel a trouvé une forme nouvelle dans les *tabloïds*. Ils ont un format beaucoup plus petit que les journaux ordinaires, commode pour des gens qui lisent dans un bar ou un tramway. Les photographies remplissent les pages ; le texte est consacré surtout aux scandales du jour, à tout ce qui touche le *sex appeal*. L'idée venait d'Angleterre ; mais ce furent les administrateurs de la *Chicago Tribune* qui lancèrent avec succès à New-York le premier tabloïd, les *Daily News*, en 1919. Ce quotidien atteignait en 1930 à un tirage de près de 1 500 000, suivi de loin dans la Métropole par le *Daily Mirror* (500 000) et l'*Evening Graphic* (2).

Le goût des nouvelles détaillées sur les événements du jour est également répandu, et tout le monde vient en aide à la presse qui s'efforce de les recueillir. Le président Coolidge accorda aux journalistes des audiences régulières et collectives, où l'on parlait de tous les sujets, sans que l'hôte de la Maison Blanche prît la responsabilité de ce qu'ils allaient écrire. Les chefs des services administratifs sont accoutumés à

(1) **CVIII**, p. 92, et *passim*.
(2) Hanet-Archambault dans *Mercure de France*, 1er novembre 1931. Cf. **CVI**.

recevoir les représentants de la presse. A propos d'affaires privées, ceux-ci pour se renseigner ne reculent devant aucun moyen. Un journal voulait connaître le rapport présenté aux actionnaires d'une importante société minière. Son rédacteur essaya d'abord de payer pour cela un des ingénieurs, qui le mit à la porte ; il entra ensuite par effraction dans l'appartement de celui-ci pendant son absence, mais il fut découvert par le surveillant de l'étage, et le journal dut donner de l'argent pour étouffer l'affaire. On essaya autre chose ; comme les deux ingénieurs de la société partaient pour l'Europe, une jeune fille, rédactrice au journal, prit le même bateau, se mit à côté de l'un d'eux à table, et réussit à obtenir en causant les détails désirés, qu'elle envoya par T. S. F. au secrétaire de la rédaction (1).

Ajoutons, avant de quitter la presse américaine, que la grande crise économique déchaînée aux États-Unis depuis la fin de 1929 ne l'a pas épargnée. Un fait suffira : le périodique hebdomadaire le plus renommé des États-Unis, le *Saturday Evening Post*, publiait, le 6 décembre 1929, un numéro de 272 pages, dont 168 pour les annonces ; mais le numéro du 2 juillet 1932 avait 76 pages, dont 25 à peine remplies d'annonces (2).

En Angleterre, la concentration des journaux, l'extension des *combines* étaient beaucoup moins avancées qu'en Amérique à la veille de la guerre. Mais ensuite il a suffi de quelques années, entre 1922 et 1928, pour constituer les trois grands trusts qui dominent une bonne partie de la presse britannique. Le premier obéit à lord Rothermere qui, héritier de Northcliffe en 1922, a su administrer habilement tout un groupe de quotidiens, d'hebdomadaires, d'illustrés, depuis le *Daily Mail* jusqu'au *Daily Mirror*, depuis le *Sunday Pictorial* et le *Sunday*

(1) Récit fait dans une conférence à l'École de journalisme, à Paris, le 4 février 1931.
(2) *Times Literary Suplement*, 12 octobre 1933, d'après **XXXIII**.

Dispatch jusqu'à l'*Evening News*. Lord Beaverbrook a mené avec la même maîtrise le *Daily Express*, le *Sunday Express*, le *Daily Sketch*, le *Sunday Graphic*, l'*Evening Standard*, d'autres encore. Ces deux grands chefs sont d'ailleurs des alliés plutôt que des rivaux ; chacun des deux possède bon nombre d'actions et de parts dans les entreprises de l'autre. Leurs intérêts s'unissent également dans les achats de papeteries et de forêts, qui sont rendus nécessaires par une consommation toujours croissante. La politique aussi les a souvent rapprochés ; après avoir un instant pensé, en 1930, à fonder un nouveau parti, celui de « l'Empire uni », pour demander l'union douanière entre la Grande-Bretagne et les Dominions, ils ont contribué par des campagnes vigoureuses à la ruine du système traditionnel, du système libre-échangiste, qui s'est réalisée en 1931. D'autresfois ils se sont trouvés en désaccord : Rothermere a surpris ses confrères en soutenant les protestations de la Hongrie contre le traité de Trianon, puis en réclamant l'alliance avec la France ; Beaverbrook est devenu partisan du retour au « splendide isolement ».

Les chefs du troisième trust, les frères Berry, ont évité, au contraire, de se lancer dans la politique. Hommes d'affaires uniquement, ils avaient commencé avant la guerre à s'occuper de feuilles d'annonces et de journaux commerciaux : depuis lors ils ont acquis, surtout en province, des organes d'opinions diverses, veillant à les faire prospérer sans toucher à l'indépendance politique d'aucun d'eux. Leur coup de maître fut, en 1927, l'achat d'un groupe de 120 périodiques, autrefois dépendants du trust Rothermere. Dans ces grands trusts, comme dans les « chaînes de journaux » américains, on exécute plus de suppressions et de fusions que de créations ; le nombre des quotidiens britanniques a donc diminué (1).

La grande presse politique de Londres s'est efforcée d'échap-

(1) V. CCXXVII, CCXLVII, surtout CCXLVI.

per à ces trusts. Si le *Daily Telegraph*, l'ancienne feuille des Burnham, a été acheté par les Berry, le *Times* a retrouvé son indépendance. Acquis après la mort de Northcliffe par une Société où figuraient, à côté d'Astor, les descendants de John Walter, il est revenu à ses anciennes traditions ; pour empêcher quelque magnat financier de s'en emparer, on a subordonné l'achat des actions au vote d'un comité de surveillance où figurent, entre autres, le Lord Chief Justice, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, le président de la Société Royale, un doyen d'Oxford. Sauvé de la ruine financière par Northcliffe, le *Times* est redevenu le grand journal sérieux qui exprime librement l'opinion des hautes classes. Un tirage de 200 000 suffit à le faire vivre, car, tandis que les autres grandes feuilles adoptaient après la guerre le prix d'un penny, lui seul est resté à deux pence. Parmi les usages consacrés, il a conservé l'anonymat des articles, peu à peu abandonné par la presse britannique.

Tandis que le parti libéral gardait comme principal organe le *News Chronicle*, héritier du *Daily News*, le parti travailliste a su prouver sa vitalité par le succès du *Daily Herald*. Ce journal, que le syndicat des typographes avait créé pendant une grève en 1911, fut adopté en 1922 comme organe officiel par le Labour Party et le congrès des Trade Unions. Il eut des difficultés, car les ouvriers, comme en d'autres pays, préféraient des journaux moins politiques et plus amusants. Mais en 1930 un trust d'éditions, l'Oldham Press, l'acheta pour en faire un grand journal moderne, imitant les procédés de la presse populaire ; en même temps il signait une convention avec le Labour Party, pour maintenir à cette feuille son caractère politique. Le résultat fut brillant : de 250 000 en 1930, le *Daily Herald* passait à 1 500 000 exemplaires en février 1932.

Quant à la véritable presse populaire, elle demeure dominée par le *Daily Mail* (1 840 000 exemplaires en 1931) et le *Daily*

Express (1 680 000) (1). Ces deux journaux et ceux qui les imitent font tout ce qu'ils peuvent pour conserver leurs lecteurs. On rivalise avec l'Amérique dans la recherche des procédés ingénieux ; on s'efforce particulièrement de gagner les femmes, qui sont plus nombreuses que les hommes et qui possèdent comme eux le droit de suffrage. On veut amuser les lecteurs à Londres par les *sunshine news*, comme à New-York par les *good stories.* Les illustrations prennent une place de plus en plus grande. C'est que les gros tirages sont nécessaires pour attirer les annonces. Une étude approfondie parue dans *The Economist*, en novembre 1928, montrait pour une de ces grandes feuilles 3 400 000 livres de dépenses et 4 550 000 de recettes, ce qui laissait un bénéfice considérable. Sur les dépenses, il y avait 1 700 000 livres pour le papier contre 200 000 livres seulement pour les frais de rédaction ; sur les recettes, 3 millions étaient fournis par les annonces, et 1 550 000 seulement par la vente du journal. Voilà pourquoi la presse populaire a multiplié d'une façon invraisemblable tous les genres d'assurances gratuites contre les accidents les plus variés, toutes les sortes de concours permettant de gagner des prix substantiels ; on achète littéralement les lecteurs pour obtenir des annonces (2). Naturellement la crise économique diminuant celles-ci, a réduit depuis 1931 les gains de plusieurs feuilles.

Les journaux de Londres, se faisant concurrence entre eux, ont aussi pris l'offensive contre la presse de province. Leurs agents s'appliquent à montrer aux annonceurs combien la « publicité nationale » est plus efficace que la publicité locale. Les plus grands ont, comme le *Daily Mail*, une imprimerie à Manchester, pour donner les nouvelles aussi vite que les

(1) *Le Temps* (29 janvier 1934) donnait les chiffres suivants : *Daily Express* et *Daily Herald*, chacun 2 millions ; *Daily Mail*, 1 750 000.

(2) V. dans *Le Temps* (14 octobre 1933) les détails sur les cadeaux de livres inaugurés par le *Daily Herald*, puis imités par ses concurrents.

feuilles régionales ; le *Daily Express* est également imprimé à Glasgow. Le trust Rothermere a même essayé de créer toute une série de journaux du soir ; mais la crise économique a fait aboutir sa tentative à un désastre en 1932. La presse provinciale est d'ailleurs défendue par d'autres trusts qui ont intérêt à la voir prospérer. Certains journaux, comme le *Manchester Guardian* ou la *Yorkshire Post* en Angleterre, le *Scotsman* et le *Glasgow Herald* en Écosse, ont conservé une légitime réputation.

II

La presse en France et en Allemagne.

En France le régime des trusts a pris beaucoup moins d'extension. C'est plutôt dans les services annexes de la presse que la concentration a triomphé. L'agence Havas a conquis une puissance plus grande encore qu'autrefois, car à côté de la maison d'informations s'est développée une maison de publicité, au moins aussi importante. En France, où elle est renseignée par de nombreux correspondants, instituteurs, médecins, fonctionnaires municipaux, le gouvernement la ménage tout comme elle le ménage. A l'étranger, des alliances renouvelées après la guerre avec Reuter, Wolff (qui s'appelle maintenant Deutsches Nachrichten Büro) et d'autres grandes agences leur assurent le partage du monde. Ses 2 000 collaborateurs travaillent tous à l'œuvre commune. Ce monopole de fait peut être comparé à celui que possèdent les Messageries Hachette pour les transports de journaux. Chargées des 5 millions de feuilles et de publications diverses que Paris expédie chaque jour, elles les transmettent aux 15 000 bibliothèques et dépôts différents qui les font parvenir aux acheteurs ou aux abonnés. Elles sont aussi puissantes en France que la Compagnie Smith en Grande-Bretagne.

On ne trouve guère à Paris de « chaînes de journaux ». Quand un grand capitaliste achète un quotidien, c'est dans un but politique beaucoup plus que commercial. Un puissant industriel qui siégeait dans plus de soixante conseils d'administration, Louis Loucheur, entra dans la vie politique pendant la guerre et y resta jusqu'à sa mort ; il fit l'acquisition de plusieurs journaux pour augmenter son influence dans le public et au Parlement. Quand *Le Temps*, resté pendant plusieurs années dans les mains de la famille d'Adrien Hébrard, a été acquis en 1932 par un groupement notable de la grande industrie, celui-ci a cherché là surtout un moyen d'agir sur la vie publique.

Les grands journaux de Paris, comme ceux de Londres ou de New-York, vivent de la publicité. Ils ont augmenté le nombre de leurs pages d'annonces, mais sans atteindre aux dimensions des feuilles étrangères. Ils se disputent les lecteurs par des procédés semblables : ce ne sont pas des polices d'assurances, mais des concours accompagnés de prix, des encouragements aux manifestations sportives, aux croisières ou aux excursions de touristes. La presse d'informations parisienne a conservé à sa tête les cinq journaux à grand tirage : *Le Petit Parisien*, *Le Petit Journal*, *Le Journal*, *Le Matin*, *L'Écho de Paris* ; partout on a développé, au détriment des éditoriaux, le rôle des nouvelles, en donnant une place d'honneur aux détails sur les événements sensationnels, crimes, accidents, drames d'amour, ou, en politique, aux nombreuses crises ministérielles.

Si les journaux du « consortium » se font concurrence entre eux, ils s'unissent volontiers contre les nouveaux venus ; ceux-ci le leur ont plus d'une fois reproché. Ils les ont accusés d'organiser un véritable boycottage auprès des agences de publicité, surtout auprès des détaillants qui sont dépositaires des journaux, et d'obtenir dans ces campagnes le concours tout-puissant des Messageries Hachette. Gustave Téry, dans

L'Œuvre (novembre 1923), a vigoureusement exposé ces griefs. Ils ont été repris avec plus d'ardeur encore par un grand capitaliste, le seul en France qui ait essayé d'imiter les Hearst et les Rothermere. M. François Coty avait acquis *Le Gaulois*, qu'il supprima, et le *Figaro*, qui conservait une clientèle mondaine ; il voulut y joindre un journal à bon marché. A la suite de la dévaluation du franc, les anciens journaux à un sou avaient adopté, par une décision commune, le prix de cinq sous ; il décida que *L'Ami du Peuple* se vendrait deux sous à Paris, trois sous en province. D'où conflit prolongé avec le consortium qui, l'accusant de concurrence déloyale, avait décidé les Messageries Hachette à lui refuser le transport. Après plusieurs procès, l'arrêt final donna en grande partie gain de cause à l'audacieux novateur. Il a dû relever ensuite le prix de *L'Ami du Peuple* à trois sous, tout en en faisant l'organe d'un ardent nationalisme ; il y a joint quelques périodiques spéciaux. Mais les incidents qui lui ont enlevé depuis 1933 ses deux principales feuilles montrent qu'il est difficile en France de faire vivre un trust de journaux (1).

En face de la presse d'information, la presse d'opinion a subsisté à Paris ; comme son faible tirage attire peu d'annonces, elle cherche à les remplacer par l'appui d'un parti ou par les abonnements recueillis chez les « sympathisants ». Le journal du parti communiste, *L'Humanité*, a l'appui du parti et, dit-on, les subventions de la Troisième Internationale, celle de Moscou. Le journal officiel du parti socialiste (S. F. I. O.) a trouvé un directeur actif, M. Compère-Morel, qui ne cessait de rappeler à ses lecteurs socialistes le devoir de propagande ; il a plusieurs fois cité avec éloges les militants qui donnaient le bon exemple et célébré par un cri de triomphe, au début de 1932, l'arrivée au chiffre de 40 000 abonnés. Mais il avait

(1) En 1934, on a mis *L'Ami du Peuple* à cinq sous.

protesté vivement, au congrès national de 1931, contre les puritains qui voulaient lui interdire d'accepter aucune annonce, et le congrès lui donna raison (1). *La République*, fondée par une fraction du parti radical-socialiste, n'a pas cessé de faire appel au zèle de ses lecteurs pour trouver des abonnés. A l'autre extrémité de la presse d'opinion, *L'Action Française*, organe des royalistes, demande fréquemment de l'argent à ses fidèles et publie volontiers des listes de souscripteurs bénévoles.

La grande presse régionale a gardé toute sa puissance (2). Plusieurs journaux de second ordre ont succombé pendant la guerre ; les grands ont survécu, souvent même prospéré, grâce à la passion de tous pour les nouvelles militaires. *L'Ouest-Éclair*, par exemple, sut organiser un service d'automobiles qui déposait ses exemplaires dans certaines villes deux ou trois heures avant les trains portant les journaux de Paris. Après la guerre la presse régionale a perfectionné les méthodes qui lui avaient réussi auparavant ; les éditions départementales, la réunion des articles fournis par le bureau parisien et le bureau provincial lui ont permis de grandir, bien qu'on lise aussi dans toute la France les journaux de Paris. Ceux-ci ont tenté quelques offensives à la façon de Londres. En 1920 *Le Petit Parisien* annonça l'intention d'installer dans quelques grandes villes des imprimeries qui reproduiraient, avec des éditions locales, le numéro de Paris ; ce projet souleva de telles résistances que le journal y renonça, supprimant l'organisation commencée à Tours. En 1922 le consortium parisien voulut forcer les grands journaux lyonnais, en effrayant les dépositaires par une menace de boycottage, à porter leur prix de deux à trois sous. *Le Nouvelliste de Lyon*

(1) Au moment de la rupture décidée par les « néo-socialistes », M. Compère-Morel, qui les approuvait, a quitté *Le Populaire* et fondé *L'Appel* (octobre 1933).

(2) V. CLXI.

riposta par un procès qu'il perdit devant le tribunal de Besançon (1).

Toute la grande presse régionale, aujourd'hui comme avant la guerre, est une presse d'opinion en même temps qu'une presse d'information : c'est là que le parti radical trouve ses meilleurs appuis. Mais la politique française doit tenir compte également d'une presse beaucoup plus modeste, car on a remarqué souvent que l'influence des journaux peut être en raison inverse de leur tirage ; d'humbles hebdomadaires locaux, faits par un unique rédacteur qui connaît personnellement tous les gens de la localité, ont bien des fois une action décisive sur le choix des députés (2).

Comme l'Angleterre et la France possèdent les deux plus grands empires coloniaux du monde, il convient de noter l'existence d'une presse coloniale très active. Nous ne parlons ici que des journaux rédigés par des hommes d'origine européenne, possédant la même formation et le même fonds d'idées que les journalistes de Londres ou de Paris. Dans les futurs Dominions les périodiques ont commencé de bonne heure, malgré des circonstances difficiles. Si nous prenons l'Australie comme exemple, nous voyons la *Sydney Gazette* naître en 1803 ; ce fut longtemps une feuille d'aspect misérable, mal imprimée, souvent menacée de manquer de papier. Le gouverneur l'aidait à vivre en lui donnant les annonces officielles, mais se réservait le droit de censure. Quand celle-ci disparut en 1824, on vit apparaître un journal d'un esprit tout

(1) La même année, à Londres, un conflit entre un consortium de journaux et un syndicat de détaillants fit engager un procès pour lequel on a épuisé tous les degrés de juridiction (V. Mohamed Abdullah El-Araby, *La contrainte économique et le délit civil de violence*, 1924).

(2) Signalons une autre nouveauté dans la France d'après guerre : c'est la naissance de nombreuses feuilles en diverses langues, destinées à la masse d'immigrants qui est venue fournir la main-d'œuvre nécessaire. En 1926, le ministère de l'Intérieur dénombrait 167 périodiques, dont 30 en italien, 21 en russe, 15 en espagnol, 14 en polonais, 8 en arménien (Mauco, *Les étrangers en France*, 1932, p. 513).

différent, *The Australian*, fondé par Wentworth, qui voulait combattre le régime autoritaire et transformer ce pays, jusque-là bagne pour forçats, en colonie pour hommes libres. D'autres créations suivirent, mais ce furent seulement la découverte des mines d'or et l'afflux subit des immigrants qui, assurant l'avenir du continent, assurèrent aussi l'existence de la presse australienne. *L'Argus* à Port-Philipp, qui passa de 625 exemplaires en 1848 à 5 000 en 1852, donna le premier type d'un journal moderne, pourvu d'un bon outillage mécanique et recevant assez d'annonces pour diminuer ses prix (1). On pourrait constater ailleurs une évolution analogue. Au Canada surtout, la presse, aiguillonnée par la rivalité entre journaux de langue anglaise et de langue française, est arrivée à se donner une organisation remarquable.

Le sentiment impérialiste, que cette presse coloniale a si fortement stimulé chez ses lecteurs pendant la guerre du Transvaal et la guerre mondiale, inspira aussi la naissance des congrès organisés par le « Council of the Empire Press Union ». Après les réunions faites en Angleterre (1909), au Canada (1920) et en Australie (1925), c'est de nouveau à Londres que s'est tenue la quatrième conférence en 1930. Elle eut un grand éclat : le premier ministre, plusieurs membres du cabinet, les chefs des grands partis vinrent haranguer l'assemblée. En dehors de ces séances d'apparat, elle étudia surtout des questions pratiques. Tous les délégués furent d'accord pour demander la réduction des taxes télégraphiques, pour inviter le Post Office à étudier, à perfectionner les inventions nouvelles, T. S. F., radiotéléphonie et même télévision. D'autres sujets mirent en présence des intérêts opposés. Les Londoniens se plaignirent que la presse des Dominions leur empruntât fréquemment des articles sans payer de droits d'auteur ; l'un d'eux identifia *lifting* et *stealing*. Canadiens et Néo-Zélandais

(1) V. Bonwick, *Early Struggles of the Australian Press*, Londres, 1890.

répondirent en montrant l'utilité de propager les idées venues de Londres ; ils proposèrent, d'accord avec lord Burnham, de fixer à cet égard des règles précises. On s'occupa beaucoup des annonces. Un spécialiste montra que, depuis six ou sept ans, les dépenses des journaux pour la publicité avaient passé de 50 à 150 millions de livres ; on devait faire mieux à l'avenir, car l'art de l'annonce était encore dans l'enfance. On examina les réductions mutuelles que devaient consentir, sur les tarifs d'annonces, les diverses parties de l'Empire. En somme, cette conférence prouva qu'il y avait dans les Dominions, surtout au Canada, une presse tout à fait majeure, disposée à s'allier avec la presse de Grande-Bretagne, mais sur un pied d'égalité (1).

Dans les colonies françaises, les journaux ont connu long temps des alternatives de régime libéral et de répression ; beaucoup de ces colonies d'ailleurs n'ont été organisées et pacifiées que vers la fin du XIXe siècle, ou plus tard. C'est 'Algérie qui possède la presse la plus évoluée. Les violences de la polémique, si fréquentes à Paris, sont peut-être plus prononcées encore sous le soleil africain ; mais il existe bon nombre de journaux bien informés sur tous les problèmes qui intéressent l'avenir de l'Afrique du Nord. Ils connaissent aussi les éléments variés du nouveau peuple européen qui s'est formé là ; ainsi un journaliste de grand talent, Robinet, a créé le type déjà célèbre de Cagayous, le gavroche d'Alger, qui mêle dans son langage l'argot français, les tournures espagnoles, les mots arabes et les jurons maltais.

Revenons à l'Europe, afin de considérer la presse allemande après la guerre (2). Elle eut pendant plusieurs années une situation difficile. Dans les pays vaincus, bourgeois et gens

(1) V. CCLIII. L'assemblée accepta pour la cinquième conférence, en 1935, l'invitation de l'Afrique du Sud. Sur la presse de l'Empire, v. le *Times*, 31 mai 1930.
(2) V. LIII et LIV.

du peuple disaient qu'on les avait trompés, que les journaux les avaient nourris d'illusions et de mensonges ; cette impopularité nuisit à beaucoup de feuilles jusque-là réputées. Le régime politique nouveau, menacé par les crises intérieures et les conflits avec les puissances occidentales, n'assurait au journalisme qu'une sécurité médiocre. Mais celui-ci fut éprouvé surtout par la crise économique. On a vu que la concentration à l'américaine était déjà très marquée avant 1914, que l'annonce avait pris dans ces énormes périodiques une place considérable. Donc ils devaient être particulièrement sensibles à la grande inflation monétaire qui atteignit son apogée en 1923. Celle-ci compromit aussi l'existence de tous les petits journaux qui, dans les villes moyennes et les bourgs, ne possédaient point de réserves pour les mauvais jours. L'occasion était bonne pour les magnats du capitalisme, demeurés très agissants, d'acheter à peu de frais des organes qui pouvaient assurer leur influence politique sur une nation en plein désarroi. C'est ce que firent surtout les chefs de la grande industrie. Un des plus célèbres parmi ces accapareurs de journaux fut Stinnes, le roi de la Ruhr. D'après l'opinion d'un juge compétent, ce fut de tous le plus honnête, le moins habile à cacher ses envahissements (1). Il avait commencé pendant la guerre, appliquant à l'imprimerie, à la papeterie comme aux journaux ses idées sur l'organisation des trusts « verticaux ». L'année de la grande inflation lui permit d'avancer à pas de géant. Au congrès de la presse allemande à Munster (1923), on affirmait qu'il venait d'acheter son cent quarantième quotidien. Sa mort devait entraîner en 1925 la ruine d'une puissance qui ne tenait qu'à un homme. D'autres grands chefs de l'industrie lourde, comme les fondateurs du « Wolf-Strauss Konzern » à Cologne, avaient opéré moins bruyamment des concentrations analogues.

(1) LIII, chap. IX.

Ils furent dépassés par M. Hugenberg (1). Après avoir dans sa jeunesse pris part à la lutte des Prussiens de l'Est contre les Polonais, ce grand organisateur était devenu président du groupe des métallurgistes rhénans. Plusieurs de ceux-ci, peu avant la guerre, avaient acheté, sur le désir de Guillaume II, les actions du trust fondé par Scherl, qui autrement les aurait vendues à Ullstein ou Mossé. Le consortium ainsi formé incapable de surmonter la crise amenée par la guerre, appela Hugenberg à son aide, et l'amena ainsi à consacrer au journalisme ses capacités d'homme d'affaires. Il comprit que Stinnes, en multipliant dans les journaux achetés par lui les articles économiques, les plaidoyers en faveur de la grande industrie, ne réussissait qu'à ennuyer les lecteurs, à faire fuir les abonnés et avec eux les annoncéurs. S'inspirant de l'exemple de Northcliffe, il voulait des journaux intéressants, vivants, soucieux de l'actualité ; et ces journaux devaient s'adresser aux passions politiques de l'Allemagne vaincue en prêchant le nationalisme. Une habile direction financière fit réussir ces projets ; aux journaux du trust vinrent s'ajouter les « correspondances », l'agence télégraphique « Telegraphen-Union », la société de publicité Ala, la firme cinématographique Ufa. S'il faut en croire un article du journal pacifiste *Die Menschheit* en 1930, l'influence du chef de ce grand trust s'étendait sur 1 600 journaux.

Soumise à de puissantes influences économiques, la presse allemande jouissait du moins de la liberté politique proclamée par la Constitution de Weimar. Sans doute la pratique administrative et surtout judiciaire imposa souvent à cette liberté des limitations sérieuses. Ainsi la Cour suprême de Leipzig, punissant un journal, disait dans son arrêt du 17 janvier 1927 : « La divulgation des manquements de l'Allemagne au traité de Versailles est punissable comme crime de haute trahison,

(1) V. LVII.

dès que les pouvoirs militaires émettent l'avis que la défense nationale est en jeu. » Mais sur la politique intérieure la presse pouvait défendre toutes les théories et tous les partis. Un professeur allemand dressa la statistique sommaire des journaux qui existaient en 1930, avant les élections de septembre qui révélèrent la puissance du mouvement national-socialiste (1). Il comptait 1 495 journaux neutres, 444 nationalistes, 312 attachés au Centre catholique, 169 socialistes, puis 209 journaux bourgeois modérés, 89 démocrates, 101 populistes bavarois, 56 populistes allemands, 63 libéraux, 8 national-socialistes et 18 paysans. Les journaux de Berlin groupaient 5 millions de lecteurs ; sauf la *Morgenpost* qui tirait à 600 000, aucun de ces quotidiens ne dépassait 250 000. La presse de province, bien plus répandue, réunissait 45 millions d'acheteurs, mais elle subissait l'influence de la capitale. Les grands trusts de journaux avaient repris leur activité : celui d'Ullstein occupait 10 000 personnes. La presse de parti demeurait bien organisée, surtout celle du Centre et celle de la social-démocratie ; mais les journaux de la bourgeoisie libérale devenaient de plus en plus conservateurs. Pour toute l'Allemagne on comptait, à la fin de 1928, 10 686 journaux et périodiques.

Il serait trop long de faire le tour de tous les pays libres de l'Europe. La presse a partout surmonté les difficultés d'après guerre. Les trois régions de la Pologne partagée comptaient en 1913 un total de 1 050 périodiques ; l'État polonais ressuscité possédait en 1928, d'après la statistique officielle 2 353 périodiques, parmi lesquels 213 quotidiens (2).

(1) V. LXI. — (2) V. CCLXXVII.

III

La réaction contre la liberté : Italie, Allemagne.

Dans d'autres pays européens, la dictature a triomphé, dictature d'un homme ou d'un parti. Aussitôt les vainqueurs ont supprimé la liberté de la presse, ne se contentant pas d'invoquer une nécessité rigoureuse et temporaire, mais indiquant le rôle définitif qui appartient au journalisme dans un pays où tout est subordonné à l'autorité de l'État. C'est l'Italie qui a présenté à l'Occident ce programme, où l'on retrouve la conception de Napoléon et de Metternich. Tout d'abord, pendant la période de conquête, les groupes fascistes saccagèrent dans plusieurs villes les bureaux des journaux ennemis et maltraitèrent les rédacteurs. Puis vint, après la victoire, l'organisation régulière. Les principes en sont nettement formulés dans un discours que M. Mussolini prononça en 1928 en présence des journalistes italiens : « Dans un régime unitaire, dit-il, la presse ne peut pas être étrangère à cette unité. C'est pourquoi la presse italienne entière est fasciste et doit se sentir fière de lutter compacte sous le drapeau fasciste... La presse la plus libre du monde entier est la presse italienne. Ailleurs les journaux sont aux ordres de groupes de ploutocrates, de partis ou d'individus ; ailleurs, ils sont réduits à la maigre tâche de l'achat et de la vente de nouvelles excitantes, dont la lecture fréquente finit par déterminer dans le public une sorte d'imbécillité. Ailleurs, les journaux sont groupés dans les mains d'un nombre très restreint d'individus qui considèrent le journal comme une véritable industrie, analogue à l'industrie du fer ou du cuir... Le journalisme italien est libre parce qu'il sert seulement une cause, un régime ; il est libre parce que, dans les limites des lois du régime, il

(1) Cité dans **XXIX**, p. 18. Sur la presse fasciste, v. **CCLXXI**.

peut exercer et exerce ses fonctions de contrôle, de critique et de propulsion. »

La législation italienne est inspirée de ces principes. Les décrets de 1923 et 1924 donnaient aux préfets un pouvoir quasi discrétionnaire sur les journaux. Plus tard on a créé la Direction générale des services de presse, chargée de la surveillance politique, et le Bureau de presse et de propagande, chargé des questions administratives. Le gouvernement a encouragé les journaux à profiter de toutes les découvertes récentes, à se donner l'outillage le plus moderne ; il a voulu assurer aux salariés du journalisme le contrat de travail, le repos hebdomadaire, les vacances payées, l'indemnité en cas de renvoi. C'est que les journaux italiens ne doivent pas être de simples recueils de nouvelles ; leurs rédacteurs doivent posséder la capacité nécessaire pour comprendre les directives d'en haut, justifier la politique de Rome, réfuter les arguments contraires.

L'exemple de l'Italie ne devait pas être perdu pour l'Allemagne. Après les élections législatives de 1930 on put constater que beaucoup de journaux, jusque-là neutres, se ralliaient peu à peu au national-socialisme, et que l'influence de l'organe de M. Hitler à Munich, *L'Observateur raciste (Der Völkische Beobachter)*, allait grandissant. Puis les ministères conservateurs se mirent à brider la presse, et particulièrement la presse communiste, par les décrets-lois de 1931 et 1932. Ce n'étaient là que des mesures de défense temporaires ; mais la « révolution nationale » accomplie par M. Hitler en 1933 a proclamé la mise en vigueur d'un système nouveau. La proscription édictée contre les juifs et les « anaryens » a été appliquée avec une rigueur toute spéciale dans le journalisme, où ils étaient si nombreux : pour ne donner qu'un exemple entre beaucoup d'autres, les maisons Ullstein et Mossé ont dû congédier leurs principaux chefs, obéir à des commissaires nationaux-socialistes, si bien que la maison Mossé, dès le

mois de juillet 1933, fut acculée à la suspension des paiements et à la liquidation judiciaire. En ce même mois de juillet, le ministre de l'intérieur de Prusse publiait la liste des périodiques étrangers interdits dans ce pays ; ils étaient au nombre de 291.

Puis sont venues les mesures constructives. Après la suppression des journaux socialistes et communistes, on a constitué une Fédération de la presse allemande. On a créé un ministère de la propagande, confié à l'un des principaux lieutenants du « Führer », M. Gœbbels. Une nouvelle loi sur la presse, promulguée le 4 octobre 1933, a fixé principalement le statut des rédacteurs en chef. Ceux qui aspirent à ce poste sont inscrits sur une liste spéciale et doivent être acceptés par le ministre. Celui-ci leur demandera des preuves de capacité, d'honorabilité ; ils devront être de race aryenne, ainsi que leurs femmes. Un rédacteur en chef est tenu d'écarter de son journal « tout ce qui est susceptible de compromettre la force du Reich allemand, à l'intérieur comme à l'extérieur, la capacité défensive, la culture ou l'économie allemande, de blesser les sentiments religieux d'autrui, tout ce qui est contraire à l'honneur ou à la dignité d'un Allemand ». D'autres articles assurent aux journalistes certaines garanties matérielles et professionnelles.

En commentant cette loi, le ministre de la propagande ajouta : « Le principe de la liberté de la presse est un principe qui a été surestimé et qui commence à perdre son prestige dans le monde entier. La liberté doit trouver sa limite là où elle commence à heurter les droits et les devoirs du peuple et de l'État. » Il justifia la nécessité pour tous les journaux de défendre la politique national-socialiste : « Il est possible que le gouvernement se trompe dans quelques-unes de ses décisions ; mais il est impossible d'admettre qu'après ce gouvernement il puisse venir quelque chose de meilleur. » Seulement les rédacteurs habiles sauront, en insistant sur telle ou

telle nuance, maintenir à la presse allemande sa variété (1).

Dans les autres pays soumis à un régime de dictature ou de semi-dictature, les mesures limitatives prises contre les pratiques des journaux sont très variées. Pour la Hongrie, par exemple, citons le comte Sforza : « La censure de la presse n'existe pas officiellement, mais aucun journal ne peut paraître sans la permission des autorités, et tout journal peut être supprimé par une simple décision ministérielle ; même la vente des journaux dans la rue est sujette aux vieilles lois de la guerre » (2). Le régime répressif, assez atténué en Pologne est devenu rigoureux en Autriche.

IV

La presse russe au temps des tsars et des soviets.

Arrivons au pays qui a rompu, non seulement avec les institutions politiques, mais avec le régime social de l'Occident. Nous sommes obligés, à propos de la Russie, de remonter jusqu'au règne d'Alexandre II (3). On a vu que, depuis l'insurrection polonaise de 1863, la tolérance mitigée des premiers temps faisait place à la sévérité. En 1871 le chef de la censure fit rendre un nouveau décret : si le gouvernement,

(1) V. les textes complets dans *L'Europe nouvelle*, 28 avril 1934. Une revue anglaise disait (18 janvier 1934), d'après des renseignements fournis par l'Institut de journalisme de Berlin, qu'en une année de dictature nationale-socialiste le nombre des quotidiens allemands était descendu de 2 700 à 1 200, et le nombre des individus gagnant leur vie dans le journalisme de 19 000 à 5 300 (*Temps*, 29 janvier 1934). En décembre, le président de la Chambre nationale de la presse avait interdit de fonder aucun périodique nouveau jusqu'au 31 mars 1934, et de faire jusque-là aucune propagande pour gagner des abonnés (*Temps*, 15 décembre 1933). Sur l'avenir de la presse allemande, v. Karl Bömer, *Die Freiheit der Presse im nationalsozialistischen Staat*, Oldenburg, 1933. Le ministre de la propagande, en mai 1934, a reproché aux journaux allemands leur monotonie et leur timidité.

(2) *Dictateurs et dictatures de l'après-guerre*, 1931, p. 97.

(3) V. CCLXXXI.

disait-il, constate que l'exposé ou la discussion d'une question importante offre des inconvénients provisoires, il en préviendra les périodiques. Cette pratique devint d'un usage courant. Un journal en 1878 signala des fautes graves commises par deux agents de la police rurale. Un communiqué annonça leur révocation, en invitant les périodiques à faire connaître les abus du même genre ; en même temps, un avis secret leur interdisait de parler dorénavant des agents de la police rurale.

Le dictateur semi-libéral de la fin du règne, Loris Mélikov, encouragea la naissance de plusieurs feuilles novatrices ; au lendemain de l'assassinat du tsar elles osèrent encore demander l'élection d'une assemblée nationale (1). Mais Alexandre III prit parti pour l'autocratie, et ses ministres prodiguèrent avertissements et suspensions. En 1882 un règlement « provisoire », qui devait durer longtemps, infligea aux journaux qui auraient reçu trois avertissements le retour à la censure préventive. Aux rigueurs légales s'ajoutaient les mesures arbitraires : on étouffait un journal, quand le rédacteur en chef le quittait, en refusant tous les candidats proposés pour lui succéder. Cela faisait moins de bruit à l'étranger qu'une suppression brutale. Un grand nombre de feuilles libérales disparurent de cette façon.

Et cependant la presse, même ainsi bâillonnée, jouait un rôle important. Dans un pays qui n'avait ni Parlement, ni réunions publiques, ni conférences libres, elle demeurait pour les Russes le seul moyen de se tenir au courant de la vie moderne. Les journaux avaient appris l'art d'écrire pour des lecteurs qui savaient comprendre à demi-mot. Ils s'étaient créé une langue spéciale, « le langage d'Ésope » : on attaquait la religion, en s'en prenant uniquement au catholicisme romain ; on fulminait contre les procédés du gouvernement turc, mais ils ressemblaient fort à ceux du gouvernement

(1) CCLXXX, t. III, p. 1012.

russe. Déclarait-on un grand dignitaire énergique, cela voulait dire qu'il était capable de tous les méfaits ; si l'on vantait le bon esprit d'un autre, cela signifiait qu'il était bête.

Ces habiletés ne furent plus de mise quand les désastres de la guerre de Mandchourie eurent soulevé l'opinion publique. Après le « dimanche rouge » de janvier 1905, toute la presse oublia les avertissements, les instructions secrètes, et pendant quelques mois on la laissa faire. Mais cela ne dura point ; et le gouvernement, quoique moins rigoureux qu'avant 1905, maintint sa surveillance tâtillonne jusqu'à la fin du régime des tsars. Il avait d'ailleurs été continuellement aidé par les dénonciations de la presse réactionnaire. Le prince Metchersky dans le *Citoyen (Gradjanine)* se fit une spécialité de ces délations contre les libéraux. Katkov, le journaliste favori d'Alexandre III, était supérieur par le talent, et sa *Gazette de Moscou* jouit d'un véritable prestige. Ceux même qui détestaient « M. Sykophantov » lui surent gré de se faire, par antipathie contre les Allemands, le défenseur de l'alliance avec la France.

Le plus remarquable des journalistes gouvernementaux fut Alexis Souvorine. Son journal, le *Nouveau Temps (Novoié Vremia)*, débuta en 1876 comme organe du libéralisme ; bientôt il changea de camp et devint la feuille préférée de la cour impériale. Malgré cette défection, Souvorine plaisait aux groupes les plus divers par sa nonchalance élégante, son sens littéraire, sa finesse de publiciste. Ses notes intimes, publiées quand il fut mort, montrent quel dégoût ce journaliste officieux éprouvait pour la tyrannie tracassière de ministres corrompus. Le chef du bureau de censure n'a-t-il pas fait dire au directeur d'une revue historique sérieuse que « Paul Ier pouvait être fou pour lui, mais non pour le public » ?... Et Souvorine, après un voyage en Occident, écrit tristement : « Un bref séjour à l'étranger dégrise de la servilité russe. Mais il suffit de revenir pour que ces filets russes vous saisissent à tel

point que vous devenez un impuissant et humble poisson (1). »

A côté de la presse autorisée il y avait la presse illégale. Celle-ci comprenait à la fois les recueils imprimés librement à l'étranger par les émigrés, mais arrêtés à la frontière, et la presse clandestine imprimée en Russie même. Elle fut très abondante. Le gouvernement soviétique en 1920 a publié le catalogue des écrits de ce genre groupés dans la bibliothèque publique de Leningrad à la suite de plusieurs confiscations. Ce catalogue, nullement complet, sur 5 000 numéros contient 250 périodiques. La plupart de ceux-ci eurent, il est vrai, une existence très courte. Ceux de l'étranger paraissaient à Genève, à Zurich, à Paris, surtout à Londres, vivant pauvrement, pénétrant dans l'empire des tsars grâce à toutes sortes de ruses. Un des plus importants, celui du théoricien marxiste Lavrov, *En avant !*, put subsister de 1873 à 1877, avec un tirage de plusieurs milliers d'exemplaires. Plus tard, l'*Étincelle (Iskra)* et la *Russie révolutionnaire* défendirent les opinions des deux partis socialistes. La presse clandestine de l'intérieur vivait dans des conditions matérielles plus pénibles encore. Elle se servait d'imprimeries mobiles, faciles à transporter, à cacher, avec des machines rudimentaires et des caractères hétéroclites. Souvent on était réduit à publier des feuilles dactylographiées.

Le mouvement révolutionnaire de 1905 et la courte ère de libéralisme qui le suivit ramenèrent en Russie les journalistes émigrés. Même après 1906 et le retour de la réaction, si quelques publicistes d'extrême-gauche allèrent de nouveau chercher un asile en Occident, la presse d'opposition demeura plus libre qu'auparavant, et la presse clandestine trouva plus d'acheteurs et d'agents secrets qu'au XIXe siècle. Quelques organes socialistes purent paraître d'une façon presque régu-

(1) Souvorine, *Journal intime* (trad.), 1927, p. 120 et *passim*.

lière, surtout la *Pravda (Vérité)*, fondée en 1912. Tandis que ses devancières, surtout les gazettes d'émigrés, ne touchaient que « l'intelligence », la *Pravda*, rédigée par des socialistes cultivés, obtint l'appui des groupements ouvriers.

Après la révolution d'avril 1917 le gouvernement provisoire accorda la liberté à la presse. Les journaux monarchistes cessèrent de paraître, démontrant ainsi qu'ils ne pouvaient se passer des faveurs et des subventions de l'État. Les journaux socialistes, à Pétrograd et à Moscou, naquirent aussi nombreux que les feuilles libérales à Paris et à Vienne en 1848 ; ils montraient la même naïveté, le même goût pour les formules sonores et vides. Les choses allaient changer avec la révolution bolcheviste. Ce ne fut pas fait immédiatement. Le premier décret du conseil des commissaires du peuple rendit même aux journaux la liberté complète que le gouvernement provisoire agonisant avait essayé de limiter trois jours auparavant. Mais, trois semaines plus tard, la question fut examinée au soviet dirigeant. Trotski déclara que, pendant la guerre civile, on devait traiter la presse comme la propriété privée ; Lénine, allant plus loin, proclama la nécessité de supprimer la presse bourgeoise, de distribuer les imprimeries et leur matériel entre les divers partis socialistes. Une motion dans ce sens fut votée par 34 voix contre 24, et les journaux bourgeois disparurent, définitivement tués par le décret de janvier 1918. Six mois plus tard, les journaux socialistes opposants devaient avoir le même sort.

Alors commença l'ère de la presse purement communiste (1). Pendant les années 1919-1920, où les soviets luttaient pour la vie, elle reçut une organisation de guerre. On manquait de machines, de caractères, de papier ; il fallut se contenter de feuilles mal imprimées, d'aspect misérable. Pour continuer l'action, la propagande, on inventa les journaux

(1) V. **CCLXXVIII** et **CCLXXIX** qui renferme une étude approfondie, faite par un correspondant de journaux allemands en Russie.

muraux, sortes de feuilles-affiches, parfois posés sur les tableaux noirs des fabriques et des écoles. Après la défaite des armées blanches on put faire mieux ; l'organe central chargé de diriger les imprimés, le Gosidat, reçut les ressources nécessaires, et en 1921 il se chargea de distribuer gratuitement machines et papier à tous les journaux reconnus par le parti.

Ensuite survint la Nep, la politique nouvelle ressuscitant le commerce privé. Un décret de janvier 1922 annonça que les journaux seraient désormais des entreprises particulières, devant se comporter selon les méthodes commerciales. Ce principe a été maintenu depuis, avec les accommodements nécessaires à un régime communiste ; les journaux payent leur papier comme leur matériel, mais un Comité central dirige la presse, vient au secours des journaux amis, distribue les nouvelles et fournit les rédacteurs. C'est ainsi que s'est constituée une presse d'État, qui a pour mission d'influencer, de diriger, de convaincre tout un peuple d'ouvriers et de paysans. Il y a les grands journaux centraux, à la tête desquels figurent la *Pravda*, principal journal politique, et les *Izvestia*, principale feuille d'information ; il y a des journaux régionaux qui présentent les mêmes caractères. Les uns et les autres, à côté de leurs rédacteurs professionnels, font appel chaque jour davantage aux correspondants ouvriers et paysans. Il y a les journaux pour les masses, où les faits essentiels sont présentés de la façon la plus concrète, la plus simple, et toujours avec le souci de propager l'idée communiste. Il y a les journaux muraux, plus nombreux que jamais ; ils sont imprimés, ou dactylographiés, ou même peints avec des couleurs éclatantes où se complaît la verve des dessinateurs populaires. Il y a les journaux pour l'armée ; on y attache beaucoup d'importance, moins pourtant qu'aux journaux pour la jeunesse.

Ces feuilles ne sont pas toutes écrites en russe. De même que les soviets ont multiplié les républiques autonomes, ils

ont créé des journaux dans toutes les langues parlées par les minorités nationales. Pour certaines d'entre elles, qui n'étaient que des patois, il a fallu créer un alphabet. L'essentiel est que chaque paysan ukrainien ou turkmène, tchouvache ou tatar, puisse lire ou entendre, formulée dans sa propre langue, la bonne parole communiste. De la liberté il n'est pas question. Comme le disait solennellement Staline en 1927, « nous n'avons pas de liberté de la presse pour la bourgeoisie ; nous n'avons pas de liberté de la presse pour les mencheviks et les socialistes révolutionnaires qui, chez nous, représentent les intérêts de la bourgeoisie vaincue et soumise » (1).

En 1932, la fête annuelle de la presse, le 5 mai, fut particulièrement brillante parce qu'on célébrait le vingtième anniversaire de la *Pravda* et le quinzième des *Izvestia*. Elle fut accompagnée de statistiques officielles. Alors qu'en 1913 la Russie possédait 859 journaux tirant à 3 millions et demi d'exemplaires, en 1932 on comptait 5 600 journaux réunissant 35 millions d'exemplaires ; le plus grand de tous, la *Pravda*, n'était pas loin de 2 millions. Outre les 5 600 journaux proprement dits (4 000 en russe et 1 600 dans 83 autres dialectes) on signalait 1 700 journaux d'usines, 2 500 journaux de colonies agricoles et 200 000 gazettes murales (2). Ajoutons que le plan quinquennal pour l'industrie a fait préparer aussi un plan quinquennal pour la presse, annonçant beaucoup de fondations nouvelles.

Naturellement la suppression de la liberté dans plusieurs grands pays a fait naître une presse d'émigrés. Les Russes ont des organes divers en plusieurs endroits (3). Le plus important est le journal dirigé à Paris depuis 1921 par Milioukov, les *Dernières Nouvelles*. L'ancien ministre du gouvernement provisoire en a fait un journal parisien complet, possédant

(1) Cité dans **XXIX**, p. 100. — (2) V. **CCLXXXII**.
(3) Une statistique sommaire a été donnée par Postikov dans la revue *Ost-Europa*, novembre 1933 (p. 112).

toutes les rubriques des grands périodiques, mais écrit en russe et destiné avant tout à l'émigration. Les partisans du régime tsariste avaient longtemps vu d'un mauvais œil ce journal républicain ; peu à peu ils y ont reconnu l'organe indispensable pour maintenir un lien entre tous les groupements russes dispersés à travers le monde. Quelques centaines de ce quotidien vont dans l'U. R. S. S., achetés par les bureaux des administrations soviétiques pour les renseignements qui s'y trouvent.

Les Italiens émigrés ont également une presse antifasciste, qui a présenté un tableau de son activité à l'exposition de Cologne en 1928 (1). Elle signalait comme une sorte de journal officiel de l'émigration la *Liberta*, publiée à Paris depuis 1927 et tirant à 15 000 ; elle nommait les journaux paraissant ailleurs, surtout dans l'Amérique du Sud. Elle affirmait enfin l'existence d'une presse clandestine circulant en Italie malgré l'espionnage gouvernemental. Les journaux des émigrés devaient d'ailleurs se défendre contre certains collaborateurs suspects. Un des chefs de l'émigration a montré comment un de ces journaux, sous l'influence d'un agent provocateur, publia en décembre 1927, en gros caractères, un appel à l'assassinat de M. Mussolini ; là-dessus le gouvernement français interdit le journal (2).

La victoire hitlérienne est trop récente pour que les fugitifs aient eu le temps de créer beaucoup d'organes de combat. Cependant la *Freiheit* a commencé à faire le tableau de la persécution antijuive en Allemagne. L'ancien rédacteur en chef de la *Gazette de Voss*, Georg Bernhard, a fondé à Paris, à la fin de 1933, le *Pariser Tageblatt*.

(1) V. **CCLXXV**. — (2) Salvemini, *Mussolini diplomate*, 1932, p. 162.

CHAPITRE III

LES INNOVATIONS DU XXe SIÈCLE

De même que les inventions mécaniques ont modifié l'aspect matériel des journaux, les changements sociaux ont agi sur la vie des journalistes. La tendance au groupement professionnel est apparue chez eux, beaucoup plus tard que chez les travailleurs manuels. Le métier de journaliste, qui semblait devoir être laissé au hasard des vocations individuelles, commence à fournir la matière d'un enseignement systématique. Enfin, les groupements nationaux ont conduit, par un progrès naturel, aux essais de relations internationales.

I

Le mouvement syndical.

Les associations de presse, pour qui entend le terme au sens large, doivent comprendre celles des typographes qui impriment les quotidiens. Celles-ci appartiennent plus précisément au monde syndical ouvrier ; cependant leur histoire n'est pas inutile à celle des journaux. Quelquefois ils ont essayé de lutter contre les progrès de ce machinisme qui venait brusquement bouleverser leur métier ; de pareilles tentatives n'ont jamais produit un résultat durable. Plus souvent un syndicat bien organisé a réussi à faire augmenter les salaires. A Vienne les typographes de la presse entreprirent leur première grève en 1870 ; les directeurs de journaux

se concertèrent pour substituer provisoirement à leurs organes habituels une seule feuille commune, et cette grève de quatre semaines aboutit à un échec des ouvriers. Mais plus tard les directeurs n'arrivèrent plus à réaliser une pareille entente, et, en cas de conflit sérieux, ils s'accoutumèrent à céder, car chaque jour de grève leur causait une perte aggravée par l'énormité des frais généraux d'un quotidien (1). A Paris, au lendemain de l'armistice de 1918, le mouvement ouvrier pour l'augmentation des salaires amena une grève ; les directeurs des grands journaux parvinrent, eux aussi, à fonder un organe commun, *La Presse de Paris*, et les typographes durent céder. Ces luttes syndicales ont d'ailleurs été rares. Plus rares encore sont les occasions où c'est la politique générale qui a décidé les ouvriers à engager la bataille contre leurs patrons journalistes. L'exemple le plus célèbre a été fourni en 1926 par les typographes du *Daily Mail* voulant empêcher le journal de continuer sa campagne contre le projet de grève générale ; ils amenèrent ainsi le ministère britannique à prendre lui-même l'initiative de la lutte (2).

Arrivons aux véritables associations de presse. Elles présentent les caractères les plus variés. Certaines groupent tous ceux qui s'occupent du journal, propriétaires et rédacteurs, pour étudier leurs intérêts communs ; d'autres sont réservées, comme dans les industries ordinaires, aux patrons d'un côté, aux salariés de l'autre. Certaines réunissent les partisans d'une même opinion politique ou religieuse : il existe des associations de la presse catholique, de la presse socialiste. Quelques-unes renferment les représentants d'une catégorie spéciale de collaborateurs, rédacteurs en chef ou secrétaires de rédaction ou nouvellistes.

(1) **XX**, p. 62.

(2) La grève des typographes de journaux à Budapest en 1932, faite pour obliger le gouvernement à revenir sur la suspension d'un organe socialiste, aboutit à un échec (*Temps*, 9 avril 1932).

Nulle part cette variété n'a été plus grande qu'en France. Le signal du mouvement y fut donné en 1879 par l'Association de la presse républicaine départementale. Depuis lors les sociétés de tout genre se multiplièrent. En 1930 on en comptait jusqu'à 152, la plupart trop faibles et trop pauvres pour exercer une action utile, en particulier pour atteindre le but poursuivi par la majorité d'entre elles, la création d'une caisse de retraites (1). Certains journalistes tentèrent de remédier à cette dispersion en créant le Comité général des associations dela presse française, qui eut pour président Jean Dupuy, directeur du *Petit Parisien*. C'est de lui que se détacha en 1924 un groupement d'une puissance très grande, le Syndicat de la presse parisienne. Puis la crise économique, en particulier la question du papier, firent naître en 1926 la Fédération nationale des journaux français. Dans ces trois associations les propriétaires ou directeurs de journaux dominaient : les salariés n'avaient presque rien à dire. Il en était de même ailleurs ; dans plusieurs autres pays, qui avaient devancé la France, les patrons s'étaient groupés avant les rédacteurs payés par eux. En Allemagne, par exemple, les représentants des journaux d'opinion, effrayés par les progrès subits des nouveaux journaux d'information, formèrent dès 1894 une association *(Verein deutscher Zeitungsverleger)* ; ses chefs, en particulier Robert Faber, qui appartenait à la vieille dynastie des directeurs de la *Magdeburger Zeitung*, firent de vains efforts pour empêcher les représentants de la presse d'annonces d'entrer dans le groupement et d'y conquérir peu à peu la première place (2).

Quant aux salariés du journalisme, ils furent longtemps éloignés de l'association syndicale par cet esprit individualiste qui se rencontre si fréquemment chez les intellectuels. Et cependant la question des salaires se posait pour eux comme

(1) V. la conférence de Bourdon dans **CLXXX**. — (2) **LIII**, chap. VIII.

pour les travailleurs manuels ; l'évolution de la presse remplaçait les patrons individuels, se succédant de père en fils, par les conseils d'administration de sociétés anonymes ; et ceux-ci étaient souvent plus durs pour les salariés, moins soucieux de ménager les situations acquises par de longues années de travail. On était d'ailleurs mal renseigné sur les prix payés aux rédacteurs. En 1911 un sociologue allemand, Stoklossa, publia une étude sur le marché du travail dans le journalisme ; il s'était servi à cet effet des annonces (offres ou demandes) parues dans deux périodiques spéciaux, le *Zeitungsverlag* et la *Literarische Praxis*. On y trouvait, de 1904 à 1908, 2 532 offres et 2 016 demandes. Cela ne veut pas dire que l'offre dépasse la demande, c'est le contraire qui est vrai ; mais tandis que les patrons jugent naturel de recourir à l'annonce, les aspirants journalistes cherchent souvent du travail d'une façon plus discrète. D'après Stoklossa, les rédacteurs en chef et les rédacteurs politiques sont arrivés à un niveau de vie convenable ; les autres collaborateurs du journal ont une situation précaire, aggravée par la concurrence des femmes (à qui l'on donne un salaire honteusement bas) et par l'afflux toujours grandissant des rédacteurs occasionnels, des « faux journalistes » (1).

D'autres témoignages également font ressortir la variété des conditions parmi les travailleurs du journal. Un directeur de la *Gazette de Francfort* oppose les rédacteurs fixes des grands journaux, touchant de 8 à 12 000 marks par an, aux rédacteurs des petites feuilles de province, dont le salaire est souvent inférieur à 2 000 marks. En Angleterre, le traitement annuel moyen d'un journaliste de qualité variait, en 1894, entre 300 et 600 livres ; en 1912, entre 500 et 1 000 livres. Au-dessus d'eux se trouvaient quelques potentats, comme l'éditeur du *Daily Mail* qui, en 1914, touchait 5 000 livres,

(1) V. LXXXVIII.

juste autant que le premier ministre ; au-dessous, une grande foule de non-privilégiés. Mais aucun d'eux n'est protégé contre l'insécurité : quand un journal est acheté par un nouveau propriétaire ou placé sous les ordres d'un nouvel éditeur, toutes les situations acquises peuvent être bouleversées (1).

Cette insécurité s'est aggravée après la guerre. Ici comme dans l'industrie, le travailleur individuel a dû redouter, sinon la concurrence de la machine, du moins l'organisation quasi mécanique du métier. Le développement des nouvelles aux dépens des articles, le rôle de plus en plus grand des agences devaient nuire aux journalistes proprement dits. Ajoutons à cela le développement des correspondances. La presse avait connu dans la première moitié du XIXe siècle les correspondants individuels qui envoyaient leurs lettres lithographiées, souvent très soignées, à divers journaux. Ce métier fut tué par le télégraphe électrique et les agences qui en firent usage. Ensuite vinrent les correspondances organisées par les partis politiques ; elles fournissaient aux petits journaux de province, défendant les mêmes opinions, les renseignements recueillis par la presse de la capitale. L'Allemagne a donné les meilleurs modèles de ces organisations, formées surtout par les deux partis successivement en lutte avec Bismarck, le parti catholique et le parti socialiste. Le XXe siècle a vu grandir bien davantage les institutions purement commerciales. Les « syndicats » des États-Unis, fournissant un nombre déterminé de mots par semaine, ont trouvé des imitateurs en Europe, spécialement en Allemagne ; puis ils ont fourni des pages imprimées, des *flans*, tout prêts pour la reproduction (2). C'est la réapparition, sous des formes plus modernes, du travail en série que les scribes faméliques de Grub Street confectionnaient pour les journaux anglais au

(1) **CCXXXIII**, p. 185 sqq. — (2) **LXXVIII**, p. 133 sqq.

début du XVIIIe siècle. Cette industrie nouvelle procure du pain à un grand nombre d'aspirants journalistes, mais elle abaisse le niveau général de la profession.

Ces questions matérielles ont acquis tant d'importance depuis 1918 que le Bureau international du travail s'en est occupé. Ce fut l'Association internationale des journalistes accrédités auprès de la Société des Nations qui l'y invita. L'enquête poursuivie pendant les années 1926 et 1927 aboutit à la publication d'un volume très incomplet, mais contenant beaucoup de renseignements utiles, *Les conditions de travail et de vie des journalistes*. Nous pouvons en tirer quelques indications générales (1).

Une question préalable se pose partout : c'est le débat entre « professionnels » et « amateurs », bien plus angoissant ici que dans les associations sportives. La tendance nouvelle est de réserver la profession aux premiers ; même parmi les spécialistes qui ne se destinaient point d'abord au journalisme, on voit des médecins, des juristes, des officiers devenir des professionnels de la chronique médicale, judiciaire ou militaire. Il y a néanmoins toujours des « amateurs », non payés ou mal payés ; ils sont nombreux, surtout dans la presse d'opinion, dans la presse de combat, qui n'est pas assez riche pour rétribuer une équipe entière de salariés vivant de leur plume. Dans les autres journaux, les syndicats de rédacteurs déclarent admettre les amateurs à condition qu'ils soient payés, afin d'éviter la concurrence de la copie gratuite. La France et la Grande-Bretagne surtout renferment un grand nombre d'individus satisfaits d'écrire pour l'honneur, ou demandant seulement au journalisme un salaire d'appoint. La concurrence des femmes est peu développée en Europe ; aux États-Unis, où le nombre en est plus grand, le *census* de 1920 relevait 5 370 femmes sur 34 197 rédacteurs et nou-

(1) V. **XVI**.

vellistes. La concurrence des étrangers, presque tous réfugiés politiques, est insignifiante.

Les professionnels, les salariés du journalisme sont-ils organisés ? Le mouvement se poursuit depuis deux décades à peine, hâté par le développement industriel des journaux. Ce sont la Grande-Bretagne et l'Allemagne qui ont poussé le plus loin cette organisation. En Grande-Bretagne l'Institut des journalistes, fondé en 1898 avec une charte royale, ouvrit ses portes aux employeurs en les écartant seulement de certaines commissions. Au contraire, l'Union nationale des journalistes, fondée en 1907, présenta un caractère nettement syndical ; en 1919, à la suite d'un referendum, elle décida de s'affilier à la Fédération de l'imprimerie et des industries similaires. Par la suite une question délicate se posa en 1926 : la Fédération de l'imprimerie se conformant à l'ordre de grève générale donné par le congrès des Trade Unions, le comité directeur de l'Union voulut en faire autant, mais fut peu suivi. Néanmoins, après la grève, un nouveau referendum a décidé le maintien de l'affiliation. L'Union nationale comprenait en 1927 près de 5 000 membres, sur 10 000 journalistes vivant en Grande-Bretagne.

En Allemagne, certains syndicats de salariés étaient rattachés à des partis : celui de l'*Augustinus* ne comprenait que des journalistes catholiques, celui de l'*Arbeiter-Press*, que des social-démocrates. Mais le plus important, fondé en 1910, l'Association nationale de la presse allemande, assura la défense professionnelle des rédacteurs de toutes les nuances, dès qu'ils avaient pratiqué pendant un an le journalisme comme profession principale ; ses vingt unions régionales comptaient 4 400 membres en 1926. Elle avait décidé les patrons dès 1922 à former avec elle une Commission nationale de collaboration, de laquelle sont sortis de nombreux contrats collectifs (1).

(1) V. *Das Vertragswerk der Reichsarbeitsgemeinschaft der deutschen Presse*, Berlin, 1926.

En France le Syndicat des journalistes, fondé en 1918 pour les seuls rédacteurs, groupait 1 200 membres en 1927 et arrivait en 1934 à 1 800 ; une commission mixte avait abouti en 1933 à un projet de statut-type ; les patrons l'ayant repoussé, de nouveaux pourparlers ont commencé en 1934 (1). Quant aux États-Unis, si les associations de presse y pullulent, on ne trouve pas un seul groupement puissant de salariés qui puisse être comparé à ceux d'Europe. Parmi les autres pays, quelques-uns comme l'Autriche, la Suisse, la Pologne, ont une forte organisation ; d'autres possèdent un nombre excessif de petites sociétés. En Italie comme dans l'Union soviétique, le régime gouvernemental n'accorde l'existence qu'à un seul syndicat, mais lui attribue diverses faveurs (le national-socialisme a imposé en 1933 le même régime corporatif à la presse d'Allemagne). Dans ces pays, comme dans quelques États libres, la loi est intervenue pour donner une consécration aux contrats collectifs.

L'exposé du Bureau international montre combien grande est la diversité des salaires, combien les crises économiques survenues après la guerre ont eu de conséquences fâcheuses, passagères ou durables. « Dans telle commune de l'agglomération bruxelloise, écrivait l'association belge, les balayeurs de rues jouissent de salaires allant de 45 à 51 francs par jour, alors que nombreux sont les journalistes qui ne jouissent

(1) L'organe périodique du syndicat est *Le Journaliste*. Voici en quels termes il résume, dans chaque numéro, les devoirs des syndiqués : « Un journaliste digne de ce nom prend la responsabilité de tous ses écrits, même anonymes, tient la calomnie, la diffamation et les accusations sans preuves pour les plus graves fautes professionnelles, n'accepte que des missions compatibles avec sa dignité professionnelle, s'interdit d'évoquer un titre ou une qualité imaginaire pour obtenir une information, ne touche pas d'argent dans un service public ou une entreprise privée où sa qualité de journaliste, ses influences, ses relations seraient susceptibles d'être exploitées, ne signe pas de son nom des articles de pure réclame commerciale ou financière, ne commet aucun plagiat, ne sollicite pas la place d'un confrère ni ne provoque son renvoi en offrant de travailler à des conditions inférieures, garde le secret professionnel, n'abuse jamais de la liberté de la presse dans une intention intéressée. »

pas de pareils minima. » Il faut conclure, avec l'introduction de cette enquête sur le journalisme, que « c'est une profession toute neuve, l'une des quatre ou cinq plus jeunes du monde ».

II

Les écoles de journalisme.

Très neuves également sont les écoles de journalisme, car on n'en trouve guère que des ébauches avant le xxe siècle. La première qui mérita ce nom s'ouvrit à Paris en 1899 : l'École de journalisme fit partie depuis 1900 de l'École des Hautes Études Sociales, dont elle est devenue peu à peu l'élément principal. Groupant dès l'origine des journalistes et des historiens, elle a toujours uni les études scientifiques aux cours techniques, et de nombreuses thèses, consacrées souvent à l'histoire de la presse, ont pris naissance dans ses leçons. Les étudiants étrangers y sont plus nombreux que les Français ; beaucoup vont ensuite comme rédacteurs dans les journaux de leurs pays (1). Les Universités de l'État français n'ont rien fait de pareil ; aux Facultés catholiques de Lille on a créé une école de journalisme.

Les deux pays où ces écoles se sont le plus multipliées sont les États-Unis et l'Allemagne. En Amérique l'idée apparut de bonne heure : dès 1869 le général Lee, l'ancien commandant en chef des Sudistes, l'avait proposée aux *trustees* du Washington College dont il était président. Quelques Universités fondèrent parfois des cours consacrés à l'histoire du journal. C'est en 1908 que fut ouverte à Columbia (Missouri) la première école de journalisme complète, avec un programme

(1) Sur les origines de cette école, v. *L'École des Hautes Études Sociales, 1900-1910*, 1911.

d'études de quatre ans, qui permettait d'obtenir le diplôme de bachelier pour la Science du journalisme ; le fondateur et le doyen de cette école fut un professeur de l'Université du Missouri, Walter Williams, qui la fit prospérer pendant de longues années (1). Au moment où elle commença, une œuvre analogue se préparait à New-York. Pulitzer aimait trop le journalisme pour ne pas rêver de lui assurer un bon recrutement ; après avoir étudié longuement ce projet, pour lequel Wickam Steed, entre autres, fut consulté, il conclut un accord avec l'Université Columbia de New-York, et ce fut elle qui organisa l'école nouvelle (2). D'autres débutèrent aussi entre 1910 et 1917.

Après la guerre des écoles semblables apparurent partout, avec la hâte qui semblait naturelle à cette époque de production intense et d'activité fébrile. Le caractère idéaliste et scientifique des premiers établissements fut subordonné au caractère pratique. Les élèves devaient apprendre à recueillir des nouvelles, à les résumer dans des formules brèves et frappantes qui intéresseraient les lecteurs, à se présenter aux personnages dont on pourrait espérer une interview utile. Souvent l'école fut organisée comme le bureau d'un journal : les détails sur l'emploi des linotypes et des rotatives, sur l'utilisation du téléphone et de la T. S. F., occupèrent une grande place dans l'enseignement ; on indiqua aux étudiants le moyen d'adopter ce ton impersonnel qui donne à tous les journaux américains un air de famille. En 1927, un observateur put constater que plus de 230 universités et collèges avaient des cours de journalisme, et que 55 d'entre eux possédaient une école complète ou un « département » universitaire spécialisé.

Nous trouvons un type d'enseignement très différent en Allemagne. Ce pays, tout en s'efforçant d'organiser à l'améri-

(1) V. **CXXVII**.
(2) V. **CXXI**, l'exposé de Cunliffe dans **XIV**, et **CCXLIX**, t. I, p. 68.

caine la vie pratique, a toujours conservé le goût de la recherche théorique. La « science du journal » *(Zeitungswissenschaft)* y a conquis ses chaires et ses instituts, où l'histoire, la psychologie collective, la sociologie tiennent une grande place. Des tentatives isolées avaient eu lieu avant 1914, avec les cours de Koch à l'Université de Heidelberg depuis 1895, et surtout ceux de Karl Bücher, le célèbre économiste, à Bâle, puis à Leipzig. La guerre allait donner à ce mouvement une impulsion décisive. On a vu que tous les pays belligérants accusaient l'insuffisance de la propagande nationale. En Allemagne, après la défaite, ce fut un cri général contre l'impuissance d'une presse à la fois mensongère et mal organisée. Pendant la guerre déjà Bücher avait obtenu les concours financiers nécessaires pour fonder à l'Université de Leipzig un institut spécial. En 1919, l'Université de Berlin chargea Jöhlinger, un des principaux rédacteurs de la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, d'inaugurer un enseignement théorique et scientifique. Puis on créa dans la capitale un institut complet, dirigé par un professeur titulaire de l'Université, M. Dovifat. Cet ancien journaliste, qui avait voyagé en Angleterre et en Amérique, a néanmoins déclaré dès le début que son enseignement serait complètement différent de l'éducation avant tout technique pratiquée au delà de l'Océan. Plusieurs Universités, plusieurs villes ont fait des fondations analogues. La science du journal a maintenant acquis droit de cité en Allemagne.

En Grande-Bretagne, la presse attirait depuis bien des années tant de recrues de haute valeur que les écoles parurent longtemps inutiles. Mais, au lendemain de la guerre, les demandes faites par des jeunes gens démobilisés, les avis favorables des associations de journalistes, les promesses du ministère du Travail décidèrent le Sénat de l'Université de Londres à organiser des cours de journalisme. Ils s'ouvrirent en octobre 1919, et les démobilisés, aidés par les subventions

du gouvernement, y fournirent la majorité des auditeurs pendant quelques années (1). Après leur départ on compta en 1925 un total de 89 étudiants, dont 46 hommes et 43 femmes. Le programme comportait deux années de cours académiques, les uns obligatoires, les autres à option ; deux journalistes professionnels furent chargés des cours pratiques. On encourageait les étudiants à faire des stages pendant les vacances dans les journaux de province qui, d'abord quelque peu défiants, se montrèrent bientôt de plus en plus accueillants. Dans quelques autres villes anglaises on a vu s'ouvrir ou des écoles techniques, ou des cours universitaires de perfectionnement, ces derniers fort bien vus des associations de presse.

Quantité d'autres pays ont fait des essais du même genre. L'initiative a été prise par les gouvernements, comme en Tchécoslovaquie ; par les Universités, comme à Zurich ; par les associations de presse, comme en Belgique. Le gouvernement des soviets, dont nous avons vu l'intérêt pour la presse, a créé diverses institutions destinées à former des journalistes. En Italie, la faculté fasciste des sciences politiques à Pérouse indique, parmi les objets traités dans ses cours, l'histoire du journalisme et la législation de la presse. Hors d'Europe on trouverait des écoles semblables, à Changhaï aussi bien que dans des colonies anglaises comme la Nouvelle-Zélande ou le Queensland. Sur les résultats pratiques de cet enseignement les opinions sont très partagées. Tout le monde reconnaît que ces écoles ont l'avantage d'éliminer un certain nombre d'ignorants et d'incapables, d'augmenter les connaissances et d'élever le niveau intellectuel de ceux qui veulent entrer dans la presse. Font-elles de meilleurs journalistes, plus aptes à intéresser le public ? Oui, répondent presque toutes les voix américaines. En France et en Angleterre, des professionnels

(1) V. l'exposé de Valentine Knapp dans XIV.

particulièrement compétents comme Stephen Valot ou Kennedy Jones demeurent persuadés que l'instinct du journalisme a plus d'importance qu'un dressage méthodique.

III

Les groupements internationaux.

La naissance des associations nationales de presse devait conduire par un progrès naturel aux groupements internationaux. L'idée fut lancée par deux journalistes d'Anvers, qui parvinrent à convoquer dans cette ville un premier congrès, celui de 1894, sous la présidence de Beernaert, l'homme d'État belge bien connu ; on y adopta le projet d'une Fédération internationale, dont les statuts furent arrêtés en 1895. La Fédération tint des congrès annuels ; dix de suite furent présidés par Wilhelm Singer, une des autorités de la presse viennoise (1). Ces congrès, où directeurs et rédacteurs étaient également représentés, abordèrent les questions les plus variées. On y défendit les intérêts des journaux vis-à-vis des gouvernements, surtout en réclamant la réduction des tarifs postaux et télégraphiques. On les défendit aussi vis-à-vis des tribunaux : il s'agissait d'affirmer le principe du secret professionnel contre l'obligation de témoigner en justice ; de nombreux incidents, survenus surtout en Allemagne, justifiaient ces réclamations. Dans les rapports entre journalistes, on recommanda la modération des polémiques, la fin des duels ou tout au moins de la publicité qui les accompagnait. Le congrès de Lisbonne en 1898 invita le Bureau central de la Fédération à se constituer en tribunal d'arbitrage international. Il fut question d'assurer dans chaque pays aux

(1) V. l'exposé rétrospectif présenté au XIe Congrès international, *L'œuvre générale des congrès*, Bordeaux, 1907.

correspondants étrangers les mêmes avantages qu'aux journalistes nationaux, d'étendre aux articles de journaux le droit d'auteur qui protège les livres. Enfin l'on aborda la question épineuse du contrat de travail et de l'indemnité de renvoi.

La guerre de 1914 détruisit cette organisation. Après la paix l'idée, reparue çà et là, fut réalisée par deux journalistes français, MM. Georges Bourdon et Stephen Valot ; il s'agissait, comme dans le Syndicat français, de grouper non plus patrons et salariés, mais seulement ces derniers. Constituée en 1926, la Fédération internationale des journalistes a fonctionné régulièrement depuis lors (1). Le Comité exécutif doit tenir chaque année deux sessions, dont l'une est remplacée tous les deux ans par une assemblée générale, accompagnée d'un congrès d'études. Les vingt-cinq associations nationales de presse qui participèrent à la création de cet organisme ont vu se joindre à elles en 1931 sept associations de correspondants à l'étranger. On évaluait depuis à 30 000 le nombre des journalistes professionnels affiliés à la Fédération. Celle-ci, à peine constituée, avait pris part à l'enquête commencée par le Bureau international du travail ; le Bureau, à son tour, accueillait avec joie la naissance de ce nouveau groupement, le plus solide qui ait jamais été formé par les travailleurs intellectuels. Il devait approuver cet article fondamental des statuts : « En adhérant à la Fédération, toute association reconnaît implicitement les principes de l'organisation syndicale qui sont essentiellement l'établissement d'un contrat de travail, la détermination du minimum de salaire et la reconnaissance d'une procédure de conciliation pour tous litiges nés entre un rédacteur et le journal où il collabore, et elle s'engage à y conformer son activité. »

La Fédération a créé plusieurs commissions d'études. Elle s'est occupée avant tout de préparer le recueil des contrats

(1) On peut en suivre l'histoire dans le *Bulletin* de la Fédération. Elle est résumée aussi dans V.

collectifs déjà existants, et de tenter la rédaction d'un contrat-type individuel. La grande préoccupation des dirigeants a été de mettre fin à l'insécurité si souvent signalée dans leur profession ; il fallait donc préciser les indemnités dues aux journalistes congédiés sans avoir à se reprocher aucune faute personnelle. Beaucoup de pays ne possédaient rien de pareil aux contrats collectifs obtenus par les rédacteurs anglais ou allemands. Et même en Grande-Bretagne ou en Allemagne on discutait depuis longtemps sur la « clause de conscience » : quand un journal change de parti ou d'opinion, le rédacteur qui ne veut pas contredire ses articles antérieurs n'a-t-il point droit à une indemnité ? La question est particulièrement grave pour la presse d'opinion. Et que dire des journaux où les directeurs veulent imposer à leurs subordonnés des attaques personnelles pouvant aller jusqu'au chantage ? La Fédération internationale, s'emparant du problème, a réclamé la « garantie de conscience ».

En cas de conflit entre employeurs et employés, ou entre journaux différents, on hésitait depuis longtemps sur la juridiction qui devait être saisie : les rédacteurs n'aimaient s'adresser ni aux tribunaux civils ni aux conseils de prud'hommes, mais dans beaucoup de pays on ne trouvait point un tribunal spécial et compétent. La Fédération, sans chercher à résoudre les problèmes nationaux, a constitué un Tribunal d'honneur international, composé de journalistes professionnels, qui a été inauguré à La Haye, la ville de la Cour permanente d'arbitrage, en septembre 1931.

La collaboration que nous venons de voir s'établir entre la Fédération et l'un des principaux organismes de la Société des Nations s'est reproduite plusieurs fois. Le Bureau international du Travail a convoqué à Genève une Commission consultative des travailleurs intellectuels. Dans sa seconde session, tenue en décembre 1929, elle s'est occupée spécialement des journalistes, qui avaient envoyé plusieurs experts ;

discutant les cas de cessation de service pour raison de conscience, elle a demandé au B. I. T. de faire rentrer cette question dans une étude d'ensemble sur le contrat de travail des journalistes.

Les besoins économiques de la presse ont donné lieu à d'autres réunions internationales, de caractère pratique et nettement délimité. C'était la réunion à Genève (août 1926) des délégués des agences de nouvelles, sous la présidence des représentants de Havas et de l'*United Press*. En 1927, c'était la réunion, au secrétariat de la Société des Nations, d'une conférence d'experts de presse. Puis est venue la conférence européenne pour le transport des journaux, tenue à Genève en novembre 1929. Présidée par le propriétaire du *Daily Telegraph*, lord Burnham, elle a réuni les représentants de dix-neuf États, outre ceux de divers groupements convoqués à titre consultatif. A propos des transports par chemins de fer ou bateaux, de questions fiscales ou douanières, elle s'est mise d'accord sur de nombreuses recommandations, adressées particulièrement aux grandes maisons qui distribuent les journaux.

La Société des Nations a patronné d'autres conférences de caractère moins commercial, plus idéaliste (1). L'assemblée générale avait adopté en 1931 une résolution priant le conseil d'étudier, en collaboration avec la presse, le problème délicat de « la diffusion des fausses nouvelles de nature à troubler le maintien de la paix et de la bonne entente entre les peuples ». Ce fut l'origine de la conférence organisée à Copenhague, par les soins du gouvernement danois, en janvier 1932 ; vingt-deux gouvernements y étaient représentés. On s'occupa spécialement des rapports à établir entre les bureaux de presse

(1) V. le livre publié en 1933 par l'Institut international de coopération intellectuelle, *Le rôle intellectuel de la presse* ; il comprend des études faites par Sanin Cano, Henry de Jouvenel, Kingsley Martin, Paul Scott Mowrer et Friedrich Sieburg.

officiels et les organisations indépendantes créées par les journalistes. Vers la fin de la même année, en octobre, un député français délégué à Genève, M. de Tessan, siégeant à la sixième commission de l'assemblée de la Société des Nations, proposait de développer les rapports de celle-ci avec la presse dans l'intérêt de la paix. L'assemblée chargea les organismes de coopération intellectuelle d'étudier, d'accord avec les journalistes, « les méthodes qui pourraient être appliquées pour que la presse développe entre les peuples une meilleure connaissance mutuelle par le perfectionnement de l'information ». Un des résultats de ce vote fut la conférence de Madrid (novembre 1933), où les délégués des bureaux de presse officiels et des agences télégraphiques étudièrent les moyens de lutter contre les nouvelles inexactes. Les décisions de cette conférence furent approuvées par le conseil de la S. D. N. dans la session suivante (janvier 1934).

Pendant ce temps la Fédération internationale des journalistes examinait aussi les premiers essais de la presse radiophonique. L'Allemagne pendant la guerre avait usé de la radiophonie pour suppléer dans une certaine mesure aux câbles sous-marins fermés par l'Angleterre à ses télégrammes. Après la guerre, c'est le gouvernement des Soviets qui a le plus activement recouru à ce moyen de propagande, précieux pour agir sur des foules illettrées. Mais la T. S. F. peut aussi fournir des informations de tout genre, sans but politique. Voilà pourquoi le congrès de la Fédération, tenu à Berlin en octobre 1930, a décidé de constituer à Bruxelles un Office permanent des nouvelles formes de la presse (1). De son côté, l'Institut international de coopération intellectuelle, poursuivant en 1931-1932 une enquête sur les essais de radiophonie scolaire, était conduit à étudier comment la radiodiffusion pourrait contribuer au « désarmement moral », selon le projet

(1) La Fédération a prévu pour octobre 1934 une conférence internationale des nouvelles formes de la presse, à Bruxelles.

soumis à la Conférence du désarmement. Mais parfois des événements inattendus sont venus rappeler aux représentants de la presse la nécessité de reprendre les vieilles luttes soutenues pendant deux siècles pour la liberté. En mai 1933 le comité exécutif de la Fédération internationale des journalistes, réuni à Budapest, votait une résolution destinée à flétrir les attentats du gouvernement allemand contre cette liberté, en blâmant l'association de la presse allemande qui n'avait rien fait pour s'y opposer, ou tout au moins pour les désapprouver.

D'autres congrès, sans rapports avec la Société des Nations, eurent pour objet de grouper les journalistes, non plus du monde entier, mais de certains pays unis par des liens particuliers. Tels sont les congrès de la presse latine, dont le principal animateur a été Maurice de Waleffe. L'idée présentée par un journaliste portugais se réalisa dans le premier congrès, tenu à Lyon en 1923. Ce fut une sorte de préface, destinée à poser les questions les plus variées, sans préciser encore les solutions ; un organisme permanent, établi à Paris, a convoqué depuis lors les congrès annuels, où des journalistes espagnols, français, italiens, grecs, roumains, suisses, ont pris contact avec ceux de tous les pays de l'Amérique latine.

La presse anglo-saxonne avait commencé auparavant à tenir des congrès particuliers, tout en les ouvrant aux journalistes des autres pays. C'est en vue de l'Exposition de San-Francisco (1915) qu'on décida la réunion d'un congrès international. La guerre mondiale en fit une assemblée à peu près exclusivement américaine, qui fonda un bureau permanent sous la présidence de Walter Williams, le doyen de l'école de journalisme fondée à Columbia. Le second congrès, tenu à Honolulu en 1921, s'occupa surtout de questions pratiques et obtint du gouvernement des États-Unis les mesures nécessaires pour étendre l'usage des radiotélégrammes à tous les pays riverains du Pacifique ; Honolulu est devenu ainsi un

grand centre de distribution pour les nouvelles de presse. Le troisième congrès devait siéger en Espagne en 1924 ; mais après que le général Primo de Rivera eut institué la dictature, ce furent les journalistes espagnols qui en proposèrent l'ajournement. Ce congrès, finalement convoqué à Genève en 1926, fut cette fois une assemblée œcuménique, où des journalistes chinois et japonais siégèrent à côté de ceux de l'Europe et de l'Amérique ; on y donna des renseignements d'un grand intérêt sur la situation de la presse dans tous les pays du monde. Il a contribué à préparer le succès d'une autre manifestation importante, l'Exposition internationale de la presse à Cologne en 1928. Les organisateurs allemands donnèrent un tableau complet du journalisme dans leur pays et purent obtenir l'adhésion de la plupart des associations de presse étrangères.

Il faudrait signaler bien d'autres congrès internationaux, par exemple ceux que la presse technique a tenus régulièrement depuis 1925. Il y a là une mode, mais elle répond au besoin, partout ressenti, de former des groupements capables de prendre en main les intérêts que des individus isolés ne peuvent plus défendre.

CHAPITRE IV

LA CONQUÊTE DU MONDE PAR LE JOURNAL

C'est la civilisation occidentale qui a créé le journal et fait sa puissance. Comme elle étend son emprise depuis cinquante ans sur tous les pays du monde, la presse y a pénétré en même temps. Il s'est produit alors un événement paradoxal en apparence, inévitable en réalité : partout elle a fait naître l'esprit de résistance contre la domination de ces peuples européens qui sont venus troubler la vie des foules asiatiques ou africaines et ruiner leurs anciennes coutumes.

I

Le journal en Extrême-Orient et dans l'Inde.

Voltaire a dit que les journaux « étaient établis en Chine de temps immémoriaux ». Il y a là une part de vérité, à condition d'entendre par journal un périodique purement officiel, réservé à quelques privilégiés. On fit dès le moyen âge les *Nouvelles des Résidents*, feuille exclusivement destinée aux gouverneurs de provinces. Officielle également fut la *Gazette de Pékin*, fondée au XVIIe siècle, mais on la vendait au public. La véritable presse n'a commencé qu'au XIXe siècle, et sous des influences étrangères ; aussi les premiers journaux paraissent-ils à Macao, ville portugaise, en 1817, puis à Hong-Kong, île anglaise, en 1853, et à Changhaï, dans la concession euro-

péenne, en 1857 (1). C'est à Hong-Kong également que naquit en 1854 le premier quotidien chinois, le *Nouveau Journal de la Chine et de l'étranger*, qui allait parcourir une longue carrière. Quelques années plus tard commençaient deux autres journaux qui devaient, comme lui, vivre jusqu'à nos jours : le *Chinese Mail* (1867) à Hong-Kong, d'abord imprimé avec les machines d'un journal anglais de la colonie ; puis le *Journal de Changhaï* (1872), qui sut organiser un bon service de nouvelles. Cette grande ville de Changhaï, devenue la capitale commerciale de l'Extrême-Orient, avec sa population internationale avide de nouvelles, offrait un milieu favorable aux journaux ; ils publiaient à l'arrivée des bateaux des éditions spéciales, parfois pour annoncer une marchandise fraîchement débarquée.

Dans les dernières années du XIXe siècle le mouvement révolutionnaire contre les empereurs mandchous grandit après les désastres de 1894 ; puis il fut surexcité par les humiliations qui accompagnèrent la guerre russo-japonaise. L'activité imprimée ainsi à la presse prépara la révolution de 1912. Un sinologue français, parcourant la Chine vers cette époque put constater partout la pénétration des idées occidentales. « A Changhaï, par exemple, où il y a environ un million de Chinois, il n'est pas de commerçant derrière son comptoir que je n'aie vu lire son journal, et celui-ci porte un titre qui est tout un programme ; il s'appelle *La Liberté, Les Droits du Peuple, Le Cri du Peuple, Le Peuple debout.* » Il en était de même des journaux vendus tout le long du Yang-Tsé-Kiang : « ils s'inspiraient tous de nos théories sur les droits de l'homme et du citoyen » (2). Depuis lors ce mouvement n'a plus cessé. Le *Journal de Changhaï*, après une période brillante, avait

(1) Pour le résumé de cette histoire, v. CCLXXXVI (c'est une thèse présentée à l'École de journalisme de Paris).

(2) FARJENEL, *La Révolution chinoise* (*Documents du progrès*, janvier 1914).

perdu tout crédit par sa soumission à la dynastie et son hostilité aux réformes ; il se transforma en 1909, prit la tête du mouvement libéral, et reconquit ainsi une popularité assez grande pour atteindre un tirage de 300 000. Bien d'autres feuilles naquirent alors, les unes pauvres et incapables de durer, les autres pourvues de toutes les ressources de la technique moderne. Une statistique de 1926 indiquait 550 journaux, 154 revues hebdomadaires, 303 revues mensuelles, quelques autres encore, en tout 1 134 périodiques (1). Ces journaux demandaient les nouvelles aux grandes agences étrangères, surtout Reuter, l'*United Press* américaine et deux agences japonaises. Ils ont cherché à s'en affranchir, mais les essais tentés par les agences chinoises, trop nombreuses et mal dirigées, n'ont pas donné de résultats décisifs.

Cette presse très jeune, ardemment nationale-libérale, a connu dès le premier jour la persécution. En 1903 le gouvernement impérial demanda l'arrestation et l'extradition de tout le personnel d'un grand journal de Changhaï ; mais comme un journaliste venait de périr sous le bâton à Pékin, es autorités consulaires consentirent seulement à faire comparaître les accusés devant un tribunal mixte, qui n'infligea qu'à deux d'entre eux des peines légères (2). Après la révolution, les gouvernements de Pékin et de Nankin ont rivalisé de rigueur. Un des plus vigoureux publicistes qui luttaient pour la liberté, Chao Tcheng Tsin, a été fusillé. Les gouvernants recouraient aussi à la corruption. Ce sont donc toujours les villes garanties par la protection étrangère qui ont donné asile aux journaux indépendants, comme le *Lion Réveillé*, fondé à Changhaï en 1924. En Chine même circule une presse clandestine très abondante ; on y remarque aussi des feuilles publiques, de vie éphémère, les « moustiques », recourant souvent au chantage pour exploiter les personnages influents.

(1) CCLXXXVI. — (2) MASPERO, *La Chine*, 2e éd. (1918), p. 340 sqq.

Le Japon, longtemps séparé du monde extérieur, n'avait que des bulletins officiels faits pour les hauts fonctionnaires d'après les renseignements recueillis chez les marchands hollandais de l'île de Deshima (1). Quand les États-Unis l'eurent obligé à s'ouvrir au commerce, un Japonais jeté en Amérique par un naufrage, initié à la vie américaine et revenu au pays natal, Heco, fonda en 1864 un journal d'informations et d'annonces qui ne dépassa point cent exemplaires et qui cessa au bout de dix numéros. Pendant la crise de 1868-1870 le gouvernement patronna la fondation de quelques feuilles, afin de propager les idées au nom desquelles il combattait les partisans du passé ; mais il défendit de faire paraître un périodique sans autorisation préalable. Les journaux étaient inspirés par le pouvoir ou par un haut personnage ou par un groupe influent. L'exemple leur fut donné par un homme d'initiative, l'Anglais John Reddie Black, dirigeant à la fois un journal en japonais et deux en anglais, avec les subventions du gouvernement ; celui-ci finit par rompre avec lui et fit disparaître la feuille japonaise. D'autres prospérèrent longtemps, l'un comme organe du comte Ito, l'autre du marquis Okuma. Un observateur français passant au Japon dans les premières années du XXe siècle constatait l'existence d'environ un millier de périodiques, parmi lesquels 500 quotidiens ; vendus bon marché, vivant d'annonces, ils trouvaient beaucoup de lecteurs, car le journal était entré dans les mœurs (2).

Le premier grand journal indépendant, le *Yomiuri*, avec des rédacteurs de haute valeur comme Motono et Matsuyama, s'était développé depuis 1873 en dénonçant les vices de la bureaucratie et les excès du militarisme. Il tirait à 150 000 lorsque le tremblement de terre de Tokio en 1924 détruisit ses bureaux et ruina ses finances. Le gouvernement profita de l'occasion pour faire congédier les rédacteurs gênants. Osaka,

(1) V. CCLXXXVII.
(2) WEULERSSE, *Le Japon d'aujourd'hui*, 1904, p. 14 sqq.

la principale ville industrielle, possède plusieurs journaux capables de rivaliser avec les grands quotidiens des États-Unis qui leur ont servi de modèles. Deux feuilles rivales s'attribuent un tirage d'un million : l'*Osaka Maimichi*, en rapports avec les puissants capitalistes, bien vu du gouvernement, a soutenu le nationalisme, tandis que l'*Osaka Asahi* défendait une politique libérale et pacifique. Le socialisme et le syndicalisme essayèrent aussi de posséder leurs organes ; mais ceux-ci n'ont jamais pu résister longtemps aux mesures prises contre eux. La surveillance, en effet, demeure sévère. S'il n'existe point de censure préalable proprement dite, le ministère donne aux journaux des listes de nouvelles interdites ou des communiqués sur les directives à suivre. Si cela ne suffit point, il recourt aux suspensions. Quelquefois même arrive une notification aussi polie que rigoureuse : « Daignez honorablement cesser de publier l'auguste papier. L'honorable éditeur, l'honorable rédacteur, l'honorable chef imprimeur daigneront entrer dans l'auguste prison. »

Les nouvelles sont fournies surtout par les agences anglaises et américaines. Mais le gouvernement a réussi à faire prospérer aussi une grande agence japonaise, contrôlée par lui. Soucieux de l'opinion étrangère, il suit de près la presse de langue anglaise publiée au Japon, qui est le principal lien entre ce pays et le monde. Cette presse est bien traitée, à condition de se montrer favorable dans ses jugements. C'est ce qui a fait le succès de deux feuilles anglaises, le *Japan Times* et le *Japan Mail.* On ménage aussi le grand journal américain, le *Japan Advertiser*, riche en nouvelles, aimant les articles sensationnels, souvent précieux par ses renseignements sur la vie sociale. Mais les Japonais se plaignent amèrement des critiques présentées par un autre journal anglais, le *Japan Chronicle.*

Dans le Sud de l'Asie se trouvent les Indes anglaises et l'Indochine française. L'Inde a eu de bonne heure dans les

grandes villes des journaux bilingues, rédigés par des Anglais ou des Hindous anglicisés. Ils ne se distinguent point de la presse coloniale britannique par des caractères spéciaux. Mais il existe aussi une presse indigène, rédigée par des Hindous pour les Hindous, soit en anglais, soit dans une douzaine de langues asiatiques, les plus importantes parmi les nombreux idiomes de l'Inde. Au début du XX[e] siècle un Anglais constata que cette presse était critique, mais non « déloyale » ; favorable à la Grande-Bretagne pendant la guerre sud-africaine, rendant justice aux mesures administratives prises pendant la famine, elle condamnait cependant la politique économique de la métropole dans son empire asiatique et surveillait de très près l'attitude des Européens vis-à-vis des indigènes (1).

A la suite de la grande guerre a commencé le puissant mouvement nationaliste qui réclamait pour l'Inde l'autonomie complète ou même l'indépendance. Il devait naturellement agir sur la presse. En 1923 l'Association de l'Inde orientale consacra une séance à étudier le journalisme de l'Inde. Un Anglais qui avait longtemps collaboré à des quotidiens dans ce pays, Everard Cotes, présenta le tableau des différentes catégories de feuilles périodiques : journaux de villages, en langue indigène, pauvres, mal rédigés par des individus qui reçoivent des salaires de famine, mais très influents, commentés par tous les paysans ; journaux en anglais, possédés et rédigés par des indigènes, très nombreux, quelquefois prospères et puissants, comme le *Bengalee* à Calcutta ; journaux rédigés par des Anglais, mais appartenant à des indigènes, et tendant à se rapprocher de l'Europe ; enfin les grands organes européens, représentant les idées de la colonie britannique, véritable aristocratie de la presse, comme le *Madras Mail*, le *Pioneer* d'Allahabad, l'*Englishman* de Calcutta qui a célébré son centenaire en 1921. Cotes affirme que, chez ces

(1) REES, *The Native Indian Press* (*Nineteenth Century*, mai 1901).

peuples indifférents aux jeux, aux sports, quelque peu détachés de la religion, ne lisant pas de livres, le journal joue un rôle plus grand que dans n'importe quel pays. Ce rôle est-il bienfaisant ? Un des auditeurs de Cotes, un ancien administrateur du Bengale, affirma le contraire et montra l'action désastreuse de ces feuilles créées sans capital, rédigées par les « ratés » des écoles et des collèges, vivant d'annonces obscènes, et plus encore du chantage à l'égard des princes indigènes. Mais plusieurs assistants au courant de la vie de la presse réfutèrent cet exposé pessimiste et s'appliquèrent à montrer les progrès accomplis par le journalisme dans l'Inde (1).

En Indochine la presse, de langue française ou asiatique, a suivi une évolution semblable. On y relève les nuances les plus diverses, depuis les partisans d'une collaboration loyale entre les deux races jusqu'aux extrémistes ardents, partisans de la propagande communiste encouragée par Moscou. Les attaques personnelles contre les hauts fonctionnaires, surtout contre les gouverneurs généraux, ne sont point rares.

II

La presse musulmane.

Arrivons maintenant à la presse musulmane (2). Elle possède certains caractères communs, car l'Islam est pour ses fidèles une grande patrie spirituelle qui développe chez eux des idées et des aspirations partout semblables. Cependant la diversité des pays, des régimes politiques, des intérêts nationaux, introduit dans cet accord des dissonances nombreuses.

(1) *Asiatic Review*, t. XIX, 1923.
(2) V. la liste des périodiques musulmans de 1929 dans **CCLXXXIX**, p. 51-77. Cf. **CCXC**.

Une séparation naturelle s'est produite, surtout depuis un demi-siècle, entre la presse turque et la presse arabe. Ici comme dans tout l'Orient des Européens, chrétiens en majorité (ou chrétiens renégats), ont commencé le travail ; puis sont venus les journalistes indigènes formés par leur exemple.

En Turquie, on l'a vu, les sultans n'avaient permis longtemps qu'une presse officieuse. Le régime devint plus sévère encore sous le long règne d'Abd-ul-Hamid (1876-1908). On pouvait pourtant lire des articles intéressants et des nouvelles détaillées dans le *Sabah*, dirigé par un habile Arménien, et dans le *Servet Frenom*, dont le rédacteur, Ahmed Hassan Bey, véritable doyen du journalisme turc, a tenu la plume jusqu'en 1930 (1). Les émigrés ennemis du « sultan rouge » fondèrent des organes révolutionnaires à l'étranger. Le *Mechvéret* à Paris, dirigé par Ahmed Riza, eut un instant de grande popularité lorsque, poursuivi à la requête du gouvernement turc, l'éloquence d'un avocat célèbre, Labori, lui valut un véritable triomphe devant le tribunal correctionnel de la Seine.

Abd-ul-Hamid perdit le pouvoir absolu en 1908. Comme on l'a constaté si souvent, la Révolution suscita une abondante floraison de journaux, de pamphlets, de revues ; on en compta jusqu'à un millier, la plupart éphémères. La loi de 1909 sur la presse annonça des restrictions, mais quelques journaux, comme l'énergique *Serlessi* (*Liberté*), crurent pouvoir n'en pas tenir compte. Les Jeunes-Turcs réprimèrent ces audaces, et leur dictature supprima la presse opposante, qui fut réduite à quelques modestes organes publiés à l'étranger. Survinrent les guerres, la fin de l'Empire ottoman, le triomphe de Mustapha Kemal. Un grand nombre de journaux succombèrent dans la tourmente. Les survivants, après la victoire sur la Grèce, jouirent d'une courte époque de liberté ; un personnage

(1) Voir *Le Temps*, 19 décembre 1930.

notable du nouveau régime, Fethi Bey, les encourageait à perfectionner leur technique. Mais les périodiques demeuraient à Constantinople et partageaient l'hostilité de l'ancienne capitale contre Angora. Le gouvernement poursuivit deux d'entre eux en décembre 1923 ; le procès, jugé à Constantinople, se termina par un acquittement, et l'opposition redoubla d'audace. Ce fut la révolte kurde en 1924 qui mit fin aux ménagements des autorités ; sept journaux furent suspendus, plusieurs journalistes, poursuivis pour haute trahison, ne durent la vie qu'à un acte de clémence de Mustapha Kemal encore une fois victorieux. En 1925 on citait 218 journaux et périodiques, dont 98 imprimés à Constantinople et 120 à Angora ; sur ce nombre 36, en langues autres que le turc, paraissaient presque tous à Constantinople (1). En 1930 Fethi Bey voulut organiser un parti nouveau, le parti libéral ; sa tentative ressuscita la presse d'opposition, avec trois journaux qui engagèrent une polémique vigoureuse contre les défenseurs du ministère. Il est vrai que le parti libéral disparut bientôt, mais sa courte existence avait quand même rendu un peu de vie à cette presse généralement incolore et soumise.

Dans le pays voisin de la Turquie, la Perse, les journaux ont passé aussi par des alternatives de persécution et de demi-liberté. Ils approuvent les réformes, réagissent contre la toute-puissance abusive de la religion, et soutiennent une politique ardemment nationaliste (2).

La presse de langue arabe a eu dès l'origine son foyer principal en Égypte (3). Mohamed-Ali avait fondé au Caire en 1832 un journal officiel. Après lui, sous Mohamed Saïd et Ismaïl, plusieurs journaux apparurent, dirigés presque tous

(1) Deny, *État de la presse turque en juillet* 1925 (**CCLXXXVIII**, t. LXI, 1925).
(2) **CCLXXXVIII**, t. XIV, p. 145 ; t. XV, p. 547, et *passim*.
(3) V. **CCXCII** et **CCXCIV**.

par des Syriens. Plusieurs de ceux-ci, doués de véritables capacités, mais entravés par le despotisme turc, allèrent chercher un milieu plus propice en Égypte. Quelques-uns appartenaient à des sectes chrétiennes, mais comme l'arabe était leur langue maternelle, ils surent parler au monde musulman. De grandes nouveautés, le percement de l'isthme de Suez, le conflit turco-égyptien de 1869, la guerre turco-russe de 1877, avaient éveillé l'intérêt des Égyptiens pour la politique. Un intellectuel musulman, d'origine afghane, Gemal-Eddine, très connu dans l'élite sociale du Caire, encourageait ses amis à créer des journaux. La liberté, assez grande sous Ismaïl, devint complète sous Tewfik.

Alexandrie avait vu paraître l'*Ahram*, fondé par des Syriens amis de la France ; les partisans de l'Angleterre lui opposèrent l'*Almuquattam*. L'un et l'autre furent bientôt éclipsés par une nouvelle presse nettement xénophobe et musulmane. L'*Almuagad*, fondé en 1890, bien renseigné sur tous les pays de l'Islam, y conquit 6 000 abonnés. C'est contre l'occupation anglaise que se tourna cette presse nationaliste égyptienne, longtemps inspirée par Mustapha Kamel. A côté des Syriens, les Juifs et les Arméniens lui fournissaient un grand nombre de rédacteurs. En 1899 on publia une liste de 168 périodiques arabes imprimés en Égypte. La loi de 1881 sur la presse, imitée du régime de Napoléon III avec les avertissements et les suspensions, demeurait en sommeil depuis 1894 ; on la remit en vigueur depuis 1909 (1). Les autorités anglo-égyptiennes redoutaient, en effet, les violences de la presse musulmane qui, après un élan d'enthousiasme suscité par la révolution jeune-turque de 1908, voyait l'Italie s'installer à Tripoli, la France au Maroc, les États chrétiens chasser les Ottomans de Macédoine.

Ce caractère panislamique, teinté de xénophobie, se retrouve

(1) V. **CCXCIII.**

dans les autres pays soumis à l'Europe. C'est ainsi qu'en Tunisie, plus encore qu'au Maroc, s'est développée une presse opposante, en rapports fréquents avec celle d'Égypte ou même d'Europe. Le 1er avril 1920, les trois principaux journaux arabes de Tunis conclurent un cartel avec le parti communiste français (1). Ils soutinrent avec ardeur le Destour, le parti tunisien hostile au protectorat. Le 31 mai 1933 le Destour a été dissous, et des arrêtés ont interdit la publication de *L'Action tunisienne*, de la *Voix du Tunisien* et de la *Voix du Peuple*. Quant aux Syriens, s'ils aiment pratiquer le journalisme à l'étranger, à plus forte raison l'ont-ils fait dans leur pays depuis que le régime des mandats leur a donné la liberté. Un observateur français put constater en 1930, avec un mélange d'effroi et d'ironie, que la seule république libanaise, pays de 500 000 habitants, possédait 47 périodiques, dont 21 quotidiens (2).

Il n'entre pas dans notre plan de parler ici de la presse d'inspiration occidentale. Autrement il faudrait réserver une place d'honneur au journalisme de l'Amérique latine. Les périodiques tiennent, en effet, dans la vie des républiques sud-américaines une place considérable. L'exemple des États-Unis, les besoins de ces pays en plein développement donnent à la publicité, à l'annonce commerciale ou agricole, un champ illimité. Cette puissante base économique a permis aux journaux de Buenos-Ayres, de Rio de Janeiro, d'autres villes encore, de rivaliser avec les plus grands quotidiens de New-York ou de Paris. Certains d'entre eux ont pu raconter fièrement une histoire déjà longue (3).

(1) **CCLXXXIX**, p. 157.

(2) Article cité dans *Bulletin de l'Union économique de Syrie*, 30 septembre 1930, p. 278.

(3) V., par exemple, la publication du grand journal de Buenos-Ayres, la *Prensa*, sur son histoire de 1869 à 1914.

III

Les périodiques spéciaux.

Ainsi le journalisme au xx[e] siècle a conquis l'Asie et l'Afrique aussi bien que l'Europe et l'Amérique. Les régions les plus déshéritées du globe le connaissent. Au Groenland paraît une feuille tirant à 3 000 exemplaires, dont les numéros, transportés par des traîneaux attelés de chiens, arrivent régulièrement aux abonnés (1).

L'influence du journal a gagné en profondeur aussi bien qu'en étendue. La division du travail s'est exercée ici comme dans l'industrie ; elle a fait naître, à côté des journaux consacrés à la politique et aux nouvelles de tous genres, des presses de plus en plus spécialisées. Il y a, par exemple, une presse confessionnelle, s'occupant des questions purement religieuses ou jugeant les événements du point de vue religieux. La presse catholique fut souvent gênée par l'antipathie que le journalisme inspirait aux chefs de l'Église ; mais la nécessité a fait taire ces répugnances. Un ecclésiastique célèbre, d'Hulst, a exposé, non sans humour, cet état d'esprit : « Si je pouvais, je détruirais tous les journaux et je n'en laisserais pas subsister un seul. Je ne le peux pas, c'est bien malheureux ; et alors, que voulez-vous ? Il faut faire comme Gribouille... Il faut nous précipiter dans la presse quotidienne, de peur d'être noyés par la mauvaise presse (2). » Le pays de Louis Veuillot et d'Édouard Drumont possède une importante presse catholique ; néanmoins les rédacteurs de *La Croix* reprochent souvent à leurs coreligionnaires de ne pas en comprendre la nécessité, de laisser dans toute la France l'avantage à la presse anticléricale ou neutre (3). En Allemagne, au contraire,

(1) *Temps*, 18 juin 1932.
(2) Cité par Lacoste, *Le P. François Picard* (1932), p. 349. — (3) V. CL.

le parti du Centre, secondé par le clergé, a pendant un demi-siècle assuré à ses journaux une véritable puissance. En Angleterre, quand le catholicisme se réveilla au XIXe siècle, un de ses fidèles, lord Acton, encouragea la naissance de feuilles orthodoxes, mais conservant leur autonomie vis-à-vis de l'épiscopat.

Le protestantisme, dans tous les pays et dans tous ses groupements, a su employer la presse religieuse. Elle débuta aux États-Unis en 1808 avec un périodique paru à Portsmouth, dans le New Hampshire ; depuis lors, toutes les « dénominations », toutes les sectes ont voulu avoir leurs hebdomadaires ou leurs quotidiens, employant les moyens américains, les meetings et les annonces, pour gagner des adhérents nouveaux et réunir les ressources nécessaires au culte (1). Il y a dans divers pays une presse juive, tantôt purement religieuse, tantôt animée de cet esprit nationaliste qui s'est conservé dans les juiveries de l'Europe orientale et dans les quartiers hébraïques de New-York.

La vie intellectuelle ne se contente plus des revues paraissant tous les quinze jours ou tous les mois ; les hebdomadaires littéraires, artistiques, surtout scientifiques vont se multipliant. Ceux qui préfèrent les joies du sport ont fait l'éclatant succès de la presse sportive. Les intérêts matériels sont encore mieux représentés. La presse financière compte de nombreux organes (on en relevait environ 300 pour la France en 1930), depuis les feuilles de réclames peu scrupuleuses jusqu'aux journaux sérieux rédigés par des techniciens compétents ; quelques-uns de ces derniers sont des quotidiens, comme le *Financial Times* à Londres ou *L'Information* à Paris. Et que dire des publications de la presse corporative et technique ?

Il y a aussi des journaux pour tous les âges. La jeunesse universitaire, par exemple, rédige et lit les journaux d'étu-

(1) V. **XXII**, p. 19 et 91.

diants. En 1880, on signalait aux États-Unis 220 organes du « College Journalism » (1). En 1890 un statisticien belge donnait une liste, certainement incomplète, de 107 journaux d'étudiants pour l'Europe (2). Depuis lors, ces journaux se sont beaucoup multipliés (3). Enfin il faudrait signaler bien d'autres catégories, depuis les journaux pour enfants jusqu'aux journaux pour aveugles, depuis les journaux pour mendiants jusqu'aux journaux pour détenus.

Cette multiplication des périodiques spéciaux n'a pas nui aux journaux du type ancien, mais elle les a obligés à étendre leur domaine, à créer des rubriques nouvelles. Les grands quotidiens ont eu leur page sportive, leur page littéraire, leur page technique ; ils se sont annexé des suppléments littéraires, scientifiques, pédagogiques, afin de satisfaire à toutes les curiosités d'un public disposé à remplacer le livre par le journal.

(1) **XXII**, p. 24.
(2) Bergmans, *Essai bibliographique sur les journaux d'étudiants*, Gand, 1890.
(3) En août 1933, pendant que la confédération internationale des étudiants tenait son congrès à Venise, il y eut dans cette ville une conférence de la presse estudiantine, accompagnée d'une exposition.

CHAPITRE V

LA VALEUR MORALE DE LA PRESSE

I

Les critiques des hommes de lettres.

Depuis que les journaux existent, on a contesté leur utilité, leur exactitude, leur valeur morale. Ce débat se renouvela sans cesse à mesure qu'ils devenaient plus puissants ; mais peu à peu les plus délicats, les plus dédaigneux reconnurent qu'on ne pouvait s'en passer. Lacordaire, à qui un ami demandait en 1828 sa collaboration, lui répondit : « Un journal me paraît une affaire *inique*... Les opinions tuent la vérité... Les journaux sont funestes aux talents » (1). Cela ne l'empêcha pas de devenir, deux ans après, un des rédacteurs les plus actifs de *L'Avenir* et, beaucoup plus tard, de reprendre la plume dans *L'Ère Nouvelle.*

Les écrivains français du XIXe siècle ont plus d'une fois mis en scène les journaux et les journalistes (2). La femme d'un des rois de la presse, Delphine de Girardin, écrivit une comédie en vers médiocres, *L'École des Journalistes*, pour montrer les méfaits causés par un article diffamatoire ; la

(1) Cité dans **CLXIX**, p. 7.
(2) Une comédie écrite par Émile Deschamps et Henri de Latouche, *Le tour de faveur* (1818), donne le rôle principal à Verdelin, journaliste influent et sans scrupules.

censure théâtrale interdit la pièce. Balzac fit une place à la presse dans son grand tableau de la société française ; il en parla d'ailleurs avec l'amertume d'un *ultra* exaspéré par la révolution de 1830. *Les Illusions perdues* ont comme héros Lucien de Rubempré, jeune homme pauvre qui vient à Paris chercher fortune dans le journalisme. Un rédacteur acclimaté dans la capitale, Étienne Lousteau, lui révèle toutes les tares de la profession ; lui-même ne parvient à vivre qu'en vendant les billets donnés par les directeurs de théâtres ou les livres envoyés par les éditeurs ; quelquefois il est payé en nature par les commerçants dont il vante les produits. Et voici la scène édifiante à laquelle assiste le débutant. Un homme d'affaires vient d'acheter un journal ; un journaliste connu, Finot, lui propose une association, mais doit pour l'obtenir apporter un capital. Finot s'adresse donc à Lousteau, qui est l'amant de cœur d'une actrice, Florine ; celle-ci fera donner les fonds par son protecteur, un opulent droguiste. Moyennant quoi Finot devient directeur et Lousteau rédacteur en chef.

Balzac fut plus amer encore dans la *Monographie de la presse parisienne* (1842). Il y énumère toutes les variétés du « sous-genre journaliste », en commençant par le « Directeur-rédacteur en chef-propriétaire-gérant », personnage qui « tient du propriétaire, de l'épicier, du spéculateur ». Et Balzac de conclure par cet axiome : « Si la presse n'existait pas, il faudrait ne pas l'inventer. »

Vingt ans plus tard, à l'époque des grandes spéculations de Bourse qui se développèrent sous l'Empire, Émile Augier portait sur la scène les thèmes de Balzac. *Les Effrontés* (1861) représentent un financier véreux, Vernouillet, disqualifié par un procès scandaleux ; il achète un journal et retrouve aussitôt du crédit, des amis et des flatteurs.

On a souvent reproché aux Français l'ardeur qu'ils apportent à se dénigrer eux-mêmes. Il est certain que les romanciers et les dramaturges étrangers sont beaucoup moins

sévères. La comédie faite par Gustave Freytag en 1854 nous montre des publicistes de valeur très diverse ; l'un d'eux, Schnock, offre d'écrire « dans n'importe quel sens », pourvu qu'il soit payé ; mais le héros de la pièce, Bolz, est à la fois un journaliste passionné pour sa profession et un personnage honnête et séduisant. Thackeray, tout comme son contemporain Dickens, connaissait bien le monde des journaux, puisqu'il collabora au *Times*, au *Morning Chronicle*, à d'autres encore. Son *Histoire de Pendennis* décrit le milieu où va naître la *Gazette de Pall Mall.* Le directeur sera le capitaine Shandon, un Irlandais buveur, toujours à court d'argent, qui rédige ses articles à la prison pour dettes ; il choisit comme sous-directeur Finucane, autre Irlandais non moins bohême qui, dans sa misérable taverne, se plaît à décrire les festins des lords et les bals de la *season.* Pendennis, accueilli par une feuille rivale, constate sans plaisir que deux libraires, commerçants avant tout, mènent les hommes de lettres, et que le talent est soumis à l'argent. La satire de Thackeray, bien qu'assez vive, n'a pas la violence de celle de Balzac.

Le journalisme a d'ailleurs fourni leur gagne-pain à beaucoup d'écrivains de valeur ; il est vrai que plusieurs d'entre eux ont souffert d'être astreints à l'article régulier, devant paraître à date fixe, réduit aux dimensions imposées par un secrétaire de rédaction. Charles Lamb, après avoir longtemps fourni chaque jour au *Morning Post* « son *quantum* d'entrefilets spirituels » s'en sépara en 1803 et put écrire aussitôt : « J'ai retrouvé ma santé et ma gaieté qui déclinaient. » Barbey d'Aurevilly, obligé de faire de la critique littéraire dans les quotidiens, écrivait avec tristesse : « Qui se donne exclusivement au journalisme y perd son talent, s'il en a, et mange en herbe le blé de sa gloire, s'il était vraiment fait pour recueillir cette noble moisson (1). »

Tant que les journaux eurent à redouter les persécutions

(1) **CXLVI**, p. 17.

des souverains, tant que la France et l'Allemagne, en particulier, ne connurent pas la liberté conquise par la presse britannique, cette liberté fut réclamée sans relâche par les intellectuels. Ces efforts triomphèrent enfin ; la presse, protégée par l'indulgence du jury, protégée plus encore par l'opinion publique, devint une puissance indépendante des gouvernements, parfois capable de les vaincre. Cette puissance nouvelle a eu désormais ses adorateurs ; elle devait également avoir ses adversaires.

Parmi eux se sont trouvés des critiques délicats, peu soucieux de problèmes politiques et sociaux, mais dévoués à la littérature et à l'art. Ils trouvèrent ample matière à moquerie dans le style des journaux, dans leurs innombrables péchés contre la grammaire ou l'histoire. Ainsi un écrivain qui unissait à la fantaisie du poète l'érudition d'un chartiste, Marcel Schwob, sous le pseudonyme de Loyson-Bridet, se plut à décrire en 1903 les « Mœurs des Diurnales ». Un des plus renommés, dit-il, Jules Janin, a montré jadis Charlemagne dirigeant les croisades, Abélard persécuté par Louis XI ; c'est lui aussi qui parlait de « l'île » de Smyrne ou du Rhône traversant Marseille. A la fin du XIXe siècle le maître par excellence, Francisque Sarcey, a mérité son immense renommée, car il ne comprenait jamais une idée nouvelle. Ses disciples sont dignes de lui : par exemple ce journaliste qui, croyant copier un télégramme, écrivait : « On va expulser de leur couvent les Frères Jésuites Etiam, Manu et Militari. » L'anglais leur est aussi familier que le latin : « de bons journalistes écrivent *Times is money*, le journal le *Times* étant bien connu du public ». Et l'auteur de leur enseigner les élégances qui charmeront le lecteur : ne dites pas « un homme de talent », mais « un homme talentueux » ; ne dites pas « un chasseur » mais « un fusil » ; ne dites pas « un dessinateur, mais « un crayon » (1).

(1) LOYSON-BRIDET, *Mœurs des Diurnales*, 1903, discours liminaire, et p. 92, 137, 198.

C'est la satire spirituelle et inoffensive du journalisme hâtif par un lettré de grande marque. Cette satire, nous la retrouvons bien autrement furibonde chez Octave Mirbeau : il dénonce dans le journalisme tous les vices, « littérature rapetissée aux mesures marchandes du comptoir, art rabaissé jusque dans le plus bas métier, aspirations généreuses étouffées, incroyances étalées, réclames triomphantes payées en argent ou en poignées de main, primant la vérité et faisant taire la franchise... ». Comme on désire toujours ce qu'on n'a pas, Mirbeau indique le remède. Il rappelle que, sous l'Empire, la contrainte imposée par les lois profita au talent des Veuillot et des Prévost-Paradol, des J.-J. Weiss et des Rochefort. Si bien que le fougueux anarchiste s'écrie : « Quand donc se décidera-t-on, pour la réputation, pour la considération, pour l'honneur du journalisme, à nous arracher cette liberté-morbus qui le tue (1) ? »

Les erreurs, les confusions, les inventions de journalistes ignorants ou trop pressés ont bien souvent fait la joie des railleurs. En 1888 le correspondant « parisien » de la *Gazette de Cologne*, parlant des incidents tumultueux qui avaient accompagné les funérailles d'un chef de la Commune, décrivit l'arrivée de *Corbillard* ; il croyait que c'était un nom propre. En 1901 un hebdomadaire de Londres publia le récit du couronnement d'Édouard VII (ajourné à cause de la santé du roi). Un journal français de 1920 raconta longuement l'entrée de Paul Deschanel à Moulins ; il donnait l'article préparé dans ses bureaux, sans savoir qu'un accident avait arrêté en route le Président de la République. On a signalé aussi la place faite, pendant les mois creux de l'été, à certaines supercheries traditionnelles. « Le grand serpent de mer » popularisé par le *Constitutionnel* sous la Restauration n'a-t-il point reparu en 1933 dans les récits d'un journal irlandais ? Quant

(1) Article reproduit dans **CLI.**

aux illustrations, l'emploi croissant de la photographie semblait en garantir l'exactitude ; mais des techniciens avertis ont montré comment s'est développé l'art de falsifier, de « truquer » les images (1).

Le développement de la presse à grand tirage a fourni de nouveaux motifs pour dénoncer la médiocrité morale et intellectuelle des feuilles destinées aux masses ; on a pu invoquer le témoignage de quelques journalistes. Le fondateur du *Petit Journal*, Millaud, disait à Villemessant : « Il faut avoir le courage d'être bête. » Un trust de journaux allemands avait conservé une feuille grave et sérieuse, peu achalandée, à côté des quotidiens populaires. Le rédacteur de la première disait à un confrère : « Comment avez-vous pu donner aujourd'hui une nouvelle à sensation aussi bête ? » ; l'autre lui répondit : « Je dois écrire un journal bête pour que la maison couvre le déficit de votre journal sage (2). »

Plus grave est l'attaque violente contre les individus, la médisance ou la calomnie atteignant tous les détails de leur vie publique ou privée. Nous avons vu Dickens en 1834 signaler ce vice comme répandu partout dans la presse américaine. Depuis 1875 on le montra grandissant dans la presse parisienne. Gambetta dans ses derniers jours dénonçait le mal et montrait aux magistrats le seul moyen d'y remédier. « Frappez comme frappent les magistrats anglais. Si ce pays est entré véritablement en possession, non seulement de la théorie, mais de la pratique de la liberté de la presse, si cette liberté est défendue avec une égale passion par les hommes qui sont au pouvoir et par l'opposition..., c'est que le domaine de la vie privée, c'est que l'honneur des particuliers a rencontré, non pas dans des peines d'incarcération, non pas dans des peines purement physiques et corporelles, mais par la répression pécuniaire, de sérieuses garanties et une véritable sanc-

(1) **LXXXVII**, p. 70 sqq. — (2) **LVII**, p. 70.

tion. » L'indemnité à laquelle le *Times* fut condamné dans l'affaire Pigott allait justifier cette affirmation. Mais les mœurs françaises empêchèrent juges et plaignants de s'engager dans la voie indiquée par Gambetta. La violence dans les polémiques, ne respectant jamais « le mur de la vie privée », se manifesta pendant les débats sur le Panama ; elle devait atteindre à son paroxysme pendant l'affaire Dreyfus.

D'autres critiques, assez indifférents à la politique, ont reproché à la presse de développer le goût de la grivoiserie, de l'immoralité, du scandale. Ce n'est point là une chose nouvelle. Il y avait longtemps que les « causes grasses », les affaires de mœurs, faisaient la fortune d'habiles rédacteurs judiciaires et des journaux qui les employaient. La presse populaire en Amérique et en France d'abord, en Angleterre et en Allemagne ensuite, n'a pas cessé d'exploiter cette mine d'or. Sous Napoléon III, ce sont les classes élevées que Villemessant et ses émules s'appliquaient à conquérir, à s'attacher par les narrations croustillantes et les révélations égrillardes. On devait aller plus loin quand la loi de 1881 eut rassuré ceux qui craignaient encore une répression. L'exemple donné à Paris par le *Gil Blas* trouva de nombreux imitateurs ; pour citer une des formules chères à Léon Bloy, « *Gil Blas* venait de naître et le règne des porcs s'inaugura ». La France fut quelque temps considérée comme ayant le monopole de ce genre d'articles. Mais l'Allemagne ne resta pas en arrière. On a constaté au XXe siècle que certains journaux américains, les *tabloïds* en particulier, trouvaient dans le *sex appeal* une source de profits sérieux. Enfin certains critiques anglais reconnaissent que les admirateurs des romans de Lawrence ne sont plus choqués par la pornographie.

II

Les accusations de vénalité.

Mais la grande accusation sans cesse formulée, sans cesse renouvelée, celle qui domine les débats sur le journalisme, c'est l'accusation de vénalité. La presse, dit-on, est l'esclave de l'argent. Que les journaux aient besoin de suivre des méthodes commerciales, tout le monde le sait ; l'importance et la nécessité des annonces ne sont plus contestées que par quelques puritains vivant hors du monde réel. Mais on se plaint que ce caractère commercial ait fini par conquérir le journal tout entier, par dominer les articles politiques aussi bien que la critique littéraire (1). Nous citerons quelques exemples des polémiques soulevées à ce sujet en France et aux États-Unis.

L'affaire de Panama en 1892 montra que beaucoup de journaux, sous prétexte de publicité commerciale, se faisaient payer de fortes sommes pour célébrer la grande entreprise, ou simplement pour ne pas la combattre. Un des principaux accusés, Charles de Lesseps, laissa entendre que, loin de prendre l'initiative de la corruption, il avait été obligé de financer afin de prévenir des chantages imminents. On n'osa point le démentir.

Quelques années plus tard, ce sont les affaires extérieures qui amenèrent des constatations analogues. Les massacres d'Arménie venaient de s'accomplir, par l'ordre du sultan Abd-ul-Hamid, sans que la presse parisienne en parlât. Un jeune écrivain revenu à Paris après une longue et sérieuse enquête sur place, Victor Bérard, fit connaître en détail les

(1) Comme types de pamphlets particulièrement violents, citons Lajeune-Vilar, *Les coulisses de la presse*, 1895 ; Mouthon, *Du bluff au chantage*, 1908 ; les livres de Talmeyr (**CXCVIII** et **CXCIX**).

scènes d'horreur qui s'étaient déroulées en Orient ; il affirma que le sultan avait payé très cher le silence de certains grands journaux. Ceux-ci eurent soin d'ignorer ces accusations (1).

Toutes les tares du journalisme français furent énumérées peu après par un moraliste sévère, Alfred Fouillée. Ses articles fournirent l'occasion d'une enquête ouverte dans la *Revue politique et littéraire* (communément appelée *Revue bleue*) par M. Henry Bérenger. Il posa la question en termes qui ne révélaient aucun optimisme : « Un journal indépendant, qui ne vive ni de scandales, ni de diffamation, ni de haute finance, un journal dont la parole et le silence ne soient pas tour à tour mis à prix, un journal qui soit également pur de pornographie ou de ploutophilie, nous n'en connaissons malheureusement plus (2). »

Les réponses provoquées par cette enquête sont d'accord sur le mal, mais diffèrent sur les remèdes. Les intellectuels sont les plus inquiets. Anatole Leroy-Beaulieu juge également funestes la presse vénale, la presse pamphlétaire et la presse pornographique. Gabriel Monod se plaint d'une effroyable vénalité. Georges Renard, socialiste convaincu, montre dans la domination de l'argent sur les journaux la conséquence nécessaire du capitalisme. Les hommes politiques sont moins sévères. Jaurès reconnaît ici, comme Georges Renard, la marque de la société capitaliste ; mais il ajoute que, les journaux appartenant à des partis différents, leurs polémiques laissent percer la vérité. Clemenceau pense que, si l'on veut réformer les journaux, il faut réformer d'abord la mentalité de leurs lecteurs, absorbés tous par l'intérêt : « Il s'agit de savoir si les avantages de la liberté du bien compensent les périls de la liberté du mal. J'ai confiance dans l'esprit humain. Je crois à la liberté. »

(1) Victor Bérard, *La politique du sultan*, 1897.

(2) *Revue politique et littéraire*, 30 octobre 1897 (article de Fouillée), et décembre 1897-janvier 1898 (enquête).

Parmi les professionnels, Marc, directeur de *L'Illustration*, voit le salut dans le développement des annonces, pourvu qu'elles soient présentées avec franchise, dans une partie du journal séparée de celle qui est la partie réservée à la rédaction. Drumont affirme la nécessité d'une presse entièrement libre et fait un grief à la magistrature de prendre contre les journalistes la défense des coquins. Bref, malgré la diversité des jugements, il y a un accord à peu près général pour conserver la liberté.

Cette enquête fut suivie de plusieurs autres. Celle de la *Revue naturiste* en 1900 renferme les mêmes contradictions (1). Henry Maret se distingue par son amertume : « Notre presse est en pleine décadence, comme la nation. Après avoir été doctrinaire et après avoir semé des idées, elle n'a plus cherché qu'à amuser. Le jour où les journaux se sont mis à un sou, prix inférieur à ce qu'ils coûtent, ils sont tous tombés aux mains des hommes d'affaires, des spéculateurs. » Mais à côté de lui voici deux directeurs de journaux, Émile Massard et Yves Guyot, qui font preuve d'un optimisme souriant et qui affirment l'influence heureuse de la presse (2).

Vers la même époque divers incidents, connus seulement plus tard, mettaient en relief les rapports du gouvernement russe avec la presse parisienne. Les documents sur cette affaire, trouvés par le gouvernement des soviets et publiés par *L'Humanité* en 1923, ont été réunis dans un volume qui date de 1931 (3). Imprimés dans un journal de combat, pour déshonorer la presse bourgeoise, ils peuvent inspirer de légitimes défiances ; mais le nom du principal rédacteur de ces lettres, Arthur Raffalovich, économiste honnête et consciencieux, ne permet point de les écarter comme négligeables. Il ne

(1) Elle est reproduite dans **CLXV**.

(2) Signalons aussi l'article de H. DE NOUSSANNE, *Que vaut la presse quotidienne française ?* (*Revue hebdomadaire*, juin 1902), et l'enquête de FRÉDÉRIC LOLIÉ dans la *Revue Bleue* (1902).

(3) *L'abominable vénalité de la presse*, 1931.

s'agit d'ailleurs pas de corruption proprement dite. Le gouvernement russe paye très bien les feuilles qui insèrent les listes des tirages d'amortissement de ses titres ; nombreux sont donc les journaux, même parmi les plus grands, qui réclament leur part de cette manne. Raffalovich ne cache point qu'il est « profondément dégoûté et écœuré » par ses relations « avec les journalistes quémandeurs et affamés ».

La littérature devait naturellement s'emparer d'un sujet fait pour intéresser le public. Zola régnait alors ; un de ses disciples et admirateurs, Paul Brulat, lui dédia un livre sur le journalisme intitulé *Le Reporter* (1898) (1). Le roman a pour cadre le bureau d'un journal besogneux ; il met en scène la misère des intellectuels obligés de travailler pour une pareille feuille, et la nécessité pour eux d'exercer des métiers louches à côté. Trois ans plus tard, Paul Brulat revint à la charge dans *La faiseuse de gloire.* Le héros du roman, Pierre Marzans, fait ses débuts dans la presse avec l'enthousiasme d'un républicain ardent et d'un lettré amoureux de l'art d'écrire. Mais partout il trouve l'argent régnant sur les directeurs, sur les rédacteurs, sur les moindres employés ; il voit le succès aller aux habiles, gens aimables et souples, qui savent se plier à toutes les besognes. Un grand directeur lui crie : « Un journal honnête ne peut pas vivre. » Et lui-même, dompté par la misère, se résigne finalement à fabriquer, pour un salaire mensuel dérisoire, les articles qui recevront la signature d'un journaliste notoire, méprisé par tous et redouté de tous (2).

Il serait facile de puiser des citations analogues dans les polémiques violentes qui remplirent les journaux de 1898 à 1906. Contentons-nous de noter un renseignement donné par

(1) Dans la préface, dédiée à Zola, il dit en parlant de la presse : « Il y a en elle autant d'honnêtes gens que dans toute autre carrière. »

(2) Des affiches posées sur les murs de Paris avertirent les passants que tous les grands journaux avaient organisé la conspiration du silence contre *La faiseuse de gloire.*

Jaurès à la Chambre des députés, le 6 avril 1911 : « Il s'est produit, il y a deux ou trois ans, un fait dont l'importance n'a pas été soulignée, et qui a, qui doit avoir, qui aura dans toute notre politique un retentissement funeste. Les bulletins financiers étaient autrefois dispersés, dissimulés, ils étaient à peu près autonomes dans chaque journal... Peut-être aucun ne disait-il la vérité ; mais comme ils la faussaient tous d'une manière différente, cela faisait une sorte de vérité. Maintenant il s'est organisé un trust des bulletins financiers ; c'est une organisation unique, centrale, qui, à la même heure, sur toutes les affaires qui se produisent, donne exactement la même note ; et vous voyez d'ici l'influence formidable qu'exerce nécessairement sur l'opinion une presse qui, par tous les organes de tous les partis, donne à la même heure le même son de cloche, discrédite ou exalte les mêmes entreprises et pousse toute l'opinion, comme un troupeau, dans le même chemin. »

Après la guerre la puissance de la presse, redevenue plus grande que jamais, a soulevé de nouvelles accusations (1). Georges Renard, dans un exposé scientifique sur les fonctions et la vie de cette « reine-esclave » a montré, avec preuves à l'appui, qu'elle est soumise à la tyrannie de l'argent (2). Dans une comédie célèbre, *Topaze*, un « vénérable vieillard » vient se faire payer le silence d'un journal à chantage. En 1932, à propos des affaires de Mandchourie, les organes socialistes ont accusé la grande presse d'accepter les subventions de Tokio pour soutenir la cause du Japon. La puissance de certaines corporations commerciales a été signalée. Tous les partisans du désarmement dénoncent l'influence des « marchands de canons » ; un autre écrivain montre les marchands d'alcool encourageant les journaux à exagérer les maux et les

(1) V., par exemple, l'enquête publiée par un hebdomadaire, *L'Opinion*, en juin-juillet 1922.
(2) CXL, t. II, *passim*.

ridicules de la prohibition américaine, mais à dissimuler soigneusement les mesures utiles prises dans certains pays pour combattre l'alcoolisme (1).

III

Les satires américaines.

Si l'Amérique est le paradis des journaux, la critique des intellectuels indépendants ne les épargne pas. On peut s'en rendre compte en lisant les études brillantes et sérieuses publiées par l'*Atlantic Monthly* au début du xxe siècle (2). Villard constate que la situation économique empêche de créer de nouveaux journaux. Les trusts de presse peuvent donc dominer telle ou telle région sans craindre de concurrents ; la *Western Newspaper Union*, désirant assurer le succès d'un habile politicien démocrate, l'a fait vanter simultanément dans 7 000 publications de tout genre. Il serait difficile aujourd'hui à des novateurs sincères de lancer, puis de propager une réforme impopulaire, comme le fut jadis l'abolition de l'esclavage.

Moncken montre qu'un débutant qui veut se faire connaître dans le journalisme doit surtout « démolir » un personnage en vue ; même s'il poursuit une campagne utile pour le bien public, l'essentiel est de taper sur le *boss*. Il faut aller par degrès, exposer les preuves réunies contre lui une à une, faire durer le plaisir, comme dans un roman-feuilleton. Quand le *boss* est tombé, la foule ne songe plus à la réforme qui servait de prétexte ; et parfois le vaincu peut arriver à se remettre en selle.

Ross affirme que les journaux suppriment souvent des nouvelles importantes pour satisfaire les intérêts des magnats

(1) Daniel Halévy, *Décadence de la liberté*, 1931. — (2) V. CIV.

qui les dirigent ou des annonceurs qui les nourrissent. Un grand industriel de Philadelphie avait commis à New-York des actes coupables ; pas un journal de Philadelphie n'en parla, mais un journal de New-York envoya dans la ville un numéro spécial consacré à ces faits. Dans une cité de l'Ouest, le chef d'une grande maison fut poursuivi pour avoir corrompu un membre de la municipalité ; le procès dura une semaine sans qu'il en fût question dans les cinq journaux de la ville ; seules les feuilles rédigées en allemand, donc lues par un public restreint, publièrent un compte rendu. Dans une grande cité, un témoin certifia que les patrons, pendant une grève, s'étaient arrangés pour amener les grévistes à des actes de violence ; les journaux ignorèrent ce témoignage. Dans un grand journal, les principaux rédacteurs consultaient souvent une liste de seize compagnies où les propriétaires avaient des intérêts ; on ne devait rien dire contre elles. C'étaient les « vaches sacrées ».

« Paracelse » raconte comment il a voulu fonder un journal provincial « sans peur ni faveur », et comment il a dû bientôt subir le joug de l'annonceur, puis du public, enfin capituler devant la compagnie du gaz ; moyennant quoi il s'est assuré une vie confortable.

D'autres écrivains soutiennent que les choses vont de la même façon dans la critique littéraire et théâtrale. Les vrais lettrés, disent-ils, cherchent la sincérité chez les écrivains de Paris, Brunetière ou Anatole France, et renoncent à lire les critiques américains, paralysés par les contrats de publicité que leurs journaux ont conclus avec les grands libraires. Un critique dramatique sérieux, William Winter, attaqua dans la *New-York Tribune* des pièces de bas étage ; quelques gros actionnaires, en même temps annonceurs précieux, firent si bien que le journal dut le congédier.

Un autre collaborateur enfin conduit les lecteurs dans le Grub Street de New-York, où végète une foule d'hommes de

lettres faméliques. Ils se mettent aux gages des syndicats chargés d'approvisionner les journaux du dimanche ; on fabrique ainsi chaque semaine au moins 500 colonnes. Ces ouvriers de lettres, de valeur très diverse, doivent être capables d'écrire sur tous les sujets, toujours avec une connaissance précise du détail. Les gens pratiques ont naturellement l'avantage ; ainsi un journaliste chargé de répondre à cette question : « Où faut-il manger à New-York ? » a réussi pendant un mois entier à se faire nourrir gratis chaque soir dans un restaurant différent.

Ces témoignages peu flatteurs soulèvent d'ailleurs des contradictions. Le grand champion de la presse, Pulitzer, ne dédaigne pas d'intervenir ; il affirme que les journaux rendent service au public en cherchant les formules les plus brillantes, les plus vigoureuses, pour attaquer les coquins. Watterson reproche à Ross de vouloir transformer les journalistes en détectives. S'ils omettent certaines nouvelles nuisibles, s'ils atténuent certains scandales, c'est qu'ils aiment mieux construire que détruire. Le journalisme impersonnel a triomphé en Amérique, mais ce n'est point une preuve de décadence : qui oserait affirmer que le journalisme personnel de France l'emporte en valeur sur le journalisme impersonnel d'Angleterre ?

Ces articles de l'*Atlantic Monthly* avaient paru avant 1914. C'est après la guerre mondiale que le romancier socialiste Upton Sinclair a publié un livre entier contre la presse américaine, *The Brass Check* (1). Notons les traits les plus significatifs de son réquisitoire.

La presse, dit-il, comme tous les pouvoirs en Amérique, est soumise au despotisme de cette oligarchie qu'on appelle de quelques noms symboliques, Wall Street, les Hautes Affaires, les Trusts. Cette oligarchie entretient deux partis

(1) V. CXXIII.

politiques opposés, avec leurs « machines » compliquées, pour amuser les Américains et leur faire croire qu'ils sont libres ; elle domine tous leurs journaux, car ceux-ci vivent des annonces, et les annonces dépendent de la bonne volonté des hommes d'affaires. On punit donc tous ceux qui voudraient faire preuve d'indépendance ; ils sont peu nombreux, car l'Américain éprouve un respect instinctif pour les multi-millionnaires, comme l'Anglais pour les ducs. Les moyens ne manquent pas contre les récalcitrants ; le plus simple est le boycottage des annonces, qu'on employa pour obliger le *Collier's Weekly* à renvoyer l'énergique Robert Collier. Ou bien l'on achète les périodiques et, tout en leur laissant une apparence de liberté, on change la direction. Ainsi furent domptés les magazines indépendants, *Mac Clure*, *Everybody's*, *Success*, *American* et autres, qui avaient essayé au début du siècle de dire la vérité. Quant aux journaux, quelquefois ils entreprennent des croisades utiles au bien public, pour faire augmenter le tirage ; la presse Hearst en a donné plusieurs exemples. Le succès obtenu, on abandonne la campagne, ou bien l'on affirme qu'elle a réussi, mais sans chercher si une réforme utile a été réellement opérée.

Contre les mauvaises têtes, n'importe quelle calomnie est permise. On leur prodigue surtout les accusations d'amour libre, si graves dans la pudibonde Amérique. Si un radical, un socialiste est mêlé à une affaire de divorce, quel régal pour les journaux bien pensants ! Veut-on frapper une association de « farmers » mécontents ? elle est accusée de prêcher la « nationalisation des femmes ». S'agit-il d'ouvriers en grève ? on leur attribue tous les méfaits. S'agit-il de journaux d'immigrés ? On cherche à les corrompre ; s'ils résistent, chacun de crier au bolchevisme.

Mais l'arme la plus forte qu'emploie la presse capitaliste, c'est le silence. On le garde sur tout ce qui pourrait gêner les personnages « respectables ». A-t-on fait la preuve que la

dynamite saisie dans des maisons de grévistes y a été déposée par les agents provocateurs d'un trust ? Silence complet. Paraît-il des nouvelles fâcheuses pour de grands financiers ? L'*Associated Press*, forte de son monopole, s'abstient de les transmettre. Un individu grincheux comme Upton Sinclair attaque-t-il cette puissante agence ? L'*Associated Press* annonce qu'elle va le poursuivre pour calomnie ; après quoi, elle laisse prudemment tomber l'affaire.

Les journalistes honnêtes souffrent de la dégradation morale qui leur est imposée par le métier. Upton Sinclair a soin de reproduire, d'après le sociologue Lester F. Ward, les paroles prononcées en 1895 par un journaliste connu, dans un banquet de la *New-York Press Association* : « Il n'y a pas de presse indépendante en Amérique, sauf peut-être dans les villages. Vous le savez et je le sais. Pas un de nous n'ose écrire ce qu'il croit honnête et, si vous le faisiez, vous savez que ce ne serait pas imprimé... Le métier de journaliste à New-York est de détruire la vérité, de mentir, de calomnier, de se rouler aux pieds de Mammon, de vendre son peuple et son pays pour gagner son pain quotidien. Nous sommes des prostitués intellectuels (1). »

Il serait facile de trouver dans tous les grands pays des accusations du même genre. En Allemagne elles ont été fréquentes, et fondées sur des exemples nombreux. Bismarck jusqu'à sa chute se servit de la presse en la méprisant, et fit usage sans vergogne du « fonds des reptiles » (2). La domination de plus en plus marquée du capitalisme sur les journaux vers la fin du XIXe siècle fut reconnue par tous ceux qui s'en occupaient. On répéta sous des formes diverses le mot de Karl Bücher : « Dans le temple où l'on doit prêcher la justice et la vérité, marchands et vendeurs dressent leurs tables, et, dans des cas où le peuple croit entendre le prêtre incorruptible

(1) CXXV, p. 487. — (2) V. LXXXVI.

du vrai, ce n'est que la voix habilement voilée du charlatan payé qui lui parvient. »

Après la guerre, on l'a vu, l'influence des grands capitalistes sur la presse devint plus forte que jamais, témoin l'extension du trust Hugenberg. Les accusations de vénalité, naturellement, n'ont pas diminué. Un écrivain autrichien appartenant au parti chrétien-social, Eberle, s'est appliqué, avec une véritable passion d'inquisiteur, à constituer le dossier des méfaits commis par une presse incroyante, soumise aux Juifs. Il distribue impartialement ses coups à toutes les nations, non sans commettre de singulières erreurs sur la France et l'Angleterre (1). Mais sur les pays que son origine doit lui permettre de bien connaître, l'Allemagne, la Hongrie et l'Autriche, les témoignages réunis sont précis, nombreux et accablants (2).

Les journaux britanniques eux-mêmes n'ont point échappé à des reproches du même genre. D'ailleurs la concentration croissante opérée par les chefs des trusts de presse est un fait que tout le monde connaît. Au lendemain de la guerre de 1914 un brillant écrivain et polémiste catholique, Hilaire Belloc, publia une brève étude sur la « presse libre ». Le capitalisme issu de la Réforme, dit-il, a complètement asservi la presse ; n'importe quel journaliste peut citer « une centaine d'exemples de suppression voulue ou de mensonge voulu par ses patrons » (3). Ce pouvoir nouveau, dont Northcliffe est le représentant le plus complet, s'est allié avec l'oligarchie des politiciens, de manière à consolider le règne de l'argent.

(1) Il cite, parmi les journalistes juifs de Paris, Hébrard au *Temps*, Capus et Robert de Flers au *Figaro*, Arago au *Petit Parisien* (p. 225). Northcliffe est également d'origine juive.

(2) V. XIX. La débâcle de la Creditanstalt en Autriche a provoqué de vifs débats sur les paiements faits à la presse par cette banque (*Temps* 4 décembre 1931).

(3) CCXXXII, p. 32.

IV

Les mérites de la presse.

Ces témoignages défavorables renferment, sans aucun doute, une grande part de vérité ; ils ne contiennent pas toute la vérité. Dans les pays libres, les journaux soutiennent des partis différents, ils défendent les intérêts de classes opposées ; ce que l'un cache pour des raisons sonnantes, l'autre le dit ; la campagne engagée par une feuille payée à cet effet trouve dans une feuille rivale des ripostes vigoureuses. Même si la vérité, cachée par un journal tirant à 500 000, est révélée par un journal tirant à 10 000, peu à peu elle arrive au grand public. Hilaire Belloc le constate malgré son pessimisme : les mouvements pour le suffrage des femmes en Grande-Bretagne ou contre l'esclavage des Jaunes dans l'Afrique du Sud ont assez vite conquis la force nécessaire pour briser la conspiration du silence. Parmi les magnats qui dirigent les trusts de presse, les plus intelligents ont compris la nécessité de laisser à chaque organe important la liberté de la rédaction, seul moyen de conserver un public fidèle.

On a constaté d'ailleurs que la grande presse, aux tirages énormes, est loin d'être la seule, ni même la plus influente. Écoutons un témoin bien informé. Le président de l'association de la presse de l'État de New-York, Conrath, vantait au congrès de Genève, avec un optimisme tout américain, le travail fait par ses confrères : « Je ne crois pas, disait-il, que, dans l'Amérique d'aujourd'hui, aucune profession ait un idéal plus élevé que le journalisme. » Il en attribuait le principal mérite à la presse rurale. Elle comprend plus de 12 000 organes, la plupart hebdomadaires. Il n'existe guère de commune de 1 000 habitants sans un journal à elle ; quelquefois un groupe de 100 habitants possède une feuille. Le journaliste gagne

honorablement sa vie, car tous les habitants sont des abonnés, la plupart des commerçants lui donnent des annonces. On laisse de côté les crimes, on néglige les luttes de partis, mais on raconte en détail les affaires de la commune. Le plus humble citoyen sait que son mariage ou tout autre événement notable de sa vie sera ainsi connu du public ; tous lisent le journal d'un bout à l'autre, parce qu'il parle de choses et de gens qui les intéressent. Les petites feuilles de ce genre, conclut Conrath, ont résisté pour la plupart à la concurrence des grands quotidiens ; elles demeurent précieuses pour le développement d'une société démocratique (1).

Sans présenter les mêmes caractères qu'en Amérique, la presse locale a survécu ailleurs. A l'École de journalisme de Paris, des conférenciers au courant de la vie provinciale ont montré l'influence très réelle exercée en France par les petits journaux hebdomadaires ; le rédacteur connaît tout le monde, il est connu de tous. Aussi possède-t-il souvent une action électorale plus grande que le puissant journal de Paris, si riche en nouvelles sensationnelles. L'influence de la grande presse n'est point proportionnelle au nombre de ses exemplaires. Lors des élections législatives de 1906 en Grande-Bretagne, presque tous les quotidiens de Londres firent campagne pour les conservateurs ; et cependant le parti libéral remporta une victoire écrasante. En France, la grande presse parisienne d'information, favorable aux modérés, n'a pas empêché les élections de 1924 ni celles de 1932. En Amérique, le grand maître de la presse jaune, W. R. Hearst, n'a jamais réussi à se faire élire gouverneur de l'État de New-York. Plus un journal devient une entreprise industrielle et lucrative, moins il est capable d'entreprendre les campagnes vigoureuses qui risqueraient de lui aliéner des groupes importants de la population. Il se borne donc à donner des nou-

(1) V. **XIV**, p. 124 sqq. V. une étude minutieuse et objective sur cette presse rurale dans **CXXVI**.

velles ; c'est prudent, car le développement de l'instruction et de la vie politique a rendu les lecteurs moins dociles et moins crédules. En 1898 déjà, M. Raymond Poincaré notait ce fait : « L'ouvrier, le paysan commencent à se dire qu'un article de journal n'a pas plus d'importance qu'une conversation dans un café. » Et, se fiant au bon sens de la majorité, il concluait : « Le dernier mot finira toujours par rester à la raison et à la vérité (1). » A la même époque un sociologue éminent, Gabriel Tarde, examinant le bien et le mal faits par la presse, constatait que le « public » lisant un journal l'emporte en intelligence et en esprit critique sur la « foule » écoutant un orateur (2).

L'évolution sociale a d'ailleurs produit parfois dans la presse les mêmes effets que dans le monde industriel. Si elle augmentait la force du capitalisme, elle créait des syndicats résolus à lui résister. Les associations de presse, quoique jeunes encore, sont arrivées à constituer une Fédération internationale. Elles ont développé chez les journalistes non seulement le souci de leurs intérêts matériels, mais le sentiment de leur dignité. On a vu avec quel soin ils étudient la « clause de conscience » à faire figurer dans les contrats. Beaucoup parmi eux reviennent ainsi à la conception du « sacerdoce de la presse », jadis populaire, et que l'on croyait démodée. Il suffit de lire le *Credo* formulé par le doyen des écoles de journalisme américaines, Walter Williams : « Je crois en la profession du journalisme... Je crois que le journal public est une mission de confiance publique ; que tous les hommes en rapport avec le journal sont, dans la pleine mesure de leur responsabilité, des mandataires *(trustees)* pour le public ; qu'accepter un service moindre que le service public, c'est trahir cette mission... (3). »

Le pays où la presse a commis les plus grands abus est

(1) *Revue politique et littéraire*, 11 décembre 1897.
(2) TARDE, *L'opinion et la foule*, 1901. — (3) CXXVII, préface.

également celui où l'on poursuit les tentatives les plus sérieuses pour combattre les effets d'une concurrence commerciale dénuée de scrupules. Le *New-York Times* avait acquis, dès la fin du XIXe siècle, une juste renommée en refusant les offres dorées que lui faisaient les chefs de Tammany Hall pour obtenir son appui ou son silence. Il a pris comme règle la séparation, dans chaque numéro, de la partie politique et de la partie commerciale, des articles et des annonces. D'autres journaux importants ont suivi cet exemple. On a même essayé d'améliorer l'annonce, d'écarter les réclames connues comme mensongères, d'appliquer la règle du « *Truth in Advertising* ». On a particulièrement fait la guerre à ces remèdes quasi miraculeux que les charlatans prônent dans les pages d'annonces des journaux et des magazines. Le trust Scripps-Mac-Rae nomma en 1903 un censeur chargé d'épurer les annonces dans tous les journaux de la « chaîne », et sacrifia de cette manière environ 500 000 dollars en un an. De son côté, la réunion des grandes agences de publicité *(Associated Advertising Clubs of the World)* adopta en 1914 des règles communes destinées à combattre le mensonge et la fraude (1).

On a cherché des améliorations pareilles dans la partie du journal confiée aux rédacteurs. Pulitzer institua en 1913 au *World* un bureau spécial chargé d'examiner les plaintes reçues à propos de nouvelles inexactes ; quand l'une d'elles était reconnue fondée, on publiait une rectification. Plusieurs journaux consacrent à cet objet une colonne spéciale, celle du « Beg You Pardon ». Les écoles de journalisme s'appliquent à faire l'éducation morale de ceux qui entrent dans la profession. Divers groupements de journalistes, appartenant à un État ou même à toute l'Union, publient un « code de morale » accepté par leurs membres. Tel est celui que promulguait en 1923 l'*American Society of Newspapers editors* (2).

(1) **C**, chap. XVI. Cf. **XXII**, p. 366 sqq. — (2) V. l'appendice de **CV**.

La profession de journaliste a développé chez un grand nombre de ceux qui l'exercent un courage professionnel s'élevant parfois jusqu'à l'héroïsme. Nombreux sont les correspondants de guerre morts sur les champs de bataille. On a vu pendant la grande guerre, dans une ville comme Belgrade, les rédacteurs continuer leur travail sous le bombardement, changeant de local quand leur bureau était démoli. Le *New-York World* a dans ses bureaux une plaque de bronze rappelant le nom du reporter qui, blessé en 1913 dans un accident de chemin de fer, fit envoyer la nouvelle au journal avant de demander qu'on prévînt sa famille (1). En Californie, à l'époque héroïque de la découverte des mines d'or, un journal dénonçant les crimes des aventuriers accourus vers cet Eldorado fut composé par des hommes qui écrivaient avec leur revolver à côté d'eux, prêts à repousser une attaque. Dans les époques de paix les journalistes ne courent pas les mêmes dangers ; mais innombrables ont été ceux qui firent en prison des séjours plus ou moins longs, pour avoir voulu exprimer leur pensée. La presse clandestine, autrefois et aujourd'hui, a trouvé des volontaires prêts à tout souffrir. Et même quand le péril est moins grand, il faut souvent beaucoup de constance et de sang-froid aux hommes qui veulent connaître et dire la vérité. Un Américain affirmait en 1929 que, sur plus de cent cinquante correspondants de journaux à lui connus, appartenant aux pays anglo-saxons, beaucoup avaient dû subir la prison, l'expulsion, ou s'étaient vus menacés de ces peines dans une Europe continentale retombée sous les régimes de dictature (2).

Ce mélange de bien et de mal, de mercantilisme et de conscience professionnelle, a été résumé avec autant d'esprit que de justesse par un des plus brillants représentants de la presse parisienne, Robert de Jouvenel. *Le journalisme en*

(1) **LXXXXVIII**, p. 381.
(2) SELDES, *The Truth behind the News*, Introduction, Londres, 1929.

vingt leçons a pour but de prévenir les illusions de ceux qui veulent entrer dans la carrière (1). Qui trouvent-ils à la tête du journal ? Le directeur, occupé de besognes multiples, en relations avec les milieux les plus divers, doit aussi administrer un budget de plusieurs millions. « C'est seulement quand il en aura fini avec ses comptables qu'il pourra commencer à s'occuper de ses rédacteurs. » Le commanditaire « tente une spéculation ou s'accorde un luxe ». L'administrateur « est surtout préposé aux contrats de publicité et à l'organisation de la vente ». C'est le secrétaire de la rédaction qui fait vraiment le journal ; dans un journal du matin, couché à six heures, levé à quatre heures de l'après-midi, c'est de minuit à cinq heures qu'il exerce une toute-puissance redoutable. Ce rond-de-cuir traditionnaliste, surchargé de copie, songe surtout à écarter les articles inutiles, à couper les articles trop longs. Robert de Jouvenel continue longtemps cette énumération impitoyable. « Ne vous dissimulez point, dit-il aux débutants, que le public a horreur de toute vérité nouvelle. »

Et puis, après avoir accumulé critiques et reproches, il ajoute : « Ceci dit, oserai-je écrire ingénument que le métier de journaliste — qui est peut-être le plus dénigré de tous — demeure le plus beau à mes yeux ?... Faites le compte des grandes découvertes que la presse a révélées, des grandes infamies qu'elle a dévoilées, des grands méconnus qu'elle a consolés, des grands parvenus qu'elle a renversés. Elle a publié les torts de beaucoup de grands hommes, mais elle a limité les audaces de beaucoup de malhonnêtes gens. Elle s'est trompée souvent, mais jamais tout entière, et la vérité a fini par sortir du tumulte de ses libertés confrontées. »

Robert de Jouvenel a développé ainsi gaîment le mot du grave Royer-Collard : « Le bien et le mal de la presse sont inséparables. » Les pires violences du journalisme ont trouvé

(1) V. CLXXXI.

chez les hommes d'État une appréciation indulgente. A l'époque où le second Empire imposait le silence à tous les opposants, Thiers disait à l'économiste Senior : « J'aime mieux être gouverné par d'honnêtes gens qu'on traite comme des voleurs que par des voleurs qu'on traite en honnêtes gens. » En 1933, un chef du gouvernement français faisait sienne cette parole de Jefferson : « Je suis trop heureux de cette censure continuelle qu'exercent les journaux contre mon administration, car, parmi toutes les violences dictées par la passion, il peut se trouver une vérité, et j'en profiterai. »

CONCLUSION

Le journal est répandu aujourd'hui sur toute la surface du globe ; des masses toujours plus nombreuses ont besoin de cette nourriture quotidienne. Partout les gouvernants trouvent naturel non seulement de s'en servir, mais d'y collaborer. Dans les pays libres, tous les chefs de parti sont des journalistes réguliers ou occasionnels ; il suffit de citer, dans la France de 1934, un André Tardieu, un Édouard Herriot, un Léon Blum. Les chefs de gouvernements autoritaires ne restent point en arrière : M. Mussolini, par exemple, non content de donner ses directives à la presse italienne, écrit souvent dans les journaux étrangers. Tout gouvernement a son bureau ou ses bureaux de presse en contact permanent avec les quotidiens. Pour les diplomates, la presse fut longtemps l'ennemie ; aujourd'hui, à Genève comme dans toutes les capitales du monde, ils lui donnent presque chaque jour des renseignements ou des suggestions.

Les hommes de lettres ne songent plus à établir une barrière entre la littérature et le journalisme. « Le journalisme est la plus haute forme de la littérature », a dit Bernard Shaw ; sans aller jusque-là, romanciers et dramaturges répondent volontiers à l'appel des journaux, quand ils ne le sollicitent pas. Alfred Capus et Robert de Flers ont été rédacteurs en chef d'une grande feuille parisienne. Les plus notables des lettrés se plaisent à faire des essais, des chroniques, en y apportant leur conscience d'artistes. Macaulay, en 1842, blâmait Albany Fonblanque de réunir en volumes des articles faits pour être oubliés ; aujourd'hui ces recueils figurent parmi les livres les plus intéressants et les plus recherchés. Le *Times* fonda sa renommée en insérant des lettres de personnages

qualifiés sur toutes les questions importantes ; maintenant les maîtres de la science, de l'archéologie, de l'économie politique se chargent volontiers d'exposer aux lecteurs des journaux leurs idées et leurs découvertes. Les historiens reconnaissent l'importance de la presse comme source documentaire et s'efforcent de réunir, de sauver les recueils de journaux anciens ; quelques-uns redoutent que le papier de bois, sujet à l'usure, ne permette pas de conserver longtemps les journaux modernes (1).

Le journal possède ainsi une popularité universelle, dans l'élite comme dans la foule. Que lui réserve l'avenir ? Conservera-t-il la liberté qu'il a conquise dans une grande partie du monde ? Ou bien deviendra-t-il un service public, sous l'autorité de l'État, comme en Italie et dans l'Union soviétique ? Sera-t-il un simple recueil de nouvelles, revenant ainsi à la conception de Théophraste Renaudot, ou restera-t-il un organe de propagande et de polémique ? Le caractère commercial étouffera-t-il complètement le caractère politique, ou bien éditoriaux et annonces continueront-ils à coexister ? Faut-il croire, comme certains l'affirment, que l'abondance parfois excessive des informations rendra son crédit et sa vitalité à la presse d'opinion ? D'autre part, le journal trouvera-t-il des concurrents ? Depuis cent ans il a su mettre à profit le chemin de fer, le télégraphe, le téléphone, la T. S. F. ; il commence à utiliser l'avion. Réussira-t-il de même avec des inventions plus récentes ? Les progrès de la T. S. F. ont donné depuis peu naissance au journal parlé ; puis on a vu apparaître le journal cinématographié. Les quotidiens imprimés n'auront-ils point à en souffrir ? Autant de questions que nous nous bornons à poser, sans chercher à devancer les réponses que l'avenir leur donnera.

(1) Un bibliothécaire, M. Boutillier du Retail, a fait en mai 1934 à l'Académie des sciences morales une communication sur les moyens d'utiliser la presse comme source historique.

BIBLIOGRAPHIE

Une bibliographie complète exigerait à elle seule un gros volume. On ne trouvera ici, à part quelques instruments de travail et quelques livres généraux, que les écrits cités dans le cours du présent ouvrage. Ils se rapportent surtout aux quatre pays qui font l'objet principal de notre étude (1).

Les livres français indiqués sans lieu de publication sont édités à Paris, les livres anglais à Londres. Quand le format n'est pas précisé, il est in-8° (2).

GÉNÉRALITÉS

BÖMER (Karl), *Internationale Bibliographie des Zeitungswesens*, Leipzig, 1932 I

Ce livre, préparé à l'Institut de journalisme de l'Université de Berlin, comprend une première partie sur l'Allemagne (163 pages), et une seconde consacrée à 55 pays étrangers (135 pages). Celle-ci est sommaire et incomplète ; néanmoins ce premier essai de bibliographie internationale est appelé à rendre des services (3).

LAURIN (Arne), *Vseobecné dejiny periodického tisku (Histoire générale de la presse périodique)*, Prague, 1932.................... II

Le rédacteur en chef de la *Prager Presse* possède une collection de livres sur le journalisme qui est célèbre en Europe. Après un catalogue d'ouvrages sur la législation de la presse, il en donne ici un nouveau (avec les titres dans la langue originale), qui est une véritable bibliographie de l'histoire de la presse.

International Bibliography of Historical Sciences, Paris et Washington, 1930-1933.. III

Cette bibliographie, publiée par le Comité international des sciences historiques, comprend jusqu'ici quatre volumes, sur les années 1926, 1927, 1928 et 1929. Chacun renferme une section consacrée à la presse périodique.

PÉRIODIQUES

Bulletin of the International Committee of Historical Sciences, Paris et Washington, depuis 1926.......................... IV

(1) Je remercie M. Marc Jaryc des renseignements que m'a fournis sa vaste érudition bibliographique.

(2) J'indique les éditions dont je me suis servi.

(3) Voir la critique de ce livre par MARC JARYC dans *Revue des bibliothèques*, 1934.

Il donne (janvier 1930) les premiers rapports de la commission chargée par le congrès d'Oslo de préparer une bibliographie rétrospective de la presse. D'autres numéros contiennent des indications de livres nouveaux sur le sujet.

Bulletin de la Coopération intellectuelle, devenu depuis le n° 17 (1932) *La Coopération intellectuelle*........................ **V**

Publié par l'Institut international de coopération intellectuelle, il suit les rapports de la presse avec la Société des Nations.

Bulletin bibliographique de documentation internationale contemporaine, Paris.................................... **VI**

Publié depuis 1922 par la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, au château de Vincennes (1).

Zeitungswissenschaft.................................... **VII**

Cette revue, publiée à Berlin depuis 1926, sous la direction de Karl d'Ester et de Heide, contient des articles historiques sur l'Allemagne avant tout, mais sur d'autres pays également.

La plupart des pays ont des Annuaires de la presse, qui ne sont pas indiqués ici. Le *Political Handbook of the World*, de Mallory (New-York), donne dans le volume paru pour 1933 des renseignements sur les journaux..................... **VIII**

HISTOIRES GÉNÉRALES

De Bock, *Le journal à travers les âges*, Bruxelles, 1907........... **IX**

Chambure (A. de), *A travers la presse*, 1914.................... **X**

Parisi (Pasquale), *Il giornale e il giornalismo*, Naples, 1919...... **XI**

Sury d'Apremont (Paul de), *La presse à travers les âges*, Paris et Lille, 1929.. **XII**

Ces essais, très sommaires, n'ont pas de caractère scientifique.

LIVRES GÉNÉRAUX

Pressa. Kulturschau am Rhein, Cologne, 1928, 4°............... **XIII**

L'Exposition internationale de la presse à Cologne (1928) a suscité de nombreux travaux historiques. Le livre indiqué ici donne un tableau de la presse allemande. Comme exemples d'autres études faites à cette occasion, citons Botcharov, *Die Entwicklungswege der russichen Presse*, 1621-1928 (Moscou, 1928), et *Sweden International Press Exhibition* (Stockholm, 1928).

The Press Congress of the World in Switzerland, Columbia (Missouri), 1928.. **XIV**

(1) La Bibliothèque de la guerre, à Vincennes, a d'importantes collections de journaux du xxe siècle. Elle les fait connaître dans ses catalogues méthodiques, catalogue du fonds allemand (1921-1923, 4 vol.), du fonds russe (1932), etc.

Ce compte rendu d'un congrès tenu à Genève en 1926 contient des indications sur plusieurs pays.

Nord und Süd, 1930 .... **XV**

Articles parus dans cette revue sur le journalisme d'une dizaine d'États.

Les conditions de travail et de vie des journalistes. Études et Documents, série L, nº 2, Genève, 1928 .... **XVI**

Enquête du Bureau international du travail, résumée par Artus dans *Revue internationale du travail*, janvier 1929.

ARBOUIN, *Les nations d'après leurs journaux*, 1917 .... **XVII**

DOVIFAT, *Zeitungswissenschaft*, Berlin, 1931, 2 vol. in-16 .... **XVIII**

EBERLE, *Grossmacht Presse*, Vienne, 1920 .... **XIX**

GARR (Max), *Die wirtschaftlichen Grundlagen des modernen Zeitungswesens*, Vienne et Leipzig, 1912 .... **XX**

LAUZANNE (Stéphane), *Sa Majesté la presse*, 1925 .... **XXI**

SALMON (Lucy Maynard), *The Newspaper and the Historian*, New-York, 1923 .... **XXII**

SCHWEDLER, *Das Nachrichtenwesen*, Gotha, 1925 .... **XXIII**

SCOTT (Jonathan F.), *The Press and foreign Policy* (*Journal of Modern History*, décembre 1931) .... **XXIV**

WEILL (Georges), *Les récents travaux sur l'histoire de la presse* (*Revue d'histoire économique et sociale*, 1932) .... **XXV**

LÉGISLATION

BRUNS-HAENTZSCHEL, *Die Pressgesetze des Erdballs*, Berlin .... **XXVI**

Recueil en cours de publication depuis 1928 : les fascicules parus concernent l'Allemagne, la Grande-Bretagne, puis les pays scandinaves, etc.

SHEARMAN et BAYNER, *Press Laws of foreign Countries*, 1926 .... **XXVII**

Code de la presse (Petite collection Dalloz), 1909, in-16 .... **XXVIII**

POTULICKI, *Le régime de la presse*, 1929 .... **XXIX**

PUBLICITÉ

DATZ, *Histoire de la publicité*, I, 1894 .... **XXX**

VERGNE, *La publicité*, 1910 .... **XXXI**

VATHELET, *La publicité dans le journalisme*, 1911 .... **XXXII**

HOTCHKISS, *An outline of Advertising*, New-York, 1933 .... **XXXIII**

LES « NOUVELLES » (XVe et XVIe siècles)

ANCEL (Dom René), *Étude critique sur quelques recueils d' « avvisi »*, 1908 (École française de Rome. Mélanges d'archéologie et d'histoire, XXVIII) .... **XXXIV**

DRESLER, *Ueber die Anfänge der gedruckten Zeitungen*, Munich, 1929 .... **XXXV**

FATTORELLO, *Le origini del giornalismo in Italia*, Udine, 1929 .... **XXXVI**

Halle, *Neue Zeitungen... von 1470 bis 1820* (introduction de Dresler), Munich, 1929.. **XXXVII**
Heide, *Die älteste gedruckte Zeitung*, Mayence, 1931............ **XXXVIII**
Klarwill, *Fugger-Zeitungen*, Vienne, 1923 .... **XXXIX**
Kleinpaul, *Die Fugger-Zeitungen*, Leipzig, 1921 .... **XL**
— *Das Nachrichtenwesen der deutschen Fürsten im 16 und 17 Jahrhundert*, Leipzig, 1930.. **XLI**
La Pilorgerie, *Campagne et bulletins de la grande armée d'Italie*, Paris et Nantes, 1866.................................... **XLII**
Secunda fiera internazionale del libro. Catalogo della mostra storica del giornalismo italiano, Florence, 1925 .... **XLIII**
Rosenthal, *Zeitungen und Relationen des XV bis XVIII Jahrhunderts* (introd. de Karl d'Ester), Munich, 1928, in-4°........ **XLIV**
Seeman, *Neue Zeitung und Volkslied (Jahrbuch für Volksliedsforschung*, 1932*)* .... **XLV**
Shaaber, *Some Forerunners of the Newspaper in England, 1476-1622*, Philadelphie et Londres, 1922 .... **XLVI**
Van Houtte, *Un journal manuscrit intéressant* (*1557-1648*), Bruxelles, 1926 (extrait du *Bulletin de la Commission royale d'histoire*, t. LXXXIX) (1) .... **XLVII**

ALLEMAGNE

BIBLIOGRAPHIE

Bömer, *Bibliographisches Handbuch der Zeitungswissenschaft*, Leipzig, 1929 .... **XLVIII**

L'ouvrage cité de Bömer (I) peut être considéré, dans la partie relative à l'Allemagne, comme une seconde édition, revue et complétée, de ce manuel.

Standortskatalog wichtiger Zeitungsbestände in deutschen Bibliotheken, Leipzig, 1933................................ **XLIX**

HISTOIRES GÉNÉRALES

Prutz, *Neue Schriften. Zur deutschen Literatur und Kulturgeschichte*, I, Halle, 1854.. **L**
Salomon (Ludwig), *Geschichte des deutschen Zeitungswesens*, Leipzig, 1900, 3 vol... **LI**
Schottenloher, *Flugblatt und Zeitung*, Berlin, 1922 .... **LII**
Dovifat, *Die Zeitungen*, Gotha, 1925........................... **LIII**
Groth, *Die Zeitung*, Mannheim, 1928, 4 vol. gr. in-8°.......... **LIV**

Cet ouvrage traite du journal en général, mais emprunte presque tous ses exemples à la presse allemande. Le tome IV contient 200 pages de bibliographie.

(1) V. aussi les histoires générales indiquées plus loin, surtout **LII, CCVII, CCX, CCLXX, CCLXXIII** et **CCLXXXIII**. — La Suisse possède une des plus importantes collections de feuilles volantes du xvie siècle, la collection Wick, à Zurich.

MONOGRAPHIES

BAMBERGER, *The German daily Press* (*Nineteenth Century*, vol. XXVII, janvier 1890) LV

BANDMANN, *Die deutsche Presse und die Entwicklung der deutschen Frage*, 1864-1866, Leipzig, 1910 LVI

BERNHARD (Ludwig), *Der Hugenberg-Konzern*, Berlin, 1928...... LVII

BINGEL, *Das Theatrum Europæum*, Berlin, 1909 LVIII

BÖHM, *Ludwig Wekhrlin* (1739-1792), Munich, 1893 LIX

BÜCHER (Karl), *Die deutsche Tagespresse und die Kritik*, Tübingen, 1927 LX

ECKHARDT (Hans von), *La presse allemande de nos jours* (*Revue de Paris*, 1er avril 1932) LXI

FRIEDLÄNDER (Ernst), *Berliner geschriebene Zeitungen aus den Jahren 1713 bis 1717 und 1735*, Berlin, 1902 LXII

GEIGER (Ludwig), *Berlin, 1688-1840*,, Berlin, 1892, 2 vol........ LXIII

Geschichte der Frankfurter Zeitung, 1856-1906, Francfort, 1906 LXIV

GIESEN, *Der Zeugniszwang gegen die Presse*, Francfort, 1906..... LXV

GILLOT, *Le règne de Louis XIV et l'opinion publique en Allemagne*, Paris, 1914 LXVI

GOERRES, *Politische Schriften*, I, Munich, 1854 LXVII

HAMMANN, *Bilder aus der letzten Kaiserzeit*, Berlin, 1922, gr. in-8° . LXVIII

HECKEL, *Die Schlesichen Provinzialblätter von 1785-1849*, Breslau, 1921 LXIX

HEYCK, *Die Allgemeine Zeitung*, Munich, 1898........ LXX

KEMMERLING, *Studien zur Geschichte des älteren Kölner Zeitungswesens*, Bonn, 1911 LXXI

KOHNT (Oswald), *Zeitungen und Zeitschriften als Handelsgut*, Vienne, 1930 LXXII

KNESEBECK (Rudolf Gottschalk von dem), *Die Wahrheit über den Propagandafeldzug und Deutschlands Zusammenbruch*, Munich, 1927 LXXIII

KRUCHEN. *Zensur une Zensoren an rheinischen Zeitungen in der vormärzlichen Zeit. 1814-1848* (Dusseldorfer Jahrbuch, 1928)... LXXIV

LASSALLE (Ferdinand), *Die Feste, die Presse und der Frankfurter Abgeordnetentag*, Dusseldorf, 1863, in-16 LXXV

LEMPRID, *Die Anfänge des parteipolitischen Lebens und der politischen Presse in Bayern unter Ludwig*, I, Strasbourg, 1912.... LXXVI

MEHRING, *Geschichte der deutschen Sozialdemokratie*, Berlin, 1922, 12e édit., 4 vol........ LXXVII

MEUNIER et JESSEN, *Das deutsche Feuilleton*, Berlin, 1931....... LXXVIII

MÜLLER (Leonhard), *Geschichte der Breslauer Zeitungen von 1742-1871*, Breslau, 1907 LXXIX

NICOLAÏ, *Nachrichtendienst, Press und Volksstimmung im Weltkrieg*, Berlin, 1920........ LXXX

OPEL, *Die Anfänge der deutschen Zeitungspresse 1609-1650*, Leipzig, 1875 LXXXI

PUFENDORF, *Briefe an Christian Thomasius*, p. p. GIGAS, Munich, 1897 LXXXII

SCHIERSE, *Das Breslauer Zeitungswesen vor 1742*, Breslau, 1902.. LXXXIII
SCHMIDT (Charles), *Le Grand-Duché de Berg*, Paris, 1905........ LXXXIV
SCHÖNE, *Die Zeitung und ihre Wissenschaft*, Leipzig, 1928....... LXXXV
SCHULZE (Heinz), *Die Presse im Urteil Bismarcks*, Leipzig, 1931.. LXXXVI
STIEVE (Willy), *Das Bild als Nachricht*, Berlin, 1933............ LXXXVII
STOKLOSSA, *Der Arbeitsmarkt der Redakteure. Schmoller's Jahrbuch*, 1911 LXXXVIII
TRAUB (Hans), *Grundbegriffe des Zeitungswesens*, Stuttgart, 1933. LXXXIX
UMBACH, *Die deutschen moralischen Wochenschriften und der Spectator*, Strasbourg, 1911 XC
WAHL (Hans), *Geschichte des Teutschen Merkur*, Berlin, 1914..... XC
WETZEL AUS GERNSBACH, *Geschichte der Katholischen Presse Deutschlands im 18 Jahrhundert*, Heidelberg, 1912............ XCI

ÉTATS-UNIS

BIBLIOGRAPHIE

BRIGHAM (Clarence S.), *Bibliography of American Newspapers* 1690-1820, Worcester, 1927.............................. XCIII
CANNON, *Journalism. A Bibliography*, New-York, 1924 XCIV

Cette bibliographie, dressée d'après le catalogue de la bibliothèque publique de New-York, signale des livres sur la presse de tous les pays, mais surtout sur celle des nations anglo-saxonnes.

— *Journalism Quarterly, Devoted to investigative Studies in the Field of Journalism*, Iowa City XCV

Cette revue, créée depuis quelques années pour étudier surtout la vie économique de la presse américaine, renferme parfois des articles historiques.

POOLE, *An Index to periodical Literature*, 3e éd., Boston, 1882, gr. in-4o.. XCVI

Ce très précieux index, continué depuis lors par plusieurs suppléments, sert pour les périodiques de Grande-Bretagne comme pour ceux d'Amérique.

HISTOIRES GÉNÉRALES

HUDSON, *Journalism in the United States from 1690 to 1872*, New-York, 1873 XCVII
PAYNE, *History of Journalism in the United States*, New-York et Londres, 1920 XCVIII
LEE, *History of American Journalism*, Boston, 1923 XCIX
BLEYER (Willard Grosvenor), *Main Currents in the History of American Journalism*, Cambridge (Mass.), 1927 C
MOTT, *A History of American Magazines 1741-1850*, New-York et Londres, 1930 CI
— *American Magazines*, 1865-1880, Iowa City, 1928 CII

MONOGRAPHIES

ADAMS (Henry Foster), *Advertising and its mental Laws*, New-York, 1916 CIII
BLEYER, *The Profession of Journalism*, Boston, 1918 CIV
Recueil d'articles publiés par divers auteurs dans l'*Atlantic Monthly*.
CRAWFORD, *The Ethics of Journalism*, New-York, 1924 CV
DENOYER, *La presse et la vie politique aux États-Unis* (*Revue des Deux Mondes*, 1er octobre 1929) CVI
DETWEILER, *The Negro Press in the United States*, Chicago, 1922. CVII
DOVIFAT, *Der amerikanische Journalismus*, Berlin, 1927 CVIII
DUNIWAY, *The Development of Freedom of the Press in Massachusetts*, New-York, 1906 CIX
EATON, *The Freedom of the Press in the Upper South* (Mississipi Valley Historical Review, 1932) CX
FAY (Bernard), *L'esprit révolutionnaire en France et aux États-Unis à la fin du XVIIIe siècle*, Paris, 1924 CXI
LAUZANNE (Stéphane), *Le quatrième pouvoir en Angleterre et en Amérique* (*Revue de Paris*, 15 novembre 1927) CXII
MAC MURTRIE, *The Westward Migration of the printing Press, 1786-1836*, 1930 CXIII
MARCOSSON, *Adventures in interwiewing*, Londres, 1920 CXIV
O'BRIEN, *The Story of the « Sun »*, New-York, 1918 CXV
PARK, *The Immigrant Press and its Control*, New-York et Londres, 1922 CXVI
PARTON, *Greeley*, New-York, 1893 CXVII
PENN, *The Afro-American Press and its Editors*, Springfield (Mass.), 1891 CXVIII
RHODES (James Ford), *Historical Essays*, New-York, 1909 CXIX
SCOTT, *Newspapers and Periodicals of Illinois, 1814-1879*, Springfield, 1910 CXX
SEITZ, *Joseph Pulitzer*, New-York, 1924 CXXI
TOOKER, *The Joys and Tribulations of an Editor*, New-York, 1923 CXXII
UPTON SINCLAIR, *The Brass Check*, New-York, 1920 CXXIII
VILLARD, *Some Newspapers and Newspaper-Men*, New-York, 1923 CXXIV
WARD (Lester F.), *Pure Sociology*, New-York, 1903 CXXV
WILLEY, *The Country Newspaper*, Chapel Hill, 1926 CXXVI
WILLIAMS (Sara Lockwood), *Twenty Years of Education for Journalism*, Columbia (Missouri), 1929 CXXVII
WILSON, *Dana*, New-York, 1907 CXXVIII
WINKLER, *William Randolph Hearst* (traduction, par LEBAS, du livre paru à New-York en 1928), Paris, 1931 CXXIX

FRANCE

BIBLIOGRAPHIE

Bibliothèque Nationale, *Catalogue de l'Histoire de France*, t. IV (1857) et XI (1879), sections Lc¹ et Lc² .... **CXXX**

Catalogue des journaux départementaux, 1889.................... **CXXXI**

Catalogue des périodiques français et étrangers (achevé récemment) .... **CXXXII**

Catalogue des matières (pour les livres entrés depuis 1882), aux mots *journal, journalisme, presse*.......................... **CXXXIII**

Hatin (Eugène), *Bibliographie historique et critique de la presse périodique française*, 1866 .... **CXXXIV**

Tourneux, *Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*, 1890-1913, 5 vol. in-4° .... **CXXXV**

Bourgeois et André, *Les sources de l'histoire de France (XVIIe siècle)*, t. IV (Journaux et pamphlets), 1924, in-4°........... **CXXXVI**

Caron et Stein, *Répertoire bibliographique de l'histoire de France.* **CXXXVII**

Ce répertoire, dont le tome IV a paru en 1933, renferme une section « Imprimerie, Librairie, Presse ».

LIVRES GÉNÉRAUX

Hatin, *Histoire politique et littéraire de la presse en France*, 1859-1861, 8 vol .... **CXXXVIII**

Avenel (Henri), *Histoire de la presse française depuis 1789 jusqu'à nos jours*, 1900, in-4° .... **CXXXIX**

Renard (Georges), *Les travailleurs du livre et du journal*, 1925, 3 vol.. **CXL**

Levrault, *Le journalisme*, 1930, in-16 .... **CXLI**

MONOGRAPHIES

About, *Le XIXe siècle* (introd. par Joseph Reinach), 1892....... **CXLII**

Atkinson (Nora), *Eugène Sue et le roman-feuilleton*, Nemours, 1929 .... **CXLIII**

Avenel, *La presse française au XXe siècle*, 1901 .... **CXLIV**

Balzac, *Monographie de la presse parisienne*, 1842.............. **CXLV**

Barbey d'Aurevilly, *Journalistes et polémistes*, 1895 .... **CXLVI**

Beau de Loménie, *La carrière politique de Chateaubriand*, 1929, 2 vol.. **CXLVII**

Belleval (marquis de), *Souvenirs de ma jeunesse*, 1895......... **CXLVIII**

Béraud, *Souvenirs d'un journaliste royaliste*, La Rochelle, 1925 .. **CXLIX**

Bethléem, *La presse*, 1928 .... **CL**

Billy (André), *Les écrivains de combat*, 1931, in-12 .... **CLI**

Billy et Piot, *Le monde des journaux*, 1924 .... **CLII**

Brissot, *Mémoires* (éd. Perroud), s. d., 3 vol.................. **CLIII**

Cassagne, *La vie politique de François de Chateaubriand*, 1911... **CLIV**

Chuquet, *Les journaux de Paris en 1789* (Feuilles d'histoire, 1909, t. I) .... **CLV**

CONSTANT (Benjamin), *De la liberté des brochures, des pamphlets et des journaux* (réimprimé dans le Cours de politique constitutionnelle), 1861 CLVI
CORNOU, *Élie Fréron*, 1922 CLVII
DANCHIN, *Les imprimés lillois*, t. II et III, Lille, 1931 CLVIII
DELAFARGE, *La vie et l'œuvre de Palissot*, 1912 CLIX
DELISLE DE SALES, *Essai sur le journalisme depuis 1735 jusqu'à l'an 1800*, 1811 CLX
DEMAISON, *Les voix de France. La presse de province au XXe siècle*, 1932 CLXI
DESAZARS DE MONTGAILLARD, *Les débuts du journal à Toulouse* (Mémoires de l'Académie de Toulouse, 1910).......... CLXII
DES GRANGES, *Geoffroy et la critique dramatique sous le Consulat et l'Empire*, 1897.......... CLXIII
— *La presse littéraire sous la Restauration*, 1907.......... CLXIV
DESTREM, *Les conditions économiques de la presse*, 1902.......... CLXV
DIMIER, *Vingt ans d'Action Française*, 1926 CLXVI
DUCRAY, *Henri Rochefort*, 1913 CLXVII
DUFFO, *L'abbé Eusèbe Renaudot*, 1927.......... CLXVIII
FESCH, *Lacordaire journaliste*, 1897 CLXIX
FUNCK-BRENTANO, *Les nouvellistes*, 1905, in-12.......... CLXX
— *Figaro et ses devanciers*, 1909, in-12 CLXXI
GAGNIÈRE, *Histoire de la presse sous la Commune*, 1872.......... CLXXII
GARTNER, *Das « Journal étranger » und seine Bedeutung für die Verbreitung deutscher Literatur in Frankreich*, Mayence, 1905.. CLXXIII
GAZIER (Georges), *La presse bisontine* (Mémoires de la Société d'émulation du Doubs, 1925-1928) CLXXIV
GERMAIN, *Martyrologe de la presse*, 1861 CLXXV
GINISTY (Paul), *Anthologie du journalisme*, 1917, 2 vol. in-12..... CLXXVI
GOTTSCHALK, *Marat*, 1929.......... CLXXVII
GROUCHY (de), *La presse sous le premier Empire*, 1896 CLXXVIII
Journalisme (Du). Semaine des écrivains catholiques, 1924, in-12. CLXXIX
Journalisme (Le) d'aujourd'hui (Conférences à l'École de Journalisme), 1930, in-12.......... CLXXX
JOUVENEL (Robert de), *Le journalisme en vingt leçons*, 1920, in-12.......... CLXXXI
LACHÈVRE (Frédéric), *Scarron et sa gazette burlesque*, 1929....... CLXXXII
LA TOURETTE (Gilles de), *Théophraste Renaudot*, 1884.......... CLXXXIII
— *La vie et les œuvres de Théophraste Renaudot*, 1892 CLXXXIV
LATZARUS, *Le journal moderne* (*Revue de Paris*, janvier 1914) CLXXXV
LE BRETON, *Rivarol*, 1895.......... CLXXXVI
LE POITTEVIN, *La liberté de la presse depuis la Révolution*, 1901... CLXXXVII
Le Livre du Centenaire du « Journal des Débats », 1889, in-4°..... CLXXXVIII
MAYRAN, *Les débuts du journalisme en Rouergue*, Villefranche-de-Rouergue (1916).......... CLXXXIX
MEYER (Arthur), *Ce que mes yeux ont vu*, 1911, in-12 CXC
MORGAN (Betty Trebelle), *Histoire du « Journal des Savants » depuis 1665 jusqu'en 1701*, 1928 CXCI
MORNET, *Les origines intellectuelles de la Révolution française*, 1933, gr. in-8° CXCII
PÉRIVIER, *Napoléon journaliste*, 1918 CXCIII

REYNIER, *Thomas Corneille*, 1892 CXCIV
SCHROEDER, *L'abbé Prévost*, 1898 CXCV
SÖDERHJELM (Alma), *Le régime de la presse pendant la Révolution française*, Paris et Helsingfors, 1900, 2 vol CXCVI
STEIN, *La presse locale à Montargis au XVIIIe siècle*, Orléans, 1887, in-12 CXCVII
TALMEYR, *Souvenirs de journalisme*, 1900, in-12 CXCVIII
— *Souvenirs de la comédie humaine*, 1929, in-12 CXCIX
VINGTRINIER (Aimé), *Histoire des journaux de Lyon*, Lyon, 1852 CC
WILLOX, *Un journaliste en province*, 1895 CCI

GRANDE-BRETAGNE

BIBLIOGRAPHIE

PEET (Hubert W.), *Bibliography of Journalism*, 1915 CCII
CRANE et KAYES, *A Census of British Newspapers and Periodicals*, 1620-1800, 1927 CCIII
The Times Tercentenary Handlist of English and Welsh Newspapers, Magazines and Reviews, 1620-1920, 1920, gr. in-8° CCIV

Voir au catalogue du British Museum les articles *Periodicals* pour les revues et les magazines, et *Newspapers* pour les journaux. Voir aussi le catalogue spécial de la collection Thomason pour la période 1640-1661 (1908), ainsi que les collections BURNEY et BAGFORD. Pour les ouvrages récents, voir le *Subject Index of the Modern Books* au mot *Journalism*.

HISTOIRES GÉNÉRALES

ANDREWS, *The History of British Journalism*, 1854, 2 vol CCV
FOX BOURNE, *English Newspapers. Chapters in the History of Journalism*, 1887, 2 vol CCVI
WILLIAMS (J. B.), *A History of English Journalism to the Foundation of the Gazette*, 1908 CCVII
ESCOTT, *Masters of English Journalism*, 1911 CCVIII
The Cambridge History of English Literature, t. VII (chap. XV) et XIV (chap. IV) CCIX
STANLEY MORISON, *The English Newspaper*, Cambridge, 1932, gr. in-4 CCX

L'auteur bien connu des études sur l'imprimerie expose ici l'histoire typographique ou, selon son expression, le « développement physique » des journaux.

MONOGRAPHIES

ADDISON, *Le Spectateur* (trad.), 1731-1736, 5 vol CCXI
ATKINS, *The Life of Russell, the First Special Correspondent*, 1911 CCXII

BASTIDE, *John Locke*, 1906 CCXIII
BEAVERBROOK (Lord), *Politicians and the War*, 1928-1932, 2 vol.. CCXIV
BELJAME, *Le public et les hommes de lettres en Angleterre au XVIIIe siècle*, 1881 CCXV
BLOWITZ (Stéphane DE), *My Memoirs*, 1903 CCXVI
BOWMAN, *The Story of the Times*, 1931 CCXVII
BULLARD (Lauriston), *Famous War Correspondents*, 1914 CCXVIII
CAMPBELL STUART, *Secrets of Crewe House*, 1920 CCXIX
CHESTERTON, *La vie de Cobbett* (traduction), 1930, in-16 CCXX
COCHRAN (Helen), *History and Criticism of English Newspapers*, 1800-1916, Madison, 1916 CCXXI
COKE (Édouard), *The Press in War-Time*, 1920 CCXXII
COLLET, *History of the Taxes on Knowledge*, 1899, 2 vol CCXXIII
CRAIG (Mary Elisabeth), *The Scottish periodical Press*, 1750-1789, Edimbourg, 1931 CCXXIV
CROSS, *Fielding*, 1918 CCXXV
DARK, *Sir Arthur Pearson*, 1922 CCXXVI
DENOYER, *Comment se transforme la presse anglaise* (*Revue des Deux Mondes*, 1er février 1928) CCXXVII
DOTTIN (Paul), *Daniel de Foë et ses romans*, 1924 CCXXVIII
DURAND, *Le régime de la presse en Angleterre*, 1928 CCXXIX
FROST, *Reminiscences of a Country Journalist*, 1886 CCXXX
GOEBEL, *Frédéric Koenig et l'invention de la presse mécanique* (trad.), 1885, gr. in-8° CCXXXI
HILAIRE BELLOC, *The free Press*, s. d., in-12 (paru d'abord en 1918 dans *The New Age*) CCXXXII
KENNEDY JONES, *Fleet Street and Downing Street*, 1919 CCXXXIII
KITCHIN (George), *Sir Roger L'Estrange*, 1913 CCXXXIV
— *Moberly Bell and his Times*, 1925 CCXXXV
JÈZE, *Le régime juridique de la presse en Angleterre pendant la guerre (Revue du droit public*, 1915-1916) CCXXXVI
MASON JACKSON, *The Pictorial Press*, 1885 CCXXXVII
MILLS, *The Manchester Guardian*, 1921 CCXXXVIII
MILTON, *Areopagitica*, Cambridge, 1918 (réimpression de la Cambridge University Press) CCXXXIX
— *Sur la liberté de la presse*, « imité de l'anglais », par Mirabeau, Londres, 1788 CCXL
MUDDIMAN, *The King's Journalist, Henry Muddiman*, 1923 CCXLI
NEVILLE LYTTON, *The Press and the General Staff*, 1920 CCXLII
NOVION, *La presse anglaise contemporaine et ses grands quotidiens*, 1925, in-12 CCXLIII
Observer (The,) 1791-1921, in-4° CCXLIV
SIMONIS, *The Street of Ink*, 1917 CCXLV
STUTTERHEIM (Kurt von), *Die englische Presse*, Berlin, 1933 CCXLVI
TRACEY (Herbert), *General Survey* (introduction à *The British Press*, dans les *Parchment Guides*), 1929, in-12 CCXLVII
VAN STOCKUM, *The first Newspapers of England printed in Holland*, 1620-21, La Haye, 1914, f° (reproduction de ces feuilles).. CCXLVIII
WICKHAM STEED, *Mes souvenirs* (trad.), 1926-1927, 2 vol CCXLIX
WHYTE, *Stead*, 1925, 2 vol CCL
WILLIAMS, *The earliest English Corantos* (*Library*, oct. 1913)..... CCLI

WILSON (Macnair), *Lord Northcliffe*, 1927 CCLII

Je ne veux pas donner une bibliographie de la presse britannique dans les Dominions et dans les colonies anglaises. Je signale seulement les procès-verbaux des conférences tenues par la presse de l'Empire, comme *The Fourth Imperial Press Conference*, Londres, 1930 CCLIII

AUTRES PAYS

Presse européenne

AUTRICHE

HELFERT (Freiherr von), *Die Wiener Journalistik im Jahre 1848*, Vienne, 1877 CCLIV

SRBIK (Heinrich Ritter von), *Metternich*, Munich, 1925-1926, 2 vol. CCLV

ZENKER, *Geschichte der Wiener Journalistik*, Vienne et Leipzig, 1892-1893, 2 vol. CCLVI

BELGIQUE

CAPITAINE (Ulysse), *Recherches historiques et bibliographiques sur les journaux liégeois*, Liége, 1850......................... CCLVII

CLOUGH, *A History of the Flemish Movement in Belgium*, New-York, 1930 CCLVIII

HARSIN, *Essai sur l'opinion publique en Belgique de 1815 à 1830*, Charleroi, 1930 CCLIX

WARZÉE, *Essai historique et critique sur les journaux belges*, Gand et Bruxelles, 1844 CCLX

Pour la presse belge contemporaine, de langue française ou flamande, la bibliographie est donnée par VAN SINT JAN, dans *Zeitungswissenschaft* (1929).

BULGARIE

PETKOFF, *La presse en Bulgarie*, 1910....................... CCLXI

ESPAGNE

GOMEZ IMAZ, *Los periodicos durante la guerra de la Independencia*, Madrid, 1910, in-4° CCLXII

PEREZ DE GUZMAN Y GALLO, *Bosquejo historico-documental de la Gaceta de Madrid*, Madrid, 1902.......................... CCLXIII

GRÈCE

DASCALAKIS, *La presse néo-hellénique*, 1930.................. CCLXIV

HOLLANDE

BRUNOT, *Histoire de la langue française*, t. V, 1917, gr. in-8° CCLXV
HATIN, *Les gazettes de Hollande et la presse clandestine aux XVIIe et XVIIIe siècles*, 1865 CCLXVI
LACOSTE, *Bayle nouvelliste et critique littéraire*, 1929, in-4° (Mémoires publiés par l'Académie Royale de Belgique) CCLXVII
La librairie, l'imprimerie et la presse en Hollande, La Haye, 1910 .. CCLXVIII
REESINK (Hendrika Johanna), *L'Angleterre et la littérature anglaise dans les trois plus anciens périodiques français de Hollande, de 1684 à 1709*, Zutphen, 1931 CCLXIX
Il n'est question dans ces livres que de la presse hollandaise de langue française.

HONGRIE

FERENCZY (J. DE), *La presse périodique en Hongrie*, Budapest, 1910 (extrait de la *Revue de Hongrie*) CCLXX

ITALIE

AMICUCCI, *Il giornalismo nel regime fascista*, Rome, 1929 CCLXXI
BERNARDINI, *Guida delle stampa periodica italiania*, Lecce, 1890 .. CCLXXII
DRESLER, *Geschichte der italienischen Presse*, I, 2e éd., Munich, 1933 CCLXXIII
PASTINE (Onorato), *La republica di Genova e le gazzette*, Gênes, 1923 CCLXXIV
SALVEMINI, Introduction à l'*Exposition de la presse antifasciste italienne*, Cologne, 1928 CCLXXV
ZAZO, *Il giornalismo a Napoli nelle prima meta del secolo XIX*, Naples, 1924 CCLXXVI
L'histoire de la presse italienne a été approfondie et renouvelée par les nombreux travaux de PICCIONI.

POLOGNE

SMOGORZEWSKI, *La presse en Pologne*, Paris, 1930 CCLXXVII
L'auteur utilise les importants travaux de Jarkowski sur la presse polonaise.

RUSSIE

JARYC (Marc), *La presse en Russie soviétique* (dans la revue *Europe*, 1932) CCLXXVIII
JUST, *Die Presse der Sowjet-Union*, Berlin, 1930.......... CCLXXIX
MILIOUKOV, *Histoire de Russie*, t. II et III, 1933 CCLXXX
NAGRADOW, *Moderne russische Censur und Presse vor und hinter den Coulissen*, Berlin, 1894 CCLXXXI
PIERRE, *La presse de l'U. R. S. S. en 1932* (*Monde Slave*, juillet 1932) CCLXXXII

SUISSE

Das Buch der schweitzerischen Zeitungsverleger. Le livre des éditeurs de journaux suisses. Il libro degli editori di giornali swizzeri. Zurich, 1925, in-4°.. CCLXXXIII

Cet ouvrage collectif renferme des exposés détaillés sur l'histoire de la presse dans les divers cantons.

MARKUS, *Geschichte der schweizerischen Zeitungspresse zur Zeit der Helvetik, 1798-1803*, Zurich, 1909 (1)..................... CCLXXXIV

Parmi les monographies de journaux, deux ont une valeur particulière, l'une publiée en français par le *Journal de Genève* pour son centenaire (1826-1926) ; l'autre en allemand par la *Neue Zürcher Zeitung*, pour son cent-cinquantième anniversaire (1780-1930).

La Suisse a l'un des meilleurs périodiques spéciaux sur l'histoire de la presse, le *Schweizer Gutenberg-Museum*.

TCHÉCOSLOVAQUIE

VOLF (Josef), *Dejiny novin y Cechach do r. 1848*, Prague, 1930. Extrait de la revue *Duch Novin (L'Esprit des journaux)*, spécialement consacrée à l'histoire de la presse par O. Butter...... CCLXXXV

Presse extra-européenne

CHINE

WOO KÔVAI, *Le journalisme en Chine*, Fontenay-aux-Roses, 1928, in-4°.. CCLXXXVI

JAPON

WILDES (Harry Emerson), *The Press and Social Currents in Japan*, Philadelphie, 1927 CCLXXXVII

PRESSE MUSULMANE

Revue du monde musulman (voir à la table de chaque volume le mot *presse*).. CCLXXXVIII

MASSIGNON, *Annuaire du monde musulman*, 3e éd., 1929 CCLXXXIX

— *L'étude de la presse musulmane (Annales d'histoire économique et sociale*, juillet 1930) CCXC

DJIVÉLÉGUIAN, *Le régime de la presse en Turquie*, 1912.......... CCXCI

HARTMANN (Martin), *The Arabic Press of Egypt*, Londres, 1899.. CCXCII

MAHMOUD-FOUAD, *Le régime de la presse en Égypte*, 1912....... CCXCIII

SABRY, *La genèse de l'esprit national égyptien*, 1924 (2)......... CCXCIV

(1) Signalons l'excellent résumé de LÜTHI, *Die Schweizer Presse einst und jetzt*, Berne, 1933.

(2) Pendant l'impression de ce livre, a paru le 22e numéro de IV, consacré à la bibliographie de l'histoire de la presse. Il renferme aussi quelques études historiques, entres autres celle de GEORGES BOURGIN, *Essai sur la presse française*.

INDEX

---

* *

TABLE DES GRAVURES HORS-TEXTE

*

TABLE DES MATIÈRES

TROISIÈME PARTIE

Le journal dans la seconde moitié du XIXe siècle.

QUATRIÈME PARTIE

Le journal au XXe siècle.

---

*

6428-9-34. — RÉGIE IMP. CRÉTÉ. CORBEIL.

L'ÉVOLUTION DE L'HUMANITÉ

PREMIÈRE SECTION

Introduction (Préhistoire, Protohistoire) ; Antiquité.

* Vol. 1. — **La Terre avant l'Histoire** (*Les origines de la Vie et de l'Homme*), par Edmond PERRIER. 18e mille.
* Vol. 2. — **L'Humanité préhistorique** (*Esquisse de Préhistoire générale*), par Jacques DE MORGAN. 17e mille.
* Vol. 3. — **Le Langage** (*Introduction linguistique à l'Histoire*), par J. VENDRYES. 15e mille.
* Vol. 4. — **La Terre et l'Évolution humaine** (*Introduction géographique à l'Histoire*), par Lucien FEBVRE, *avec le concours* de L. BATAILLON. 11e mille.
* Vol. 5. — **Les Races et l'Histoire** (*Introduction ethnologique à l'Histoire*), par Eugène PITTARD. 15e mille.
* Vol. 6. — **Des Clans aux Empires** (*L'organisation sociale chez les primitifs et dans l'Orient ancien*), par A. MORET et G. DAVY. 11e mille.
* Vol. 7. — **Le Nil et la Civilisation égyptienne**, par A. MORET. 13e mille.
* Vol. 8. — **La Mésopotamie : les Civilisations babylonienne et assyrienne**, par L. DELAPORTE. 11e mille.
* Vol. 9. — **La Civilisation égéenne**, par G. GLOTZ. 14e mille.
* Vol. 10. — **La Formation du Peuple grec**, par A. JARDÉ. 11e mille.
* Vol. 11. — **Le Génie grec dans la Religion**, par L. GERNET et A. BOULANGE[r] 7e mille.
* Vol. 12. — **L'Art en Grèce**, par A. DE RIDDER et W. DEONNA. 11e mill[e]
* Vol. 13. — **La Pensée grecque et les origines de l'Esprit scien**[...] L. ROBIN. 14e mille.
* Vol. 14. — **La Cité grecque** (*Le développement des Institutio*[...] 9e mille.
* Vol. 15. — **L'Impérialisme macédonien et l'Hellénis**[...] P. JOUGUET. 7e mille.
* Vol. 16. — **L'Italie primitive et les débuts de l'**[...] HOMO. 9e mille.
* Vol. 17. — **Le Génie romain dans la Rel**[...] GRENIER. 9e mille.
* Vol. 18. — **Les Institutions politiq**[...] HOMO. 9e mille.
* Vol. 19. — **Rome et l'Organi**[...]
* Vol. 20. — **L'Économie a**[...]
* Vol. 21. — **Les Celte**[...] Henr[...]
* Vol. 21bis. — **Le**[...]
* Vol. 22. -
* Vol. 2[...]
* Vo[...]
* [...]

[...]URSEL,

[...]chaînement.

L'ÉVOLUTION DE L'HUMANITÉ

DEUXIÈME SECTION

Origines du Christianisme et Moyen âge.

- * Vol. 27. — **Israël, des origines au milieu du VIIIe siècle,** par AD. LODS. 8e mille.
- +Vol. 28. — **Des prophètes à Jésus. Les Prophètes d'Israël et les Débuts du Judaïsme,** par AD. LODS.
- +Vol. 28bis — **Des prophètes à Jésus. Le Monde palestinien vers le temps de Jésus,** par CH. GUIGNEBERT.
- * Vol. 29. — **Jésus,** par Ch. GUIGNEBERT. 7e mille.
- +Vol. 29bis — **Le Christ,** par CH. GUIGNEBERT.
- +Vol. 30. — **L'Église,** par Ch. GUIGNEBERT.
- * Vol. 31. — **La Fin du Monde antique et les débuts du Moyen Age,** par F. LOT. 9e mille.
- Vol. 32. — **L'Empire d'Orient et la Civilisation byzantine,** par CH. DIEHL.
- Vol. 33. — **Charlemagne et l'Empire carolingien,** par LOUIS HALPHEN.
- Vol. 34. — **La Société féodale,** par MARC BLOCH.
- Vol. 35. — **Les Origines du Monde slave :** *Slaves, Germains et Byzantins,* sous la direction de PAUL BOYER, par PIERRE CHASLES, L. EISENMANN, H. GRAPPIN et TESNIÈRE.
- Vol. 36. — **L'Islam et Mahomet,** par GAUDEFROY-DEMOMBYNES.
- Vol. 37. — **L'Islam en marche,** par L. BARRAU-DIHIGO.
- Vol. 38. — **La Chrétienté et l'idée de Croisade,** par PAUL ALPHANDERY.
- Vol. 39. — **La Théocratie et le Saint Empire,** par L. KERN.
- Vol. 40. — **L'Art du Moyen Age et la Civilisation française,** par L. RÉAU et G. COHEN.
- * Vol. 41. — **La Monarchie féodale en France et en Angleterre** (*Xe-XIIIe siècles*), par CH. PETIT-DUTAILLIS. 7e mille
- Vol. 42. — **Le Début des monarchies modernes en Occident,** par DUPONT-FERRIER, J. CALMETTE et PERROY.
- Vol. 43. — **L'Organisation du droit,** par ED. MEYNIAL.
- Vol. 44. — **Les Origines de l'économie européenne** (*Ve-XIIe siècles*), par MARC BLOCH.
- Vol. 45. — **De l'Économie urbaine et seigneuriale au capitalisme financier** (*XIIIe-XVe siècles*), par MARC BLOCH.
- Vol. 46. — **Le Commerce maritime. Les Sociétés marchandes,** par F. BOISSONNADE.
- Vol. 47. — **La Philosophie du Moyen Age,** par Émile BRÉHIER.
- Vol. 48. — **La Science du Moyen Age,** par ABEL REY.
- Vol. 49. — **Les Forces nouvelles dans l'Europe orientale et septentrionale,** sous la direction de PAUL BOYER.
- Vol. 50. — **La Préparation du génie moderne dans la littérature et l'art de l'Occident,** par R. SCHNEIDER et G. COHEN.
- Vol. 51. — **L'Apparition du livre,** par LUCIEN FEBVRE.

* **Volumes parus.** + **A paraître prochainement.**

Voir le programme de la 1re section au verso

6428-34. — Régie Imp. CRÉTÉ. — CORBEIL.